A° 1949. 

N° 81

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 27ste Juli 1949, no. 4137 tot bekendmaking van het Koninklijk besluit van 6 April 1949, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Vredesverdrag tussen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Italië, ondertekend te Parijs op 10 Februari 1947 (Staatsblad no. J. 166).*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brief dd. 17 Mei 1949, 1e Afdeling A en 7e Afdeling, no. 16/432 van de Heer Minister van Overzeese Gebiedsdelen a.i., waarbij het Koninklijk besluit van 6 April 1949, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Vredesverdrag tussen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Italië, ondertekend te Parijs op 10 Februari 1947 (Staatsblad no. J. 166), ter bekendmaking wordt aangeboden;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat bovenaangehaald Koninklijk besluit

van 6 April 1949 (Staatsblad no. J. 166) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekendgemaakt.

Willemstad, de 27ste Juli 1949.

De Gouverneur voornoemd,

bij afwezigheid,

F. A. JAS.

Uitgegeven de 3de Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

WIJ JULIANA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 15 December 1948 (*Staatsblad* No. I 547), houdende goedkeuring van het Vredesverdrag tussen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Italië, ondertekend te Parijs op 10 Februari 1947, van welk verdrag de Franse tekst, alsmede een vertaling daarvan, bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat Onze akte van bekrachtiging van genoemd verdrag op 17 Februari 1949 bij de Franse Regering is nedergelegd, weshalve het verdrag op die datum, overeenkomstig artikel 90, voor Nederland is in werking getreden;

Overwegende mede, dat meergenoemd verdrag op 15 September 1947 is in werking getreden voor de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Britannië en Noord-Ierland, de Unie van Socialistische Sowjet-Republieken en Italië, terwijl hetzelve op 17 Februari 1949 reeds was bekrachtigd door en in werking getreden voor de navolgende Staten:

Albanië (door toetreding), Australië, België, Canada, China, Ethiopië, Griekenland, India, Joegoslavië, Mexico (door toetreding), Nieuw-Zeeland, Polen, Tsjechoslowakije, Tunis (door toetreding), en de Unie van Zuid-Afrika;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken a.i. van 30 Maart 1949, Kabinet en Protocol, No. 33606;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de Franse tekst van meergenoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers zijn, ieder voor zoveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereist.

Soestdijk, 6 April 1949.

JULIANA.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
W. DREES.

Uitgegeven de *dertiende* Mei 1949.

De Minister van Justitie,
WIJERS.

Les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Australie, la Belgique, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, le Brésil, le Canada, l'Ethiopie, la Grèce, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union Sud-Africaine, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, désignés ci-après sous le nom de ,,Puissances Alliées et Associées'', d'une part, et l'Italie d'autre part;

Considérant que l'Italie, sous le régime fasciste, est devenue l'une des parties contractantes du pacte tripartite avec l'Allemagne et le Japon, qu'elle a entrepris une guerre d'agression et, de ce fait, a provoqué un état de guerre avec toutes les Puissances Alliées et Associées et avec d'autres Nations Unies, et qu'elle porte sa part de responsabilité dans la guerre;

Considérant que, par suite des victoires des forces alliées et avec l'aide des éléments démocratiques du peuple italien, le régime fasciste a été renversé en Italie le 25 juillet 1943, et que l'Italie, après avoir capitulé sans conditions, a signé les clauses d'armistice des 3 et 29 septembre de la même année;

Considérant que, après ledit armistice, des forces armées italiennes, celles du Gouvernement aussi bien que celles de la Résistance, ont pris une part active à la guerre contre l'Allemagne, que l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne le 13 octobre 1943 et qu'elle est ainsi devenue cobelligérante dans la guerre contre l'Allemagne;

Considérant que les Puissances Alliées et Associées et l'Italie sont désireuses de conclure un traité de paix qui règle, en conformité avec les principes de justice, les questions demeurant en suspens à la suite des événements ci-dessus rappelés et qui forme la base de relations amicales entre elles, permettant ainsi aux Puissances Alliées et Associées d'appuyer les demandes que l'Italie présentera pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies et pour adhérer à toute convention conclue sous les auspices des Nations Unies;

Pour ces motifs, ont décidé de proclamer la cessation de l'état de guerre et de conclure à cet effet le présent Traité de Paix et ont, à ces fins, désigné les Plénipotentiaires soussignés, lesquels, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

PARTIE I

CLAUSES TERRITORIALES

SECTION I. FRONTIÈRES

Article 1.

Les frontières de l'Italie demeureront telles qu'elles étaient au 1er janvier 1938, sous réserve des modifications indiquées aux articles 2, 3, 4, 11 et 22. Le tracé de ces frontières est indiqué sur les cartes jointes au présent Traité (annexe I). En cas de divergences entre le texte de la description des frontières et les cartes, c'est le texte qui fera foi.

Article 2.

La frontière entre l'Italie et la France, telle qu'elle était au 1er janvier 1938, sera modifiée comme suit:

1. *Col du Petit-Saint-Bernard.*

La nouvelle frontière suivra la ligne de partage des eaux en quittant la frontière actuelle à 2 kilomètres environ au nord-ouest de l'Hospice, coupant la route à 1 kilomètre environ au nord-est de l'hospice et rejoignant la frontière actuelle à 2 kilomètres environ au sud-est de l'Hospice.

2. *Plateau du Mont Cenis.*

La nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à 3 kilomètres environ au nord-ouest du sommet de Rochemelon, coupera la route à 4 kilomètres environ au sud-est de l'Hospice et rejoindra la frontière actuelle à 4 kilomètres environ au nord-est du Mont d'Ambin.

3. *Mont Thabor-Chaberton.*

(*a*) Dans la région du Mont Thabor, la nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à 5 kilomètres environ à l'est du Mont Thabor et se dirigera vers le sud-est pour rejoindre la frontière actuelle à 3 kilomètres environ à l'ouest de la Pointe de Charra.

(b) Dans la région du Chaberton, la nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à 3 kilomètres environ au nord-nord-ouest du Chaberton qu'elle contournera à l'est, et coupera la route à 1 kilomètre environ de la frontière actuelle qu'elle rejoindra à 2 kilomètres environ au sud-est de la localité de Montgenèvre.

4. *Vallées supérieures de la Tinée, de la Vésubie et de la Roya.*

La nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à Colla Longa, suivra la ligne de partage des eaux par le Mont Clapier, le Col de Tende et le Mont Marguareis, d'où elle descendra vers le sud par le Mont Saccarello, le Mont Vacchi, le Mont Pietravecchia, le Mont Lega et atteindra un point situé approximativement à 100 mètres de la frontière actuelle près de Colla Pegairolle à 5 kilomètres environ au nord-est du Breil; de là en direction du sud-ouest, elle rejoindra la frontière actuelle à 100 mètres environ au sud-ouest du Mont Mergo.

La description détaillée des sections de la frontière auxquelles s'appliquent les modifications indiquées dans les paragraphes 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, figure à l'annexe II du présent Traité, les cartes auxquelles se réfère cette description se trouvant à l'annexe I.

Article 3.

La frontière entre l'Italie et la Yougoslavie sera déterminée comme il suit:

La nouvelle frontière suit une ligne partant du point de jonction des frontières de l'Autriche, de l'Italie et de la Yougoslavie, telles qu'elles étaient au 1er janvier 1938, et suivant vers le sud la frontière de 1938 entre la Yougoslavie et l'Italie jusqu-au point de jonction de cette frontière et de la limite administrative séparant les provinces italiennes du Frioul (Udine) et de Gorizia;

de ce point, la ligne se confond avec ladite limite administrative, jusqu'en un point situé approximativement à 0,5 km au nord du village de Mernico dans la vallée de l'Iudrio;

laissant en ce point la limite administrative séparant les provinces italiennes du Frioul et de Gorizia, la ligne s'étend à l'est jusqu'en un point situé approximativement à 0,5 km à l'ouest du village de Vercoglia di Cosbana et de là se dirige vers le sud, entre les vallées du Quarnizzo et de la Cosbana, jusqu'en un point situé approximativement à 1 km au sud-ouest du village de Fleana, après s'être incurvée de manière à couper la rivière de Recca en un point situé approximativement à 1,5 km à l'est de l'Iudrio, laissant à l'est la route de Cosbana via Nebola à Castel Dobra;

de là, la ligne continue vers le sud-est, passant immédiatement au sud de la route entre les cotes 111 et 172, puis au sud de celle de Vipulzano à Uclanzi par les cotes 57 et 122, coupant cette dernière route à 100 m. environ à l'est de la cote 122 pour s'infléchir vers le nord en direction d'un point situé à 350 m. au sud-est de la cote 266;

passant à 0,5 km environ au nord du village de Sant Floriano, la ligne s'étend alors vers l'est jusqu'au Mont Sabotino (cote 610), laissant au nord le village de Poggio San Valentino;

du Mont Sabotino, la ligne, se dirigeant vers le sud, traverse l'Isonzo (Soca) à la hauteur de la ville de Salcano, qu'elle laisse en territoire yougoslave; elle longe alors immédiatement à l'ouest la ligne de chemin de fer de Canale d'Isonzo à Montespino jusqu'en un point situé à environ 750 m. au sud de la route de Gorizia à Aisovizza;

se détachant alors du chemin de fer, elle s'infléchit en direction du sud-ouest, laissant en territoire yougoslave la ville de San Pietro et en territoire italien l'Hospice et la route qui le borde, traverse à 700 mètres environ de la station de Gorizia S. Marco la ligne de raccordement entre le chemin de fer précité et celui de Sagrado à Cormons, longe le cimetière de Gorizia, laissé en territoire italien, passe entre la grand'route No 55 de Gorizia à Trieste, laissée en territoire italien, et le carrefour situé à la cote 54, laissant en territoire yougoslave les villes de Vertoiba et de Merna et atteint un point situé approximativement à la cote 49;

de là, la ligne continue en direction du sud à travers le Carso à 1 km environ à l'est de la grand'route no 55, laissant à l'est le village d'Opacchiasella et à l'ouest le village d'Iamiano:

d'un point situé approximativement à 1 km à l'est d'Iamiano, la ligne suit la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste jusqu'en un point situé approximativement à 2 km au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 km au nord-ouest de la cote 208, et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

Article 4.

La frontière entre l'Italie et le Territoire Libre de Trieste sera fixée comme il suit:

La nouvelle frontière part d'un point situé sur la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste à environ 2 km au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 km au nord-ouest de la cote 208, et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste, et se dirige vers le sud-ouest jusqu'en un point adjacent à la grand'route no 14 et situé approximativement à 1 km au nord-ouest de la jonction des grand'routes nos 55 et 14 qui vont de Gorizia et de Monfalcone, respectivement, à Trieste;

de là, la ligne se dirige vers le sud jusqu'en un point situé sur le golfe de Panzano, à égale distance de Punta Sdobba, à l'embouchure de l'Isonzo (Soca), et de Castello Vecchio à Duino, à 3,3, km environ au sud du point où elle quitte la côte, point situé approximativement à 2 km au nord-ouest de la ville de Duino;

de là, la ligne rejoint la haute mer en passant à égale distance de la côte italienne et de la côte du Territoire Libre de Trieste.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

Article 5.

1. La démarcation finale des nouvelles frontières fixées par les articles 2, 3, 4 et 22 du présent Traité sera déterminée sur place par des Commissions de délimitation composées de représentants des deux Gouvernements intéressés.

2. Ces Commissions commenceront leurs travaux immédiatement après l'entrée en vigueur du présent Traité; elles les termineront le plus tôt possible et, en tout cas, dans un délai de six mois.

3. Toutes les questions sur lesquelles l'accord n'aura pas été réalisé par ces Commissions seront soumises aux Ambassadeurs des États-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome, qui, agissant suivant la procédure prévue à l'article 86, en assureront le règlement final par telle méthode de leur choix, y compris, s'il y a lieu, la nomination d'un troisième Commissaire impartial.

4. Les dépenses des Commissions de délimitation seront supportées par moité par chacun des deux Gouvernements intéressés.

5. En vue de la détermination finale sur place des frontières établies aux articles 3, 4 et 22, les Commissaires seront autorisés à s'écarter de 0,5 km de la ligne établie par le présent Traité, afin d'adapter la frontière aux conditions géographiques et économiques locales, sous réserve de ne placer sous une souveraineté autre que celle résultant des délimitations stipulées dans le présent Traité aucun village ni aucune ville de plus de 500 habitants, aucune route ou voie ferrée importante, ni aucun centre important d'approvisionnement en eau ou de fourniture d'énergie électrique.

SECTION II. FRANCHE (Clauses spéciales)

Article 6.

L'Italie cède à la France en pleine souveraineté le territoire précédemment italien situé du côté français de la frontière franco-italienne, telle qu'elle est définie à l'article 2.

Article 7.

Le Gouvernement italien remettra au Gouvernement français toutes les archives historiques et administratives antérieures à 1860 qui se rapportent au territoire cédé à la France par le Traité du 24 mars 1860 et par la Convention du 23 août 1860.

Article 8.

1. Le Gouvernement italien coopérera avec le Gouvernement français à l'établissement éventuel d'une liaison par voie ferrée entre Briançon et Modane par Bardonnèche.

2. Le Gouvernement italien autorisera en franchise, sans visite de douane, sans vérification de passeports ou aucune autre formalité, le trafic par chemin de fer des voyageurs et des marchandises empruntant, en territoire italien, le raccordement ainsi établi, pour se rendre dans un sens ou dans l'autre d'un point situé en France à un autre point situé en France; il prendra toute mesure nécessaire pour assurer le passage, dans les mêmes conditions de franchise et sans retard injustifié, des trains français utilisant ledit raccordement.

3. Les arrangements nécessaires seront conclus en temps utile entre les deux Gouvernements.

Article 9.

1. *Plateau du Mont Cenis.*

En vue d'assurer à l'Italie des facilités identiques à celles dont elle disposait pour l'énergie hydro-électrique et l'eau fournies par le lac du Mont Cenis avant la cession de cette région à la France, l'Italie recevra de la France par voie d'accord bilatéral les garanties techniques indiquées dans l'annexe III.

2. *Région de Tende-La Brigue.*

Afin que l'Italie n'ait à subir aucune diminution des fournitures d'énergie électrique qu'elle recevait de sources existant dans la région de Tende-La Brigue avant la cession de cette région à la France, l'Italie recevra de la France par voie d'accord bilatéral les garanties techniques indiquées à l'annexe III.

SECTION III. AUTRICHE (Clauses spéciales)

Article 10.

1. L'Italie conclura avec l'Autriche des accords pour assurer la liberté de circulation des voyageurs et des marchandises entre le nord et l'est du Tyrol ou confirmera les accords existant à ce sujet.

2. Les Puissances Alliées et Associées ont pris note des dispositions (dont le texte est contenu dans l'annexe IV), sur lesquelles les Gouvernements autrichien et italien se sont mis d'accord le 5 septembre 1946.

SECTION IV. RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE (Clauses spéciales)

Article 11.

1. L'Italie cède à la Yougoslavie, en pleine souveraineté, le territoire situé entre les nouvelles frontières de la Yougoslavie telles qu'elles sont définies aux articles 3 et 22 et la frontière italo-yougoslave telle qu'elle existait au 1er janvier 1938 ainsi que la commune de Zara et toutes les îles et les îlots adjacents compris dans les zones suivantes:

(a) Région limitée:
au nord par le parallèle 42°50′N.
au sud par le parallèle 42°42′N.
à l'est par le méridien 17°10′E.
à l'ouest par le méridien 16°25′E.

(*b*) Région limitée:
au nord par une ligne traversant Porto del Quieto en restant à égale distance de la côte du Territoire Libre de Trieste et de celle de la Yougoslavie et, de là, gagnant le point 45°15′N.—13°24′E.
au sud par le parallèle 44°23′N.
à l'ouest par une ligne joignant les points suivants:
1) 45°15′N.—13°24′E.
2) 44°51′N.—13°37′E.
3) 44°23′N.—14°18′30″E.
à l'est par la côte occidentale de l'Istrie, les îles et le territoire continental de la Yougoslavie.

La carte de ces régions figure à l'annexe I.

2. L'Italie cède à la Yougoslavie en pleine souveraineté l'île de Pelagosa et les îlots adjacents.

L'île de Pelagosa restera démilitarisée.

A Pelagosa et dans les eaux avoisinantes, les pêcheurs italiens jouiront des mêmes droits que ceux qui y étaient reconnus aux pêcheurs yougoslaves avant le 6 avril 1941.

Article 12.

1. L'Italie restituera à la Yougoslavie tous les objets de caractère artistique, historique, scientifique, pédagogique ou religieux (y compris tous actes, manuscrits, documents et matériel bibliographique) ainsi que les archives administratives

(dossiers, registres, plans et documents de toute espèce), qui ont été emportés, entre le 4 novembre 1918 et le 2 mars 1924, à la faveur de l'occupation italienne, hors des territoires rattachés à la Yougoslavie aux termes des traités signés à Rapallo le 12 novembre 1920 et à Rome le 27 janvier 1924. L'Italie restituera également les objets de même nature provenant desdits territoires et qui ont été enlevés par la Mission italienne d'armistice siégeant à Vienne aprés la première guerre mondiale.

2. L'Italie remettra à la Yougoslavie tous les objets visés au paragraphe 1 du présent article et qui sont juridiquement des biens publics, enlevés depuis le 4 Novembre 1918 du territoire rattaché à la Yougoslavie aux termes du présent Traité, ainsi que les objets intéressant ledit territoire remis à l'Italie par l'Autriche et la Hongrie en exécution des traités de paix signés à Saint-Germain le 10 septembre 1919 et à Trianon le 4 juin 1920 et de la Convention entre l'Autriche et l'Italie signée à Vienne le 4 mai 1920.

3. Si, dans des cas particuliers, il est impossible à l'Italie de restituer à la Yougoslavie les objets définis aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Italie s'engage à remettre à la Yougoslavie des objets de même nature ou d'une importance sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Italie.

Article 13.

L'alimentation en eau de la commune de Gorizia et de ses environs sera réglée conformément aux dispositions de l'annexe V.

SECTION V. GRÈCE (Clauses spéciales)

Article 14.

1. L'Italie cède à la Grèce en pleine souveraineté les îles du Dodécanèse ci-après énumérées, savoir: Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos) et Castellorizo, ainsi que les îlots adjacents.

2. Ces îles seront et resteront démilitarisées.

3. Les formalités et les conditions techniques du transfert de ces îles à la Grèce seront fixées par un accord entre les Gouvernements du Royaume-Uni et de la Grèce et des arrangements seront pris pour que le retrait des troupes étrangères soit terminé au plus tard quatre-vingt-dix jours après l'entrée en vigueur du présent Traité.

PARTIE II

CLAUSES POLITIQUES

SECTION I. CLAUSES GÉNÉRALES

Article 15.

L'Italie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée,la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

Article 16.

L'Italie ne persécutera ni n'inquiétera les ressortissants italiens, notamment les membres des forces armées, pour le seul fait d'avoir, au cours de la période comprise entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, exprimé leur sympathie envers la cause des Puissances Alliées et Associées ou d'avoir mené une action en faveur de cette cause.

Article 17.

L'Italie qui, conformément à l'article 30 de la Convention d'Armistice, a pris des mesures pour dissoudre les organisations fascistes en Italie, s'engage à ne pas tolérer la reconstitution sur son territoire d'organisations de cette nature, ayant un caractère politique, militaire ou paramilitaire, et dont le but est de priver le peuple des ses droits démocratiques.

Article 18.

L'Italie s'engage à reconnaître la pleine valeur des Traités de Paix avec la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande, ainsi que des autres accords ou arrangements qui ont été conclus ou qui seront conclus par les Puissances Alliées et Associées en ce qui concerne l'Autriche, l'Allemagne et le Japon, en vue du rétablissement de la paix.

SECTION II. NATIONALITE (Droits civils et politiques)

Article 19.

1. Les ressortissants italiens qui étaient domiciliés, à la date du 10 juin 1940, dans un territoire cédé par l'Italie à un autre Etat aux termes du présent Traité, et leurs enfants nés après cette date, deviendront, sous réserve des dispositions du para-

graphe suivant, ressortissants de l'Etat auquel le territoire est cédé et jouiront de la pleine capacité civile et politique, conformément à la législation que l'Etat successeur promulguera à cet effet dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité. L'acquisition de la nationalité de l'Etat intéressé entraînera la perte de la nationalité italienne.

2. Le Gouvernement de l'Etat auquel le territoire est cédé, prendra, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, les mesures législatives appropriées pour donner à toutes les personnes mentionnées au paragraphe 1 qui sont âgées de plus de dix-huit ans (ou aux personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) dont la langue usuelle est l'italien, le droit d'opter pour la nationalité italienne dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité. Toute personne ayant ainsi opté conservera la nationalité italienne et ne sera pas considérée comme ayant acquis la nationalité de l'Etat auquel le territoire est cédé. L'option du mari n'entraînera pas celle de la femme. L'option du père ou, si le père est décédé, l'option de la mère entraînera automatiquement celle de tous les enfants non mariés âgés de moins de dix-huit ans.

3. L'Etat auquel le territoire est cédé pourra exiger des personnes qui exerceront leur droit d'option qu'elles transfèrent leur résidence en Italie dans le délai d'un an à compter de la date où l'option aura été exercée.

4. L'Etat auquel le territoire est cédé assurera, conformément à ses lois fondamentales, à toutes personnes se trouvant sur ce territoire, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

Artice 20.

1. Dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les citoyens italiens âgés de plus de dix-huit ans (ou les personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) dont la langue usuelle est une des langues yougoslaves (serbe, croate ou slovène) et dont le domicile se trouve en territoire italien, pourront obtenir la nationalité yougoslave, si les autorités yougoslaves acceptent la demande qu'ils devront présenter au représentant diplomatique ou consulaire de Yougoslavie en Italie.

2. Dans ce cas, le Gouvernement yougoslave transmettra au Gouvernement italien, par la voie diplomatique, les listes

des personnes qui auront ainsi acquis la nationalité yougoslave. Les personnes mentionnées dans ces listes perdront la nationalité italienne à dater de cette communication officielle.

3. Le Gouvernement italien pourra exiger de ces personnes qu'elles transfèrent leur résidence en Yougoslavie dans le délai d'un an à compter de la date de ladite communication officielle.

4. Les règles relatives à l'effet des options sur les femmes et sur les enfants, stipulées au paragraphe 2 de l'article 19, s'appliqueront aux personnes visées au présent article.

5. Les dispositions de l'annexe XIV paragraphe 10 du présent Traité, visant le transfert des biens des personnes qui optent pour la nationalité italienne, sont également applicables au transfert des biens des personnes qui optent pour la nationalité yougoslave dans les conditions prévues par le présent article.

SECTION III. TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE

Article 21.

1. En vertu du présent article se trouve constitué le Territoire Libre de Trieste, dont l'étendue est limitée par la mer Adriatique et les frontières définies aux articles 4 et 22 du présent Traité. Le Territoire Libre de Trieste est reconnu par les Puissances Alliées et Associées et par l'Italie qui conviennent que son intégrité et son indépendance seront assurées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

2. La souveraineté de l'Italie sur la zone constituant le Territoire Libre de Trieste, tel qu'il est défini au paragraphe 1 du présent article, prendra fin dès l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. Dès que la souveraineté de l'Italie sur la zone en question aura pris fin, le Territoire Libre de Trieste sera administré, conformément aux dispositions d'un Instrument relatif au régime provisoire, établi par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et approuvé par le Conseil de Sécurité. Cet Instrument demeurera en vigueur jusqu'à la date que le Conseil de Sécurité fixera pour l'entrée en vigueur du Statut Permanent qui devra avoir été approuvé par lui. A partir de cette date, le Territoire Libre sera régi par les dispositions de ce Statut Permanent. Les textes du Statut Permanent et de l'Instrument relatif au régime provisoire figurent aux annexes VI et VII.

4. Le Territoire Libre de Trieste ne sera pas considéré comme territoire cédé, au sens de l'article 19 et de l'annexe XIV du présent Traité.

5. L'Italie et la Yougoslavie s'engagent à donner au Territoire Libre de Trieste les garanties indiquées à l'annexe IX.

Article 22.

La frontière, entre la Yougoslavie et le Territoire Libre de Trieste sera fixée comme il suit:

1. La nouvelle frontière part d'un point situé sur la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste, à environ 2 km au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 km au nord-ouest de la cote 208 et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste; elle suit cette limite administrative jusqu'au mont Lanaro (cote 546) et de là, en direction du sud-est, jusqu'au mont Cocusso (cote 672), par la cote 461, Meducia (cote 475), Monte dei Pini (cote 476) et la cote 407 coupant la grand'route No 58 de Trieste à Sesana, à 3,3 km environ au sud-ouest de cette ville en laissant à l'est les villages de Vogliano et d'Orle et approximativement à 0,4 km à l'ouest, le village de Zolla.

2. Du mont Cocusso, la ligne continue en direction du sud-est, en laissant le village de Grozzanna à l'ouest, atteint le mont Goli (cote 621) et de là, prenant la direction sud-ouest, coupe la route de Trieste à Cosina à la cote 455 et le chemin de fer à la cote 485, passe par les cotes 416 et 326, laissant en Yougoslavie les villages de Beca et de Castel, coupe la route d'Opso à Gabrovizza d'Istria à 100 mètres environ au sud-est d'Opso; de là, la ligne franchit la rivière Risana et coupe la route de Villa Decani à Risano en un point situé à 350 mètres environ à l'ouest de Risano, laissant en Yougoslavie le village de Rosario et la route de Risano à San Sergio; de là la ligne rejoint le croisement de routes situé à 1 km environ au nord-est de la cote 362, en passant par les cotes 285 et 354.

3. De là la ligne rejoint un point situé approximativement à 0,5 km à l'est du village de Cernova, franchissant la rivière Dragogna à 1 km environ au nord de ce village, laissant à l'ouest les villages de Bucciai et de Truscole et à l'est le village de Tersecco, et de là se dirige vers le sud-ouest, au sud-est de la route qui relie les villages de Cernova et de Chervoi, quittant cette route à 0,8 km à l'est du village de Cucciani, et de là, dans la direction générale sud-sud-ouest, passant environ à 0,4 km à l'est du mont Braico et approximativement à 0,4 km l'ouest du village de Sterna Filaria, laissant à l'est la route qui relie ce village à Piemonte, passant à 0,4 km environ à l'ouest de la ville de Piemonte et à 0,5 km environ à l'est de la ville de Castagna et atteignant la rivière Quieto en un point situé

approximativement à 1,6 km au sud-ouest de la ville de Castagna.

4. De là la ligne suit le chenal principal rectifié du Quieto jusqu'à l'embouchure de cette rivière et, à travers Porto del Quieto, atteint la haute mer en restant à égale distance de la côte du Territoire Libre de Trieste et de celle de la Yougoslavie.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

SECTION IV. COLONIES ITALIENNES

Article 23.

1. L'Italie renonce à tous droits et titres sur les possessions territoriales italiennes en Afrique, c'est-à-dire la Libye, l'Erythrée et la Somalie italienne.

2. Lesdites possessions demeureront sous leur administration actuelle jusqu'à ce que leur sort définitif soit réglé.

3. Le sort définitif de ces possessions sera déterminé d'un commun accord par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, et de l'Union Soviétique, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité et selon les termes de la déclaration commune faite par ces Gouvernements le 10 février 1947 et dont le texte est reproduit dans l'annexe XI.

SECTION V. INTÉRÊTS SPÉCIAUX DE LA CHINE

Article 24

L'Italie renonce en faveur de la Chine à tous les privilèges et avantages résultant des dispositions du protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901, ensemble tous annexes, notes et documents complémentaires et elle accepte l'abrogation, en ce qui la concerne, desdits protocole, annexes, notes et documents. L'Italie renonce également à toute demande d'indemnité de ce fait.

Article 25.

L'Italie accepte l'annulation du contrat obtenu du Gouvernement chinois, en vertu duquel la concession italienne de Tientsin a été accordée, et accepte de remettre au Gouvernement chinois tous biens et archives appartenant à la municipalité de ladite concession.

Article 26.

L'Italie renonce en faveur de la Chine aux droits qui ont été accordés relativement aux concessions internationales de

Changhai et d'Amoy et accepte de remettre au Gouvernement chinois l'administration et le contrôle desdites concessions.

SECTION VI. ALBANIE

Article 27.

L'Italie reconnait et s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Etat albanais.

Article 28.

L'Italie reconnaît que l'île de Saseno fait partie du territoire de l'Albanie et renonce à toutes revendications sur cette île.

Article 29.

L'Italie renonce formellement en faveur de l'Albanie à tous biens, (à l'exception des immeubles normalement occupés par les missions diplomatiques ou consulaires), à tous droits, concessions, intérêts et avantages de tout ordre en Albanie, appartennant à l'Etat italien ou à des institutions semi-publiques italiennes. L'Italie renonce également à revendiquer tous intérêts spéciaux ou toute influence particulière acquis en Albanie, en conséquence de l'agression du 7 avril 1939 ou en vertu de traités et accords conclus avant cette date.

Les clauses économiques du présent Traité dont peuvent se prévaloir les Puissances Alliées et Associées, s'appliqueront aux autres biens italiens et aux autres relations économiques entre l'Albanie et l'Italie.

Article 30.

Les ressortissants italiens en Albanie jouiront du même statut juridique que les ressortissants des autres pays étrangers; toutefois l'Italie reconnaît la validité de toutes mesures qui seraient prises par l'Albanie pour l'annulation ou la modification des concessions ou des droits particuliers accordés à des ressortissants italiens, à condition que ces mesures interviennent dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 31.

L'Italie reconnaît que tous les accords et arrangements intervenus entre l'Italie et les autorités qu'elle avait installées en Albanie entre le 7 avril 1939 et le 3 septembre 1943 sont nuls et non avenus.

Article 32.

L'Italie reconnaît la validité de toutes mesures que l'Albanie pourra juger nécessaire de prendre pour confirmer les dispositions ci-dessus ou les mettre à exécution.

SECTION VII. ETHIOPIE

Article 33.

L'Italie reconnaît et s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Etat éthiopien.

Article 34.

L'Italie renonce formellement en faveur de l'Ethiopie à tous biens (à l'exception des immeubles normalement occupés par les missions diplomatiques ou consulaires), à tous droits, intérêts et avantages de tout ordre acquis à un moment quelconque en Ethiopie par l'Etat italien, de même qu'à tous les biens semi-publics tels que les définit le premier paragraphe de l'annexe XIV du présent Traité.

L'Italie renonce également à revendiquer tous intérêts spéciaux ou toute influence particulière en Ethiopie.

Article 35.

L'Italie reconnaît la validité de toutes les mesures que le Gouvernement éthiopien a prises ou pourra prendre dans l'avenir en vue d'annuler des mesures prises par l'Italie à l'égard de l'Ethiopie, après le 3 octobre 1935, ainsi que leurs effets.

Article 36.

Les ressortissants italiens en Ethiopie jouiront du même statut juridique que les ressortissants des autres pays étrangers; toutefois, l'Italie reconnaît la validité de toutes les mesures qui seraient prises par le Gouvernement éthiopien pour l'annulation ou la modification des concessions ou des droits particuliers accordés à des ressortissants italiens, à condition que ces mesures interviennent dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 37.

Dans un délai de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, l'Italie restituera toutes oeuvres d'art, tous objets religieux, archives et objets de valeur historique, appartenant à l'Ethiopie ou à ses ressortissants, et transportés d'Ethiopie en Italie depuis le 3 octobre 1935.

Article 38.

La date à partir de laquelle les dispositions du présent Traité deviendront applicables en ce qui concerne toutes les mesures et faits de toute nature engageant la responsabilité de l'Italie ou de ressortissants italiens à l'égard de l'Ethiopie, est fixée au 3 octobre 1935.

SECTION VIII. ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 39.

L'Italie s'engage à accepter tous les arrangements qui ont été conclus ou qui pourront être conclus pour la liquidation de la Société des Nations, de la Cour Permanente de Justice Internationale ainsi que de la Commission financière internationale en Grèce.

Article 40.

L'Italie renonce à tous droits, à tous titres et à toutes réclamations résultant du régime du Mandat ou des engagements de tout odre résultant de ce régime, ainsi qu'à tous droits spéciaux de l'Etat italien concernant l'un quelconque des territoires sous mandat.

Article 41.

L'Italie accepte les dispositions de l'Acte final du 31 août 1945 et de l'accord franco-britannique du même jour sur le statut de Tanger ainsi que toutes les dispositions que les Puissances signataires pourront adopter en vue de donner effet à ces instruments.

Article 42.

L'Italie s'engage à accepter tous arrangements qui pourront être conclus par les Puissances Alliées et Associées intéressées pour modifier les traités relatifs au bassin du Congo en vue de les mettre en harmonie avec la Charte des Nations Unies et reconnaîtra la validité de ces arrangements.

Article 43.

L'Italie renonce à tous les droits et intérêts qu'elle peut avoir en vertu de l'article 16 du Traité de Lausanne signé le 24 juillet 1923.

SECTION IX. TRAITÉS BILATÉRAUX

Article 44.

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées notifiera à l'Italie, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les traités bilatéraux qu'elle a conclus avec l'Italie antérieurement à la guerre et dont elle désire le maintien ou la remise en vigueur. Toutes dispositions des traités dont il s'agit qui ne seraient pas en conformité avec le présent Traité seront toutefois supprimées.

2. Tous les traités de cette nature qui auront fait l'objet de cette notification seront enregistrés au Secrétariat de l'Orga-

nisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

3. Tous les traités de cette nature qui n'auront pas fait l'objet d'une telle notification seront tenus pour abrogés.

PARTIE III

CRIMINELS DE GUERRE

Article 45.

1. L'Italie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'arrestation et la livraison en vue de leur jugement:

(*a*) des personnes accusées d'avoir commis, ordonné des crimes de guerre et des crimes contre la paix ou l'humanité, ou d'en avoir été complices;

(*b*) des ressortissants de toute Puissance Alliée ou Associée accusés d'avoir enfreint les lois de leur pays en commettant des actes de trahison ou en collaborant avec l'ennemi pendant la guerre.

2. A la demande du Gouvernement de l'une des Nations Unies intéressées, l'Italie devra assurer en outre la comparution, comme témoins, des personnes relevant de sa juridiction dont la déposition est nécessaire pour le jugement des personnes visées au paragraphe 1 du présent article.

3. Tout désaccord concernant l'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article sera soumis par tout Gouvernement intéressé aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni, et de l'Union Soviétique à Rome, qui se mettront d'accord sur le point soulevé.

PARTIE IV

CLAUSES MILITAIRES, NAVALES ET AERIENNES

SECTION I. DURÉE D'APPLICATION

Article 46.

Chacune des clauses militaires, navales et aériennes du présent Traité demeurera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été modifiée, entièrement ou partiellement, par accord entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, ou, aprés que l'Italie sera devenue membre de l'Organisation des Nations Unies, par accord entre le Conseil de Sécurité et l'Italie.

SECTION II. LIMITATIONS GÉNÉRALES

Article 47.

1. (*a*) Le système des fortifications et des installations militaires permanentes italiennes le long de la frontière franco-italienne, ainsi que leurs armements, seront détruits ou enlevés.

(*b*) Ce système devra être entendu comme comprenant seulement les ouvrages d'artillerie et d'infanterie, qu'ils soient réunis en groupes ou qu'ils soient isolés, les casemates et blockhaus de n'importe quel type, les installations protégées pour le personnel, le matériel et les approvisionnements ainsi que les munitions, les observatoires et les téléfériques militaires, quels que soient leur importance et leur état d'entretien ou leur degré d'avancement, que ces constructions soient en métal, en maçonnerie ou en béton, ou qu'elles soient creusées dans le roc.

2. La destruction ou l'enlèvement prévus au paragraphe 1 ci-dessus s'effectueront dans la limite d'une distance de 20 kilomètres, à partir d'un point quelconque de la frontière telle qu'elle est définie par le présent Traité; ils devront être achevés dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. La reconstruction de ces fortifications et installations est interdite.

4. (*a*) A l'est de la frontière franco-italienne, la construction des ouvrages suivants est interdite: fortifications permanentes où peuvent être installées des armes capables de tirer en territoire français ou dans les eaux territoriales françaises; installations militaires permanentes pouvant être utilisées pour conduire ou diriger le tir en territoire français ou dans les eaux territoriales françaises; moyens permanents de ravitaillement et de stockage édifiés uniquement pour l'usage des fortifications et installations ci-dessus.

(*b*) Cette interdiction ne vise pas les autres types de fortifications non permanentes ou les casernements et installations de surface qui sont uniquement destinés à répondre à des nécessités d'ordre intérieur et de défense locale des frontières.

5. Dans une zone côtière de 15 kilomètres de profondeur s'étendant de la frontière franco-italienne jusqu'au méridien 9°30′ est, l'Italie ne sera autorisée, ni à établir de nouvelles bases ou installations navales permanentes, ni à développer les bases ou installations existantes. Cette disposition ne fait pas obstacle aux modifications peu importantes des installations navales existantes non plus qu'à leur entretien, pourvu que la capacité de l'ensemble de ces installations ne soit pas accrue.

Article 48.

1. (*a*) Toutes fortifications et installations permanentes italiennes existant le long de la frontière italo-yougoslave, y compris leurs armements, seront détruites ou enlevées.

(*b*) Ces fortifications et installations devront être entendues comme comprenant seulement les ouvrages d'artillerie et d'infanterie, qu'ils soient réunis en groupes ou qu'ils soient isolés, les casemates et blockhaus de n'importe quel type, les installations protégées pour le personnel, le matériel et les approvisionnements ainsi que les munitions, les observatoires et les téléfériques militaires, quels que soient leur importance et leur état d'entretien ou leur degré d'avancement, que ces constructions soient en métal, en maçonnerie ou en béton, ou qu'elles soient creusées dans le roc.

2. La destruction ou l'enlèvement prévus au paragraphe 1 ci-dessus s'effectueront dans la limite d'une distance de 20 kilomètres à partir d'un point quelconque de la frontière telle qu'elle est définie par le présent Traité; ils devront être achevés dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. La reconstruction de ces fortifications et installations est interdite.

4. (*a*) La construction des ouvrages suivants est interdite à l'ouest de la frontière italo-yougoslave: fortifications permanentes où peuvent être installées des armes capables de tirer en territoire yougoslave ou dans les eaux territoriales yougoslaves, installations militaires permanentes pouvant être utilisées pour conduire ou diriger le tir en territoire yougoslave ou dans les eaux territoriales yougoslaves; moyens permanents de ravitaillement et de stockage édifiés uniquement pour l'usage des fortifications et installations ci-dessus.

(*b*) Cette interdiction ne vise pas les autres types de fortifications non permanentes ou les casernements et installations de surface qui sont uniquement destinés à répondre à des nécessités d'ordre intérieur et de défense locale des frontières.

5. Dans une zone côtière de 15 kilomètres de profondeur s'étendant de la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie et entre l'Italie et le Territoire Libre de Trieste jusqu'au parallèle 44°50′ nord et dans les îles situées le long de cette zone côtière, l'Italie ne sera autorisée, ni à établir de nouvelles bases ou installations navales permanentes, ni à développer les bases ou installations existantes. Cette disposition ne fait pas obstacle aux modifications peu importantes des installations navales et des bases existantes non plus qu'à leur entretien, pourvu que la capacité de l'ensemble de ces installations et de ces bases ne soit pas accrue.

6. Dans la presqu'île d'Apulie, à l'est du méridien 17°45' est, l'Italie ne sera autorisée ni à construire aucune installation permanente militaire, navale ou d'aviation militaire, ni à développer les installations existantes. Cette disposition ne fait pas obstacle aux modifications peu importantes des installations existantes, non plus qu'à leur entretien, pourvu que la capacité de l'ensemble de ces installations ne soit pas accrue. Toutefois, la construction de casernements pour les forces de sécurité qu'il serait nécessaire d'employer à des missions d'ordre intérieur et à la défense locale des frontières sera autorisée.

Article 49.

1. Pantellaria, les îles Pélage (Lampéduse, Lampione et Linosa), ainsi que Pianosa (dans l'Adriatique) seront et demeureront démilitarisées.

2. Leur démilitarisation devra être achevée dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 50.

1. En Sardaigne, tous les emplacements permanents d'artillerie de défense des côtes ainsi que leurs armements et toutes les installations navales situées à moins de 30 kilomètres des eaux territoriales françaises seront, soit transférés en Italie continentale, soit démolis dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. En Sicile et en Sardaigne, toutes les installations permanentes ainsi que le matériel destinés à l'entretien et au stockage des torpilles, des mines marines et des bombes seront, soit démolis, soit transférés en Italie continentale dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. Aucune amélioration, reconstruction ou extension des installations existantes ou des fortifications permanentes de Sicile et de Sardaigne ne sera autorisée; toutefois, sauf dans les zones de la Sardaigne septentrionale définies au paragraphe 1 ci-dessus, il pourra être procédé à l'entretien normal de ces installations ou fortifications permanentes et des armes qui y sont déjà installées.

4. En Sicile et en Sardaigne, il sera interdit à l'Italie de construire aucune installation ou fortification navale, militaire ou d'aviation militaire, à l'exception des casernements des forces de sécurité qu'il serait necessaire d'employer à des missions d'ordre intérieur.

Article 51.

L'Italie ne possédera, ne fabriquera ou n'expérimentera: 1° aucune arme atomique, 2° aucun projectile auto-moteur ou dirigé, ni aucun dispositif employé pour le lancement de ces projectiles (autre que torpilles ou dispositifs de lancement de torpilles faisant partie de l'armement normal des navires autorisés par le présent Traité), 3° aucun canon d'une portée supérieure à 30 kilomètres, 4° aucune mine marine ou torpille fonctionnant par mécanisme à influence, 5° aucune torpille humaine.

Article 52.

L'acquisition, à l'intérieur ou hors de l'Italie, de matériel de guerre d'origine allemande ou japonaise, ou construit sur des plans allemands ou japonais, ainsi que la fabrication de ce matériel, seront interdites à l'Italie.

Article 53.

L'Italie ne devra pas fabriquer ou posséder, à titre public ou privé, de matériel de guerre en excédent ou d'un type différent de celui qui est nécessaire aux forces armées autorisées par les sections III, IV et V ci-dessous.

Article 54.

Le nombre total des chars lourds et moyens des forces armées italiennes ne pourra être supérieur à 200.

Article 55.

En aucun cas, un officier ou sous-officier de l'ancienne milice fasciste ou de l'ancienne armée républicaine fasciste ne pourra être admis à servir avec un grade d'officier ou de sous-officier dans l'armée, la marine ou l'aviation italienne, ainsi que dans les carabiniers, à l'exception de ceux qui auront été réhabilités par l'organisme compétent, conformément à la loi italienne.

SECTION III. LIMITATIONS A IMPOSER A LA MARINE ITALIENNE

Article 56.

1. La flotte italienne actuelle sera réduite aux unités énumérées à l'annexe XII A.

2. Des unités supplémentaires, ne figurant pas à l'annexe XII et utilisées dans le but exclusif de draguer les mines, pourront être maintenues jusqu'à la fin de la période de dragage qui

sera fixée par la Commission Centrale Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes.

3. Dans un délai de deux mois après la fin de ladite période, ceux de ces bâtiments qui auront été prêtés à la marine italienne par d'autres Puissances, seront rendus à ces Puissances, et toutes les autres unités supplémentaires seront désarmées et transformées en vue d'un usage civil.

Article 57.

1. L'Italie prendra les mesures suivantes à l'égard des unités de la marine italienne spécifiées à l'annexe XII B:

(*a*) Lesdites unités devront être mises à la disposition des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique.

(*b*) Les bâtiments de guerre qui doivent être livrés en application de l'alinéa (*a*) ci-dessus seront entièrement équipés et prêts au matériel pour toute opération, avec tout ce qui est nécessaire à l'emploi des armes, le stock de bord des pièces de rechange au complet, et avec toute la documentation technique nécessaire.

(*c*) La livraison des bâtiments de guerre spécifiés ci-dessus sera effectuée dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, sauf dans le cas des navires qui ne peuvent être remis en état en trois mois et pour lesquels le délai de livraison pourra être prorogé par les Quatre Gouvernements.

(*d*) Les stocks de réserve de pièces de rechange et les stocks de réserve de matériel pour l'emploi des armes correspondant aux navires spécifiés ci-dessus devront, autant que possible, être fournis en même temps que les navires.

Le complément des stocks de réserve de pièces de rechange et des stocks de réserve de matériel pour l'emploi des armes sera fourni en quantités et à des dates qui seront fixées par les Quatre Gouvernements et de toute façon dans un délai maximum d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Les modalités des transferts et livraisons mentionnés ci-dessus seront fixées par une Commission des Quatre Puissances qui sera instituée par un protocole séparé.

3. Au cas où un ou plusieurs des bâtiments mentionnés à l'annexe XII B et devant faire l'objet d'un transfert viendraient à être perdus ou à subir un dommage ne pouvant être réparé avant la date prévue pour le transfert, quelle que soit la cause de la perte ou du dommage, l'Italie s'engage à remplacer ce bâtiment ou ces bâtiments par un tonnage équivalent prélevé

sur les bâtiments figurant à l'annexe XII A. Dans ce cas le bâtiment ou les bâtiments de remplacement seront choisis par les Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome.

Article 58.

1. L'Italie appliquera les mesures suivantes concernant les sous-marins et les bâtiments de guerre hors d'état de servir. Les délais spécifiés doivent s'entendre comme partant de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

(*a*) Les bâtiments de guerre de surface à flot qui ne figurent pas dans l'annexe XII, y compris les bâtiments de guerre en construction à flot, seront détruits ou mis à la ferraille dans un délai de neuf mois;

(*b*) Les bâtiments de guerre en construction sur cale seront détruits ou mis à la ferraille dans un délai de neuf mois;

(*c*) Les sous-marins à flot qui ne figurent pas dans l'annexe XII B seront coulés en pleine mer par plus de 100 brasses de fond dans un délai de trois mois;

(*d*) Les bâtiments de guerre coulés dans les ports italiens et les chenaux d'entrée de ces ports, qui entravent la navigation normale, seront, dans un délai de deux ans, détruits sur place ou pourront être renfloués et, par la suite, détruits ou mis à la ferraille;

(*e*) Les bâtiments de guerre coulés dans les eaux italiennes peu profondes et qui n'entravent pas la navigation normale seront, dans un délai d'un an, mis hors d'état d'être renfloués;

(*f*) Les bâtiments de guerre pouvant être transformés qui ne rentrent pas dans la définition du matériel de guerre et qui ne figurent pas à l'annexe XII pourront être transformés pour des usages civils ou devront être démolis dans un délai de deux ans.

2. L'Italie s'engage à récupérer, avant d'appliquer les mesures d'immersion ou de destruction de navires de guerre et de sous-marins mentionnés dans le précédent paragraphe, le matériel et les pièces détachées qui pourront servir à compléter les stocks de bord et de réserve de pièces de rechange et de matériel qui devront être fournis en vertu du paragraphe 1 de l'article 57 pour tous les navires spécifiés à l'annexe XII B. L'Italie pourra également, sous le contrôle des Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome, récupérer tout équipement et toute pièce de rechange, n'ayant pas le caractère d'armements, et susceptibles d'être aisément transformés en vue d'un usage civil dans l'économie italienne.

Article 59.

1. Il ne sera construit, acquis ou remplacé par l'Italie aucun bâtiment de ligne.

2. Il ne sera construit, acquis, utilisé ou expérimenté par l'Italie aucun porte-avions, sous-marin ou autre bâtiment submersible, aucune vedette lance-torpilles et aucun type spécialisé de bâtiment d'assaut.

3. Le total des déplacements-types des navires de combat de la flotte italienne autres que les bâtiments de ligne, y compris les navires en construction après la date de leur lancement, ne devra pas dépasser 67.500 tonnes.

4. Le remplacement des navires de combat devra être effectué par l'Italie dans la limite du tonnage indiqué au paragraphe 3. Le remplacement des navires auxiliaires ne sera soumis à aucune restriction.

5. L'Italie s'engage à ne faire l'acquisition ou à n'entreprendre la construction d'aucun navire de combat avant le 1er janvier 1950, sauf au cas où il serait nécessaire de remplacer une unité, autre qu'un bâtiment de ligne, perdue accidentellement et, dans ce cas, le déplacement du nouveau navire ne devrait pas excéder de plus de dix pour cent le déplacement du navire perdu.

6. Les termes utilisés dans le présent article sont, aux fins du présent Traité, définis dans l'annexe XIII A.

Article 60.

1. L'effectif total de la marine italienne, non compris le personnel de l'aéronautique navale, ne devra pas dépasser 25.000 officiers et hommes.

2. Pendant la période de dragage des mines telle qu'elle sera fixée par la Commission Centrale Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes, l'Italie sera autorisée à employer à cet effet un nombre supplémentaire d'officiers et d'hommes qui ne devra pas dépasser 2.500.

3. L'effectif permanent de la marine en excédent de celui qui est autorisé par le paragraphe 1 sera progressivement réduit aux chiffres et dans les délais indiqués ci-après, les délais devant être comptés à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité:

(*a*) 30.000 dans un délai de six mois;

(*b*) 25.000 dans un délai de neuf mois.

Deux mois après l'achèvement des opérations de dragage des mines par la marine italienne, le personnel supplémentaire autorisé par le paragraphe 2 devra être licencié ou intégré dans les effectifs indiqués ci-dessus.

4. En dehors des effectifs mentionnés aux paragraphes 1 et 2 et du personnel de l'aéronautique navale autorisé par l'article 65, aucune personne ne devra recevoir, sous aucune forme, d'instruction navale au sens de l'annexe XIII B.

SECTION IV. LIMITATIONS A IMPOSER A L'ARMÉE ITALIENNE

Article 61.

L'armée italienne, y compris les gardes-frontières, sera limitée à une force de 185.000 hommes comprenant le personnel de commandement, les unités combattantes et les services et à 65.000 carabiniers; toutefois, l'un ou l'autre de ces deux éléments pourra varier de 10.000 hommes, pourvu que l'effectif global ne dépasse pas 250.000 hommes. L'organisation et l'armement des forces terrestres italiennes ainsi que leur répartition sur l'ensemble du territoire italien seront conçus de manière à répondre exclusivement à des tâches de caractère intérieur, aux besoins de la défense locale des frontières italiennes et de la défense anti-aérienne.

Article 62.

Le personnel de l'armée italienne en excédent des chiffres autorisés aux termes de l'article 61 ci-dessus sera licencié dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 63.

Aucune forme d'instruction militaire, au sens de l'annexe XIII B, ne sera donnée aux personnes ne faisant pas partie de l'armée italienne ou des carabiniers.

SECTION V. LIMITATIONS A IMPOSER A L'AVIATION ITALIENNE

Article 64.

1. L'aviation militaire italienne, y compris toute l'aéronautique navale, sera limitée à 200 appareils de combat et de reconnaissance et à 150 avions de transport, de sauvetage en mer, d'instruction (avions-école) et de liaison. Dans ces chiffres totaux seront compris les appareils de réserve. Exception

faite des avions de combat et de reconnaissance, aucun appareil ne sera muni d'armement. L'organisation et l'armement de l'aviation italienne ainsi que sa répartition sur le territoire italien seront conçus de manière à répondre uniquement aux tâches de caractère intérieur, aux besoins de la défense locale des frontières italiennes et de la défense contre les attaques aériennes.

2. L'Italie ne possèdera ou n'acquerra aucun avion conçu essentiellement comme bombardier et comportant des dispositifs intérieurs pour le transport des bombes.

Article 65.

1. Le personnel de l'aviation militaire italienne, y compris celui de l'aéronautique navale, sera limité à un effectif total de 25.000 hommes comprenant le personnel de commandement, les unités combattantes et les services.

2. Aucune forme d'instruction militaire aérienne, au sens de l'annexe XIII B, ne sera donnée aux personnes ne faisant pas partie de l'aviation militaire italienne.

Article 66.

L'aviation militaire italienne en excédent des chiffres autorisés aux termes de l'article 65 ci-dessus sera dissoute dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

SECTION VI. SORT DU MATÉRIEL DE GUERRE

(tel qu'il est défini à l'annexe XIII C)

Article 67.

1. Tout le matériel de guerre de provenance italienne, en excédent de celui qui est autorisé pour les forces armées spécifiées aux Sections III, IV et V, sera mis à la disposition des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique conformément aux instructions que ceux-ci pourront donner à l'Italie.

2. Tout le matériel de guerre de provenance alliée, en excédent de celui qui est autorisé pour les forces armées spécifiées aux Sections III, IV et V, sera mis à la disposition de la Puissance Alliée ou Associée intéressée conformément aux instructions qui seront données par celle-ci à l'Italie.

3. Tout le matériel de guerre de provenance allemande ou japonaise, en excédent de celui qui est autorisé pour les forces

armées spécifiées aux Sections III, IV et V, ainsi que tous les projets de provenance allemande ou japonaise, y compris les bleus, prototypes, modèles d'expérience et plans existants, seront mis à la disposition des Quatre Gouvernements conformément aux instructions que ceux-ci pourront donner à l'Italie.

4. L'Italie renonce à tous ses droits sur le matériel de guerre mentionné ci-dessus et se conformera aux dispositions du présent article dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, sous réserve des dispositions contenues dans les articles 56 à 58 ci-dessus.

5. L'Italie fournira aux Quatre Gouvernements, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, des listes de tout le matériel de guerre en excédent.

SECTION VII. ACTION PRÉVENTIVE CONTRE LE RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE ET DU JAPON

Article 68.

L'Italie s'engage à apporter son entière collaboration aux Puissances Alliées et Associées en vue de mettre l'Allemagne et le Japon dans l'impossibilité de prendre, hors des territoires allemand et japonais, des mesures tendant à leur réarmement.

Article 69.

L'Italie s'engage à n'autoriser, sur le territoire italien, ni l'emploi, ni la formation de techniciens, y compris le personnel de l'aviation militaire ou civile, qui sont ou ont été des ressortissants de l'Allemagne ou du Japon.

Article 70.

L'Italie s'engage à n'acquérir ou fabriquer aucun avion civil de modèle allemand ou japonais, ou comportant des éléments importants de fabrication ou de conception allemande ou japonaise.

SECTION VIII. PRISONNIERS DE GUERRE

Article 71.

1. Les prisonniers de guerre italiens seront rapatriés aussitôt que possible conformément aux arrangements conclus entre chacune des Puissances qui détiennent ces prisonniers et l'Italie.

2. Tous les frais entrainés par le transfert des prisonniers de guerre italiens, y compris les frais de subsistance, depuis leurs centres de rapatriement respectifs, choisis par le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée, jusqu'au lieu d'entrée sur le territoire italien, seront à la charge du Governement italien.

SECTION IX. DRAGAGE DES MINES

Article 72.

A partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, l'Italie sera invitée à devenir membre de la Commission pour la zone méditerranéenne de l'Organisation Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes, et elle s'engage à maintenir à la disposition de la Commission Centrale de Dragage des mines la totalité de ses moyens de dragage jusqu'à la fin de la période de dragage d'après-guerre, telle qu'elle sera déterminée par la Commission Centrale.

PARTIE V

RETRAIT DES FORCES ALLIEES

Article 73.

1. Toutes les forces armées des Puissances Alliées et Associées seront retirées d'Italie aussitôt que possible et en tout cas dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Tous les biens italiens n'ayant pas fait l'objet d'une indemnisation et qui se trouvent en la possession des forces armées des Puissances Alliées et Associées en Italie à la date d'entrée en vigueur du présent Traité seront restitués au Gouvernement italien dans le même délai de quatre-vingt-dix jours ou donneront lieu à l'attribution d'une indemnité convenable.

3. Tous les avoirs en banque et les sommes en espèces qui seront en la possession des forces armées des Puissances Alliées et Associées au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité et qui leur auront été fournis gratuitement par le Gouvernement italien seront restitués à ce Gouvernement dans les mêmes conditions et, s'ils ne le sont pas, le Gouvernement italien sera crédité d'une somme correspondant à leur montant.

PARTIE VI

RECLAMATIONS NEES DE LA GUERRE

SECTION I. RÉPARATIONS

Article 74.

A. *Réparations au profit de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.*

1. L'Italie paiera à l'Union Soviétique des réparations pour une valeur de 100.000.000 de dollars des Etats-Unis pendant une période de sept ans, à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité. Il ne sera pas effectuée pendant les deux premières années de prestations prélevées sur la production industrielle courante.

2. Les livraisons au titre des réparations proviendront des sources suivantes:

(*a*) Une part des installations et de l'outillage industriels italiens destinés à la fabrication du matériel de guerre qui ne sont ni nécessaires aux besoins des effectifs militaires autorisés. ni immédiatement adaptables à des usages civils et qui seront enlevés d'Italie en vertu de l'article 67 du présent Traité;

(*b*) Les avoirs italiens en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, sous réserve des exceptions spécifiées au paragraphe 6 de l'article 79;

(*c*) La production industrielle courante de l'Italie y compris la production des industries extractives.

3. Les quantités et les catégories de marchandises à livrer feront l'objet d'accords entre le Gouvernement de l'Union Soviétique et le Gouvernement italien; le choix en sera effectué et les livraisons en seront échelonnées de façon à ne pas entraver la reconstruction économique de l'Italie et à ne pas imposer aux autres Puissances Alliées ou Associées des charges supplémentaires. Les accords conclus en vertu de ce paragraphe seront communiqués aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome.

4. L'Union Soviétique fournira à l'Italie, à des conditions commerciales, les matières premières ou les produits que l'Italie importe normalement et qui sont nécessaires à la production de ces marchandises. Le paiement de ces matières premières ou de ces produits sera effectué en déduisant leur valeur de celle des marchandises livrées à l'Union Soviétique.

5. Les Quatre Ambassadeurs détermineront la valeur des avoirs italiens qui seront transférés à l'Union Soviétique.

6. La base de calcul pour le règlement prévu au présent article sera le dollar des Etats-Unis à sa parité or au 1er juillet 1946, c'est-à-dire 35 dollars pour une once d'or.

B. *Réparations au profit de l'Albanie, de l'Ethiopie, de la Grèce et de la Yougoslavie.*

1. L'Italie paiera des réparations aux Etats suivants:

Albanie: pour une valeur de 5.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Ethiopie: pour une valeur de 25.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Grèce: pour une valeur de 105.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Yougoslavie: pour une valeur de 125.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Ces paiements seront effectués pendant une période de sept ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité. Il ne sera pas affectué pendant les deux premières années de prestations prélevées sur la production industrielle courante.

2. Les livraisons au titre des réparations proviendront des sources suivantes:

(*a*) Une part des installations et de l'outillage industriels italiens destinés à la fabrication du matériel de guerre qui ne sont ni nécessaires aux besoins des effectifs militaires autorisés, ni immédiatement adaptables à des usages civils et qui seront enlevés d'Italie en vertu de l'article 67 du présent Traité;

(*b*) La production industrielle courante de l'Italie, y compris les produits des industries extractives;

(*c*) Toutes autres catégories de prestations en capital ou services à l'exclusion des avoirs italiens qui, aux termes de l'article 79 du présent Traité, relèvent de la juridiction des Etats énumérés au paragraphe 1 ci-dessus. Les prestations faites en application du présent paragraphe comprendront les navires à passagers *Saturnia et Vulcania*, ou l'un des deux, dans le cas où, après évaluation par les Qautre Ambassadeurs, ils seraient demandés dans une période de quatre-vingt dix jours par l'un des Etats énumérés au paragraphe 1 ci-dessus. Les prestations accomplies au titre du présent paragraphe pourront également comprendre des semences.

3. Les quantités et les catégories de marchandises et services à livrer feront l'objet d'accords entre les gouvernements ayant droit à des réparations et le Gouvernement italien; le choix en sera effectué et les livraisons en seront échelonnées de façon à ne pas entraver la reconstruction économique de l'Italie

et à ne pas imposer aux autres Puissances Alliées ou Associées des charges supplémentaires.

4. Les Etats ayant droit à des réparations au titre de la production courante fourniront à l'Italie, à des conditions commerciales, les matières premières ou les produits que l'Italie importe normalement et qui seront nécessaires à la production des ces marchandises. Le paiement de ces matières premières ou de ces produits sera effectué en déduisant leur valeur de celle des marchandises livrées.

5. La base de calcul pour le règlement prévu au présent article sera le dollar des Etats-Unis à sa parité or au ler juillet 1946, c'est-à-dire 35 dollars pour une once d'or.

6. Les reclamations des Etats énumérés au paragraphe 1 de la partie B du présent article, dans la mesure où elles excèdent les montants spécifiés dans ce paragraphe, seront satisfaites à l'aide des actifs italiens placés sous la juridiction respective de ces Etats par l'article 79 du présent Traité.

7. (*a*) Les Quatre Ambassadeurs coordonneront et contrôleront l'exécution des dispositions de la partie B du présent article. Ils se concerteront avec les chefs des missions diplomatiques à Rome des Etats mentionnés au paragraphe 1 de la partie B et, lorsqu'il y aura lieu, avec le Gouvernement italien et ils donneront conseil aux parties intéressées. Aux fins du présent article, les Quatre Ambassadeurs continueront leurs fonctions jusqu'à l'expiration de la période prévue au paragraphe 1 de la partie B pour les livraisons au titre des réparations.

(*b*) En vue d'éviter les conflits ou les doubles attributions dans la répartition de la production et des ressources italiennes entre les divers Etats ayant droit aux réparations en vertu de la partie B du présent article, les Quatre Ambassadeurs seront informés par tout Gouvernement ayant droit aux réparations en vertu de la partie B du présent article et par le Gouvernement italien de l'ouverture de négociations en vue de conclure un accord, conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, ainsi que du progrès de ces négociations. Au cas où un différend s'élèverait au cours des négociations, les Quatre Ambassadeurs auront compétence pour décider de toute question qui leur serait soumise par l'un ou l'autre desdits Gouvernements, ou par tout autre Gouvernement ayant droit aux réparations en vertu de la partie B du présent article.

(*c*) Une fois conclus, les accords seront communiqués aux Quatre Ambassadeurs. Ceux-ci pourront recommander qu'un accord qui ne serait pas ou qui aurait cessé d'être en harmonie avec les principes énoncés au paragraphe 3 ou à l'alinéa (*b*) ci-dessus, soit modifié d'une manière appropriée.

C. *Dispositions spéciales pour livraisons anticipées.*

Aucune disposition de la partie A et de la partie B du présent article ne sera considérée comme excluant pendant les deux premières années les prestations prélevées sur la production courante prévues au paragraphe 2(*c*) de la partie A et au paragraphe 2(*b*) de la partie B, si de telles prestations sont faites en exécution d'accords conclus entre le Gouvernement ayant droit aux réparations et le Gouvernement italien.

D. *Réparations au profit d'autres Etats.*

1. Les réclamations des autres Puissances Alliées et Associées seront satisfaites sur les actifs italiens soumis à leurs juridictions respectives par l'article 79 du présent Traité.

2. Les réclamations de tout Etat bénéficiant de cessions de territoires en application du présent Traité et qui n'est pas mentionné dans la Partie B du présent article seront satisfaites également par le transfert audit Etat, sans paiement de sa part, des installations et de l'outillage industriels situés dans les territoires cédés, qui servent soit à la distribution de l'eau, soit à la production et à la distribution du gaz et de l'électricité, et qui appartiennent à toute société italienne dont le siège social est situé en Italie ou y est transféré, ainsi que par le transfert de tous autres avoirs de ces sociétés en territoire cédé.

3. La responsabilité résultant d'engagements financiers garantis par des hypothèques, des privilèges et autres charges grevant ces biens, sera assumée par le Gouvernement italien.

E. *Indemnisation pour les biens saisis au titre des réparations.*

Le Gouvernement italien s'engage à indemniser toute personne physique ou morale dont les biens sont saisis par suite de l'application des dispositions du présent article relatives aux réparations.

SECTION II. RESTITUTIONS PAR L'ITALIE

Article 75.

1. L'Italie accepte les principes de la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943 et restituera dans le plus bref délai possible les biens enlevés du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

2. L'obligation de restituer s'applique à tous les biens identifiables se trouvant actuellement en Italie et qui ont été enlevés, par force ou par contrainte, du territoire de l'une des Nations Unies, par l'une des Puissances de l'Axe, quelles qu'aient été

les transactions ultérieures par lesquelles le détenteur actuel de ces biens s'en est assuré la possession.

3. Le Gouvernement italien restituera en bon état les biens visés dans le présent article et prendra à sa charge tous les frais de main d'oeuvre, de matériaux et de transport engagés à cet effet en Italie.

4. Le Gouvernement italien coopérera avec les Nations Unies à la recherche et à la restitution des biens soumis à restitution aux termes du présent article et fournira à ses frais toutes les facilités nécessaires.

5. Le Gouvernement italien prendra les mesures nécessaires pour restituer les biens visés dans le présent article qui sont détenus dans un tiers pays par des personnes relevant de la juridiction italienne.

6. La demande de restitution d'un bien sera présentée au Gouvernement italien par le Gouvernement du pays du territoire duquel le bien a été enlevé, étant entendu que le matériel roulant sera considéré comme ayant été enlevé du territoire auquel il appartenait à l'origine. Les demandes devront être présentées dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

7. Il incombera au Gouvernement requérant d'identifier le bien et d'en prouver la propriété et au Gouvernement italien d'apporter la preuve que le bien n'a pas été enlevé par force ou par contrainte.

8. Le Gouvernement italien restituera au Gouvernement de la Nation Unie intéressée tout l'or monétaire ayant fait l'objet de spoliations par l'Italie ou transféré indûment en Italie, ou livrera au Gouvernement de la Nation Unie intéressée une quantité d'or égale en poids et en titre à la quantité enlevée ou indûment transférée. Le Gouvernement italien reconnait que cette obligation n'est pas affectée par les transferts ou les enlèvements d'or qui ont pu être effectués du territoire italien au profit d'autres Puissances de l'Axe ou d'un pays neutre.

9. Si, dans des cas particuliers, il est impossible à l'Italie d'effectuer la restitution d'objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique qui font partie du patrimoine culturel de la Nation Unie du territoire de laquelle ces objets ont été enlevés les ressortissants, les autorités ou les armées italiennes, usant de la force ou de la contrainte, l'Italie s'engage à remettre à la Nation Unie intéressée des objets de même nature ou d'une valeur sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Italie.

SECTION III. ABANDON DE RÉCLAMATIONS PAR L'ITALIE

Article 76.

1. L'Italie renonce, au nom du Gouvernement italien et des ressortissants italiens, à faire valoir contre les Puissances Alliées et Associées, toute réclamation de quelque nature que ce soit résultant directement de la guerre ou de mesures prises par suite de l'existence d'un état de guerre en Europe après le 1er septembre 1939, que la Puissance Alliée ou Associée intéressée ait été ou non en guerre avec l'Italie à l'époque.

Sont incluses dans cette renonciation:

(*a*) Les réclamations relatives à des pertes ou dommages subis par suite de l'action des forces armées ou des autorités de Puissances Alliées ou Associées;

(*b*) Les réclamations résultant de la présence, des opérations ou de l'action des forces armées ou des autorités de Puissances Alliées ou Associées sur le territoire italien;

(*c*) Les réclamations portant sur les décisions ou les ordonnances des tribunaux de prises de Puissances Alliées ou Associées, l'Italie acceptant de reconnaître comme valides et comme ayant force exécutoire toutes les décisions et ordonnances desdits tribunaux de prises rendues au 1er septembre 1939 ou postérieurement à cette date et concernant les navires italiens, les marchandises italiennes ou le paiement des frais;

(*d*) Les réclamations résultant de l'exercice des droits de belligérance ou de mesures prises en vue de l'exercice de ces droits.

2. Les dispositions du présent article excluront complètement et définitivement toutes réclamations de la nature de celles qui y sont visées, et qui seront dès lors éteintes, quelles que soient les parties intéressées. Le Gouvernement italien accepte de verser en lires une indemnité équitable pour satisfaire les réclamations des personnes qui ont fourni, sur réquisition, des marchandises ou des services aux forces armées de Puissances Alliées ou Associées sur le territoire italien, ainsi que les réclamations portées contre les forces armées de Puissances Alliées ou Associées relatives à des dommages causés sur le territoire italien et ne résultant pas de faits de guerre.

3. L'Italie renonce également, au nom du Gouvernement italien et des ressortissants italiens, à faire valoir des réclamations de la nature de celles qui sont visées au paragraphe 1 du présent article, contre toute Nation Unie qui a rompu les relations diplomatiques avec l'Italie et qui a pris des mesures en coopération avec les Puissances Alliées et Associées.

4. Le Gouvernement italien assumera la pleine responsabilité de toute la monnaie militaire alliée émise en Italie par les autorités militaires alliées, y compris toute la monnaie de cette nature en circulation à la date de l'entrée en vigueur du présent Traité.

5. La renonciation à laquelle l'Italie souscrit aux termes du paragraphe 1 du présent article s'étend à toutes les réclamations portant sur les mesures prises par l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées à l'égard des navires italiens entre le 1er Septembre 1939 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, ainsi qu'à toutes les réclamations et créances résultant des conventions sur les prisonniers de guerre actuellement en vigueur.

6. Les dispositions du présent article ne devront pas être considérées comme affectant les droits de propriété sur les câbles sous-marins qui, au début de la guerre, appartenaient au Gouvernement italien ou à des ressortissants italiens. Ce paragraphe ne fera pas obstacle à l'application aux câbles sous-marins de l'article 79 et de l'annexe XIV.

Article 77.

1. A dater de l'entrée en vigueur du présent Traité, les biens en Allemagne de l'Etat et des ressortissants italiens ne seront plus considérés comme biens ennemis et toutes les restrictions résultant de leur caractère ennemi seront levées.

2. Les biens identifiables de l'Etat et des ressortissants italiens que les forces armées ou les autorités allemandes ont enlevés, par force ou par contrainte, du territoire italien et emportés en Allemagne après le 3 septembre 1943, donneront lieu à restitution.

3. Le rétablissement des droits de propriété ainsi que la restitution des biens italiens en Allemagne seront effectués conformément aux mesures qui seront arrêtées par les Puissances occupant l'Allemagne.

4. Sans préjudice de ces dispositions et de toutes autres qui seraient prises en faveur de l'Italie et des ressortissants italiens par les Puissances occupant l'Allemagne, l'Italie renonce, en son nom et au nom des ressortissants italiens, à toutes réclamations contre l'Allemagne et les ressortissants allemands, qui n'étaient pas réglées au 8 mai 1945, à l'exception de celles qui résultent de contrats et d'autres obligations qui étaient en vigueur ainsi que de droits qui étaient acquis avant le 1er septembre 1939. Cette renonciation sera considérée comme s'appliquant aux créances, à toutes les réclamations de carac-

tère intergouvernemental relatives à des accords conclus au cours de la guerre et à toutes les réclamations portant sur des pertes ou des dommages survenus pendant la guerre.

5. L'Italie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter les transferts des biens allemands se trouvant en Italie, qui pourront être décidés par celles des Puissances occupant l'Allemagne qui ont le pouvoir de disposer des biens allemands se trouvant en Italie.

PARTIE VII

BIENS, DROITS ET INTERETS

SECTION I. BIENS DES NATIONS UNIES EN ITALIE

Article 78.

1. Pour autant qu'elle ne l'a pas déjà fait, l'Italie rétablira tous les droits et intérêts légaux en Italie des Nations Unies et de leurs ressortissants, tels qu'ils existaient au 10 juin 1940, et restituera à ces Nations Unies et à leurs ressortissants tous les biens leur appartenant en Italie dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2. Le Gouvernement italien restituera tous les biens, droits et intérêts visés au présent article, libres de toutes hypothèques et charges quelconques dont ils auraient pu être grevés du fait de la guerre, et sans que la restitution donne lieu à la perception d'aucune somme de la part du Gouvernement italien. Le Gouvernement italien annulera toutes mesures, y compris les mesures de saisie, de séquestre ou de contrôle, prises par lui à l'égard des biens des Nations Unies entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Dans le cas où le bien n'aurait pas été restitué dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la demande devra être présentée aux autorités italiennes dans un délai maximum de douze mois à compter de cette même date, sauf dans les cas où le demandeur serait en mesure d'établir qu'il lui a été impossible de présenter sa demande dans ce délai.

3. Le Gouvernement italien annulera les transferts portant sur des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des ressortissants des Nations Unies, lorsque ces transferts résultent de mesures de force ou de contrainte prises au cours de la guerre par les Gouvernements des Puissances de l'Axe ou par leurs organes.

4. (*a*) Le Gouvernement italien sera responsable de la remise en parfait état des biens restitués à des ressortissants des Nations Unies en vertu du paragraphe 1 du présent article. Lorsqu'un bien ne pourra être restitué ou que, du fait de la guerre, le ressortissant d'une Nation Unie aura subi une perte par suite d'une atteinte ou d'un dommage causé à un bien en Italie, le Gouvernement italien indemnisera le propriétaire en versant une somme en lires jusqu'à concurrence des deux tiers de la somme nécessaire à la date du paiement, pour permettre au bénéficiaire, soit d'acheter un bien équivalent, soit de compenser la perte ou le dommage subi. En aucun cas, les ressortissants des Nations Unies ne devront être l'objet d'un traitement moins favorable en matière d'indemnité que le traitement accordé aux ressortissants italiens.

(*b*) Les ressortissants des Nations Unies qui détiennent directement ou indirectement des parts d'intérêts dans des sociétés ou associations qui ne possèdent pas la nationalité des Nations Unies, au sens du paragraphe 9 (*a*) du présent article, mais qui ont subi une perte par suite d'atteintes ou de dommages causés à leurs biens en Italie recevront une indemnité conformément à l'alinéa (*a*) ci-dessus. Cette indemnité sera calculée en fonction de la perte ou du dommage total subi par la société ou l'association, et son montant par rapport au total de la perte ou du dommage subi aura la même proportion que la part d'intérêts détenue par les dits ressortissants par rapport au capital global de la société ou association en question.

(*c*) L'indemnité sera versée, nette de tous prélèvements, impôts ou autres charges. Elle pourra être librement employée en Italie mais sera soumise aux règlements relatifs au contrôle des changes qui pourront, à un moment donné, être en vigueur en Italie.

(*d*) Le Gouvernement italien accordera aux ressortissants des Nations Unies une indemnité en lires, dans la même proportion que celle prévue à l'alinéa (*a*) ci-dessus pour compenser la perte ou les dommages qui résultent de mesures spéciales prises pendant la guerre à l'encontre de leurs biens et qui ne visaient pas les biens italiens. Cet alinéa ne s'applique pas à un manque à gagner.

5. Tous les frais raisonnables auxquels donnera lieu, en Italie, l'établissement des demandes, y compris l'évaluation des pertes et des dommages, seront à la charge du Gouvernement italien.

6. Les ressortissants des Nations Unies ainsi que leurs biens seront exemptés de tous impôts, contributions ou taxes exceptionnels, auxquels le Gouvernement italien ou une autorité italienne quelconque auraient soumis leurs avoirs en capital en

Italie entre le 3 Septembre 1943 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, en vue de couvrir les dépenses résultant de la guerre ou celles qui ont été entraînées par l'entretien des forces d'occupation ou par les réparations à payer à l'une des Nations Unies. Toutes les sommes qui auraient été ainsi perçues seront remboursées.

7. En dépit des transfers de territoires prévus par le présent Traité, l'Italie demeurera responsable des pertes ou des dommages causés, pendant la guerre, aux biens des ressortissants des Nations Unies dans les territoires cédés ou dans le Territoire Libre de Trieste. Les obligations contenues dans les paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article incomberont également au Gouvernement italien à l'égard des biens des ressortissants des Nations Unies dans les territoires cédés et dans le Territoire Libre de Trieste, mais seulement dans la mesure où il n'en résultera pas de contradiction avec les dispositions du paragraphe 14 de l'annexe X et du paragraphe 14 de l'annexe XIV du présent Traité.

8. Le propriétaire des biens en question et le Gouvernement italien pourront conclure des arrangements qui se substitueront aux dispositions du présent article.

9. Aux fins du présent article:

(*a*) L'expression ,,ressortissants des Nations Unies'' s'applique aux personnes physiques qui sont ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, ainsi qu'aux sociétés ou associations constituées sous le régime des lois de l'une des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, à condition que lesdites personnes physiques, sociétés ou associations aient déjà possédé ce statut le 3 septembre 1943, date de l'armistice avec l'Italie.

L'expression ,,ressortissants des Nations Unies'' comprend également toutes les personnes physiques et les sociétés ou associations qui, aux termes de la législation en vigueur en Italie pendant la guerre, ont été traitées comme ennemis.

(*b*) Le terme ,,propriétaire'' désigne le ressortissant d'une des Nations Unies, tel qu'il est défini à l'alinéa (*a*) ci-dessus, qui a un titre légitime au bien en question, et s'applique au successeur du propriétaire, à condition que ce successeur soit aussi ressortissant d'une des Nations Unies au sens de l'alinéa (*a*). Si le successeur a acheté le bien lorsque celui-ci était déjà endommagé, le vendeur conservera ses droits à l'indemnisation résultant du présent article, sans que les obligations existant entre le vendeur et l'acquéreur, en vertu de la législation interne, en soient affectées.

(c) Le terme ,,biens'' désigne tous les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, y compris les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, ainsi que tous droits ou intérêts de nature quelconque dans des biens. Sans préjudice des dispositions générales qui précèdent, les biens des Nations Unies et de leurs ressortissants comprennent tous les bâtiments de mer et de navigation intérieure avec leurs gréments et leurs équipements, qui appartenaient aux Nations Unies ou à leurs ressortissants ou étaient enregistrés sur le territoire de l'une des Nations Unies ou naviguaient sous le pavillon de l'une des Nations Unies, et qui postérieurement au 10 juin 1940, qu'ils se soient trouvés dans les eaux italiennes ou qu'ils y aient été amenés de force, furent soumis au contrôle des autorités italiennes en tant que biens ennemis, ou cessèrent d'être en Italie, à la libre disposition des Nations Unies ou de leurs ressortissants, du fait de mesures de contrôle prises par les autorités italiennes en relation avec l'existence d'un état de guerre entre certaines des Nations Unies et l'Allemagne.

SECTION II. BIENS ITALIENS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES

Article 79.

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées aura le droit de saisir, retenir ou liquider tous les biens, droits et intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, se trouvent sur son territoire et appartiennent à l'Italie ou à des ressortissants italiens, et de prendre toute autre disposition en ce qui concerne ces biens, droits et intérêts. Elle aura égalemen le droit d'employer ces biens ou le produit de leur liquidation à telles fins qu'elle pourra désirer, à concurrence du montant de ses réclamations ou de celles de ses ressortissants contre l'Italie ou les ressortissants italiens (y compris les créances), qui n'auront pas été entièrement réglées en vertu d'autres articles du présent Traité. Tous les biens italiens ou le produit de leur liquidation en excédent du montant desdites réclamations seront restitués.

2. La liquidation des biens italiens et les mesures de disposition dont ils feront l'objet devront s'effectuer conformément à la législation de la Puissance Alliée ou Asociée intéressée. En ce qui concerne lesdits biens, le propriétaire italien n'aura pas d'autres droits que ceux que peut lui conférer la législation en question.

3. Le Gouvernement italien s'engage à indemniser les ressortissants italiens dont les biens seront saisis en vertu du présent article et auxquels ces biens ne seront pas restitués.

4. Il ne résulte du présent article aucune obligation, pour l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, de restituer au Gouvernement ou aux ressortissants italiens des droits de propriété industrielle, ni de faire entrer ces droits dans le calcul des sommes qui pourront être retenues en vertu du paragraphe 1 du présent article. Le Gouvernement de chacune des Puissances Alliées ou Associées aura le droit d'imposer aux droits ou intérêts afférents à la propriété industrielle sur le territoire de cette Puissance Alliée ou Associée, acquis par le Gouvernement italien ou ses ressortissants avant l'entrée en vigueur du présent Traité, telles limitations, conditions ou restrictions que le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée pourra considérer comme nécessaires dans l'intérêt national.

5. (a) Les câbles sous-marins italiens reliant des points situés en territoire yougoslave seront réputés propriété italienne en Yougoslavie, même si une certaine partie de ces câbles se trouve en dehors des eaux territoriales yougoslaves.

(b) Les câbles sous-marins italiens reliant un point situé sur le territoire d'une Puissance Alliée ou Associée et un point situé en territoire italien seront réputés propriété italienne au sens du présent article en ce qui concerne les installations terminales ou les parties de câbles se trouvant dans les eaux territoriales de cette Puissance Alliée ou Associée.

6. Les biens visés au paragraphe 1 du présent article seront considérés comme comprenant les biens italiens qui ont fait l'objet de mesures de contrôle en raison de l'état de guerre existant entre l'Italie et la Puissance Alliée ou Associée dans la juridiction de laquelle les biens sont situés, mais ne comprendront pas:

(a) Les biens du Gouvernement italien utilisés pour les besoins des missions diplomatiques ou consulaires;

(b) Les biens appartenant à des institutions religieuses ou à des institutions philanthropiques privées et servant exclusivement à des fins religieuses ou philanthropiques;

(c) Les biens des personnes physiques qui sont des ressortissants italiens et sont autorisées á résider, soit sur le territoire du pays où sont situés ces biens, soit sur le territoire de l'une quelconque des Nations Unies, autres que les biens italiens qui, à un moment quelconque au cours de la guerre, ont fait l'objet de mesures qui ne s'appliquaient pas d'une manière générale aux biens des ressortissants italiens résidant sur le territoire en question;

(*d*) Les droits de propriété nés depuis la reprise des relations commerciales et financières entre les Puissances Aliées et Associées et l'Italie, ou nés de transactions entre le Gouvernement d'une Puissance Alliée ou Associée et l'Italie depuis le 3 septembre 1943;

(*e*) Les droits de propriété littéraire et artistique;

(*f*) Les biens des ressortissants italiens, situés dans les territoires cédés, auxquels s'appliqueront les dispositions de l'annexe XIV;

(*g*) Exception faite des avoirs visés au paragraphe 2 (*b*) de la partie A et au paragraphe 1 de la partie D de l'article 74, les biens des personnes physiques résidant dans les territoires cédés ou dans le Territoire Libre de Trieste, qui n'exercent pas le droit d'option pour la nationalité italienne que leur confère le présent Traité, ainsi que les biens des sociétés ou associations dont le siège social est situé dans les territoires cédés ou dans le Territoire Libre de Trieste, à condition que ces sociétés ou associations ne soient ni la propriété de personnes résidant en Italie, ni contrôlées par elles. Dans les cas prévus au paragraphe 2 (*b*) de la partie A et au paragraphe 1 de la partie D de l'article 74, la question de l'indemnisation sera réglée conformément aux dispositions de la partie E de cet article.

SECTION III. DÉCLARATION DES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES AU SUJET DE LEURS RÉCLAMATIONS

Article 80.

Les Puissances Alliées et Associées déclarent que les droits qui leur sont attribués par les articles 74 et 79 du présent Traité couvrent toutes leurs réclamations et celles de leurs ressortissants pour pertes ou dommages résultant de faits de guerre y compris les mesures prises à la faveur de l'occupation de leur territoire, imputables à l'Italie et survenues en dehors du territoire italien, à l'exception cependant des réclamations fondées sur les articles 75 et 78.

SECTION IV. DETTES

Article 81.

1. L'existence de l'état de guerre ne doit pas être considérée en soi comme affectant l'obligation d'acquitter les dettes pécuniaires résultant d'obligations et de contrats qui étaient en vigueur et de droits qui étaient acquis avant l'existence de l'état de guerre, dettes qui étaient devenues exigibles avant l'entrée

en vigueur du présent Traité et qui sont dues, soit par le Gouvernement ou les ressortissants italiens au Gouvernement ou aux ressortissants de l'une des Puissances Alliées ou Associées, soit par le Gouvernement ou les ressortissants d'une des Puissances Alliées ou Associées au Gouvernement ou aux ressortissants italiens.

2. Sauf disposition expressément contraire du présent Traité, aucune clause de ce Traité ne devra être interprétée comme affectant les rapports de débiteurs à créanciers résultant de contrats conclus avant la guerre soit par le Gouvernement soit par des ressortissants italiens.

PARTIE VIII

RELATIONS ECONOMIQUES GENERALES

Article 82.

1. En attendant la conclusion de traités ou d'accords commerciaux entre l'une quelconque des Nations Unies et l'Italie, le Gouvernement italien devra, pendant les dix-huit mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité, accorder à chacune des Nations Unies qui, en fait, accordent par voie de réciprocité un traitement analogue à l'Italie dans ces domaines, le traitement suivant:

(*a*) Pour tout ce qui concerne les droits et redevances à l'importation ou à l'exportation, l'imposition à l'intérieur du pays des marchandises importées, et tous les règlements qui s'y rapportent, les Nations Unies bénéficieront de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée;

(b) L'Italie ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination du territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues en provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger;

(*c*) Les ressortissants des Nations Unies y compris les personnes morales bénéficieront du traitement national et de celui de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait au commerce, à l'industrie, à la navigation et aux autres formes d'activité commerciale en Italie. Ces dispositions ne s'appliqueront pas à l'aviation commerciale;

(*d*) L'Italie n'accordera à aucun pays de droit exclusif ou préférentiel en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux; elle offrira

des conditions d'égalité à toutes les Nations Unies pour l'obtention de droits en matière de transports aériens commerciaux internationaux sur le territoire italien, y compris le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparation, et, en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle accordera à toutes les Nations Unies, suivant le principe de la réciprocité et de la non-discrimination, le droit de survoler le territoire italien sans escale. Ces dispositions n'affecteront pas les intérêts de la défense nationale de l'Italie.

2. Les engagements ci-dessus pris par l'Italie doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par l'Italie avant la guerre; les dispositions relatives à la réciprocité accordée par chacune des Nations Unies doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par celle-ci.

PARTIE IX

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 83.

1. Tous les différends qui pourront s'élever à propos de l'application des articles 75 et 78, ainsi que des annexes XIV, XV, XVI et XVII, partie B, du présent Traité, seront soumis à une commission de conciliaton, composée d'un représentant du Gouvernement de la Nation Unie intéressée et d'un représentant du Gouvernement italien, agissant sur un pied d'égalité. Si un règlement n'est pas intervenu dans les trois mois qui suivront la date à laquelle le différend a été soumis à la commission de conciliation, l'un ou l'autre Gouvernement pourra demander l'adjonction à la commission d'un tiers membre choisi, d'un commun accord, entre les deux Gouvernements, parmi les ressortissants d'un Etat tiers. A défaut d'accord dans un délai de deux mois, entre les deux Gouvernements, sur le choix de ce membre, ces Gouvernements s'adresseront aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique, qui désigneront le tiers membre de la commission. Si les Ambassadeurs ne parviennent pas à se mettre d'accord dans le délai d'un mois sur la désignation du tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. Lorsqu'une commission de conciliation sera constituée en application du paragraphe 1, elle aura compétence pour connaître de tous les différends qui pourront s'élever par la suite

entre la Nation Unie intéressée et l'Italie au sujet de l'application ou de l'interprétation des articles 75 et 78, ainsi que des annexes XIV, XV, XVI et XVII, partie B, du présent Traité, et elle remplira les fonctions qui lui sont dévolues par ces dispositions.

3. Chaque commission de conciliation établira elle-même sa procédure, en adoptant des règles conformes à la justice et à l'équité.

4. Chaque Gouvernement paiera les honoraires du membre de la commission de conciliation qu'il nomme et de tout agent qu'il pourra désigner pour le représenter devant la commission. Les honoraires du tiers membre seront fixés par accord spécial entre les Gouvernements intéressés, et ces honoraires, ainsi que les dépenses communes de chaque commission, seront payés par moitié par les deux Gouvernements.

5. Les parties s'engagent à ce que leurs autorités fournissent directement à la commission de conciliation toute l'aide que sera en leur pouvoir.

6. La décision de la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

PARTIE X

CLAUSES ECONOMIQUES DIVERSES

Article 84.

Les articles 75, 78, 82 et l'annexe XVII du présent Traité s'appliqueront aux Puissances Alliées et Associées et à celles des Nations Unies qui ont rompu les relations diplomatiques avec l'Italie, ou avec qui l'Italie a rompu les relations diplomatiques. Ces articles et cette annexe s'appliqueront également à l'Albanie et à la Norvège.

Article 85.

Les dispositions des annexes VIII, X, XIV, XV, XVI et XVII ainsi que celles des autres annexes seront considérées comme faisant partie intégrante du présent Traité, et auront la même valeur et les mêmes effets.

PARTIE XI

CLAUSES FINALES

Article 86.

1. Pendant une période qui n'excédera pas dix-huit mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les Ambassa-

deurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome, agissant de concert, représenteront les Puissances Alliées et Associées pour traiter avec le Gouvernement italien de toutes questions relatives à l'exécution et à l'interprétation du présent Traité.

2. Les Quatre Ambassadeurs donneront au Gouvernement italien les conseils, avis techniques et éclaircissements qui pourront être nécessaires pour assurer l'exécution rapide et efficace du présent Traité, aussi bien dans sa lettre que dans son esprit.

3. Le Gouvernement italien fournira aux Quatre Ambassadeurs toutes les informations nécessaires et toute l'aide dont ils pourront avoir besoin dans l'accomplissement des tâches qui leur sont dévolues par le présent Traité.

Article 87.

1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent Traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce Traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux Quatre Ambassadeurs, agissant comme il est prévu à l'article 86, mais, en pareil cas, les Ambassadeurs ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 88.

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies, en guerre avec l'Italie et qui n'est pas signataire du présent Traité, ainsi que l'Albanie, peut accéder au Traité et sera considéré, dès son accession, comme Puissance Associée pour l'application du Traité.

2. Les instruments d'accession seront déposés près le Gouvernement de la République Française et prendront effet dès leur dépôt.

Article 89.

Les dispositions du présent Traité ne conféreront aucun droit ni bénéfice à aucun Etat désigné dans le préambule du Traité comme l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses nationaux, jusqu'à ce que cet Etat devienne partie au Traité par le dépôt de son instrument de ratification.

Article 90.

Le présent Traité, dont les textes français, anglais et russe feront foi, devra être ratifié par les Puissances Alliées et Associées. Il devra également être ratifié par l'Italie. Il entrera en vigueur immédiatement après le dépôt des ratifications par les Etats-Unis d'Amérique, la France, le RoyaumeUni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Les instruments de ratification seront, dans le plus bref délai possible, déposés près le Gouvernement de la République Française.

En ce qui concerne chacune des Puissances Alliées ou Associées dont l'instrument de ratification sera déposé ultérieurement, le Traité entrera en vigueur à la date du dépôt. Le présent Traité sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, qui en remettra à chacun des Etats signataires une copie certifiée conforme.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures et leurs cachets au bas du présent Traité.

Fait à Paris, le dix février, mille neuf cent quarante-sept, en langue française, anglaise, russe et italienne.

LISTE DES ANNEXES

Annexe *I* — Cartes (voir recueil séparé)

Annexe *II* — Frontière franco-italienne: description détaillée des sections de la frontière correspondant aux modifications prévues à l'article 2.

Annexe *III* — Garanties relatives au Mont Cenis et à la région de Tende — la Brigue.

Annexe *IV* — Dispositions sur lesquelles les Gouvernements italien et autrichien se sont mis d'accord le 5 septembre 1946.

Annexe *V* — Alimentation en eau de la Commune de Gorizia et de ses environs.

Annexe VI — Statut Permanent du Territoire Libre de Trieste.

Annexe VII — Instrument relatif au régime provisoire du Territoire Libre de Trieste.

Annexe VIII — Instrument relatif au Port Franc de Trieste.

Annexe IX — Dispositions techniques relatives au Territoire Libre de Trieste.

Annexe X — Dispositions économiques et financières relatives au Territoire Libre de Trieste.

Annexe XI — Déclaration commune des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique, au sujet des possessions territoriales italiennes en Afrique.

Annexe XII — Liste des navires de guerre

A. à conserver par l'Italie

B. à livrer par l'Italie

Annexe XIII — Définitions

A. termes navals

B. instruction militaire, aérienne et navale

C. définition et liste du matériel de guerre

D. définition des termes ,,démilitarisation'' et ,,démilitarisé''

Annexe XIV — Dispositions économiques et financières relatives aux territoires cédés.

Annexe XV — Dispositions spéciales concernant certaines catégories de biens:

1. Propriété industrielle. littéraire et artistique
2. Assurances

Annexe XVI — Contrats, prescription, effets de commerce.

Annexe XVII — Tribunaux de prises et jugements.

ANNEXE I

CARTES

(voir recueil séparé)

A — Frontières de l'Italie (article 1)

B — Frontière franco-italienne (article 2)

C — Frontière italo-yougoslave (article 3)

D — Frontières du Territoire Libre de Trieste (articles 4 et 22)

E — Zones maritimes délimitées à l'article 11 du présent Traité.

ANNEXE II

FRONTIERE FRANCO-ITALIENNE

Description détaillée des sections de la frontière correspondant aux modifications prévues à l'article 2

Col du Petit Saint-Bernard

Référence: Carte au 20.000° — Ste Foy Tarentaise Nos 1-2

La nouvelle frontière suit un tracé qui débouche de l'arête rocheuse de Lancebranlette, puis, descendant vers l'est, suit la ligne de partage des eaux jusqu'au point coté 2180, d'où il passe à la Colonna Joux (2188). De là, suivant toujours la ligne de partage des eaux, le tracé remonte sur la Costa del Belvedere dont il suit les affleurements rocheux, gravit le Mt Belvedere dont il contourne le sommet, laissant ce dernier en territoire français à 120 mètres de la frontière, et rejoint par les cotes 2570, 2703, le Bella Valetta et la cote 2746, l'ancienne frontière au Mt Valaisan.

Plateau du Mont Cenis

Référence: Cartes au 20.000° de Lanslebourg Nos. 5-6 et 7-8 et de Mont d'Ambin Nos. 1-2

La nouvelle frontière suit un tracé qui quitte l'ancienne frontière au Mt Tour, suit vers l'ouest la limite administrative figurant sur la carte, s'engage dans le T. Vitoun dès qu'il le rencontre sur sa branche nord et descend son cours jusqu'à la Rocca della Toretta.

Longeant ensuite la ligne d'affleurements rocheux, il aboutit au torrent venant de l'Alpe Lamet et descend avec lui jusqu'à la base de l'escarpement rocheux qu'il longe pendant 800 m. environ jusqu'au thalweg en un point situé à environ 200 m. au nord de la cote 1805.

Il chemine ensuite au sommet des arrachements qui dominent Ferrera Cenisio à 300 m. environ et continuant vers

l'ouest, il rencontre la route qui contourne à l'est le Rue Paradiso à 400 m. à l'ouest de la boucle (1854) pour l'abandonner aussitôt et s'infléchir en direction du sud.

Il coupe la route de Bar Cenisia à 100 m. environ du sud-est du refuge 5, traverse le thalweg en direction du lac S. Giorgio, suit sensiblement la courbe 1900 jusqu'à hauteur de la cote 1907, vient longer au sud le lac d'Arpon et rejoint l'arête rocheuse sur laquelle il se maintient en direction du sud-ouest jusqu'au confluent des torrents issus du glacier du Bard (Chiaccajo di Bard), en un point situé à 1400 m. environ du sud-ouest du lac d'Arpon.

De là, s'infléchissant vers le sud, il suit approximativement la courbe 2500, passe à la cote 2579 puis, longeant la courbe 2600, il arrive au lac della Vecchia et vient retrouver, à la limite administrative marquée sur la carte à 700 m. environ du sud-est du lac, le chemin de Pso d'Avanza qui le conduit le long des escarpements rocheux à l'ancienne frontière, à mi-distance entre le Col de la Vecchia et le Col de Clapier.

Mont-Thabor

Référence: Carte au 20.000° de Névache Nos. 1-2, 5-6 et 7-8

De la cime de la Planette au Rocher de Guion (Cima des Sueur)

La nouvelle frontière suit un tracé qui se détache de l'ancienne frontière a la Cime de la Planette et, se dirigeant vers le sud, suit la crête, par les cotes 2980, 3178, la Rca Bernaude (3228), les cotes 2842, 2780, 2877, le Pso della Gallina (2671), les cotes 2720, 2806 et la Pta Quattre Sorelle (2700).

Descendant la croupe est de cette pointe, le tracé laisse en territoire français le point coté 2420, d'où il rejoint et suit à l'est le chemin conduisant aux constructions situées à 200 m. environ de la cote 2253, ce chemin et ces constructions étant laissés en territoire français. Il s'engage ensuite dans un thalweg passant à 300 m. environ au nord-est de la cote 1915 d'où il gagne l'extrémité nord-ouest du bassin qui, dans la Vallée Etroite (Valle Stretta), alimente les installations hydroélectriques de Sette Fontane, laissant ce bassin et ces installations en territoire italien. Contournant le bassin per le sud, il atteint le carrefour de routes de la cote 1499.

Il emprunte ensuite le chemin qui épouse, à la lisière du bois, la courbe 1500 et qui le conduit à la Comba della Gorgia aux environs de la courbe 1580; il remonte ensuite le thalweg vers la cote 1974 et rejoint le bord des escarpements du rocher de la Sueur jalonné par les cotes 2272, 2268, 2239, 2266, 2267, bord sur lequel il se maintient jusqu'à sa rencontre avec l'ancienne frontière, la crête du rocher et le chemin qui la longe restant en territoire français.

Chaberton

Référence: Carte au 20.000° de Briançon Nos. 3-4

La nouvelle frontière suit un tracé qui quitte l'ancienne frontière à la cote 3042 (au nord de la cote 3070 et au nord de la pointe des Trois Scies) et emprunte l'arête rocheuse jusqu'à la Croce del Vallonetto.

De la Croce del Vallonetto, il s'infléchit vers le sud et le long de l'arête rocheuse, rejoint la route du Chaberton au point où celle-ci pénètre dans le cirque du Clot des Morts.

Franchissant cette route et le thalweg qui la borde, le tracé suit approximativement pendant 1250 m. la courbe 2300 qui suit sur le terrain vers le sud-est une série d'affleurements rocheux et d'éboulis, puis il coupe en ligne droite le versant est du Mont Chaberton, atteint un point situé à 400 m. environ à l'ouest de la cote 2160, laissant en territoire français la recette intermédiaire du téléférique qui se trouve en cet endroit.

De là, il se dirige en ligne droite, à travers une série de barres rocheuses et de ravins escarpés, vers la position non figurée sur la carte de la Fontaine des Chamois près de la cote 2228 (1,4 km. environ nord-est de Clavières), qu'il contourne par l'est en suivant la deuxième boucle de la route joignant cette position à la caserne fortifiée du Chaberton (sur la route de Cézanne (Cesana) à Clavières), laissant les ouvrages fortifiés de la Fontaine des Chamois en territoire français.

Ensuite, longeant d'abord en direction du Sud la limite de commune marquée sur la carte et ensuite la barre rocheuse à 400 mètres environ au nord de la route Clavières-Cézanne (Cesana), il s'infléchit vers le sud-ouest, passant au bas des falaises rocheuses à une distance de ces dernières suffisante pour permettre la construction d'une route à double circulation.

Contournant ainsi par le nord le village de Clavières, laissé en territoire italien, il rencontre le Rio Secco à 200 m. environ en amont du pont de Clavières et descend son cours, puis celui de la Doire Ripaire (Doria Riparia) jusqu'à la route de Clavières au Val Gimont, laissé à l'Italie, route qu'il suit jusqu'au pont sur le Gimont.

Remontant le cours de celui-ci sur environ 300 m., le tracé l'abandonne pour suivre le chemin muletier qui le conduit à la recette supérieure du téléférique de Clavières (Col du Mont Fort du Boeuf) qu'il laisse en territoire français. Il rejoint ensuite par la crête la frontière actuelle au Mont la Plane, borne frontière 251. La route de la vallée du Gimont est laissée en territoire italien.

Vallées Supérieures de la Tinée, de la Vésubie et de la Roya

1° — *Des Cime de Colla Longa à la Cima di Mercantour*

Références: Carte au 20.000°: St. Etienne de Tinée Nos. 3-4 et 7-8 les Trois Ponts Nos. 5-6

La nouvelle frontière suit un tracé qui se détache de l'ancienne frontière aux Cime de Colla Longa et, se dirigeant vers l'est en suivant la ligne de partage des eaux, longe la crête rocheuse en passant par les cotes 2719, 2562, le Cle di Seccia, atteint à la cote 2760 la Testa dell'Autaret, passe à la cote 2672, au Cle della Guercia (2456) et par les cotes 2640, 2693, 2689, atteint les Rocche di Saboulé dont il longe l'arête nord.

Suivant la crête, il arrive par les cotes 2537, 2513, le Pso del Lausfer (2461) et la cote 2573, à la Testa Auta del Lausfer (2578) d'où il s'infléchit vers le sud jusqu'à la Testa Colla Auta en passant par la Cima del Lausfer (2544) et laissant le point coté à l'Italie.

De là, par la cote 2484 et en suivant le chemin de crête, laissé en territoire français, par les cotes 2240 et 2356, il traverse le Paso di S. Anna, passe par les cotes 2420 et 2407, et atteint un point situé à environ 80 m. au sud du point coté 2378 (Cima Moravacciera).

Suivant le chemin de crête laissé en territoire français, il passe par la Testa Ga del Caval et la cote 2331 laissées en territoire français, puis abandonnant le chemin, il se maintient sur la crête de la Testa dell'Adreck (2475) et par le Cle della Lombarda et la cote 2556 atteint la Cima della Lombarda (2801).

S'infléchissant vers le sud-est, il s'engage alors sur la crête rocheuse et, par le Pso di Peania, la Cima di Vermeil, la cote 2720 laissée en territoire français, la Testa Cba Grossa (2792) le Pso del Lupo (2730) et la cote 2936, il atteint le Mt. Malinvern.

Ensuite en direction du sud par les cotes 2701, 2612 et la Cima di Tavels (2802), puis en direction de l'est, par la cote 2823, il atteint la Testa del Claus (2889).

S'infléchissant alors en direction générale du sud-est, il traverse le Passo delle Portette, passe à la cote 2814, à la Testa delle Portette, à la cote 2868, à la Testa Margiola (2831), au Cairo di Prefouns (2840), au Passo del Prefouns (2620), à la Testa di Tablasses (2851), au Passo di Bresses (2794), à la Testa di Bresses (2830), et, par la Cima di Fremamorta (2731), le Cle Fremamorta, la cote 2625, la cote 2675 et la cote 2539, la Cima di Pagari (2686), la Cima di Naucetas (2706), les cotes 2660 et 2673, le Cle di Ciriegia (2581), il atteint la Cima di Mercantour (2775).

2e — *de la Cima di Mercantour au Mt Clapier*

Références: Carte au 20.000°: les Trois Ponts Nos 5-6 et le 20.000° italien Madonna delle Finestre

De la Cima di Mercantour, par la cote 2705, le Cle Mercantour (2611), la Cima Ghilie (2998), les cotes 2939 et 2955, la Testa della Rovina (2981), les cotes 2844 et 2862, le Paso della Rovina, le Caire dell'Agnel (2935, 2867, 2784), la Cima del Caire Agnel (2830), la Cima Mallariva (2860), la Cima Cairas (2831), la Cima Cougourda (2881, 2921), la Cima dei Gaisses (2896), les cotes 2766, 2824, la Cima del Lombard (2842), les cotes 2831, 2717, 2591, 2600 et 2582, la Boccia Forno, la Cima delle Finestre (2657), le Col delle Finestre, les cotes 2634, 2686 et 2917, il atteint la Cima dei Gelas (3143), puis par la cote 3070 la Cima della Maledia (3601), longe le sentier du Passo del Pagari (2819) puis la limite de commune marquée sur la carte, arrive au Passo di Mt. Clapier (2827) et contourne le Mt Clapier (3045) par le nord et l'est en suivant la limite administrative tracée sur la carte.

3° — *du Mt Clapier au col de Tende*

Références: 20.000° italien de Madonna delle Finestre et Colle di Tenda

Du Mt Clapier, le tracé, suivant la limite administrative marquée sur la carte par les cotes 2915, 2887 et 2562, le Passo dell'Agnel et la cote 2679, atteint la Cima dell'Agnel (2775).

Se dirigeant vers l'est et suivant toujours la limite administrative marquée sur la carte par les cotes 2845 et 2843 des Rce dell'Agnel, il atteint la Cima della Scandeiera (2706) et traverse le Colle del Sabbione (2332), passe aux cotes 2373, 2226, 2303 et 2313, à la Cima del Sabbione (2610), à la cote 2636, à la Pta Peirafica, aux cotes 2609, 2585, 2572 et 2550 et atteint la Rca dell'Abiso (2755).

Se maintenant toujours sur la limite administrative marquée sur la carte jusqu'à l'est de la cote 2360, puis suivant le bord des affleurements rocheux au nord du Rne Pian Misson d'où il gagne le chemin qui passe au Mt Becco Rosso, et qu'il suit au nord des cotes 2181, 2116 et 1915, jusqu'à la route qu'il longe pendant 1 kilomètre environ en direction du nord, pour reprendre le chemin ci-dessus jusqu'au Colle di Tenda. Les chemins et la portion de route précités sont laissés en territoire français.

4° — *du Col de Tende à la Cima Missun*

Références: 20.000° italien de Tenda et Certosa di Pesio

Du col de Tende, le tracé, laissant le chemin en territoire français passe à la cote 1887 et à la cote 2206, abandonne ce

chemin pour suivre sur la crête la limite administrative marquée sur la carte, et par la cote 2262 arrive à la Cima del Becco (2300).

S'orientant vers le nord, le long de la limite administrative marquée sur la carte, il passe au col della Perla (2086), suit le chemin qui longe l'arête rocheuse de la Cima del Cuni jusqu'au col della Boaira, où il l'abandonne pour s'engager sur la crête, en direction du nord. Il laisse ledit chemin en territoire français.

Longeant ensuite l'arête rocheuse, il passe à la cote 2275, atteint la Testa Ciaudon (2386), longe les escarpements rocheux, franchit la Colla Piana (2219) et arrive à la cote 2355 du Mt delle Carsene, laissé à la France, il longe l'arête rocheuse nord de ce mont par la Pta Straldi (2375), les cotes 2321 et 2305 jusqu'au Paso Scarason, puis fait un crochet vers le nord jusqu'à la cote 2352 où il rencontre la limite administrative marquée sur la carte qu'il suit jusqu'à la Pta Marguareis (2651) par les cotes 2510 et 2532.

S'infléchissant alors vers le sud, il suit la crête, passe par la cote 2585, et descendant le long de l'arête rocheuse, il aboutit au Colle del Lago dei Signori.

Suivant ensuite le chemin de crête, laissé en territoire français, puis la crête elle-même, il atteint la Cima di Pertega (2402), descend le long de l'arête rocheuse jusqu'au Colle delle Vecchie (2106), d'où il suit jusqu'au Mt Bertrand en passant par les cotes 2190, 2162, la Cima del Vescove (2257) et la Cima Di Velega (2366), le chemin de crête qu'il laisse en territoire français.

Du Mt Bertrand (2481), il longe la limite administrative marquée sur la carte jusqu'à la Colla Rossa où il retrouve le chemin de crête qu'il longe par les cotes 2179 et 2252, jusqu'à la Cima Missun (2356) dont il contourne le sommet par l'est, en continuant à suivre le même chemin, ce chemin étant laissé en territoire français.

5° — *de la Cima Missun au Col de Pegairole*

Références: Carte au 20.000° de Point de Lugo Nos 1-2 et 5-6

Le long de ce même chemin de crête, le tracé traverse la Colla Cravirora et passe à l'est de la cote 2265 à la Pta Farenga. Il abandonne le chemin pour contourner à l'est la Cima Ventosa, retrouve le chemin du Passo di Tanarello, laissant à la France les constructions qui le bordent; longe le Mt Tanarello, traverse le Passo Basera (2038), contourne le Mt Saccarello, qu'il laisse à environ 300 m. à l'ouest et, suivant l'arête rocheuse puis le chemin jusqu'au Passo di Collardente, il aborde la crête qui conduit au Mont Collardente en laissant

à la France la cote 1762 à hauteur de laquelle il longe un chemin laissé en terrioire italien, atteint le Mt Collardente en laissant à la France le chemin qui le traverse et qu'il suivra par la Bassa di Sanson à l'est et au sud de la cote 1769 jusqu'aux constructions (500 m. environ à l'est) de la Testa della Nava (1934) laissées en territoire français.

Abandonnant le chemin à hauteur de ces constructions, il rejoint par la crête le chemin de crête de la Testa della Nava, laissé en territoire français, et le suit jusqu'aux constructions au sud-est de la Cima di Marta ou Mt Vacche qu'il contourne par l'est.

De là, le long du chemin de crête, laissé en territoire français, il contourne le Mt Ceriana, abandonne le chemin pour atteindre le Mt Grai (2014) et vient le rejoindre au col (1875) pour contourner avec lui la Cima della Valetta et le Mt Pietravecchia jusqu'à l'arête rocheuse.

Il traverse ensuite la Gola dell'Incisa, rejoint le long de la crête par la cote 1759 le Mt Torraggio (1972) puis la Cima di Logambon, la Gola del Corvo, contourne le Mt Bauso et le Mt Lega (1552, 1563, et 1556) et descend par la crête jusqu'au Passo di Muratone.

Le long du chemin de crête, laissé en territoire français, il passe au Mt Scarassan, au sud du Mt Battolino, au sud de la cote 1358 et atteint la Cla Pegairole.

6° — *de la Cla Pegairole au Mont Mergo*

Références: Cartes au 20.000° de Pointe de Lugo Nos 5-6, San Remo Nos. 1-2 et Menton Nos 3-4

De la Cla Pegairole, le tracé suit la limite administrative marquée sur la carte, laissant Cisterne à la France, gravit le mont Simonasso, descend jusqu'au col, s'engage sur le chemin de Margheria-Suan qu'il laisse en territoire français, les chalets demeurant en territoire italien.

Longeant toujours ce chemin, laissé en territoire français, il passe à l'est de la Testa d'Alpe, à la Fontana dei Draghi, aux sources de la cote 1406, à la cote 1297, longe à l'est la Colla Sgora, passe aux cotes 1088, 1016 et 1026, franchit l'arête rocheuse du mont Colombin, suit la limite de canton marquée sur la carte par la Cima di Reglie (846 et 858) abandonne cette limite de canton en direction du sud-ouest pour descendre la crête de la Serra dell'Arpetta (543, 474 et 416) jusqu'au thalweg de la Roya dont il franchit le cours à 200 m. environ au nord-ouest du pont de Fanghetto.

Le tracé remonte ensuite le thalweg de la Roya jusqu'en un point situé à 350 m. environ dudit pont. Quittant en ce point la Roya, il prend une direction sud-ouest jusqu'à la cote 566.

De ce point, il s'oriente vers l'ouest jusqu'à sa rencontre avec le ravin, qui descend vers Olivetta; il suit le ravin jusqu'à la route, laissant en territoire italien les habitations situées sur cette route, remonte le V. di Trono sur 200 m. environ, puis se dirige vers la cote 410 jusqu'au chemin d'Olivetta à San Cirolamo. De là, après avoir suivi ce chemin sur 100 m. environ vers le sud-est, il reprend la direction générale du sud-ouest jusqu'à la cote 403, longeant à une vingtaine de mètres au sud le chemin marqué sur la carte. A partir de la cote 403, il suit la crête de la Pta Becche jusqu'à la cote 379, puis, s'orientant de nouveau vers le sud-ouest, il traverse le T. Bevera, se dirigeant, en suivant le thalweg, vers le Mont Mergo, dont il contourne par le sud, à 50 mètres environ, le sommet (686), laissé en territoire français, et rejoint la présente frontière en un point situé à 100 mètres environ au sud-ouest dudit sommet.

ANNEXE III

Garanties relatives au Mont Cenis et à la région de Tende-la Brigue (voir article 9)

A — *Garanties que la France devra donner à l'Italie à l'occasion de la Cession du plateau du Mont Cenis*

I. *Garanties relatives à la fourniture d'eau prélevée dans le lac du Mont Cenis pour la production d'énergie hydro-électrique*

a) La France réglera le volume de l'eau du lac du Mont Cenis déversée dans les conduites souterraines qui alimentent les centrales hydro-électriques de Gran Scala, de Venaus et de Mompantero de manière à fournir à ces centrales la quantité d'eau dont l'Italie pourra avoir besoin, selon le débit qui sera nécessaire à ce pays.

b) La France réparera, maintiendra en bon état de marche et, suivant les nécessités, renouvellera toutes les installations nécessaires pour fournir l'eau et en régler le débit conformément au paragraphe a), pour autant que ces installations seront situées en territoire français.

c) La France informera l'Italie, à la demande de celle-ci, du volume d'eau existant dans le lac du Mont Cenis et lui fournira à ce sujet tous autres renseignements de manière à permettre à l'Italie de déterminer en quelle quantité et suivant quel débit l'eau doit être déversée dans lesdites conduites souterraines.

d) La France appliquera les dispositions ci-dessus en observant une juste économie et facturera à l'Italie les frais effectivement engagés.

II. *Garanties relatives à l'énergie électrique produite par la centrale hydro-électrique de Gran Scala*

a) La France exploitera la centrale hydro-électrique de Gran Scala de façon à produire (sous réserve du contrôle de l'approvisionnement en eau prévu dans la garantie I) les quantités d'électricité dont l'Italie pourra avoir besoin à la cadence nécessaire à ce pays, une fois que seront couverts les besoins locaux (besoins qui ne devront pas dépasser de façon substantielle les besoins actuels) de la région avoisinant Gran Scala située en territoire français.

b) La France exploitera l'usine élévatrice d'eau adjacente à la centrale de Gran Scala de façon à refouler l'eau dans le lac du Mont Cenis dans la mesure et au moment où l'Italie en aura besoin.

c) La France réparera, maintiendra en bon état de marche et, suivant les nécessités, renouvellera toutes les installations constituant la centrale hydro-électrique de Gran Scala et l'usine élévatrice ainsi que la ligne et l'appareillage de transport de force reliant la centrale de Gran Scala à la frontière franco-italienne.

d) La France assurera, par la ligne reliant Gran Scala à la frontière franco-italienne, le transport du courant correspondant aux besoins susmentionnés de l'Italie et elle livrera ce courant à l'Italie au point où la ligne de transport de force franchit la frontière pour pénétrer en territoire italien.

e) La France maintiendra le voltage et la fréquence du courant fourni conformément aux dispositions ci-dessus à un niveau correspondant aux demandes que l'Italie pourra raisonnablement formuler.

f) La France prendra avec l'Italie des dispositions en vue de l'établissement d'une liaison téléphonique entre Gran Scala et l'Italie et restera en communication avec l'Italie afin d'assurer que l'exploitation de la centrale de Gran Scala, de l'usine élévatrice et de la ligne de transport de force, soit conforme aux garanties énoncées ci-dessus.

g) Le prix que devra facturer la France, et que devra payer l'Italie, pour le courant produit par la centrale hydro-électrique de Gran Scala qui sera mis à la disposition de l'Italie (une fois que seront couverts les besoins locaux indiqués plus haut), sera identique au prix facturé en France pour la fourniture de quantités analogues d'électricité d'origine hydro-électrique en territoire français, aux environs du Mont Cenis ou dans d'autres régions où lees conditions sont comparables.

III. *Durée d'application des garanties*

Sauf s'il en est autrement convenu entre la France et l'Italie, ces garanties resteront perpétuellement en vigueur.

IV. *Commission technique de surveillance*

Une Commission technique de surveillance franco-italienne composée en nombre égal de membres français et italiens sera créée pour surveiller et faciliter l'exécution des clauses de garantie ci-dessus dont le but est d'assurer à l'Italie des facilités identiques à celles dont elle disposait en ce qui concerne l'énergie hydro-électrique et l'eau fournies par le lac du Mont Cenis avant la cession de cette région à la France. Il entrera également dans le rôle de la Commission technique de surveillance de coopérer avec les services techniques français compétents pour s'assurer que la sécurité des vallées inférieures n'est pas mise en danger.

B — *Garanties que la France devra donner à l'Italie à l'occasion de la cession à la France de la Région de Tende-la Brigue*

1. *Garantie* permettant d'assurer à l'Italie l'énergie électrique produite par les deux alternateurs à $16\frac{2}{3}$ périodes de la centrale hydro-électrique de San Dalmazzo et l'énergie électrique à 50 périodes produite par les centrales hydro-électriques de Le Mesce, San Dalmazzo et Confine en plus de la quantité de courant provenant de ces usines que peut être nécessaire à la France pour alimenter les régions de Sospel, Menton et Nice jusqu'à la reconstruction totale des centrales hydro-électriques détruites de Breil et de Fontan, étant entendu que cette quantité ira en diminuant à mesure des progrès de la reconstruction de ces centrales, que cette quantité ne dépassera pas une puissance de 5.000 kilowatts et 3.000.000 de kilowatts-heure par mois et que, si la reconstruction de ces centrales ne se heurte pas à des difficultés particulières, les travaux devraient être terminés à la fin de 1947 au plus tard.

a) La France exploitera lesdites usines de façon à produire (sous réserve des limitations qui peuvent être imposées par le volume d'eau utilisable et compte tenu, autant qu'il est raisonnablement possible, des besoins des usines situées en aval) des quantités d'électricité à une cadence correspondant aux besoins de l'Italie, premièrement, en courant à $16\frac{2}{3}$ périodes, pour les chemins de fer italiens de Ligurie et du Piémont méridional, et deuxièmement en courant à 50 périodes pour les usages généraux, une fois que seront couverts les besoins de la France pour Sospel, Menton et Nice, comme il est dit ci-dessus, ainsi que les besoins locaux de la région avoisinant San Dalmazzo;

b) La France réparera, maintiendra en bon état de marche, et, suivant les nécessités, renouvellera toutes les installations constituant les centrales hydro-électriques de Le Mesce, San Dalmazzo et Confine ainsi que les lignes et installations de transport de force reliant les centrales de Le Mesce et Confine, d'une part, à celle de San Dalmazzo, d'autre part, et les lignes et installations principales de transport de force allant de la centrale de San Dalmazzo à la frontière franco-italienne;

c) La France informera l'Italie, à la demande de celle-ci, du débit de l'eau à Le Mesce et à Confine ainsi que du volume d'eau accumulé à San Dalmazzo et elle fournira tous autres renseignements du même ordre de façon à lui permettre de déterminer ses besoins en courant électrique conformément aux dispositions de l'alinéa a);

d) La France assurera, par les lignes principales reliant San Dalmazzo à la frontière franco-itallienne, le transport du courant correspondant aux besoins susmentionnés de l'Italie et elle fournira ce courant à l'Italie aux points où lesdites lignes franchissent la frontière pour pénétrer en territoire italien;

e) La France maintiendra le voltage et la fréquence du courant électrique fourni conformément aux dispositions ci-dessus à un niveau correspondant aux besoins réels de l'Italie;

f) La France prendra avec l'Italie des dispositions en vu d'établir une liaison téléphonique entre San Dalmazzo et l'Italie et restera en communication avec l'Italie afin d'assurer que l'exploitation desdites centrales hydro-électriques et lignes de transport de force soit conforme aux garanties énoncées ci-dessus.

2. *Garantie* relative au prix que la France facturera à l'Italie pour le courant mis à la disposition de l'Italie, conformément au paragraphe 1 ci-dessus, jusqu'à ce que les livraisons cessent, conformément au paragraphe 3 ci-après.

Le prix que la France devra facturer et que l'Italie devra payer pour le courant produit par les centrales hydro-électriques de Le Mesce, San Dalmazzo et Confine qui sera mis à la disposition de l'Italie, une fois que seront couverts les besoins de la France pour Sospel, Menton et Nice, ainsi que les besoins locaux de la région avoisinant San Dalmazzo, conformément aux dispositions de l'alinéa a) de la garantie 1, sera identique au prix facturé en France pour la fourniture de quantités analogues de courant d'origine hydro-électrique en territoire français aux environs de la vallée supérieure de la Roya ou dans d'autres régions où les conditions sont comparables.

3. *Garantie* selon laquelle la France fournira du courant électrique à l'Italie pendant une période d'une durée raisonnable.

Sauf s'il en est autrement convenu entre la France et l'Italie, les garanties 1 et 2 resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1961. Elles cesseront d'être applicables à cette date ou le 31 décembre de l'une quelconque des années suivantes, à condition que l'un des deux pays donne par écrit à l'autre, deux ans à l'avance au moins, avis de son intention d'y mettre un terme.

4. *Garantie* concernant l'utilisation totale et équitable par la France et par l'Italie des eaux de la Roya et de ses affluents en vue de l'exploitation des ressources hydro-électriques:

a) La France exploitera les centrales hydro-électriques de la vallée de la Roya situées en territoire français en tenant compte, autant qu'il est raisonnablement possible, des besoins des centrales situées en aval. La France fera connaître d'avance à l'Italie le volume d'eau qui, d'apres les prévisions, sera disponible chaque jour et elle fournira tous autres renseignements du même ordre;

b) La France et l'Italie élaboreront, par voie de négociations bilatérales, un plan coordonné d'exploitation des ressources hydrauliques de la Roya qui soit acceptable pour les deux parties.

5. Une commission, ou tel autre organisme analogue qu'il pourra être convenu de créer, sera instituée en vue de surveiller l'exécution du plan mentionné à l'alinéa b) de la garantie 4 et de faciliter l'observation des garanties 1 à 4.

ANNEXE IV

Dispositons dont sont convenus à la date du 5 Septembre 1946 les Gouvernements italien et autrichien
(voir article 10)

1. Les habitants de langue allemande de la province de Bolzano et ceux des communes voisines bilingues de la province de Trente jouiront d'une complète égalité de droits vis-à-vis des habitants de langue italienne, dans le cadre de dispositions spéciales destinées à sauvegarder le caractère ethnique et le développement culturel et économique du groupe de langue allemande.

Conformément aux mesures législatives qui ont été déjà prises ou qui le seront, les ressortissants de langue allemande bénéficieront des garanties suivantes:

a) enseignement primaire et secondaire dans leur langue maternelle;

b) emploi sur un pied d'égalité des langues allemande et italienne dans les administrations publiques, dans les documents officiels et dans la nomenclature topographique billingue;

c) droit de rétablir les noms de famille allemands italianisés au cours des dernières années;

d) égalité de droits pour l'accès aux emplois publics en vue de réaliser une proportion d'emploi plus satisfaisante entre les deux groupes ethniques.

2. Les autorités législatives et exécutives des régions indiquées ci-dessus, bénéficieront d'un régime d'autonomie dont les principes essentiels seront fixés en consultation avec des éléments locaux représentatifs de la population de langue allemande.

3. En vue d'établir des relations de bon voisinage entre l'Italie et l'Autriche, le Gouvernement italien s'engage, après consultation avec le Gouvernement autrichien, et dans le délai d'un an à partir de la signature du présent traité:

a) à réviser dans un esprit de large équité le régime des options de nationalité tel qu'il résulte des accords du 21 octobre 1939;

b) à conclure un accord stipulant dans des conditions de réciprocité, la validité de certains titres d'études et diplômes universitaires;

c) à négocier une convention pour le libre transit des passagers et des marchandises entre le Tyrol septentrional et le Tyrol oriental soit par chemin de fer soit, dans les limites du possible, par route;

d) à conclure des accords spéciaux tendant à faciliter un trafic frontalier plus étendu entre l'Autriche et l'Italie ainsi qu'à permettre les échanges locaux de certaines quantités de biens et de produits régionaux.

ANNEXE V

Alimentation en eau de la Commune de Gorizia
et de ses environs
(voir article 13)

1. La Yougoslavie assurera en qualité de propriétaire l'entretien et l'exploitation des sources et des installations d'alimentation en eau de Fonte Fredda et de Moncorona, et elle assurera l'alimentation en eau de la partie de la commune de Gorizia qui, aux termes du présent Traité, reste en Italie. L'Italie continuera d'assurer l'entretien et l'exploitation du réservoir et du système d'adduction d'eau qui se trouvent en territoire italien et sont alimentés par les sources mentionnées ci-dessus; elle continuera également de fournir l'eau aux régions situées en

territoire yougoslave, qui auront été transférées à la Yougoslavie aux termes du présent Traité, et dont l'alimentation en eau se fait à partir du territoire italien.

2. Les quantités d'eau ainsi procurées correspondront à celles qui ont été habituellement fournies à la région dans le passé. Au cas où les consommateurs de l'un ou l'autre Etat auraient besoin de fournitures supplémentaires d'eau, les deux Gouvernements examineront conjointement la question, en vue de réaliser un accord sur toutes mesures qui pourront être raisonnablement nécessaires pour satisfaire ces besoins. Dans le cas où la quantité d'eau disponible serait réduite pour des causes naturelles, les quantités d'eau provenant des sources d'alimentation précitées, qui seront fournies aux consommateurs se trouvant en Yougoslavie et en Italie, seront réduites pour les uns et les autres au prorata de leur consommation antérieure.

3. Le prix que la commune de Gorizia devra payer à la Yougoslavie pour l'eau mise à sa disposition et le prix que les consommateurs résidant en territoire yougoslave devront payer à la commune de Gorizia seront calculés uniquement sur la base du coût de l'exploitation et de l'entretien du système d'adduction d'eau, ainsi que d'après le montant des nouvelles dépenses d'installation qui pourront être nécessaires pour l'exécution des présentes dispositions.

4. Dans le délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, la Yougoslavie et l'Italie concluront un accord déterminant les responsabilités respectives qui résultent pour elles des dispositions ci-dessus en fixant les sommes à payer en vertu de ces dispositions. Les deux Gouvernements créeront une Commission mixte chargée de surveiller l'exécution dudit accord.

5. A l'expiration d'une période de dix années après l'entrée en vigueur du présent Traité, la Yougoslavie et l'Italie procéderont à un nouvel examen des dispositions qui précèdent, en tenant compte de la situation à cette époque, afin de déterminer s'il y a lieu de les reviser, et elles y apporteront toutes modifications et adjonctions dont elles pourront convenir. Tous différends qui pourraient s'élever à la suite de ce nouvel examen, seront réglés suivant la procédure prévue à l'article 87 du présent Traité.

ANNEXE VI

Statut Permanent du Territoire Libre de Trieste
(voir article 21)

Article 1. *Etendue du Territoire Libre*

Le Territoire Libre de Trieste sera délimité par les frontières qui sont décrites aux articles 4 et 22 du présent Traité et dont le tracé sera établi conformément à l'article 5 du Traité.

Article 2. *Intégrité et Indépendance*

Le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies assure l'intégrité et l'indépendance du Territoire Libre. Cette responsabilité implique qu'il a la charge:

a. de faire observer les dispositions du Statut Permanent, notamment en ce qui concerne la protection des droits fondamentaux de l'homme;

b. de maintenir l'ordre et la sécurité dans le Territoire Libre.

Article 3. *Démilitarisation et Neutralité*

1. Le Territoire Libre sera démilitarisé et déclaré neutre.

2. Aucune force armée ne sera autorisée dans le Territoire Libre, sauf sur instructions du Conseil de Sécurité.

3. Les formations, exercices et activités paramilitaires seront interdits dans les limites du Territoire Libre.

4. Le Gouvernement du Territoire Libre ne conclura ni ne négociera d'accords ou de conventions militaires avec aucun Etat.

Article 4. *Droits de l'Homme et Libertés Fondamentales*

La Constitution du Territoire Libre assurera à toute personne relevant de la juridiction du Territoire Libre, sans distinction d'origine ethnique, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la liberté du culte, la liberté de langage, la liberté d'expression de la pensée par la parole et par l'écrit, la liberté d'enseignement, de réunion et d'association. Les ressortissants du Territoire Libre auront la garantie de conditions égales d'admission aux fonctions publiques.

Article 5. *Droits Civils et Politiques*

Aucune des personnes ayant acquis la citoyenneté du Territoire Libre ne sera privée de ses droits civils et politiques si ce n'est par décision judiciaire et pour infraction aux lois pénales du Territoire Libre.

Article 6. *Citoyenneté*

1. Les ressortissants italiens qui étaient domiciliés au 10 juin 1940, dans les limites constituant le Territoire Libre, et leurs enfants nés aprés cette date, deviendront citoyens du Territoire Libre et jouiront de la plénitude des droits civils et politiques. En devenant citoyens du Territoire Libre, ils perdront leur nationalité italienne.

2. Toutefois, le Gouvernement du Territoire Libre prescrira que les personnes visées au paragraphe 1, qui sont âgées de plus de 18 ans (et les personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) et dont la langue usuelle est l'italien, auront le droit d'opter pour la nationalité italienne dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution, selon les conditions qui seront établies par celle-ci. Toute personne exerçant ce droit d'option sera considérée comme ayant acquis de nouveau la nationalité italienne. L'option du mari n'entraînera pas celle de la femme. Toutefois l'option du père ou, si le père est décédé, celle de la mère, entraînera automatiquement l'option de tous les enfants non mariés âgés de moins de 18 ans.

3. Le Territoire Libre pourra exiger des personnes qui auront exercé leur droit d'option, qu'elles transfèrent leur résidence en Italie dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'option aura été exercée.

4. Les conditions d'acquisition de la citoyenneté par les personnes non qualifiées pour obtenir la citoyenneté d'origine seront déterminées par l'Assemblée Constituante du Territoire Libre et incrites dans la Constitution. Toutefois, ces conditions devront interdire l'acquisition de la citoyenneté par les personnes ayant appartenu à l'ancienne police fasciste (O.V.R.A.) qui n'auront pas été réhabilitées par les autorités compétentes notamment par les autorités militaires alliées qui avaient la charge d'administrer le territoire en question.

Article 7. *Langues Officielles*

Les langues officielles du Territoire Libre seront l'italien et le slovène.

La Constitution déterminera les circonstances dans lesquelles le croate pourra être employé comme troisième langue officielle.

Article 8. *Drapeau et Armes*

Le Territoire Libre aura son drapeau et ses armes. Son drapeau sera le drapeau traditionnel de la ville de Trieste, et ses armes, les armes historiques de celle-ci.

Article 9. *Organes du Gouvernement*

Il sera prévu pour le gouvernement du Territoire Libre un Gouverneur, un Conseil de Gouvernement, une Assemblée populaire élue par le peuple du Territoire Libre et un Corps judiciaire. Leurs pouvoirs respectifs seront exercés conformément aux dispositions du présent Statut et de la Constitution du Territoire Libre.

Article 10. *Constitution*

1. La Constitution du Territoire Libre sera établie conformément aux principes démocratiques et adoptée par une Assemblée Constituante à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. La Constitution devra être conforme aux dispositions du présent Statut. Elle n'entrera pas en vigueur avant la mise en application du Statut.

2. Si le Gouverneur estime qu'une disposition quelconque de la Constitution proposée par l'Assemblée Constituante, ou un amendement qui serait apporté ultérieurement à la Constitution, se trouvent en contradiction avec le Statut, il pourra s'opposer à leur entrée en vigueur, sous réserve d'en référer au Conseil de Sécurité si l'Assemblée ne partage pas ses vues et n'accepte pas ses recommandations.

Article 11. *Nomination du Gouverneur*

1. Le Gouverneur sera nommé par le Conseil de Sécurité après consultation avec les Gouvernements yougoslave et italien. Il ne devra être resortissant ni de la Yougoslavie, ni de l'Italie, ni du Territoire Libre. Il sera nommé pour une période de cinq ans et son mandat pourra être renouvelé. Ses émoluments et indemnités seront à la charge des Nations Unies.

2. Le Gouverneur pourra habiliter une personne de son choix à exercer ses fonctions lorsqu'il devra s'absenter momentanément, ou ne se trouvera pas en mesure, temporairement, de s'acquitter de ses fonctions.

3. Si le Conseil de Sécurité estime que le Gouverneur a manqué aux devoirs de sa charge, il pourra le suspendre et, sous réserve des garanties appropriées d'enquête, et de faculté pour le Gouverneur d'être entendu, le révoquer. En cas de suspen-

sion, de révocation, d'incapacité ou de décès du Gouverneur, le Conseil de Sécurité pourra désigner ou nommer une autre personne qui remplira les fonctions de Gouverneur Provisoire jusqu'à ce que le Gouverneur ne soit plus dans l'incapacité de remplir ses fonctions ou qu'un nouveau Gouverneur ait été nommé.

Article 12. *Pouvoir Législatif*

Le pouvoir législatif sera exercé par une Assemblée populaire composée d'une seule chambre, élue sur la base de la représentation proportionnelle par les citoyens des deux sexes du Territoire Libre. Les élections à l'Assemblée se feront au suffrage universel, égal pour tous, direct et secret.

Article 13. *Conseil de Gouvernement*

1. Sous réserve des responsabilités assignées au Gouverneur aux termes du présent Statut, le pouvoir exécutif dans le Territoire Libre sera exercé par un Conseil de Gouvernement formé par l'Assemblée populaire et responsable devant elle.

2. Le Gouverneur aura le droit d'assister à toutes les séances du Conseil de Gouvernement. Il pourra exprimer ses vues sur toute question touchant à ses responsabilités.

3. Lorsque des questions touchant aux responsabilités de leur charge seront examinées par le Conseil de Gouvernement, le Directeur de la Sûreté et le Directeur du Port Franc seront invités à assister aux séances du Conseil et à y exposer leurs vues.

Article 14. *Exercice du Pouvoir Judiciaire*

Le pouvoir judiciaire dans le Territoire Libre sera exercé par des tribunaux institués conformément à la Constitution et aux lois du Territoire Libre.

Article 15. *Liberté et Indépendance du Pouvoir Judiciaire*

La Constition du Territoire Libre devra garantir la liberté et l'indépendance complètes du pouvoir judiciaire et prévoir une instance d'appel.

Article 16. *Nomination des Magistrats*

1. Le Gouverneur nommera les magistrats en les choisissant parmi les candidats proposés par le Conseil de Gouvernement ou parmi d'autres personnes, aprés consultation du Conseil de

Gouvernement, à moins que la Constition ne prévoie un autre mode de nomination aux fonctions judiciaires; sous réserve des garanties qui seront données par la Constitution, le Gouverneur pourra révoquer les magistrats si leur conduite est incompatible avec leurs fonctions judiciaires.

2. L'Assemblée populaire pourra par un vote à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, inviter le Gouverneur à procéder à une enquête sur toute accusation portée contre un membre de la magistrature. Cette accusation, si elle s'avère fondée, pourra entraîner la suspension ou la révocation de l'intéressé.

Article 17. *Responsabilité du Gouverneur devant le Conseil de Sécurité*

1. Le Gouverneur, en sa qualité de représentant du Conseil de Sécurité, aura la responsabilité de surveiller l'application du présent Statut, notamment en ce qui concerne la protection des droits fondamentaux de l'homme, et d'assurer le maintien de l'ordre public et de la sécurité par le Gouvernement du Territoire Libre, conformément au présent Statut, à la Constitution et aux lois du Territoire Libre.

2. Le Gouverneur présentera au Conseil de Sécurité des rapports annuels sur l'application du Statut et sur l'exercice de ses fonctions.

Article 18. *Droits de l'Assemblée*

L'Assemblée populaire aura le droit de procéder à l'examen ou à la discussion de toute question concernant les intérêts du Territoire Libre.

Article 19. *Législation*

1. L'initiative en matière législative appartient aux membres de l'Assemblée populaire, au Conseil de Gouvernement, ainsi qu'au Gouverneur, pour les questions qui, à son avis, concernent les responsabilités du Conseil de Sécurité, telles qu'elles sont définies à l'article 2 du présent Statut.

2. Aucune loi ne pourra entrer en vigueur avant d'avoir été promulguée. La promulgation des lois aura lieu conformément aux dispositions de la Constition du Territoire Libre.

3. Avant d'être promulguée, toute loi adoptée par l'Assemblée devra être présentée au Gouverneur.

4. Si le Gouverneur estime que cette loi est contraire au présent Statut, il pourra, dans les dix jours suivant la présentation qui lui en a été faite, la renvoyer à l'Assemblée avec ses

observations et recommandations. Si le Gouverneur ne renvoie pas cette loi dans les dix jours fixés, ou s'il avise l'Assemblée dans le même délai que la loi n'appelle aucune observation ou recommandation de sa part, la loi sera promulguée immédiatement.

5. Si l'Assemblée manifeste son refus de retirer la loi qui a été renvoyée par le Gouverneur ou de l'amender conformément aux observations ou recommandations du Gouverneur, celui-ci, à moins qu'il ne soit prêt à retirer ses observations et recommandations — et dans ce cas la loi sera promulguée sans délai —, soumettra aussitôt la guestion au Conseil de Sécurité. Le Gouverneur transmettra également sans délai au Conseil de Sécurité, toute communication que l'Assemblée pourrait désirer faire tenir au Conseil à ce sujet.

6. Les lois qui auront été soumises au Conseil de Sécurité en vertu des dispositions du précédent paragraphe ne seront promulguées que sur instructions du Conseil de Sécurité.

Article 20. *Droits du Gouverneur en matière de mesures administratives*

1. Le Gouverneur peut demander au Conseil de Gouvernement de suspendre l'application des mesures administratives qui, à son avis, sont incompatibles avec ses propres responsabilités qu'elles sont définies dans le présent Statut (contrôle de l'application du Statut; maintien de l'ordre public et de la sécurité; respect des droits de l'homme). En cas d'objection de la part du Conseil de Gouvernement, le Gouverneur peut suspendre l'application de ces mesures administratives et le Gouverneur ou le Conseil de Gouvernement peuvent saisir le Conseil de Sécurité de l'ensemble de la question pour qu'il prenne une décision à ce sujet.

2. Lorsque ses responsabilités, telles qu'elles sont définies par le Statut, se trouvent en jeu, le Gouverneur peut proposer au Conseil de Gouvernement d'adopter toutes mesures d'ordre administratif. Si le Conseil de Gouvernement n'accepte pas ces propositions, le Gouverneur peut, sans préjudice des dispositions de l'article 22 du présent Statut, soumettre la question au Conseil de Sécurité pour décision.

Article 21. *Budget*

1. Le Conseil de Gouvernement sera chargé de préparer le projet de budget du Territoire Libre, qui comprendra les prévisions de recettes et de dépenses, et de soumettre ce projet à l'Assemblée populaire.

2. Au cas où un exercice budgétaire commencerait sans que le budget ait été dûment adopté par l'Assemblée, les dispositions budgétaires de l'exercice précédent seront appliquées au nouvel exercice budgétaire, jusqu'à ce que le nouveau budget ait été voté.

Article 22. *Pouvoirs Spéciaux du Gouverneur*

1. Afin d'être en mesure de s'acquitter de ses responsabilités envers le Conseil de Sécurité, conformément au présent Statut, le Gouverneur peut, dans les cas qui à son avis présentent un caractère d'extrême urgence et qui menacent l'indépendance ou l'intégrité du Territoire Libre, l'ordre public ou le respect des droits de l'homme, ordonner directement et faire exécuter les mesures appropriées, sous réserve d'adresser immédiatement au Conseil de Sécurité un rapport à ce sujet. En pareil cas, le Gouverneur peut, s'il le juge nécessaire, prendre la direction des services de la Sûreté.

2. L'Assemblée populaire peut adresser une pétition au Conseil de Sécurité au sujet de tout acte accompli par le Gouverneur dans l'exercice de ceux de ses pouvoirs qui sont visés au paragraphe 1 du présent article.

Article 23. *Droit de grâce et de commutation de peine*

Le droit de grâce et de commutation de peine appartiendra au Gouverneur et sera exercé par lui conformément aux dispositions qui seront inscrites dans la Constitution.

Article 24. *Relations Extérieures*

1. Le Gouverneur veillera à ce que la conduite des relations extérieures du Territoire Libre soit conforme aux dispositions du Statut, de la Constitution et des lois du Territoire Libre. A cette fin, le Gouverneur aura le pouvoir de s'opposer à la mise en vigueur de traités ou d'accords intéressant les relations extérieures, qui à son avis sont en contradiction avec le Statut, la Constitution ou les lois du Territoire Libre.

2. Les traités et les accords, ainsi que les exequaturs et les commissions consulaires seront signés conjointement par le Gouverneur et par un représentant du Conseil de Gouvernement.

3. Le Territoire Libre peut ou pourra être partie à des conventions internationales, ou devenir membre d'organisations internationales, à condition que le but de ces conventions ou de ces organisations soit de régler des questions économiques, techniques, culturelles, sociales, ou relatives à la santé publique.

4. Toute union économique ou association d'un caractère exclusif avec un Etat quelconque est incompatible avec le Statut du Territoire Libre.

5. Le Territoire Libre reconnaîtra la pleine valeur du Traité de Paix avec l'Italie et donnera effet aux dispositions de ce Traité qui lui sont applicables. Le Territoire Libre reconnaîtra également la pleine valeur des autres accords ou arrangements qui ont été ou qui seront conclus par les Puissances Alliées et Associées pour le rétablissement de la paix.

Article 25. *Indépendance du Gouverneur et de son personnel*

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Gouverneur et son personnel ne solliciteront ou n'accepteront d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autre autorité, à l'exception du Conseil de Sécurité. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux relevant uniquement du Conseil de Sécurité.

Article 26. *Nomination et révocation des fonctionnaires administratifs*

1. Les nominations aux fonctions publiques dans le Territoire Libre seront faites en tenant compte exclusivement des capacités professionnelles, de la compétence et de l'intégrité des candidats.

2. Les fonctionnaires des organismes administratifs ne seront révoqués que pour incompétence ou faute grave et la révocation ne sera prononcée que sous réserve des garanties appropriées d'enquête et de faculté pour l'intéressé d'être entendu. Ces garanties seront déterminées par la loi.

Article 27. *Directeur de la Sûreté*

1. Le Conseil de Gouvernement soumet au Gouverneur une liste de candidats pour le poste de Directeur de la Sûreté. La nomination du Directeur est faite par le Gouverneur qui le choisit parmi les candidats qui lui ont été présentés ou parmi d'autres personnes, aprés consultation du Conseil de Gouvernement. Il peut également révoquer le Directeur de la Sûreté après consultation du Conseil de Gouvernement.

2. Le Directeur de la Sûreté ne devra être ressortissant ni de la Yougoslavie ni de l'Italie.

3. Normalement, le Directeur de la Sûreté relève directement du Conseil de Gouvernement et reçoit, pour les questions qui sont de son ressort, les instructions de celui-ci.

4. a. Le Gouverneur doit recevoir régulièrement des rapports du Directeur de la Sûreté et conférer avec le Directeur sur toute question qui est du ressort de celui-ci.

b. Il doit être mis au courant par le Conseil de Gouvernement des instructions que celui-ci donne au Directeur de la Sûreté et peut exprimer son avis à leur sujet.

Article 28. *Force de Police*

1. Pour maintenir l'ordre public et la sécurité conformément au Statut, à la Constitution et aux lois du Territoire Libre, le Gouvernement du Territoire Libre aura le droit d'entretenir une force de police et des services de Sûreté.

2. Les membres de la police et des services de Sûreté seront recrutés par le Directeur de la Sûreté et pourront être révoqués par lui.

Article 29. *Gouvernement Local*

La Constitution du Territoire Libre devra prévoir l'établissement, sur la base de la représentation proportionnelle, d'organes de gouvernement local, selon des principes démocratiques, notamment celui du suffrage universel, égal pour tous, direct et secret.

Article 30. *Système Monétaire*

Le Territoire Libre aura son système monétaire propre.

Article 31. *Chemins de fer*

Sans préjudice de ses droits de propriété sur les chemins de fer à l'intérieur de ses frontières, et de son contrôle sur leur administration, le Territoire Libre pourra négocier avec la Yougoslavie et l'Italie des accords en vue d'assurer une exploitation rationnelle et économique de ses chemins de fer. De tels accords détermineront la responsabilité de l'exploitation des chemins de fer en direction de la Yougoslavie ou de l'Italie respectivement, ainsi que de l'exploitation de la tête de ligne de Trieste et des portions de voies communes à toutes les lignes. Dans ce dernier cas, l'exploitation pourra être assurée par une Commission spéciale composée de représentants du Territoire Libre, de la Yougoslavie et de l'Italie sous la présidence du représentant du Territoire Libre.

Article 32. *Aviation Commerciale*

1. Les aéronefs commerciaux immatriculés sur le territoire de l'une quelconque des Nations Unies, qui accorde les mêmes

droits sur son territoire aux aéronefs commerciaux immatriculés dans le Territoire Libre, jouiront des droits accordés à l'aviation commerciale dans le trafic international, notamment le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparations, le droit de survoler sans escale le Territoire Libre, et d'utiliser pour les transports aériens les aéroports qui pourront être désignés par les autorités compétentes du Territoire Libre.

2. Ces droits ne seront pas soumis à d'autres restrictions que celles qui sont imposées sur une base de non-discrimination par les lois et les règlements en vigueur dans le Territoire Libre et dans les pays intéressés ou qui résultent du caractère spécial du Territoire Libre, en tant que territoire neutre et démilitarisé.

Article 33. *Immatriculation des Navires*

1. Le Territoire Libre est habilité à ouvrir des registres en vue de l'immatriculation des navires et bâtiments appartenant soit au Gouvernement du Territoire Libre, soit à des personnes physiques ou à des organisations domiciliées dans le Territoire Libre.

2. A la demande de la Tchécoslovaquie et de la Confédération helvétique, le Territoire Libre ouvrira des registres maritimes spéciaux pour les navires et bâtiments tchécoslovaques et helvétiques. Après la conclusion du Traité de Paix avec la Hongrie et du traité rétablissant l'indépendance de l'Autriche respectivement, le Territoire Libre ouvrira, dans les mêmes conditions, des registres maritimes spéciaux pour les navires et bâtiments hongrois et autrichiens. Les navires et bâtiments inscrits dans ces registres battront pavillon de leurs pays respectifs.

3. En donnant effet aux dispositions ci-dessus, et sous réserve de toute convention internationale qui viendrait à être conclue à cet égard avec la participation du Gouvernement du Territoire Libre, celui-ci pourra établir telles conditions concernant l'immatriculation, le maintien sur les registres ou la radiation, qui empêcheront tous abus auxquels donneraient lieu les facilités ainsi accordées. En ce qui concerne, notamment, les navires et bâtiments immatriculés conformément au paragraphe 1 ci-dessus, l'immatriculation sera limitée aux navires et bâtiments gérés du Territoire Libre et servant régulièrement les besoins ou les intérêts du Territoire. Dans le cas des navires et bâtiments immatriculés conformément au paragraphe 2 ci-dessus, l'immatriculation sera limitée aux navires et bâtiments ayant Trieste pour port d'attache et servant d'une manière régulière et permanente les besoins de leurs pays respectifs par le port de Trieste.

Article 34. *Port Franc*

Il sera créé, dans le Territoire Libre, un port franc qui sera administré conformément aux dispositions d'un Instrument international établi par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et approuvé par le Conseil de Sécurité. Le texte de cet Instrument figure en annexe au présent Traité (annexe VIII). Le Gouvernement du Territoire Libre mettra en vigueur la législation nécessaire et prendra toutes mesures utiles pour donner effet aux dispositions de cet Instrument.

Article 35. *Liberté de Transit*

La liberté de transit sera assurée conformément aux conventions internationales usuelles par le Territoire Libre et les Etats par les territoires desquels s'effectue le transit, aux marchandises transportées par chemin de fer entre le Port Franc et les Etats qu'il dessert, sans aucune discrimination et sans droits de douane, ni taxes autres que celles qui seraient perçues à l'occasion de services rendus.

Article 36. *Interprétation du Statut*

Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent Statut, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du Statut qui n'a pas été réglé par voie de négociations directes, sera, à moins que les parties ne conviennent entre elles d'un autre mode de règlement, soumis, à la demande de l'une ou l'autre des parties, à une commission composée d'un représentant de chacune des parties et d'un tiers membre, choisi d'un commun accord par les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans le délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation du tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à cette désignation. La décision de la majorité des membres da la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 37. *Modification du Statut*

Le présent Statut constitue le Statut Permanent du Territoire Libre, sous réserve de toute modification que le Conseil de Sécurité pourra y apporter ultérieurement. L'Assemblée populaire pourra, à la suite d'un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, adresser des pétitions au Conseil de Sécurité en vue de la modification du Statut.

Article 38. *Entrée en vigueur du Statut*

Le présent Statut entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

ANNEXE VII

Instrument relatif au régime provisoire
du Territoire Libre de Trieste
(voir article 21)

Les dispositions du présent Instrument s'appliqueront à l'administration du Territoire Libre de Trieste en attendant la mise en application du Statut Permanent.

Article 1.

Le Gouverneur entrera en fonctions dans le Territoire Libre le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du présent Traité de Paix. Jusqu'à l'entrée en fonctions du Gouverneur, le Territoire Libre continuera d'être administré par les Commandements militaires alliés agissant chacun dans leur zone respective.

Article 2.

Dès son entrée en fonctions dans le Territoire Libre, le Gouverneur aura le pouvoir de constituer un Conseil Provisoire de Gouvernement dont il choisira les membres, après consultation des Gouvernements yougoslave et italien, parmi des personnes domiciliées dans le Territoire Libre. Le Gouverneur aura le droit de modifier la composition du Conseil Provisoire de Gouvernement chaque fois qu'il le jugera nécessaire. Le Gouverneur et le Conseil Provisoire de Gouvernement exerceront leurs fonctions de la manière prescrite par les dispositions du Statut Permanent, à mesure que ces dispositions s'avéreront applicables et pour autant que celles du présent Instrument ne s'y substituent pas. De la même façon, toutes les autres dispositions du Statut Permanent seront applicables pendant la durée du régime provisoire, à mesure que ces dispositions s'avéreront applicables et pour autant que celles du présent Instrument ne s'y substituent pas.

Dans ses actes, le Gouverneur sera guidé surtout par le souci des besoins et du bien-être de la population.

Article 3.

Le siège du Gouvernement sera établi à Trieste. Le Gouverneur adressera ses rapports directement au Président du Conseil de Sécurité et, par son entremise, fournira au Conseil tous renseignements nécessaires sur l'administration du Territoire Libre.

Article 4.

Le premier devoir du Gouverneur sera de veiller au maintien de l'ordre public et de la sécurité. Il nommera, à titre provisoire, un Directeur de la Sûreté qui réorganisera et dirigera les forces de police et les services de Sûreté.

Article 5.

a) Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, l'effectif des troupes stationnées dans le Territoire Libre ne dépassera pas 5.000 hommes pour le Royaume-Uni, 5.000 hommes pour les Etats-Unis d'Amérique et 5.000 hommes pour la Yougoslavie.

b) Ces troupes seront mises à la disposition du Gouverneur pendant une période de quatre vingt dix jours à partir de son entrée en fonctions dans le Territoire Libre. Dès la fin de cette période, ces troupes cesseront d'être à la disposition du Gouverneur et seront rétirées du Territoire dans un délai complémentaire de quarante cinq jours, à moins que le Gouverneur n'avise le Conseil de Sécurité qu'il estime nécessaire, dans l'intérêt du Territoire, de maintenir ces troupes, en totalité ou en partie. Dans cette dernière hypothèse, les troupes requises par le Gouverneur seront maintenues pendant quarante cinq jours au plus, aprés que le Gouverneur aura avisé le Conseil de Sécurité que l'ordre intérieur dans le Territoire peut être assuré par les Services de Sûreté sans l'aide de troupes étrangères.

c) Les opérations de retrait prévues au paragraphe b) devront s'effectuer de manière à maintenir autant que possible la proportion prévue au paragraphe a) entre les troupes des trois Puissances intéressées.

Article 6.

Le Gouverneur aura le droit, à tout moment, de demander de l'aide aux Commandants en chef de ces contingents et cette aide lui sera donnée sans delai. Dans tous les cas où ce sera possible, le Gouverneur consultera les Commandants militaires intéressés avant de donner ses instructions, mais il ne s'immiscera pas dans les dispositions d'ordre militaire prises à l'égard des forces armées dans l'exécution de ses instructions. Chaque Commandant en chef a le droit de communiquer, par rapport, à son Gouvernement les instructions qu'il aura reçues du Gouverneur, et il informera le Gouverneur du contenu de ces rapports. Le Gouvernement intéressé aura le droit de refuser que ses troupes participent à l'opération en question et il informera le Conseil de Sécurité de son refus.

Article 7.

Les dispositions nécessaires relatives aux lieux de stationnement, à l'administration et à l'approvisionnement des contingents militaires fournis par le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique et la Yougoslavie, seront fixées par accord entre le Gouverneur et les Commandants en chef de ces contingents.

Article 8.

Le Gouverneur sera chargé d'organiser, en consultation avec le Conseil Provisoire de Gouvernement, l'élection des membres de l'Assemblée Constituante dans les conditions prescrites par le Statut pour les élections à l'Assemblée Populaire.

Les élections auront lieu, au plus tard, quatre mois aprés l'entrée en fonctions du Gouverneur. Dans le cas où il serait techniquement impossible de procéder aux élections dans ce délai, le Gouverneur en référera au Conseil de Sécurité.

Article 9.

Le Gouverneur établira le budget provisoire ainsi que les programmes provisoires d'exportations et d'importations, en consultation avec le Conseil Provisoire de Gouvernement et il s'assurera que les dispositions appropriées sont prises par le Conseil Provisoire de Gouvernement pour la gestion des finances du Territoire Libre.

Article 10.

Les lois et règlements existants resteront en vigueur, à moins qu'ils ne soient abrogés ou que leur application ne soit suspendue par le Gouverneur, et jusqu'à ce qu'ils le soient. Le Gouverneur aura le droit de modifier les lois et règlements existants ainsi que d'édicter de nouvelles lois et de nouveaux règlements, en accord avec la majorité du Conseil Provisoire de Gouvernement. Ces lois et règlements modifiés, ces nouvelles lois et ces nouveaux règlements ainsi que les actes du Gouverneur abrogeant les lois et règlements ou suspendant leur application seront valables à moins qu'ils ne soient modifiés, rapportés ou remplacés par des décisions de l'Assemblée Populaire ou du Conseil de Gouvernement, agissant dans leurs domaines respectifs aprés l'entrée en vigueur de la Constitution, et jusqu'à ce qu'ils le soient.

Article 11.

Jusqu'à l'établissement d'un régime monétaire séparé pour le Territoire Libre, la lire italienne continuera d'être la monnaie légale dans le Territoire Libre. Le Gouvernement italien

fournira au Territoire Libre les moyens de change étranger et les instruments monétaires qui lui sont nécessaires, dans des conditions qui ne seront pas moins favorables que celles qui sont appliquées en Italie.

L'Italie et le Territoire Libre concluront un accord pour donner effet aux dispositions ci-dessus et pour prévoir tout règlement qui pourrait être nécessaire entre les deux Gouvernements.

ANNEXE VIII

Instrument relatif au Port Franc de Trieste
(voir article 21)

Article 1.

1. Pour garantir que le commerce international ainsi que la Yougoslavie, l'Italie et les Etats d'Europe centrale puissent utiliser, dans des conditions d'égalité, le port et les facilités de transit de Trieste, selon les coutumes en usage dans les autres ports francs du monde:

a) il sera créé dans le Territoire Libre de Trieste, un port franc de douanes, dont les limites sont fixées par les dispositions de l'article 3 du présent Instrument ou seront établies conformément auxdites dispositions;

b) les marchandises passant par le Port Franc de Trieste bénéficieront de la liberté de transit dans les conditions prévues à l'article 16 du présent Instrument.

2. Le régime international du Port Franc sera déterminé par les dispositions du présent Instrument.

Article 2.

1. Le Port Franc sera constitué en établissement public du Territoire Libre et administré comme tel. Il aura la pleine capacité d'une personne morale et fonctionnera conformément aux dispositions du présent Instrument.

2. Tous les biens italiens d'Etat et parastataux, se trouvant dans les limites du Port Franc, qui, aux termes du présent Traité seront acquis par le Territoire Libre, seront transférés sans paiement au Port Franc.

Article 3.

1. La zone du Port Franc comprendra la superficie et les installations des zones franches du port de Trieste dans leurs limites de 1939.

2. La création dans le Port Franc de zones spéciales relevant de la juridiction exclusive d'un Etat, quel qu'il soit, est incompatible avec le statut du Territoire Libre et celui du Port Franc.

3. Toutefois, en vue de satisfaire les besoins particuliers de la navigation yougoslave et italienne dans l'Adriatique, le Directeur du Port Franc, à la demande des Gouvernements yougoslave ou italien, et sur avis conforme de la Commission Internationale prevue à l'article 21, pourra réserver aux navires de commerce battant pavillon de l'un ou l'autre de ces deux Etats l'usage exclusif de postes à quai dans certaines parties de la zone du Port Franc.

4. Dans le cas où il serait nécessaire d'agrandir la zone du Port Franc, cet agrandissement pourra être effectué, sur proposition du Directeur du Port Franc, par décision du Conseil de Gouvernement, d'accord avec l'Assemblée populaire.

Article 4.

Sauf dispositions contraires du présent Instrument, les lois et règlements en vigueur dans le Territoire Libre seront applicables aux personnes et aux biens dans les limites du Port Franc, et les autorités chargées de leur application dans le Territoire Libre exerceront leurs fonctions dans lesdites limites.

Article 5.

1. Les navires de commerce et les marchandises de tous pays jouiront sans restriction du droit d'accès au Port Franc pour chargement et déchargement, tant en ce qui concerne les marchandises en transit que les marchandises à destination ou en provenance du Territoire Libre.

2. Les autorités du Territoire Libre ne percevront sur ces marchandises, à l'occasion de leur importation, de leur exportation ou de leur transit par le Port Franc, ni droits de douane ni taxes autres que celles qui seraient perçues à l'occasion de services rendus.

3. Toutefois, en ce qui concerne les marchandises importées par le Port Franc aux fins de consommation dans les limites du Territoire Libre ou exportées de ce Territoire par le Port Franc, les lois et règlements en vigueur en la matière dans le Territoire Libre seront appliqués.

Article 6.

L'entreposage, l'emmagasinage, l'examen, le triage, l'emballage et le réemballage, et les activités similaires qui ont été exercées de façon coutumière dans les zones franches du port

de Trieste, seront autorisées dans le Port Franc conformément à la réglementation générale établie par le Directeur du Port Franc.

Article 7.

1. Le Directeur du Port Franc pourra également autoriser le traitement primaire des marchandises dans les limites du Port Franc.

2. Les autres activités industrielles seront autorisées dans les limites du Port Franc pour les entreprises qui existaient dans les zones franches du port de Trieste avant l'entrée en vigueur du Présent Instrument. Le Conseil de Gouvernement pourra, sur la proposition du Directeur du Port Franc, permettre l'installation de nouvelles entreprises industrielles dans les limites du Port Franc.

Article 8.

Les autorités du Territoire Libre seront autorisées à procéder à des inspections à l'intérieur du Port Franc, dans la mesure qui leur sera nécessaire pour faire respecter les règlements douaniers ou autres établis dans le Territoire Libre en vue d'empêcher la contrebande.

Article 9.

1. Il appartiendra aux autorités du Territoire Libre de fixer et de percevoir les droits de port dans le Port Franc.

2. Le Directeur du Port Franc fixera le montant de toutes les redevances afférentes à l'utilisation des installations et des services du Port Franc. Ces redevances devront être raisonnables et correspondre aux frais d'exploitation, d'administration, d'entretien et de développement du Port Franc.

Article 10.

Il ne sera admis, pour la fixation et la perception dans le Port Franc du montant des droits de port et des autres redevances prévues à l'article 9, ainsi que pour la fourniture des services et l'utilisation des installations du Port Franc, aucune mesure discriminatoire fondée sur la nationalité des navires, la propriété des marchandises ou sur tout autre motif.

Article 11.

La circulation de toutes personnes à l'entrée et à la sortie de la zone du Port Franc sera soumise à telle règlementation qui sera établie par les autorités du Territoire Libre. Toutefois cette règlementation sera établie de manière à ne pas gêner indûment la circulation à l'entrée et à la sortie du Port Franc

des personnes, quelle que soit leur nationalité, qui exercent dans la zone du Port Franc une activité légitime.

Article 12.

Les règlements généraux et spéciaux en vigueur dans le Port Franc, ainsi que les barêmes des redevances à percevoir dans le Port Franc, devront être rendus publics.

Article 13.

La navigation côtière et le cabotage intérieur dans les limites du Territoire Libre seront régis par la réglementation édictée par les autorités du Territoire Libre, les dispositions du présent Instrument étant considérées comme n'imposant à ces autorités aucune restriction à cet égard.

Article 14.

Les mesures de protection sanitaire ainsi que les dispositions relatives à la lutte contre les maladies des animaux et des végètaux, en ce qui concerne les navires et les cargaisons, seront appliquées dans les limites du Port Franc par les autorités du Territoire Libre.

Article 15.

Les autorités du Territoire Libre seront tenues de fournir au Port Franc l'eau, le gaz, la lumière et l'énergie électriques, les communications, les installations d'assainissement et autres services publics, ainsi que d'y assurer la police et la protection contre l'incendie.

Article 16.

1. La liberté de transit sera assurée, conformément aux conventions internationales usuelles, par le Territoire Libre et les Etats, par le territoire desquels s'effectue le transit, aux marchandises transportées par chemin de fer entre le Port Franc et les Etats qu'il dessert, sans aucune discrimination et sans droits de douane ni taxes autres que celles qui seraient perçues à l'occasion de services rendus.

2. Le Territoire Libre et les Etats qui assument les obligations résultant du présent Instrument et sur le territoire desquels ce trafic se fait en transit dans l'une ou l'autre direction, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter à tous égards et dans toute la mesure possible la rapidité et la bonne marche de ce trafic à un prix raisonnable; ils n'adopteront, à l'égard du mouvement des marchandises à destination et en provenance du Port Franc, aucune mesure discriminatoire en matière de tarifs, de services et de règlements douaniers, sanitaires, de police ou autres.

3. Les Etats qui assument les obligations résultant du présent Instrument ne prendront aucune mesure réglementaire ou tarifaire qui détournerait artificiellement le trafic du Port Franc au profit d'autres ports maritimes. Les mesures prises par le Gouvernement yougoslave en vue d'aménager le trafic vers les ports de la Yougoslavie méridionale ne seront pas considérées comme des mesures visant à détourner artificiellement le trafic.

Article 17.

Le Territoire Libre et les Etats qui assument les obligations résultant du présent Instrument accorderont dans leurs territoires respectifs et sur une base de non-discrimination, la liberté des communications postales, télégraphiques et téléphoniques, conformément aux conventions internationales usuelles, entre la zone du Port Franc et tout pays, pour toute communication en provenance ou à destination de la zone du Port Franc.

Article 18.

1. Le Port Franc sera administré par le Directeur du Port Franc qui le représentera en tant que personne morale. Le Conseil de Gouvernement présentera au Gouverneur une liste de candidats qualifiés pour le poste de Directeur du Port Franc. Le Gouverneur nommera le Directeur en le choisissant parmi les candidats qui lui ont été présentés, après consultation du Conseil de Gouvernement. En cas de désaccord, la question sera soumise au Conseil de Sécurité. Le Gouverneur pourra également révoquer le Directeur sur recommandation de la Commission Internationale ou du Conseil de Gouvernement.

2. Le Directeur ne devra être ressortissant ni de la Yougoslavie, ni de l'Italie.

3. Tous les autres agents du Port Franc seront nommés par le Directeur. Pour toutes les nominations d'agents, la préférence devra être donnée aux ressortissants du Territoire Libre.

Article 19.

Le Directeur du Port Franc, sous réserve des dispositions du présent Instrument, prendra toutes mesures raisonnables et nécessaires pour administrer, exploiter, entretenir et développer le Port Franc et en faire un port fonctionnant de façon satisfaisante et apte à faire face rapidement à tout le trafic. En particulier, il sera responsable de l'exécution des travaux portuaires de toute nature dans le Port Franc, il dirigera l'exploitation des installations portuaires et du reste de l'équipement du port, il fixera, conformément aux lois du Territoire Libre, les conditions de travail dans le Port Franc et il contrôlera également l'exécution dans le Port Franc des ordres et règlements des autorités du Territoire Libre relatifs à la navigation.

Article 20.

1. Le Directeur du Port Franc édictera tels règlements généraux et spéciaux qu'il jugera nécessaires dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues aux termes de l'article précédent.

2. Il établira le budget autonome du Port Franc; ce budget sera approuvé et géré conformément à la législation qui sera établie par l'Assemblée populaire du Territoire Libre.

3. Le Directeur du Port Franc présentera un rapport annuel sur le fonctionnement du Port Franc au Gouverneur et au Conseil de Gouvernement du Territoire Libre. Une copie de ce rapport sera transmise à la Commission Internationale.

Article 21.

1. Il sera créé une Commission Internationale du Port Franc, ci-après dénommée ,,la Commission Internationale,'' composée d'un représentant du Territoire Libre et de chacun des Etats suivants: Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques Soviétiques Socialistes, République Fédérative Populaire de Yougoslavie, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Suisse, Autriche, Hongrie, à condition que l'Etat en question ait assumé les obligations résultant du présent Instrument.

2. Le représentant du Territoire Libre sera président permanent de la Commission Internationale. En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante.

Article 22.

La Commission Internationale aura le droit de procéder à des du Port Franc. Ses locaux et ses activités ne relèveront de la juridiction d'aucune autorité locale. Les membres et les fonctionnaires de la Commission Internationale bénéficieront, dans le Territoire Libre, de tels privilèges et immunités qui seront nécessaires au libre exercice de leurs fonctions. La Commission Internationale organisera son secrétariat, décidera de sa procédure et établira son budget. Les dépenses communes de la Commission Internationale seront réparties équitablement entre les Etats qui y sont représentés selon les proportions acceptées par eux en Commission Internationale.

Article 23.

La Commission Internationale aura le droit de procéder à des enquêtes et à des études sur toutes questions concernant l'exploitation, l'utilisation et l'administration du Port Franc ou les aspects techniques du transit entre le Port Franc et les Etats

qu'il dessert, y compris l'unification des méthodes suivies pour assurer le trafic. La Commission Internationale agira soit de sa propre initiative, soit lorsque de telles questions auront été portées à son attention par tout Etat ou par le Territoire Libre ou par le Directeur du Port Franc. La Commission Internationale fera connaître son sentiment ou ses recommandations sur ces questions à l'Etat ou aux Etats intéressés, ou au Territoire Libre, ou au Directeur du Port Franc. Ces recommandations seront examinées et les mesures nécessaires seront prises. Toutefois, si le Territoire Libre ou l'Etat ou les Etats intéressés considèrent que ces mesures seraient incompatibles avec les dispositions du présent Instrument, la question pourra, à la demande du Territoire Libre ou de l'un quelconque des Etats intéressés, être réglée selon la procédure prévue à l'article 24.

Article 24.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Instrument, qui ne sera pas réglé par voie de négociations directes, devra, à moins que les parties conviennent entre elles d'un autre mode de règlement, être soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, à une commission composée d'un représentant de chacune der parties et d'un tiers membre choisi par accord entre les deux parties parmi des ressortissants de pays tiers. Si, dans le délai d'un mois, les deux parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la désignation du tiers membre, l'une ou l'autre des parties pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à sa nomination. La décision de la majorité des membres sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 25.

Des propositions d'amendements au présent Instrument pourront être présentées au Conseil de Sécurité par le Conseil de Gouvernement du Territoire Libre ou par trois au moins des Etats représentés à la Commission Internationale. Tout amendement approuvé par le Conseil de Sécurité prendra effet à la date fixée par celui-ci.

Article 26.

Aux fins du présent Instrument, un Etat sera considéré comme ayant assumé les obligations résultant dudit Instrument s'il est partie au Traité de Paix avec l'Italie ou s'il a notifié au Gouvernement de la République Française qu'il assumait ces obligations.

ANNEXE IX

Dispositions techniques relatives au Territoire Libre de Trieste (voir article 21)

A. *Alimentation en eau de la région nord-ouest de l'Istrie*

La Yougoslavie continuera à alimenter la région du nord-ouest de l'Istrie qui est située à l'intérieur des frontières du Territoire Libre de Trieste, en eau provenant de la source de San Giovanni de Pinguente au moyen du système d'alimentation en eau du Quieto, et en eau provenant de la source de Santa Maria del Risano au moyen du système d'alimentation en eau du Risano, sans que les quantités d'eau fournies puissent dépasser sensiblement celles qui étaient normalement mises à la disposition de la région; cette eau sera fournie selon le volume et le débit que le Territoire Libre pourra demander, en restant toutefois dans les limites imposées par les conditions naturelles. La Yougoslavie assurera l'entretien des canalisations d'eau, des réservoirs, des pompes, des dispositifs d'épuration et des autres installations se trouvant en territoire yougoslave, qui pourrait être nécessaire pour satisfaire à cette obligation. Une dérogation temporaire aux obligations précitées devra être accordée à la Yougoslavie pour lui permettre d'effectuer les réparations nécessaires aux installations d'alimentation en eau endommagées du fait de la guerre. Le Territoire Libre paiera, pour l'eau ainsi fournie, un prix raisonnable représentant sa participation, évaluée proportionellement selon la quantité d'eau consommée dans le Territoire Libre, au montant total des frais d'exploitation et d'entretien des systèmes d'alimentation en eau du Quieto et du Risano. Au cas où le Territoire Libre aurait besoin à l'avenir de fournitures supplémentaires d'eau, la Yougoslavie s'engage à étudier la question avec les autorités du Territoire Libre et à prendre en accord avec elles telles mesures raisonnables qui seront nécessaires pour satisfaire à ces besoins.

B. *Fourniture du courant électrique*

1. La Yougoslavie et l'Italie maintiendront l'alimentation actuelle en courant électrique du Territoire Libre de Trieste en fournissant à ce Territoire l'électricité en des quantités et à une cadence correspondant à ses besoins. Les quantités de courant fournies ne devront pas nécessairement, au début, dépasser sensiblement celles qui étaient normalement mises à la disposition de la région englobée dans le Territoire Libre, mais l'Italie et la Yougoslavie fourniront, à la demande du Territoire Libre, des quantités de courant qui iront en augmentant avec ses besoins, à condition que toute demande dépassant 20 % de la quantité fournie normalement au Territoire Libre par les

différentes sources d'alimentation en courant fasse l'objet d'un accord entre les Gouvernements intéréssés.

2. Le prix que facturera la Yougoslavie ou l'Italie et que paiera le Territoire Libre pour le courant électrique qui lui sera fourni ne sera pas supérieur au prix compté en Yougoslavie ou en Italie pour la fourniture de quantités analogues d'électricité d'origine hydraulique produite par les mêmes sources de courant situées en territoire yougoslave ou italien.

3. La Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre échangeront, de façon permanente, les renseignements relatifs au débit et à l'importance des réserves d'eau ainsi qu'à la production du courant électrique intéressant les centrales qui alimentent l'ancien district italien de la Vénétie Julienne, afin que chacune des trois parties soit en mesure de fixer ses besoins.

4. La Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre maintiendront en bon état de marche toutes les centrales électriques, lignes de transport de force, sous-stations et autres installations nécessaires pour assurer l'alimentation continue de l'ancien district italien de la Vénétie Julienne en courant électrique.

5. La Yougoslavie devra garantir que les installations de production d'énergie actuelles et futures de l'Isonzo (Soca) seront exploitées de telle sorte que les quantités d'eau dont l'Italie pourra avoir besoin périodiquement pour irriguer la région comprise entre Gorizia et la côte de l'Adriatique au sud-ouest de cette ville, puissent être prélevées dans l'Isonzo (Soca). L'Italie ne pourra pas revendiquer le droit d'utiliser l'eau de l'Isonzo (Soca) en plus grande quantité ou dans des conditions plus favorables qu'elle ne le faisait habituellement dans le passé.

6. La Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre devront négocier en commun une convention acceptable pour toutes les parties et conforme aux dispositions ci-dessus, en vue du maintien de l'exploitation du réseau électrique qui dessert l'ancien district italien de la Vénétie Julienne. Une commission mixte dans laquelle les trois Gouvernements seront représentés sur un pied d'égalité sera instituée pour surveiller l'exécution des obligations découlant des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus.

7. A l'expiration d'une période de dix ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre soumettront à un nouvel examen les dispositions qui précèdent, en tenant compte des conditions qui existeront à ce moment, en vue de déterminer celles des obligations ci-dessus qui, le cas échéant, ne seraient plus nécessaires et y apporteront telles modifications, suppressions ou

adjonctions dont les parties intéressées pourront convenir. Tous différends qui pourront s'élever à la suite de ce nouvel examen, seront réglés selon la procédure indiquée à l'article 87 du présent Traité.

C. *Dispositions tendant à faciliter les échanges frontaliers*

Dans le mois qui suivra l'entrée en vigueur du présent Traité, des négociations seront engagées entre la Yougoslavie et le Territoire Libre de Trieste, ainsi qu'entre l'Italie et le Territoire Libre de Trieste en vue de conclure des arrangements tendant à faciliter le mouvement, d'un côté à l'autre des frontières, entre le Territoire Libre et les régions limitrophes yougoslaves et italiennes, des denrées alimentaires et des marchandises d'autres catégories qui ont fait normalement l'objet d'échanges locaux entre ces régions, à condition qu'il s'agisse de denrées ou de marchandises récoltées, produites ou manufacturées dans les territoires respectifs. Ces échanges pourront être facilités par des mesures appropriées, notamment en exemptant de droit et redevances de douanes et de toutes taxes à l'exportation ou à l'importation les produits en question, à concurrence de quantités ou de valeurs fixées d'un commun accord lorsque lesdits échanges ont un caractére local.

ANNEXE X

Dispositions économiques et financières concernant le Territoire Libre de Trieste

1. Le Territoire Libre de Trieste recevra, sans paiement, les biens italiens d'Etat ou parastataux situés dans le Territoire Libre.

Au sens de la présente annexe, sont considérés comme biens d'Etat ou parastataux: les biens et propriétés de l'Etat italien, des collectivités publiques locales, des établissements publics et des sociétés et associations qui sont propriété publique ainsi que les biens et propriétés ayant appartenu au parti fasciste ou à des organisations auxiliaires de ce parti.

2. Tous les transferts de biens italiens d'Etat ou de biens italiens parastataux au sens du paragraphe 1 ci-dessus qui ont été effectués après le 3 septembre 1943, seront considérés comme nuls et non avenus. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux opérations légales correspondant à l'activité courante des organismes d'Etat ou parastataux, dans la mesure où il s'agit de la vente, dans des conditions normales, de marchan-

dises que ces organismes produisent ou vendent habituellement en exécution d'arrangements commerciaux normaux ou dans le cours normal d'activités administratives de caractère public.

3. Les câbles sous-marins appartenant à l'Etat italien ou à des organisations parastatales italiennes tomberont sous le coup des dispositons du paragraphe 1, pour ce qui concerne les installations terminales et les parties des câbles se trouvant dans les eaux territoriales du Territoire Libre.

4. L'Italie remettra au Territoire Libre toutes les archives et tous les documents appropriés présentant un caractère administratif ou un intérêt historique, qui se rapportent au Territoire Libre ou à des biens transférés en exécution du paragraphe 1 de la présente annexe. Le Territoire Libre remettra à la Yougoslavie tous les documents présentant le même caractère ou le même intérêt qui se rapportent au territoire cédé à la Yougoslavie en exécution du présent Traité, et il remettra à l'Italie tous les documents de même caractère ou intérêt, qui se rapportent au territoire italien et qui peuvent se trouver dans le Territoire Libre.

La Yougoslavie se déclare prête à remettre au Territoire Libre toutes les archives et tous les documents de caractère administratif se rapportant à l'administration du Territoire Libre et nécessaires à cette seule fin, de la nature de ceux qui étaient habituellement détenus avant le 3 septembre 1943 par les autorités locales de la juridiction desquelles relevait la région qui fait maintenant partie du Territoire Libre.

5. Le Territoire Libre ne sera tenu de fournir aucune contribution pour le service de la Dette publique italienne, mais il devra assumer les obligations de l'Etat italien à l'égard des porteurs de titres de cette Dette qui seront soit des personnes physiques qui maintiendront leur résidence dans le Territoire Libre soit des personnes morales qui y conserveront leur siège social ou leur principal établissement, pour autant que ces obligations correspondront à la partie de cette Dette dont les titres ont été émis avant le 10 juin 1940 et qui est imputable à des travaux publics et des services administratifs civils dont ledit Territoire a bénéficié mais qui n'est imputable ni directement ni indirectement à des buts militaires.

Toutes justifications pourront être demandées aux porteurs sur l'origine de ces titres.

L'Italie et le Territoire Libre détermineront, par des arrangements, la partie de la Dette publique italienne qui est visée dans le présent paragraphe et les méthodes à appliquer pour l'exécution de ces dispositions.

6. Le régime futur des dettes extérieures gagées par des privilèges grevant les biens ou revenus du Territoire Libre sera

déterminé par de nouveaux accords qui seront conclus par les parties intéressées.

7. L'Italie et le Territoire Libre régleront par des arrangements spéciaux les conditions dans lesquelles seront transférées à des organisations analogues du Territoire Libre les obligations des organisations d'assurances sociales italiennes publiques ou privées à l'égard des habitants du Territoire Libre, ainsi qu'une part proportionnelle de réserves accumulées par lesdites organisations.

Des arrangements analogues conclus entre le Territoire Libre et l'Italie ainsi qu'entre le Territoire Libre et la Yougoslavie, régleront également les obligations des organisations d'assurances sociales publiques ou privées dont le siège social est situé dans le Territoire Libre, à l'égard des titulaires de polices ou des cotisants résidant respectivement en Italie ou sur un territoire cédé à la Yougoslavie en exécution du présent Traité.

Le Territoire Libre et la Yougoslavie régleront également par des arrangements analogues les obligations des organisations d'assurances sociales publiques ou privées dont le siège social est situé dans le territoire cédé à la Yougoslavie en exécution du présent Traité, à l'égard des titulaires de polices ou des cotisants qui résident dans le Territoire Libre.

8. L'Italie restera tenue d'assurer le paiement des pensions civiles ou militares acquises à la date d'entrée en vigueur du présent du présent Traité au service de l'Etat italien ou de collectivités publiques italiennes, municipales ou locales, par des personnes qui reçoivent la citoyenneté du Territoire Libre en vertu du présent Traité; cette obligation s'étend aux droits à pension non encore échus. L'Italie et le Territoire Libre régleront par des arrangements les conditions dans lesquelles cette obligation sera remplie.

9. Les biens, droits et intérêts des ressortissants italiens qui ont établi leur domicile dans le Territoire Libre aprés le 10 juin 1940 et ceux des personnes qui optent pour la nationalité italienne en vertu des dispositions du Statut du Territoire Libre de Trieste seront, pendant une période de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, respectés dans la même mesure que les biens, droits et intérêts des ressortissants du Territoire Libre en général, à condition qu'ils aient été légalement acquis.

Les biens, droits et intérêts des autres ressortissants italiens et ceux des personnes morales, de nationalité italienne, qui sont situés dans le Territoire Libre, pourvu qu'ils aient été légalement acquis, ne seront soumis qu'à telles dispositons législatives qui pourront être éventuellement appliquées d'une manière générale aux biens des personnes physiques et morales de nationalité étrangère.

10. Les personnes qui opteront pour la nationalité italienne et qui établiront leur résidence en Italie seront autorisées, après acquittement des dettes ou impositions dont elles pourraient être redevables dans le Territoire Libre, à emporter avec elles leurs biens meubles et à transférer les fonds qu'elles possédent, à condition que ces biens et ces fonds aient été légalement acquis. Le transfert des biens ne sera frappé d'aucun droit d'exportation ou d'importation. Ces personnes seront autorisées en outre à vendre leurs biens meubles et immeubles dans les mêmes conditions que les ressortissants du Territoire Libre.

Le transfert des biens en Italie s'effectuera à des conditions qui ne seront pas en contradiction avec la Constitution du Territoire Libre et d'une manière qui sera fixée par accord entre l'Italie et le Territoire Libre. Les conditions et délais dans lesquels s'effectuera le transfert des fonds, y compris produit des ventes, seront également fixés par accord.

11. Les biens, droits et intérêts existant en Italie à la date d'entrée en vigueur du présent Traité qui appartenaient à d'anciens ressortissants italiens résidant dans le Territoire Libre et devenus ressortissants du Territoire Libre en vertu du présent Traité, seront respectés par l'Italie, dans la même mesure que les biens, droits et intérêts des ressortissants italiens d'une façon générale, pendant une période de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

Ces personnes seront autorisées à effectuer le tranfert et la liquidation de leurs biens, droits et intérêts dans les conditions prévues au paragraphe 10 ci-dessus.

12. Les sociétés constituées conformément à la législation italienne et dont le siège social est situé dans le Territoire Libre, qui désirent transférer leur siège social en Italie ou en Yougoslavie, devront également être traitées conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la présente annexe, à condition que plus de cinquante pour cent du capital de la société appartienne à des personnes résidant normalement en dehors du Territoire Libre ou à des personnes qui transfèrent leur domicile en Italie ou en Yougoslavie.

13. Les dettes des personnes résidant en Italie ou sur un territoire cédé à la Yougoslavie envers des personnes résidant dans le Territoire Libre ou celles des personnes résidant dans le Territoire Libre envers des personnes résidant en Italie ou sur un territoire cédé à la Yougoslavie, ne seront pas affectées par la cession. L'Italie, la Yougoslavie, et le Territoire Libre s'engagent à faciliter le règlement de ces obligations. Aux fins du présent paragraphe, le terme ,,personnes'' s'applique aux personnes morales.

14. Les biens situés dans le Territoire Libre appartenant à l'une quelconque des Nations Unies ou à ses ressortissants qui

n'auraient pas encore été libérés du séquestre ou des mesures de contrôle auxquels ils ont été soumis par l'Italie, ni restitués à leur propriétaires, seront restitués dans l'état ou ils se trouvent actuellement.

15. L'Italie restituera les biens qui ont été illégalement enlevés du Territoire Libre après le 3 septembre 1943 et emportés en Italie. L'exécution de cette obligation sera régie par les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 75, sauf en ce qui concerne les biens faisant l'objet d'autres dispositions de la présente annexe.

Les dispositions des paragraphes 1, 2, 5 et 6 de l'article 75, s'appliqueront à la restitution par le Territoire Libre des biens enlevés, pendant la guerre, du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

16. L'Italie restituera au Territoire Libre, dans le plus bref délai possible, tous navires détenus par l'Etat ou par des ressortissants italiens, qui, au 3 septembre 1943, appartenaient soit à des personnes physiques résidant dans le Territoire Libre et qui acquièrent la citoyenneté du Territoire Libre en vertu du présent Traité, soit à des personnes morales de nationalité italienne qui ont et conserveront leur siège social dans le Territoire Libre, exception faite des navires qui ont fait l'objet d'une vente effectuée de bonne foi.

17. Des accords seront conclus entre l'Italie et le Territoire Libre, ainsi qu'entre la Yougoslavie et le Territoire Libre, en vue de répartir d'une manière juste et équitable les biens de toute collectivité publique locale existante dont le territoire se trouve divisé par une frontière établie en vertu du présent Traité, et en vue d'assurer le maintien au profit des habitants de ceux des services communaux qui ne sont pas expressément visés par d'autres dispositions du Traité.

Des accords analogues seront conclus pour répartir d'une manière juste et équitable le matériel roulant et autre matériel de chemin de fer, ainsi que l'outillage des bassins et des ports et les bateaux affectés à leur service; des accords régleront également toutes autres questions d'ordre économique en suspens qui ne sont pas visées par la présente annexe.

18. Les citoyens du Territoire Libre continueront, en dépit du transfert de souveraineté et de tout changement de nationalité qui en résultera, de jouir de tous les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique en Italie auxquels ils pouvaient prétendre sous le régime de la législation en vigueur en Italie lors du transfert.

Le Territoire Libre reconnaîtra les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique qui existaient dans le Territoire Libre sous le régime des lois italiennes en vigueur au moment

du transfert, ou qui devront être rétablis ou restitués conformément à la partie A de l'annexe XV du présent Traité, et il donnera effet à ces droits. Lesdits droits resteront en vigueur dans le Territoire Libre pendant la période durant laquelle ils seraient restés en vigueur sous le régime des lois italiennes.

19. Tout différend qui pourra s'élever à propos de l'exécution des dispositions de la présente annexe, sera réglé de la manière prévue à l'article 83 du présent Traité.

20. Les paragraphes 1, 3 et 5 de l'article 76, l'article 77, le paragraphe 3 de l'article 78, l'article 81, la partie A de l'annexe XV, l'annexe XVI et la partie B de l'annexe XVII s'appliqueront au Territoire Libre de Trieste de la même manière qu'à l'Italie.

ANNEXE XI

Déclaration commune des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique au sujet des possessions territoriales italiennes en Afrique
(voir article 23)

1. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes conviennent de déterminer, par une décision prise en commun, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du Traité de Paix avec l'Italie portant la date du 10 février 1947, le sort définitif des possessions territoriales de l'Italie en Afrique, sur lesquelles l'Italie renonce à tous ses droits et titres en vertu de l'article 23 du présent Traité.

2. Les Quatre Puissances régleront le sort définitif des territoires en question et procéderont aux ajustements appropriés de leurs frontières, en tenant compte des aspirations et du bien-être des habitants, ainsi que des exigences de la paix et de la sécurité, et en prenant en considération les vues des autres Gouvernements intéressés.

3. Si les Quatre Puissances ne peuvent se mettre d'accord sur le sort de l'un quelconque de ces territoires dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du Traité de Paix avec l'Italie, la question sera soumise a l'Assemblée générale des Nations Unies pour que celle-ci fasse une recommandation à son sujet, et les Quatre Puissances conviennent d'accepter cette recommandation et de prendre les mesures appropriées pour la mettre à exécution.

4. Les Suppléants des Ministres des Affaires Etrangères poursuivront l'examen de la question du sort des anciennes colonies italiennes en vue de soumettre au Conseil des Ministres des Affaires Etrangères leurs recommandations sur la question. En outre, ils enverront des commissions d'enquête dans telle ou telle des anciennes colonies italiennes afin de leur fournir les éléments nécessaires sur cette question et d'établir quelles sont les vues des habitants.

ANNEXE XII

(voir article 56)

Les noms des bâtiments qui figurent à la présente annexe sont ceux qui étaient en usage dans la Marine italienne le 1er juin 1946.

A. *Liste des bâtiments que l'Italie pourra conserver.*

Principaux bâtiments de combat

Bâtiments de ligne

Andrea Doria, Caio Duilio.

Croiseurs

Luigi di Savoia Duca degli Abruzzi, Giuseppe Garibaldi, Raimondo Montecuccoli, Luigi Cadorna.

Destroyers

Carabiniere, Granatiere, Grecale, Nicoloso da Recco.

Torpilleurs

Giuseppe Cesare Abba, Aretusa, Calliope, Giacinto Carini, Cassiopea, Clio, Nicola Fabrizi, Ernesto Giovannini, Libra, Monzambano, Antonio Mosto, Orione, Orsa, Rosalino Pilo, Sagittario, Sirio.

Corvettes

Ape, Baionetta, Chimera, Cormorano, Danaide, Driade, Fenice, Flora, Folaga, Gabbiano, Gru, Ibis, Minerva, Pellicano, Pomona, Scimittara, Sfinge, Sibillia, Urania.

Plus une corvette à renflouer, à terminer ou à construire.

Petits bâtiments de combat

Dragueurs de mines R.D.

Nos 20, 32, 34, 38, 40, 41, 102, 103, 104, 105, 113, 114, 129, 131, 132, 133, 134, 148, 149 ainsi que 16 bâtiments du type YMS fournis par les Etats-Unis d'Amérique.

Vedettes

VAS Nos 201, 204, 211, 218, 222, 224, 233, 235

Bâtiments Auxiliaires

Pétroliers d'escadre

Nettuno, Lete.

Bateaux-citernes

Arno, Frigido, Mincio, Ofanto, Oristano, Pescara, Po, Sesia, Simeto, Stura, Tronto, Vipacco.

Remorqueurs (grands)

Abbazia, Asinara, Atlante, Capraia, Chioggia, Emilio, Gagliardo, Gorgona, Licosa, Lilibeo, Linosa, Mestre, Piombino, Porto Empedocle, Porto Fossone, Porto Pisano, Porto Rose, Porto Recanati, San Pietro, San Vito, Ventimiglia.

Remorqueurs (petits)

Argentario, Astico, Cordevole, Generale Pozzi, Irene, Passero, Porto Rosso, Porto Vecchio, San Bartolomeo, San Benedetto, Tagliamento, N 1, N 4, N 5, N 9, N 22, N 26, N 27, N 32, N 47, N 52, N 53, N 78, N 96, N 104, RLN 1, RLN 3, RLN 9, RLN 10.

Bateau-école

Amerigo Vespucci.

Transports

Amalia Messina, Montegrappa, Tarantola.

Ravitailleur

Giuseppe Miraglia.

Navire-atelier

Antonio Pacinotti (navire-ravitailleur de sous-marin, à transformer).

Navires hydrographes

Azio (mouilleur de mines, à transformer), Cherso.

Bateau pour le service des phares

Buffoluto.

Câblier

Rampino.

B. *Liste des bâtiments à mettre à la dispositions des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique*

Principaux bâtiments de combat

Bâtiments de ligne

Giulio Cesare, Italia, Vittorio Veneto.

Croiseurs

Emmauele Filiberto Duca d'Aosta, Pompeo Magno, Atillo Regolo, Eugenio di Savoia, Scipione Africano.

Aviso

Eritrea.

Destroyers

Artigliere, Fuciliere, Legionario, Mitragliere, Alfredo Oriani, Augusto Riboty, Velite.

Torpilleurs

Aliseo, Animoso, Ardimentoso, Ariete, Fortunale, Indomito

Sous-marins

Alagi, Atropo, Dandolo, Giada, Marea, Nichelio, Platino, Vortice.

Petits bâtiments de combat

Vedettes lance-torpilles

Ms Nos 11, 24, 31, 35, 52, 53, 54, 55, 61, 65, 72, 73, 74, 75.
MAS Nos 433, 434, 510, 514, 516, 519, 520, 521, 523, 538, 540, 543, 545, 547, 562.
ME Nos 38, 40, 41.

Dragueurs de mines

RD Nos 6, 16, 21, 25, 27, 28, 29.

Canonnière

Illyria.

Vedettes

VAS Nos 237, 240, 241, 245, 246, 248.

Unités de débarquement

MZ Nos 713, 717, 722, 726, 728, 729, 737, 744, 758, 776, 778, 780, 781, 784, 800, 831.

Bâtiments auxiliaires

Pétroliers

Prometeo, Stige, Tarvisio, Urano.

Bateau-citernes

Anapo, Aterno, Basento, Bisagno, Dalmazia, Idria, Isarco, Istria, Liri, Metauro, Polcevera, Sprugola, Timavo, Tirso.

Remorqueurs (grands)

Arsachena, Basiluzzo, Capo d'Istria, Carbonara, Cefalu, Ercole, Gaeta, Lampedusa, Lipari, Liscanera, Marechiaro, Mesco, Molara, Nereo, Porto Adriano, Porto Conte, Porto Quieto, Porto Torres, Porto Tricase, Procida, Promontore, Rapallo, Salvore, San Angelo, San Antioco, San Remo, Talamone, Taormina, Teulada, Tifeo, Vado, Vigoroso.

Remorqueurs (petits)

Generale Valfre, Licata, Noli, Volosca, N 2, N 3, N 23, N 24, N 28, N 35, N 36, N 37, N 80, N 94.

Navire ravitailleur

Anteo.

Bateau école

Cristoforo Colombo.

Mouilleur de mines auxiliaire

Fasana.

Transports

Giuseppe Messina, Montecucco, Panigaglia.

ANNEXE XIII

DÉFINITIONS

A. *Termes navals*

(voir article 59)

Déplacement-type

Le déplacement-type d'un bâtiment de surface est le déplacement du bâtiment achevé, avec son équipage complet, ses

machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

Le déplacement-type est exprimé en tonnes de 1.016 kilogrammes (2.240 lbs.).

Bâtiment de combat

Un bâtiment de combat, quel que soit son déplacement, est:

1) Soit un navire spécialement construit ou adapté pour être une unité combattante dans les opérations navales, amphibies ou aéro-navales;

2) Soit un navire qui possède une des caractéristiques suivantes:

a) Etre armé d'un canon de calibre supérieur à 120 millimètres (4",7);

b) Etre armé de plus de 4 canons d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3");

c) Etre conçu ou équipé pour lancer des torpilles ou mouiller des mines;

d) Etre équipé d'appareils destinés au lancement de projectiles dirigés ou propulsés;

e) Etre conçu pour être protégé par des plaques de blindage de plus de 25 millimètres (1") d'épaisseur;

f) Etre conçu ou aménagé principalement pour mettre en action des aéronefs en mer;

g) Etre équipé de plus de deux appareils à lancer les aéronefs;

h) Etre conçu pour atteindre une vitesse supérieure à vingt noeuds s'il porte un canon d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3").

Un navire de combat de la sous-catégorie 1) cesse d'être considéré comme tel à partir de la vingtième année qui suit son entrée en service à condition qu'il soit démuni de toutes ses armes.

Bâtiment de ligne

Un bâtiment de ligne est un bâtiment de combat autre qu'un porte-aéronefs dont le déplacement-type est supérieur à 10.000 tonnes ou qui porte un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8").

Bâtiment porte-aéronefs

Un bâtiment porte-aéronefs est un bâtiment de combat qui, quel que soit son déplacement, est conçu ou aménagé principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs.

Sous-marins

Un sous-marin est un bâtiment conçu pour naviguer au dessous de la surface de la mer.

Types Spécialisés de bâtiments d'assaut

Ce sont:

1) Tous les types de bâtiments spécialement conçus ou adaptés pour des opérations amphibies;

2) Tous les types de petits bâtiments spécialement conçus ou adaptés pour porter une charge explosive ou incendiaire pour l'attaque des navires ou des ports.

Vedette lance-torpilles

Une vedette lance-torpilles est un navire déplaçant moins de 200 tonnes, ayant une vitesse supérieure à 25 noeuds et pouvant utiliser des torpilles.

B. *Instruction militaire, aérienne et navale*
(voir articles 60, 63, et 65)

1. L'instruction militaire est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés à des fins militaires et des dispositifs d'instruction s'y rapportant, l'étude et l'exécution de tous exercices ou manoeuvres utilisés dans l'enseignement ou la pratique des évolutions exécutées par les forces au combat, et l'étude méthodique de la tactique, de la statégie et du travail d'état-major.

2. L'instruction militaire aérienne est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés aux fins d'une aviation militaire et des dispositifs d'instruction s'y rapportant; l'étude et la pratique de toutes manoeuvres spéciales, y compris le vol en formation, exécutées par des avions dans l'accomplissement d'une mission aérienne militaire, et l'étude méthodique de la tactique aérienne, de la stratégie et du travail d'état-major.

3. L'instruction navale est définie comme comprenant les matières suivantes: l'organisation générale, l'étude et la pratique de l'emploi des bâtiments de guerre ou des installations navales ainsi que l'étude ou l'utilisation de tous appareils et

dispositifs d'entraînement qui s'y rapportent et qui sont en usage pour la conduite de la guerre navale, à l'exception de ceux qui sont normalement employés à des fins civiles; en outre, l'enseignement, la pratique et l'étude méthodique de la tactique navale, de la stratégie et du travail d'état-major, y compris l'exécution de toutes les opérations et manoeuvres qui ne sont pas nécessaires à l'emploi pacifique des navires.

C. *Définition et liste du matériel de guerre*
(voir article 67)

Le terme ,,matériel de guerre'' aux fins du présent Traité s'applique à toutes les armes et munitions et à tout le matériel spécialement conçus et adaptés à des fins de guerre, qui sont énumérés ci-dessous.

Les Puissances Alliées et Associées se réservent le droit d'amender périodiquement la liste, en la modifiant ou en la complétant, pour tenir compte des faits nouveaux qui pourront se produire dans le domaine de la science.

Catégorie I.

1. Fusils, carabines, revolvers et pistolets de type militaire; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil.

2. Mitrailleuses, fusils de guerre automatiques ou à répétition et pistolets mitrailleurs; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts de mitrailleuses.

3. Canons, obusiers, mortiers, canons spéciaux pour l'aviation, canons sans culasse ou sans recul et lance-flammes; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts mobiles et supports fixes pour ces armes.

4. Lance-fusées; mécanismes de lancement et de contrôle pour projectiles auto-moteurs et dirigés; supports pour ces appareils.

5. Projectiles auto-moteurs et dirigés, projectiles, fusées, munitions et cartouches, chargés ou vides, pour les armes énumérées aux alinéas 1 à 4 ci-dessus, ainsi que fusées, étoupilles ou appareils servant à les faire exploser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

6. Grenades, bombes, torpilles, mines, grenades sous-marines (charges de profondeur) et matériel et charges incendiaires, chargés ou vides; tous dispositifs permettant de les faire explo-

Bâtiment porte-aéronefs

Un bâtiment porte-aéronefs est un bâtiment de combat qui, quel que soit son déplacement, est conçu ou aménagé principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs.

Sous-marins

Un sous-marin est un bâtiment conçu pour naviguer au dessous de la surface de la mer.

Types Spécialisés de bâtiments d'assaut

Ce sont:

1) Tous les types de bâtiments spécialement conçus ou adaptés pour des opérations amphibies;

2) Tous les types de petits bâtiments spécialement conçus ou adaptés pour porter une charge explosive ou incendiaire pour l'attaque des navires ou des ports.

Vedette lance-torpilles

Une vedette lance-torpilles est un navire déplaçant moins de 200 tonnes, ayant une vitesse supérieure à 25 noeuds et pouvant utiliser des torpilles.

B. *Instruction militaire, aérienne et navale*
(voir articles 60, 63, et 65)

1. L'instruction militaire est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés à des fins militaires et des dispositifs d'instruction s'y rapportant, l'étude et l'exécution de tous exercices ou manoeuvres utilisés dans l'enseignement ou la pratique des évolutions exécutées par les forces au combat, et l'étude méthodique de la tactique, de la statégie et du travail d'état-major.

2. L'instruction militaire aérienne est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés aux fins d'une aviation militaire et des dispositifs d'instruction s'y rapportant; l'étude et la pratique de toutes manoeuvres spéciales, y compris le vol en formation, exécutées par des avions dans l'accomplissement d'une mission aérienne militaire, et l'étude méthodique de la tactique aérienne, de la stratégie et du travail d'état-major.

3. L'instruction navale est définie comme comprenant les matières suivantes: l'organisation générale, l'étude et la pratique de l'emploi des bâtiments de guerre ou des installations navales ainsi que l'étude ou l'utilisation de tous appareils et

dispositifs d'entraînement qui s'y rapportent et qui sont en usage pour la conduite de la guerre navale, à l'exception de ceux qui sont normalement employés à des fins civiles; en outre, l'enseignement, la pratique et l'étude méthodique de la tactique navale, de la stratégie et du travail d'état-major, y compris l'exécution de toutes les opérations et manoeuvres qui ne sont pas nécessaires à l'emploi pacifique des navires.

C. *Définition et liste du matériel de guerre*
(voir article 67)

Le terme ,,matériel de guerre'' aux fins du présent Traité s'applique à toutes les armes et munitions et à tout le matériel spécialement conçus et adaptés à des fins de guerre, qui sont énumérés ci-dessous.

Les Puissances Alliées et Associées se réservent le droit d'amender périodiquement la liste, en la modifiant ou en la complétant, pour tenir compte des faits nouveaux qui pourront se produire dans le domaine de la science.

Catégorie I.

1. Fusils, carabines, revolvers et pistolets de type militaire; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil.

2. Mitrailleuses, fusils de guerre automatiques ou à répétition et pistolets mitrailleurs; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts de mitrailleuses.

3. Canons, obusiers, mortiers, canons spéciaux pour l'aviation, canons sans culasse ou sans recul et lance-flammes; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts mobiles et supports fixes pour ces armes.

4. Lance-fusées; mécanismes de lancement et de contrôle pour projectiles auto-moteurs et dirigés; supports pour ces appareils.

5. Projectiles auto-moteurs et dirigés, projectiles, fusées, munitions et cartouches, chargés ou vides, pour les armes énumérées aux alinéas 1 à 4 ci-dessus, ainsi que fusées, étoupilles ou appareils servant à les faire exploser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

6. Grenades, bombes, torpilles, mines, grenades sous-marines (charges de profondeur) et matériel et charges incendiaires, chargés ou vides; tous dispositifs permettant de les faire explo-

ser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

7. Baïonnettes.

Catégorie II.

1. Véhicules de combat blindés; trains blindés qui techniquement ne peuvent être transformés en vue d'usages civils.

2. Véhicules mécaniques ou auto-moteurs pour toutes les armes énumérées dans la catégorie I; chassis ou carrosseries militaires de types spéciaux, autres que ceux qui sont énumérés à l'alinéa 1 ci-dessus.

3. Blindages de plus de 3 pouces d'épaisseur, employés dans la guerre à des usages de protection.

Catégorie III.

1. Système de pointage et de calcul pour le contrôle du tir, comprenant les appareils régleurs de tir et les appareils d'enregistrement; instruments de direction du tir; hausses de canon; viseurs de bombardement; régleurs de fusées; calibres pour la vérification des canons et des instruments de contrôle du tir.

2. Matériel de pontage d'assaut, bâtiments d'assaut et d'attaque.

3. Dispositifs pour ruses de guerre, dispositifs d'éblouissement et pièges.

4. Equipement militaire du personnel des forces armées de caractère spécialisé, qui n'est pas aisément adaptable à des usages civils.

Catégorie IV.

1. Navires de guerre de toutes classes, y compris les navires transformés et les embarcations conçus ou prévus pour leur service et leur appui, qui techniquement ne sont pas transformables en vue d'usages civils, ainsi que les armes, blindages, munitions, avions ou tout autre équipement, matériel, machines et installations, qui ne sont pas utilisés en temps de paix sur d'autres bateaux que les navires de guerre.

2. Bâtiments de débarquement et véhicules ou matériel amphibies de toute nature; bâtiments d'assaut ou matériel d'assaut de tout type, ainsi que catapultes ou autres appareils de mise à l'eau ou de lancement d'avions, fusées, armes propulsées, ou tout autre projectile, instrument ou système avec ou sans équipage et qu'ils soient guidés ou non.

3. Navires, engins, armes, systèmes ou appareils de toute sorte, qu'ils soient submersibles ou semi-submersibles, y com-

pris les estacades spécialement conçues pour la défense des ports, à l'exception du matériel nécessaire pour la récupération, le sauvetage et autres usages civils, ainsi que tout l'équipement, tous les accessoires, les pièces détachées, les dipositifs d'expérimentation ou d'instruction, les instruments ou les installations, qui peuvent être spécialement conçus en vue de la construction, du contrôle, de l'entretien ou du logement de ces navires, engins, armes, systèmes ou appareils.

Catégorie V.

1. Aéronefs montés ou démontés, plus lourds ou plus légers que l'air, conçus ou adaptés en vue du combat aérien par l'emploi de mitrailleuses, de lance-fusées, d'artillerie, ou en vue du transport ou du lancement de bombes, ou qui sont pourvus de l'un quelconque des dispositifs figurant à l'alinéa 2 ci-dessous, ou qui, du fait de leur conception ou de leur construction, peuvent être aisément munis de l'un de ces dispositifs.

2. Supports et bâtis pour canons aériens, lance-bombes, porte-torpilles et dispositifs de largage de bombes ou de torpilles, tourelles et coupoles pour canons.

3. Equipement spécialement conçu pour troupes aéroportées et utilisé seulement par ces troupes.

4. Catapultes ou systèmes de lancement pour avions embarqués, avions terrestres ou hydravions; appareils de lancement de projectiles volants.

5. Ballons de barrage.

Catégorie VI.

Tous produits asphyxiants, mortels toxiques ou susceptibles de mettre hors de combat, destinés à des fins de guerre ou fabriqués en quantités qui excèdent les besoins civils.

Catégorie VII

Propulseurs, explosifs, matériel pyrotechnique ou gaz liquéfiés, destinés à la propulsion, l'explosion, la charge, le remplissage du matériel de guerre décrit dans les catégories ci-dessus, ou à tout usage en liaison avec ce matériel, qui ne sont pas utilisables à des fins civiles ou qui sont fabriqués en quantités qui excèdent les besoins civils.

Catégorie VIII

Installations et outillages industriels spécialement conçus en vues de la production et de la conservation des produits et du

matériel énumérés dans les catégories ci-dessus et qui ne peuvent pas être techniquement transformés à des fins civiles.

D. *Définition des termes „démilitarisation" et „démilitarisé"* (voir articles 11, 14, 49 et article 3 de l'annexe VI)

Aux fins du présent Traité les termes „démilitarisation" et „démilitarisé" doivent s'entendre comme interdisant, sur le territoire et dans les eaux territoriales en cause, toutes installations et fortifications navales, militaires ou d'aviation militaire ainsi que leurs armements, les obstacles artificiels, militaires, navals ou aériens, l'utilisation de bases par des unités militaires, navales ou d'aviation militaire ou le stationnement permanent ou temporaire de ces mêmes unités; l'instruction militaire sous toutes ses formes et la fabrication du matériel de guerre. Cette interdiction ne vise pas le personnel de sécurité intérieure limité en nombre à l'exécution de tâches de caractère intérieur et pourvu d'armes qui peuvent être transportées et servies par une seule personne, ainsi que l'instruction militaire nécessaire à un tel personnel.

ANNEXE XIV

Dispositons économiques et financières relatives aux territoires cédés

1. L'Etat successeur recevra sans paiement les biens italiens d'Etat ou parastataux situés sur le territoire cédé en vertu du présent Traité, ainsi que toutes les archives et tous les documents appropriés d'ordre administratif ou d'intérêt historique concernant le territoire en question ou se rapportant à des biens qui ont été transférés en exécution du présent paragraphe.

Au sens de la présente annexe, sont considérés comme biens d'Etat ou parastataux: les biens et propriétés de l'Etat italien, des collectivités publiques locales, des établissements publics et des sociétés et associations qui sont propriété publique ainsi que les biens et propriétés ayant appartenu au Parti Fasciste ou à des organisations auxiliaires de ce Parti.

2. Tous les transferts de biens italiens d'Etat ou de biens italiens parastataux au sens du paragraphe 1 ci-dessus, qui ont été effectués aprés le 3 septembre 1943, seront considérés comme nuls et non avenus. Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas aux opérations légales relatives à l'activité courante des organismes d'Etat ou parastataux dans la mesure où il s'agit de la vente, dans des conditions normales, de marchandises que ces organismes produisent ou vendent habituellement en exécution d'arrangements commerciaux normaux ou dans le cours normal d'activités administratives de caractère public.

3. Les câbles sous-marins italiens qui relient des points du territoire cédé, ou qui relient un point du territoire cédé à un point d'un autre territoire de l'Etat successeur, seront considérés comme des biens italiens situés dans le territoire cédé, en dépit du fait que certaines parties de ces câbles peuvent se trouver hors des eaux territoriales. Les câbles sous-marins italiens reliant un point du territoire cédé à un point se trouvant en dehors de la juridiction de l'Etat successeur, seront considérés comme des biens italiens situés dans le territoire cédé, pour ce qui concerne les installations terminales et les parties de câbles se trouvant dans les eaux territoriales du territoire cédé.

4. Le Gouvernement italien remettra à l'Etat successeur tous les objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique qui font partie du patrimoine culturel du territoire cédé et qui, lorsque le territoire dont il s'agit se trouvait sous la domination italienne, en ont été enlevés sans paiement et sont détenus par le Gouvernement italien ou par des institutions publiques italiennes.

5. L'Etat successeur procédera à l'échange contre sa propre monnaie des signes monétaires italiens détenus sur le territoire cédé par des personnes physiques qui y maintiendront leur résidence ou par des personnes morales qui continueront d'y exercer leur activité. Toutes justifications pourront être demandées aux détenteurs sur l'origine des fonds présentés à la conversion.

6. Le Gouvernement de l'Etat successeur ne sera tenu de fournir aucune contribution pour le service de la Dette publique italienne, mais il devra assumer les obligations de l'Etat italien à l'égard des porteurs de titres de cette Dette qui seront, soit des personnes physiques qui maintiendront leur résidence dans le territoire cédé, soit des personnes morales qui y conserveront leur siège social ou leur principal établissement, pour autant que ces obligations correspondront à la partie de cette Dette dont les titres ont été émis avant le 10 juin 1940 et qui est imputable à des travaux publics et des services administratifs civils dont ledit territoire a bénéficié, mais qui n'est imputable ni directement ni indirectement à des buts militaires.

Toutes justifications pourront être demandées aux porteurs sur l'origine des titres.

L'Etat successeur et l'Italie détermineront par des arrangements la partie de la Dette publique italienne qui est visée dans le présent paragraphe et les méthodes à appliquer pour l'exécution des ces dispositions.

7. L'Etat successeur et l'Italie régleront par des arrangements spéciaux les conditions dans lesquelles seront transférées à des organisations analogues de l'Etat successeur les obligations des organisations d'assurances sociales italiennes publiques ou

privées à l'égard des habitants du territoire cédé, ainsi qu'une part proportionnelle des réserves accumulées par lesdites organisations.

L'Etat successeur et l'Italie régleront également par des arrangements analogues les obligations des organisations d'assurances sociales, publiques ou privées, dont le siège social est situé dans le territoire cédé, à l'égard des titulaires de polices ou des cotisants qui résident en Italie.

8. L'Italie restera tenue d'assurer le paiement des pensions civiles ou militaires acquises, à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, au service de l'Etat italien ou de collectivités publiques, municipales ou locales, par des personnes qui reçoivent la nationalité de l'Etat successeur en vertu du présent Traité; cette obligation s'étend aux droits à pension non encore échus. L'Etat successeur et l'Italie régleront par des arrangements les conditions dans lesquelles l'Italie s'aquittera de cette obligation.

9. Les biens, droits et intérêts des ressortissants italiens résidant d'une façon permanente dans les territoires cédés à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, seront respectés dans la même mesure que ceux des ressortissants de l'Etat successeur, à condition qu'ils aient été légalement acquis.

Les biens, droits et intérêts des autres ressortissants italiens et ceux des personnes morales de nationalité italienne qui sont situés dans le territoire cédé, pourvu qu'ils aient été légalement acquis, ne seront soumis qu'à telles dispositions législatives qui pourront être éventuellement appliquées d'une manière générale aux biens des personnes physiques et morales de nationalité étrangère.

Ces biens, droits et intérêts ne seront sujets ni à être retenus, ni à être liquidés en vertu de l'article 79 du présent Traité; ils seront restitués à leurs propriétaires libérés des effets de toutes mesures de cette nature et de toute autre mesure de transfert, d'administration forcée ou de séquestre prise au cours de la période s'étendant entre le 3 septembre 1943 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

10. Les personnes qui opteront pour la nationalité italienne et qui établiront leur résidence en Italie seront autorisées, aprés acquittement des dettes ou impositions dont elles pourraient être redevables sur le territoire cédé, à emporter avec elles leurs biens meubles et à transférer les fonds qu'elles possèdent à condition que ces biens et ces fonds aient été légalement acquis. Le transfert des biens ne sera frappé d'aucun droit d'exportation ou d'importation. En outre, ces personnes seront autorisées à vendre leurs biens meubles et immeubles dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat successeur.

Le transfert des biens en Italie s'effectuera aux conditions et dans les limites convenues entre l'Etat successeur et l'Italie. Les conditions et détails dans lesquels s'effectuera le transfert des fonds, y compris le produit des ventes, seront également fixés par accord.

11. Les biens, droits et intérêts existant en Italie à la date d'entrée en vigueur du présent Traité qui appartenaient à d'anciens ressortissants italiens, résidant dans les territoires cédés et qui sont devenus ressortissants d'un autre pays en vertu du présent Traité, seront respectés par l'Italie dans la même mesure que les biens, droits et intérêts des ressortissants des Nations Unies d'une façon générale.

Ces personnes seront autorisées à effectuer le transfert et la liquidation de leurs biens, droits et intérêts dans les conditions prévues au paragraphe 10 ci-dessus.

12. Les sociétés constituées conformément à la législation italienne et dont le siège social est situé dans le territoire cédé, qui désirent transférer leur siège social en Italie, devront également être traitées conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la présente annexe, à condition que plus de cinquante pour cent du capital de la société appartienne à des personnes résidant normalement en dehors du territoire cédé ou à des personnes qui, en vertu du présent Traité, optent pour la nationalité italienne et transfèrent leur domicile en Italie, à condition que la société exerce son activité en majeure partie hors du territoire cédé.

13. Les dettes des personnes résidant en Italie envers des personnes résidant dans le territoire cédé ou celles des personnes résidant dans le territoire cédé envers des personnes résidant en Italie ne seront pas affectées par la cession. L'Etat successeur et l'Italie s'engagent à faciliter le règlement de ces obligations. Aux fins du présent paragraphe, le terme ,,personnes'' s'applique aux personnes morales.

14. Les biens situés dans le territoire cédé appartenant à l'une quelconque des Nations Unies ou à ses ressortissants qui n'auraient pas encore été libérés du séquestre ou des mesures de contrôle auxquels ils ont été soumis par l'Italie, ni restitués à leurs propriétaires, seront restitués dans l'état où ils se trouvent actuellement.

15. Le Gouvernement italien reconnaît que l'accord de Brioni, en date du 10 août 1942, est nul et non avenu. Il s'engage à participer avec les autres signataires de l'accord de Rome, en date du 29 mai 1923, à toutes négociations ayant pour objet d'introduire dans ses dispositions des modifications nécessaires en vue d'assurer un règlement équitable des annuités qu'il prévoit.

16. L'Italie restituera les biens qui ont été illégalement enlevés des territoires cédés après le 3 septembre 1943 et transférés en Italie. Sauf disposition contraire de la présente annexe, l'exécution de cette obligation sera régie par les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 75.

17. L'Italie restituera à l'Etat successeur, dans les plus brefs délais possibles, tous navires détenus par l'Etat ou par des ressortissants italiens, qui, au 3 septembre 1943, appartenaient soit à des personnes physiques résidant sur le territoire cédé et qui acquièrent la nationalité de l'Etat successeur en vertu du présent Traité, soit à des personnes morales de nationalité italienne qui ont et conserveront leur siège social sur le territoire cédé, exception faite des navires qui ont fait l'objet d'une vente effectuée de bonne foi.

18. Les Etats successeurs et l'Italie concluront des accords répartissant d'une manière juste et équitable les biens de toute collectivité publique locale existante dont le territoire se trouve divisé par une frontière établie en vertu du présent Traité et assurant le maintien de ceux des services communaux nécessaires aux habitants qui ne sont pas expressément visés par d'autres dispositions du Traité.

Des accords analogues seront conclus pour répartir, d'une manière juste et équitable, le matériel roulant et autre matériel de chemin de fer, ainsi que l'outillage des bassins et des ports et les bateaux affectés à leur service; des accords règleront également toutes autres questions d'ordre économique en suspens qui ne sont pas visées par la présente annexe.

19. Les dispositions de la présente annexe ne seront pas applicables aux anciennes colonies italiennes. Les dispositions économiques et financières qui leur seront appliquées seront incluses dans les arrangements qui, aux termes de l'article 23 du présent traité, règleront le sort de ces territoires.

ANNEXE XV

Dispositions spéciales concernant certaines catégories de biens

A. *Propriété industrielle, littéraire et artistique.*

1. a. Un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité sera accordé aux Puissances Alliées et Associées et à leurs ressortissants sans paiement de droits de prorogation ou autres sanctions quelconques, en vue de leur permettre d'accomplir tous les actes nécessaires pour l'obtention ou la conservation en Italie des droits de propriété indus-

trielle, littéraire ou artistique, qui n'ont pu être accomplis par suite de l'existence de l'état de guerre.

b. Les Puissances Alliées et Associées ou leurs ressortissants, qui auront fait, sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, une demande, soit pour l'obtention d'un brevet ou l'enregistrement d'un modèle d'utilité au plus tôt douze mois avant l'ouverture des hostilités avec l'Italie ou au cours de celles-ci, soit pour l'enregistrement d'un dessin industriel, d'un modèle ou d'une marque de fabrique au plus tôt six mois avant l'ouverture des hostilités avec l'Italie ou au cours de celles-ci, auront le droit, pendant une période de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, de demander des droits correspondants en Italie, avec un droit de priorité fondé sur le dépôt antérieur de leur demande sur le territoire de cette Puissance Alliée ou Associée.

c. Il sera accordé à chacune des Puissances Alliées ou Associées et à ses ressortissants, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, un délai d'un an pendant lequel ils pourront engager des poursuites en Italie contre les personnes physiques ou morales auxquelles serait imputé un empiétement illégal sur leurs droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique entre la date de l'ouverture des hostilités et celle de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Il ne sera pas tenu compte de la période comprise entre l'ouverture des hostilités et l'expiration du dix-huitième mois qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans la détermination de la période pendant laquelle un brevet d'invention doit être exploité, ou pendant laquelle un modèle ou une marque de fabrique doit être utilisé.

3. Il ne sera pas tenu compte de la période comprise entre l'ouverture des hostilités et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans le calcul de la durée normale de validité des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique qui étaient en vigueur en Italie à l'ouverture des hostilités ou qui seront reconnus ou établis dans les conditions prévues à la partie A de la présente annexe, et qui appartiennent à l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses ressortissants. La durée normale de validité de ces droits sera, par conséquent, considérée comme automatiquement prolongée en Italie, d'une nouvelle période correspondant à celle qui aura été ainsi exclue du décompte.

4. Les dispositions précédentes concernant les droits en Italie des Puissances Alliées et Associées et de leurs ressortissonts, devront également s'appliquer aux droits de l'Italie et de ses ressortissants dans les territoires des Puissances Alliées et Associées. Toutefois, aucune de ces dispositions ne donnera à

l'Italie ou à ses ressortissants droit à un traitement plus favorable sur le territoire de l'une des Puissances Alliées ou Associées que celui qui est accordé, dans les mêmes cas, par cette Puissance à l'une quelconque des autres Nations Unies ou à ses ressortissants; l'Italie ne sera pas non plus tenue, en vertu de ces dispositions, d'accorder à l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses ressortissants, un traitement plus favorable que celui dont l'Italie ou ses ressortissants bénéficient sur le territoire de cette Puissance relativement aux matières auxquelles s'appliquent les précédentes dispositions.

5. Les tiers résidant sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées ou sur le territoire italien, qui, avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité, ont acquis de bonne foi des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique se trouvant en opposition avec des droits rétablis en vertu de la partie A de la présente annexe ou avec des droits obtenus grâce à la priorité qui leur est accordée en vertu des présentes dispositions, ou qui, de bonne foi, ont fabriqué, publié, reproduit, utilisé ou vendu l'objet de ces droits, seront autorisés à continuer d'exerces les droits qu'ils avaient acquis de bonne foi et à poursuivre ou reprendre la fabrication, la publication, la reproduction, l'utilisation ou la vente qu'ils avaient entreprises de bonne foi, sans s'exposer à des poursuites pour empiétement.

L'autorisation sera donnée en Italie, sous la forme d'une licence sans exclusivité qui sera accordée à des conditions à fixer par entente entre les parties intéressées, ou, à défaut d'entente, par la commission de conciliation constituée en vertu de l'article 83 du présent Traité. Toutefois, dans les territoires de chacune des Puissances Alliées ou Associées, les tiers de bonne foi bénéficieront de la protection qui est accordée, dans les cas analogues, aux tiers de bonne foi dont les droits sont en opposition avec ceux de ressortissants des autres Puissances Alliées et Associées.

6. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne devra être interprétée comme donnant à l'Italie ou à ses ressortissants sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, des droits à des brevets ou à des modèles d'utilité pour des inventions relatives à un article quelconque expressément désigné dans la définition du matériel de guerre figurant à l'annexe XIII du présent Traité, inventions qui ont été faites ou au sujet desquelles des demandes d'enregistrement ont été déposées par l'Italie ou par l'un de ses ressortissants, en Italie ou sur le territoire d'une autre Puissance de l'Axe ou sur un territoire occupé par les forces de l'Axe, pendant le temps où le territoire en question se trouvait sous le contrôle des forces ou des autorités des Puissances de l'Axe.

7. L'Italie accordera également le bénéfice des dispositions précédentes de la présente annexe aux Nations Unies, autres que les Puissances Alliées et Associées, dont les relations diplomatiques avec l'Italie ont été rompues pendant la guerre et qui s'engageront à accorder à l'Italie les avantages conférés à ce pays en vertu desdites dispositions.

8. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne doit s'entendre comme étant en contradiction avec les articles 78, 79 et 81 du présent Traité.

B. *Assurances.*

1. Exception faite des restrictions s'appliquant aux assureurs en général, il ne sera fait aucun obstacle à la reprise par les assureurs qui sont ressortissants des Nations Unies de leurs anciens portefeuilles.

2. Si un assureur, ressortissant d'une des Nations Unies, désire reprendre son activité professionnelle en Italie et s'il a valeur des dépôts de garantie ou des réserves exigées en Italie des entreprises d'assurances pour l'exercice de leur activité a diminué du fait de la perte ou de la dépréciation des titres qui les constituaient, le Gouvernement italien s'engage à accepter, pendant une période de dix-huit mois, ce qu'il reste de ces titres comme satisfaisant entièrement aux prescriptions légales concernant les dépôts et les réserves.

ANNEXE XVI

Contrats, prescription, effets de commerce

A. *Contrats.*

1. Sauf exceptions énoncées dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessous, tout contrat ayant nécessité pour son exécution des rapports entre des parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie D de la présente annexe, sera tenu pour résilié depuis le moment où l'une quelconque des parties est devenue un ennemi. Toutefois, cette résiliation s'entendra sans préjudice des dispositions de l'article 81 du présent Traité; elle ne relèvera pas non plus l'une quelconque des parties au contrat de l'obligation de reverser les sommes perçues à titre d'avances ou d'acomptes et pour lesquelles la partie intéressée n'a pas fourni de contre-partie.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les stipulations de tout contrat qui pourront être dissociées et dont l'exécution ne nécessitait pas de rapports entre les parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie D de la présente annexe, ne seront pas résiliées et demeureront en vigueur sans

préjudice des droits énoncés à l'article 79 du présent Traité. Si les stipulations d'un contrat ne peuvent pas être ainsi dissociées, le contrat sera tenu comme étant intégralement résilié. Les dispositions qui précèdent s'entendent sous réserve de l'application des lois, ordonnances et règlements nationaux édictés par telle des Puissances Alliées ou Associées de la juridiction de laquelle relève le contrat ou l'une quelconque des parties au contrat, et sous réserve des stipulations du contrat.

3. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne sera considérée comme annulant les transactions légalement effectuées conformément à un contrat passé entre ennemis, si ces transactions ont été exécutées avec l'autorisation du Gouvernement d'une des Puissances Alliées ou Associées.

4. Nonobstant les dispositions qui précèdent, les contrats d'assurance et de réassurance feront l'objet de conventions distinctes entre le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée et le Gouvernement italien.

B. —*Prescription.*

1. Tous les délais de prescription ou de limitation du droit d'engager ou de poursuivre une action judicidaire ou du droit de prendre des mesures conservatoires dans les rapports juridiques intéressant des personnes ou des biens, mettant en cause des ressortissants des Nations Unies et des ressortissants italiens qui, en raison de l'état de guerre, n'ont pas pu engager ou poursuivre une action judiciaire, ou accomplir les formalités nécessaires pour sauvegarder leurs droits, que ces délais aient commencé à courir avant ou après l'ouverture des hostilités, seront considérés comme ayant été suspendus pendant la durée de la guerre sur le territoire italien d'une part, et sur le territoire de celles Nations Unies qui, conformément au principe de la réciprocité, accordent à l'Italie le bénéfice des dispositions du présent paragraphe, d'autre part. Ces délais commenceront à courir dès la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Les dispositions du présent paragraphe s'appliqueront aux délais fixés pour le dépôt des coupons d'intérêts ou de dividendes ou pour le dépôt, en vue du remboursement, des valeurs sorties au tirage ou remboursables pour tout autre motif.

2. Lorsqu'en raison de l'inexécution d'un acte ou de l'omission d'une formalité quelconque pendant la guerre, des mesures d'exécution ont été prises sur le territoire italien au préjudice d'un ressortissant d'une Nation Unie, le Gouvernement italien rétablira les droits lésés. Si le rétablissement de ces droits est impossible ou devait être inéquitable, le Gouvernement italien fera le nécessaire pour que l'intéressé reçoive telle compensation qui en l'occurence paraîtra juste et équitable.

C. *Effets de commerce.*

1. Dans les relations entre ennemis, aucun effet de commerce souscrit avant la guerre ne sera considéré comme n'étant plus valable pour la seule raison qu'il n'a pas été présenté à l'acceptation ou à l'encaissement dans les délais prescrits, ou que le tireur ou l'endosseur n'a pas été advisé dans ces délais que l'effet en question n'a pas été accepté ou payé, ou qu'il n'a pas été protesté dans lesdits délais, ou qu'une formalité quelconque a été omise pendant la guerre.

2. Si le délai au cours duquel un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou à l'encaissement, ou dans lequel un avis de non-acceptation ou de non-paiement aurait dû être donné au tireur ou à l'endosseur, ou durant lequel l'effet aurait dû être protesté, est arrivé à expiration pendant la guerre, et si la partie qui aurait dû présenter ou protester l'effet ou aviser défaut d'acceptation ou du défaut de paiement a omis de le faire pendant la guerre, il sera accordé un délai de trois mois au moins, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, pendant lequel il sera possible de présenter ou de protester ledit effet ou de donner avis de son d'acceptation ou de son défaut de paiement.

3. Si une personne s'est obligée, soit avant, soit pendant la guerre, au paiement d'un effet de commerce, à la suite d'un engagement pris envers elle, par une autre personne devenue ultérieurement ennemie, celle-ci reste tenue, malgré l'ouverture des hostilités, de garantir la première des conséquences de son obligation.

D. *Dispositions spéciales.*

1. Aux fins de la présente annexe, les personnes physiques ou morales seront considérées comme étant devenues ennemies à partir de la date où tout commerce entre elles est devenu illégal, aux termes des lois, ordonnances ou règlements auxquels ces personnes ou le contrat étaient soumis.

2. Etant donné le système juridique des Etats-Unis d'Amérique, les dispositions de cette annexe ne s'appliqueront pas aux relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie.

ANNEXE XVII

Tribunaux de prises et Jugements

A. *Tribunaux de prises.*

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées se réserve le droit d'examiner, conformément à une procédure qu'elle

fixera, toutes décisions et ordonnances des Tribunaux de prises italiens rendues à la suite de procès mettant en cause les droits de propriété de ses ressortissants et de recommander au Gouvernement italien de faire procéder à la révision de celles de ces décisions ou ordonnances qui pourraient n'être pas conformes au droit international.

2. Le Gouvernement italien s'engage à communiquer copie de tous les documents et pièces de ces procès, y compris les décisions prises et les ordonnances rendues, à accepter toutes recommandations formulées à la suite de l'examen de ces procès et à donner effet à ces recommandations.

B. *Jugements.*

Le Gouvernement italien prendra les mesures nécessaires pour permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, à tout moment dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, d'intenter devant les autorités italiennes compétentes une action en révision de tout jugement rendu par un tribunal italien entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans tout procés dans lequel le ressortissant d'une des Nations Unies n'a pas été à même d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement italien prendra les mesures nécessaires pour que, lorsqu'un ressortissant d'une des Nations Unies a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature, ce ressortissant soit rétabli dans la situation où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable. L'expression ,,ressortissants des Nations Unies'' comprend les sociétés ou associations organisées ou constituées conformément à la législation de l'une quelconque des Nations Unies.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures et leurs cachets au bas du présent Traité.

Fait à Paris, le dix février mil neuf cent quarante-sept, en langues française, anglaise, russe et italienne.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:

V. MOLOTOV,
A. BOGOMOLOV.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ERNEST BEVIN,
DUFF COOPER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique.

JAMES F. BYRNES,
JEFFERSON CAFFERY.

Pour la Chine:

T. TAI.

Pour la France: —

G. BIDAULT,
F. BILLOUX,
MARIUS MOUTET.

Pour l'Australie:

JOH. A. BEASLEY.

Pour la Belgique:

P. H. SPAAK,
J. GUILLAUME.

Pour la République Soviétique de Bielorusse:

K. KISSELEY.

Pour le Brésil:

F. DE CASTELLO-BRANCO CLARK.

Pour le Canada:

GEORGE P. VANIER.

Pour la Tchécoslovaquie:

JAN MASARYK,
V. CLEMENTIS.

Pour l'Ethiopie:

EPHREM T. MEDHEN,
TESFAE TEGUEGNE,
A. Z. HEYWOT.

Pour la Grèce:

LEON V. MELAS,
R. RAPHAEL.

Pour l'Inde:

S. E. RUNGANADHAN.

Pour les Pays-Bas:

A. W. L. TJARDA VAN STARKENBORGH.

Pour la Nouvelle Zélande:

W. J. JORDAN.

Pour la Pologne:

Z. MODSELEWSKI.

Pour la République Soviétique Socialiste d'Ukraine:

I. SENIN.

Pour l'Union Sud-Africaine:

W. G. PARMINTER.

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie:

STANOJE S. SIMIC,
RODOLJUB COLAKOVIC,
Dr. PAVLE GREGORIC.

Pour l'Italie:

ANTONIO MELI LUPI DI SORAGNA.

VERTALING.

De Verenigde Staten van Amerika, China, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Unie van Socialistische Sowjet-Republieken, Australië, België, de Wit-Russische Socialistische Sowjet-Republiek, Brazilië, Canada, Ethiopië, Griekenland, India, Nieuw-Zeeland, Nederland, Polen, Tsjechoslowakije, de Socialistische Sowjet Republiek Oekraïne, de Unie van Zuid-Afrika, de Federatieve Volksrepubliek Zuidslavië, hieronder aangeduid als ,,de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden'', enerzijds en Italië anderzijds;

Overwegende, dat Italië, onder het fascistische regime, partij is geworden bij het driemogendhedenverdrag met Duitsland en Japan, dat het een aanvalsoorlog heeft ontketend en dientengevolge de oorlogstoestand in het leven heeft geroepen met alle Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en met andere Verenigde Naties, en dat het zijn deel draagt in de verantwoordelijkheid voor de oorlog;

Overwegende, dat tengevolge van de overwinningen der Geallieerde strijdkrachten en met bijstand van de democratische elementen uit het Italiaanse volk, het fascistische regime in Italië op 25 Juli 1943 omvergeworpen is, en dat Italië, nadat het onvoorwaardelijk gecapituleerd had, op 3 en 29 September van hetzelfde jaar wapenstilstandsvoorwaarden heeft ondertekend;

Overwegende, dat na voornoemde wapenstilstand Italiaanse strijdkrachten, zowel van de Regering als van het verzet, een werkzaam aandeel hebben genomen in de oorlog tegen Duitsland, en Italië op 13 October 1943 aan Duitsland de oorlog heeft verklaard en aldus mede-oorlogvoerende is geworden in de oorlog tegen Duitsland;

Overwegende, dat de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Italië een vredesverdrag wensen te sluiten, dat in overeenstemming met de beginselen van het recht kwesties zal regelen, die nog hangende zijn tengevolge van de hierboven vermelde feiten en de basis zal vormen van onderlinge vriendschappelijke betrekkingen, aldus de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden in staat stellende het verzoek van Italië te ondersteunen om lid te worden van de Verenigde Naties en tevens toe te treden tot ieder verdrag, dat gesloten is onder de auspiciën van de Verenigde Naties;

Zijn mitsdien overeengekomen de oorlogstoestand voor geëindigd te verklaren en met dit doel het onderhavige Vredesverdrag te sluiten, en hebben derhalve de Ondergetekende Gevolmachtigden aangewezen, die, na overlegging van hun volmachten, in juiste en behoorlijke vorm bevonden, de volgende voorwaarden hebben aangenomen:

DEEL I

TERRITORIALE BEPALINGEN

PARAGRAAF I. GRENZEN

Artikel 1.

Behoudens de wijzigingen, vervat in de artikelen 2, 3, 4, 11 en 22, blijven de grenzen van Italië zoals die waren op 1 Januari 1938. Het verloop van deze grenzen is aangegeven op de kaarten, gevoegd bij dit Verdrag (bijlage I). In geval van afwijking tussen de beschrijvende tekst en de kaarten, is de tekst beslissend.

Artikel 2.

De op 1 Januari 1938 bestaande grens tussen Italië en Frankrijk wordt gewijzigd als volgt:

1. *Kleine St. Bernard Pas.*

De nieuwe grens volgt de waterscheiding, afwijkende van de bestaande grens op een punt ongeveer 2 km ten Noord-Westen van het Hospitium, kruist de weg ongeveer 1 km ten Noord-Oosten van het Hospitium en verenigt zich ongeveer 2 km ten Zuid-Oosten van het Hospitium met de bestaande grens.

2. *Mont Cenis Plateau.*

De nieuwe grenslijn verlaat de bestaande grens ongeveer 3 km ten Noord-Westen van de Rochemelon bergtop, kruist de weg ongeveer 4 km ten Zuid-Oosten van het Hospitium en verenigt zich ongeveer 4 km ten Noord-Oosten van de Mont d'Ambin met de bestaande grens.

3. *Mont Thabor-Chaberton.*

a. In het Mont Thabor gebied verlaat de nieuwe grenslijn de bestaande grens ongeveer 5 km ten Oosten van Mont Thabor, loopt dan in Zuid-Oostelijke richting om zich ongeveer 3 km ten Westen van de Pointe de Charra met de bestaande grens te verenigen.

b. In het Chaberton gebied verlaat de grenslijn de bestaande grens ongeveer 3 km ten Noord-Noordwesten van Chaberton, trekt hier Oostelijk omheen, kruist vervolgens de weg op onge-

veer 1 km van de bestaande grens, waarbij zij zich weder aansluit op een punt ongeveer 2 km ten Zuid-Oosten van het dorp Montgenèvre.

4. *Boven-dalen van de Tinée, de Vésube en de Roya.*

De bestaande grens bij Colla Langa verlatend, volgt de nieuwe grens de waterscheiding langs de Mont Clapier, Col de Tenda, de Mont Marguareis, vanwaar zij naar het Zuiden afbuigt langs de Mont Saccarello, de Mont Vacchi, de Mont Pietravecchia, de Mont Lega tot aan een punt ongeveer 100 m van de bestaande grens bij Colla Pegairolle, ongeveer 5 km ten Noord-Oosten van Breil; vervolgens loopt zij in Zuid-Westelijke richting en verenigt zich ongeveer 100 m ten Zuid-Westen van de Mont Mergo met de bestaande grens.

5. De gedetailleerde beschrijving van deze grensgedeelten, waarop de wijzigingen, vervat in lid 1, 2, 3 en 4 van dit artikel, van toepassing zijn, is neergelegd in bijlage II van dit Verdrag, en de kaarten, waarop deze beschrijving betrekking heeft, maken deel uit van bijlage I.

Artikel 3.

De grens tussen Italië en Zuidslavië wordt vastgesteld als volgt:

1. De nieuwe grens volgt een lijn, die begint bij het punt, waar de op 1 Januari 1938 bestaande grenzen van Oostenrijk, Italië en Zuidslavië samenkomen en in Zuidelijke richting loopt langs de Zuidslavisch-Italiaanse grens van 1938 tot aan het punt, waar die grens zich verenigt met de bestuursgrens tussen de Italiaanse provincies Friuli (Udine) en Gorizia;

2. Van dit punt valt de grenslijn samen met voornoemde provinciale grens tot een punt ongeveer 0,5 km ten Noorden van het dorp Mernico in de Iudrio vallei;

3. Van dit punt op de grens tussen de Italiaanse provincies Friuli en Gorizia loopt de lijn in Oostelijke richting tot een punt op ongeveer 0,5 km ten Westen van het dorp Vercoglia di Cosbana en vervolgens in Zuidelijke richting tussen het Quarnizzo dal en het Cosbana dal tot een punt op ongeveer 1 km ten Zuid-Westen van het dorp Fleana, nadat de grenslijn een zodanige bocht heeft gemaakt, dat zij de Recca kruist op een punt ongeveer 1,5 km ten Oosten van de Iudrio, waarbij zij de weg van Cosbana via Nebola naar Castel Dobra Oostelijk laat liggen;

4. De grens zet zich dan voort naar het Zuid-Oosten onmiddellijk ten Zuiden van de weg tussen de punten 111 en 172, vervolgens langs de punten 57 en 122 ten Zuiden van de weg van Vipulzano naar Uclanzi om ongeveer 100 m ten Oosten

van punt 122 die weg te kruisen en naar het Noorden om te buigen in de richting van een punt op 350 m ten Zuid-Oosten van punt 266 gelegen;

5. Ongeveer 0,5 km ten Noorden van het dorp San Floriano lopend, zet de grens zich voort in Oostelijke richting tot Mont Sabotino (punt 610) en laat het dorp Poggio San Valentino Noordelijk liggen;

6. Van Mont Sabotino loopt de grens in Zuidelijke richting, kruist de Isonzo (Soca) bij de stad Salcano, die op Zuidslavisch gebied blijft, vanwaar zij vlak langs de Westzijde van de spoorweg van Canale d'Isonzo naar Montespino loopt tot een punt ongeveer 750 m ten Zuiden van de weg van Gorizia naar Aisovizza gelegen;

7. Van de spoorweg buigt de grens naar het Zuid-Westen, laat de stad San Pietro op Zuidslavisch gebied en het Hospitium en de daaraan grenzende weg op Italiaans grondgebied liggen en kruist op ongeveer 700 m van het station Gorizia S. Marco de spoorweglijn, die bovengenoemde spoorweg met die van Sagrado naar Cormons verbindt; zij loopt vervolgens langs het kerkhof te Gorizia, hetwelk op Italiaans gebied blijft, loopt tussen de grote weg No. 55 van Gorizia naar Triëst, welke weg Italiaans blijft, en het kruispunt bij punt 54, terwijl de steden Vertoiba en Merna op Zuidslavisch gebied blijven en bereikt een punt ongeveer bij punt 49 gelegen;

8. Van hier gaat de grens in Zuidelijke richting over het Karstplateau ongeveer 1 km ten Oosten van de grote weg No. 55 en laat het dorp Opacchiasella Oostelijk en het dorp Iamiano Westelijk liggen;

9. Van een ongeveer 1 km ten Oosten van Iamiano gelegen punt volgt de nieuwe lijn de grens tussen de provincies Gorizia en Triëst tot aan een punt ongeveer 2 km ten Noord-Oosten van het dorp San Giovanni en ongeveer 0,5 km ten Noord-Westen van punt 208, waar de grenzen van Zuidslavië, Italië en het Vrije Gebied van Triëst samenkomen.

De kaart, waarop deze beschrijving betrekking heeft, maakt deel uit van bijlage I.

Artikel 4.

De grens tussen Italië en het Vrije Gebied van Triëst wordt vastgesteld als volgt:

1. Zij begint bij een punt, gelegen aan de grens tussen de provincies Gorizia en Triëst, ongeveer 2 km ten Noord-Oosten van het dorp San Giovanni en ongeveer 0,5 km ten Noord-Westen van punt 208, waar de grenzen van Zuidslavië, Italië en het Vrije Gebied van Triëst samenkomen; zij loopt dan in Zuid-Westelijke richting tot een punt aan de grote weg No. 14

en ongeveer 1 km ten Noord-Oosten van de plaats, waar de grote wegen No. 55 en No. 14 samenkomen, welke wegen onderscheidenlijk van Gorizia en Monfalcone naar Triëst lopen;

2. De grens gaat dan in Zuidelijke richting tot een punt in de Golf van Panzano, op gelijke afstand van Punta Sdobba aan de mond van de Isonzo (Soca) en van Castello Vecchio in Duino, ongeveer 3,3 km ten Zuiden van het punt, waar zij de kust verlaat, dat ongeveer 2 km ten Noord-Westen van de stad Duino gelegen is;

3. Van hier naar de volle zee lopend, volgt de grens een lijn, getrokken op gelijke afstand van de Italiaanse kust en die van het Vrije Gebied van Triëst.

De kaart, waarop deze beschrijving betrekking heeft, maakt deel uit van bijlage I.

Artikel 5.

1. Het juiste beloop van de in de artikelen 2, 3, 4 en 22 van dit Verdrag bepaalde nieuwe grenzen zal ter plaatse definitief worden vastgesteld door Grens-Commissies, samengesteld uit vertegenwoordigers der twee betrokken Regeringen.

2. Deze Commissies zullen, onmiddellijk na het van kracht worden van dit Verdrag, hun werkzaamheden beginnen en deze zo spoedig mogelijk, in ieder geval binnen een tijdsverloop van zes maanden, voltooien.

3. Alle aangelegenheden, waaromtrent deze Commissies het niet eens kunnen worden, zullen worden voorgelegd aan de Ambassadeurs te Rome van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie, die, overeenkomstig de procedure in artikel 86 bepaald, op een wijze te hunner keuze een definitieve regeling zullen treffen, zo nodig door het benoemen van een onpartijdige derde Commissaris.

4. De kosten van de Grenscommissies worden gelijkelijk door de twee betrokken Regeringen gedragen.

5. Voor de definitieve vaststelling ter plaatse van de in de artikelen 3, 4 en 22 bepaalde grenzen zijn de Commissarissen gemachtigd 0,5 km af te wijken van de in dit Verdrag aangewezen lijn, teneinde de grens aan plaatselijke geographische en economische toestanden aan te passen, op voorwaarde evenwel, dat geen dorp of stad van meer dan 500 inwoners, noch een belangrijke spoorweg of grote weg, noch een voorname bron van water- of electriciteitsvoorziening geplaatst wordt onder een ander gezag dan dat, hetwelk het gevolg is van de in dit Verdrag bepaalde grensregelingen.

PARAGRAAF II. FRANKRIJK (Bijzondere bepalingen)

Artikel 6.

Het vroegere Italiaanse gebied, gelegen aan de Franse zijde van de Frans-Italiaanse grens, zoals deze wordt omschreven in artikel 2, wordt door Italië afgestaan aan Frankrijk, dat hierover de volledige souvereiniteit verkrijgt.

Artikel 7.

Door de Italiaanse Regering worden aan de Franse Regering overgedragen alle historische zowel als bestuurs-archieven, welke, daterend uit de tijd vóór 1860, betrekking hebben op het gebied, hetwelk bij het Verdrag van 24 Maart 1860 en de Conventie van 23 Augustus 1860 aan Frankrijk werden afgestaan.

Artikel 8.

1. De Italiaanse Regering zal aan de Franse Regering haar medewerking verlenen tot de eventuele totstandkoming van een spoorwegverbinding tussen Briançon en Modane, via Bardonnèche.

2. De Italiaanse Regering zal, vrij van douanerechten, zonder visitatie, paspoortencontrôle of enige andere formaliteit, het spoorwegvervoer in beide richtingen toestaan van passagiers en goederen welke, om van het ene punt in Frankrijk naar het andere te gaan, op Italiaans gebied van deze verbindingslijn gebruik maken; zij zal de nodige maatregelen treffen om het passeren van de Franse treinen, welke van die verbindingslijn gebruik maken, op de voornoemde voorwaarden van vrijdom en zonder ongemotiveerde vertraging te verzekeren.

3. De beide Regeringen zullen te gelegener tijd de nodige overeenkomsten treffen.

Artikel 9.

1. *Plateau van de Mont Cenis.*

Ten einde Italië inzake de hydro-electrische energie- en watervoorziening uit het meer van de Mont Cenis dezelfde faciliteiten te verschaffen, als waarover het beschikte vóór de afstand van deze streek aan Frankrijk, zal Italië van Frankrijk door middel van een bilateraal verdrag de technische garanties ontvangen, welke in bijlage III zijn aangegeven.

2. *De streek Tenda—Briga.*

Om te voorkomen, dat Italië een verminderde levering van electrische energie verkrijgt, vergeleken bij die, welke voort-

kwam uit bronnen in de streek Tenda—Briga vóór de afstand van deze streek aan Frankrijk, zal Italië van Frankrijk door middel van een bilateraal verdrag de technische garanties ontvangen, welke in bijlage III zijn aangegeven.

PARAGRAAF III. OOSTENRIJK (Bijzondere bepalingen)

Artikel 10.

1. Italië zal met Oostenrijk regelingen treffen om het vrije passagiers- en goederenverkeer tussen Noord- en Oost-Tirol te verzekeren, of zal bestaande regelingen op dit gebied bevestigen.

2. De Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden hebben nota genomen van de regelingen (waarvan de tekst in bijlage IV is vervat), waarover de Oostenrijkse en Italiaanse Regeringen op 5 September 1946 overeenstemming hebben verkregen.

PARAGRAAF IV. FEDERATIEVE VOLKSREPUBLIEK ZUIDSLAVIË (Bijzondere bepalingen)

Artikel 11.

1. Italië staat af aan Zuidslavië in volle souvereiniteit het gebied, gelegen tussen de in de artikelen 3 en 22 omschreven nieuwe grenzen van Zuidslavië en de op 1 Januari 1938 bestaande Italiaans-Zuidslavische grens, alsmede de gemeente Zara en alle eilanden en naburige eilandjes in de hieronder omschreven gebieden.

a. Het gebied begrensd:

in het Noorden door de breedte-cirkel 42° 50′ noorderbreedte;

in het Zuiden door de breedte-cirkel 42° 42′ noorderbreedte;

in het Oosten door de meridiaan 17° 10′ oosterlengte;

in het Westen door de meridiaan 16° 25′ oosterlengte.

b. Het gebied begrensd:

in het Noorden door een lijn, die loopt door Porto del Quieto op gelijke afstand van de kustlijn van het Vrije Gebied van Triëst en van Zuidslavië en vandaar naar het punt 45° 15′ noorderbreedte 13° 24′ oosterlengte;

in het Zuiden door de breedte-cirkel 44° 23′ noorderbreedte;

in het Westen door een lijn, die de volgende punten verbindt:

(1) 45° 15′ noorderbreedte — 13° 24′ oosterlengte;

(2) 44° 51′ noorderbreedte — 13° 37′ oosterlengte;
(3) 44° 23′ noorderbreedte — 14° 18′ 30″ oosterlengte;
in het Oosten door de westkust van Istrië, de eilanden en het vaste land van Zuidslavië.

Een kaart van deze gebieden maakt deel uit van bijlage I.

2. Italië staat af aan Zuidslavië in volle souvereiniteit het eiland Pelagosa met de omliggende eilandjes. Het eiland Pelagosa zal gedemilitariseerd blijven.

Italiaanse vissers zullen op Pelagosa en in de naburige wateren dezelfde rechten genieten als die, welke de Zuidslavische vissers genoten vóór 6 April 1941.

Artikel 12.

1. Italië zal aan Zuidslavië teruggeven alle voorwerpen van artistieke, historische, wetenschappelijke, opvoedkundige of godsdienstige aard (met inbegrip van alle akten, handschriften, documenten en bibliografisch materiaal), alsmede bestuursarchieven (dossiers, registers, plannen en documenten van welke aard ook), welke tussen 4 November 1918 en 2 Maart 1924 als gevolg van de Italiaanse bezetting werden weggevoerd uit de gebieden, welke door de op 12 November 1920 te Rapallo en 27 Januari 1924 te Rome getekende Verdragen aan Zuidslavië werden afgestaan. Italië zal eveneens alle voorwerpen teruggeven, vallende onder voornoemde categorieën, welke uit die gebieden werden verwijderd door de Italiaanse Wapenstilstandscommissie, die na de Eerste Wereldoorlog in Wenen zetelde.

2. Italië zal aan Zuidslavië teruggeven alle voorwerpen, welke onder de in lid 1 van dit artikel genoemde categorieën vallen, juridisch als publiek eigendom zijn te beschouwen en na 4 November 1918 zijn weggevoerd uit het gebied, dat krachtens dit Verdrag aan Zuidslavië is afgestaan, alsmede de voorwerpen, betrekking hebbende op voornoemd gebied, welke Italië van Oostenrijk of Hongarije verkreeg bij de Vredesverdragen, 10 September 1919 te St. Germain en 4 Juni 1920 te Trianon getekend en krachtens de Conventie tussen Oostenrijk en Italië, die op 4 Mei 1920 te Wenen getekend werd.

3. Mocht Italië in bijzondere gevallen niet in staat zijn de in lid 1 en 2 van dit artikel omschreven voorwerpen aan Zuidslavië terug te geven, dan zal het aan Zuidslavië voorwerpen van dezelfde aard en van ongeveer dezelfde waarde leveren, voor zover zulke voorwerpen in Italië verkrijgbaar zijn.

Artikel 13.

De watervoorziening van de gemeente Gorizia en omgeving wordt geregeld in overeenstemming met de bepalingen vervat in bijlage V.

PARAGRAAF V. GRIEKENLAND (Bijzondere bepalingen)

Artikel 14.

1. Italië staat de volgende eilanden van de Dodekanesos in volle souvereiniteit aan Griekenland af, te weten:

Astropalia, Rhodos, Kharki, Scarpanto, Casso, Tilos, Nisuros, Kalymnos, Leros, Patmos, Lipso, Symi, Kos en Castellorizo, alsmede de omliggende eilandjes.

2. Deze eilanden worden en blijven gedemilitariseerd.

3. De procedure en technische voorwaarden betreffende de overdracht van deze eilanden aan Griekenland zullen worden bepaald bij overeenkomst tussen de Regeringen van het Verenigd Koninkrijk en Griekenland, terwijl een regeling zal worden getroffen, welke voorziet in het terugtrekken van vreemde troepen binnen 90 dagen na het van kracht worden van dit Verdrag.

DEEL II

POLITIEKE BEPALINGEN.

PARAGRAAF I. ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 15.

Italië zal alle nodige maatregelen treffen om aan alle aan het Italiaanse Gezag onderworpen personen, ongeacht hun ras, geslacht, taal of godsdienst het genot te verzekeren van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, met inbegrip van de vrijheid van meningsuiting, van drukpers en publicatie, van godsdienst, van politieke overtuiging en van vereniging.

Artikel 16.

Italië zal zich er van onthouden Italiaanse burgers met inbegrip van leden der Italiaanse strijdkrachten te vervolgen of te molesteren alleen op grond van het feit, dat zij gedurende het tijdvak van 10 Juni 1940 tot aan de inwerkingtreding van dit Verdrag hun sympathie hebben betuigd met, of handelingen hebben verricht ter ondersteuning van, de zaak der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden.

Artikel 17.

Italië, dat overeenkomstig artikel 30 van de Wapenstilstandsovereenkomst maatregelen heeft genomen om de fascistische organisaties in Italië te ontbinden, verbindt zich de wederoprichting van dergelijke politieke, militaire of semi-militaire organisaties, welke ten doel hebben het volk zijn democratische rechten te ontnemen, op Italiaans gebied niet toe te laten.

Artikel 18.

Italië verbindt zich de volle waarde te erkennen van de Vredesverdragen met Roemenië, Bulgarije, Hongarije en Finland, alsmede van andere overeenkomsten of regelingen, welke door de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden ten opzichte van Duitsland, Japan en Oostenrijk zijn aangegaan of zullen worden aangegaan voor het herstel van de vrede.

PARAGRAAF II. NATIONALITEIT (Burgerlijke en staatkundige rechten)

Artikel 19.

1. Italiaanse burgers, die op 10 Juni 1940 hun woonplaats hadden in een gebied, hetwelk krachtens dit Verdrag door Italië aan een andere Staat is afgestaan, alsmede hun kinderen, die na die datum geboren zijn, worden, behoudens hetgeen in het volgend lid bepaald is, burgers van de Staat, waaraan het gebied is overgegaan, met het volle genot van de burgerlijke en staatkundige rechten van die Staat, overeenkomstig de wetgeving, die binnen drie maanden na het van kracht worden van dit Verdrag door die Staat te dien einde zal worden afgekondigd. Nadat zij burgers van die Staat zijn geworden, verliezen zij hun Italiaanse nationaliteit.

2. De Regering van de Staat, waaraan het gebied is overgegaan, zal binnen drie maanden na het van kracht worden van dit Verdrag de nodige wettelijke maatregelen nemen, ten einde alle in het eerste lid genoemde personen boven de leeftijd van achttien jaar (of gehuwde personen, die al of niet die leeftijd bereikt hebben), wier gewone spreektaal Italiaans is, het recht toe te kennen binnen de tijd van een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag de Italiaanse nationaliteit te kiezen. Een ieder, die aldus gekozen heeft, zal de Italiaanse nationaliteit behouden en niet beschouwd worden de nationaliteit te hebben verworven van de Staat, waaraan het gebied is overgegaan. De keuze van de man houdt niet in de keuze van de echtgenote. De keuze van alle ongehuwde kinderen beneden de leeftijd van achttien jaar wordt automatisch bepaald door de keuze van de vader of, indien de vader overleden is, door die van de moeder.

3. De Staat, waaraan het gebied is overgegaan, kan eisen, dat zij, die van het recht van keuze gebruik maken, zich binnen een jaar na de dag, waarop zij deze keuze hebben gedaan, in Italië vestigen.

4. De Staat, waaraan het gebied is overgegaan, zal overeenkomstig zijn fundamentele wetten aan alle binnen dit gebied verblijvende personen, ongeacht hun ras, geslacht, taal of godsdienst, het genot verzekeren van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, met inbegrip van de vrijheid van meningsuiting, van drukpers en publicatie, van godsdienst, van politieke overtuiging en van vereniging.

Artikel 20.

1. Binnen de tijd van een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag kunnen Italiaanse burgers boven de leeftijd van achttien jaar (of gehuwde personen, die al of niet van die leeftijd zijn), van wie een der Zuidslavische talen (Servisch, Kroatisch of Sloweens) de gewone spreektaal is en die hun woonplaats op Italiaans grondgebied hebben, na indiening van een verzoek bij de Zuidslavische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger in Italië, de Zuidslavische nationaliteit verkrijgen, wanneer de Zuidslavische autoriteiten hun verzoek inwilligen.

2. In die gevallen zal de Zuidslavische Regering langs diplomatieke weg aan de Italiaanse Regering de lijsten doen toekomen van de personen, die op die wijze de Zuidslavische nationaliteit hebben verworven. Op de dag, waarop deze lijsten officieel worden medegedeeld, verliezen de daarop genoemde personen hun Italiaanse nationaliteit.

3. De Italiaanse Regering kan eisen, dat die personen zich binnen één jaar na de dag, waarop voornoemde lijst officieel is medegedeeld, in Zuidslavië vestigen.

4. De regeling in lid 2 van artikel 19, betreffende de gevolgen, welke de nationaliteitskeuze voor echtgenoten en kinderen heeft, is eveneens van toepassing op de in dit artikel bedoelde personen.

5. De bepalingen, vervat in lid 10 van bijlage XIV van dit Verdrag met betrekking tot de overdracht van de bezittingen van personen, die de Italiaanse nationaliteit hebben gekozen, zijn eveneens van toepassing op de overdracht van bezittingen van personen, die ingevolge de bepalingen van dit artikel de Zuidslavische nationaliteit kiezen.

PARAGRAAF III. HET VRIJE GEBIED VAN TRIËST

Artikel 21.

1. Ingevolge dit artikel wordt ingesteld het Vrije Gebied van Triëst, gevormd door het gebied tussen de Adriatische Zee en de grenzen, die in de artikelen 4 en 22 van dit Verdrag omschreven zijn. Het Vrije Gebied van Triëst wordt erkend door de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden, alsmede door Italië, welke overeenkomen, dat de onaantastbaarheid en onafhankelijkheid van dit gebied door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties gewaarborgd zullen worden.

2. De Italiaanse souvereiniteit over het gebied, dat het in lid 1 van dit artikel omschreven Vrije Gebied van Triëst vormt, zal bij het van kracht worden van dit Verdrag ophouden te bestaan.

3. Na de beëindiging van de Italiaanse souvereiniteit over het betrokken gebied, zal het Vrije Gebied van Triëst bestuurd worden volgens de bepalingen van een Regeling voor het voorlopige bewind, vastgesteld door de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken en goedgekeurd door de Veiligheidsraad. Die Regeling blijft van kracht tot de datum, welke de Veiligheidsraad zal bepalen voor de in werking treding van het Permanente Statuut, dat door de Veiligheidsraad zal moeten worden goedgekeurd. Vanaf die datum zullen voor het Vrije Gebied de bepalingen van dit Permanente Statuut gelden. De tekst van het Permanente Statuut, zowel als van de Regeling voor het voorlopig bewind, zijn opgenomen in bijlage VI en VII.

4. Het Vrije Gebied van Triëst wordt niet beschouwd als afgestaan gebied in de zin van artikel 19 en van bijlage XIV van dit Verdrag.

5. Italië en Zuidslavië verbinden zich aan het Vrije Gebied van Triëst de in bijlage IX omschreven garanties te geven.

Artikel 22.

De grens tussen Zuidslavië en het Vrije Gebied van Triëst wordt vastgesteld als volgt:

1. De nieuwe grenslijn begint bij een punt aan de grens tussen de provincies Gorizia en Triëst, ongeveer 2 km ten Noord-Oosten van het dorp San Giovanni en ongeveer 0,5 km ten Noord-Westen van punt 208, waar de grenzen van Zuidslavië, Italië en het Vrije Gebied van Triëst samen komen, en volgt de provinciale grens tot de Mont Lanaro (punt 546) en van hier in Zuid-Oostelijke richting tot de Mont Cocusso (punt 672), via punt 461, Meducia (punt 475), Monte dei Pini (punt 476) en punt 407, vervolgens kruist zij de grote weg No. 58 van Triëst

naar Sesana op ongeveer 3,3 km ten Zuid-Westen van deze laatste stad, terwijl zij de dorpen Vogliano en Orle Oostelijk en het dorp Zolla ongeveer 0,4 km Westelijk laat liggen.

2. Van de Mont Cocusso loopt de lijn dóór in Zuid-Oostelijke richting, terwijl zij het dorp Grozzana in het Westen laat liggen, tot aan de Mont Goli (punt 621), loopt dan in Zuid-Westelijke richting, kruist bij punt 455 de weg van Triëst naar Cosina en bij punt 485 de spoorweg, loopt langs de punten 416 en 326, laat de dorpen Beca en Castel op Zuidslavisch gebied liggen en kruist op ongeveer 100 m ten Zuid-Oosten van Opso de weg van Opso naar Gabrovizza d'Istria; vervolgens kruist zij de rivier de Risana en de weg van Villa Decani naar Risano op een punt ongeveer 350 m ten Westen van laatstgenoemd dorp, terwijl zij het dorp Rosario en de weg van Risano naar San Sergio op Zuidslavisch gebied laat; van hier loopt de lijn langs de punten 285 en 354 tot het kruispunt op ongeveer 1 km ten Noord-Oosten van punt 362.

3. Van hier loopt de lijn tot een punt ongeveer 0,5 km ten Oosten van het dorp Cernova, kruist de rivier de Dragogna ongeveer 1 km ten Noorden van dit dorp, terwijl zij de dorpen Bucciai en Truscolo Westelijk en het dorp Tersecco Oostelijk laat liggen; vervolgens loopt zij in Zuid-Westelijke richting naar de Zuid-Oostkant van de weg, die de dorpen Cernova en Chervoi verbindt, verlaat deze weg ongeveer 0,8 km ten Oosten van het dorp Cucciani, vanwaar zij in een hoofdzakelijk Zuid-Zuid-Westelijke richting lopend, de Mont Braico op ongeveer 0,4 km ten Oosten en het dorp Sterna Filaria ongeveer 0,4 km ten Westen passeert, en de weg van dit laatste dorp naar Piemont Oostelijk laat liggen; vervolgens passeert zij de stad Piemont ongeveer 0,4 km ten Westen daarvan en de stad Castagna ongeveer 0,5 km ten Oosten en bereikt de rivier Quieto op een punt ongeveer 1,6 km ten Zuid-Westen van de stad Castagna.

4. Van hier volgt de grens de verbeterde voornaamste vaargeul van de Quieto tot aan haar monding en loopt door Porto del Quieto naar de volle zee, waarbij zij een lijn volgt, die op gelijke afstand is getrokken van de kustlijn van het Vrije Gebied van Triëst en die van Zuidslavië.

De kaart, waarop deze beschrijving betrekking heeft, maakt deel uit van bijlage I.

PARAGRAAF IV. ITALIAANSE KOLONIEN

Artikel 23.

1. Italië ziet af van alle rechten en aanspraken op de Italiaanse grondgebieden in Afrika, te weten Libië, Eritrea en Italiaans Somaliland.

2. In afwachting van de definitieve bestemming zal het tegenwoordig bestuur over deze gebieden gehandhaafd blijven.

3. De definitieve bestemming van deze gebieden zal binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag gemeenschappelijk door de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie geregeld worden volgens de aanwijzingen, vervat in de gemeenschappelijke verklaring, welke deze Regeringen op 10 Februari 1947 hebben afgelegd en welke is opgenomen in bijlage XI.

PARAGRAAF V. BIJZONDERE BELANGEN VAN CHINA

Artikel 24.

Italië doet ten gunste van China afstand van alle voorrechten en voordelen, welke voortvloeien uit de bepalingen van het Slotprotocol, hetwelk 7 September 1901 te Peking getekend werd, met inbegrip van alle aanhangsels, nota's en documenten ter aanvulling daarvan, en aanvaardt de annulering, ten opzichte van Italië, van voornoemd protocol, aanhangsels, nota's en documenten. Italië ziet tevens af van elke aanspraak op schadevergoeding op grond daarvan.

Artikel 25.

Italië aanvaardt de vernietiging van de overeenkomst, afgesloten met de Chinese Regering, krachtens hetwelk de Italiaanse Concessie van Tientsin werd verkregen, en verbindt zich aan de Chinese Regering alle eigendommen en archieven, welke aan het bestuur van genoemde concessie behoren, over te dragen.

Artikel 26.

Italië doet ten gunste van China afstand van alle rechten, welke aan Italië verleend waren met betrekking tot de Internationale Concessies van Shanghai en Amoy, en verbindt zich de administratie en de contrôle van die Concessies aan China over te dragen.

PARAGRAAF VI. ALBANIË

Artikel 27.

Italië erkent de souvereiniteit en onafhankelijkheid van de Staat Albanië en verbindt zich die te eerbiedigen.

Artikel 28.

Italië erkent, dat het eiland Saseno deel uitmaakt van het grondgebied van Albanië en doet afstand van alle aanspraken daarop.

Artikel 29.

Italië doet ten gunste van Albanië officieel afstand van alle eigendommen (met uitzondering van de gebouwen, waarin de diplomatieke en consulaire missies gewoonlijk verblijven), rechten, concessies, belangen en voordelen van welke aard ook in Albanië, welke aan de Italiaanse Staat of aan Italiaanse semi-officiële instellingen behoren. Italië doet eveneens afstand van alle aanspraken op bijzondere belangen of invloed in Albanië, welke ingevolge de aanval van 7 April 1939 of krachtens vóór die datum gesloten verdragen of overeenkomsten verkregen werden.

De economische bepalingen van dit Verdrag, welke de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden kunnen doen gelden, zijn van toepassing op de andere Italiaanse eigendommen en de andere economische betrekkingen tussen Albanië en Italië.

Artikel 30.

Italiaanse onderdanen in Albanië zullen dezelfde rechtspositie hebben als de onderdanen van andere landen; Italië erkent evenwel de rechtsgeldigheid van alle maatregelen, welke door Albanië getroffen worden om de aan Italiaanse onderdanen verleende concessies en bijzondere rechten teniet te doen of te wijzigen, mits die maatregelen binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag genomen worden.

Artikel 31.

Italië erkent, dat alle overeenkomsten en regelingen, welke het getroffen heeft met de door Italië tussen 7 April 1939 en 3 September 1943 in Albanië benoemde autoriteiten, van nul en generlei waarde zijn.

Artikel 32.

Italië erkent de rechtsgeldigheid van alle maatregelen, welke Albanië nodig mocht achten te treffen ter bevestiging of uitvoering der bovenstaande bepalingen.

PARAGRAAF VII. ETHIOPIË

Artikel 33.

Italië erkent de souvereiniteit en onafhankelijkheid van de Staat Ethiopië en verbindt zich die te eerbiedigen.

Artikel 34.

Italië doet ten gunste van Ethiopië officieel afstand van alle eigendommen (met uitzondering van de gebouwen, waarin de

diplomatieke en consulaire missies gewoonlijk verblijven), rechten, concessies, belangen en voordelen, van welke aard ook, welke te eniger tijd door Italië in Ethiopië verkregen zijn, alsmede van alle semi-officiële eigendommen, omschreven in lid 1 van bijlage XIV van dit Verdrag.

Italië doet eveneens afstand van alle aanspraken op bijzondere belangen of invloed in Ethiopië.

Artikel 35.

Italië erkent de rechtsgeldigheid van alle maatregelen, welke de Regering van Ethiopië heeft genomen of zal nemen, teneinde de maatregelen, welke Italië ten opzichte van Ethiopië na 3 October 1935 getroffen heeft, alsmede de gevolgen van die maatregelen, teniet te doen.

Artikel 36.

Italiaanse onderdanen in Ethiopië zullen dezelfde rechtspositie hebben als de onderdanen van andere landen; Italië erkent evenwel de rechtsgeldigheid van alle maatregelen, welke door de Regering van Ethiopië getroffen worden om de aan Italiaanse onderdanen verleende concessies en bijzondere rechten teniet te doen of te wijzigen, mits die maatregelen binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag genomen worden.

Artikel 37.

Binnen achttien maanden na het van kracht worden van dit Verdrag zullen alle kunstwerken, voorwerpen van godsdienstige aard, archieven en voorwerpen van historische waarde, welke aan Ethiopië of zijn burgers behoren en na 3 October 1935 uit Ethiopië naar Italië zijn weggevoerd, door Italië worden teruggegeven.

Artikel 38.

Als datum, met ingang waarvan de bepalingen van dit Verdrag zullen worden toegepast ten aanzien van alle maatregelen en feiten, van welke aard ook, waarbij de verantwoordelijkheid van Italië of van Italiaanse burgers ten opzichte van Ethiopië betrokken is, wordt bepaald 3 October 1935.

PARAGRAAF VIII. INTERNATIONALE OVEREENKOMSTEN

Artikel 39.

Italië verbindt zich alle regelingen te aanvaarden, welke zijn of zullen worden overeengekomen voor de liquidatie van de Vol-

kenbond, het Permanente Hof van Internationale Justitie, alsmede voor de Internationale Financiële Commissie in Griekenland.

Artikel 40.

Italië doet afstand van alle rechten, aanspraken en vorderingen, welke voortvloeien uit het mandatenstelsel of uit verbintenissen voortvloeiend uit dit stelsel, alsmede van alle bijzondere rechten van de Italiaanse Staat met betrekking tot enig mandaatgebied.

Artikel 41.

Italië aanvaardt de bepalingen van de Slotacte van 31 Augustus 1945 en van de Frans-Britse Overeenkomst van dezelfde datum, betreffende het Statuut van Tanger, alsmede alle bepalingen, welke door de Mogendheden, die het Verdrag ondertekenen, mochten worden getroffen, om aan deze Acten uitvoering te geven.

Artikel 42.

Italië verbindt zich alle regelingen te aanvaarden, welke door de betrokken Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden getroffen mochten worden tot wijziging van de Verdragen, betreffende het Congo-bekken, teneinde deze in overeenstemming te brengen met het Handvest der Verenigde Naties; het erkent de geldigheid dezer regelingen.

Artikel 43.

Italië doet afstand van alle rechten en belangen, welke het mocht hebben krachtens artikel 16 van het op 24 Juli 1923 getekende Verdrag van Lausanne.

PARAGRAAF IX. BILATERALE VERDRAGEN

Artikel 44.

1. Elk der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zal, binnen zes maanden na het van kracht worden van dit Verdrag, Italië er van in kennis stellen, welke van haar voor-oorlogse bilaterale verdragen met Italië zij wenst te bestendigen of te doen herleven. Alle bepalingen van genoemde verdragen, welke met dit Verdrag niet in overeenstemming zijn, zullen echter komen te vervallen.

2. Al dergelijke verdragen, waarvan op deze wijze kennis is gegeven, worden overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties op het Secretariaat van de Verenigde Naties ingeschreven.

3. Al dergelijke verdragen, waarvan geen kennis is gegeven in bovengenoemde zin, zullen worden beschouwd als te zijn vervallen.

DEEL III

OORLOGSMISDADIGERS

Artikel 45.

1. Italië zal de nodige maatregelen treffen voor de aanhouding en uitlevering ter berechting van:

a. personen, beschuldigd oorlogsmisdaden of misdaden tegen de vrede en de mensheid te hebben bedreven, tot het bedrijven daarvan opdracht te hebben gegeven of daaraan medeplichtig te zijn geweest;

b. onderdanen van een Geallieerde en Geassocieerde Mogendheid, beschuldigd de wetten van hun land te hebben geschonden door het plegen van verraad of het verlenen van medewerking aan de vijand tijdens de oorlog.

2. Op verzoek van de betrokken Regering van een der Verenigde Naties zal Italië eveneens de verschijning als getuigen moeten waarborgen van binnen zijn rechtsgebied verblijvende personen, wier verklaringen noodzakelijk zijn voor de berechting van de in lid 1 van dit artikel bedoelde personen.

3. Alle geschillen omtrent de toepassing van de bepalingen in lid 1 en 2 van dit artikel zullen door ieder van de betrokken Regeringen worden voorgelegd aan de Ambassadeurs te Rome van de Sowjet-Unie, de Verenigde Staten van Amerika, het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk, die omtrent de gerezen moeilijkheden een accoord zullen treffen.

DEEL IV

MILITAIRE, MARINE- EN LUCHTVAARTBEPALINGEN

PARAGRAAF I. GELDIGHEIDSDUUR

Artikel 46.

Alle militaire, marine- en luchtvaartbepalingen van dit Verdrag zullen van kracht blijven, tot zij door een overeenkomst tussen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Italië geheel of gedeeltelijk gewijzigd zijn, of, nadat Italië Lid is geworden van de Verenigde Naties, door een overeenkomst tussen de Veiligheidsraad en Italië.

PARAGRAAF II. ALGEMENE BEPERKINGEN

Artikel 47.

1. *a*. Het stelsel van Italiaanse vaste versterkingen en militaire installaties, alsmede hun bewapening, langs de Frans-Italiaanse grens zal vernietigd of verwijderd worden.

b. Onder dit stelsel zijn slechts te verstaan de afzonderlijke of groepsgewijs verenigde artillerie- en infanterie-versterkingswerken, alle soorten kazematten en bunkers, de versterkte onderkomens voor personeel, materieel, voorraden zowel als de munitie, de waarnemingsposten en de militaire kabelbanen, ongeacht hun betekenis en hun staat van onderhoud of hun constructie-stadium, en ongeacht of deze constructies van metaal, metselwerk of beton zijn, dan wel uit de rotsen zijn gehouwen.

2. De in lid 1 bedoelde vernietiging of verwijdering strekt zich uit over een afstand van niet meer dan 20 km van de grenslijn, zoals die in dit Verdrag omschreven is, en moet binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag voltooid zijn.

3. De wederopbouw van deze versterkingen en installaties is verboden.

4. *a*. Ten Oosten van de Frans-Italiaanse grens is de constructie van de volgende werken verboden: vaste versterkingen, waar wapenen kunnen worden opgesteld, waarmede Frans grondgebied en Franse territoriale wateren kunnen worden beschoten; vaste militaire installaties, welke gebruikt kunnen worden om het vuur te leiden of te richten op Frans grondgebied of Franse territoriale wateren; alsmede vaste aanvoer- en opslaginstallaties, uitsluitend opgericht ten gebruike van voornoemde versterkingen en installaties.

b. Dit verbod omvat niet de andere soorten van niet-vaste versterkingen of bovengrondse kazernes en installaties, welke slechts bestemd zijn gebruikt te worden, indien binnenlandse aangelegenheden of de plaatselijke verdediging van de grenzen zulks vereisen.

5. Het is Italië niet geoorloofd in een kuststreek van 15 km diepte, zich uitstrekkende van de Frans-Italiaanse grens tot de meridiaan van 9° 30′ oosterlengte, nieuwe marine-bases of vaste marine-installaties op te richten, noch bestaande inrichtingen van die aard uit te breiden. Dit verbod vormt geen beletsel voor onbelangrijke wijzigingen of het onderhoud van bestaande marine-installaties, mits de gezamenlijke capaciteit van die installaties hierdoor geen uitbreiding ondergaat.

Artikel 48.

1. *a.* Alle langs de Italiaans-Zuidslavische grens bestaande Italiaanse vaste versterkingen en militaire installaties, alsmede hun bewapening, moeten vernietigd of verwijderd worden.

b. Onder deze versterkingen en installaties zijn slechts te verstaan de afzonderlijke of groepsgewijs verenigde artillerie- en infanterie-versterkingswerken, alle soorten kazematten en bunkers, de versterkte onderkomens voor personeel, materieel, voorraden munitie, de waarnemingsposten en de militaire kabelbanen, ongeacht hun betekenis en hun staat van onderhoud of hun constructie-stadium, en ongeacht of deze constructies van metaal, metselwerk of beton zijn, dan wel uit de rotsen zijn gehouwen.

2. De in lid 1 bedoelde vernietiging of verwijdering strekt zich uit over een afstand van niet meer dan 20 km van de grens, zoals die in dit Verdrag omschreven is, en moet binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag voltooid zijn.

3. De wederopbouw van deze versterkingen en installaties is verboden.

4. *a.* Ten Westen van de Italiaans-Zuidslavische grens is de constructie van de volgende werken verboden: vaste versterkingen, waar wapenen kunnen worden opgesteld, waarmede Zuidslavisch grondgebied of Zuidslavische territoriale wateren kunnen worden beschoten; vaste militaire installaties, welke gebruikt kunnen worden om het vuur te leiden of te richten op Zuidslavisch grondgebied of Zuidslavische territoriale wateren; alsmede vaste aanvoer- en opslaginstallaties, uitsluitend opgericht ten gebruike van voornoemde versterkingen en installaties.

b. Dit verbod omvat niet de andere soorten van niet-vaste versterkingen of bovengrondse kazernes en installaties, welke slechts bestemd zijn gebruikt te worden, indien binnenlandse aangelegenheden of de plaatselijke verdediging van de grenzen zulks vereisen.

5. Het is Italië niet geoorloofd in een kuststrook van 15 km diepte, zich uitstrekkende van de Italiaans-Zuidslavische grens en die tussen Italië en het Vrije Gebied van Triëst tot op 44° 50′ noorderbreedte, noch op de voor deze kuststrook gelegen eilanden, nieuwe marine-bases of vaste marine-installaties op te richten of bestaande inrichtingen van die aard uit te breiden. Dit verbod vormt geen beletsel voor onbelangrijke wijzigingen of het onderhoud van bestaande marine-installaties en bases, mits de gezamenlijke capaciteit van die installaties en bases hierdoor geen uitbreiding ondergaat.

6. Het is Italië niet geoorloofd op het schiereiland Apulië ten Oosten van 17°45′ oosterlengte nieuwe vaste militaire land-

zee- of luchtmachtinstallaties op te richten of bestaande installaties van die aard uit te breiden. Dit verbod vormt geen beletsel voor onbelangrijke wijzigingen of het onderhoud van bestaande installaties, mits hun gezamenlijke capaciteit hierdoor geen uitbreiding ondergaat. Het bouwen van kazernes voor de veiligheidstroepen voor zover deze nodig zijn met betrekking tot binnenlandse aangelegenheden en de plaatselijke verdediging van de grenzen is echter geoorloofd.

Artikel 49.

1. Pantellaria, de Pelagese eilanden (Lampedusa, Lampione en Linosa), alsmede Pianosa (in de Adriatische Zee) worden en blijven gedemilitariseerd.

2. Deze demilitarisatie moet binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag voltooid zijn.

Artikel 50.

1. Alle vaste kustverdedigingsartillerie-stellingen en haar bewapening op Sardinië, alsmede alle marine-installaties op dit eiland, welke zich binnen de afstand van 30 km van de Franse territoriale wateren bevinden, moeten binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag naar het vasteland van Italië overgebracht of vernietigd worden.

2. Alle vaste installaties en materiaal ten dienste van het onderhoud en berging van torpedo's, zeemijnen en bommen, gelegen op Sicilië en Sardinië, moeten binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag vernietigd of naar het vaste land van Italië overgebracht worden.

3. Verbeteringen aan, verbouwing of uitbreiding van bestaande installaties of vaste versterkingen op Sicilië en Sardinië zijn verboden; evenwel kan behoudens in de in lid 1 hierboven omschreven gedeelten van Noord-Sardinië een normaal onderhoud van aldaar reeds bestaande installaties of vaste versterkingen en hun bewapening plaats vinden.

4. Het is Italië niet geoorloofd op Sicilië en Sardinië militaire land-, zee- of luchtmachtinstallaties of versterkingen te bouwen, met uitzondering van kazernes voor veiligheidstroepen, voorzover deze nodig zijn met betrekking tot binnenlandse aangelegenheden.

Artikel 51.

Het is Italië niet geoorloofd de volgende bewapeningen te bezitten, te vervaardigen of daarmede proeven te nemen:

1. atoomwapenen;

2. zich zelf voortbewegende of bestuurde projectielen, alsmede de installaties om deze af te schieten (behalve torpedo's en torpedo-lanceerinrichtingen, die de normale bewapening vormen van oorlogsschepen, welke bij dit Verdrag zijn toegestaan);

3. kanonnen met een draagwijdte van meer dan 30 km;

4. zeemijnen en torpedo's, welke niet door contact, doch door invloeden van buiten af tot ontploffing komen;

5. torpedo's, die bemand kunnen worden.

Artikel 52.

De aanschaffing in of buiten Italië van oorlogsmaterieel van Duitse of Japanse oorsprong, of naar Duitse of Japanse ontwerpen vervaardigd, zowel als de vervaardiging daarvan, zijn aan Italië verboden.

Artikel 53.

Het vervaardigen en het bezit van staatswege of door particulieren van oorlogsmateriaal van een verschillend type en boven de hoeveelheid van dat, hetwelk benodigd is voor de troepen, welke hieronder in de paragrafen III, IV en V worden toegestaan, is Italië verboden.

Artikel 54.

Het totale aantal zware en middelzware tanks van het Italiaanse leger mag niet meer dan 200 bedragen.

Artikel 55.

In geen geval mogen officieren of onderofficieren van de vroegere Fascistische Militie of van het vroegere Fascistische Republikeinse Leger de rang van officier of onderofficier bekleden bij het Italiaanse Leger, de Italiaanse Marine, Luchtmacht of Carabinieri, met uitzondering van die personen, die, overeenkomstig de Italiaanse wet, door het bevoegde orgaan gezuiverd zijn.

PARAGRAAF III. BEPERKINGEN VAN DE ITALIAANSE MARINE

Artikel 56.

1. De tegenwoordige Italiaanse vloot zal beperkt worden tot de in bijlage XII A opgesomde eenheden.

2. Extra eenheden, welke niet in bijlage XII voorkomen en uitsluitend voor het vegen van mijnen gebruikt worden, mogen ook verder voor dit doel gebruikt worden tot de tijd van het mijnenvegen is afgelopen, welke door de Internationale Centrale Commissie voor de Mijnopruiming in de Europese Wateren bepaald zal worden.

3. Binnen twee maanden na het einde van die tijd zullen de schepen, welke door andere Mogendheden aan de Italiaanse Marine zijn uitgeleend, aan die Mogendheden worden teruggegeven, terwijl alle andere extra eenheden ontwapend en voor burgerlijk gebruik omgebouwd moeten worden.

Artikel 57.

1. Met de in bijlage XII B nader omschreven eenheden der Italiaanse Marine zal Italië handelen als volgt:

a. Deze eenheden zullen ter beschikking worden gesteld van de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie.

b. Oorlogsschepen, welke ingevolge lid *a* hierboven moeten worden overgedragen, zullen volledig uitgerust en gebruiksklaar moeten zijn, met alles, wat dient tot het gebruik der wapens, inclusief alle bijbehorende reserve-onderdelen en alle vereiste technische gegevens.

c. De overdracht van voornoemde oorlogsschepen zal geschieden binnen drie maanden na het van kracht worden van dit Verdrag, behalve ten aanzien van die schepen, die niet binnen drie maanden in de vereiste staat kunnen worden gebracht en waarvoor de opleveringstermijn door de vier Regeringen kan worden verlengd.

d. Voor zover dat mogelijk is, zal een reservevoorraad van onderdelen en bewapeningsonderdelen voor genoemde schepen tegelijk met de schepen worden geleverd.

Een aanvullende reservevoorraad van onderdelen en bewapeningsonderdelen zal worden geleverd tot een hoeveelheid en op data door de vier Regeringen te bepalen, in ieder geval uiterlijk binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag.

2. De wijze, waarop bovengenoemde overdracht en levering moet geschieden, zal geregeld worden door een Commissie van de Vier Mogendheden, welke door middel van een afzonderlijk protocol wordt ingesteld.

3. In geval van verlies of beschadiging, door welke oorzaak ook, van één of meerdere der in bijlage XII B voor overdracht aangewezen schepen, welke voor de overeengekomen datum niet hersteld kunnen worden, verbindt Italië zich deze te vervangen door een schip of schepen van hetzelfde tonnage vermeld op de lijst in bijlage XII A. In dit laatste geval zullen de Ambassadeurs van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie te Rome het schip of de schepen ter vervanging uitkiezen.

Artikel 58.

1. Met onderzeeërs en onklare oorlogsschepen zal Italië als volgt handelen: de tijdslimiet, binnen welke de hierna te noemen handelingen moeten geschieden, wordt geacht te zijn ingegaan bij het van kracht worden van dit Verdrag.

a. De niet in bijlage XII opgesomde, vlot zijnde bovenwater oorlogsbodems, met inbegrip van in aanbouw zijnde te water gelaten oorlogsschepen, moeten binnen negen maanden vernietigd of gesloopt worden.

b. De in aanbouw zijnde oorlogsschepen, welke op de helling liggen, moeten binnen negen maanden vernietigd of gesloopt worden.

c. De niet in bijlage XII B opgesomde vlot zijnde onderzeeërs moeten binnen drie maanden op een diepte van meer dan 600 voet in volle zee tot zinken worden gebracht.

d. Oorlogsschepen, welke in Italiaanse havens of toegangswegen tot die havens tot zinken zijn gebracht en de normale scheepvaart belemmeren, moeten binnen twee jaar ter plaatse worden vernietigd of wel geborgen en vervolgens vernietigd of gesloopt worden.

e. Oorlogsschepen, welke in ondiepe Italiaanse wateren tot zinken zijn gebracht, doch de normale scheepvaart niet belemmeren, moeten binnen een jaar in zodanige toestand worden gebracht, dat zij niet meer geborgen kunnen worden.

f. De niet in bijlage XII voorkomende oorlogsschepen, welke omgebouwd kunnen worden en niet als oorlogsmaterieel zijn aan te merken, mogen voor burgerlijke doeleinden worden omgebouwd of moeten binnen twee jaar worden vernietigd.

2. Italië verbindt zich, alvorens over te gaan tot het doen zinken of vernietigen van de in het vorig lid genoemde oorlogsschepen en onderzeeërs, het materieel en de onderdelen te bergen, welke kunnen dienen tot aanvulling van de materieel- en onderdelenvoorraden aan boord en de reservevoorraden, welke ingevolge lid 1 van Artikel 57 voor alle in bijlage XII B omschreven schepen geleverd moeten worden.

3. Het materieel en de onderdelen, welke niet als oorlogsmaterieel zijn aan te merken en gemakkelijk geschikt zijn te maken ten gebruike van het Italiaanse bedrijfsleven, mogen door Italië geborgen worden onder toezicht van de Ambassadeurs van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie te Rome.

Artikel 59.

1. Italië mag geen slagschip bouwen, aanschaffen of vervangen.

2. Italië mag geen vliegtuigmoederschip, geen onderzeeër of ander onderzeevaartuig, geen motor-torpedoboot en geen gespecialiseerd type van aanvalsvaartuig bouwen, verkrijgen, gebruiken of proeven daarmede nemen.

3. De totale standaard-tonnage van de oorlogsschepen der Italiaanse Marine, uitgezonderd slagschepen, met inbegrip van in aanbouw zijnde schepen, nadat zij te water zijn gelaten, mag niet meer dan 67.500 ton bedragen.

4. Bij de vervanging van oorlogsschepen zal Italië zich moeten houden aan de in lid 3 genoemde tonnagelimiet. De vervanging van hulpschepen is niet aan een beperking onderworpen.

5. Italië verbindt zich geen enkel oorlogsschip vóór 1 Januari 1950 aan te schaffen of op stapel te zetten, behalve wanneer het nodig zou zijn een schip, geen slagschip zijnde, hetwelk door een ongeluk vergaan is, te vervangen, in welk geval de tonnage van het nieuwe schip ten hoogste tien percent meer mag bedragen dan de tonnage van het verloren schip.

6. De in dit artikel gebezigde termen zijn, voor de toepassing van dit Verdrag, omschreven in bijlage XIII A.

Artikel 60.

1. De totale sterkte van het Italiaans Marinepersoneel, met uitzondering van het Marine-luchtvaartpersoneel, mag het getal van 25.000 officieren en manschappen niet overschrijden.

2. Gedurende het tijdvak, dat voor het vegen van mijnen wordt vastgesteld door de Internationale Centrale Commissie voor de Mijnopruiming in de Europese Wateren, wordt Italië voor dit doel bovendien nog een aantal officieren en manschappen tot een gezamenlijk maximum van 2500 toegestaan.

3. Het vaste personeel van de Marine, dat het in lid 1 toegestane totaal te boven gaat, zal geleidelijk tot onderstaande sterkte verminderd worden, waarbij de ondervermelde termijnen worden geacht te zijn ingegaan bij het van kracht worden van dit Verdrag:

a. Tot 30.000 man binnen zes maanden;

b. Tot 25.000 man binnen negen maanden.

Twee maanden nadat het vegen van mijnen door de Italiaanse Marine beëindigd zal zijn, moet het krachtens lid 2 toegestane meerdere personeel ontslagen of in bovengenoemde sterkten worden opgenomen.

4. Behalve het personeel, dat valt onder de krachtens lid 1 en 2 toegestane sterkte, of dat behoort tot de Marine-luchtvaartdienst en waarvan de sterkte krachtens artikel 65 wordt toegestaan, mag niemand in enigerlei vorm een marineopleiding in de zin van bijlage XIII B ontvangen.

PARAGRAAF IV. BEPERKINGEN VAN HET ITALIAANSE LEGER

Artikel 61.

Het Italiaanse Leger, met inbegrip van de Grenswacht, moet beperkt worden tot een sterkte van 185.000 man, met inbegrip van de staven, de gevechtstroepen en de verzorgingstroepen, alsmede 65.000 Carabinieri. Beide categorieën mogen 10.000 man verschillen, mits de totale sterkte van 250.000 man niet overschreden wordt. De organisatie en bewapening van de Italiaanse strijdkrachten te land, zowel als haar verdeling over Italië, zullen uitsluitend bestemd zijn voor binnenlandse aangelegenheden, de plaatselijke verdediging van de Italiaanse grenzen en de luchtverdediging.

Artikel 62.

Het Italiaanse Leger moet, in zover het de sterkte te boven gaat, toegestaan krachtens art. 61, binnen zes maanden na het van kracht worden van dit Verdrag ontbonden worden.

Artikel 63.

Personen, die geen deel uitmaken van het Italiaanse Leger of de Carabinieri, mogen in generlei vorm een militaire opleiding in de zin van bijlage XIII B ontvangen.

PARAGRAAF V. BEPERKING VAN DE ITALIAANSE LUCHTMACHT

Artikel 64.

1. De Italiaanse Luchtmacht, met inbegrip van de Marineluchtmacht, moet beperkt worden tot een sterkte van 200 gevechts- en verkenningsvliegtuigen, alsmede 150 transportvliegtuigen, vliegtuigen voor redding ter zee, opleidingsvliegtuigen (les-type) en verbindingsvliegtuigen. De reservevliegtuigen zijn in deze totalen begrepen. Behalve de gevechts- en verkenningsvliegtuigen, mogen de vliegtuigen niet bewapend zijn. De organisatie en bewapening van de Italiaanse Luchtmacht, zowel als haar verdeling over Italië, zullen uitsluitend bestemd zijn voor binnenlandse aangelegenheden, de plaatselijke verdediging van de Italiaanse grenzen en de verdediging tegen luchtaanvallen.

2. Italië mag geen enkel vliegtuig bezitten of verkrijgen, dat in de eerste plaats als bommenwerper is ontworpen en een inwendige inrichting heeft voor het transport van bommen.

Artikel 65.

1. De sterkte van het personeel van de Italiaanse Luchtmacht met inbegrip van het Marine-luchtvaartpersoneel, moet beperkt worden tot een totaal van 25 000, met inbegrip van de staven, de gevechtstroepen en verzorgingstroepen.

2. Personen, die geen deel uitmaken van de Italiaanse Luchtmacht, mogen in generlei vorm een militaire luchtvaartopleiding in de zin van bijlage XIII B ontvangen.

Artikel 66.

De Italiaanse Luchtmacht moet, in zover zij de sterkte, toegestaan krachtens art. 65, te boven gaat, binnen zes maanden na het van kracht worden van dit Verdrag ontbonden worden.

PARAGRAAF VI. BESTEMMING VAN HET OORLOGSMATERIEEL

(Als omschreven in Bijlage XIII C)

Artikel 67.

1. Al het Italiaanse oorlogsmaterieel buiten hetgeen is toegestaan voor de strijdkrachten, gespecificeerd in de paragrafen III, IV en V, moet ter beschikking worden gesteld van de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie, overeenkomstig de instructies, door haar aan Italië te geven.

2. Al het oorlogsmaterieel van Geallieerde oorsprong, boven hetgeen voor de in de paragrafen III, IV en V gespecificeerde strijdkrachten is toegestaan, zal ter beschikking worden gesteld van de betrokken Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid, overeenkomstig de door haar aan Italië te geven instructies.

3. Al het oorlogsmaterieel van Duitse of Japanse oorsprong boven hetgeen voor de in paragrafen III, IV en V gespecificeerde strijdkrachten is toegestaan, alsmede alle Duitse en Japanse plannen, blauwdrukken, prototypen, proefmodellen en ontwerpen, moeten ter beschikking worden gesteld van de Vier Regeringen overeenkomstig de eventueel door haar aan Italië te geven instructies.

4. Italië doet afstand van alle rechten op bovengenoemd oorlogsmaterieel en moet binnen een jaar na het van kracht worden van dit Verdrag de bepalingen van dit artikel uitvoeren, onder voorbehoud van hetgeen bepaald is in de artt. 56—58.

5. Italië moet binnen zes maanden na het van kracht worden van dit Verdrag aan de Vier Regeringen lijsten verschaffen van het oorlogsmaterieel boven hetgeen is toegestaan.

PARAGRAAF VII. VOORKOMING VAN DUITSE EN JAPANSE HERBEWAPENING

Artikel 68.

Italië verbindt zich aan de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zijn volledige medewerking te verlenen, teneinde Duitsland en Japan de mogelijkheid te ontnemen buiten Duits en Japans gebied pogingen tot herbewapening in het werk te stellen.

Artikel 69.

Italië verbindt zich geen toestemming te verlenen aan technici, met inbegrip van militair of burgerlijk luchtvaartpersoneel, die de Duitse of Japanse nationaliteit bezitten of bezeten hebben om op Italiaans grondgebied tewerkgesteld, of opgeleid te worden.

Artikel 70.

Italië verbindt zich geen enkel burgervliegtuig van Duits of Japans model of hetwelk belangrijke door Duitsland of Japan vervaardigde of ontworpen onderdelen bevat, aan te schaffen of te vervaardigen.

PARAGRAAF VIII. KRIJGSGEVANGENEN

Artikel 71.

1. De Italiaanse krijgsgevangenen zullen zo spoedig mogelijk gerepatrieerd worden overeenkomstig de regelingen, getroffen tussen elk der Mogendheden, die hen gevangen houdt, en Italië.

2. Alle kosten, met inbegrip van onderhoudskosten, verbonden aan het vervoer van Italiaanse krijgsgevangenen van de verzamelpunten, gekozen door de Regering van de betrokken Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid, naar het punt, waar zij het Italiaans grondgebied betreden, zullen door de Italiaanse Regering gedragen worden.

PARAGRAAF IX. MIJNOPRUIMING

Artikel 72.

Bij het van kracht worden van dit Verdrag zal Italië worden uitgenodigd deel uit te maken van de Middellandse Zee-Commissie van de Internationale Organisatie voor Mijnopruiming in de Europese Wateren; het verbindt zich tot het einde van de na-oorlogse periode, welke door de Centrale Commissie voor Mijnopruiming bepaald wordt, alle beschikbare middelen voor mijnopruiming ter beschikking van de Centrale Commissie te stellen.

DEEL V

TERUGTREKKING VAN DE GEALLIEERDE TROEPEN

Artikel 73.

1. Alle strijdkrachten van de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zullen zo spoedig mogelijk uit Italië worden teruggetrokken; in ieder geval niet later dan 90 dagen na het van kracht worden van dit Verdrag.

2. Alle Italiaanse goederen, waarvoor geen vergoeding is gegeven en welke, bij het van kracht worden van dit Verdrag, in het bezit zijn van de Geallieerde en Geassocieerde strijdkrachten, zullen binnen dezelfde termijn van 90 dagen aan de Italiaanse Regering worden teruggegeven of wel vergoed worden.

3. Alle bank- en kassaldi, welke bij het van kracht worden van dit Verdrag in handen zijn van de Geallieerde en Geassocieerde strijdkrachten en welke de Italiaanse Regering zonder vergoeding verschaft had, zullen op overeenkomstige wijze worden gerestitueerd of de Italiaanse Regering zal daarvoor worden gecrediteerd.

DEEL VI

OORLOGSVORDERINGEN.

PARAGRAAF I. HERSTELBETALINGEN

Artikel 74.

A. *Herstelbetalingen aan de Unie van Socialistische Sowjet-Republieken.*

1. Italië zal de Sowjet-Unie herstelbetalingen doen ten bedrage van $ 100 000 000 gedurende een periode van zeven jaar,

te rekenen vanaf het van kracht worden van dit Verdrag. Leveringen uit de lopende industriële productie zullen in de eerste twee jaar niet geschieden.

2. Herstelbetalingen zullen geschieden uit de volgende bronnen:

a. Een deel van de Italiaanse industriële installaties en uitrustingen voor het vervaardigen van oorlogsmateriaal, welke noch voor de behoeften van de toegestane militaire troepenmacht nodig zijn, noch onmiddellijk voor burgerlijke doeleinden bruikbaar te maken zijn en ingevolge art. 67 van dit Verdrag uit Italië verwijderd zullen worden;

b. Het Italiaanse bezit in Roemenië, Bulgarije en Hongarije, behoudens de in lid 6 van art. 79 genoemde uitzonderingen;

c. De Italiaanse lopende industriële productie met inbegrip van de productie der extractieve bedrijven.

3. De hoeveelheden en soorten der te leveren goederen zullen geregeld worden door overeenkomsten tussen de Regeringen van de Sowjet-Unie en Italië; de keuze dezer goederen en het afleveringsprogramma mogen het economisch herstel van Italië niet belemmeren en de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden geen extra lasten opleggen. De krachtens dit lid gesloten overeenkomsten zullen ter kennis gebracht worden van de Ambassadeurs van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sowjet-Unie te Rome.

4. De Sowjet-Unie zal Italië op handelsvoorwaarden de grondstoffen en producten leveren, welke Italië gewoon is in te voeren en welke voor de productie van voornoemde goederen nodig zijn. De betaling van deze grondstoffen en producten zal verrekend worden door hun waarde in mindering te brengen van die der aan de Sowjet-Unie geleverde goederen.

5. De vier Ambassadeurs zullen de waarde bepalen van het aan de Sowjet-Unie over te dragen Italiaanse bezit.

6. Als berekenings-basis voor de betaling, welke in dit artikel is bepaald, geldt de Amerikaanse dollar met de goud-pariteit op 1 Juli 1946, te weten $ 35 voor een ons goud.

B. *Herstelbetalingen aan Albanië, Ethiopië, Griekenland en Zuidslavië.*

1. Italië zal herstelbetalingen doen aan de volgende Staten:

Albanië tot een waarde van	$ 5 000 000
Ethiopië tot een waarde van	$ 25 000 000
Griekenland tot een waarde van ...	$ 105 000 000
Zuidslavië tot een waarde van	$ 125 000 000

Deze betalingen zullen geschieden gedurende een periode van zeven jaar, te rekenen vanaf het van kracht worden van dit Verdrag. Leveringen uit de lopende industriële productie zullen in de eerste twee jaar niet geschieden.

2. Herstelbetalingen zullen geschieden uit de volgende bronnen:

a. Een deel van de Italiaanse industriële installaties en uitrustingen voor het maken van oorlogsmaterieel, welke noch voor de behoeften van de toegestane militaire troepenmacht nodig zijn, noch onmiddellijk voor burgerlijke doeleinden bruikbaar zijn te maken en ingevolge art. 67 van dit Verdrag uit Italië verwijderd zullen worden;

b. De Italiaanse lopende industriële productie met inbegrip van de productie der extractieve bedrijven;

c. Alle andere categorieën van kapitaalgoederen en diensten, met uitzondering van het Italiaanse bezit, hetwelk krachtens art. 79 van dit Verdrag onder de rechtsbevoegdheid der in lid 1 voornoemde Staten valt. Tot de leveringen, welke krachtens dit lid geschieden, zullen de passagiersschepen Saturnia en Vulcania behoren, of wel één daarvan, in het geval, dat die schepen, nadat hun waarde door de vier Ambassadeurs bepaald is, door een der in lid 1 genoemde Staten binnen 90 dagen worden gevorderd. Herstelleveringen kunnen ook geschieden in de vorm van zaden.

3. De hoeveelheden en soorten van de te leveren goederen en te verrichten diensten zullen worden geregeld door overeenkomsten tussen de tot het ontvangen van herstelbetalingen gerechtigde Regeringen en de Italiaanse Regering; de keuze dezer goederen en het afleveringsprogramma mogen het economische herstel van Italië niet belemmeren en de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden geen extra lasten opleggen.

4. De Staten, die recht hebben op herstelbetalingen uit de lopende productie, zullen aan Italië op handelsvoorwaarden de grondstoffen of fabrikaten leveren, die Italië gewoonlijk importeert en die nodig zijn voor de productie van die waren, en betaling van deze grondstoffen of fabrikaten zal plaats vinden door hun waarden af te trekken van die van de geleverde waren.

5. Als berekenings-basis voor de betaling, welke in dit artikel bepaald is, geldt de Amerikaanse dollar met de goudpariteit van 1 Juli 1946, te weten $ 35 voor een ons goud.

6. De vorderingen van de in lid 1, deel B, van dit artikel genoemde Staten, welke de in dat lid gespecificeerde bedragen te boven gaan, zullen worden voldaan uit het Italiaanse bezit, hetwelk krachtens art. 79 van dit Verdrag onder de rechtsbevoegdheid van de onderscheiden Staten valt.

7. *a*. De vier Ambassadeurs zullen zich belasten met de coördinatie van en het toezicht op de uitvoering van de bepalingen van deel B van dit artikel. Zij zullen overleg plegen met de hoofden van de Diplomatieke Missies te Rome van de in lid 1, deel B, genoemde Staten en, indien de omstandigheden zulks vereisen, met de Italiaanse Regering en zij zullen de belanghebbende partijen van advies dienen. De vier Ambassadeurs zullen, voor de toepassing van dit artikel, die functies blijven waarnemen, tot aan het einde van de in lid 1, deel B, bepaalde periode voor de herstelleveringen.

b. Teneinde te vermijden, dat zich tussen de verschillende Staten, welke krachtens deel B van dit artikel recht hebben op herstelbetalingen, conflicten voordoen of wel dubbele toewijzigen uit de Italiaanse productie en hulpbronnen geschieden, zullen de onderscheiden Regeringen, welke krachtens deel B van dit artikel tot het ontvangen van herstelbetalingen gerechtigd zijn, en de Italiaanse Regering de vier Ambassadeurs van het openen van onderhandelingen voor een overeenkomst, als bedoeld in lid 3, alsmede van het verloop van die onderhandelingen in kennis stellen. Mochten zich tijdens die onderhandelingen moeilijkheden voordoen, dan zijn de vier Ambassadeurs bevoegd een beslissing te nemen ten aanzien van alle kwesties, die hun voorgelegd worden door een der genoemde Regeringen of wel door een andere Regering, welke krachtens deel B van dit artikel tot het ontvangen van herstelbetalingen gerechtigd is.

c. De vier Ambassadeurs zullen van het sluiten van overeenkomsten in kennis worden gesteld. De vier Ambassadeurs kunnen voorstellen, dat een overeenkomst, welke niet in overeenstemming is of heeft opgehouden in overeenstemming te zijn met de in lid 3 of lid 7, sub *b*, genoemde beginselen, dienovereenkomstig gewijzigd zal worden.

C. *Bijzondere bepaling voor vervroegde leveringen.*

Ten aanzien van de leveringen uit de lopende industriële productie, bedoeld in sectie A, lid 2*c* en sectie B, lid 2*b*, zal niets in sectie A of B van dit artikel geacht worden leveringen gedurende de eerste twee jaar uit te sluiten, indien die leveringen plaats hebben ter uitvoering van overeenkomsten tussen de tot het ontvangen van herstelbetalingen gerechtigde Regering en de Italiaanse Regering.

D. *Herstelbetalingen aan andere Staten.*

1. Vorderingen van de andere Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zullen voldaan worden uit het Italiaanse bezit, hetwelk krachtens art. 79 van dit Verdrag onder hun onderscheiden rechtsbevoegdheid valt.

2. De vorderingen van de Staten, waaraan krachtens dit Verdrag Italiaans grondgebied is toegewezen en die niet in deel B van dit artikel vermeld zijn, zullen ook voldaan worden door de overdracht aan die Staten, zonder betaling hunnerzijds, van industriële installaties en uitrustingen welke zich in de afgestane gebieden bevinden en welke dienen voor de watervoorziening, de productie en voorziening van gas en electriciteit en die het eigendom zijn van een Italiaanse Maatschappij, welker zetel zich in Italië bevindt of naar Italië overgeplaatst wordt, voorts door de overdracht van alle andere eigendommen van dergelijke maatschappijen in de afgestane gebieden.

3. De verantwoordelijkheid voor financiële verplichtingen, welke gedekt zijn door hypotheek, voorrechten en andere lasten, welke op die eigendommen drukken, wordt door de Italiaanse Regering overgenomen.

E. *Vergoeding voor eigendommen, in beslag genomen voor herstelbetalingen.*

De Italiaanse Regering verbindt zich tot schadeloosstelling van alle natuurlijke of rechtspersonen, wier eigendommen, ingevolge dit artikel, in beslag genomen worden.

PARAGRAAF II. TERUGGAVE DOOR ITALIË

Artikel 75.

1. Italië aanvaardt de beginselen van de Verklaring der Verenigde Naties van 5 Januari 1943 en zal binnen de kortst mogelijke tijd de goederen, welke uit het gebied van enig Lid der Verenigde Naties zijn weggevoerd, teruggeven.

2. Deze verplichting tot teruggave geldt voor alle zich thans in Italië bevindende herkenbare goederen, welke door een der As-Mogendheden met geweld of onder dwang uit het gebied van een der Verenigde Naties zijn weggevoerd, onverschillig op welke wijze deze goederen vervolgens in het bezit zijn gekomen van de tegenwoordige houder.

3. De Italiaanse Regering moet de in dit artikel bedoelde goederen in goede staat teruggeven en zal alle daarmede verband houdende kosten dragen voor arbeidsloon, materiaal en transport in Italië.

4. De Italiaanse Regering zal haar medewerking verlenen aan de Verenigde Naties bij de opsporing en teruggave van de goederen, welke ingevolge dit artikel teruggegeven moeten worden, en zal te dien einde voor haar rekening alle mogelijke faciliteiten verlenen.

5. De Italiaanse Regering zal de nodige maatregelen nemen voor de teruggave van de in dit artikel bedoelde goederen, welke personen, die onder Italiaanse rechtsbevoegdheid vallen, in andere landen onder zich hebben.

6. Vorderingen tot teruggave van goederen zullen bij de Italiaanse Regering worden ingediend door de Regering van het land, uit welks grondgebied de goederen werden weggevoerd, waarbij moet worden aangenomen, dat rollend materiaal beschouwd moet worden als te zijn weggevoerd uit het land, waaraan het oorspronkelijk toebehoorde. Vorderingen tot teruggave moeten binnen zes maanden na het van kracht worden van dit Verdrag worden ingediend.

7. Op de Regering, die de vordering indient, rust de plicht de goederen te identificeeren en de eigendomsrechten te bewijzen, terwijl de bewijslast, dat de goederen niet met geweld of onder dwang zijn weggevoerd, op de Italiaanse Regering rust.

8. De Italiaanse Regering moet aan de Regering van de betrokken Verenigde Natie al het gemunte goud teruggeven, hetwelk door Italië geroofd werd of onrechtmatig naar Italië werd weggevoerd, of wel aan de Regering van de betrokken Verenigde Natie een hoeveelheid goud leveren van hetzelfde gewicht en hetzelfde gehalte als het geroofde of onrechtmatig weggevoerde goud. De Italiaanse Regering erkent, dat aan deze verplichting niet wordt afgedaan door het feit van een eventuele overbrenging of wegvoering van goud uit Italië ten gunste van een andere As-Mogendheid of een neutraal land.

9. Mocht het Italië in bijzondere gevallen niet mogelijk zijn zorg te dragen voor de teruggave van voorwerpen van artistieke, historische of archaeologische waarde, welke behoren tot het culturele erfdeel der Verenigde Natie, uit welker gebied die voorwerpen door de Italiaanse onderdanen, autoriteiten of strijdkrachten met geweld of onder dwang zijn weggevoerd, dan moet Italië aan de betrokken Verenigde Natie voorwerpen van dezelfde soort en ongeveer dezelfde waarde als van de weggevoerde voorwerpen doen toekomen, voor zover zulke voorwerpen in Italië verkrijgbaar zijn.

PARAGRAAF III. AFSTAND VAN AANSPRAKEN VAN ITALIË

Artikel 76.

1. Italië doet afstand van alle aanspraken van welke aard ook, welke de Italiaanse Regering of Italiaanse onderdanen tegenover de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zouden kunnen doen gelden als een direct gevolg van de oorlog of van handelingen in verband met het bestaan van een staat van

oorlog in Europa na 1 September 1939, onverschillig of de Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid alsdan al dan niet met Italië in oorlog was. Hieronder vallen:

a. Aanspraken wegens verlies of schade geleden tengevolge van verrichtingen van de strijdkrachten of autoriteiten der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden;

b. Aanspraken, voortspruitend uit de tegenwoordigheid, krijgsverrichtingen of handelingen van de strijdkrachten of autoriteiten der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden op Italiaans grondgebied;

c. Aanspraken, welke betrekking hebben op de besluiten of beschikkingen van de prijsgerechten van de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden; Italië verbindt zich alle besluiten en beschikkingen, welke die prijsgerechten op of na 1 September 1939 hebben uitgevaardigd, betreffende Italiaanse schepen en goederen of betaling van kosten, als geldig en bindend te erkennen;

d. Aanspraken, voortspruitend uit de uitoefening van de rechten der oorlogvoerenden of uit maatregelen, welke de uitoefening van die rechten ten doel hebben.

2. De bepalingen van dit artikel zullen volledig en definitief alle daarin beoogde en diensvolgens vervallen aanspraken uitsluiten, welke ook de partijen mogen zijn, welke daarbij zijn betrokken. De Italiaanse Regering verplicht zich een billijke schadevergoeding in lires te betalen aan hen, die, krachtens vordering, goederen hebben verschaft aan of diensten hebben verricht voor de strijdkrachten der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden op Italiaans gebied, alsmede aan hen, die vorderingen hebben op de strijdkrachten der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden wegens op Italiaans gebied geleden schade, welke niet door oorlogshandelingen ontstaan is.

3. Italië doet eveneens in naam van de Italiaanse Regering en de Italiaanse onderdanen afstand van alle aanspraken, als bedoeld in lid 1 van dit artikel, tegenover die Verenigde Natie, welke de diplomatieke betrekkingen met Italië heeft verbroken en in samenwerking met de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden maatregelen heeft genomen.

4. De Italiaanse Regering zal volledige verantwoordelijkheid aanvaarden voor alle Geallieerde militaire betaalmiddelen, welke door de Geallieerde militaire autoriteiten in Italië in omloop zijn gebracht, alsmede voor het militaire geld, dat bij het van kracht worden van dit Verdrag in omloop is.

5. De aanspraken, waarvan Italië krachtens lid 1 van dit artikel afstand doet, omvatten al die aanspraken, welke voort-

spruiten uit de maatregelen, welke tussen 1 September 1939 en het van kracht worden van dit Verdrag door een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden ten opzichte van Italiaanse schepen genomen zijn, alsmede alle aanspraken en schuldvorderingen, voortvloeiende uit de Verdragen betreffende krijgsgevangenen, welke thans van kracht zijn.

6. De bepalingen van dit artikel worden niet geacht de eigendomsrechten aan te tasten ten aanzien van de onderzeese kabels, welke bij het uitbreken van de oorlog het eigendom waren van de Italiaanse Regering of Italiaanse onderdanen. De toepassing van artikel 79 en bijlage XIV op onderzeese kabels wordt door dit lid echter niet verhinderd.

Artikel 77.

1. De eigendommen van Italië en Italiaanse onderdanen in Duitsland zullen vanaf het van kracht worden van dit Verdrag niet langer als vijandelijk bezit beschouwd worden, terwijl alle beperkingen, waaraan die eigendommen als zodanig onderworpen waren, worden opgeheven.

2. Herkenbare eigendommen van Italië of Italiaanse onderdanen, welke met geweld of onder dwang door de Duitse strijdkrachten of autoriteiten uit Italiaans gebied na 3 September 1943 naar Duitsland werden weggevoerd, komen in aanmerking voor teruggave.

3. Herstel van eigendomsrechten en teruggave van Italiaanse eigendommen in Duitsland zullen plaats hebben overeenkomstig de maatregelen, door de Mogendheden, die Duitsland bezetten, te nemen.

4. Behoudens deze maatregelen en alle andere te nemen door de Mogendheden, die Duitsland bezetten, ten gunste van Italië en Italiaanse onderdanen, doet Italië in naam van zich zelf en van de Italiaanse onderdanen afstand van alle op 8 Mei 1945 bestaande vorderingen op Duitsland en Duitse onderdanen, behalve van die, welke zijn ontstaan uit overeenkomsten en andere verbintenissen, alsmede rechten, welke vóór 1 September 1939 waren aangegaan of verkregen. Deze afstand wordt geacht eveneens van toepassing te zijn op alle schuldvorderingen, alle inter-gouvernementale vorderingen, voortvloeiende uit overeenkomsten, gesloten tijdens de oorlog en alle vorderingen wegens verlies of schade gedurende de oorlog ontstaan.

5. Italië verbindt zich alle nodige maatregelen te treffen, teneinde de overdracht te vergemakkelijken van Duits bezit in Italië, welke mogelijkerwijs zullen worden voorgeschreven door die bezettende Mogendheden in Duitsland, die de bevoegdheid hebben over dat bezit te beschikken

DEEL VII

BEZITTINGEN, RECHTEN EN BELANGEN

PARAGRAAF I. BEZITTINGEN DER VERENIGDE NATIES IN ITALIË

Artikel 78.

1. Italië zal, voor zover het zulks nog niet gedaan heeft, alle wettige rechten en belangen in Italië van de Verenigde Naties en hun onderdanen, zoals die op 10 Juni 1940 bestonden, herstellen en zal alle zich in Italië bevindende bezittingen van de Verenigde Naties en haar burgers teruggeven in de toestand, waarin zij zich thans bevinden.

2. De Italiaanse Regering verbindt zich tot de teruggave van alle in dit artikel bedoelde bezittingen, rechten en belangen, vrij van hypotheken of enigerlei lasten, waarmede zij tengevolge van de oorlog bezwaard mochten zijn en zonder de berekening door de Italiaanse Regering van kosten in verband met de teruggave. De Italiaanse Regering zal alle maatregelen annuleren, met inbegrip van maatregelen van beslaglegging, sequestratie of toezicht, welke tussen 10 Juni 1940 en het van kracht worden van dit Verdrag ten aanzien van de bezittingen van de Verenigde Naties door haar genomen zijn. Ingeval bezittingen niet binnen zes maanden na het van kracht worden van dit Verdrag zijn teruggegeven, moeten zij uiterlijk binnen twaalf maanden na het van kracht worden van dit Verdrag bij de Italiaanse autoriteiten worden opgevraagd, behalve in die gevallen, waarin de aanvrager in staat is aan te tonen, dat de aanvrage niet binnen die termijn kon worden ingediend.

3. De Italiaanse Regering zal de overdracht van alle bezittingen, rechten en belangen van elke aard van onderdanen van de Verenigde Naties annuleren, wanneer die overdracht het gevolg was van geweld of dwang door de Regeringen der As-Mogendheden of hun organen tijdens de oorlog uitgeoefend.

4. *a.* De Italiaanse Regering is er voor verantwoordelijk, dat de bezittingen, welke krachtens lid 1 van dit artikel aan de onderdanen van de Verenigde Naties worden teruggegeven, in volledig goede staat worden gebracht. Wanneer enig bezit niet teruggegeven kan worden of wanneer een onderdaan van de Verenigde Naties tengevolge van de oorlog nadeel zal hebben geleden tengevolge van een aantasting van of schade toegebracht aan een bezitting in Italië, dan zal hij van de Italiaanse Regering een schadevergoeding in lires ontvangen ten bedrage van tweederde van het bedrag, hetwelk op de datum van betaling nodig is om een gelijksoortig goed te kopen of om

het verlies of de geleden schade goed te maken. In geen geval mogen onderdanen van de Verenigde Naties inzake schadevergoeding minder gunstig behandeld worden dan Italiaanse onderdanen.

b. Onderdanen van de Verenigde Naties, die direct of indirect deelgerechtigd zijn in maatschappijen of verenigingen, welke niet de nationaliteit bezitten van de Verenigde Naties in de zin van lid 9a van dit artikel, doch die verlies hebben geleden tengevolge van aantasting van of schade toegebracht aan hun bezittingen in Italië, zullen een schadevergoeding overeenkomstig lid 4a ontvangen. Deze schadevergoeding zal berekend worden naar het totale verlies of de totale schade, welke door de maatschappij of vereniging geleden is en zal in dezelfde verhouding staan tot dat verlies of die schade als de belangen van die onderdanen zich verhouden tot het totale kapitaal van de maatschappij of vereniging.

c. De schadevergoeding zal vrij van enige heffing, belasting of andere lasten worden uitgekeerd. Zij kan vrijelijk in Italië gebruikt worden, doch zal onderworpen zijn aan de bepalingen op vreemde deviezen, welke te eniger tijd in Italië van kracht kunnen zijn.

d. De Italiaanse Regering zal aan onderdanen van de Verenigde Naties een schadevergoeding in lires toekennen in dezelfde verhouding als die bedoeld sub *a* om hen schadeloos te stellen voor verlies of schade als gevolg van bijzondere, tijdens de oorlog op hun bezittingen toegepaste maatregelen, aan welke Italiaanse bezittingen niet onderworpen waren. Dit lid is niet van toepassing op winstderving.

5. Alle redelijke onkosten welke in Italië voortvloeien uit het vaststellen van vorderingen, het schatten van verlies of schade, daarbij inbegrepen, zullen door de Italiaanse Regering gedragen worden.

6. Onderdanen van de Verenigde Naties, alsmede hun bezittingen zullen worden ontheven van buitengewone belastingen, heffingen en rechten, welke door de Italiaanse Regering of Italiaanse autoriteiten tussen 3 September 1943 en het van kracht worden van dit Verdrag hun vermogen in Italië belast mochten hebben met het bijzondere doel om de oorlogskosten te bestrijden of wel om de kosten voor de bezettingstroepen of de herstelbetalingen aan een Lid der Verenigde Naties te dekken. Alle uit dien hoofde geïnde bedragen moeten worden terugbetaald.

7. Niettegenstaande de in dit Verdrag bepaalde overdracht van gebiedsdelen, blijft Italië verantwoordelijk voor verlies of schade, welke gedurende de oorlog aan bezittingen, toebehorend

aan onderdanen der Verenigde Naties, in afgestaan gebied of het Vrije Gebied van Triëst zijn toegebracht. De in lid 3, 4, 5 en 6 van dit artikel vervatte verplichtingen zullen ook op de Italiaanse Regering rusten met betrekking tot bezittingen toebehorend aan onderdanen der Verenigde Naties in afgestane gebieden en in het Vrije Gebied van Triëst, doch slechts voor zover zulks niet in strijd zou zijn met de bepalingen vervat in lid 14 van bijlage X en lid 14 van bijlage XIV van dit Verdrag.

8. De eigenaar van bedoelde bezittingen en de Italiaanse Regering kunnen een regeling treffen ter vervanging van de bepalingen van dit Artikel.

9. Voor de toepassing van dit Artikel geldt het volgende:

a. De term ,,onderdanen van de Verenigde Naties'' is van toepassing op natuurlijke personen, die de nationaliteit van een der Verenigde Naties bezitten, rechtspersonen of verenigingen, die bij het van kracht worden van dit Verdrag krachtens de wetten van een der Verenigde Naties opgericht waren, mits die natuurlijke personen, rechtspersonen of verenigingen deze status reeds bezaten op 3 September 1943, de datum van de wapenstilstand met Italië.

De term ,,onderdanen van de Verenigde Naties'' omvat tevens alle personen, rechtspersonen of verenigingen, die krachtens de in Italië tijdens de oorlog geldende wetten als vijanden behandeld werden.

b. Met de term ,,eigenaar'' is bedoeld de onderdaan van een der Verenigde Naties, in de sub *a* omschreven betekenis, die wettige aanspraak op de bezitting in kwestie kan doen gelden en sluit tevens in de opvolger van de eigenaar, mits de opvolger eveneens een onderdaan van de Verenigde Naties is in de zin van dit lid, sub *a*. Als de opvolger de bezitting heeft gekocht, toen zij reeds beschadigd was, zal de verkoper zijn aan dit artikel ontleende recht op schadevergoeding behouden, zonder dat de krachtens de interne wetgeving bestaande verplichtingen tussen koper en verkoper daardoor worden beïnvloed.

c. Met de term ,,bezitting'' zijn bedoeld alle roerende of onroerende goederen, al of niet stoffelijk, waaronder begrepen de rechten betreffende industriële, letterkundige of artistieke eigendom, alsmede alle mogelijke rechten en belangen inzake goederen. Onverminderd de bovenstaande algemene bepalingen, omvatten de bezittingen der Verenigde Naties en hun onderdanen alle zee- en binnenschepen met inbegrip van hun tuigage en uitrusting, welke het eigendom waren van de Verenigde Naties of hun onderdanen, ofwel in een land van de Verenigde Naties geregistreerd waren, ofwel de vlag van een der Verenigde Naties voerden en welke na 10 Juni 1940, onverschillig of zij zich in

de Italiaanse wateren bevonden of wel met geweld daarheen waren gevoerd, als vijandelijk bezit onder het toezicht der Italiaanse autoriteiten werden gesteld, of wel in Italië niet meer ter vrije beschikking stonden van de Verenigde Naties of hun onderdanen tengevolge van controlemaatregelen, welke, in verband met het bestaan van een staat van oorlog tussen enige leden van de Verenigde Naties en Duitsland, door de Italiaanse autoriteiten genomen waren.

PARAGRAAF II. ITALIAANSE BEZITTINGEN OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEALLIEERDE EN GEASSOCIEERDE MOGENDHEDEN

Artikel 79.

1. Ieder der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden heeft het recht over te gaan tot inbeslagneming, terughouding of liquidatie van alle aan Italië of Italiaanse onderdanen toebehorende bezittingen, rechten en belangen, welke zich bij het van kracht worden van dit Verdrag binnen haar gebied bevinden en andere maatregelen ten opzichte van die bezittingen te treffen. Zij heeft voorts het recht elk dier bezittingen of de opbrengst daarvan voor de door haar gewenste doeleinden aan te wenden tot het bedrag van haar vorderingen of die van haar onderdanen op Italië of Italiaanse onderdanen (met inbegrip van schuldvorderingen), welke nog niet geheel voldaan zijn uit hoofde van andere artikelen van dit Verdrag. Alle Italiaanse bezittingen, of de opbrengst daarvan, waarvan de waarde die van voornoemde vorderingen te boven gaat, zullen worden teruggegeven.

2. De liquidatie van Italiaanse bezittingen en de maatregelen ter beschikking daarover worden uitgevoerd overeenkomstig de bij de betrokken Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid geldende wet. De aan die wet ontleende rechten zijn de enige, welke de Italiaanse eigenaar ten opzichte van bedoelde bezittingen kan doen gelden.

3. De Italiaanse Regering verbindt zich de Italiaanse onderdanen, wier bezittingen krachtens de bepalingen van dit artikel in beslag zijn genomen en hun niet zijn teruggegeven, schadeloos te stellen.

4. Aan dit artikel kan geen verplichting voor de Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden worden ontleend om rechten betreffende de industriële eigendom aan de Italiaanse Regering of aan Italiaanse onderdanen terug te geven of wel die rechten mede te rekenen bij de vaststelling van de bedragen, welke krachtens lid 1 van dit artikel kunnen worden teruggehouden.

De Regering van elke Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid heeft het recht aan de rechten en belangen, met betrekking tot de industriële eigendom op het gebied van die Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid, welke voor het van kracht worden van dit Verdrag door de Italiaanse Regering of Italiaanse onderdanen zijn verkregen, zodanige voorwaarden en beperkingen te verbinden als de Regering van de betrokken Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid in het belang van het land nodig zal achten.

5. *a.* Italiaanse onderzeese kabels, welke punten op Zuidslavisch gebied verbinden, worden, zelfs indien zij gedeeltelijk buiten de territoriale wateren van Zuidslavië liggen, als Italiaans bezit in Zuidslavië beschouwd.

b. Italiaanse onderzeese kabels, welke een punt binnen het gebied van een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden met een punt binnen Italiaans gebied verbinden, worden in de zin van dit artikel als Italiaans bezit beschouwd voor wat betreft de eindinstallaties en de gedeelten van de kabels, welke binnen de territoriale wateren van die Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid liggen.

6. De in lid 1 van dit artikel voornoemde bezittingen, worden geacht Italiaans bezit te omvatten, dat onder toezicht heeft gestaan tengevolge van de staat van oorlog tussen Italië en de Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid, onder wier rechtsbevoegdheid die bezittingen vallen.

Daaronder zijn evenwel niet begrepen:

a. De eigendommen van de Italiaanse Regering, gebruikt voor diplomatieke of consulaire doeleinden;

b. De eigendommen van godsdienstige instellingen of particuliere weldadigheidsinstellingen, welke uitsluitend voor godsdienstige of weldadigheidsdoeleinden gebruikt worden;

c. De bezittingen van natuurlijke personen, zijnde Italiaanse onderdanen, wien het veroorloofd is binnen het gebied te wonen van het land, waarin die bezittingen zich bevinden, of wel elders te wonen binnen het gebied van de Verenigde Naties, behalve de Italiaanse bezittingen, welke op enigerlei tijdstip tijdens de oorlog onderworpen waren aan maatregelen, welke niet algemeen van toepassing waren op de bezittingen van Italiaanse onderdanen, die binnen dat gebied woonden;

d. Eigendomsrechten, welke zijn ontstaan sedert de hervatting van de commerciële en financiële betrekkingen tussen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Italië, of wel na 3 September 1943 zijn voortgesproten uit transacties tussen de Regering van een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden en Italië.

e. Rechten op letterkundige en artistieke eigendom;

f. Aan Italiaanse onderdanen toebehorende bezittingen in afgestane gebiedsdelen, waarop de bepalingen van bijlage XIV van toepassing zijn;

g. Met uitzondering van het bezit bedoeld in artikel 74, deel A, lid 2 *b* en sectie D, lid 1, de bezittingen van natuurlijke personen, die wonen in de afgestane gebiedsdelen of in het Vrije Gebied van Triëst en die geen gebruik hebben gemaakt van de bij dit Verdrag geboden gelegenheid om de Italiaanse nationaliteit te kiezen, alsmede de bezittingen van verenigingen of maatschappijen, die hun zetel hebben in afgestane gebieden of in het Vrije Gebied van Triëst, mits die verenigingen of maatschappijen niet het eigendom zijn van of bestuurd worden door in Italië wonende personen. In de gevallen, bedoeld in artikel 74, deel A, lid 2 *b* en deel D, lid 1 wordt de kwestie van schadevergoeding geregeld door artikel 74 deel E.

PARAGRAAF III. VERKLARING VAN DE GEALLIEERDE EN GEASSOCIEERDE MOGENDHEDEN MET BETREKKING TOT HUN VORDERINGEN

Artikel 80.

De Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden verklaren, dat in de hun bij artikel 74 en 79 van dit Verdrag toegekende rechten alle vorderingen zijn begrepen, welke zij of hun onderdanen kunnen doen gelden wegens verlies of schade tengevolge van oorlogshandelingen, met inbegrip van de maatregelen, die het gevolg waren van de bezetting van hun gebied, aan Italië te wijten zijn en buiten Italiaans gebied zijn toegebracht, met uitzondering van de vorderingen, welke gegrond zijn op de artikelen 75 en 78.

PARAGRAAF IV. SCHULDEN.

Artikel 81.

1. Het bestaan van de staat van oorlog mag niet op zichzelf geacht worden iets af te doen aan de verplichting tot betaling van schulden, voortvloeiende uit verplichtingen en overeenkomsten, welke reeds bestonden, en rechten, welke reeds verkregen waren vóór het bestaan van de staat van oorlog, welke schulden vóór het van kracht worden van dit Verdrag opeisbaar werden en verschuldigd zijn door de Italiaanse Regering of Italiaanse onderdanen aan de Regering of onderdanen van een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden, of wel door de Regering of onderdanen van een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden verschuldigd zijn aan de Italiaanse Regering of Italiaanse onderdanen.

2. Behoudens in die gevallen, waarin dit Verdrag uitdrukkelijk het tegendeel bepaalt, mag geen enkele bepaling daarin worden uitgelegd als een aantasting van de betrekkingen tussen debiteuren en crediteuren, welke ontstonden uit overeenkomsten, welke vóór de oorlog door de Italiaanse Regering of door Italiaanse onderdanen zijn afgesloten.

DEEL VIII

ALGEMENE ECONOMISCHE BETREKKINGEN

Artikel 82.

1. In afwachting van het afsluiten van handelsverdragen of overeenkomsten tussen een der Verenigde Naties en Italië, moet de Italiaanse Regering gedurende de tijd van achttien maanden na het van kracht worden van dit Verdrag de volgende behandeling toestaan aan de Verenigde Naties, die in feite op voet van wederkerigheid dezelfde behandeling op dit gebied aan Italië toekennen:

a. In alle aangelegenheden betreffende in- en uitvoerrechten en -heffingen, binnenlandse belastingen op ingevoerde goederen en desbetreffende regelingen zullen de Verenigde Naties onvoorwaardelijk meest begunstiging genieten;

b. In geen ander opzicht mag Italië willekeurige discriminatie toepassen ten nadele van goederen, afkomstig van of bestemd voor een der Verenigde Naties of een ander vreemd land ten aanzien van overeenkomstige goederen afkomstig van of bestemd voor enige andere Verenigde Natie of enig ander vreemd land;

c. Onderdanen der Verenigde Naties met inbegrip van rechtspersonen, moeten nationale behandeling en meestbegunstiging genieten op het gebied van handel, nijverheid, scheepvaart of enige andere vorm van commerciële activiteit in Italië. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de commerciële luchtvaart;

d. Italië mag geen enkel land exclusieve voorkeurrechten toestaan ten aanzien van de exploitatie van commerciële luchtlijnen in het internationale verkeer; het moet alle Verenigde Naties gelijke gelegenheid bieden om rechten te verkrijgen met betrekking tot het internationale commerciële luchtvaartverkeer op Italiaans grondgebied, met inbegrip van het recht om te landen met het doel om brandstof en proviand in te nemen of herstellingen uit te voeren; voorts moet het met betrekking tot de exploitatie van commerciële luchtlijnen in het internationale

verkeer aan alle Verenigde Naties op voet van wederkerigheid en zonder discriminatie het recht toekennen om over Italiaans gebied te vliegen zonder te landen. Deze bepalingen mogen geen inbreuk maken op de belangen van de nationale verdediging van Italië.

2. Bovenstaande verplichtingen, waartoe Italië zich verbindt, moeten verstaan worden als te zijn onderworpen aan de gebruikelijke uitzonderingen, welke voorkomen in de door Italië voor de oorlog gesloten handelsverdragen, en de bepalingen met betrekking tot de door elk van de Verenigde Naties verleende wederkerigheid moeten verstaan worden als te zijn onderworpen aan de gebruikelijke uitzonderingen, welke voorkomen in de door die Staat gesloten handelsverdragen.

DEEL IX

REGELING VAN GESCHILLEN

Artikel 83.

1. Alle geschillen, welke bij de tenuitvoerlegging van de bepalingen van de artikelen 75 en 78 en de bijlagen XIV, XV, XVI en XVII, deel B van dit Verdrag mochten rijzen, moeten worden voorgelegd aan een Verzoenings-Commissie, bestaande uit een vertegenwoordiger van de Regering der betrokken Verenigde Natie en een vertegenwoordiger van de Italiaanse Regering, die op voet van gelijkheid zullen staan. Mocht binnen drie maanden, nadat het geschil aan de Verzoenings-Commissie is voorgelegd, geen overeenstemming zijn bereikt, dan kan ieder der beide Regeringen verzoeken om een derde lid, dat in onderling overleg door de beide Regeringen uit onderdanen van een ander land gekozen moet worden, aan de Commissie toe te voegen. Als de beide Regeringen binnen twee maanden geen overeenstemming bereiken omtrent de keuze van een derde lid der Commissie, dan zullen de Regeringen zich wenden tot de Ambassadeurs te Rome van de Sowjet-Unie, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten van Amerika en Frankrijk, die een derde lid van de Commissie zullen benoemen. Mochten de Ambassadeurs er niet in slagen het binnen een maand eens te worden omtrent de benoeming van een derde lid, dan kunnen beide partijen de Secretaris-Generaal der Verenigde Naties verzoeken zich met die benoeming te belasten.

2. Als een Verzoenings-Commissie, ingevolge lid 1 van dit artikel, is ingesteld, is zij bevoegd alle geschillen te beslechten, welke daarna tussen de betrokken Verenigde Natie en Italië zouden rijzen bij de toepassing of de uitlegging van artikel 75 en 78 en de annexen XIV, XV, XVI en XVII, sectie B van dit

Verdrag, en verricht zij de functies, welke haar krachtens die bepalingen zijn opgedragen.

3. Iedere Verzoenings-Commissie bepaalt haar eigen werkwijze en stelt daarbij naar recht en billijkheid regelen.

4. De beide Regeringen betalen elk het honorarium van het door haar benoemde Commissielid of de door haar aangewezen vertegenwoordiger in de Commissie. Het honorarium van het derde lid wordt in onderling overleg vastgesteld door de betrokken Regeringen, die elk de helft van dit honorarium en van de gewone onkosten der Commissie betalen.

5. Beide partijen verplichten zich door hun autoriteiten direct aan de Verzoenings-Commissie de bijstand te doen verlenen, waartoe zij in staat zijn.

6. De uitspraak van de meerderheid der leden van de Commissie wordt beschouwd als de uitspraak van de Commissie en wordt door beide partijen als beslissend en bindend beschouwd.

DEEL X

DIVERSE ECONOMISCHE BEPALINGEN

Artikel 84.

Artikel 75, 78 en 82, alsmede annex XVII van dit Verdrag zijn van toepassing op de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en die leden der Verenigde Naties, die de diplomatieke betrekkingen met Italië hebben verbroken of waarmede Italië de diplomatieke betrekkingen heeft verbroken. Deze artikelen en dit annex zijn eveneens van toepassing op Albanië en op Noorwegen.

Artikel 85.

De bepalingen van de annexen VIII, X, XIV, XV, XVI en XVII, zowel als die der andere annexen worden geacht dezelfde waarde en betekenis te hebben als dit Verdrag, waarvan zij een onafscheidelijk deel vormen.

DEEL XI

SLOTCLAUSULES

Artikel 86.

1. Gedurende een periode van ten hoogste achttien maanden na het van kracht worden van dit Verdrag zullen de Ambassa-

deurs te Rome van de Sowjet-Unie, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten van Amerika en Frankrijk, gezamenlijk optredend, de Geallieerde Mogendheden vertegenwoordigen bij de behandeling met de Italiaanse Regering van alle aangelegenheden betreffende de uitvoering en uitlegging van dit Verdrag.

2. De Vier Ambassadeurs zullen de Italiaanse Regering de raad, het technisch advies en de voorlichting verstrekken, welke nodig mochten zijn om de snelle en doelmatige ten uitvoerlegging van dit Verdrag, zowel naar de letter als naar de geest, te verzekeren.

3. De Italiaanse Regering zal de Vier Ambassadeurs alle inlichtingen en bijstand verschaffen, welke zij bij de vervulling van de taak, die hun door dit Verdrag wordt opgelegd, kunnen nodig hebben.

Artikel 87.

1. Behalve in die gevallen, waarin door een of meer artikelen van dit Verdrag een andere procedure is voorgeschreven, zal elk geschil betreffende de uitlegging of uitvoering van dit Verdrag, dat niet door directe diplomatieke onderhandelingen is opgelost, volgens artikel 86 aan de Vier Ambassadeurs worden voorgelegd, in welk geval de Ambassadeurs echter niet aan de in dat artikel voorgeschreven tijdslimiet gebonden zullen zijn. Al dergelijke geschillen, welke zij niet binnen twee maanden tijds hebben opgelost, worden, tenzij partijen onderling overeenkomen, het geschil op een andere wijze te regelen, op verzoek van een der bij het geschil betrokken partijen verwezen naar een Commissie, bestaande uit een vertegenwoordiger van elke partij en een derde lid, dat in onderling overleg door beide partijen uit de onderdanen van een derde land gekozen wordt. Mochten de partijen er niet in slagen binnen een maand een derde lid te benoemen, dan zal elk der partijen de Secretaris-Generaal der Verenigde Naties kunnen verzoeken zich met die benoeming te belasten.

2. De uitspraak van de meerderheid der leden van de Commissie wordt beschouwd als de uitspraak van de Commissie en wordt door beide partijen als beslissend en bindend aanvaard.

Artikel 88.

1. De met Italië in oorlog zijnde Leden van de Verenigde Naties, die dit Verdrag niet ondertekend hebben, alsmede Albanië, kunnen tot dit Verdrag toetreden en worden, voor de toepassing van dit Verdrag, na hun toetreding als een Geassocieerde Mogendheid beschouwd.

2. De akten van toetreding moeten bij de Regering van de Franse Republiek nedergelegd worden en zijn van kracht vanaf de nederlegging.

Artikel 89.

Door de bepalingen van dit Verdrag worden aan geen der Staten, welke in de Preambule als een der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zijn aangeduid, of aan zijn onderdanen enige rechten of voordelen toegekend, alvorens die Staat door de nederlegging van de akte van bekrachtiging tot het Verdrag is toegetreden.

Artikel 90.

Dit Verdrag, waarvan de Franse, Engelse en Russische tekst authentiek zijn, zal door de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden bekrachtigd moeten worden. Het zal ook door Italië moeten worden bekrachtigd. Onmiddellijk na de nederlegging van de akten van bekrachtiging door de Unie van Sowjet Socialistische Republieken, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Verenigde Staten van Amerika en Frankrijk, treedt het in werking. De akten van bekrachtiging moeten binnen de kortst mogelijke tijd bij de Regering van de Franse Republiek nedergelegd worden.

Voor de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheid, wier akte van bekrachtiging daarna nedergelegd is, wordt het Verdrag van kracht op de datum, waarop die akte nedergelegd is. Dit Verdrag zal worden nedergelegd in het archief der Regering van de Franse Republiek, die aan alle Staten ondertekenaars een gewaarmerkt afschrift zal doen toekomen.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden dit Verdrag ondertekend en daaraan hun zegel gehecht hebben.

Gedaan in de Franse, Engelse, Russische en Italiaanse taal te Parijs op de tiende Februari negentienhonderdzevenenveertig.

LIJST DER BIJLAGEN

Bijlage XV — Bijzondere regelingen betreffende bepaalde categorieën bezittingen:

1. Industriële, litteraire en artistieke eigendom.
2. Verzekeringen.

Bijlage XVI — Overeenkomsten, verjaring, wissels.

Bijlage XVII — Prijsgerechten en uitspraken.

BIJLAGE I

KAARTEN

(zie afzonderlijke atlas)

A — Grenzen van Italië (artikel 1).

B — Frans-Italiaanse grens (artikel 2).

C — Italiaans-Zuidslavische grens (artikel 3).

D — Grenzen van het Vrije Gebied van Triëst (artikel 4 en 22).

E — Zeegebieden waarvan de begrenzing is aangegeven in artikel XII van dit Verdrag.

BIJLAGE II

FRANS-ITALIAANSE GRENS

Gedetailleerde beschrijving der grensgedeelten, waarop de wijzigingen, vervat in artikel 2, van toepassing zijn.

Kleine St. Bernard Pas

Verwijzing: Kaart op schaal van 1 : 20.000 — Ste Foy Tarentaise No. 1—2

De nieuwe grens begint bij de rotsachtige berggraat van Lancebranlette, daalt in Oostelijke richting, volgt dan de waterscheiding tot punt 2180 en loopt van hier naar Colonna Joux (punt 2188). Zij blijft de waterscheiding volgen om te stijgen naar de Costa del Belvedere, waarvan zij de rotsachtige oneffenheden volgt, loopt om de top heen, welke zij op Frans gebied laat liggen op 120 meter van de grenslijn, zet zich dan voort langs de punten 2570, 2703, langs Bella Valetta en punt 2746 om zich bij de Mont Valaisan met de oude grens te verenigen.

Mont Cenis Plateau

Verwijzing: Kaarten op schaal van 1 : 20.000 van Lanslebourg No. 5—6 en 7—8 en van de Mont d'Ambin No. 1—2

De nieuwe grenslijn verlaat de oude grens bij de Mont Tour, loopt in Westelijke richting samen met de bestuursgrens, aangegeven op de kaart, volgt de rivier T. Vitoun van het punt waar de lijn de Noordelijke zijtak van deze rivier ontmoet, en volgt de loop hiervan bergafwaarts tot de Rocca della Toretta.

Vervolgens loopt de grens langs de lijn van rotsachtige oneffenheden om de bergstroom komende van de Alp Lamet te bereiken, en volgt dan bergafwaarts deze stroom tot aan de voet van de rotsachtige en steile helling, zet zich hierlangs voort over ongeveer 800 meter tot aan de thalweg op een punt ongeveer 200 meter Noordelijk van punt 1805.

Vervolgens loopt de grenslijn over de rand der aardverschuivingen die op ongeveer 300 meter boven Ferrera Cenisio liggen, zet zich dan voort in Westelijke richting en sluit zich aan bij de weg die in Oostelijke richting om de Rue Paradiso trekt, op 400 meter Westelijk van de bocht (1854), om hiervan onmiddellijk weer af te wijken en in Zuidelijke richting af te buigen.

De nieuwe grens kruist de weg van Bar Cenisia op een punt ongeveer 100 meter Zuid-Oostelijk van de berghut 5, kruist vervolgens de thalweg in de richting van het meer S. Giorgio, volgt ongeveer de hoogtelijn 1900 tot bij punt 1907, loopt langs de Zuid-oever van het meer van Arpon en verenigt zich met de rotsige bergkam, die zij blijft volgen in Zuid-Westelijke richting tot de samenvloeiing der bergstromen die haar oorsprong nemen in de gletscher van Bard (Chiaccajo di Bard), op een punt gelegen ongeveer 1400 meter Zuid-Westelijk van het meer van Arpon.

Vandaar uit buigt de grens naar het Zuiden, volgt ongeveer de hoogtelijn 2500, passeert het punt 2579, bereikt langs de hoogtelijn 2600 het meer della Vecchia en verenigt zich, bij de bestuursgrens, aangegeven op de kaart op ongeveer 700 meter ten Zuid-Oosten van het meer, met de weg naar Pso d'Avanza, die haar langs de rotsachtige en steile hellingen naar de vroegere grens leidt, halverwege de Col de la Vecchia en de Col de Clapier.

Mont-Thabor

Verwijzing: Kaart op schaal van 1 : 20.000 van Névache
Nos. 1—2, 5—6 en 7—8

Van de Cime de la Planette tot aan de Rocher de Guion (Cima des Sueur)

De nieuwe grenslijn scheidt zich bij de Cime de la Planette van de vroegere grens af, loopt in Zuidelijke richting en volgt de bergkam langs de punten 2980, 3178, de Ria Bernaude (3228), de punten 2842, 2780, 2877, langs Pso della Gallina (2671), de punten 2720, 2806 en de Pta Quattre Sorelle (2700).

Vanaf dit punt de Oostelijke berghelling afdalend, laat de nieuwe grenslijn het punt, genummerd 2420, op Frans grondgebied liggen, verenigt zich vandaar uit met de weg die zij aan de Oostzijde volgt en die heenleidt naar dê gebouwen, welke gelegen zijn op een afstand van ongeveer 200 meter van punt 2253, waarbij deze weg en deze gebouwen op Frans grondgebied blijven. De nieuwe grens volgt

nu een thalweg, die ongeveer 300 meter ten Noord-Oosten van punt 1915 loopt, vanwaar zij het Noord-Westelijk uiteinde van het bekken bereikt, dat in de Vallée Stroite (Valle Stretta), de hydro-electrische installaties van Sette Fontane van water voorziet, waarbij het bekken en de installaties op Italiaans grondgebied blijven. De nieuwe grens trekt Zuidelijk hier omheen en bereikt het kruispunt van wegen bij punt 1499.

Vervolgens volgt de nieuwe grenslijn de weg die zich bij de zoom van het woud bij de hoogtelijn 1500 aansluit en die de grens leidt naar de Comba della Gorgia in de omgeving van de hoogtelijn 1580; daarna stijgt zij langs de thalweg naar punt 1974, en sluit zich aan bij de rand van de steile hellingen van de rots la Sueur, die bepaald wordt door de punten 2272, 2268, 2239, 2266, 2267; zij blijft over deze rand lopen, totdat zij stuit op de vroegere grenslijn, waarbij de rotskam en de weg die hierlangs loopt, op Frans gebied blijven.

Chaberton

Verwijzing: Kaart op schaal van 1 : 20 000 van Briançon.
Nos. 3—4

De nieuwe grenslijn verlaat de oude grens bij punt 3042 (ten Noorden van punt 3070 en ten Noorden van het punt Trois Scies) en volgt de rotskam tot aan de Croce del Vallonetto.

Vanaf de Croce del Vallonetto buigt de nieuwe grens naar het Zuiden en de rotskam volgend, verenigt zij zich met de weg naar de Chaberton, op het punt waar deze uitkomt op de met bergen omringde dalkom van de Clot des Morts.

De nieuwe grens steekt deze weg over, evenals de hierlangs lopende thalweg, volgt over ongeveer 1250 meter de hoogtelijn 2300, die in het terrein in Zuid-Oostelijke richting een reeks rotsige oneffenheden en ingestorte rotspartijen volgt, snijdt vervolgens in rechte lijn de Oostelijke helling van de Mont Chaberton en bereikt een punt, ongeveer 400 meter ten Westen van punt 2160, waarbij de tussenpijler van de luchtkabelbaan, die zich op die plaats bevindt, op Frans gebied blijft.

Van daaruit loopt de grens in rechte lijn over een reeks rotswanden en diepe ravijnen naar de versterking, welke niet op de kaart van de Fontaine des Chamois aangegeven is en welke dicht bij punt 2228 gelegen is (ongeveer 1,4 km ten Noord-Oosten van Clavières); hier trekt zij Oostwaarts omheen, volgt de tweede bocht van de weg, die deze versterking verbindt met de versterkte kazerne van Chaberton (op de weg van Cézanne (Cesana) naar Clavières), waarbij de versterkingen van de Fontaine des Chamois op Frans grondgebied blijven.

De nieuwe grenslijn blijft eerst in Zuidelijke richting de op de kaart aangegeven gemeentegrens volgen, loopt daarna langs de rots-

wand op ongeveer 400 meter ten Noorden van de weg Clavières—Cézanne (Cesana), buigt dan naar het Zuid-Westen, loopt onder langs de rotsen op voldoende afstand om de aanleg van een weg met tweerichtingsverkeer mogelijk te maken.

De grens trekt Noordwaarts om het dorp Clavières heen, dat op Italiaans grondgebied blijft, en ontmoet de Rio Secco op ongeveer 200 meter stroomopwaarts van de brug van Clavières, volgt haar loop stroomafwaarts en vervolgens die van de Doire Ripaire (Doria Riparia) tot aan de weg van Clavières naar de Val Gimont, dat Italiaans blijft, en volgt die weg tot aan de brug over de Gimont.

De grenslijn blijft ongeveer 300 meter stroomopwaarts de rivier volgen, verlaat deze en volgt het muildierenpad, dat leidt naar het hoogste pijler van de luchtkabelbaan van Clavières (Col du Mont Fort du Boeuf), dat op Frans grondgebied blijft. Over de rotskam verenigt zij zich bij de Mont la Plane met de bestaande grens, bij grenspaal 251. De weg van het dal van Gimont blijft op Italiaans grondgebied.

Bovendalen van de Tinée, de Vésubie en de Roya

1°. *Van de Cime de la Colla Longa tot aan de Cime di Mercantour.*

Verwijzingen: Kaart op schaal van 1 : 20.000

St. Etienne de Tinée nos. 3—4 en 7—8, Trois Ponts nos. 5—6

De nieuwe grenslijn scheidt zich van de vroegere grens af bij de Cime de Colla Longa, loopt in Oostelijke richting langs de waterscheiding, volgt de rotskam via de punten 2719, 2562 en de Cle di Seccia. Bij punt 2760 bereikt zij de Testa dell' Autaret, loopt naar punt 2672 en Cle della Guercia (2456) en bereikt langs de punten 2640, 2693, 2689, de Rocche di Saboulé, waarvan zij de noordelijke kam volgt.

De bergkam volgend, bereikt de grenslijn langs de punten 2537, 2513, de Pso del Lausfer (2461) en punt 2573, de Testa Auta del Lausfer (2578), vanwaar zij naar het Zuiden buigt tot aan de Testa Costa Auta, terwijl zij de Cima del Lausfer (2544) passeert, waarbij het laatstgenoemde punt op Italiaans grondgebied blijft. Vandaar uit, langs punt 2484 de weg op de bergkam, die op Frans grondgebied blijft, volgend en verder langs de punten 2240 en 2356, steekt de grens de Paso di S. Anna over en via de punten 2420 en 2407 bereikt zij een punt, gelegen op ongeveer 80 meter ten Zuiden van punt 2378 (Cima Moravacciera).

De grens volgt de weg op de bergkam, die op Frans grondgebied blijft en trekt langs de Testa Ga del Caval en punt 2331, die eveneens op Frans grondgebied blijven, verlaat vervolgens de weg om de bergkam van de Testa dell' Adreck (2475) te blijven volgen totdat zij langs de Cle della Lombarda een punt 2556, de Cima della Lombarda (2801) bereikt.

Zij buigt af naar het Zuid-Oosten, verenigt zich met de rotsige bergkam en bereikt via de Pso di Peania, de Cima di Vermeil, punt 2720, dat op Frans grondgebied blijft, de Testa Cba Grossa (2792), de Pso del Lupo (2730) en via punt 2936 de Mt. Malinvern.

Vervolgens loopt zij in Zuidelijke richting langs de punten 2701, 2612 en de Cima di Tavels (2802), daarna in Oostelijke richting langs punt 2823, tot aan de Testa del Claus (2889).

De nieuwe grenslijn buigt vervolgens in hoofdzaak in Zuid-Oostelijke richting af, steeks de Passo della Portette over, passeert punt 2814, de Testa della Portette, punt 2868, de Testa Margiola (2831), de Cairo di Prefouns (2840), de Passo del Prefouns (2620), de Testa di Tablasses (2851), de Passo di Bresses (2794), de Testa di Bresses (2830) en via de Cima di Fremamorta (2731), de Cle Fremamorta, de punten 2625, 2675, 2539, de Cima di Pagari (2686), de Cima di Naucetas (2706) de punten 2660 en 2673 en de Cle di Ciriegia (2581), bereikt zij de Cima di Mercantour (2775).

2° *van de Cima di Mercantour tot aan de Mt Clapier.*

Verwijzingen: Kaart op schaal van 1 : 20 000: Trois Ponts nos. 5—6 en de Italiaanse kaart op schaal van 1 : 20 000 Madonna delle Finestre.

Vanaf de Cima di Mercantour, langs punt 2705, de Cle Mercantour (2611), de Cima Ghilie (2998), de punten 2939 en 2955, de Testa della Rovina (2981), de punten 2844 en 2862, de Paso della Rovina, de Caire dell' Agnel (2935, 2867, 2784), de Cima del Caire Agnel (2830), de Cima Mallariva (2860), de Cima Cairas (2831), de Cima Cougourda (2881, 2921), de Cima dei Gaisses (2896), de punten 2766, 2824, de Cima del Lombard (2842), de punten 2831, 2717, 2591, 2600 en 2582, de Boccia Forno, de Cima delle Finestre (2657), de Col delle Finestre, de punten 2634, 2686 en 2917, bereikt de grenslijn de Cima dei Gelas (3143), vervolgens via punt 3070 de Cima della Maledia (3106), loopt zij langs het voetpad van de Passo del Pagari (2819), daarna volgt zij de op de kaart aangegeven gemeentegrens, bereikt de Passo di Mt. Clapier (2827) en trekt langs de Noord- en Oostkant van de Mt. Clapier (3045), terwijl zij de op de kaart aangegeven bestuursgrens blijft volgen.

3° *van de Mt Clapier tot aan de Col de Tende.*

Verwijzingen: Italiaanse kaart op schaal van 1 : 20 000 van Madonna delle Finestre en Colle di Tenda.

Van de Mt Clapier volgt de grenslijn de op de kaart aangegeven bestuursgrens langs de punten 2915, 2887 en 2562, de Passo dell' Agnel en punt 2679, en bereikt de Cima dell' Agnel (2775).

Daarna volgt zij in Oostelijke richting, de bestuursgrens op de kaart aangegeven met behulp van de punten 2845 en 2843 van de Rce dell 'Agnel, en bereikt zij de Cima della Scandeiera (2706); zij

trekt over de Colle del Sabbione (2332) en passeert de punten 2373, 2226, 2303 en 2313, de Cima del Sabbione (2610), punt 2636, de Pta Peirafica, de punten 2609, 2585, 2572 en 2550 tot aan de Rca dell'Abiso (2755).

De grenslijn blijft de op de kaart aangegeven bestuursgrens volgen tot Oostelijk van punt 2360, daarna loopt zij langs de rand van de rotsachtige oneffenheden ten Noorden van de Rne Pian Misson, vanwaar zij de weg bereikt die de Mt Becco Rosso passeert en die zij Noordelijk van de punten 2881, 2116 en 1915 blijft volgen. Bij de hoofdweg aangekomen, volgt zij deze over een lengte van ongeveer een kilometer in Noordelijke richting, waarna zij zich weer bij de hierboven gelegen weg aansluit tot aan de Colle di Tenda. Bovengenoemde wegen, evenals het gedeelte van de grote weg, blijven op Frans grondgebied.

4° *van de Col de Tende tot aan de Cima Missun*

Verwijzingen: Italiaanse kaart op schaal 1 : 20 000 van Tenda Certosa di Pesio.

De weg op Frans grondgebied latend, loopt de grenslijn van de col de Tende langs het punt 1887 en het punt 2206, verlaat hierop deze weg om langs de rand van de bergkam de op de kaart aangegeven bestuursgrens te volgen en bereikt via het punt 2262 de Cima del Becco (2300).

Zij begeeft zich in Noordelijke richting, langs de op de kaart aangegeven bestuursgrens, passeert de col della Perla (2086) en volgt de weg langs de rotsgraat van de Cima del Cuni tot aan de col della Boaira, die zij verlaat om de bergkam in Noordelijke richting te volgen. Voornoemde weg laat zij op Frans grondgebied liggen.

De rotskam volgend, loopt de grenslijn via het punt 2275, bereikt de Testa Ciaudon (2386), loopt langs de steile rotshellingen, trekt over de Colla Piana (2219) en bereikt het punt 2355 van de Mt delle Carsene, welke aan Frankrijk blijft; daarna volgt zij de Noordelijke kam van deze berg langs de Pta Straldi (2375), de punten 2321 en 2305 tot aan de Paso Scarason, waarna zij in Noordelijke richting een bocht beschrijft tot aan het punt 2352, waar zij zich met de op de kaart aangegeven bestuursgrens verenigt en deze volgt langs de punten 2510 en 2532 tot aan de Pta Marguareis (2651).

Vervolgens buigt de grenslijn naar het Zuiden, volgt de bergkam, loopt langs het punt 2585 en, de rotskam afdalend, bereikt zij de Colle del Lago dei Signori.

Zij volgt de weg van de bergkam, die op Frans grondgebied is gebleven, en daarna de bergkam zelf volgend, bereikt zij de Cima di Pertega (2402), daalt af langs de rotskam tot aan de Colle delle Vecchie (2106), vanwaar zij tot aan de Mt Bertrand, langs de punten 2190, 2162, de Cima del Vescove (2257) en de Cima Di Velega (2366), de weg van de bergkam volgt, die zij op Frans grondgebied

laat liggen. Van de Mt Bertrand (2481) volgt de grenslijn de op de kaart aangegeven bestuursgrens tot aan de Colla Rossa, waarop zij zich weer met de weg van de bergkam verenigt, die zij langs de punten 2179 en 2252 blijft volgen tot aan de Cima Missun (2356). Zij trekt Oostwaarts om de top heen en volgt dezelfde weg, terwijl deze op Frans grondgebied is gebleven.

5° *van de Cima Missun tot aan de Col de Pegairole*

Verwijzingen: kaart op schaal van 1 : 20 000 van Point du Lugo nos. 1—2 en 5—6.

Dezelfde weg van de bergkam volgend, trekt de grenslijn over de Colla Cravirora en komt Oostelijk van het punt 2265, langs de Pta Farenga. Zij verlaat de weg, trekt Oostwaarts om de Cima Ventosa heen, verenigt zich weer met de weg van de Passo di Tanarello en laat de hierlangs liggende bouwwerken aan Frankrijk; vervolgens loopt zij langs de Mt Tanarello, trekt over de Passo Basera (2038) en om de Mt Saccarello heen, welke laatste zij ongeveer 300 meter Westwaarts laat liggen, vervolgens de rotskam en daarna de weg tot aan de Passo di Collardente volgend, bereikt zij de bergkam, die naar de Mt Collardente leidt, terwijl zij het punt 1762 aan Frankrijk laat. Op deze hoogte volgt de grenslijn een op Italiaans grondgebied gebleven weg, bereikt de Mt Collardente, terwijl zij aan Frankrijk de weg laat, die hier overheen leidt en die zij Oostelijk door de Bassa di Sanson en ten Zuiden van het punt 1769 blijft volgen, tot aan de bouwwerken, die ongeveer 500 meter Oostelijk van de Testa della Nava (1934) gelegen zijn en op Frans grondgebied zijn gebleven. De grenslijn verlaat de weg ter hoogte van deze bouwwerken en via de bergkam verenigt zij zich weer met de weg van de bergkam van de Testa della Nava, welke weg op Frans grondgebied is gebleven en welke zij volgt tot aan de bouwwerken ten Zuid-Oosten van de Cima di Marta of Mt Vacche, waar zij Oostwaarts omheen trekt.

Van daaruit, langs de weg van de bergkam, die op Frans grondgebied blijft, trekt de grenslijn om de Mt Ceriana heen, verlaat de weg om de Mt Grai (2014) te bereiken en verenigt zich opnieuw met de weg bij de pas (1875) om gezamenlijk om de Cima della Valetta en de Mt Pietravecchia heen te trekken tot aan de rotskam.

Hierop kruist de grenslijn de Gola dell' Incisa, blijft dan weer de bergkam volgen langs het punt 1759, de Mt Toraggio (1972), langs de Cima di Logambon en de Gola del Corvo, trekt om de Mt Bauso en de Mt Lega (1552, 1563 en 1556) heen, en daalt vervolgens de bergkam af tot aan de Passo di Muratone.

De weg van de bergkam volgend, die op Frans grondgebied is gebleven, loopt de grenslijn langs de Mt Scarassan, en Zuidelijk langs de Mt Battolino en het punt 1358 en bereikt de Cla Pegairole.

6° *Van de Cla Pegairole tot aan de Mont Mergo*

Verwijzingen: Kaarten op schaal 1 : 20.000 van Pointe de Lugo Nos. 5—6, San Remo Nos. 1—2 en Menton Nos. 3—4.

Van de Cla Pegairole, volgt de grenslijn de op de kaart aangegeven bestuursgrens, laat Cisterne op Frans gebied liggen, klimt langs de Mt Simonasso omhoog en daalt dan weer tot aan de bergpas, verenigt zich met de weg van Margheria—Suan, die zij op Frans grondgebied laat, terwijl de chalets op Italiaans grondgebied blijven.

Deze weg steeds volgend, die op Frans grondgebied is gebleven, loopt de grenslijn Oostelijk van de Testa d'Alpe langs de Fontana dei Draghi, langs de bronnen van het punt 1406 en langs het punt 1297, loopt Oostelijk langs de Colla Sgora, komt langs de punten 1088, 1016 en 1026, trekt over de rotskam van de Mt Colombin, volgt de grens van het kanton, op de kaart aangegeven door de Cima di Reelie (846 en 858), verlaat vervolgens deze kantongrens en trekt in Zuid-Westelijke richting om de bergkam van de Serra dell' Arpetta (543,474 en 416) af te dalen tot aan de thalweg van de Roya, die zij ongeveer 200 meter Noord-Westelijk van de brug van Faughetto overtrekt.

Vervolgens loopt de grenslijn langs de thalweg van de Roya omhoog, tot aan een punt, op ongeveer 350 meter van voornoemde brug gelegen. De Roya bij dit punt verlatend, loopt zij in Zuid-Westelijke richting tot aan het punt 566. Vanaf dit punt gaat zij Westwaarts tot aan het ravijn, welk afdaalt naar Olivetta; zij volgt het ravijn tot aan de weg, terwijl zij de woningen aan deze weg gelegen, op Italiaans grondgebied laat liggen. Vervolgens klimt de grenslijn ongeveer 200 meter langs de V. di Trono omhoog, begeeft zich dan naar het punt 410 tot aan de weg van Olivetta naar San Cirolamo.

Vandaar uit, na de weg ongeveer 100 meter in Zuid-Oostelijke richting te hebben gevolgd, herneemt de grenslijn een hoofdzakelijk Zuid-Westelijke richting tot aan het punt 403, terwijl zij, op ongeveer 20 meter ten zuiden daarvan de op de kaart aangegeven weg volgt. Van het punt 403 af, volgt zij de bergkam van de Pta Becche tot aan het punt 379, daarna zich opnieuw in Zuid-Westelijke richting begevend, kruist zij de T. Bevera en volgt de thalweg naar de Mont Mergo, trekt ongeveer 50 meter Zuidwaarts om de top (686) heen, die op Frans grondgebied blijft en verenigt zich met de bestaande grens op een punt, dat ongeveer 100 meter ten Zuid-Westen van voornoemde top gelegen is.

BIJLAGE III

Garanties betrekking hebbende op de Mont Cenis
en het gebied van Tende-la Brigue

(zie artikel 9)

A. *Garanties die Frankrijk aan Italië zal moeten geven in geval van overdracht van het Mont Cenis Plateau*

I. *Garanties in verband met de levering van water, onttrokken aan het meer van Mont Cenis, voor het opwekken van hydro-electrische energie*

a) Frankrijk zal het watervolume van het meer van Mont Cenis, uitgestort in de ondergrondse pijpleidingen, die de hydro-electrische centrales van Gran Scala, van Venaus en van Mompantero van water voorzien, op zodanige wijze regelen, dat het deze centrales die hoeveelheid water zal verschaffen, waaraan Italië behoefte kan hebben, overeenkomstig het voor dit land benodigde verbruik.

b) Frankrijk zal alle installaties, voor de watervoorziening van node, herstellen, in goede bedrijfsstaat houden en zo nodig vernieuwen en het verbruik van het water regelen, overeenkomstig paragraaf a), voor zover deze installaties zich op Frans grondgebied zullen bevinden.

c) Frankrijk zal Italië op zijn verzoek inlichten omtrent de hoeveelheid water, die zich in het meer van Mont Cenis bevindt, en zal alle andere, hiermee in verband staande inlichtingen verstrekken, ten einde Italië in staat te stellen te bepalen, welke hoeveelheid en naar rato van welk verbruik het water in de voornoemde ondergrondse pijpleidingen moet worden gestort.

d) Frankrijk zal de hierboven genoemde bepalingen toepassen, daarbij rekening houdend met een rechtvaardig beheer en het zal hierbij aan Italië de werkelijke kosten in rekening brengen.

II. *Garanties betrekking hebbende op de electrische energie, voortgebracht door de hydro-electrische centrale van Gran Scala*

a) Frankrijk zal de hydro-electrische centrale van Gran Scala op zodanige wijze exploiteren (onder voorbehoud van de contrôle op de watervoorziening, zoals bepaald in Garantie I), dat het die hoeveelheden electriciteit zal opbrengen, die Italië voor zijn land nodig kan hebben, nadat zal zijn voldaan aan de plaatselijke behoefte (die de bestaande behoefte niet wezenlijk zal mogen overtreffen) van het gebied, dat grenst aan Gran Scala en Frankrijk toebehoort.

b) Frankrijk zal het pompstation, grenzend aan de centrale van Gran Scala op zodanige wijze exploiteren, dat het water in het meer van Mont Cenis terugstroomt, naar gelang en op het ogenblik, dat Italië hieraan behoefte zal hebben.

c) Frankrijk zal alle installaties van de hydro-electrische centrale van Gran Scala en het pompstation herstellen, in goede bedrijfsstaat houden en zo nodig vernieuwen, evenals de electrische leiding en de installaties van het energietransport, die de centrale van Gran Scala met de Frans-Italiaanse grens verbinden.

d) Frankrijk zal door middel van de electrische leiding, die Gran Scala met de Frans-Italiaanse grens verbindt, het energietransport verzekeren, naar gelang Italië, zoals reeds vermeld, hieraan behoefte heeft en het zal deze electrische stroom aan Italië afleveren op het punt waar de leiding over de grens komt en Italiaans grondgebied bereikt.

e) Frankrijk zal de voltage en de wisselstroomfrequentie, volgens bovengenoemde bepalingen geleverd, op een peil houden, dat overeenkomt met de eisen, die Italië redelijkerwijs zal kunnen stellen.

f) Frankrijk zal met Italië regelingen treffen voor de aanleg van een telefoonverbinding tussen Gran Scala en Italië en zal met Italië in verbinding blijven, ten einde de exploitatie te verzekeren van de centrale van Gran Scala, van het pompstation en van de electrische leiding, overeenkomstig de hierboven genoemde garanties.

g) De prijs, die Frankrijk in rekening zal moeten brengen en Italië zal moeten betalen voor de electrische stroom, voortgebracht door de hydro-electrische centrale van Gran Scala en die ter beschikking van Italië gesteld zal worden (nadat aan de plaatselijke behoefte, hierboven vermeld, zal zijn voldaan), zal gelijk zijn aan de prijs, in Frankrijk in rekening gebracht voor de levering van dezelfde hoeveelheden hydro-electrische energie op Frans grondgebied, in de omgeving van Mont Cenis of in andere gebieden, waar de omstandigheden soortgelijk zijn.

III. *Duur van de toepassing der garanties.*

Behoudens andere afspraken tussen Frankrijk en Italië, zullen deze garanties voortdurend van kracht blijven.

IV. *Technische Commissie van Toezicht.*

Er zal een Frans-Italiaanse technische commissie van toezicht, bestaande uit een gelijk aantal Franse en Italiaanse leden ingesteld worden om toe te zien en te bevorderen, dat de reeds genoemde garantieclausules worden nagekomen, die ten doel hebben Italië dezelfde faciliteiten te verzekeren, als waarover het beschikte in verband met de levering van hydro-electrische energie en water uit het meer van Mont Cenis, vóór de overdracht van dit gebied aan Frankrijk. De technische commissie van toezicht zal eveneens tot taak hebben om samen te werken met de bevoegde Franse technische diensten om er zich van te overtuigen, dat de veiligheid der beneden-dalen niet in gevaar wordt gebracht.

B. *Garanties die Frankrijk aan Italië zal moeten geven in geval van overdracht aan Frankrijk van het gebied van Tende-la Brigue.*

1. *Garantie,* welke Italië verzekert van de electrische energie, op-

gewekt door de twee wisselstroomdynamo's van $16^2/_3$ perioden van de hydro-electrische centrale van San Dalmazzo en van de electrische energie van 50 perioden, opgewekt door de hydro-electrische centrales van Le Mesce, San Dalmazzo en Confine, afgezien nog van de hoeveelheid electrische stroom uit deze fabrieken afkomstig, die Frankrijk nodig zal kunnen hebben voor de gebieden van Sospel, Menton en Nice, totdat de bij Breil en Fontan vernietigde hydro-electrische centrales weer volledig opgebouwd zijn, met dien verstande, dat die hoeveelheid zal afnemen, naar mate de wederopbouw van deze centrales vordert, dat die hoeveelheid noch 5.000 kilowatt noch 3.000.000 kilowatt uur per maand mag overschrijden en dat, indien men bij de wederopbouw van deze centrales niet op bijzondere moeilijkheden stuit, de werkzaamheden uiterlijk eind 1947 voltooid zouden moeten zijn.

a) Frankrijk zal voornoemde fabrieken op zodanige wijze exploiteren, dat het (onder voorbehoud van de eventuele beperkingen, door het beschikbare volume water opgelegd, en rekening houdend, voor zover dat redelijkerwijs mogelijk is, met de behoefte van de stroomafwaarts gelegen fabrieken), die hoeveelheid electriciteit zal voortbrengen, waaraan Italië behoefte heeft, ten eerste met een frequentie van $16^2/_3$ perioden voor de Italiaanse Spoorwegen van Ligurië en van Zuidelijk Piëmont, en ten tweede met een frequentie van 50 perioden voor algemeen gebruik, nadat voor Frankrijk, zoals hierboven reeds vermeld, zal zijn voorzien in de behoefte van Sospel, Menton en Nice, evenals in de plaatselijke behoefte van het aan San Dalmazzo grenzende gebied;

b) Frankrijk zal alle installaties van de hydro-electrische centrales van Le Mesce, San Dalmazzo en Confine herstellen, in goede bedrijfsstaat houden en, zo nodig vernieuwen, evenals de electrische leidingen en de installaties van het energietransport, die de centrale van Le Mesce en van Confine enerzijds, met die van San Dalmazzo anderzijds, verbinden en ook de hoofdleidingen en installaties van de centrale naar de Frans-Italiaanse grens;

c) Frankrijk zal Italië, op zijn verzoek, op de hoogte houden van het waterverbruik te Le Mesce en Confine, evenals van het volume water, dat bij San Dalmazzo voorradig is en het zal, in verband hiermede alle andere inlichtingen verstrekken, opdat Italië zal kunnen vaststellen hoeveel electrische stroom het nodig heeft, overeenkomstig de bepalingen van paragraaf a);

d) Frankrijk zal door middel van de electrische hoofdleidingen die San Dalmazzo met de Frans-Italiaanse grens verbinden, het energietransport verzekeren, overeenkomstig de voor Italië reeds genoemde benodigde hoeveelheid en het zal Italië deze stroom leveren, op de punten waar genoemde leidingen de grens overschrijden en Italiaans grondgebied bereiken.

e) Frankrijk zal het voltage en de wisselstroomfrequentie, volgens de hierboven genoemde bepalingen geleverd, op een peil houden, dat overeenkomt met de werkelijke behoefte van Italië.

f) Frankrijk zal met Italië regelingen treffen met het oog op de aanleg van een telefoonverbinding tussen San Dalmazzo en Italië en het zal met Italië in verbinding blijven, ten einde de exploitatie van genoemde hydro-electrische centrales en energietransportleidingen, overeenkomstig de hierboven vermelde garanties, te verzekeren.

2. *Garantie* betrekking hebbende op de prijs, die Frankrijk aan Italië in rekening zal brengen voor de aan Italië beschikbaar gestelde electrische stroom, overeenkomstig lid 1 (hiervoor vermeld), totdat deze leveringen ophouden, overeenkomstig lid 3 (hierna vermeld). De prijs, welke Frankrijk in rekening zal moeten brengen en Italië zal moeten betalen voor de electriciteit, voortgebracht door de hydro-electrische centrales van Le Mesce, San Dalmazzo en Confine, en welke ter beschikking van Italië zal worden gesteld nadat in Frankrijks behoefte voor Sospel, Menton en Nice zal zijn voorzien, evenals in de plaatselijke behoeften van het aan Dalmazzo grenzende gebied, overeenkomstig de bepalingen van paragraaf a van Garantie 1, zal gelijk zijn aan het bedrag, dat in Frankrijk in rekening wordt gebracht, voor de levering van dezelfde hoeveelheid hydro-electrische stroom op Frans grondgebied in de omgeving van het bovendal van de Roya of in andere gebieden, waar de omstandigheden soortgelijk zijn.

3. *Garantie* volgens welke Frankrijk electrische stroom aan Italië zal leveren voor een periode van redelijke duur.

Behoudens andere afspraken tussen Frankrijk en Italië, zullen de garanties 1 en 2 tot 31 December 1961 van kracht blijven; zij zullen na die datum of na 31 December van de daarop volgende jaren niet meer van toepassing zijn, onder voorwaarde, dat een der beide landen, minstens twee jaar tevoren, de ander schriftelijk bericht, dat het voornemens is hieraan een einde te maken.

4. *Garantie* in verband met algehele en rechtvaardige gebruikmaking door Frankrijk en Italië, van het water van de Roya en van de zijrivieren, met het oog op de exploitatie van hydro-electrische hulpbronnen:

a) Frankrijk zal de hydro-electrische centrales van het Roya-dal, die zich op Frans grondgebied bevinden, exploiteren, terwijl het, voor zover dat redelijkerwijs mogelijk is, rekening zal houden met de behoefte van de stroomafwaarts gelegen centrales. Frankrijk zal Italië van te voren op de hoogte stellen van het volume water, dat naar schatting, iedere dag beschikbaar zal zijn en het zal alle andere inlichtingen verstrekken, die hiermee in verband staan.

b) Frankrijk en Italië zullen door wederzijdse onderhandelingen gezamenlijk een voor beide partijen aannemelijk plan uitwerken ter exploitatie van de hydraulische hulpbronnen van de Roya.

5. Er zal een commissie, of ander soortgelijk lichaam, dat alsnog met gezamenlijke instemming gevormd kan worden, ingesteld worden, om toezicht te houden op de uitvoering van het in paragraaf b genoemde plan van garantie 4 en om de nakoming der garantiën 1—4 te vergemakkelijken.

BIJLAGE IV

Bepalingen waarover overeenstemming is bereikt op 5 September 1946 tussen de Italiaanse en Oostenrijkse Regeringen

(zie artikel 10)

1. De Duits sprekende bewoners van de provincie Bolzano en die van de naburige tweetalige gemeenten van de provincie Trente, zullen ten opzichte van de Italiaans sprekende bewoners volkomen dezelfde rechten genieten, binnen het kader van bijzondere bepalingen, welke ten doel hebben, het volkskarakter en de culturele en economische ontwikkeling van de Duits sprekende bevolking te beschermen.

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen, die reeds uitgevaardigd zijn of nog uitgevaardigd worden, zullen de Duits sprekende onderdanen de volgende garanties krijgen:

a) lager en middelbaar onderwijs in hun moedertaal;

b) gebruik van de Duitse en Italiaanse taal op voet van gelijkheid bij de openbare bestuurslichamen, in officiële stukken en in de tweetalige topografische index;

c) het recht om Duitse familienamen weer aan te nemen, die in de loop der laatste jaren veritaliaanst waren;

d) gelijke benoembaarheid tot openbare ambten, ten einde een betere verhouding tussen de ambtenaren uit beide volksgroepen te bereiken.

2. De wetgevende en uitvoerende autoriteiten van de hierboven aangeduide gebieden, zullen recht van zelfbestuur hebben, waarvan de grondbeginselen vastgelegd zullen worden in overleg met plaatselijke vertegenwoordigers van de Duits sprekende bevolking.

3. Ten einde een goede verstandhouding als buren tussen Italië en Oostenrijk tot stand te brengen, verbindt de Italiaanse Regering zich, na overleg te hebben gepleegd met de Oostenrijkse Regering en binnen een jaar na ondertekening van dit Verdrag:

a) het stelsel van de nationaliteitskeuze, resultaat van de verdragen van 21 October 1939, op onbekrompen en rechtvaardige wijze te herzien;

b) op basis van wederkerigheid tot overeenstemming te komen, wat betreft de geldigheid van bepaalde universitaire titels en getuigschriften;

c) een verdrag tot stand te brengen voor vrij vervoer van passagiers en goederen tussen Noord en Oost Tirol, zowel per spoor, als voor zover mogelijk, langs de weg.

d) bijzondere overeenkomsten te sluiten om een uitgebreider grensverkeer tussen Oostenrijk en Italië te bevorderen en om de plaatselijke ruilhandel van bepaalde hoeveelheden gewestelijke goederen en producten toe te staan.

BIJLAGE V

Watervoorziening van de gemeente Gorizia en omstreken
(zie artikel 13)

1. In de hoedanigheid van eigenaar, zal Zuidslavië het onderhoud en de exploitatie van de bronnen en de installaties voor de watervoorziening van Fonte Fredda en Moncorona verzekeren, evenals de watervoorziening van dat deel van de gemeente Gorizia, dat luidens de bewoordingen van dit Verdrag, in Italië blijft. Italië zal het onderhoud en de exploitatie van het reservoir en van het waterleidingstelsel die zich op Italiaans grondgebied bevinden en door de hierboven genoemde bronnen gevoed worden, blijven verzekeren; het zal eveneens water blijven leveren aan de gebieden in Zuidslavië die, luidens de bewoordingen van dit Verdrag, aan dit land zullen zijn overgedragen en waarvan de watervoorziening van Italië uit wordt geregeld.

2. Het zal dezelfde hoeveelheid water zijn die, op deze wijze verschaft, gewoonlijk vroeger aan dit gebied geleverd werd. In het geval, dat de verbruikers van een der beide Staten een extra-hoeveelheid water nodig mochten hebben, zullen de beide Regeringen de kwestie gezamenlijk onderzoeken om een overeenkomst tot stand te brengen in zake al die maatregelen, die redelijkerwijs nodig zullen kunnen zijn om in deze behoefte te voorzien. Indien de beschikbaar gestelde hoeveelheid water tijdelijk door een natuurlijke oorzaak zou verminderen, dan zal de hoeveelheid water, afkomstig van de hierboven genoemde bronnen en bestemd voor verbruikers in Zuidslavië en in Italië, voor beide landen verminderd worden, naar verhouding van hun vroegere verbruik.

3. De prijs, welke de gemeente Gorizia aan Zuidslavië zal moeten betalen voor het beschikbaar gestelde water en de prijs, welke de verbruikers op Zuidslavisch grondgebied aan de gemeente Gorizia zullen moeten betalen, zal uitsluitend berekend worden op grond van exploitatiekosten en onderhoud van het waterleidingstelsel, en op grond van de nieuwe installatiekosten, welke nodig zullen kunnen zijn om de genoemde bepalingen ten uitvoer te brengen.

4. Zuidslavië en Italië zullen, binnen een maand na het van kracht worden van dit Verdrag, een overeenkomst sluiten om hun respectie-

velijke verantwoordelijkheden te regelen, die voortspruiten uit bovengenoemde bepalingen en om het bedrag vast te stellen, dat zij krachtens die bepalingen, zullen moeten betalen.

De twee Regeringen zullen een gemengde Commissie in het leven roepen teneinde toezicht uit te oefenen op de uitvoering van bovengenoemde overeenkomst.

5. Na verloop van een periode van tien jaar na het van kracht worden van het tegenwoordige Verdrag, zullen Zuidslavië en Italië, rekening houdend met de toestand die op dat ogenblik heerst, tot een hernieuwd onderzoek van bovengenoemde bepalingen overgaan, ten einde vast te stellen, of deze zouden moeten worden herzien en zij zullen al datgene wijzigen of toevoegen naar gelang zij hierover tot overeenstemming zijn gekomen. Alle geschillen welke zouden kunnen rijzen ten gevolge van dit hernieuwde onderzoek, zullen geregeld worden, overeenkomstig de procedure, bedoeld in artikel 87 van dit Verdrag.

BIJLAGE VI

Permanent Statuut van het Vrije Gebied van Triëst
(zie artikel 21)

Artikel 1. *Uitgestrektheid van het Vrije Gebied*

Het Vrije Gebied van Triëst zal bepaald worden door de grenzen, omschreven in artikel 4 en 22 van dit Verdrag en de grenslijn hiervan, zal vastgesteld worden, overeenkomstig artikel 5 van het Verdrag.

Artikel 2. *Onschendbaarheid en Onafhankelijkheid*

De Veiligheidsraad van de Verenigde Naties, verzekert de onschendbaarheid en de onafhankelijkheid van het Vrije Gebied. Deze verantwoordelijkheid houdt in, dat de Raad er op zal toezien, dat:

a) de bepalingen van het Permanente Statuut zullen worden nagekomen, in het bijzonder wat betreft de bescherming der fundamentele rechten van de mens;

b) de orde en veiligheid van het Vrije Gebied gehandhaafd zullen worden.

Artikel 3. *Demilitarisatie en Neutraliteit*

1. Het Vrije Gebied zal gedemilitariseerd en neutraal verklaard worden.

2. Geen enkele gewapende macht zal, behalve op voorschrift van de Veiligheidsraad, op het Vrije Gebied worden toegestaan.

3. Oprichting, oefeningen en iedere activiteit van semi-militaire organisaties, zullen binnen de grenzen van het Vrije Gebied worden verboden.

4. De Regering van het Vrije Gebied zal met geen enkele Staat overeenkomsten of millitaire verdragen sluiten, noch hierover onderhandelen.

Artikel 4. *Rechten van de Mens en Fundamentele Vrijheden*

De Grondwet van het Vrije Gebied zal aan alle personen, die onder de wetgeving van het Vrije Gebied vallen, ongeacht hun ras, geslacht, taal of godsdienst, het genot verzekeren van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in het bijzonder de vrijheid van godsdienst, taal, meningsuiting in woord en geschrift, onderwijs en het recht van vereniging en vergadering. De onderdanen van het Vrije Gebied zal gelijke benoembaarheid tot openbare ambten verzekerd worden.

Artikel 5. *Burgerlijke en Politieke Rechten*

De burgerlijke en politieke rechten zullen aan geen enkel persoon, die het burgerrecht van het Vrije Gebied van Triëst verkregen heeft, ontnomen worden, tenzij bij rechterlijke beslissing wegens inbreuk op de strafwetten van het Vrije Gebied.

Artikel 6. *Burgerrecht*

1. De Italiaanse onderdanen, welke op 10 Juni 1940 hun domicilie hadden binnen de grenzen van het Vrije Gebied, alsmede hun kinderen, die na die datum geboren zijn, zullen onderdanen van het Vrije Gebied worden met het volle genot van de burgerlijke en politieke rechten. Nadat zij burgers van het Vrije Gebied geworden zijn, zullen zij hun Italiaanse nationaliteit verliezen.

2. De Regering van het Vrije Gebied zal er evenwel in voorzien dat alle in lid 1 genoemde personen, boven de leeftijd van 18 jaar (en gehuwde personen, die al of niet die leeftijd hebben bereikt) en wier gewone spreektaal het Italiaans is, het recht zullen verkrijgen om de Italiaanse nationaliteit te kiezen, binnen een periode van zes maanden na het van kracht worden van de Grondwet, volgens de door haar bepaalde voorwaarden. Een ieder, die aldus gekozen heeft, zal beschouwd worden als hebbende opnieuw de Italiaanse nationaliteit verkregen. De keuze van de man houdt niet de keuze van de echtgenote in. De keuze van alle ongehuwde kinderen, beneden de leeftijd van 18 jaar, zal echter automatisch bepaald worden door de keuze van de vader, of indien de vader overleden is, door die van de moeder.

3. Het Vrije Gebied zal kunnen eisen, dat zij, die van het recht van keuze gebruik zullen hebben gemaakt, zich binnen een jaar na de dag waarop zij dit recht hebben uitgesproken, in Italië zullen vestigen

4. De voorwaarden tot verkrijging van het burgerrecht (citoyenneté) door personen, die niet bevoegd zijn het oorspronkelijk burger-

recht (citoyenneté d'origine) te verkrijgen, zullen door de Constituerende Vergadering van het Vrije Gebied bepaald worden en in de Grondwet worden opgenomen. Deze voorwaarden zullen echter de verkrijging tot burgerrecht aan die personen moeten verbieden, welke tot de vroegere fascistische politie (O.V.R.A.) behoord hebben en welke niet in hun vroegere rechten hersteld zijn door de bevoegde autoriteiten en in het bijzonder door de geallieerde militaire autoriteiten, aan wie het beheer van het betreffende grondgebied was opgedragen.

Artikel 7. *Officiële talen*

De officiële talen van het Vrije Gebied zullen het Italiaans en het Slovenisch zijn.

De Grondwet zal bepalen in welke gevallen het Kroatisch als derde officiële taal gevoerd mag worden.

Artikel 8. *Vlag en Wapenschild*

Het Vrije Gebied zal zijn eigen vlag en wapenschild hebben. De vlag zal de traditionele vlag van de stad Triëst zijn en het wapen het historische wapen van deze stad.

Artikel 9. *Regeringsorganen*

Er zal voor de regering van het Vrije Gebied een Gouverneur aangesteld worden, een Regeringsraad, een Volksvergadering, door het volk van het Vrije Gebied gekozen, en een Rechtsprekend Lichaam. Hun respectievelijke bevoegdheden zullen zij uitoefenen, krachtens de bepalingen van dit Statuut en van de Grondwet van het Vrije Gebied.

Artikel 10. *Grondwet*

1. De Grondwet van het Vrije Gebied zal op democratische grondbeginselen berusten en zal met een meerderheid van 2/3 van de uitgebrachte stemmen, door een Constituerende Vergadering worden aangenomen. De Grondwet zal in overeenstemming moeten zijn met de bepalingen van dit Statuut. Zij zal pas van kracht worden na de toepassing van het Statuut.

2. Indien de Gouverneur een of andere bepaling van de Grondwet, door de Constituerende Vergadering voorgesteld, of een amendement dat later in de Grondwet zou zijn aangebracht, in tegenstelling acht met het Statuut, zal hij zich kunnen verzetten tegen het van kracht worden hiervan, onder voorbehoud, dat hij hierover verslag uitbrengt aan de Veiligheidsraad, voor het geval de Vergadering zijn meningen niet deelt en zijn aanbevelingen niet aanvaardt.

Artikel 11. *Benoeming van de Gouverneur*

1. De Gouverneur zal door de Veiligheidsraad benoemd worden, na overleg met de Zuidslavische en Italiaanse Regering. Hij zal noch de Zuidslavische, noch de Italiaanse nationaliteit mogen bezitten, noch burger van het Vrije Gebied mogen zijn. Hij zal voor een periode van vijf jaar benoemd worden en zijn mandaat zal verlengd kunnen worden. Zijn tractement en toelage zullen door de Verenigde Naties bekostigd worden.

2. De Gouverneur zal zelf iemand kunnen uitkiezen, aan wie hij de bevoegdheid kan verlenen om zijn functie waar te nemen in het geval dat hij gedurende enige tijd afwezig zou moeten zijn of tijdelijk niet in staat zou zijn zijn functie uit te oefenen.

3. Indien de Veiligheidsraad van oordeel is, dat de Gouverneur de verplichtingen van zijn ambt niet is nagekomen, kan hij hem schorsen, onder voorbehoud van behoorlijke garanties van onderzoek, en de gelegenheid voor de Gouverneur, om zich te doen horen, en hem uit zijn ambt te ontslaan. In geval van schorsing, ontslag, onbekwaamheid of overlijden van de Gouverneur, zal de Veiligheidsraad een ander persoon kunnen aanwijzen of benoemen, die de functie van Plaatsvervangend Gouverneur zal vervullen, totdat de Gouverneur weer in staat is zijn functie te hervatten of totdat een nieuwe Gouverneur zal zijn benoemd.

Artikel 12. *Wetgevende Macht*

De wetgevende macht zal uitgeoefend worden door een Volksvergadering, die slechts uit een kamer bestaat en op basis van evenredige vertegenwoordiging, door de burgers van beide sexe van het Vrije Gebied gekozen is. De verkiezingen voor de Volksvergadering zullen volgens algemeen, voor allen gelijk, rechtstreeks en geheim stemrecht gehouden worden.

Artikel 13. *Regeringsraad*

1. Onder voorbehoud van de verantwoordelijkheid, luidens de bewoordingen van dit Statuut aan de Gouverneur toegekend, zal de uitvoerende macht in het Vrije Gebied uitgeoefend worden door een Regeringsraad, die gevormd wordt door de Volksvergadering en aan haar verantwoording verschuldigd is.

2. De Gouverneur zal het recht hebben alle zittingen van de Regeringsraad bij te wonen. Hij zal zijn mening kunnen uiten over iedere kwestie die zijn verantwoordelijkheid raakt.

3. Wanneer er door de Regeringsraad kwesties in behandeling zullen worden genomen, die de ambtsverantwoordelijkheid van het Hoofd van de Openbare Veiligheid en de Directeur van de Vrijhaven raken, zullen deze laatsten uitgenodigd worden de zittingen van de Raad bij te wonen en hun meningen uiteen te zetten.

Artikel 14. *Uitoefening van de Rechterlijke Macht*

De rechterlijke macht in het Vrije Gebied zal uitgeoefend worden door tribunalen, die ingesteld zijn overeenkomstig de Grondwet en de wetten van het Vrije Gebied.

Artikel 15. *Vrijheid en Onafhankelijkheid van de Rechterlijke Macht*

De Grondwet van het Vrije Gebied zal volledige vrijheid en onafhankelijkheid van de rechterlijke macht moeten garanderen en voorzien in een beroepsinstantie.

Artikel 16. *Benoeming der leden van de Rechterlijke Macht*

1. De Gouverneur zal de leden van de rechterlijke macht benoemen, na deze gekozen te hebben uit de door de Regeringsraad gestelde candidaten of uit een groep andere mensen, en na raadpleging van de Regeringsraad, tenzij de Grondwet op andere wijze in de benoeming tot de rechterlijke functie voorziet; onder voorbehoud van de garanties, welke door de Grondwet zullen worden gegeven, zal de Gouverneur de leden van de rechterlijke macht kunnen ontslaan, indien hun gedrag onverenigbaar is met hun rechterlijke functie.

2. De Volksvergadering kan bij een stemming met 2/3 meerderheid van de uitgebrachte stemmen, de Gouverneur uitnodigen, een onderzoek in te stellen naar iedere beschuldiging, uitgebracht tegen een van de leden der rechterlijke macht. Indien deze beschuldiging gegrond blijkt te zijn, zal zij schorsing of ontslag van de betrokkene met zich mee kunnen brengen.

Artikel 17. *Verantwoordelijkheid van de Gouverneur tegenover de Veiligheidsraad*

1. In zijn hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Veiligheidsraad, zal de Gouverneur verantwoordelijk zijn voor de contrôle op de toepassing van dit Statuut, in het bijzonder wat betreft de bescherming van de fundamentele rechten van de mens, en hij zal moeten verzekeren, dat de openbare orde en veiligheid door de Regering van het Vrije Gebied gehandhaafd blijven, overeenkomstig dit Statuut, de Grondwet en de wetten van het Vrije Gebied.

2. De Gouverneur zal aan de Veiligheidsraad jaarlijkse rapporten uitbrengen over de toepassing van het Statuut en over de uitoefening van zijn functie.

Artikel 18. *Rechten van de Volksvergadering*

De Volksvergadering zal het recht hebben over te gaan tot onderzoek of bespreking van iedere aangelegenheid de belangen van het Vrije Gebied betreffende.

Artikel 19. *Wetgeving*

1. In zake de wetgeving behoort het recht van initiatief toe aan de leden van de Volksvergadering en de Regeringsraad, evenals aan de Gouverneur, voor die aangelegenheden, welke naar zijn mening de verantwoordelijkheid van de Veiligheidsraad betreffen, zoals bepaald in artikel 2 van dit Statuut.

2. Geen enkele wet zal van kracht kunnen worden, alvorens zij afgekondigd is. De afkondiging der wetten zal geschieden, overeenkomstig de bepalingen van de Grondwet van het Vrije Gebied.

3. Vóór de afkondiging zal iedere door de Volksvergadering aangenomen wet aan de Gouverneur worden voorgelegd.

4. Indien de Gouverneur deze wet in strijd acht met het tegenwoordige Statuut, zal hij binnen tien dagen nadat deze wet hem is voorgelegd, deze, vergezeld van zijn op- en aanmerkingen aan de Volksvertegenwoordiging terugsturen. Indien de Gouverneur deze wet niet binnen de vastgestelde tien dagen terugstuurt, of indien hij, binnen hetzelfde tijdsbestek, de Volksvertegenwoordiging bericht, dat deze wet geen enkele op- of aanmerking zijnerzijds behoeft, zal deze onmiddellijk afgekondigd worden.

5. Indien de Volksvergadering weigering te kennen geeft de door de Gouverneur teruggezonden wet in te trekken of deze te wijzigen, overeenkomstig de toelichtende en aanbevelende memorie van de Gouverneur, zal deze laatste, tenzij hij bereid mocht zijn zijn bezwaren in te trekken — en in dat geval zal de wet zonder uitstel afgekondigd worden — de aangelegenheid dadelijk aan de Veiligheidsraad voorleggen. De Gouverneur zal eveneens zonder uitstel iedere mededeling aan de Veiligheidsraad overbrengen, waarvan de Volksvergadering de Raad op de hoogte zou willen stellen.

6. De wetten, die aan de Veiligheidsraad zullen zijn voorgelegd, krachtens de bepalingen van de vorige paragraaf, zullen slechts op bevel van de Veiligheidsraad afgekondigd worden.

Artikel 20. *Rechten van de Gouverneur in zake bestuursmaatregelen*

1. De Gouverneur kan de Regeringsraad verzoeken de toepassing van bestuursmaatregelen te schorsen, welke naar zijn mening onverenigbaar zijn met zijn eigen verantwoordelijkheid, zoals deze bepaald is in het Statuut (contrôle op de toepassing van het Statuut; handhaving van de openbare orde en veiligheid; eerbied voor de rechten van de mens). Voor het geval de Regeringsraad bezwaren opwerpt, kan de Gouverneur de toepassing van deze bestuursmaatregelen schorsen en de Gouverneur of de Regeringsraad kunnen de aangelegenheid in haar geheel aan de Veiligheidsraad voorleggen, opdat deze hierover een beslissing neme.

2. Wanneer zijn verantwoordelijkheid hierbij betrokken is, zoals deze door het Statuut is bepaald, kan de Gouverneur de Regeringsraad voorstellen elke bestuursmaatregel te nemen. Indien de Regeringsraad deze voorstellen niet aanvaardt, kan de Gouverneur, onverminderd de bepalingen van artikel 22 van dit Statuut, de aangelegenheid ter beslissing aan de Veiligheidsraad voorleggen.

Artikel 21. *Begroting*

1. De Regeringsraad zal belast zijn met de voorbereiding van het begrotingsontwerp van het Vrije Gebied van de inkomsten en uitgaven en zal dit ontwerp aan de Volksvergadering moeten voorleggen.

2. In het geval dat men een begrotingsperiode begint, zonder dat de begroting zoals het behoort door de Volksvergadering is aangenomen, zullen de begrotingsbepalingen van de voorafgaande periode toegepast worden op de nieuwe begrotingsperiode, totdat de nieuwe begroting zal zijn aangenomen.

Artikel 22. *Bijzondere bevoegdheden van de Gouverneur*

1. Ten einde in staat te zijn zich overeenkomstig het Statuut te kwijten van zijn plichten tegenover de Veiligheidsraad, kan de Gouverneur in gevallen, die naar zijn mening uiterst dringend zijn en die de onafhankelijkheid of onaantastbaarheid van het Vrije Gebied en de openbare orde of de eerbied voor de rechten van de mens bedreigen, onmiddellijk daartoe geëigende maatregelen afkondigen en ten uitvoer laten brengen, onder voorbehoud, hierover onmiddellijk verslag uit te brengen aan de Veiligheidsraad. In een dergelijk geval, kan de Gouverneur, zo hij dit nodig acht, de leiding nemen van de Veiligheidsdiensten.

2. De Volksvergadering kan een verzoekschrift indienen bij de Veiligheidsraad, ten aanzien van iedere handeling van de Gouverneur bij de uitoefening van zijn rechten, bedoeld in lid 1 van dit artikel.

Artikel 23. *Recht van gratie en van vermindering van straf*

Het recht van gratie en van vermindering van straf, zal de Gouverneur toebehoren en zal door hem uitgeoefend worden, overeenkomstig de bepalingen, die in de Grondwet zullen worden opgenomen.

Artikel 24. *Buitenlandse betrekkingen*

De Gouverneur zal er zorg voor dragen, dat de buitenlandse betrekkingen van het Vrije Gebied onderhouden zullen worden, overeenkomstig de bepalingen van het Statuut, van de Grondwet en de wetten van het Vrije Gied. De Gouverneur zal te dien einde het recht hebben zich te verzetten tegen het van kracht worden van verdragen of overeenkomsten, betreffende buitenlandse betrekkingen, die, naar

zijn mening in strijd zijn met het Stauut, de Grondwet of de wetten van het Vrije Gebied.

2. De verdragen en overeenkomsten, evenals erkenningen van en benoemingen tot consuls zullen door de Gouverneur en door een vertegenwoordiger van de Regeringsraad gezamenlijk ondertekend worden.

3. Het Vrije Gebied zal partij kunnen zijn van internationale verdragen of kan lid worden van internationale organisaties, mits het doel van deze verdragen of organisaties zal zijn de economische, technische, culturele en sociale aangelegenheden te regelen, evenals die, welke betrekking hebben op de openbare gezondheid.

4. Elke economische unie of elk economisch verbond, van exclusief karakter, met enige Staat, is onverenigbaar met het Statuut van het Vrije Gebied.

5. Het Vrije Gebied zal de volle waarde van het Vredesverdrag met Italië erkennen en zal uitvoering geven aan die bepalingen van het Verdrag, welke voor dit Gebied van toepassing zijn. Het Vrije Gebied zal eveneens de volle waarde erkennen van andere overeenkomsten of regelingen, waartoe door de Geallieerde en Geassociëerde Mogendheden besloten is of besloten zal worden tot herstel van de vrede.

Artikel 25. *Onafhankelijkheid van de Gouverneur en zijn Staf*

In de uitoefening van hun functie, zullen de Gouverneur en zijn staf van geen enkele Regering of andere autoriteit, met uitzondering van de Veiligheidsraad aanwijzingen vragen of aannemen Zij zullen zich van iedere handeling, die onverenigbaar is met hun positie van internationaal ambtenaar, onthouden en zijn uitsluitend verantwoordelijk aan de Veiligheidsraad.

Artikel 26. *Benoeming en ontslag van Bestuursambtenaren*

1. De benoeming tot openbare betrekkingen in het Vrije Gebied zal uitsluitend geschieden op grond van bekwaamheid, bevoegdheid en onkreukbaarheid van de candidaten.

2. De ambtenaren van de bestuurslichamen zullen slechts wegens onbevoegdheid of grove schuld ontslagen worden en dit ontslag zal slechts gegeven worden, onder voorbehoud van behoorlijke garanties van onderzoek en de mogelijkheid van de betrokkene om zich te doen horen, welke garanties bij de wet worden vastgesteld.

Artikel 27. *Hoofd van de Veiligheid*

1. De Regeringsraad legt de Gouverneur een lijst voor van candidaten voor de betrekking van Hoofd van de Veiligheid. De benoeming van Hoofd van de Veiligheid geschiedt door de Gouverneur

die deze na raadpleging van de Regeringsraad kiest uit de hem voorgestelde candidaten of uit andere personen. Hij kan eveneens, na raadpleging van de Regeringsraad, het Hoofd van de Veiligheid ontslaan.

2. Het Hoofd van de Veiligheid zal noch de Zuidslavische, noch de Italiaanse nationaliteit mogen bezitten.

3. Het Hoofd van de Veiligheid staat gewoonlijk onder het onmiddellijk Gezag van de Regeringsraad van wie hij aanwijzingen krijgt voor de aangelegenheden, welke onder zijn bevoegdheid vallen.

4. a. De Gouverneur moet geregeld rapporten van het Hoofd van de Veiligheid ontvangen en met hem die aangelegenheden bespreken, welke onder de bevoegdheid van genoemd Hoofd vallen.

b. Hij moet door de Regeringsraad op de hoogte worden gesteld van de aanwijzingen, welke deze aan het Hoofd van de Veiligheid geeft en kan hierover zijn mening uiten.

Artikel 28. *Politiemacht*

1. Ter handhaving van de openbare orde en veiligheid overeenkomstig het Statuut, de Grondwet en de wetten van het Vrije Gebied, zal de Regering van het Vrije Gebied het recht hebben een politiemacht en Veiligheidsdiensten te onderhouden.

2. De leden van de politie en van de Veiligheidsdiensten zullen door het Hoofd van de Veiligheid in dienst worden genomen en zullen door hem kunnen worden ontslagen.

Artikel 29. *Plaatselijke Regering*

De Grondwet van het Vrije Gebied zal, op basis van evenredige vertegenwoordiging, moeten voorzien in de oprichting van plaatselijke regeringsorganen volgens democratische beginselen, in het bijzonder die betreffende het algemeen, voor allen gelijk, rechtstreeks en geheim stemrecht.

Artikel 30. *Muntstelsel*

Het Vrije Gebied zal zijn eigen muntstelsel hebben.

Artikel 31. *Spoorwegen*

Het Vrije Gebied zal, onverminderd zijn eigendomsrecht van de spoorwegen binnen zijn grenzen, en zijn contrôle op het beheer hiervan, met Zuidslavië en Italië overeenkomsten kunnen sluiten om een redelijke en economische exploitatie van zijn spoorwegen te verzekeren. Dergelijke overeenkomsten zullen de verantwoordelijkheid bepalen voor de exploitatie van de spoorlijnen, respectievelijk in de richting van Zuidslavië of van Italië, evenals voor de exploitatie van het beginpunt van de spoorlijn van Triëst en voor de gemeenschap-

pelijk in gebruik zijnde delen van de lijnen. In dat laatste geval, zal de exploitatie verzekerd kunnen worden door een bijzondere commissie, bestaande uit vertegenwoordigers van het Vrije Gebied, Zuidslavië en Italië, onder het voorzitterschap van de vertegenwoordiger van het Vrije Gebied.

Artikel 32. *Commerciële Luchtvaart*

1. De handelsvliegtuigen, ingeschreven op het grondgebied van een lid van de Verenigde Naties, die dezelfde rechten op haar grondgebied toekent aan de in het Vrije Gebied ingeschreven handelsvliegtuigen, zullen van die rechten genieten, welke aan de internationale commerciële luchtvaart zijn toegekend, in het bijzonder van het recht om te landen voor het innemen van brandstof en proviand of voor herstellingswerkzaamheden, van het recht om, zonder tussenlanding, het Vrije Gebied over te vliegen en om voor het luchtverkeer gebruik te maken van de vliegvelden, welke door de bevoegde autoriteiten van het Vrije Gebied zullen kunnen worden aangewezen.

2. Deze rechten zullen aan geen andere beperkingen onderworpen zijn dan aan die, welke zonder discriminatie door de van kracht zijnde wetten en reglementen in het Vrije Gebied en in de betrokken landen zijn opgelegd of die voortspruiten uit het bijzondere karakter van het Vrije Gebied, zijnde neutraal en gedemilitariseerd.

Artikel 33. *Inschrijving der Schepen*

1. Het Vrije Gebied is bevoegd registers te openen voor de inschrijving van schepen en vaartuigen, die toebehoren aan de Regering van het Vrije Gebied of aan natuurlijke personen of organisaties, die hun domicilie in het Vrije Gebied hebben.

2. Op verzoek van de regeringen van Tsjecho-Slowakije en Zwitserland, zal het Vrije Gebied speciale scheepsregisters openen voor Tsjechoslowaakse en Zwitserse schepen en vaartuigen. Na de sluiting onderscheidenlijk van het Vredesverdrag met Hongarije en het verdrag voor het herstel van Oostenrijks onafhankelijkheid, zal het Vrije Gebied onder dezelfde voorwaarden speciale scheepsregisters openen voor Hongaarse en Oostenrijkse schepen en vaartuigen. De schepen en vaartuigen, in deze registers ingeschreven zullen de vlag van hun respectievelijke landen voeren.

3. De Regering van het Vrije Gebied zal, uitvoering gevend aan bovengenoemde bepalingen en onder voorbehoud van elk internationaal verdrag, dat dienaangaande en met haar deelname zou worden gesloten, zodanige voorwaarden kunnen stellen voor de inschrijving en handhaving in of de doorhaling uit de registers, dat deze ieder misbruik, waartoe de aldus toegestane faciliteiten aanleiding mochten geven, zullen verhinderen. In het bijzonder wat betreft de schepen en vaartuigen, ingeschreven overeenkomstig lid 1 hierboven, zal de inschrijving beperkt worden tot die schepen en vaartuigen, welke door

het Vrije Gebied beheerd worden en die geregeld diensten verrichten in het belang van het Vrije Gebied. Voor de schepen en vaartuigen, die overeenkomstig lid 2 zijn ingeschreven, zal de inschrijving beperkt worden tot die schepen en vaartuigen, welke Triëst tot thuishaven hebben en die respectievelijk regelmatig en blijvend, diensten voor hun land verrichten door de haven van Triëst.

Artikel 34. *Vrijhaven*

In het Vrije Gebied zal een vrijhaven geschapen worden, welke zal worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van een Internationale Regeling, welke opgemaakt is door de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken en goedgekeurd door de Veiligheidsraad. De tekst van deze regeling komt als bijlage voor in dit Verdrag (Bijlage VIII). De Regering van het Vrije Gebied zal de daartoe geëigende wetgeving in werking doen treden en zal alle maatregelen treffen, nodig voor de tenuitvoerlegging van deze regeling.

Artikel 35. *Vrijheid van Transito Vervoer*

Door het Vrije Gebied en de Staten door wier gebied het vervoer plaats vindt, zal, overeenkomstig de gebruikelijke internationale bepalingen, de vrijheid van transito-vervoer verzekerd worden van die goederen, welke per spoor tussen de Vrijhaven en de Staten, welke aan deze spoorlijn liggen, vervoerd worden, zonder discriminatie, zonder douanerechten of andere belastingen dan die welke voor verleende diensten geheven zouden worden.

Artikel 36. *Uitlegging van het Statuut*

Behalve in die gevallen, waarin door een artikel van dit Statuut een andere procedure uitdrukkelijk is voorzien, zal elk geschil betreffende de uitlegging of de uitvoering van het Statuut, dat niet door rechtstreekse onderhandelingen is opgelost, tenzij de partijen onderling een andere wijze van regeling overeenkomen, op verzoek van een der partijen voorgelegd worden aan een commissie, bestaande uit een vertegenwoordiger van elke partij en een derde lid, dat in gemeenschappelijk overleg door beide partijen uit de onderdanen van een derde land gekozen wordt. Mochten de partijen er niet in slagen binnen een maand een derde lid te benoemen, dan zal elk der partijen de Secretaris-Generaal der Verenigde Naties kunnen verzoeken, zich met die benoeming te belasten. De uitspraak van de meerderheid der leden van de Commissie zal als de uitspraak van de Commissie worden beschouwd en door beide partijen als beslissend en bindend worden geacht.

Artikel 37. *Wijziging van het Statuut*

Dit Statuut houdt in het Permanente Statuut van het Vrije Gebied, onder voorbehoud van iedere wijziging, die de Veiligheidsraad hier later in zal kunnen aanbrengen. De Volksvergadering zal na een stemming met 2/3 meerderheid van de uitgebrachte stemmen een verzoekschrift om wijziging van het Statuut bij de Veiligheidsraad kunnen indienen.

Artikel 38. *Van kracht worden van het Statuut*

Dit Statuut zal van kracht worden op de datum, welke zal worden vastgesteld door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties.

BIJLAGE VII

Regeling betreffende het voorlopig bewind van het Vrije Gebied van Triëst

(zie artikel 21)

De bepalingen van deze regeling zullen van toepassing zijn op het beheer van het Vrije Gebied van Triëst, in afwachting van de inwerkingtreding van het Permanente Statuut.

Artikel 1

De Gouverneur zal, zo spoedig mogelijk na het van kracht worden van het Vredesverdrag, in het Vrije Gebied in functie treden. Tot aan het in functie treden van de Gouverneur, zal het Vrije Gebied bestuurd blijven door de Geallieerde militaire bevelhebbers, die ieder in hun respectievelijke sector optreden.

Artikel 2

Met het aanvaarden van zijn functie in het Vrije Gebied zal de Gouverneur het recht hebben, uit door hem gekozen personen, die hun domicilie in het Vrije Gebied hebben, en na raadpleging van de Zuidslavische en Italiaanse Regeringen, een Voorlopige Regeringsraad samen te stellen. De Gouverneur zal zo dikwijls hij zulks nodig acht, gerechtigd zijn de samenstelling van de Voorlopige Regeringsraad te wijzigen. De Gouverneur en de Voorlopige Regeringsraad zullen hun functie uitoefenen, overeenkomstig de bepalingen van het Permanente Statuut, naar gelang deze van toepassing blijken te zijn en voor zover zij niet door de bepalingen van deze regeling worden vervangen. Gelijkerwijs zullen alle andere bepalingen van het Permanente Statuut voor de duur van het voorlopig bewind van toepassing zijn, naar gelang zij toepasselijk blijken te zijn en voor zover de bepalingen van deze regeling hier niet in voorzien. De Gouverneur zal zich in zijn handelingen voornamelijk laten leiden door de zorg voor de behoeften en het welzijn van de bevolking.

Artikel 3

De zetel van de Regering zal in Triëst gevestigd zijn.

De Gouverneur zal zijn rapporten rechtstreeks uitbrengen aan de President van de Veiligheidsraad, en zal, door zijn bemiddeling, de Raad alle nodige inlichtingen verschaffen over het bestuur van het Vrije Gebied.

Artikel 4

De eerste plicht van de Gouverneur zal zijn zorg te dragen voor de handhaving van de openbare orde en veiligheid. Hij zal een voorlopig Hoofd van Politie benoemen, die de politiemacht en de Veiligheidsdiensten zal reorganiseren en leiden.

Artikel 5

a) Na het van kracht worden van dit Verdrag zal de sterkte van de gestationneerde troepen in het Vrije Gebied niet het getal van 5000 man voor het Verenigd Koninkrijk, 5000 man voor de Verenigde Staten van Amerika, en 5000 man voor Zuidslavië overschrijden.

b) Deze troepen zullen ter beschikking van de Gouverneur worden gesteld voor een periode van negentig dagen, nadat hij in het Vrije Gebied in functie is getreden. Na verloop van die periode, zullen deze troepen niet langer ter beschikking van de Gouverneur staan, en zij zullen, binnen een daarbij aansluitende periode van vijf en veertig dagen, uit het Gebied teruggetrokken worden, tenzij de Gouverneur de Veiligheidsraad bericht, dat hij het in het belang van het Gebied nodig acht deze troepen geheel of gedeeltelijk aan te houden. In het laatste geval, zullen de door de Gouverneur gevorderde troepen, gedurende ten hoogste vijf en veertig dagen aangehouden worden, na het tijdstip waarop de Gouverneur de Veiligheidsraad zal hebben bericht, dat de Veiligheidsdiensten, zonder hulp van vreemde troepen de inwendige orde en rust van het Gebied kunnen verzekeren.

c) Het terugtrekken van de troepen, zoals voorzien in lid b), zal op zodanige wijze moeten geschieden, dat de verhouding tussen de troepen van de drie betrokken Mogendheden, voorzien in lid a), zoveel mogelijk gehandhaafd blijft.

Artikel 6

De Gouverneur zal te allen tijde het recht hebben de hulp van de bevelhebbers van deze contingenten in te roepen en die hulp zal hem onverwijld verleend worden. De Gouverneur zal, zo mogelijk voor ieder geval de betrokken militaire bevelhebbers raadplegen, alvorens zelf aanwijzingen te geven, maar in de uitvoering van die aanwijzingen zal hij zich niet bemoeien met de militaire maat-

regelen, die ten opzichte van de gewapende macht genomen zijn. Iedere hoofdbevelhebber heeft het recht om aan zijn Regering rapport uit te brengen over de aanwijzingen die hij van de Gouverneur zal hebben ontvangen en hij zal de Gouverneur van de inhoud van deze rapporten op de hoogte stellen. De Regering, die hierbij betrokken is, zal het recht hebben te weigeren, dat haar troepen deelnemen aan de onderhavige operatie en zal de Veiligheidsraad van haar weigering op de hoogte stellen.

Artikel 7

Er zullen de nodige bepalingen vastgesteld worden wat betreft de garnizoenen, de administratie en voorziening van de militaire contingenten, na overeenstemming van de Gouverneur en de bevelhebbers van deze contingenten, die door het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten van Amerika en Zuidslavië beschikbaar zijn gesteld.

Artikel 8

De Gouverneur zal, in overleg met de Voorlopige Regeringsraad, belast zijn met de organisatie van de verkiezingen der leden van de Constituerende Vergadering, overeenkomstig de voorwaarden, die voor de verkiezingen van de Volksvergadering door het Statuut zijn voorgeschreven.

De verkiezingen zullen ten laatste vier maanden na het in functie treden van de Gouverneur plaats vinden. In het geval, dat het om technische redenen niet mogelijk zou zijn, de verkiezingen binnen dit tijdsbestek te houden, zal de Gouverneur hierover verslag uitbrengen aan de Veiligheidsraad.

Artikel 9

De Gouverneur zal, in overleg met de Voorlopige Regeringsraad, de voorlopige begroting vaststellen, evenals de voorlopige programma's voor de in- en uitvoer, en zal zich er van vergewissen, dat de nodige maatregelen betreffende het beheer der financiën van het Vrije Gebied, door de Voorlopige Regeringsraad genomen worden.

Artikel 10

De bestaande wetten en reglementen zullen van kracht blijven, tenzij deze afgeschaft of door de Gouverneur geschorst worden. De Gouverneur zal het recht hebben de bestaande wetten en reglementen te wijzigen, alsook nieuwe wetten en reglementen uit te vaardigen, in overeenstemming met de meerderheid van de Voorlopige Regeringsraad. Deze gewijzigde wetten en reglementen, deze nieuwe wetten en reglementen, alsook de handelingen van de Gouverneur, die de wetten en reglementen afschaft of schorst, zullen geldig zijn, tenzij deze gewijzigd, ingetrokken of vervangen zijn, bij besluit van de Volksvergadering of van de Regeringsraad, die ieder op eigen terrein optreden na het van kracht worden der Grondwet.

Artikel 11

In afwachting van de instelling van een afzonderlijk muntstelsel voor het Vrije Gebied, zal de Italiaanse lire het wettige betaalmiddel blijven in het Vrije Gebied.

De Italiaanse Regering zal het Vrije Gebied van de nodige buitenlandse betaalmiddelen en deviezen voorzien, op voorwaarden die niet minder gunstig zullen zijn dan die welke in Italië van kracht zijn.

Italië en het Vrije Gebied zullen een overeenkomst sluiten om uitvoering te geven aan bovengenoemde bepalingen en om regelingen tussen beide Regeringen, die nodig zouden kunnen zijn, te ontwerpen.

BIJLAGE VIII

Regeling betreffende de Vrijhaven van Triëst

(zie artikel 21)

Artikel 1

1. Om de internationale handel en het gebruik van de haven en de faciliteiten voor het transitovervoer van Triëst, overeenkomstig de gebruiken in andere vrijhavens van de wereld, aan Zuidslavië, Italië en de Staten van Midden-Europa op voet van gelijkheid te verzekeren:

a) zal er in het Vrije Gebied van Triëst een douane-vrije haven worden opgericht, waarvan de grenzen zijn of zullen worden vastgesteld door de bepalingen van artikel 3 van deze regeling;

b) zullen de goederen, die door de Vrijhaven van Triëst komen, vrij transitovervoer genieten, volgens de voorwaarden, voorzien in artikel 16 van deze regeling.

2. Het internationale bewind van de Vrijhaven zal vastgesteld worden door de bepalingen van deze regeling.

Artikel 2

1. De Vrijhaven zal als openbare instelling van het Vrije Gebied worden opgericht en als zodanig worden bestuurd; zij zal volledige rechtspersoonlijkheid hebben en dienst doen overeenkomstig de bepalingen van deze regeling.

2. Alle Italiaanse staats- en semi-staatseigendommen, welke zich binnen het gebied van de Vrijhaven bevinden en, luidens de bepalingen van dit Verdrag, door het Vrije Gebied zijn verkregen, zullen zonder betaling naar de Vrijhaven worden overgebracht.

Artikel 3

1. De Vrijhaven zal het gebied en de installaties omvatten van de vrije gebieden van de haven van Triëst binnen de grenzen van 1939.

2. Het instellen van bijzondere zones in de Vrijhaven, die uitsluitend vallen onder de rechtsbevoegdheid van welke Staat ook, is onverenigbaar met het Statuut van het Vrije Gebied en dat van de Vrijhaven.

3. Ten einde evenwel aan de bijzondere behoeften van de Zuidslavische en Italiaanse scheepvaart in de Adriatische Zee te voldoen, zal de Directeur van de Vrijhaven, op verzoek van de Zuidslavische of Italiaanse Regering en op gelijkluidend advies van de Internationale Commissie, bedoeld in artikel 21, het uitsluitend gebruik van ligplaatsen in bepaalde delen van het gebied der Vrijhaven, kunnen bestemmen voor de handelsschepen die de vlag van een dezer beide Staten voeren.

4. In het geval dat het noodzakelijk mocht zijn het gebied van de Vrijhaven te vergroten, zal dit geschieden op voorstel van de Directeur der Vrijhaven, bij besluit van de Regeringsraad en met instemming van de Volksvertegenwoordiging.

Artikel 4

Behoudens strijdige bepalingen van deze regeling, zullen de in het Vrije Gebied van kracht zijnde wetten en reglementen van toepassing zijn op personen en goederen binnen het genoemde gebied van de Vrijhaven, en de autoriteiten, belast met de toepassing hiervan, zullen hun functie binnen het genoemde gebied uitoefenen.

Artikel 5

1. Handelsschepen en goederen uit alle landen zullen onbelemmerde toegang hebben tot de Vrijhaven voor het laden en lossen, zowel wat betreft de transito-goederen, als de goederen met bestemming voor of afkomstig uit het Vrije Gebied.

2. Met de in- en uitvoer of het transito-vervoer van goederen via de Vrijhaven, zullen de autoriteiten van het Vrije Gebied noch douanerechten, noch andere belastingen heffen, dan die welke voor verleende diensten geheven worden.

3. Op die goederen evenwel, welke door de Vrijhaven zijn ingevoerd voor verbruiksdoeleinden binnen het Vrije Gebied, of die van dit Gebied door de Vrijhaven zijn uitgevoerd, zullen de desbetreffende wetten en reglementen, die in het Vrije Gebied van kracht zijn, toegepast worden.

Artikel 6

Het opslaan van waren in entrepôt of in pakhuizen, onderzoeken, sorteren, inpakken en alle soortgelijke werkzaamheden, die gewoonlijk in de vrije zones van de haven van Triëst worden uitgevoerd, zullen in de Vrijhaven worden toegestaan, overeenkomstig het algemene reglement, dat is vastgesteld door de Directeur der Vrijhaven.

Artikel 7

1. De Directeur van de Vrijhaven zal eveneens de eerste bewerking van goederen binnen het gebied der Vrijhaven kunnen toestaan.
2. Andere industriële werkzaamheden zullen binnen het gebied der Vrijhaven aan die ondernemingen worden toegestaan, welke reeds voor het van kracht worden van deze Regeling in de Vrije Gebieden van de haven van Triëst bestonden. Op voorstel van de Directeur der Vrijhaven, zal de Regeringsraad de vestiging van nieuwe industriële ondernemingen binnen het gebied der Vrijhaven kunnen toestaan.

Artikel 8

De autoriteiten van het Vrije Gebied zullen het recht hebben in de Vrijhaven, voor zover dit nodig is, contrôle uit te oefenen, opdat de douane- of andere in het Vrije Gebied ingestelde reglementen worden nagekomen, ten einde de smokkelhandel te verhinderen.

Artikel 9

1. De autoriteiten van het Vrije Gebied zullen bevoegd zijn de havenrechten vast te stellen en te heffen.
2. De Directeur van de Vrijhaven zal het bedrag van alle retributies vaststellen, voor het gebruik van de haveninstallaties en de diensten der Vrijhaven. Deze retributies zullen redelijk moeten zijn en moeten overeenkomen met de kosten voor de exploitatie, het beheer, onderhoud en de ontwikkeling van de Vrijhaven.

Artikel 10

Voor de vaststelling en heffing in de Vrijhaven van havenrechten en andere retributies bedoeld in artikel 9, alsmede voor het verlenen van diensten en het gebruik van de installaties der Vrijhaven, zal er geen enkele discriminerende maatregel op grond van de nationaliteit der schepen, het eigendom der goederen, of om enige andere reden worden toegestaan.

Artikel 11

Bij het binnenkomen en het verlaten van het gebied der Vrijhaven, zal al het passagiersverkeer zijn onderworpen aan een regeling, welke door de autoriteiten van het Vrije Gebied is vastgesteld. Deze regeling zal echter op zodanige wijze worden vastgesteld, dat het verkeer naar en van de Vrijhaven van personen van welke nationaliteit ook, die in het gebied der Vrijhaven wettelijk geoorloofde bezigheden uitoefenen, niet op onredelijke wijze belemmerd wordt.

Artikel 12

De algemene en bijzondere reglementen, die in de Vrijhaven gelden alsmede de tarieven van de te heffen retributies, zullen gepubliceerd moeten worden.

Artikel 13

De kustvaart en de binnenvaart binnen het Vrije Gebied, zal beheerst worden overeenkomstig de regelingen, uitgevaardigd door de autoriteiten van het Vrije Gebied, terwijl de bepalingen van deze regeling beschouwd zullen worden als aan deze autoriteiten in dit opzicht geen enkele beperking opleggend.

Artikel 14

De maatregelen ter bescherming van de gezondheid, alsmede bepalingen ter bestrijding van dieren- en plantenziekten, met betrekking tot schepen en ladingen, zullen worden toegepast binnen de Vrijhaven door de autoriteiten van het Vrije Gebied.

Artikel 15

De autoriteiten van het Vrije Gebied zullen gehouden zijn aan de Vrijhaven water, gas, licht en electriciteit, aansluitingen en reinigingsinstallaties te leveren, en andere openbare diensten te verlenen, alsmede voor politie en brandweer te zorgen.

Artikel 16

1. Het transitovervoer zal, overeenkomstig de gebruikelijke internationale verdragen, door het Vrije Gebied en de Staten, door wier gebied het vervoer plaats vindt, verzekerd worden aan die goederen, welke per spoor tussen de Vrijhaven en de Staten, die daar aldus mee in verbinding staan, vervoerd worden, zonder enige discriminatie, zonder douanerechten of andere belastingen, dan die welke voor verleende diensten geheven zouden worden.

2. Het Vrije Gebied en de Staten, die de verplichtingen, voortvloeiende uit deze regeling op zich nemen en op wier gebied dit transitovervoer in beide richtingen plaats vindt, zullen al het mogelijke doen om in ieder opzicht de snelheid en de goede gang van zaken van dit verkeer tegen een redelijke prijs te bevorderen; aangaande het vervoer van goederen naar of van de Vrijhaven, zullen zij geen enkele discriminerende maatregel nemen op het gebied van tarieven, of van diensten en reglementen de douane, gezondheidszorg, politie of dergelijke betreffend.

3. De Staten, die de verplichtingen, voortvloeiende uit deze regeling, op zich nemen, zullen geen enkele maatregel nemen, betreffende

reglementen of tarieven, die het verkeer van de Vrijhaven op kunstmatige wijze zou kunnen verleggen ten bate van andere zeehavens. De door de Zuidslavische Regering genomen maatregelen om het verkeer naar de havens van Zuidelijk Zuid-Slavië te regelen, zullen niet als maatregelen worden beschouwd, bedoeld om het verkeer op kunstmatige wijze te verleggen.

Artikel 17

Het Vrije Gebied en de Staten, die de verplichtingen, voortvloeiende uit deze regeling op zich nemen, zullen in hun respectievelijke gebieden en zonder discriminatie de vrijheid van post-, telegraaf- en telefoonverbindingen, overeenkomstig de gewone internationale verdragen, tussen het gebied van de Vrijhaven en elk ander land toestaan voor al het verkeer van of naar het gebied van de Vrijhaven.

Artikel 18

1. De Vrijhaven zal beheerd worden door de Directeur der Vrijhaven, die haar als rechtspersoon zal vertegenwoordigen. De Regeringsraad zal de Gouverneur een lijst voorleggen van candidaten, die in aanmerking komen voor de betrekking van Directeur der Vrijhaven. De Gouverneur zal de Directeur benoemen, na deze gekozen te hebben uit de aan hem voorgestelde candidaten en na raadpleging van de Regeringsraad. In geval van meningsverschil, zal de aangelegenheid aan de Veiligheidsraad worden voorgelegd. De Gouverneur zal eveneens, op aanbeveling van de Internationale Commissie of van de Regeringsraad, de Directeur kunnen ontslaan.

2. De Directeur zal noch de Zuidslavische, noch de Italiaanse nationaliteit mogen bezitten.

3. Alle andere beambten van de Vrijhaven zullen door de Directeur benoemd worden. Er zal voor alle benoemingen van personeel voorkeur gegeven worden aan de onderdanen van het Vrije Gebied.

Artikel 19

Onder voorbehoud van de bepalingen van deze regeling, zal de Directeur der Vrijhaven alle redelijke en nodige maatregelen nemen voor het beheer, de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van de Vrijhaven en er een goed functionnerende haven van maken, die in staat is op snelle wijze al het verkeer te verwerken. Hij zal in het bijzonder verantwoordelijk zijn voor de uitvoering in de Vrijhaven van havenwerken van allerlei soort, hij zal de exploitatie van de haveninstallaties en de verdere havenuitrusting leiden; hij zal, overeenkomstig de wetten van het Vrije Gebied, de arbeidsvoorwaarden in de Vrijhaven bepalen, en zal eveneens toezien op de uitvoering binnen de Vrijhaven van de besluiten en reglementen van de autoriteiten van het Vrije Gebied betreffende de scheepvaart.

Artikel 20

1. De Directeur van de Vrijhaven zal zodanige algemene en bijzondere bepalingen uitvaardigen, welke hij nodig acht bij de uitvoering van zijn functie, die hem is opgedragen luidens de bewoordingen van het vorige artikel.

2. Hij zal de zelfstandige begroting van de Vrijhaven vaststellen; deze begroting zal goedgekeurd en beheerd worden overeenkomstig de wetgeving, die wordt vastgesteld door de Volksvergadering van het Vrije Gebied.

3. De Directeur van de Vrijhaven zal aan de Gouverneur en de Regeringsraad van het Vrije Gebied, een jaarlijks rapport uitbrengen over de functionnering van de haven. Er zal een afschrift van dit rapport aan de Internationale Commissie worden toegezonden.

Artikel 21

1. Er zal een Internationale Commissie voor de Vrijhaven opgericht worden, hierna „de Internationale Commissie" genoemd, die bestaat uit een vertegenwoordiger van het Vrije Gebied en van elk der volgende Staten: de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Unie van de Socialistische Sowjet-Republieken, de Federale Volksrepubliek van Zuidslavië, Italië, Polen, Tsjecho-Slowakije, Zwitserland, Oostenrijk, Hongarije, op voorwaarde, dat de betreffende Staat de verplichtingen, voortvloeiende uit deze regeling, op zich genomen heeft.

2. De vertegenwoordiger van het Vrije Gebied zal permanent voorzitter van de Internationale Commissie zijn. In geval van verdeeldheid van stemmen, zal de stem van de voorzitter beslissend zijn.

Artikel 22

De Internationale Commissie zal haar zetel hebben binnen de grenzen van de Vrijhaven. Haar lokalen en werkzaamheden zullen niet onder de rechtsbevoegdheid vallen van enige plaatselijke autoriteit. De leden en ambtenaren van de Internationale Commissie zullen in het Vrije Gebied van de voorrechten en immuniteiten genieten, welke nodig zijn voor de vrije uitoefening van hun functie. De Internationale Commissie zal haar eigen secretariaat organiseren, de beslissing hebben over haar procedure en haar begroting vaststellen. De gemeenschappelijke uitgaven van de Internationale Commissie zullen op billijke wijze verdeeld worden tussen de Staten die vertegenwoordigd zijn, volgens de verhoudingen, die zij in de Internationale Commissie hebben aanvaard.

Artikel 23

De Internationale Commissie zal gerechtigd zijn om tot het onderzoek of de bestudering over te gaan van alle aangelegenheden betreffende de exploitatie, het gebruik en het beheer van de Vrijhaven of van de technische aspecten van het transito-vervoer tussen de Vrijhaven en de Staten, waarheen dit vervoer plaats vindt, waarbij inbegrepen de standaardisering van voor het verkeer gebruikte methodes.

De Internationale Commissie zal optreden hetzij ambtshalve, hetzij wanneer deze aangelegenheden onder haar aandacht zullen zijn gebracht door enige Staat, door het Vrije Gebied of door de Directeur van de Vrijhaven. De Internationale Commissie zal haar gevoelen of aanbevelingen betreffende deze aangelegenheden aan de belanghebbende Staat of Staten, aan het Vrije Gebied, of aan de Directeur van de Vrijhaven te kennen geven.

Deze aanbevelingen zullen in beschouwing worden genomen en de nodige maatregelen zullen worden getroffen. Indien evenwel het Vrije Gebied of de belanghebbende Staat of Staten deze maatregelen onverenigbaar achten met de bepalingen van deze regeling, zal de aangelegenheid, op verzoek van het Vrije Gebied of van een der belanghebbende Staten, geregeld kunnen worden overeenkomstig de procedure, bepaald in artikel 24.

Artikel 24

Elk geschil, betreffende de uitleg of de uitvoering van deze regeling, dat niet door rechtstreekse onderhandelingen wordt opgelost, zal, tenzij de partijen onderling een andere wijze van oplossing overeenkomen, op verzoek van een der bij het geschil betrokken partijen, verwezen worden naar een Commissie, bestaande uit een vertegenwoordiger van elke partij en een derde lid, dat in gemeenschappelijk overleg door beide partijen uit de onderdanen van een derde land gekozen wordt. Mochten de partijen er niet in slagen binnen een maand een derde lid te benoemen, dan zal elk der partijen de Secretaris-Generaal der Verenigde Naties kunnen verzoeken zich met die benoeming te belasten. De uitspraak van de meerderheid der leden van de Commissie zal beschouwd worden als de uitspraak van de Commissie en zal door beide partijen beslissend en bindend worden geacht.

Artikel 25

Voorstellen van wijziging van deze regeling zullen aan de Veiligheidsraad kunnen worden voorgelegd door de Regeringsraad van het Vrije Gebied of door minstens drie van de Staten, vertegenwoordigd in de Internationale Commissie. Elke wijziging, die goedgekeurd is door de Veiligheidsraad, zal van kracht worden op de door de Veiligheidsraad vastgestelde datum.

Artikel 26

In de zin van deze regeling, zal een Staat beschouwd worden de verplichtingen van genoemde regeling op zich te hebben genomen, als hij partij is bij het Vredesverdrag met Italië of als hij bij de Regering der Franse Republiek te kennen heeft gegeven deze verplichtingen op zich te nemen.

BIJLAGE IX

Technische Bepalingen betreffende het Vrije Gebied van Triëst

(zie artikel 21)

A. *Watervoorziening van het Noord-Westelijk gedeelte van Istrië.*

Zuid-Slavië zal, door het water afkomstig van de bron van San Giovanni de Pinguente èn door middel van het watervoorzieningsstelsel van Quieto, evenals door het water afkomstig van de bron van Santa Maria del Risano en door middel van het watervoorzieningsstelsel van Risano, het Noord-Westelijk gedeelte van Istrië, dat binnen de grenzen van het Vrije Gebied van Triëst gelegen is, van water blijven voorzien, zonder dat de aldus geleverde hoeveelheid water, op noemenswaardige wijze die hoeveelheid, welke gewoonlijk ter beschikking van het gebied werd gesteld, mag overschrijden; dit water zal geleverd worden, volgens het volume en verbruik, waarom het Vrije Gebied zal vragen, doch dit zal binnen de grenzen moeten blijven, welke door de natuurlijke omstandigheden worden gesteld.

Zuid-Slavië zal het onderhoud verzekeren van de kanalen, reservoirs, pompen, zuiverings- en andere installaties, die zich op Zuidslavisch grondgebied bevinden, voor zover dit nodig is om aan die verplichting te voldoen. Een tijdelijke afwijking van voornoemde verplichtingen zal aan Zuid-Slavië moeten worden toegestaan, opdat de nodige herstellingswerkzaamheden, aan door de oorlog beschadigde watervoorzieningsinstallaties zullen kunnen worden uitgevoerd. Het Vrije Gebied zal voor het aldus geleverde water, een redelijke prijs betalen, die zijn aandeel, geschat naar verhouding van de hoeveelheid water, die gebruikt is in het Vrije Gebied, vertegenwoordigt in het totale bedrag van de exploitatiekosten en die van het onderhoud van de watervoorzieningsstelsels van Quieto en Risano. In het geval dat het Vrije Gebied in de toekomst een extra levering water nodig mocht hebben, verbindt Zuid-Slavië zich om deze kwestie met de autoriteiten van het Vrije Gebied te bestuderen en om in gezamenlijk overleg die maatregelen te nemen, welke voor deze behoeften nodig zijn.

B. *Levering van electrische stroom.*

1. Zuid-Slavië en Italië zullen de bestaande electriciteitsvoorziening van het Vrije Gebied van Triëst onderhouden door aan dit ge-

bied electriciteit te leveren in hoeveelheden en met een regelmaat, waaraan het behoefte heeft. De geleverde hoeveelheid electrische stroom zal in het begin niet noodzakelijk op noemenswaardige wijze die hoeveelheid behoeven te overschrijden, welke gewoonlijk ter beschikking wordt gesteld van de streek, omvat door het Vrije Gebied, maar Italië en Zuid-Slavië zullen, op verzoek van het Vrije Gebied, naar gelang de behoefte stijgt, een toenemende hoeveelheid electrische stroom leveren, op voorwaarde, dat elk verzoek om en vermeerdering van meer dan 20 % boven de gewone hoeveelheid, door de verschillende voedingsbronnen aan het Vrije Gebied geleverd, het onderwerp uitmaakt van een overeenkomst tussen de betrokken Regeringen.

2. De prijs, die Zuid-Slavië of Italië in rekening zal brengen en die het Vrije Gebied zal betalen voor de hem geleverde electrische stroom, zal niet hoger zijn dan de in Zuid-Slavië of Italië berekende prijs voor de levering van een even grote hoeveelheid elctriciteit van hydraulische oorsprong, voortgebracht door dezelfde electriciteitsbronnen, die op Zuidslavisch of Italiaans grondgebied gelegen zijn.

3. Zuid-Slavië, Italië en het Vrije Gebied zullen elkaar voortdurend op de hoogte houden omtrent het verbruik van het water, de grootte van de aanwezige voorraad, evenals van de productie van electrische stroom, met betrekking tot de centrales, die het vroegere Italiaanse gebied van Vénétie Julienne van stroom voorzien, opdat ieder der drie partijen in de gelegenheid zal zijn zijn behoefte vast te stellen.

4. Zuid-Slavië, Italië en het Vrije Gebied zullen alle electrische centrales, leidingen, bijstations en andere installaties, die nodig zijn om het vroegere Italiaanse gebied van Vénétie Julienne voortdurend van electrische stroom te voorzien, in goede bedrijfsstaat houden.

5. Zuid-Slavië zal moeten garanderen, dat de bestaande en toekomstige installaties voor de voortbrenging van electrische stroom van de Isonzo (Soca) op zodanige wijze zullen worden geëxploiteerd, dat de hoeveelheid water, waaraan Italië van tijd tot tijd behoefte zal kunnen hebben om het gebied, liggende tussen Gorizia en de Adriatische kust, ten Zuid-Westen van deze stad te irrigeren, aan de Isonzo (Soca) onttrokken kan worden. Italië zal niet het recht kunnen opeisen om het water van de Isonzo (Soca) in grotere hoeveelheden of in gunstiger omstandigheden te gebruiken, dan het vroeger gewoon was te doen.

6. Zuid-Slavië, Italië en het Vrije Gebied zullen in gezamenlijk overleg een voor alle partijen aannemelijk verdrag moeten sluiten, overeenkomstig bovengenoemde bepalingen, voor het onderhoud en de exploitatie van het electrische net, dat voorziet in de behoefte van het vroegere Italiaanse gebied van Vénétie Julienne. Er zal een gemengde commissie ingesteld worden waarin de drie Regeringen op voet van gelijkheid vertegenwoordigd zijn, om toe te zien dat de verplichtingen, voortvloeiende uit de bepalingen van bovengenoemde leden 1 tot en met 5, worden nagekomen.

7. Na verloop van een periode van tien jaar, vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, zullen Zuid-Slavië, Italië en het Vrije Gebied, rekening houdend met de op dat ogenblik heersende omstandigheden, voorgaande bepalingen herzien, om vast te stellen, welke van de voornoemde verplichtingen bij geval niet meer nodig zouden zijn en om datgene te wijzigen, af te schaffen of toe te voegen, waartoe de betrokken partijen zouden kunnen besluiten. Elk geschil, dat ten gevolge van dit hernieuwde onderzoek zou kunnen rijzen, zal geregeld worden volgens de procedure, bepaald in artikel 87 van dit Verdrag.

C. Bepalingen ter bevordering van plaatselijk grensverkeer.

Binnen een maand na het van kracht worden van dit Verdrag, zullen Zuid-Slavië en het Vrije Gebied van Triëst, evenals Italië en het Vrije Gebied van Triëst onderhandelingen aanknopen om regelingen te treffen, die ten doel hebben om tussen het Vrije Gebied en de aangrenzende Zuid-Slavische en Italiaanse gebieden het wederzijdse grensverkeer van etenswaren en andere soorten goederen te bevorderen, welke gewoonlijk tussen deze gebieden plaatselijk verhandeld werden, op voorwaarde, dat deze etenswaren of andere goederen in de onderscheiden gebieden geoogst, voortgebracht of vervaardigd zijn. Deze handel zal bevorderd kunnen worden door daartoe geëigende maatregelen, met name door de betreffende producten van douanerechten en van alle in- en uitvoerbelastingen vrij te stellen, tot aan hoeveelheden of bedragen, welke bij overeenkomst worden vastgesteld, wanneer deze handel een plaatselijk karakter draagt.

BIJLAGE X

Economische en Financiële Bepalingen betreffende het Vrije Gebied van Triëst

1. Het Vrije Gebied van Triëst zal zonder betaling de Italiaanse staats- of semi-staatseigendommen ontvangen, welke zich op het Vrije Gebied bevinden.

In deze bijlage wordt onder staats- of semi-staatseigendommen verstaan: de roerende en onroerende goederen van de Italiaanse Staat, van plaatselijke publiekrechtelijke lichamen, openbare instellingen, verenigingen en maatschappijen, die publiek eigendom zijn, evenals de roerende en onroerende goederen, die behoord hebben aan de fascistische partij of aan haar nevenorganisaties.

2. Elke overdracht van Italiaanse staats- of semi-staatseigendommen, zoals bedoeld in lid 1, die na 3 September 1943 heeft plaats gevonden, zal van nul en gener waarde worden geacht. Deze bepaling zal echter niet van toepassing zijn op wettige handelingen, welke verband houden met de gangbare werkzaamheden van staats- of semi-

staatsorganen, voor zover hier sprake is van de verkoop, onder normale omstandigheden, van goederen, die deze organen gewoonlijk voortbrengen of verkopen bij de uitvoering van normale handelsovereenkomsten of in de normale loop van bestuurswerkzaamheden van openbaar karakter.

3. De onderzeese kabels, welke toebehoren aan de Italiaanse Staat of aan Italiaanse semi-staatsorganisaties, zullen onder de bepalingen vallen van lid 1, voor zover de eindpunten en kabelgedeelten in de territoriale wateren van het Vrije Gebied liggen.

4. Italië zal het Vrije Gebied alle nodige archieven en documenten teruggeven, welke een administratief karakter dragen of van historisch belang zijn, en welke betrekking hebben op het Vrije Gebied of op goederen, die overgedragen zijn, overeenkomstig lid 1 van deze bijlage. Het Vrije Gebied zal Zuid-Slavië alle documenten van hetzelfde karakter of belang teruggeven, welke betrekking hebben op het gebied, dat met dit Verdrag aan Zuid-Slavië is afgestaan, en het zal Italië alle documenten van hetzelfde karakter of belang teruggeven, welke betrekking hebben op Italiaans grondgebied en welke zich in het Vrije Gebied bevinden.

Zuid-Slavië verklaart zich bereid om het Vrije Gebied alle archieven en documenten van administratief karakter terug te geven, welke betrekking hebben op het beheer van het Vrije Gebied, waarvoor zij uitsluitend benodigd zijn, en welke van dezelfde aard zijn als de documenten, die voor 3 September 1943 gewoonlijk in handen waren van de plaatselijke autoriteiten, onder wier rechtsbevoegdheid de streek valt, die thans deel uitmaakt van het Vrije Gebied.

5. Het Vrije Gebied zal niet gehouden zijn enige bijdrage te leveren voor betaling van de Italiaanse staatsschuld, maar het zal de verplichtingen op zich moeten nemen van de Italiaanse staat tegenover de houders van schuldbewijzen, hetzij deze natuurlijke personen zijn, die blijven wonen in het Vrije Gebied, hetzij deze rechtspersonen zijn, die er hun zetel of hun hoofdkantoor aanhouden, voor zover deze verplichtingen overeenkomen met dat gedeelte van deze schuld, waarvan de effecten voor 10 Juni 1940 zijn uitgegeven, en hetwelk bestemd kan worden voor openbare werken en burgerlijke bestuursdiensten, ten behoeve van genoemd Gebied, maar hetwelk niet direct of indirect voor militaire doeleinden bestemd kan worden. Volledige bewijzen, betreffende de herkomst dezer effecten, zullen aan de houders kunnen worden gevraagd.

Italië en het Vrije Gebied zullen bij overeenkomst het deel van de openbare Italiaanse schuld, bedoeld in dit lid, en de toe te passen methoden voor de uitvoering dezer bepalingen vaststellen.

6. De toekomstige regeling van de buitenlandse schulden, verzekerd door de voorrechten, drukkend op de eigendommen of op de inkomsten van het Vrije Gebied, zal bepaald worden door nieuwe overeenkomsten tussen de belanghebbende partijen.

7. Italië en het Vrije Gebied zullen bij bijzondere overeenkomst de voorwaarden regelen, waarop de verplichtingen van openbare of particuliere Italiaanse sociale-verzekeringsinstellingen ten opzichte van de bewoners van het Vrije Gebied, evenals een evenredig deel der gekweekte reserves van genoemde instellingen, aan soortgelijke instellingen van het Vrije Gebied, zullen worden overgedragen.

Dergelijke overeenkomsten tussen het Vrije Gebied en Italië, en tussen het Vrije Gebied en Zuid-Slavië, zullen eveneens de verplichtingen regelen der openbare of particuliere sociale verzekeringsinstellingen, wier zetel in het Vrije Gebied gevestigd is, ten opzichte van houders van polissen of van contribuerenden, die onderscheidenlijk wonen in Italië of in het bij de uitvoering van dit Verdrag, aan Zuid-Slavië afgestane gebied. Het Vrije Gebied en Zuid-Slavië zullen eveneens bij soortgelijke overeenkomst de verplichtingen regelen der openbare of particuliere sociale verzekeringsinstellingen, wier zetel ligt in het, bij de uitvoering van dit Verdrag, aan Zuid-Slavië afgestane gebied, ten opzichte van houders van polissen of van contribuerenden, die wonen in het Vrije Gebied.

8. Italië zal gehouden zijn de uitbetaling te waarborgen van burgerlijke of militaire pensioenen, ten tijde van de inwerkingtreding van dit Verdrag, in dienst van de Italiaanse staat of Italiaanse gemeentelijke of plaatselijke publiekrechtelijke lichamen, verkregen door personen die, krachtens dit Verdrag, het burgerrecht van het Vrije Gebied verkrijgen; deze verplichting sluit eveneens de nog niet vervallen pensioenrechten in. Italië en het Vrije Gebied zullen bij overeenkomst de voorwaarden regelen, waaronder aan deze verplichting zal worden voldaan.

9. Eigendommen, rechten en belangen van Italiaanse onderdanen, die zich na 10 Juni 1940 in het Vrije Gebied hebben gevestigd en van personen, die de Italiaanse nationaliteit hebben gekozen krachtens de bepalingen van het Statuut van het Vrije Gebied, zullen gedurende een periode van 3 jaar van het in werking treden van dit Verdrag af, in dezelfde mate geëerbiedigd worden als de eigendommen, rechten en belangen van onderdanen van het Vrije Gebied in het algemeen, mits zij wettig verkregen zijn.

Eigendommen, rechten en belangen in het Vrije Gebied van andere Italiaanse onderdanen en van rechtspersonen van Italiaanse nationaliteit, zullen, mits zij wettig verkregen zijn, slechts aan die wettige bepalingen onderworpen zijn, welke mogelijk, in het algemeen, kunnen worden toegepast op het eigendom van natuurlijke en rechtspersonen van vreemde nationaliteit.

10. Personen, die de Italiaanse nationaliteit kiezen en zich in Italië vestigen, zullen, na afbetaling van aan het Vrije Gebied te betalen schulden of belastingen, gerechtigd zijn hun roerende goederen mee te nemen en de fondsen, die zij bezitten, over te maken, mits die goederen en fondsen wettig verkregen zijn. Er zullen generlei uit- of invoer-

rechten geheven worden op de overbrenging van deze goederen. Deze personen zullen bovendien bevoegd zijn hun roerende en onroerende goederen onder dezelfde voorwaarden te verkopen, als de onderdanen van het Vrije Gebied.

De overbrenging van goederen in Italië, zal onder voorwaarden geschieden, welke niet in strijd zijn met de Grondwet van het Vrije Gebied en volgens een bij overeenkomst tussen Italië en het Vrije Gebied vastgestelde wijze. De voorwaarden en termijnen voor de overbrenging van de fondsen, met inbegrip van de opbrengst van de verkoop der goederen, zullen bij overeenkomst worden bepaald.

11. Eigendommen, rechten en belangen, welke in Italië bestaan bij het van kracht worden van dit Verdrag en toebehoorden aan vroegere Italiaanse onderdanen, die in het Vrije Gebied woonden en onderdanen van het Vrije Gebied zijn geworden, krachtens dit Verdrag, zullen gedurende een periode van 3 jaar van het van kracht worden van dit Verdrag af, in dezelfde mate door Italië geëerbiedigd worden als de eigendommen, rechten en belangen van Italiaanse onderdanen in het algemeen.

Deze personen zullen bevoegd zijn hun eigendommen, rechten en belangen over te dragen en te liquideren, onder de voorwaarden, voorzien in paragraaf 10 hierboven vermeld.

12. De verenigingen, welke overeenkomstig de Italiaanse wetgeving zijn opgericht, wier zetel in het Vrije gebied gevestigd is, en die deze naar Italië of Zuid-Slavië wensen over te brengen, zullen eveneens behandeld moeten worden, overeenkomstig de bepalingen van lid 10 van deze bijlage, mits meer dan vijftig percent van het kapitaal der vereniging aan personen toebehoort, die gewoonlijk buiten het Vrije Gebied verblijf houden of aan personen, die zich in Italië of Zuid-Slavië vestigen.

13. De schulden van personen, die wonen in Italië of in een aan Zuid-Slavië afgestaan gebied, aan personen, die verblijf houden in het Vrije Gebied of schulden van personen, die verblijf houden in het Vrije Gebied aan personen die verblijf houden in Italië of in een aan Zuid-Slavië afgestaan gebied, zullen niet door de overdracht beïnvloed worden.

Italië, Zuidslavië en het Vrije Gebied nemen op zich om de regeling dezer verplichtingen te bevorderen. De term „personen" in dit lid gebruikt, is van toepassing op rechtspersonen.

14. De eigendommen in het Vrije Gebied, van enig Lid der Verenigde Naties of van hun onderdanen, welke niet vrij zijn gekomen van het sequester of van de contrôle maatregelen, waaraan zij door Italië onderworpen waren, en welke evenmin aan hun eigenaren zijn teruggegeven, zullen teruggegeven worden in de toestand waarin zij zich thans bevinden.

15. Italië zal de eigendommen teruggeven, welke na 3 September 1943 op onwettige wijze aan het Vrije Gebied ontnomen en naar Italië overgebracht zijn.

De uitvoering dezer verplichting zal onderworpen zijn aan het gestelde in de leden 2, 3, 4, 5 en 6 van artikel 75, behalve wat de eigendommen betreft, die onder andere bepalingen vallen van deze Bijlage.

De bepalingen van de leden 1, 2, 5 en 6 van artikel 75, zullen toepasselijk zijn op de teruggave door het Vrije Gebied van gedurende de oorlog weggehaalde eigendommen uit het gebied van enig Lid der Verenigde Naties.

16. Italië zal, binnen de kortst mogelijke tijd, alle schepen in het bezit van de Staat of van Italiaanse onderdanen aan het Vrije Gebied teruggeven, welke op 3 September 1943 hetzij aan natuurlijke personen toebehoorden, die wonen in het Vrije Gebied en het burgerrecht van het Vrije Gebied verkrijgen krachtens dit Verdrag, hetzij aan rechtspersonen van Italiaanse nationaliteit, die hun zetel in het Vrije Gebied hebben en zullen behouden, uitgezonderd de schepen, welke te goeder trouw verkocht zijn.

17. Er zullen overeenkomsten worden gesloten tussen Italië en het Vrije Gebied, evenals tussen Zuid-Slavië en het Vrije Gebied, om een juiste en billijke verdeling tot stand te brengen van de eigendommen van elk bestaand plaatselijk publiekrechtelijk lichaam, welks gebied verdeeld is door een, krachtens dit Verdrag vastgestelde grens en om ten gunste van de bewoners, de instandhouding te verzekeren van die gemeentelijke diensten, waarvoor, in de andere bepalingen van dit Verdrag, geen bijzondere voorzieningen getroffen zijn.

Soortgelijke overeenkomsten zullen worden gesloten om op juiste en rechtmatige wijze het rollend en andere spoorwegmateriaal, te verdelen, evenals de uitrusting van dokken en havens en de aldaar dienst doende schepen; eveneens zullen bij overeenkomst, alle andere hangende aangelegenheden van economische aard geregeld worden, waarin niet wordt voorzien door de bepalingen van deze bijlage.

18. Ongeacht de overdracht van souvereiniteit en elke nationaliteitsverandering, welke hiervan het gevolg is, zullen de burgers van het Vrije Gebied alle industriële, letterkundige en artistieke eigendomsrechten in Italië blijven genieten, waarop zij aanspraak konden maken onder de wetgeving, welke tijdens de overdracht in Italië van kracht was.

Het Vrije Gebied zal de industriële, letterkundige en artistieke eigendomsrechten erkennen, en uitvoering aan deze rechten geven, welke in het Vrije Gebied bestonden onder de, tijdens de overdracht geldende Italiaanse wetten, of welke opnieuw gevestigd of teruggegeven zullen worden, overeenkomstig deel A van Bijlage XV van dit Verdrag.

Genoemde rechten zullen in het Vrije Gebied van kracht blijven gedurende dezelfde periode waarin zij onder de Italiaanse wetgeving van kracht zouden zijn gebleven.

19. Elk geschil, dat bij de uitvoering van de bepalingen van deze bijlage mocht rijzen, zal geregeld worden op de in art. 83 van dit Verdrag bepaalde wijze.

20. De leden 1, 3 en 5 van artikel 76, artikel 77, lid 3 van artikel 78, artikel 81, het deel A van bijlage XV, bijlage XVI en deel B van bijlage XVII zullen op dezelfde wijze toepasselijk zijn op het Vrije Gebied van Triëst, als op Italië.

BIJLAGE XI

Gemeenschappelijke verklaring van de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sovjet-Unie, betreffende de Italiaanse territoriale bezittingen in Afrika

(zie artikel 23)

1. De Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Unie van Socialistische Sovjet-Republieken komen overeen, om bij gezamenlijk besluit binnen een jaar na het van kracht worden van dit Vredesverdrag met Italië, dat dateert van 10 Februari 1947, de definitieve bestemming te bepalen van Italië's territoriale bezittingen in Afrika, ten opzichte waarvan Italië, krachtens artikel 23 van dit Verdrag, afstand doet van al zijn rechten en aanspraken.

2. De Vier Mogendheden zullen de definitieve bestemming van de betreffende gebieden bepalen en zullen overgaan tot het aanbrengen van gewenste veranderingen van hun grenzen, waarbij zij rekening zullen houden met de wensen en het welzijn der bewoners, evenals met de eisen van vrede en veiligheid, terwijl zij de meningen van andere belanghebbende Regeringen in overweging zullen nemen.

3. Indien de Vier Mogendheden, binnen een jaar na het van kracht worden van het Vredesverdrag met Italië, niet tot overeenstemming kunnen komen over de bestemming van een dezer gebieden, zal de aangelegenheid aan de Algemene Vergadering der Verenigde Naties voorgelegd worden, opdat deze hierover een aanbeveling zal geven en de Vier Mogendheden komen overeen deze aanbeveling te aanvaarden en de benodigde maatregelen te nemen om deze uit te voeren.

4. De plaatsvervangers van de Ministers van Buitenlandse Zaken zullen het onderzoek van de aangelegenheid van het lot van de vroegere Italiaanse koloniën voortzetten, om hun aanbevelingen aangaande deze kwestie aan de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken voor te leggen. Zij zullen bovendien commissies van onderzoek uitzenden naar één of meer van de vroegere Italiaanse koloniën, opdat deze hun de nodige gegevens over de aangelegenheid zullen verstrekken en tevens kunnen vaststellen, welke meningen de bewoners zijn toegedaan.

BIJLAGE XII

(zie artikel 56)

De namen der schepen, die in deze bijlage voorkomen, zijn dezelfde die op 1 Juni 1946, in de Italiaanse Marine gebruikt werden.

A. *Lijst van schepen die Italië zal kunnen behouden.*

Voornaamste oorlogsschepen

Slagschepen

Andrea Doria, Caio Duilio.

Kruisers

Luigi di Savoia Duca degli Abruzzi, Giuseppe Garibaldi, Raimondo Montecuccoli, Luigi Cadorna.

Torpedobootjagers

Carabiniere, Granatiere, Grecale, Nicoloso da Recco.

Torpedoboten

Giuseppe Cesare Abba, Aretusa, Calliope, Giacinto Carini, Cassiopea, Clio, Nicola Fabrizi, Ernesto Giovannini, Libra, Mommzambano, Antonio Mosto, Orione, Orsa, Rosalino Pilo, Sagittario, Sirio.

Korvetten

Ape, Baionetta, Chimera, Cormorano, Danaide, Driade, Fenice, Flora, Folaga, Gabbiano, Gru, Ibis, Minerva, Pellicano, Pomona, Scimittara, Sfinge, Sibillia, Urania.

Alsmede een te lichten, te voltooien of te bouwen korvet.

Kleine oorlogsschepen

Mijnenvegers R.D.

Nos 20, 32, 34, 38, 40, 41, 102, 103, 104, 105, 113, 114, 129, 131, 132, 133, 134, 148, 149 evenals 16 schepen van het type YMS, door de Verenigde Staten van Amerika geleverd.

Snelle Motorboten

VAS Nos 201, 204, 211, 218, 222, 233, 235.

Hulpschepen

Vloottankers

Nettuno, Lete.

Tankschepen

Arno, Frigido, Mincio, Ofanto, Oristano, Pescara, Po, Sesia, Simeto, Stura, Tronto, Vipacco.

Sleepboten (grote)

Abbazia, Asinara, Atlante, Capraia, Chioggia, Emilio, Gadliardo. Gorgona, Licosa, Lilebio, Linosa, Mestre, Piombino, Porto Empedocle, Porto Fossone, Porto Pisano, Posto Rose, Porto Recanati, San Pietro, San Vieto, Ventimiglia.

Sleepboten (kleine)

Argentario, Astico, Cordevole, Generale Pozzi, Irene, Passero, Porto Rosso, Porto Vecchio, San Bartolomeo, San Benedetto, Tagliamento, N 1, N 4, N 5, N 9, N 22, N 26, N 27, N 32, N 47, N 52, N 53, N 78, N 96, N 104, RLN 1, RLN 3, RLN 9. RLN 10.

Opleidingsschip

Amerigo Vespucci.

Transportschepen

Amalia Messina, Montegrappa, Tarantola.

Voorraadschip

Giuseppe Miraglia.

Reparatieschip

Antonio Pacinotti (om te bouwen onderzeeboot-moederschip).

Opnemingsvaartuigen

Azio (om te bouwen mijnenlegger), Cherso.

Vaartuig voor de vuurtorendienst

Buffoluto.

Kabellegger

Rampino.

B. *Lijst van schepen ter beschikking te stellen van de Regeringen der Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en de Sovjet-Unie*

Voornaamste oorlogsschepen

Slagschepen

Giulio Cesare, Italia, Vittorio Veneto.

Kruisers

Emmauele Filiberto Duca d'Aosta, Pompeo Magno, Atillo Regolo, Eugenio di Savoia, Scipione Africano.

Flotille Vaartuig

Eritrea.

Torpedobootjagers

Artigliere, Fuciliere, Legionario, Mitragliere, Alfredo Oriani, Augusto Riboty, Velite.

Torpedoboten

Aliseo, Animoso, Ardimentoso, Ariete, Fortunale, Indomito.

Onderzeeboten

Alagi, Atropo, Dandolo, Giada, Marea, Nichelio, Platino, Vortice

Kleine oorlogsschepen

Motor-torpedoboten

Ms Nos 11, 24, 31, 52, 53, 54, 55, 61, 65, 72, 73, 74, 75.
MAS Nos 433, 434, 510, 514, 516, 519, 520, 521, 523, 538, 540, 543, 545, 547, 562.
ME Nos 38, 40, 41.

Mijnenvegers

RD Nos 6, 16, 21, 25, 27, 28, 29.

Kanonneerboot

Illyria.

Snelle Motorboten

VAS Nos 237, 240, 241, 245, 246, 248.

Landingsvaartuigen

MZ Nos 713, 717, 722, 726, 728, 729, 737, 744, 758, 776, 778, 780, 781, 784, 800, 831.

Hulpschepen

Tankschepen

Prometeo, Stige, Tarvisio, Urano.

Watertankschepen

Anapo, Aterno, Basento, Bisagno, Dalmazia, Idria, Isarco, Istria, Liri, Metauro, Polcevera, Sprugola, Timavo, Tirso.

Sleepboten (grote)

Arsachena, Basiluzzo, Capo d'Istria, Carbonara, Cefalu, Ercole, Gaeta, Lampedusa, Lipari, Liscanera, Marechiaro, Mesco, Molara, Nereo, Porto Adriano, Porto Conte, Porto Quieto, Porto

Torres, Porto Tricase, Procida, Promontore, Rapallo, Salvore, San Angelo, San Antioco, San Remo, Talamone, Taormina, Teulada, Tifeo, Vado, Vigoroso.

Sleepboten (kleine)

Generale Valfre, Licata, Noli, Volosca, N 2, N 3, N 23, N 24, N 28, N 35, N 36, N 37, N 80, N 94.

Voorraadschip

Anteo.

Opleidingsschip

Christoforo Colombo.

Hulpmijnenlegger

Fasana.

Transportschepen

Giuseppe Messina, Montecucco, Panigaglia.

BIJLAGE XIII

OMSCHRIJVINGEN

A. *Scheepstermen*

(zie artikel 59)

Standaard-waterverplaatsing (tonnage)

De standaard-waterverplaatsing van een schip is de waterverplaatsing van het volledige schip met zijn hele bemanning, met machines en ketels, zeeklaar, met volledige bewapening en munitie, met installaties, uitrusting, met proviand en drinkwater voor de bemanning, diverse voorraden, gereedschappen en reserve-onderdelen, welke in oorlogstijd medegevoerd moeten worden, maar zonder brandstof aan boord of reserve-voedingwater voor machines en ketels.

De standaard-waterverplaatsing wordt in tonnen uitgedrukt van 1.016 kg (2.240 lbs.).

Oorlogsschip

Ongeacht zijn waterverplaatsing is een oorlogsschip:

1) Een schip, dat speciaal gebouwd of aangepast is als gevechtseenheid voor maritieme, amphibische en maritiem-aeroplanische operaties.

2) Een schip, dat een der volgende eigenschappen bezit:

a) bewapend met een kanon van een kaliber van meer dan 120 mm (4",7);

b) bewapend met meer dan vier kanons van een kaliber van meer dan 76 mm (3");

c) ontworpen of van uitrusting voorzien voor het lanceren van torpedo's of het leggen van mijnen;

d) van uitrusting voorzien om bestuurbare of zichzelf voortbewegende projectielen af te schieten;

e) ontworpen om beschermd te worden door pantserplaten van meer dan 25 mm (1″) dikte;

f) hoofdzakelijk ontworpen of ingericht voor het starten van luchtvaartuigen in volle zee;

g) uitgerust met meer dan twee installaties voor het afschieten van luchtvaartuigen;

h) ontworpen om een grotere snelheid dan twintig knopen te bereiken, indien uitgerust met een kanon van een kaliber van meer dan 76 mm (3″).

Een oorlogsschip van bij-categorie 1) wordt vanaf het twintigste jaar na zijn indienststelling en op voorwaarde, dat het volledig ontwapend is, niet langer als zodanig beschouwd.

Slagschip

Een slagschip is een oorlogsschip, geen vliegtuigmoederschip zijnde, wiens standaard-waterverplaatsing meer dan 10 000 ton bedraagt of hetwelk bewapend is met een kanon van een kaliber van meer dan 203 mm (8″).

Vliegtuigmoederschip

Een vliegtuigmoederschip is een oorlogsschip, dat, ongeacht zijn waterverplaatsing, voornamelijk ontworpen of ingericht is om luchtvaartuigen te transporteren of te starten.

Onderzeeboten

Een onderzeeboot is een schip, ontworpen voor de vaart onder water.

Gespecialiseerde Typen van Aanvalsvaartuigen

1) Alle typen van vaartuigen, speciaal ontworpen of aangepast voor amphibische krijgsoperaties;

2) Alle typen van kleine vaartuigen, speciaal ontworpen of aangepast voor het vervoeren van ontplofbare of brandverwekkende lading voor aanvallen op schepen of havens.

Motor-Torpedoboten

Een motor-torpedoboot is een boot van een waterverplaatsing van minder dan 200 ton, die een snelheid heeft van meer dan 25 knopen en torpedo's kan afschieten.

B. *Militaire Opleiding voor Land-, Lucht- en Zeemacht*

(zie artikelen 60, 63 en 65)

1. De militaire opleiding wordt als volgt gedefiniëerd: de studie en de practijk van het gebruik van alle wapenen, welke speciaal bestemd of aangepast zijn voor militaire doeleinden en daarmee in verband staande opleidingsinstallaties, de studie en het uitvoeren van alle oefeningen of manoeuvres toegepast in het onderwijs of de practijk van door de strijdkrachten in de oorlog uitgevoerde beweging en de methodische bestudering van de tactiek, de krijgskunde en het stafwerk.

2. De militaire luchtvaartopleiding wordt als volgt gedefiniëerd: de studie en de practijk van het gebruik van alle wapenen, speciaal bestemd of aangepast voor militaire luchtvaartdoeleinden en daarmee in verband staande opleidingsinstallaties, de studie en practijk van alle speciale manoeuvres, met inbegrip van formatievluchten, door vliegtuigen uitgevoerd bij het vervullen van een militaire vliegopdracht, en de methodische bestudering van de luchtvaarttactiek, de krijgskunde en het stafwerk.

3. Onder maritieme opleiding wordt verstaan: de algemene organisatie, bestudering en het practisch gebruik van oorlogsschepen of maritieme installaties, evenals de studie of het gebruik van alle, daarmee in verband staande opleidingsinstallaties en toestellen, die gebruikt worden voor de krijgsverrichtingen op zee, met uitzondering van die, welke gewoonlijk ook voor burgerlijke doeleinden worden aangewend; bovendien het onderwijs, de practijk en methodische bestudering van de marinetactiek, de krijgskunde en het stafwerk, waarbij inbegrepen de uitvoering van alle krijgsverrichtingen en manoeuvres, die niet nodig zijn bij een vreedzaam gebruik der schepen.

C. *Definitie en Lijst van het Oorlogsmaterieel*

(zie artikel 67)

De term „oorlogsmaterieel", zoals bedoeld in dit Verdrag, is van toepassing op de wapenen, de munitie en al het materieel, speciaal ontworpen en aangepast voor oorlogsdoeleinden, die hieronder zijn opgesomd.

De Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden behouden zich het recht voor de lijst van tijd tot tijd te wijzigen of aan te vullen, met het oog op nieuwe feiten die zich op het gebied van de wetenschap kunnen voordoen.

Categorie I

1. Geweren, karabijnen, revolvers en pistolen van militair type; reservelopen voor deze wapens en andere losse onderdelen, die zich niet gemakkelijk lenen voor burgerlijk gebruik.

2. Mitrailleurs, automatische of zelfladende militaire geweren en

machinepistolen; reservelopen voor deze wapenen en andere losse onderdelen, die zich niet gemakkelijk lenen voor burgerlijk gebruik; mitrailleur affuiten.

3. Kanonnen, houwitsers, mortieren, speciaal geschut voor vliegtuigen, kanonnen zonder kulas of zonder terugloop en vlammenwerpers; reservelopen voor deze wapens en andere losse onderdelen, die zich niet gemakkelijk lenen voor burgerlijk gebruik; beweegbare affuiten en vaste opstellingen voor deze wapenen.

4. Raketgeschut; inrichtingen voor het afschieten en de contrôle op zichzelf-voortbewegende en bestuurbare projectielen; opstellingen voor deze toestellen.

5. Zichzelf voortbewegende en bestuurbare projectielen, projectielen, raketten, patronen en kardoezen, geladen of ongeladen, voor de wapenen in de bovenstaande paragrafen 1 tot 4 opgesomd, evenals ontstekingsbuizen, lonten, of apparaten voor het doen ontploffen of het in werking stellen daarvan, de nodige ontstekingsinrichtingen voor burgerlijk gebruik niet inbegrepen.

6. Granaten, bommen, torpedo's, mijnen, dieptebommen en brandverwekkend materiaal en ladingen, gevuld of leeg, alle middelen om ze te doen ontploffen of in werking te stellen, de nodige lonten voor burgerlijk gebruik niet inbegrepen.

7. Bajonetten.

Categorie II

1. Gepantserde gevechtswagens; gepantserde treinen die technisch niet omgebouwd kunnen worden voor burgerlijk gebruik.

2. Mechanische of zichzelf voortbewegende vervoermiddelen voor alle in categorie I opgesomde wapenen; speciale typen militaire chassis of carosserie, anders dan die, welke in paragraaf 1 hierboven opgesomd zijn.

3. Pantserplaten van meer dan drie duim dikte, voor beschermingsdoeleinden in de oorlog gebruikt.

Categorie III

1. Richttoestellen en rekentoestellen, waaronder begrepen berekeninstallaties en registreerapparaten ten behoeve van de vuurleiding; vuurleidingstoestellen; richtmiddelen; bommenrichtkijkers; tempeertoestellen; toestellen voor het kalibreren van kanonnen en vuurleidingsinstrumenten.

2. Pontonniersmaterieel, aanvals- en stormboten.

3. Middelen voor oorlogslisten, misleiding en valstrikken.

4. Militaire uitrusting van de gewapende macht, van gespecialiseerde aard, zich niet gemakkelijk lenend voor burgerlijk gebruik.

Categorie IV

1. Oorlogsschepen van alle klassen, met inbegrip van omgebouwde schepen en boten, ontworpen of bedoeld voor hulpdoeleinden.

of steun, welke technisch niet te veranderen zijn voor burgerlijk gebruik, evenals wapens, pantseringen, munitie, vliegtuigen of verdere uitrusting, materieel, machines en installaties, welke in vredestijd op geen andere schepen worden gebruikt dan op oorlogsschepen.

2. Alle soorten landingsboten en amphibische voertuigen of materieel; alle soorten aanvalsschepen of -materieel, evenals catapulten of andere toestellen voor het te waterlaten of afschieten van vliegtuigen, raketten, zelfvoortstuwende of andere projectielen, werktuigen of installatie bemand of onbemand, bestuurd of niet.

3. Schepen, vaartuigen, wapenen, inrichtingen of toestellen van allerlei soort, hetzij onder of half onder water, met inbegrip van de versterkingen, speciaal ontworpen voor de verdediging der havens, uitgezonderd het benodigde materieel voor berging, redding en materieel voor andere burgerlijke doeleinden, evenals de hele uitrusting, alle hulpwerktuigen, losse onderdelen, de proefnemings- of opleidingsinstallaties, de werktuigen of installaties, welke speciaal bestemd kunnen worden voor de bouw, het toezicht, het onderhoud of de onderbrenging van deze schepen, vaartuigen, wapenen, inrichtingen of toestellen.

Categorie V

1. Gemonteerde of ongemonteerde luchtvaartuigen, zwaarder of lichter dan de lucht, welke speciaal bestemd of aangepast zijn voor luchtgevechten door gebruik van machinegeweren, raketinstallaties en artillerie, voor transport of voor bommenwerpen, of welke uitgerust zijn met een van de installaties, omschreven in lid 2 hieronder vermeld, of welke vanwege hun ontwerp of bouw, gemakkelijk met een van deze installaties uitgerust kunnen worden.

2. Affuiten van vliegtuigkanonnen, bommenrekken, torpedolanceerinrichtingen, inrichtingen voor het afwerpen van bommen en torpedo's, geschutstorens en -koepels.

3. Speciaal bestemde uitrusting voor per lucht vervoerde troepen, welke slechts door deze troepen gebruikt wordt.

4. Catapulten of installaties voor het starten en te water laten van boord-, land- of watervliegtuigen; lanceerinrichtingen voor vliegende projectielen.

5. Versperringsballonnen.

Categorie VI

Alle verstikkende middelen, dodelijke vergiften of stoffen welke buiten gevecht stellen, bestemd voor oorlogsdoeleinden of vervaardigd in hoeveelheden, welke de burgerlijke behoefte overschrijden.

Categorie VII

Voortstuwende ladingen, ontplofbare stoffen, pyrotechnisch materiaal, of vloeibare gassen, bestemd voor de voortstuwing, ontploffing, de lading of vulling van het oorlogsmateriaal, dat in de voorgaande categorieën is beschreven of bestemd voor elk gebruik in verband met het oorlogsmateriaal, die niet voor burgerlijke doeleinden gebruikt kunnen worden of in zulke hoeveelheden vervaardigd zijn, dat zij de burgerlijke behoefte te boven gaan.

Categorie VIII

De industriële installaties en uitrustingen, speciaal ontworpen voor de productie en het behoud van het in de voorafgaande categorieën opgesomde materiaal, welke technisch niet om te bouwen zijn voor burgerlijke doeleinden.

D. *Definitie van de termen „demilitarisatie" en „gedemilitariseerd"*

(zie artikelen 11, 14, 49 en artikel 3 van bijlage VI)

In dit verdrag worden de termen „demilitarisatie" en „gedemilitariseerd" aldus verstaan, dat zij op het betreffende grondgebied en in de betreffende territoriale wateren verbieden: alle maritieme, militaire of militaire luchtvaartinstallaties en versterkingen, en haar bewapening, haar kunstmatige, militaire, maritieme hindernissen of luchtversperringen, het gebruik van bases door militaire, maritieme of luchtvaarteenheden of de blijvende of tijdelijke stationnering van deze eenheden; de militaire opleiding in al haar vormen en het vervaardigen van oorlogsmateriaal. Dit verbod is niet van toepassing op het binnenlandse veiligheidspersoneel, dat voor het uitvoeren van opdrachten van binnenlands karakter, beperkt van aantal is en van wapenen is voorzien, welke door een enkel persoon gedragen en bediend kunnen worden, en het is evenmin van toepassing op de militaire opleiding, welke voor dergelijk personeel nodig is.

BIJLAGE XIV

Economische en Financiële Bepalingen, betreffende de Afgestane Gebieden

1. De Rechtsopvolgende Staat zal zonder betaling de Italiaanse Staats- of semi- Staatseigendommen ontvangen, welke zich op het krachtens dit Verdrag afgestane gebied bevinden, evenals alle archieven en documenten van administratief karakter of historische waarde, welke betrekking hebben op dit gebied of op de, bij de uitvoering van dit lid, overgedragen eigendommen.

Onder Staats- en semi-Staatseigendommen wordt in deze bijlage verstaan. roerende en onroerende goederen van de Italiaanse Staat, van plaatselijke publiekrechtelijke lichamen, van openbare instellingen, vennootschappen en verenigingen, welke publiek eigendom zijn, alsmede de roerende en onroerende goederen, welke tot de Fascistische Partij of haar nevenorganisaties hebben behoord.

2. Elke overdracht van Italiaanse Staats- of semi-Staatseigendommen, zoals bedoeld in lid 1 hierboven vermeld, welke na 3 September 1943 heeft plaats gevonden, zal als van nul en gener waarde beschouwd worden. Deze bepaling zal echter niet van toepassing zijn op wettige handelingen, welke verband houden met de gangbare werkzaamheden van Staats- of semi-Staatsorganen, voor zover hier sprake is van de verkoop, onder normale omstandigheden, van goederen, welke deze organen gewoonlijk voortbrengen of verkopen bij de tenuitvoerlegging van normale handelsovereenkomsten, of in de normale loop van bestuurswerkzaamheden van openbare aard.

3. De Italiaanse onderzeese kabels, welke punten of welke een punt in het afgestane gebied met een punt in een ander gebied van de Rechtsopvolgende Staat verbindt, zullen worden beschouwd als Italiaans bezit, dat gelegen is binnen het afgestane gebied, ondanks het feit, dat bepaalde delen van deze kabels zich buiten de territoriale wateren kunnen bevinden. De Italiaanse onderzeese kabels, welke een punt van het afgestane gebied verbinden met een punt, dat buiten de rechtsbevoegdheid van de Rechtsopvolgende Staat valt, zullen worden beschouwd als Italiaans bezit, dat gelegen is binnen het afgestane gebied, wat betreft de eindinstallaties en die gedeelten van de kabels, welke binnen de territoriale wateren van het afgestane gebied liggen.

4. De Italiaanse Regering zal aan de Rechtsopvolgende Staat alle voorwerpen van artistieke, historische of archaeologische waarde teruggeven, welke tot het culturele erfdeel van het afgestane gebied behoren en welke, toen dit gebied zich onder Italiaanse overheersing bevond, zonder betaling zijn weggevoerd en door de Italiaanse Regering of door Italiaanse openbare instellingen zijn vastgehouden.

5. De Rechtsopvolgende Staat zal overgaan tot het wisselen tegen eigen geld, van Italiaanse betaalmiddelen, welke in het afgestane gebied zijn behouden door natuurlijke personen, die daar woonachtig blijven of door rechtspersonen, die er hun werkzaamheden blijven uitoefenen. Volledige bewijzen over de herkomst van de ter uitbetaling aangeboden fondsen, zullen aan de houders gevraagd kunnen worden.

6. De Regering van de Rechtsopvolgende Staat zal niet gehouden zijn enige bijdrage te leveren voor de betaling van de Italiaanse Staatsschuld, maar zij zal de verplichtingen op zich moeten nemen van de

Italiaanse Staat tegenover houders van deze schuldbewijzen, hetzij dat het natuurlijke personen zijn, die blijven wonen in het afgestane gebied, hetzij dat het rechtspersonen zijn, die er hun zetel of hun hoofdkantoor aanhouden, voor zover deze verplichtingen overeenkomen met dat gedeelte van deze Schuld, waarvan de effecten voor 10 Juni 1940 zijn uitgegeven en dat bestemd kan worden voor openbare werken en burgerlijke bestuursdiensten, ten behoeve van genoemd gebied, maar dat niet direct of indirect voor militaire doeleinden bestemd kan worden.
Volledige bewijzen, betreffende de herkomst dezer effecten, zullen aan de houders kunnen worden gevraagd.

De Rechtsopvolgende Staat en Italië zullen bij overeenkomst het deel vaststellen van de openbare Italiaanse schuld, bedoeld in dit lid, en de toe te passen methoden voor de uitvoering dezer bepalingen.

7. De Rechtsopvolgende Staat en Italië, zullen bij bijzondere overeenkomst de voorwaarden regelen, waaronder de verplichtingen van openbare of particuliere Italiaanse sociale verzekeringsinstellingen, ten opzichte van de bewoners van het afgestane gebied, evenals een evenredig deel van de gekweekte reserves der genoemde instellingen, aan soortgelijke instellingen van de Rechtsopvolgende Staat zullen worden overgedragen.

De Rechtsopvolgende Staat en Italië zullen bij soortgelijke overeenkomsten de verplichtingen regelen van de openbare of particuliere Italiaanse sociale verzekeringsinstellingen, wier zetel in het afgestane gebied ligt, ten opzichte van houders van polissen of van contribuerenden, die in Italië verblijf houden.

8. Italië zal gehouden blijven de uitbetaling van burgerlijke of militaire pensioenen, welke verkregen zijn op de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, in dienst van de Italiaanse Staat of van openbare, gemeentelijke of plaatselijke publiekrechtelijke lichamen te verzekeren, door personen, die krachtens dit Verdrag, de nationaliteit van de Rechtsopvolgende Staat verkrijgen; deze verplichting sluit eveneens de nog niet vervallen pensioenrechten in. De Opvolgende Staat en Italië zullen bij overeenkomst de voorwaarden regelen, waaronder Italië aan deze verplichting zal voldoen.

9. De goederen, rechten en belangen van Italiaanse onderdanen, die hun vaste woonplaats hebben in de, bij het van kracht worden van dit Verdrag, afgestane gebieden, zullen in dezelfde mate geëerbiedigd worden als die der onderdanen van de Rechtsopvolgende Staat, mits zij wettig verkregen zijn.

De goederen, rechten en belangen van andere Italiaanse onderdanen en van rechtspersonen van Italiaanse nationaliteit, zullen, mits zij wettig verkregen zijn, slechts aan die wettelijke bepalingen onderworpen zijn, welke zo mogelijk, in het algemeen kunnen worden toegepast op het eigendom van natuurlijke en rechtspersonen van vreemde nationaliteit.

Deze goederen, rechten en belangen zullen noch aan retentie onder-

hevig zijn, noch geliquideerd worden, krachtens artikel 79 van dit Verdrag; zij zullen aan de eigenaren teruggegeven worden, vrij van de gevolgen van alle maatregelen van die aard of van enige andere maatregel van overdracht, gedwongen beheer of sequestratie, welke genomen zijn in de loop van het tijdvak van 3 September 1943 tot de datum van het van kracht worden van dit Verdrag.

10. Personen, die de Italiaanse nationaliteit kiezen en zich in Italië vestigen, zullen, na afbetaling van schulden of belastingen, welke zij in het Vrije Gebied verschuldigd zouden zijn, het recht hebben hun roerende goederen mee te nemen en de fondsen, welke zij bezitten, over te dragen, mits deze goederen en fondsen wettig zijn verkregen. Er zullen generlei uit- of invoerrechten geheven worden op de overbrenging van deze goederen. Deze personen zullen bovendien bevoegd zijn hun roerende en onroerende goederen onder dezelfde voorwaarden te verkopen, als de onderdanen van de Rechtsopvolgende Staat.

De overbrenging der goederen naar Italië zal geschieden op de voorwaarden en binnen de grenzen, welke bij overeenkomst tussen de Rechtsopvolgende Staat en Italië zijn vastgesteld.

De voorwaarden en andere details, betreffende de overbrenging der fondsen, inclusief de opbrengst van de verkoop der goederen, zullen eveneens bij overeenkomst worden vastgesteld.

11. De goederen, rechten en belangen, welke in Italië bestaan bij het van kracht worden van dit Verdrag, en toebehoren aan vroegere Italiaanse onderdanen, die in de afgestane gebieden wonen en onderdanen van een ander land zijn geworden krachtens dit Verdrag, zullen door Italië in dezelfde mate geëerbiedigd worden als de goederen, rechten en belangen van onderdanen der Verenigde Naties in het algemeen.

Deze personen zullen bevoegd zijn hun goederen, rechten en belangen over te brengen en te liquideren, onder de voorwaarden, voorzien in lid 10, hierboven vermeld.

12. De vennootschappen, opgericht onder de Italiaanse wetgeving, die hun zetel in het afgestane gebied hebben, en die deze naar Italië wensen over te brengen, zullen eveneens behandeld moeten worden, overeenkomstig de bepalingen van lid 10 van deze bijlage, mits meer dan vijftig percent van het kapitaal van de vennootschap/vereniging aan personen toebehoort, die buiten het afgestane gebied wonen of aan personen, die krachtens dit Verdrag de Italiaanse nationaliteit kiezen en hun domicilie naar Italië verplaatsen, mits de vennootschap voor het grootste gedeelte buiten het afgestane gebied werkzaam is.

13. De schulden van personen, die in Italië verblijf houden aan personen, die in het afgestane gebied wonen, of schulden van personen, die in het afgestane gebied verblijf houden aan personen, die in Italië wonen, zullen niet door de overdracht worden getroffen.

De Rechtsopvolgende Staat en Italië nemen op zich om de regeling dezer verplichtingen te bevorderen. De term „personen", in dit lid gebruikt, is van toepassing op rechtspersonen.

14. De goederen in het afgestane gebied van enig Lid der Verenigde Naties of van zijn onderdanen, welke niet vrij zijn gekomen van het sequester of van de contrôlemaatregelen, waaraan zij door Italië onderworpen waren, en welke evenmin aan hun eigenaren zijn teruggegeven, zullen, in de toestand waarin zij zich thans bevinden, teruggegeven worden.

15. De Italiaanse Regering erkent, dat de overeenkomst van Brionië van 10 Augustus 1942, van nul en gener waarde is. Zij verbindt zich om met de andere ondertekenaars der overeenkomst van Rome van 29 Mei 1923, deel te nemen aan alle onderhandelingen, welke ten doel hebben in haar bepalingen de nodige wijzigingen aan te brengen ter verzekering van een billijke regeling der jaarlijkse uitkeringen, waarin zij voorziet.

16. Italië zal de goederen teruggeven, welke na 3 September 1943 op onwettige wijze aan het afgestane gebied ontnomen en naar Italië overgebracht zijn. Behoudens wanneer deze bijlage een andere regeling voorschrijft, zal de toepassing van deze verplichtinig door de leden 2, 3, 4, 5 en 6 van artikel 75 geregeld worden.

17. Italië zal, binnen de kortst mogelijke tijd, alle schepen in het bezit van de Staat of van Italiaanse onderdanen, aan de Rechtsopvolgende Staat teruggegeven, welke op 3 September 1943 toebehoorden, hetzij aan natuurlijke personen, die in het afgestane gebied wonen en krachtens dit Verdrag de nationaliteit van de Rechtsopvolgende Staat verkrijgen, hetzij aan rechtspersonen van Italiaanse nationaliteit, die hun zetel in het afgestane gebied hebben en zullen behouden, uitgezonderd de schepen, welke te goeder trouw verkocht zijn.

18. De Rechtsopvolgende Staten en Italië zullen overeenkomsten sluiten, om op billijke en rechtmatige wijze de goederen te verdelen van elk bestaand, plaatselijk, publiekrechtelijk lichaam, welks gebied verdeeld is door een, krachtens dit Verdrag vastgestelde grens, en om de instandhouding te verzekeren aan die gemeentelijke diensten, welke voor de bewoners benodigd zijn en waarvoor in de andere bepalingen van dit Verdrag geen bijzondere voorzieningen getroffen zijn.

Soortgelijke overeenkomsten zullen worden gesloten om op juiste en rechtmatige wijze het rollend- en ander spoorwegmateriaal te verdelen, evenals de uitrusting van dokken en havens en vaartuigen, die daarbij dienst doen; en eveneens zullen bij overeenkomst alle andere hangende kwesties van economische aard geregeld worden, welke niet in deze bijlage zijn bedoeld.

19. De bepalingen van deze Bijlage zullen niet van toepassing zijn op de vroegere Italiaanse koloniën. De economische en financiële bepalingen, welke op hen van toepassing zijn, zullen deel uitmaken van de regelingen, welke luidens de bewoordingen van artikel 23 van dit Verdrag, over het lot van deze gebieden zullen beslissen.

BIJLAGE XV

Bijzondere Bepalingen betreffende bepaalde Categorieën van Eigendommen

A. *Industriële, Letterkundige en Artistieke Eigendommen*

1. a. Er zal een termijn van een jaar, te berekenen vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, aan de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en hun onderdanen worden toegestaan, zonder betaling van uitstelheffingen of enige andere sancties, ten einde hen in staat te stellen, de nodige daden te verrichten ter verkrijging, of voor het behoud in Italië, van de industriële, letterkundige of artistieke eigendomsrechten, welke niet verricht hebben kunnen worden ten gevolge van de bestaande staat van oorlog.

b. De Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden of hun onderdanen, die op het gebied van enige Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid een aanvraag hebben gedaan, hetzij ter verkrijging van een octrooi of een inschrijving van een gebruiksmodel, op zijn vroegst twaalf maanden voor de opening der vijandelijkheden met Italië of gedurende deze, hetzij voor de inschrijving van een industriële tekening, model of fabrieksmerk, ten hoogste zes maanden voor de opening der vijandelijkheden met Italië, of gedurende deze, zullen gerechtigd zijn, voor de duur van een periode van twaalf maanden, vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, de overeenkomstige rechten in Italië aan te vragen, met een recht van voorrang, gebaseerd op het feit, dat zij reeds vroeger een aanvraag hadden gedaan in het gebied van deze Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid.

c. Elk der Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en haar onderdanen, zal gedurende een periode van een jaar, vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, vervolging kunnen instellen in Italië tegen natuurlijke of rechtspersonen, die inbreuk hebben gemaakt op hun industriële, letterkundige en artistieke eigendomsrechten, tussen de datum van het uitbreken der vijandelijkheden en die van het van kracht worden van dit Verdrag.

2. Bij het vaststellen van de periode gedurende welke een octrooirecht moet worden geëxploiteerd of een model of fabrieksmerk moet worden gebruikt, zal de periode vanaf het uitbreken der vijandelijkheden tot aan het einde van de achttiende maand na het van kracht worden van dit Verdrag, niet worden meegeteld.

3. In de berekening van de normale geldigheidsduur van industriële, letterkundige en artistieke eigendomsrechten, welke in Italië golden bij het uitbreken der vijandelijkheden, of welke erkend of gevestigd zullen worden onder de voorwaarden, bedoeld in deel A van deze bijlage, en welke toebehoren aan een van de Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden of aan haar onderdanen,

zal geen rekening worden gehouden met de periode tussen het uitbreken der vijandelijkheden en de datum van het van kracht worden van dit Verdrag. De normale geldigheidsduur van deze rechten zal dientengevolge in Italië als automatisch verlengd beschouwd worden, met een nieuwe periode, gelijk aan die, welke niet meegeteld zal zijn.

4. De voorafgaande bepalingen betreffende de rechten in Italië van de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en hun onderdanen zullen eveneens moeten worden toegepast op de rechten van Italië en zijn onderdanen in de gebieden van de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden. Geen enkele van deze bepalingen zal echter aan Italië of zijn onderdanen recht geven op een gunstiger behandeling in het gebied van een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden, dan die, welke in hetzelfde geval door die Mogendheid aan enige andere der Verenigde Naties of haar onderdanen wordt toegestaan; evenmin zal Italië gehouden zijn, krachtens deze bepalingen aan een van de Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden of haar onderdanen, een gunstiger behandeling te geven, dan die, welke Italië of zijn onderdanen genieten op het gebied van die Mogendheid, met betrekking tot de onderwerpen, waarop de voorafgaande bepalingen slaan.

5. Derden, die wonen op het gebied van enige Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid of op Italiaans Gebied en die voor de datum van het van kracht worden van dit Verdrag te goeder trouw industriële, letterkundige of artistieke eigendomsrechten verkregen hebben, welke indruisen tegen de rechten, hersteld krachtens deel A van deze Bijlage, of tegen rechten, welke verkregen zijn krachtens de op grond van deze bepalingen toegestane voorrangen, of welke te goeder trouw het voorwerp van deze rechten hebben vervaardigd, uitgegeven, gereproduceerd, gebruikt of verkocht, zullen toestemming krijgen deze rechten, welke zij te goeder trouw verkregen hadden, te blijven uitoefenen, en om de vervaardiging, publicatie, reproductie, het gebruik of de verkoop, die zij te goeder trouw hadden ondernomen, voort te zetten of te hervatten, zonder zich bloot te stellen aan vervolgingen wegens inbreuk.

Die toestemming zal in Italië gegeven worden in de vorm van een niet-exclusieve vergunning, toegewezen onder die voorwaarden, welke bij overeenkomst tussen de belanghebbende partijen door hen moeten worden vastgesteld, of, bij gebreke van overeenkomst, door de verzoeningscommissie, ingesteld krachtens artikel 83 van dit Verdrag. In de gebieden van elk der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden zullen echter de bona fide derden profiteren van de bescherming, welke in overeenkomstige gevallen wordt gegeven aan bona fide derden, wier rechten indruisen tegen die van de onderdanen der andere Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden.

6. Geen enkele bepaling van deel A van deze bijlage mag in die zin uitgelegd worden, dat zij aan Italië of aan zijn onderdanen in het gebied van enige der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden

recht zou geven op octrooi of gebruiksmodellen voor uitvindingen betreffende enig artikel, hetwelk uitdrukkelijk aangeduid is in de omschrijving van het oorlogsmaterieel, opgesomd in bijlage XIII van dit Verdrag, welke uitvindingen gedaan zijn of waarvoor aanvragen ter inschrijving door Italië of een van zijn onderdanen zijn gedaan, in Italië of in het gebied van een andere As-Mogendheid of in een door de As-troepen bezet gebied, gedurende de tijd, dat dit gebied onder het toezicht van de troepen of autoriteiten der As-Mogendheden stond.

7. Italië zal eveneens de voordelen der voorafgaande bepalingen van deze bijlage toekennen aan de Verenigde Naties, geen Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden zijnde, wier diplomatieke betrekkingen met Italië gedurende de oorlog verbroken zijn geweest en die zich verbinden aan Italië de voordelen te verlenen, welke krachtens genoemde bepalingen aan dat land worden toegekend.

8. Geen enkele bepaling van deel A van deze bijlage mag uitgelegd worden als zijnde in strijd met artikel 78, 79, en 81 van dit Verdrag.

B. *Verzekeringen*

1. Behoudens beperkingen, opgelegd aan assuradeuren in het algemeen, zal er aan de assuradeuren, die onderdanen van de Verenigde Naties zijn, geen enkele hindernis in de weg gelegd worden voor het wederom verkrijgen van hun vroegere portefeuilles.

2. Indien een assuradeur, die onderdaan is van één der Verenigde Naties, zijn beroepswerkzaamheden in Italië wenst te hervatten, en indien de waarde van de garantiedeposito's of van de reserves, welke in Italië vereist worden van de verzekeringsondernemingen voor het uitoefenen van haar werkzaamheden, verminderd is door het verlies of de waardevermindering van de effecten, welke deze deposito's of reserves uitmaakten, dan verbindt de Italiaanse Regering zich om, voor de duur van achttien maanden, de overgebleven effecten aan te nemen, alsof zij volledig voldeden aan de wettelijke voorschriften betreffende de deposito's en reserves.

BIJLAGE XVI

Overeenkomsten, Verjaringen, Wissels

A. *Overeenkomsten*

1. Behoudens de uitzonderingen in lid 2 en 3 hieronder vermeld, zal elke overeenkomst, voor welker uitvoering contact tussen de partijen, die vijanden zijn in de zin van deel D van deze bijlage, als ontbonden worden beschouwd sedert het tijdstip, waarop enige partij vijand is geworden. Deze ontbinding zal echter geen inbreuk maken op de be-

palingen van artikel 81 van dit Verdrag; evenmin zal zij enige partij bij de overeenkomst van de verplichting ontheffen tot terugbetaling der bedragen, welke op voorschot of op afbetaling zijn geïnd en waarvoor de betrokken partij geen tegenprestatie heeft geleverd.

2. Niettegenstaande de bepalingen van lid 1 hierboven, zullen niet vervallen die bedingen uit elke overeenkomst, die zullen kunnen worden afgescheiden, en voor welker uitvoering geen contact tussen de partijen, die vijanden in de zin van deel D van deze Bijlage zijn geworden, nodig is, onverminderd de rechten vermeld in artikel 79 van dit Verdrag. Indien de bedingen van een overeenkomst niet aldus kunnen worden afgescheiden, zal de overeenkomst geacht worden in haar geheel te zijn ontbonden. Het voorafgaande zal onderworpen zijn aan de toepassing van nationale wetten, verordeningen en reglementen, uitgevaardigd door die van de Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden, die rechtsmacht over de overeenkomst of een der partijen heeft, alsmede aan de bepalingen van de overeenkomst.

3. Geen enkele bepaling van deel A van deze bijlage zal beschouwd worden als vernietigende de transacties, welke wettig uitgevoerd zijn, overeenkomstig een tussen vijanden gesloten overeenkomst, indien deze transacties met toestemming van de Regering van een der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden hebben plaats gevonden.

4. Niettegenstaande de voorafgaande bepalingen, zullen de verzekerings- en herverzekeringscontracten het onderwerp uitmaken van afzonderlijke overeenkomsten tussen de Regering van de betrokken Geallieerde of Geassocieerde Mogendheid en de Italiaanse Regering.

B. *Verjaring*

1. Alle termijnen van verjaring of verval van het recht om een rechtshandeling in te stellen of voort te zetten, of van het recht om conservatoire maatregelen te nemen in rechtsverhoudingen betreffende personen of goederen, waarbij onderdanen der Verenigde Naties en Italiaanse onderdanen betrokken zijn, die vanwege de staat van oorlog geen rechtsvordering hebben kunnen instellen of voortzetten, of de nodige formaliteiten tot bewaring hunner rechten hebben kunnen verrichten, ongeacht of deze termijnen vóór of na de opening der vijandelijkheden zijn begonnen, zullen beschouwd worden als zijnde geschorst voor de duur van de oorlog op Italiaans gebied enerzijds, en anderzijds op het gebied van die Verenigde Naties, welke op basis van wederkerigheid, aan Italië toestaan voordeel te hebben van de in dit lid genoemde bepalingen. Deze termijnen zullen beginnen vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag. De in dit lid genoemde bepalingen zullen van toepassing zijn op de termijnen, vastgesteld voor het indienen van coupons of dividendbewijzen of, met het oog op de aflossing, voor het indienen van stukken, die uitgeloot zijn, of die om welke andere reden dan ook moeten worden afgelost.

2. Wanneer er gedurende de oorlog vanwege de onuitvoerbaar-

heid van een handeling of het achterwege laten van de een of andere formaliteit executieve maatregelen zijn genomen op Italiaans gebied, ten nadele van een onderdaan van een der Verenigde Naties, zal de Italiaanse Regering de geschonden rechten herstellen. Indien het herstel van deze rechten niet mogelijk is of onbillijk zou zijn, dan zal de Italiaanse Regering het nodige doen, opdat de belanghebbende onderdaan een zodanige schadeloosstelling krijgt, welke in dit geval rechtvaardig en billijk is.

C. *Wissels*

1. In de betrekkingen tussen vijanden zal geen enkele wissel, welke vóór de oorlog ondertekend is, als niet meer geldig beschouwd worden alleen op grond van het feit, dat deze niet binnen de voorgeschreven termijnen ter acceptatie of incassering is ingediend, of dat de trekker of endossant niet binnen die termijnen in kennis is gesteld, dat de betreffende wissel niet geaccepteerd of betaald is, of dat deze binnen genoemde termijnen niet gecontesteerd is, of dat een of andere formaliteit gedurende de oorlog is weggelaten.

2. Indien gedurende de oorlog de termijn verstreken is, waarbinnen een wissel ter acceptatie of incassering aangeboden had moeten worden, of waarbinnen een bericht van niet- acceptatie of niet-betaling aan de trekker of endossant gegeven had moeten worden, of waarbinnen de wissel gecontesteerd had moeten worden, en indien de partij, die de wissel had moeten aanbieden af coutesteren, of die kennis had moeten geven bij gebreke van acceptatie of betaling, dit niet gedurende de oorlog heeft gedaan, dan zal er een termijn worden toegestaan van minstens drie maanden, vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, waarbinnen genoemde wissel aangeboden of gecontesteerd kan worden of kennis kan worden gegeven van zijn niet-acceptatie of niet-betaling.

3. Indien een persoon, hetzij vóór, hetzij tijdens de oorlog de verplichting tot betaling van een wissel op zich heeft genomen, ten gevolge van een overeenkomst, met hem aangegaan door een persoon, die vervolgens een vijand is geworden, zal deze laatste, ondanks de opening der vijandelijkheden, gehouden zijn de eerste schadeloos te stellen voor de gevolgen, voortvloeiende uit zijn verplichting.

D. *Bijzondere bepalingen*

1. In de zin van deze bijlage zullen natuurlijke of rechtspersonen als vijanden worden beschouwd, vanaf de datum, dat alle handel tussen hen onwettig is geworden volgens de wetten, verordeningen of reglementen, waaraan deze personen of de overeenkomst waren onderworpen.

2. Gezien het juridische stelsel der Verenigde Staten van Amerika zullen de bepalingen van deze bijlage niet van toepassing zijn op de betrekkingen tussen de Verenigde Staten van Amerika en Italië.

BIJLAGE XVII

Prijzenhoven en uitspraken

A. *Prijzenhoven*

1. Elk der Geallieerde of Geassocieerde Mogendheden behoudt zich het recht voor, om overeenkomstig een door haar vast te stellen procedure, alle besluiten en beschikkingen der Italiaanse Prijzenhoven te onderzoeken, welke afgekondigd zijn ten gevolge van elk proces, waarbij de eigendomsrechten van haar onderdanen betrokken zijn, en om de Italiaanse Regering aan te raden over te gaan tot de herziening van die besluiten of verordeningen, welke niet met het internationale recht zouden overeenkomen.

2. De Italiaanse Regering verbindt zich om afschriften te verstrekken van alle documenten en stukken van deze processen met inbegrip van de genomen besluiten en gegeven beschikkingen, om alle aanbevelingen aan te nemen, welke ten gevolge van het onderzoek van deze processen gegeven zijn, en om uitvoering te geven aan deze aanbevelingen.

B. *Uitspraken*

De Italiaanse Regering zal de nodige maatregelen nemen om te allen tijde binnen een termijn van een jaar, te berekenen vanaf de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, aan onderdanen van een der Verenigde Naties toestemming te geven om voor de bevoegde Italiaanse autoriteiten een vordering tot revisie in te stellen, van elke uitspraak, dat door een Italiaans gerecht tussen 10 Juni 1940 en de datum van het van kracht worden van dit Verdrag, in enig geding is gewezen, waarbij de onderdaan van een der Verenigde Naties, hetzij in de hoedanigheid van eiser, hetzij in de hoedanigheid van gedaagde, niet in staat is geweest zijn zaak op bevredigende wijze uiteen te zetten. De Italiaanse Regering zal de nodige maatregelen nemen, opdat, wanneer een onderdaan van een der Verenigde Naties nadeel heeft ondervonden van een dergelijke uitspraak, deze onderdaan hersteld zal worden in de toestand, waarin hij zich bevond voor het uitspreken hiervan, of een zodanige schadeloosstelling zal ontvangen als in de gegeven omstandigheden rechtvaardig en billijk kan worden geacht. Onder de uitdrukking, „onderdanen der Verenigde Naties" worden begrepen de vennootschappen of verenigingen, welke georganiseerd of opgericht zijn volgens de wetgeving van welke ook der Verenigde Naties.

(Voor de ondertekening zie de Franse tekst.)

A°. 1949.  N°. 82

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 29ste Juli 1949 tot wijziging van de landsverordening van de 1ste April 1939 (P. B. 1939 no. 17), houdende toekenning van reis- en verblijfkosten aan de leden der Staten van Curaçao.*

IN NAAM DER KONINGIN!

MR. F. A. JAS,

BIJ PROCLAMATIE VAN 16 JULI 1949 (P. B. 1949, No. 78) MET HET DAGELIJKS BELEID VAN ZAKEN BELAST,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is, de landsverordening van de 1ste April 1939 (P. B. 1939 no. 17), houdende toekenning van reis- en verblijfkosten aan de leden der Staten van Curaçao, zoals gewijzigd laatstelijk bij landsverordening van de 15de Maart 1947 (P. B. 1947 no. 36), nader te wijzigen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

De landsverordening van de 1ste April 1939 (P. B. 1939 no. 17), houdende toekenning van reis- en verblijfkosten aan de leden der Staten van Curaçao, zoals gewijzigd laatstelijk bij landsverordening van de 15e Maart 1947 (P. B. 1947 no. 36), wordt nader gewijzigd als volgt:

I. Het eerste lid van artikel 5 wordt gelezen:

„1. De leden der Staten genieten bij reizen, als bedoeld in artikel 1, vergoeding wegens verblijfkosten. Deze vergoeding bedraagt, behoudens het in artikel 7 bepaalde:

a. bij reizen naar Aruba en Curaçao f. 20.— per dag;

b. bij reizen naar Bonaire en de Bovenwindse Eilanden f. 10.— per dag.".

II. Het tweede lid van artikel 5 wordt gelezen:

„In geval een reis als bedoeld in artikel 1 sub a en b over een ander eiland voert, waar het oponthoud 12 uur of langer duurt, worden op de voet der bepalingen van deze verordening gedurende die tijd teerkosten genoten naar reden van de voor dat eiland geldende vergoeding.".

Lid 2 (oud) wordt lid 3.

III. Aan het slot van artikel 7a wordt de punt vervangen door een komma en wordt aan het artikel toegevoegd: „alsmede voor de Griffier, indien hij een of meer der leden op reis vergezelt.".

IV. In de titel en in de aanhef van artikel 1 wordt in stede van „Staten van Curaçao" gelezen: „Staten van de Nederlandse Antillen".

V. In b van artikel 1 wordt in stede van „het gebiedsdeel Curaçao" gelezen: „het grondgebied van de Nederlandse Antillen".

Artikel 2.

1. Deze landsverordening treedt in werking met in-

gang van de dag na die harer afkondiging en werkt voor wat betreft het gestelde sub II van artikel 1, terug tot 12 April 1949.

2. Op dat tijdstip vervalt de landsverordening van de 15de Juli 1944 (P. B. 1944 no. 120).

Gegeven te Willemstad, de 29ste Juli 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

F. A. JAS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 6de Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. 

N°. 83

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 29ste Juli 1949, houdende bepalingen tot het heffen van een vergunningsrecht bij hazardspelen, als bedoeld in artikel 1 der Landsverordening Hazardspelen 1948 (P. B. 1948, no. 138).*

IN NAAM DER KONINGIN!

MR. F. A. JAS,

BIJ PROCLAMATIE VAN 16 JULI 1949 (P. B. 1949, No. 78) MET HET DAGELIJKS BELEID VAN ZAKEN BELAST,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is bepalingen vast te stellen nopens het heffen van een vergunningsrecht bij hazardspelen, als bedoeld in artikel 1 der Landsverordening Hazardspelen 1948 (P. B. 1948, no. 138);

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

Onder de naam „speelvergunningsrecht" wordt bij hazardspelen, als bedoeld in de Landsverordening Hazardspelen 1948 (P. B. 1948, no. 138), ten behoeve van 's Lands kas een recht geheven over de aan de spelers uit te keren geldsbedragen.

Artikel 2.

Het speelvergunningsrecht bedraagt voor het roulettespel 2.2 procent en voor het baccaratspel 2.8 procent van de telkens aan ieder der spelers uit te keren geldsbedragen.

Artikel 3.

Hij, aan wie een vergunning is uitgereikt krachtens het bepaalde bij artikel 1 der Landsverordening Hazardspelen 1948, is verplicht, voordat enige uitkering aan spelers wordt gedaan, het daarover verschuldigde speelvergunningsrecht in te houden en in 's Lands kas te storten.

Artikel 4.

De Gouverneur stelt voorschriften betreffende het afdragen en de verantwoording van het te heffen speelvergunningsrecht bij besluit vast.

Artikel 5.

Overtreding van enige bepaling van deze landsverordening of het op grond hiervan uitgevaardigd besluit wordt beschouwd als overtreding en gestraft met hechte-

nis van ten hoogste een jaar of geldboete van ten hoogste tienduizend gulden.

Artikel 6.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging.

Zij kan worden aangehaald als „Landsverordening speelvergunningsrecht hazardspelen”.

Gegeven te Willemstad, de 29ste Juli 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA.   F. A. JAS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 6de Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.



N°. 84

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 27ste Juli 1949, no. 4756, tot bekendmaking van het Koninklijk besluit van 2 Mei 1949, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 12 November 1947 te New York ondertekende Protocollen respectievelijk tot wijziging van het Verdrag ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen, gesloten te Geneve op 30 September 1921 en van het Verdrag nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, gesloten te Geneve op 11 October 1933, alsmede tot wijziging van het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, gesloten te Geneve op 12 September 1923 (Staatsblad no. J. 188).*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brief dd. 8 Juni 1949, 1e Afdeling A en 7e Afdeling, no. 11/489 van de Heer Minister van Overzeese Gebiedsdelen, waarbij het Koninklijk besluit van 2 Mei 1949, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 12 November 1947 te New York ondertekende Protocollen respectievelijk tot wijziging van het Verdrag ter bestrij-

ding van de handel in vrouwen en kinderen, gesloten te Geneve op 30 September 1921 en van het Verdrag nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, gesloten te Geneve op 11 October 1933, alsmede tot wijziging van het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, gesloten te Geneve op 12 September 1923 (Staatsblad no. J. 188), ter bekendmaking wordt aangeboden;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat bovenaangehaald Koninklijk besluit van 2 Mei 1949 (Staatsblad no. J. 188) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekendgemaakt.

Willemstad, de 27ste Juli 1949.

De Gouverneur voornoemd,

bij afwezigheid,

F. A. JAS.

Uitgegeven de 5de Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

Protocol tot wijziging van het Verdrag ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen, gesloten te Genève op 30 September 1921, en van het Verdrag nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, gesloten te Genève op 11 October 1933

De Partijen bij dit Protocol, overwegende, dat krachtens het Verdrag ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen, gesloten te Genève op 30 September 1921, en het Verdrag nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, gesloten te Genève op 11 October 1933, de Volkenbond belast was met zekere functies en bevoegdheden, voor de voortzetting waarvan het noodzakelijk is geworden voorzieningen te treffen als gevolg van de ontbinding van de Volkenbond, en overwegende de wenselijkheid, dat deze functies en bevoegdheden in den vervolge verricht worden door de Verenigde Naties, komen hierbij het volgende overeen:

Artikel I

De Partijen bij dit Protocol verbinden zich om ten opzichte van elkander, ieder voor zover betreft de Akten, waarbij hij Partij is, en in overeenstemming met de bepalingen van dit Protocol, volledige rechtskracht toe te kennen aan de wijzigingen van die Akten, welke in de Bijlage van dit Protocol zijn vermeld, alsmede om ze in werking te doen treden en de toepassing ervan te verzekeren.

Artikel II

De Secretaris-Generaal stelt de tekst op van de Verdragen, zoals deze in overeenstemming met dit Protocol gewijzigd zijn, en zendt afschriften daarvan ter kennisneming aan de Regering van elk Lid van de Verenigde Naties en van elke Staat, niet-Lid van de Verenigde Naties, door welke dit Protocol ondertekend of aanvaard kan worden. Hij nodigt eveneens de Partijen bij de Akten, die ingevolge dit Protocol gewijzigd worden, uit om de gewijzigde tekst van die Akten toe te passen, zodra de wijzigingen van kracht zijn, zelfs indien zij nog niet in staat zijn geweest om Partij bij dit Protocol te worden.

Artikel III

Dit Protocol kan ondertekend of aanvaard worden door alle Partijen bij het Verdrag van 30 September 1921 ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen, of bij het Verdrag van 11 October 1933 nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, aan welke Partijen de Secretaris-Generaal een afschrift van dit Protocol heeft gezonden.

Artikel IV

Staten kunnen Partij worden bij dit Protocol door:

a. ondertekening zonder voorbehoud van goedkeuring; of

b. aanvaarding, welke wordt bewerkstelligd door het nederleggen van een officiële akte bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel V

1. Dit Protocol wordt van kracht op de dag, waarop twee of meer Staten Partij bij dit Protocol zijn geworden.

2. De wijzigingen, welke in de Bijlage van dit Protocol vermeld zijn, worden voor elk Verdrag van kracht, wanneer een meerderheid der Partijen daarbij bij dit Protocol Partij is geworden, en bij gevolg wordt elke Staat, welke Partij bij een der Verdragen wordt, nadat de wijzigingen er van van kracht zijn geworden, Partij bij het aldus gewijzigde Verdrag.

Artikel VI

Overeenkomstig lid 1 van artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties en de krachtens dit artikel door de Algemene Vergadering aangenomen regelen is de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties gemachtigd dit Protocol en de wijzigingen krachtens dit Protocol in elk Verdrag aangebracht te registreren op de data, waarop zij van kracht zijn geworden, en het Protocol en de gewijzigde Verdragen zo spoedig mogelijk na registratie bekend te maken.

Artikel VII

Dit Protocol, waarvan de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd in het archief van het Secretariaat van de Verenigde Naties. Ten aanzien van de Verdragen, welke overeenkomstig de Bijlage worden gewijzigd, en welke slechts in de Engelse en Franse taal zijn opgesteld, zijn de Engelse en Franse tekst gelijkelijk authentiek, terwijl de Chinese, de Russische en de Spaanse tekst daarvan vertalingen zijn.

Een gewaarmerkt afschrift van het Protocol met de Bijlage wordt door de Secretaris-Generaal gezonden aan de Partijen bij het Verdrag van 30 September 1921 ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen en bij het Verdrag van 11 October 1933 ter bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, alsmede aan alle Leden van de Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de Ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Protocol ondertekenden op de data, welke naast hun respective handtekeningen staan.

GEDAAN te Lake Success, New York, de twaalfde November van het jaar negentien honderd zeven en veertig.

BIJLAGE

I. Internationaal Verdrag ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen, ter ondertekening nedergelegd te Genève op 30 September 1921

Lid 1 van *artikel 9* wordt gelezen als volgt:

„Dit Verdrag is onderworpen aan bekrachtiging. Van 1 Januari 1948 af zullen de akten van bekrachtiging worden gezonden aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die de ontvangst er van ter kennis zal brengen van de Leden van de Verenigde Naties en van de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd in het archief van het Secretariaat van de Verenigde Naties."

Artikel 10 wordt gelezen als volgt:

„Leden van de Verenigde Naties kunnen tot dit Verdrag toetreden. Hetzelfde geldt voor Staten, niet-Leden, ten aanzien waarvan de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties zal besluiten dit Verdrag officieel te hunner kennis te brengen.

De toetredingen zullen worden medegedeeld aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die daarvan alle Leden van de Verenigde Naties en de niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden, in kennis zal stellen."

Artikel 12 wordt gelezen als volgt:

„Dit Verdrag kan worden opgezegd door elke Staat, welke Partij is, met inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden.

Opzegging zal geschieden door schriftelijke kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. Afschriften van zodanige kennisgeving zullen onmiddellijk door hem worden overgelegd aan alle Leden van de Verenigde Naties en aan de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden. De opzegging zal van kracht worden één jaar na de datum, waarop deze aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties werd bericht, en zal alleen gelden ten aanzien van de Mogendheid, welke de opzegging heeft medegedeeld."

Artikel 13 wordt gelezen als volgt:

„De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zal een afzonderlijk register houden, waaruit zal blijken, wie van de Partijen dit Verdrag hebben ondertekend, bekrachtigd, tot dit Verdrag zijn toegetreden of het Verdrag hebben opgezegd. Dit register zal te allen tijde door elk Lid van de Verenigde Naties, of elke Staat, niet-Lid, aan welke de

Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden, kunnen worden geraadpleegd; het zal, overeenkomstig door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties te geven instructies, zo dikwijls mogelijk worden openbaar gemaakt."

Artikel 14 vervalt.

II. Internationaal Verdrag nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, gesloten te Genève op 11 October 1933

In *artikel 4* komt „het Internationale Gerechtshof" in de plaats van „het Permanente Hof van Internationale Justitie", en „het Statuut van het Internationale Gerechtshof" in de plaats van „het Protocol van 16 December 1920 nopens het Statuut van dit Hof", of „dit Protocol".

Artikel 6 wordt gelezen als volgt:

„Dit Verdrag zal worden bekrachtigd. Van 1 Januari 1948 af zullen de oorkonden van bekrachtiging worden overgelegd aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die van de nederlegging daarvan mededeling zal doen aan alle Leden van de Verenigde Naties en aan de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden."

Artikel 7 wordt gelezen als volgt:

„Leden van de Verenigde Naties kunnen tot dit Verdrag toetreden. Hetzelfde geldt voor Staten, niet-Leden, ten aanzien waarvan de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties zal besluiten dit Verdrag officieel te hunner kennis te brengen.

De oorkonden van toetreding zullen worden overgelegd aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die van de nederlegging daarvan mededeling zal doen aan alle Leden van de Verenigde Naties, en aan de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden."

In *artikel 9* komt „de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties" in de plaats van „de Secretaris-Generaal van de Volkenbond".

In *artikel 10* vervallen de eerste drie leden en het vijfde lid, en het vierde lid wordt gelezen als volgt:

„De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zal aan alle Leden van de Verenigde Naties en aan de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden, de opzeggingen, voorzien in artikel 9, mededelen."

(Voor de ondertekening zie de Engelse en Franse tekst.)

VERTALING

Protocol tot wijziging van het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, gesloten te Genève op 12 September 1923

De Partijen bij dit Protocol, overwegende, dat krachtens het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, gesloten te Genève op 12 September 1923, de Volkenbond belast was met zekere functies en bevoegdheden, voor de voortzetting waarvan het noodzakelijk is geworden voorzieningen te treffen als gevolg van de ontbinding van de Volkenbond, en overwegende de wenselijkheid, dat deze functies en bevoegdheden in den vervolge verricht worden door de Verenigde Naties, komen hierbij het volgende overeen:

Artikel I

De Partijen bij dit Protocol verbinden zich om ten opzichte van elkander, in overeenstemming met de bepalingen van dit Protocol, volledige rechtskracht toe te kennen aan de wijzigingen van de Akte, welke in de Bijlage van dit Protocol is vermeld, alsmede om ze in werking te doen treden en de toepassing er van te verzekeren.

Artikel II

De Secretaris-Generaal stelt de tekst op van het Verdrag van 12 September 1923 tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, zoals die in overeenstemming met dit Protocol gewijzigd is, en zendt afschriften daarvan ter kennisneming aan de Regering van elk Lid van de Verenigde Naties en van elke Staat, niet-Lid van de Verenigde Naties, door welke dit Protocol ondertekend of aanvaard kan worden. Hij nodigt eveneens de Partijen bij genoemd Verdrag uit om de gewijzigde tekst van deze Akte toe te passen, zodra de wijzigingen van kracht zijn, zelfs indien zij nog niet in staat zijn geweest om Partij bij dit Protocol te worden.

Artikel III

Dit Protocol kan ondertekend of aanvaard worden door alle Partijen bij het Verdrag van 12 September 1923 tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, aan welke Partijen de Secretaris-Generaal een afschrift van dit Protocol heeft gezonden.

Artikel IV

Staten kunnen Partij worden bij dit Protocol door:

a. ondertekening zonder voorbehoud van goedkeuring; of

b. aanvaarding, welke wordt bewerkstelligd door het nederleggen van een officiële akte bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel V

1. Dit Protocol wordt van kracht op de dag, waarop twee of meer Staten Partij bij dit Protocol zijn geworden.

2. De wijzigingen, welke in de Bijlage van dit Protocol vermeld zijn, worden van kracht, wanneer een meerderheid van de Partijen bij het Verdrag van 12 September 1923 tot het tegengaan van de verspeiding van en de handel in ontuchtige uitgaven bij dit Protocol Partij is geworden, en bij gevolg wordt elke Staat, welke Partij bij het Verdrag wordt, nadat de wijzigingen er van van kracht zijn geworden, Partij bij het aldus gewijzigde Verdrag.

Artikel VI

Overeenkomstig lid 1 van artikel 102 van het Handvest der Verenigde Natie en de krachtens dit artikel door de Algemene Vergadering aangenomen regelen is de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties gemachtigd dit Protocol en de wijzigingen krachtens dit Protocol in het Verdrag aangebracht te registreren op de data, waarop zij van kracht zijn geworden, en het Protocol en het gewijzigde Verdrag zo spoedig mogelijk na registatie bekend te maken.

Artikel VII

Dit Protocol, waarvan de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd in het archief van het Secretariaat van de Verenigde Naties. Ten aanzien van het Verdrag, dat overeenkomstig de Bijlage wordt gewijzigd en dat slechts in de Engelse en Franse taal is opgesteld, zijn de Engelse en Franse tekst gelijkelijk authentiek, terwijl de Chinese, de Russische en de Spaanse tekst daarvan vertalingen zijn.

Een gewaarmerkt afschrift van het Protocol met de Bijlage wordt door de Secretaris-Generaal gezonden aan de Partijen bij het Verdrag van 12 September 1923 tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, alsmede aan alle Leden van de Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de Ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Protocol ondertekenden op de data, welke naast hun respectieve handtekeningen staan.

GEDAAN te Lake Success, New York, de twaalfde November van het jaar negentien honderd zeven en veertig.

BIJLAGE

Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, gesloten te Genève op 12 September 1923

Lid 1 en 2 van *artikel VIII* worden gelezen als volgt:

„Dit Verdrag is onderworpen aan bekrachtiging. De bekrachtigingsoorkonden zullen worden overgelegd aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die van de ontvangst zal kennis geven aan de Leden van de Verenigde Naties en aan de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden.

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zal onmiddellijk een voor eensluidend getekend afschrift van elke akte, welke betrekking heeft op dit Verdrag, doen toekomen aan de Regering van de Franse Republiek."

Artikel IX wordt gelezen als volgt:

„Leden van de Verenigde Naties kunnen tot dit Verdrag toetreden. Hetzelfde geldt voor Staten, niet-Leden, ten aanzien waarvan de Economische en Sociale Raad zal besluiten dit Verdrag officieel te hunner kennis te brengen.

Deze toetreding zal geschieden door middel van een oorkonde, welke aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties wordt overgelegd, teneinde in het archief van het Secretariaat te worden nedergelegd. De Secretaris-Generaal zal van de nederlegging onmiddellijk kennis geven aan de Leden van de Verenigde Naties en aan de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden."

In *artikel X* komt „Leden van de Verenigde Naties" in de plaats van „Lid van de Volkenbond".

In lid 1 van *artikel XII* komt „de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties" in de plaats van „de Secretaris-Generaal van de Volkenbond" en „Leden van de Verenigde Naties" in de plaats van „Leden van de Volkenbond".

Lid 2 van *artikel XII* wordt gelezen als volgt:

„De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zal iedere opzegging, welke hij ontvangt, ter kennis brengen van alle Leden van de Verenigde Naties en van de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden."

Artikel XIII vervalt.

Artikel XIV wordt gelezen als volgt:

„Een bijzonder register zal gehouden worden door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, aangevend, welke Partijen dit Verdrag hebben ondertekend of bekrachtigd, tot het Verdrag zijn toegetreden of het hebben opgezegd. Dit register zal voortdurend ter inzage zijn voor de Leden van de Verenigde Naties of de Staten, niet-Leden, aan welke de Secretaris-Generaal een afschrift van het Verdrag heeft gezonden.

Het zal zo dikwijls mogelijk bekend worden gemaakt."

In *artikel XV* komt „het Internationale Gerechtshof" in de plaats van „het Permanente Hof van Internationale Justitie", en „het Statuut van het Internationale Gerechtshof" in de plaats van „het Protocol van ondertekening van het Permanente Hof van Internationale Justitie."

In *artikel XVI* komt „de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties" in de plaats van „de Raad van de Volkenbond".

(Voor de ondertekening zie de Engelse en Franse tekst.)

A°. 1949.  N°. 85

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 27ste Juli 1949, no. 5110, houdende wijziging der samenstelling van de Deviezencommissie.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brieven dd. 27 Juni 1949 en dd. 9 Juli 1949 respectievelijk 121/49 en 138/49 van de Deviezencommissie;

Gelet op:

artikel 12 der Deviezenlandsverordening 1940 (P. B. 1941, no. 136);

de G. B. dd. 17 Juni 1949, no. 4598, waarbij aan de heer Ir. J. F. Groote op zijn verzoek eervol ontslag wordt verleend als lid van de Deviezencommissie;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. Met ingang van heden de heer P. Th. S. Krafft te benoemen tot lid van de Deviezencommissie, bedoeld in artikel 12 der Deviezenlandsverordening 1940 (P. B. 1941, no. 136);

II. Te bepalen, dat deze beschikking in het Publicatieblad zal worden opgenomen.

Willemstad, de 27ste Juli 1949.

De Gouverneur voornoemd:

bij afwezigheid,

F. A. JAS.

Uitgegeven, de 9de Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.



N°. 86

PUBLICATIEBLAD

BESLUIT *van de 5de Augustus 1949 tot wijziging van het Besluit van de 6de Februari 1931 (P. B. 1931, no. 19) bedoeld in artikel 26 van het Wetboek van Strafrecht voor Curaçao.*

IN NAAM DER KONINGIN!

MR. F. A. JAS,

BIJ PROCLAMATIE VAN 16 JULI 1949 (P. B. 1949, No. 78) MET HET DAGELIJKS BELEID VAN ZAKEN BELAST,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 26 van het Wetboek van Strafrecht voor Curaçao het nodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, besloten:

Artikel 1.

In artikel 53 van het Besluit van de 6de Februari 1931 (P. B. 1931, no. 19), bedoeld in artikel 26 van het Wetboek van Strafrecht voor Curaçao, zoals dit besluit

is gewijzigd, laatstelijk bij besluit van de 25ste October 1948 (P. B. 1948, no. 125), wordt het woord „Augustus" vervangen door het woord „April".

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van de dag na die zijner afkondiging.

Gegeven te Willemstad, de 5de Augustus 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

F. A. JAS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 11de Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. 

N°. 87

PUBLICATIEBLAD

BESLUIT *van de 16de Augustus 1949 tot wijziging van het Besluit van de 19de October 1936 (P. B. 1936, No. 106), houdende vaststelling van de porten en verdere voorwaarden van verzending in het binnenlands postverkeer van Curaçao.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 28 van de Verordening van de 31ste December 1889 (P. B. 1936, no. 86), bevattende nadere regeling van de Postdienst in Curaçao, het nodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, besloten:

Artikel 1.

Het Besluit van de 19de October 1936 (P. B. 1936, No. 106), houdende vaststelling van de porten en verdere voorwaarden van verzending in het binnenlands postverkeer van Curaçao, wordt gewijzigd als volgt:

In artikel 13 lid 3 wordt in plaats van de woorden

„schadevergoeding van vijf en twintig gulden" gelezen: „schadevergoeding van vijftien gulden en vijftig cent".

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van de dag na die zijner afkondiging en werkt terug tot en met 1 Juli 1948.

Gegeven te Willemstad, de 16de Augustus 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 25ste Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.



N°. 88

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 18de Augustus 1949 tot wijziging van de artikelen 701, 706 en 709 van het Curaçaos Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is gebleken de artikelen 701, 706 en 709 van het Curaçaos Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering te wijzigen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

Artikel 701 van het Curaçaos Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt gelezen als volgt:

„Indien de eiser volhardt, gelast de Rechter in Eerste Aanleg dat beide echtgenoten op een bepaalde dag en uur voor hem zullen verschijnen. Deze verschijning zal niet vroeger plaats hebben dan tenminste vier weken na de dag, waarop zij wordt gelast.

Het bevel wordt aangetekend op het verzoekschrift; de griffier zendt er een afschrift van aan de verweerder.”.

Artikel 2.

Artikel 706 van het Curaçaos Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt gelezen als volgt:

„De zaak wordt op de gewone wijze behandeld; het vonnis wordt in het openbaar uitgesproken.".

Artikel 3.

Artikel 709 van het Curaçaos Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt gelezen als volgt:

„De formaliteiten voor de vordering tot echtscheiding voorgeschreven, zijn mede toepasselijk op de vordering tot scheiding van tafel en bed wegens bepaalde oorzaak.".

Artikel 4.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag na die van haar afkondiging.

Zij is van toepassing op alle op bedoeld tijdstip aanhangige echtscheidingszaken, behoudens dat een reeds gegeven bevel tot verschijning van partijen overeenkomstig artikel 701 (oud) van het Curaçaos Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering van kracht blijft.

Gegeven te Willemstad, de 18de Augustus 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 26ste Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 89

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 26ste Augustus 1949, no. 6658 tot wijziging van de Beschikking van de 19de Maart 1942, no. 1749a (P. B. 1942, no. 48), houdende vaststelling van de koers van het Pond Sterling en de Amerikaanse Dollar.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brief van de Lago Oil & Transport Company Ltd., Aruba dd. 23 Juni 1949, gericht aan de Administrateur van Financiën;
het advies van de Curaçaose Bank dd. 5 Augustus 1949 aan de Deviezencommissie;
het advies van de Deviezencommissie dd. 17 Augustus 1949, no. 164/49;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. De Beschikking van de 19de Maart 1942, no. 1749a (P. B. 1942, no. 48), houdende vaststelling van de koers van het Pond Sterling en de Amerikaanse dollar als volgt te wijzigen:

a. Aan de onder ten tweede genoemde bankinstellingen toe te voegen: „de Handelsbank Aruba N. V. te Oranjestad".

b. De bij ten tweede sub 1 genoemde dollarkoers van „*f* 1.88¼ per dollar" te wijzigen in: „*f* 1.884 per dollar";

c. Aan de onder ten derde genoemde bankinstellingen toe te voegen: „de Handelsbank Aruba N. V. te Oranjestad".

II. Te bepalen, dat deze beschikking in het Publicatieblad zal worden opgenomen en in werking treedt met ingang van 1 September 1949.

Willemstad, de 26ste Augustus 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 31ste Augustus 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.



N°. 90

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 30ste Augustus 1949, no. 1609a tot wijziging van de Beschikking van de 20ste Juni 1933, no. 700 (P.B. 1933, no. 57), houdende vaststelling van een regeling der vergoeding voor reis- en teerkosten gelijk mede voor verhuiskosten binnen het Staatsdeel Curaçao.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brief dd. 22 Februari 1949, no. 432 van de Directeur van de Landsradio- en Telefoondienst;

het advies dd. 27 April 1949, no. 9186 van de Directeur van het Departement Sociale- en Economische Zaken;

het advies dd. 27 April 1949, no. G.S. 1609 van de Administrateur van Financiën;

het advies dd. 1 Juni 1949, no. 1081 van de Directeur van de Landsradio- en Telefoondienst;

het advies dd. 17 Juni 1949, no. 1297 van de Gezaghebber van de Bovenwindse Eilanden;

het advies dd. 8 Juli 1949, no. G.S. 1609 van de Administrateur van Financiën;

het advies dd. 12 Juli 1949, no. 1609 van de Gouvernements-Secretaris;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. De Beschikking van de 7de Juni 1944, no. 3602, tot tijdelijke verhoging van de vergoeding voor teerkosten ingevolge de beschikking van de 20ste Juni 1933, no. 700 (P.B. 1933, no. 57) vervalt.

II. Artikel 15, lid 1 van de Beschikking van de 20ste Juni 1933, no. 700 (P. B. 1933, no. 57), houdende vaststelling van een regeling der vergoeding voor reis- en teerkosten, gelijk mede voor verhuiskosten binnen het Staatsdeel Curaçao, zoals deze is gewijzigd, laatstelijk bij Beschikking van de 8ste Februari 1949, no. 10904 (P. B. 1949, no. 12), wordt gelezen als volgt:

„1. Voorzover niet bij algemene verordening daarin is of zal worden voorzien en tenzij in daarvoor in aanmerking komende gevallen anders wordt bepaald, bedraagt de vergoeding voor teerkosten per dag:

a. bij reizen naar Curaçao
voor hen wier ambt gerangschikt is
in de eerste klasse *f* 12.—
in de tweede klasse „ 9.—
in de derde klasse „ 7.50;

b. bij reizen naar Aruba
voor hen wier ambt gerangschikt is
in de eerste klasse *f* 10.—
in de tweede klasse „ 9.—
in de derde klasse „ 7.50;

c. bij reizen naar Bonaire
voor hen wier ambt gerangschikt is
in de eerste klasse *f* 9.—
in de tweede klasse „ 8.—
in de derde klasse „ 7.50;

d. bij reizen naar de Bovenwindse Eilanden voor hen wier ambt gerangschikt is

in de eerste klasse	*f*	9.—
in de tweede klasse	„	7.50
in de derde klasse	„	6.—.".

III. Te bepalen, dat deze beschikking in het Publicatieblad zal worden opgenomen.

Willemstad, de 30ste Augustus 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 5de September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

WIJ JULIANA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 22 December 1948 (*Staatsblad* No. I 572), houdende goedkeuring van de op 12 November 1947 te New York ondertekende Protocollen respectievelijk tot wijziging van het Verdrag ter bestrijding van de handel in vrouwen en kinderen, gesloten te Genève op 30 September 1921 en van het Verdrag nopens de bestrijding van de handel in meerderjarige vrouwen, gesloten te Genève op 11 October 1933, alsmede tot wijziging van het Verdrag tot het tegengaan van de verspreiding van en de handel in ontuchtige uitgaven, gesloten te Genève op 12 September 1923, van welke Protocollen een afdruk in de Engelse en Franse taal, alsmede een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat beide Protocollen door Ons zijn bekrachtigd en Onze akten van bekrachtiging op 7 Maart 1949 bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties te New York zijn nedergelegd;

Overwegende mede, dat genoemde Protocollen op 12 November 1947, en voor Nederland op 7 Maart 1949 zijn in werking getreden;

Overwegende wijders, dat op 7 Maart 1949 partij waren:

a) bij eerstgenoemd Protocol:

Afghanistan, Argentinië, Australië, België, Canada, China, Egypte, Finland, India, Italië, Libanon, Mexico, Nederland, Noorwegen, Pakistan, Panama, de Sowjet-Unie, Syrië, Tsjechoslowakije, Turkije, de Unie van Zuid-Afrika, Zuidslavië en Zweden;

b) bij laatstgenoemd Protocol:

Afghanistan, Argentinië, Australië, België, Canada, China, Egypte, Finland, Haïti, India, Mexico, Nederland, Nieuw-Zeeland, Noorwegen, Pakistan, Panama, de Sowjet-Unie, Tsjechoslowakije, Turkije, de Unie van Zuid-Afrika en Zuidslavië;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken van 25 April 1949, Kabinet en Protocol no. 33693;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de Engelse en Franse tekst van meergenoemde Protocollen, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers zijn, ieder voor zoveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereist.

Soestdijk, 2 Mei 1949.

JULIANA.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
STIKKER.

Uitgegeven de *zeven en twintigste* Mei 1949.

De Minister van Justitie,
WIJERS.

Protocol to amend the Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, concluded at Geneva on 30 September 1921, and the Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, concluded at Geneva on 11 October 1933

The Parties to the present Protocol, considering that, under the Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, concluded at Geneva on 30 September 1921, and the Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, concluded at Geneva on 11 October 1933, the League of Nations was invested with certain functions and powers for whose continued performance it is necessary to make provision in consequence of the dissolution of the League of Nations, and considering that it is expedient that these functions and powers should be performed henceforth by the United Nations, hereby agree as follows:

Article I

The Parties to the present Protocol undertake that as between themselves they will, each in respect of the instruments to which it is a Party and in accordance with the provisions of the present Protocol, attribute full legal force and effect to, and duly apply, the amendments to those instruments which are set forth in the Annex to the present Protocol.

Article II

The Secretary-General shall prepare texts of the Conventions as amended in accordance with the present Protocol, and shall send copies for their information to the Governments of every Member of the United Nations and every non-Member State to which this Protocol is open for signature or acceptance. He shall also invite Parties to any of the instruments to be amended by the present Protocol to apply the amended texts of those instruments as soon as the amendments are in force, even if they have not yet been able to become Parties to the present Protocol.

Article III

The present Protocol shall be open for signature or acceptance by any of the Parties to the Convention of 30 September 1921 for the Suppression of the Traffic in Women and Children or the Convention of 11 October 1933 for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, to which the Secretary-General has communicated a copy of this Protocol.

Protocol to amend the Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, concluded at Geneva on 30 September 1921, and the Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, concluded at Geneva on 11 October 1933

The Parties to the present Protocol, considering that, under the Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, concluded at Geneva on 30 September 1921, and the Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, concluded at Geneva on 11 October 1933, the League of Nations was invested with certain functions and powers for whose continued performance it is necessary to make provisions in consequence of the dissolution of the League of Nations, and considering that it is expedient that these functions and powers should be performed henceforth by the United Nations, hereby agree as follows:

Article I

The Parties to the present Protocol undertake that as between themselves they will, each in respect of the instruments to which it is a Party, and in accordance with the provisions of the present Protocol, attribute full legal force and effect to, and duly apply the amendments to those instruments which are set forth in the Annex to the present Protocol.

Article II

The Secretary-General shall prepare texts of the Conventions as revised in accordance with the present Protocol, and shall send copies for their information to the Governments of every Member of the United Nations and every non-Member State to which this Protocol is open for signature or acceptance. He shall also invite Parties to any of the instruments to be amended by the present Protocol to apply the amended texts of those instruments as soon as the amendments are in force, even if they have not yet been able to become Parties to the present Protocol.

Article III

The present Protocol shall be open for signature or acceptance by any of the Parties to the Convention of 30 September 1921 for the Suppression of the Traffic in Women and Children or the Convention of 11 October 1933 for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, to which the Secretary-General has communicated a copy of this Protocol.

Protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 Septembre 1921 et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 Octobre 1933

Les Etats Parties au présent Protocole, considérant que la Convention concernant la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921, et la Convention concernant la répression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933, ont confié à la Société des Nations certains pouvoirs et certaines fonctions et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'assurer l'exercice continu de ces pouvoirs et fonctions, et considérant qu'il est opportun qu'ils soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Les Etats Parties au présent Protocole s'engagent entre eux chacun en ce qui concerne les instruments auxquels il est Partie, et conformément aux dispositions du présent Protocole, à attribuer pleine valeur juridique aux amendements à ces instruments contenus dans l'Annexe au présent Protocole, à les mettre en vigueur et à en assurer l'application.

Article II

Le Secrétaire général préparera le texte des Conventions révisées conformément au présent Protocole et transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Gouvernement de chaque Etat non Membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les Parties à l'un quelconque des instruments qui doivent être amendés par le présent Protocole à appliquer les textes amendés de ces instruments, dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas pu devenir Parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats Parties à la Convention du 30 septembre 1921 pour la répression de la traitè des femmes et des enfants ou à la Convention du 11 octobre 1933 pour la répression de la traite des femmes majeures, auxquels le Secrétaire général aura communiqué une copie du présent Protocole.

Article IV

States may become Parties to the present Protocol by:

(*a*) signature without reservation as to approval; or

(*b*) acceptance, which shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Article V

1. The present Protocol shall come into force on the date on which two or more States shall have become Parties thereto.

2. The amendments set forth in the Annex to the present Protocol shall come into force in respect of each Convention when a majority of the Parties thereto have become Parties to the present Protocol, and consequently any State becoming a Party to either Convention after the amendments thereto have come into force, shall become a Party to the Convention as so amended.

Article VI

In accordance with paragraph 1 of Article 102 of the Charter of the United Nations and the regulations pursuant thereto adopted by the General Assembly, the Secretary-General of the United Nations is authorized to effect registration of the present Protocol and the amendments made in each Convention by this Protocol on the respective dates of their entry into force, and to publish the Protocol and the amended Conventions as soon as possible after registration.

Article VII

The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations Secretariat. The Conventions to be amended in accordance with the Annex being in the English and French languages only, the Enlish and French texts of the Annex shall equally be the authentic texts, and the Chinese, Russian and Spanish texts will be translations.

A certified copy of the Protocol, including the Annex, shall be sent by the Secretary-General to each of the Parties to the Convention of 30 September 1921 for the Suppression of the Traffic in Women and Children or the Convention of 11 October 1933 for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age as well as to all Members of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, signed the present Protocol on the dates appearing opposite their respective signatures.

DONE at Lake Success, New York, this twelfth day of November one thousand nine hundred and forty seven.

Article IV

Les Etats pourront devenir Parties au présent Protocole:

a) par signature sans réserve d'approbation;

b) par acceptation; l'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux op plusieurs Etats seront devenus Parties audit Protocole.

2. Les amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole entreront en vigueur, en ce qui concerne chacune des Conventions, lorsque la majorité des Parties à la Convention seront devenues Parties au présent Protocole et, en conséquence, tout Etat qui devient Partie à l'une ou l'autre des Conventions après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra Partie à la Convention ainsi modifiée.

Article VI

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à chacune des Conventions par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur,et à publier le Protocole et les Conventions améndées aussitôt que possible après leur enregistrement.

Article VII

Le présent Protocole dont les textes chinois, anglais, français, russe et espagnol font également foi sera déposé aux archives du Secrétariat des Nations Unies. Etant donné que les Conventions qui seront amendées conformément à l'Annexe n'existent qu'en anglais et en français, les textes anglais et français de l'Annexe feront également foi, et les textes chinois, russe et espagnol seront des traductions.

Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'Annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats Parties à la Convention du 30 Septembre 1921 pour la répression de la traite des femmes et des enfants ou à la Convention du 11 octobre 1933 pour la répression de la traite des femmes majeures, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

FAIT à Lake Success, New York, le douze novembre mil neuf cent quarante-sept.

ANNEX

I. International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, opened for signature at Geneva, 30 September 1921

Article 9, the first paragraph, shall read:

„The present Convention is subject to ratification. As from 1 January 1948 instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, who will notify the receipt of them to Members of the United Nations and to non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat of the United Nations."

Article 10 shall read:

„Members of the United Nations may accede to the present Convention.

The same applies to non-Member States to which the Economic and Social Council of the United Nations may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the United Nations, who will notify all Members of the United Nations and the non-Members States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention."

Article 12 shall read:

„The present Convention may be denounced by any State which is a Party thereto, on giving twelve months' notice of its intention to denounce.

Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the United Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all Members of the United Nations and to non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention. The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General of the United Nations, and shall operate only in respect of the notifying Power."

Article 13 shall read:

„A special record shall be kept by the Secretary-General of the United Nations, showing which of the Parties have signed, ratified,

ANNEXE

I. Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, ouverte à la signature à Genève le 30 Septembre 1921

Le premier paragraphe de *l'article 9* sera rédigé comme suit:

„La présente Convention est sujette à ratification. A partir du ler janvier 1948, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera la réception aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies."

L'article 10 sera rédigé comme suit:

„Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention.

Il en sera de même pour les Etats non Membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en avisera tous les Etats Membres ainsi que les Etats non Membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention."

L'article 12 sera rédigé comme suit:

„Tout Etat Partie à la présente Convention pourra la dénoncer en donnant un préavis de douze mois.

La dénonciation sera effectuée au moyen d'une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci transmettra immédiatement des copies de cette notification, en indiquant la date de réception, à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention. La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et ne sera valable que pour l'Etat qui l'aura notifiée."

L'article 13 sera rédigé comme suit:

„Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tiendra une liste spéciale de toutes les Parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé

acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to any Member of the United Nations or any non-Member State to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Economic and Social Council of the United Nations."

Article 14 shall be deleted.

II. International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, signed at Geneva, 11 October 1933

In *Article 4* „the International Court of Justice" shall be substituted for „the Permanent Court of International Justice", and „the Statute of the International Court of Justice" shall be substituted for „the Protocol of December 16, 1920, relating to the Statute of that Court" or „the Protocol of December 16, 1920".

Article 6 shall read:

„The present Convention shall be ratified. With effect from 1 January 1948 the instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, who shall notify their receipt to all Members of the United Nations and to non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention."

Article 7 shall read:

„Members of the United Nations may accede to the present Convention. The same applies to non-Member States to which the Economic and Social Council of the United Nations may decide officially to communicate the present Convention.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, who shall notify their receipt to all Members of the United Nations and to non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention."

In *Article 9* „the Secretary-General of the United Nations" shall be substituted for „the Secretary-General of the League of Nations".

In *Article 10* the first three paragraphs and the fifth paragraph shall be deleted, and the fourth paragraph shall read:

„The Secretary-General shall communicate to all the Members of the United Nations and to the non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention, the denunciations referred to in article 9."

la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être consultée en tout temps par tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou par tout Etat non Membre auquel le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention; elle sera publiée aussi souvent que possible, suivant les instructions du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies."

L'Article 14 sera supprimé.

II. Convention internationale pour la répression de la traite des femmes majeures, signée à Genève le 11 Octobre 1933

A *l'article 4,* on substituera les mots „Cour internationale de Justice" aux mots „Cour permanente de Justice internationale", et les mots „au Statut de la Cour internationale de Justice" aux mots „au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour".

L'article 6 sera rédigé comme suit:

„La présente Convention sera ratifiée. A partir du ler janvier 1948, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention."

L'article 7 sera rédigé comme suit:

„Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. Il en sera de même pour les Etats non Membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt à tous les Etats Membres, ainsi qu'aux Etats non Membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention."

A *l'article 9,* on substituera, aux mots: „Secrétaire général de la Société des Nations", les mots „Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies".

A *l'article 10,* les trois premiers alinéas et le cinquième alinéa seront supprimés et le quatrième alinéa sera rédigé comme suit:

„Le Secrétaire général communiquera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention, les dénonciations prévues à l'article 9."

For Afghanistan:
Pour l'Afghanistan:

A. HOSAYN AZIZ
Nov. 12, 1947

For Argentina:
Pour l'Argentine:

JOSÉ ARCE
Nov. 12, 1947

For Australia:
Pour l'Australie:

HERBERT V. EVATT
Nov. 13, 1947

For the Kingdom of Belgium:
Pour le Royaume de Belgique:

F. VAN LANGENHOVE
12 novembre 1947

For Bolivia:
Pour la Bolivie:

For Brazil:
Pour le Brésil:

ad referendum
JOÃO CARLOS MUNIZ
March 17, 1948

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

For Canada:
Pour le Canada:

J. L. ILSLEY
November 24th, 1947

For Chile:
Pour le Chili:

For China:
Pour la Chine:

PENG CHUN CHANG
November 12, 1947

For Colombia:
Pour la Colombie:

For Costa Rica:
Pour Costa-Rica:

For Cuba:
Pour Cuba:

For Czechoslovakia:
Pour la Tchécoslovaquie:

JAN MASARYK
Nov. 12th, 1947

For Denmark:
Pour le Danemark:

ad referendum
BODIL BEGTRUP
12-11-1947

For the Dominican Republic:
Pour la République Dominicaine:

For Ecuador:
Pour l'Equateur:

For Egypt:
Pour l'Egypte:

M. H. HAYKAL PASHA
12/11/1947

For El Salvador:
Pour le Salvador:

For Ethiopia:
Pour l'Ethiopie:

For France:
Pour la France:

For Greece:
Pour la Grèce:

For Guatemala:
Pour le Guatemala:

For Haïti:
Pour Haïti:

For Honduras:
Pour le Honduras.

For Iceland.
Pour l'Islande:

For India:
Pour l'Inde:

M. K. VELLODI
12.XI.47

For Iran:
Pour l'Iran:

For Iraq:
Pour l'Irak:

For Lebanon:
Pour le Liban:

C. CHAMOUN
November 12th, 1947

For Liberia:
Pour le Libéria:

For the Grand Duchy of Luxembourg:
Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Sous réserve d'approbation
PIERRE PESCATORE
12 novembre 1947

For Mexico:
Pour le Mexique:

L. PADILLA NERVO
4 February 1948

For the Kingdom of the Netherlands:
Pour le Royaume des Pays-Bas:

ad referendum

J. H. VAN ROIJEN

12 novembre 1947

For New-Zealand:
Pour la Nouvelle Zélande:

For Nicaragua:
Pour le Nicaragua:

ad referendum

G. SEVILLA—SACASSA

November 12, 1947

For the Kingdom of Norway:
Pour le Royaume de Norvège:

Subject to ratification

FINN MOE

November 12th, 1947

For Pakistan:
Pour le Pakistan:

The representative of Pakistan wishes to indicate that in accordance with paragraph 4 of the Schedule to the Indian Independence Order, 1947, Pakistan considers herself a Party to the International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, concluded at Geneva 30 September 1921 by the fact that India became Party to the abovementioned International Convention before the 15th day of August 1947.

ZAFRULLAH KHAN

Nov. 12, 1947

For Panama:
Pour le Panama:

R. J. ALFARO

November 20, 1947

For Paraguay:
Pour le Paraguay:

For Peru:
Pour le Pérou:

For the Philippin Republic:
Pour la République des Philippines:

For Poland:
Pour la Pologne:

For Saudi Arabia:
Pour l'Arabie Saoudite:

For Siam:
Pour le Siam:

For Sweden:
Pour la Suède:

For Syria:
Pour la Syrie:

FAZIR EL-KHOURI
17 November 1947

For Turkey:
Pour la Turquie:

SELIM SARPER
12 novembre 1947

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:
Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

For the Union of South Africa:
Pour l'Union Sud-Africaine:

H. T. ANDREWS
12 November 1947

For the Union of Soviet Socialist Republics:
Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

A. GROMYKO
18 December 1947

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

For the United States of America:
Pour les Etats-Unis d'Amérique:

For Uruguay:
Pour l'Uruguay:

For Venezuela:
Pour le Venezuela:

For Yemen:
Pour le Yémen:

For Yugoslavia:
Pour la Yougoslavie:

Dr. JOZA VILFAN
12 Nov. 1947

Protocol to amend the Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, concluded at Geneva on 12 September 1923

The Parties to the present Protocol, considering that under the Convention for the Suppression of the Circulation of and the Traffic in Obscene Publications, concluded at Geneva on 12 September 1923, the League of Nations was invested with certain functions and powers for whose continued performance it is necessary to make provisions in consequence of the dissolution of the League of Nations, and considering that it is expedient that these functions and powers should be performed henceforth by the United Nations, hereby agree as follows:

Article I

The Parties to the present Protocol undertake that as between themselves they will, in accordance with the provisions of the present Protocol, attribute full legal force and effect to, and duly apply the amendments to this instrument which are set forth in the Annex to the present Protocol.

Article II

The Secretary-General shall prepare the text of the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications as revised in accordance with the present Protocol, and shall send copies for their information to the Government of every Member of the United Nations and every non-Member State to which this Protocol is open for signature or acceptance. He shall also invite Parties to the aforesaid Convention to apply the amended text of this instrument as soon as the amendments are in force, even if they have not yet been able to become Parties to the present Protocol.

Article III

The present Protocol shall be open for signature or acceptance by any of the Parties to the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, to which the Secretary-General has communicated a copy of this Protocol.

Protocole amendant la Convention pour la repression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923

Les Etats Parties au présent Protocole, considérant que la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923, a confié à la Société des Nations certains pouvoirs et certaines fonctions et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'assurer l'exercise continu de ces pouvoirs et fonctions, et considérant qu'il est opportun qu'ils soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Les Etats Parties au présent Protocole s'engagent, entre eux et conformément aux dispositions du présent Protocole, à attribuer pleine valeur juridique aux amendements à cet instrument contenus dans l'Annexe au présent Protocole, à les mettre en vigueur et à en assurer l'application.

Article II

Le Secrétaire général préparera le texte de la Convention du 12 Septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, révisée conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Gouvernement de chaque Etat non Membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les Parties à la Convention susmentionnée à appliquer le texte amendé de cet instrument dès l'entrée en vigueur des amendements, même si elles n'ont pas pu devenir Parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats Parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie du présent Protocole.

Article IV

States may become Parties to the present Protocol by:

(*a*) signature without reservation as to approval; or

(*b*) acceptance, which shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Article V

1. The present Protocol shall come into force on the date on which two or more States shall have become Parties thereto.

2. The amendments set forth in the Annex to the present Protocol shall come into force when a majority of the Parties to the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications have become Parties to the present Protocol, and consequently any State becoming a Party to the Convention after the amendments thereto have come into force shall become a Party to the Convention as so amended.

Article VI

In accordance with paragraph 1 of Article 102 of the Charter of the United Nations and the regulations pursuant thereto adopted by the General Assembly, the Secretary-General of the United Nations is authorized to effect registration of the present Protocol and the amendments made in the Convention by the present Protocol on the respective dates of their entry into force, and to publish the Protocol and the amended Convention as soon as possible after registration.

Article VII

The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations Secretariat. The Convention to be amended in accordance with the Annex being in the English and French languages only, the English and French texts of the Annex shall be equally authentic texts, and the Chinese, Russian and Spanish texts will be translations.

A certified copy of the Protocol, including the Annex, shall be sent by the Secretary-General to each of the Parties to the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, and to all States Members of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned being duly authorized thereto by their respective Governments signed the present Protocol on the dates appearing opposite their respective signatures.

DONE at Lake Success, New York, this twelfth day of November one thousand nine hundred and forty seven.

Article IV

Les Etats pourront devenir Parties au présent Protocole:

a) par signature sans reséve d'approbation; ou

b) par acceptation; l'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs Etats seront devenus Parties audit Protocole.

2. Les amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole entreront en vigueur lorsqu'une majorité des Parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes seront devenues Parties au présent Protocole et, en conséquence, tout Etat qui deviendra Partie à la Convention après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur deviendra Partie à la Convention ainsi amendée.

Article VI

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier le Protocole et la Convention amendée aussitôt que possible après leur enregistrement.

Article VII

Le présent Protocole, dont les textes chinois, anglais, français, russe et espagnol font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Convention qui sera amendée conformément à l'Annexe n'existant qu'en anglais et en français, les textes anglais et français de l'Annexe feront également foi, et les textes chinois, russe et espagnol seront des traductions.

Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'Annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats Parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

FAIT à Lake Success, New York, le douze novembre mil neuf cent quarante-sept.

ANNEX

Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, concluded at Geneva on 12 September 1923

Article 8, its first and second paragraphs shall read:

„The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall notify the receipt of them to the Members of the United Nations and to the non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

The Secretary-General of the United Nations shall immediately communicate a certified copy of each of the instruments deposited with reference to this Convention to the Government of the French Republic."

Article 9 shall read:

„Members of the United Nations may accede to the present Convention. The same applies to non-Member States to which the Economic and Social Council of the United Nations may decide officially to communicate the present Convention.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the United Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to Members of the United Nations and to the non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention."

In *Article 10* „Member of the United Nations" shall be substituted for „Member of the League".

Article 12. In the first paragraph, „the Secretary-General of the United Nations" shall be substituted for „the Secretary-General of the League of Nations", and „Members of the United Nations" shall be substituted for „Members of the League of Nations".

Article 12, the second paragraph, shall read:

„The Secretary-General of the United Nations shall notify the receipt of any such denunciation to all Members of the United

ANNEXE

Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publication obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923

A l'article 8 les premier et deuxième alinéas seront rédigés comme suit:

„La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera immédiatement au Gouvernement de la République française copie certifiée conforme de tout instrument se rapportant à la présente Convention."

L'article 9 sera rédigé comme suit:

„Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. Il en sera de même pour les Etats non Membres auxquels le Conseil économique et social des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuerra au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention."

A *l'article 10,* on substituera aux mots „Membre de la Société des Nations", les mots „Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies".

Au premier alinéa de *l'article 12,* on substituera les mots „Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies" aux mots „Secrétaire général de la Société des Nations", et les mots „l'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies" aux mots „le Membre de la Société des Nations".

Le deuxième alinéa de *l'article 12* sera rédigé comme suit:

„Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies portera à la connaissance de chacun des Etats Membres de l'Organisation

Nations and to the non-Member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention."

Article 13 shall be deleted.

Article 14 shall read:

„A special record shall be kept by the Secretary-General of the United Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to any of the Members of the United Nations or any non-Member Sate to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

It shall be published as often as possible."

In *Article 15* „the International Court of Justice" shall be substituted for „the Permanent Court of International Justice", and „the Statute of the International Court of Justice" shall be substituted for „the Protocol of Signature of the Permanent Court of International Justice".

In *Article 16* „the Economic and Social Council of the United Nations" shall be substituted for „the Council of the League of Nations."

des Nations Unies et des Etats non Membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention, toute dénonciation reçue par lui."

L'article 13 sera supprimé.

L'article 14 sera rédigé comme suit:

„Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tiendra une liste spéciale de toutes les Parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être consultée en tout temps par tout Etat Membre des Nations Unies ou par tout Etat non Membre auquel le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Elle sera publiée aussi souvent que possible."

A *l'article 15,* les mots „la Cour permanente de Justice internationale" seront remplacés par les mots „la Cour internationale de Justice", et les mots „le Protocole de signature de la Cour permanente de Justice internationale" par les mots „le Statut de la Cour internationale de Justice".

A *l'article 16,* les mots „le Conseil de la Société des Nations" seront remplacés par les mots „le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies".

For Afghanistan:
Pour l'Afghanistan:

A. HOSAYN AZIZ
Nov. 12, 1947

For Argentina:
Pour l'Argentine:

JOSÉ ARCE
Nov. 12, 1947

For Australia:
Pour l'Australie:

HERBERT V. EVATT
Nov. 13, 1947

For the Kingdom of Belgium:
Pour le Royaume de Belgique:

F. VAN LANGENHOVE
12 novembre 1947

For Bolivia:
Pour la Bolivie.

For Brazil:
Pour le Brésil:

ad referendum
JOÃO CARLOS MUNIZ
March 17, 1948

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
Pour la Republique Socialiste Soviétique de Biélorussie:

For Canada:
Pour le Canada:

J. L. ILSLEY
November 24th, 1947

For Chile:
Pour le Chili:

For China:
Pour la Chine:

PENG CHUN CHANG
November 12, 1947

For Colombia:
Pour la Colombie:

For Costa Rica:
Pour Costa-Rica:

For Cuba:
Pour Cuba:

For Czechoslovakia:
Pour la Tchécoslovaquie:

JAN MASARYK
Nov. 12th, 1947

For Denmark:
Pour le Danemark:

ad referendum
BODIL BEGTRUP
12-11-1947

For the Dominican Republic:
Pour la République Dominicaine:

For Ecuador:
Pour l'Equateur:

For Egypt:
Pour l'Egypte:

M. H. HAYKAL PASHA
12/11/1947

For El Salvador:
Pour le Salvador:

For Ethiopia:
Pour l'Ethiopie:

For France:
Pour la France:

For Greece:
Pour la Grèce:

For Guatemala:
Pour le Guatemala:

For Haïti:
Pour Haïti:

MAX H. DORSINVILLE
12 November 1947

For Honduras:
Pour le Honduras:

For Iceland:
Pour l'Islande:

For India:
Pour l'Inde:

M. K. VELLODI
12.XI.47

For Iran:
Pour l'Iran:

For Iraq:
Pour l'Irak:

For Lebanon:
Pour le Liban:

For Liberia:
Pour le Libéria:

For the Grand Duchy of Luxembourg:
Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Sous réserve d'approbation
PIERRE PESCATORE
12 novembre 1947

For Mexico:
Pour le Mexique:

L. PADILLA NERVO
4 February 1948

For the Kingdom of the Netherlands:
Pour le Royaume des Pays-Bas:

ad referendum
J. H. VAN ROIJEN
12 November 1947

For New-Zealand:
Pour la Nouvelle Zélande:

For Nicaragua:
Pour le Nicaragua:

For the Kingdom of Norway:
Pour le Royaume de Norvège:

Subject to ratification
FINN MOE
November 12th, 1947

For Pakistan:
Pour le Pakistan:

The representative of Pakistan wishes to indicate that in accordance with paragraph 4 of the Schedule to the Indian Independence Order, 1947, Pakistan considers herself a Party to the International Convention for the Suppression Party to the International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, concluded at Geneva 12 September 1923 by the fact that India became Party to the abovementioned International Convention before the 15th day of August 1947.

ZAFRULLAH KHAN
Nov. 12, 1947

For Panama:
Pour le Panama:

R. J. ALFARO
November 20, 1947

For Paraguay:
Pour le Paraguay:

A°. 1949  N°. 91

PUBLICATIEBLAD

BESLUIT *van de 8ste September 1949 ter uitvoering van artikel 30 van de Bouw- en Woning Verordening 1935 (P. B. 1935, no. 64).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 30 van de Bouw- en Woning Verordening 1935 (P. B. 1935, no. 64) het nodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, besloten:

Artikel 1.

De hierna te noemen percelen zijn in het belang van een stelselmatige bebouwing in de naaste toekomst bestemd voor de aanleg, de verbreding of verbetering van openbare wegen:

1o. het perceel kadastraal bekend onder rooibrief No. 230 van 1947;

2o. het perceel kadastraal bekend onder rooibrief no. 28 van 1917 en no. 29 van 1917 verminderd met het perceel no. 41 van 1927.

Artikel 2.

Het is verboden op die percelen een gebouw op te richten of voor een gedeelte te vernieuwen of als eigenaar te laten oprichten of voor een gedeelte te laten vernieuwen of enig voorwerp te plaatsen, aan te brengen, of te hebben.

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking met ingang van de dag na die zijner afkondiging.

Gegeven te Willemstad, de 8ste September 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
RÖMER. L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 15de September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949



N°. 92

PUBLICATIEBLAD

PUBLICATIE *van de 10de September 1949, waarbij wordt afgekondigd de wet van 24 Juli 1948, houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen, de instelling van een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen en de teruggave van monetair goud, door Nederland te Parijs ondertekend op 14 Januari 1946, nader aangevuld bij Protocol, door Nederland te Brussel ondertekend op 15 Maart 1948, en van de Overeenkomst betreffende onderling strijdige aanspraken op buiten Duitsland gelegen Duitse bezittingen, door Nederland te Brussel ondertekend op 5 December 1947.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Vanwege de Koningin de last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande wet:

Heeft de opneming daarvan in het Publicatieblad bevolen.

Gedaan te Willemstad, de 10de September 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 15de September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

In naam van Hare Majesteit Wilhelmina, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz, enz., enz.

WIJ JULIANA, PRINSES DER NEDERLANDEN, REGENTES VAN HET KONINKRIJK,

Allen, die deze zullen zien of horen lezen, saluut! doen te weten:

Alzo Wij in overweging genomen hebben, dat de vanwege Ons te Parijs op 14 Januari 1946 ondertekende overeenkomst betreffende de van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen, de instelling van een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen en de teruggave van monetair goud, zoals aangevuld bij het vanwege Ons te Brussel op 15 Maart 1948 ondertekende Protocol, alsmede de vanwege Ons te Brussel op 5 December 1947 ondertekende overeenkomst betreffende onderling strijdige aanspraken op buiten Duitsland gelegen Duitse bezittingen, alvorens te kunnen worden bekrachtigd, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal behoeven;

Zie voor de behandeling in de Staten-Generaal:

Bijl. Hand. II 47/48, 825; Hand. II 47/48, bladz. 2062—2067;

Bijl. Hand. I 47/48, 825; Hand. I 47/48, bladz. 737.

Zo is het, dat Wij, de Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1

De vanwege Ons te Parijs op 14 Januari 1946 ondertekende overeenkomst betreffende de van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen, de instelling van een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen en de teruggave van monetair goud, in afdruk nevens deze wet gevoegd, zoals aangevuld bij het vanwege Ons te Brussel op 15 Maart 1948 ondertekende Protocol, eveneens in afdruk nevens deze wet gevoegd, wordt goedgekeurd.

Artikel 2

De vanwege Ons te Brussel op 5 December 1947 ondertekende overeenkomst betreffende onderling strijdige aanspraken op buiten Duitsland gelegen Duitse bezittingen, in afdruk nevens deze wet gevoegd, wordt voor het Rijk in Europa goedgekeurd.

Artikel 3

Deze wet treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministeriële Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven ten Paleize Soestdijk, 24 Juli 1948.

JULIANA.

De Minister van Financiën,
P. LIEFINCK.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
W. VAN BOETZELAER.

De Minister van Economische Zaken,
VAN DEN BRINK.

De Minister van Verkeer en Waterstaat,
H. VOS.

De Minister van Overzeese Gebiedsdelen,
J. A. JONKMAN.

Uitgegeven de *zeven en twintigste* Augustus 1948.

De Minister van Justitie,
WIJERS.

A°. 1949  N°. 93

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 10de September 1949, no. 4892 tot bekendmaking van het Koninklijk besluit van 2 Mei 1949, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de Overeenkomst betreffende de van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen, de instelling van een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen en de teruggave van monetair goud, door Nederland te Parijs ondertekend op 14 Januari 1946, nader aangevuld bij Protocol door Nederland te Brussel ondertekend op 15 Maart 1948, en van de Overeenkomst betreffende onderling strijdige aanspraken op buit Duitsland gelegen Duitse bezittingen, door Nederland te Brussel ondertekend op 5 December 1947 (Staatsblad no. J 189).*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brief dd. 13 Juni 1949, 1e Afdeling B., no. 18/505 van de Heer Minister van Overzeese Gebiedsdelen a.i., waarbij het Koninklijk besluit van 2 Mei 1949, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de Overeenkomst betreffende de van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen, de instelling van een Intergeallieerde Organisatie voor

Herstelbetalingen en de teruggave van monetair goud, door Nederland te Parijs ondertekend op 14 Januari 1946, nader aangevuld bij Protocol door Nederland te Brussel ondertekend op 15 Maart 1948, en van de Overeenkomst betreffende onderling strijdige aanspraken op buiten Duitsland gelegen Duitse bezittingen, door Nederland te Brussel ondertekend op 5 December 1947, (Staatsblad no. J. 189) ter bekendmaking wordt aangeboden;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat bovenaangehaald Koninklijk besluit van 2 Mei 1949 (Staatsblad no. J. 189) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekendgemaakt.

Willemstad, de 10de September 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 15de September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

WIJ JULIANA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 24 Juli 1948 (*Staatsblad* No. I 332), houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen, de instelling van een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen en de teruggave van monetair goud, door Nederland te Parijs ondertekend op 14 Januari 1946, nader aangevuld bij Protocol door Nederland te Brussel ondertekend op 15 Maart 1948, en van de Overeenkomst betreffende onderling strijdige aanspraken op buiten Duitsland gelegen Duitse bezittingen, door Nederland te Brussel ondertekend op 5 December 1947, van welke overeenkomsten en van welk protocol een afdruk en een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende ten aanzien van deze overeenkomsten:

1) dat de vanwege Ons onder voorbehoud van goedkeuring door de Volksvertegenwoordiging ondertekende overeenkomst van Parijs van 14 Januari 1946 voor Nederland op 24 Januari 1946 is in werking

getreden, nu aan de Franse Regering is medegedeeld dat het gemaakte voorbehoud is komen te vervallen;

2) dat het vanwege Ons op 15 Maart 1948 te Brussel ondertekende protocol voor Nederland op die dag is in werking getreden;

3) dat de vanwege Ons op 5 December 1947 te Brussel ondertekende overeenkomst voor het Rijk in Europa is goedgekeurd, doch wegens een onvoldoend aantal deelnemende Staten nog niet is in werking getreden;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken van 26 April 1949, Kabinet en Protocol No. 41247;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de tekst van beide overeenkomsten en van genoemd protocol, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

Onze Ministers zijn, ieder voor zoveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereist.

Soestdijk, 2 Mei 1949.

JULIANA.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
STIKKER.

Uitgegeven de *zeven en twintigste* Mei 1949.

De Minister van Justitie,
WIJERS.

AGREEMENT ON REPARATION FROM GERMANY ON THE ESTABLISHMENT OF AN INTER-ALLIED REPARATION AGENCY AND ON THE RESTITUTION OF MONETARY GOLD

The Governments of Albania, The United States of America, Australia, Belgium, Canada, Denmark, Egypt, France, The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Greece, India, Luxembourg, Norway, New Zealand, The Netherlands, Czechoslovakia, The Union of South Africa and Yugoslavia, in order to obtain an equitable distribution among themselves of the total assets which, in accordance with the provisions of this Agreement and the provisions agreed upon at Potsdam on 1 August 1945 between the Governments of the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics, are or may be declared to be available as reparation from Germany (hereinafter referred to as German reparation), in order to establish an Inter-Allied Reparation Agency, and to settle an equitable procedure for the restitution of monetary gold,

Have agreed as follows:

PART I.

German reparation.

Article 1.

Shares in Reparation.

A. German reparation (exclusive of the funds to be allocated under Article 8 of Part I of this Agreement), shall be divided into the following categories:

Category A, which shall include all forms of German reparation except those included in Category B;

Category B, which shall include industrial and other capital equipment removed from Germany, and merchant ships and inland water transport.

B. Each Signatory Government shall be entitled to the percentage share of the total value of Category A [illegible]

AGREEMENT ON REPARATION FROM GERMANY, ON THE ESTABLISHMENT OF AN INTER-ALLIED REPARATION AGENCY AND ON THE RESTITUTION OF MONETARY GOLD.

The Governments of Albania, The United States of America, Australia, Belgium, Canada, Denmark, Egypt, France, The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Greece, India, Luxembourg, Norway, New Zealand, The Netherlands, Czechoslovakia, The Union of South Africa and Yugoslavia, in order to obtain an equitable distribution among themselves of the total assets which, in accordance with the Provisions of this Agreement and the Provisions agreed upon at Potsdam on 1 August 1945 between the Governments of the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics, are or may be declared to be available as reparation from Germany (hereinafter referred to as German reparation), in order to establish an Inter-Allied Reparation Agency, and to settle an equitable procedure for the restitution of monetary gold,

Have agreed as follows:

PART I.

German reparation.

Article 1.

Shares in Reparation.

A. German reparation (exclusive of the funds to be allocated under Article 8 of Part I of this Agreement), shall be divided into the following categories:

Category A, which shall include all forms of German reparation except those included in Category B,

Category B, which shall include industrial and other capital equipment removed from Germany, and merchant ships and inland water transport.

B. Each Signatory Government shall be entitled to the percentage share of the total value of Category A and the per-

ACCORD CONCERNANT LES REPARATIONS A RECEVOIR DE L'ALLEMAGNE, L'INSTITUTION D'UNE AGENCE INTERALLIEE DES REPARATIONS ET LA RESTITUTION DE L'OR MONETAIRE.

Les Gouvernements de l'Albanie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Egypte, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de l'Union de l'Afrique du Sud et de la Yougoslavie, en vue de répartir équitablement entre eux le total des biens qui, conformément aux dispositions du présent Accord et des dispositions convenues à Potsdam, le 1er août 1945, entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sont ou seront déclarés disponibles au titre des réparations à recevoir de l'Allemagne (ci-après dénommées ,,réparations allemandes''), en vue de créer une Agence Interalliée des Réparations et en vue d'établir une procédure équitable pour la restitution de l'or monétaire,

Sont convenus de ce qui suit:

PARTIE I.

Réparations allemandes.

Article 1.

Quote-parts de réparations.

A. Les réparations allemandes (à l'exception des fonds qui doivent être alloués aux termes de l'article 8 de la Partie I du présent Accord) sont divisées en catégories de la façon suivante:

Catégorie A., comprenant toutes les formes de réparations allemandes à l'exeption de celles comprises dans la Catégorie B.,

Catégorie B., comprenant tout l'outillage industriel et autres biens d'équipement en capital enlevés d'Allemagne, ainsi que les navires marchands et les bateaux de navigation intérieure.

B. Chaque Gouvernement signataire a droit, sur la valeur totale des biens de la Catégorie A, ainsi que sur la valeur totale

centage share of the total value of Category B set out for that Government in the Table of Shares set forth below:

Country	Category A	Category B
Albania	0.05	0.35
United States of America	28.00	11.80
Australia	0.70	0.95
Belgium	2.70	4.50
Canada	3.50	1.50
Denmark	0.25	0.35
Egypt	0.05	0.20
France	16.00	22.80
United Kingdom	28.00	27.80
Greece	2.70	4.35
India	2.00	2.90
Luxembourg	0.15	0.40
Norway	1.30	1.90
New Zealand	0.40	0.60
Netherlands	3.90	5.60
Czechoslovakia	3.00	4.30
Union of South Africa [1])	0.70	0.10
Yugoslavia	6.60	9.60
Total	100.00	100.00

[1]) The government of the Union of South Africa has undertaken to waive its claims to the extent necessary to reduce its percentage share of Category B to the figure of 0.1 per cent but is entitled, in disposing of German enemy assets within its jurisdiction, to charge the net value of such assets against its percentage share in Category A and a percentage share under Category B of 1.0 per cent.

C. Subject to the provisions of paragraph D below, each Signatory Government shall be entitled to receive its share of merchant ships determined in accordance with Article 5 of Part I of this Agreement, provided that its receipts of merchant ships do not exceed in value its share in Category B as a whole.

Subject to the provisions of paragraph D below, each Signatory Government shall also be entitled to its Category A percentage share in German assets in countries which remained neutral in the war against Germany.

des biens de la Catégorie B, aux pourcentages indiqués pour chacune de ces catégories dans les colonnes correspondantes du tableau ci-après.

Pays	Catégorie A	Catégorie B
Albanie	0,05	0,35
Etats-Unis d'Amérique	28,00	11,80
Australie	0,70	0,95
Belgique	2,70	4,50
Canada	3,50	1,50
Danemark	0,25	0,35
Egypte	0,05	0,20
France	16,00	22,80
Royaume-Uni	28,00	27,80
Grèce	2,70	4,35
Inde	2,00	2,90
Luxembourg	0,15	0,40
Norvège	1,30	1,90
Nouvelle Zélande	0,40	0,60
Pays-Bas	3,90	5,60
Tchécoslovaquie	3,00	4,30
Union de l'Afrique du Sud [1])	0,70	0,10
Yougoslavie	6,60	9,60
Total	100,00	100,00

[1]) Le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud s'est engagé à renoncer à ses droits dans la mesure qui sera nécessaire pour ramener sa quote-part dans la catégorie B à 0,1 %, mais ce Gouvernement aura le droit, lorsqu'il disposera des avoirs allemands de caractère ennemi se trouvant dans les territoires soumis à sa juridiction, d'imputer le montant de la valeur nette de ces avoirs sur sa quote-part dans la catégorie A et sur une quote-part de 1 % dans la catégorie B.

C. Sous réserve des dispositions du paragraphe D ci-dessous, chaque Gouvernement signataire a le droit de recevoir, sur l'ensemble des navires marchands, une part déterminée, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Partie I du présent accord, à condition que la valeur des navires marchands qui lui sont attribués n'excède pas la valeur de la quote-part à laquelle il a droit dans l'ensemble des biens de la Catégorie B.

Sous réserve des dispositions du paragraphe D ci-dessous, chaque Gouvernement signataire a également le droit de recevoir une part, correspondant à ses droits dans l'ensemble des biens de la Catégorie A, des avoirs allemands situés dans les pays qui sont demeurés neutres dans la guerre contre l'Allemagne.

The distribution among the Signatory Governments of forms of German reparation other than merchant ships, inland water transport and German assets in countries which remained neutral in the war against Germany shall be guided by the principles set forth in Article 4 of Part I of this Agreement.

D. If a Signatory Government receives more than its percentage share of certains types of assets in either Category A or Category B, its receipts of other types of assets in that Category shall be reduced so as to ensure that it shall not receive more than its share in that Category as a whole.

E. No Signatory Government shall receive more than its percentage share of either Category A or Category B as a whole by surrendering any part of its percentage share of the other Category, except that with respect to German enemy assets within its own jurisdiction, any Signatory Government shall be permitted to charge any excess of such assets over its Category A percentage share of total German enemy assets within the jurisdiction of the Signatory Governments either to its receipts in Category A or to its receipts in Category B or in part to each Category.

F. The Inter-Allied Reparation Agency, to be established in accordance with Part II of this Agreement, shall charge the reparation account of each Signatory Government for the German assets within that Government's jurisdiction over a period of five years. The charges at the date of the entry into force of this Agreement shall be not less thans 20 per cent of the net value of such assets (as defined in Article 6 of Part I of this Agreement) as then estimated, at the beginning of the second year thereafter not less than 25 percent of the balance as then estimated, at the beginning of the third year not less than $33\frac{1}{3}$ per cent of the balance as then estimated, at the beginning of the fourth year not less than 50 per cent of the balance as then estimated, at the beginning of the fifth year not less than 90 per cent of the balance as then estimated, and at the end of the fifth year the entire remainder of the total amount actually realized

La répartition entre les Gouvernements signataires des biens disponibles au titre des réparations allemandes, autres que les navires marchands, les bateaux de navigation intérieure et les avoirs allemands situés dans les pays qui sont demeurés neutres dans la guerre contre l'Allemagne, sera conforme aux principes énoncés à l'article 4 de la Partie I du présent Accord.

D. Si un Gouvernement signataire reçoit une part supérieure à son pourcentage de certains types de biens ressortissant soit à la Catégorie A, soit à la Catégorie B, ses droits sur d'autres types de biens de la même catégorie seront réduits de telle sorte que ce Gouvernement ne reçoive pas au total une part supérieure à ses droits dans l'ensemble des biens de cette catégorie.

E. Aucun Gouvernement signataire ne peut recevoir une part supérieure à ses droits, soit dans l'ensemble des biens de la Catégorie A, soit dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, en renonçant à une fraction quelconque de sa quote-part dans l'ensemble des biens de l'autre Catégorie; toutefois, en ce qui concerne les avoirs allemands de caractère ennemi soumis à la juridiction d'un Gouvernement signataire, ce Gouvernement a le droit d'imputer, soit sur les biens à recevoir de la Catégorie A, soit sur les biens à recevoir de la Catégorie B, soit pour partie sur les biens de l'une et l'autre Catégories, l'excès de tels avoirs sur sa quote-part de l'ensemble des avoirs allemands de caractère ennemi soumis à la juridiction des Gouvernements signataires, telle qu'elle est fixée pour l'ensemble des biens de la Catégorie A.

F. L'Agence Interalliée des Réparations, qui doit être instituée conformément à la Partie II du présent Accord, débitera le compte réparations de chacun des Gouvernements signataires des avoirs allemands soumis à sa juridiction, en répartissant les débits sur une période de cinq ans. Les débits portés en compte à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord ne doivent pas être inférieurs à 20 pour cent de la valeur nette de ces avoirs (définie à l'article 6 de la Partie I du présent Accord) selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la deuxième année, ils ne devront pas être inférieurs à 25 % du solde selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la troisième année, ils ne devront pas être inférieurs à 33 1/3 pour cent du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la quatrième année, ils ne devront pas être inférieurs à 50 pour cent du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la cinquième année, ils ne devront pas être inférieurs à 90 % du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date et, à la fin de la cinquième année, ils seront égaux au solde du montant total effectivement réalisé.

G. The following exceptions to paragraphs D and E above shall apply in the case of a Signatory Government whose share in Category B is less than its share in Category A:

(*i*) Receipts of merchant ships by any such Government shall not reduce its percentage share in other types of assets in Category B, except to the extent that such receipts exceed the value obtained when that Government's Category A percentage is applied to the total value of merchant ships.

(*ii*) Any excess of German assets within the jurisdiction of such Government over its Category A percentage share of the total of German assets within the jurisdiction of Signatory Governments as a whole shall be charged first to the additional share in Category B to which that Government would be entitled if its share in Category B were determined by applying its Category A percentage to the forms of German reparation in Category B.

H. If any Signatory Government renounces its shares or part of its shares in German reparation as set out in the above Table of Shares, or if it withdraws from the Inter-Allied Reparation Agency at a time when all or part of its shares in German reparation remain unsatisfied, the shares or part thereof thus renounced or remaining shall be distributed rateably among the other Signatory Governments.

Article 2.

Settlement of Claims against Germany.

A. The Signatory Governments agree among themselves that their respective shares of reparation, as determined by the present Agreement, shall be regarded by each of them as covering all its claims and those of its nationals against the former German Government and its Agencies, of a governmental or private nature, arising out of the war (which are not otherwise provided for), including costs of German occupation, credits acquired during occupation on clearing accounts and claims against the Reichskreditkassen.

G. Les dérogations suivantes aux dispositions des paragraphes D et E ci-dessus sont applicables au cas d'un Gouvernement signataire, dont les droits dans l'ensemble des biens de la Catégorie B sont inférieurs aux droits dans l'ensemble des biens de la Catégorie A.

(i) L'attribution de navires marchands à un Gouvernement se trouvant dans cette situation ne doit pas réduire ses droits sur d'autres types de biens de la Catégorie B, sauf dans la mesure où de telles attributions dépassent en valeur le chiffre obtenu en appliquant à la valeur totale des navires marchands le pourcentage auquel a droit ce Gouvernement dans l'ensemble des biens de la Catégorie A;

(ii) Si la valeur des avoirs allemands soumis à la juridiction d'un Gouvernement se trouvant dans la même situation excède sa quote-part dans l'ensemble des avoirs allemands soumis à la juridiction des Gouvernements signataires, telle qu'elle resulte du pourcentage qui lui est attribué dans l'ensemble des biens de la Catégorie A la différence sera imputée en premier lieu sur la fraction additionnelle du pourcentage auquel ce Gouvernement aurait droit dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, si l'on appliquait le pourcentage auquel il a droit dans l'ensemble des biens de la Catégorie A aux formes de réparations prévues dans la Catégorie B.

H. Si un Gouvernement signataire renonce à la totalité ou à une fraction de ses droits dans l'ensemble des réparations allemandes, tels qu'ils sont indiqués au Tableau des Parts ci-dessus, ou si ledit Gouvernement se retire de l'Agence Interalliée des Réparations à une époque ou tout ou partie de ses droits dans les réparations allemandes, n'ont pas été couverts, la part ou fraction de part à laquelle il renonce ou qui lui reste due au moment de son retrait sera répartie entre les autres Gouvernements signataires au prorata de leurs propres pourcentages.

Article 2.

Règlement des créances sur l'Allemagne.

A. Les Gouvernements signataires conviennent entre eux que leurs quote-parts respectives de réparations, telles qu'elles sont fixées par le présent accord, doivent être considérées par chacun d'eux comme couvrant toutes ses créances et celles de ses ressortissants sur l'ancien gouvernement allemand et les Agences gouvernementales allemandes, créances qui ne font pas expressément l'objet d'autres dispositions, créances de caractère public ou privé, issues de la guerre, y compris le coût de l'occupation allemande, les avoirs en compte de clearing acquis pendant l'occupation et les créances sur les Reichskreditkassen.

B. The provisions of paragraph A above are without prejudice to:

(*i*) The determination at the proper time of the forms, duration or total amount of reparation to be made by Germany;

(*ii*) The right which each Signatory Government may have with respect to the final settlement of German reparation, and

(*iii*) Any political, territorial or other demands which any Signatory Government may put forward with respect to the peace settlement with Germany.

C. Notwithstanding anything in the provisions of paragraph A above, the present Agreement shall not be considered as affecting:

(*i*) The obligation of the appropriate authorities in Germany to secure at a future date the discharge of claims against Germany and German nationals arising out of contracts and other obligations entered into, and rights acquired, before the existence of a state of war between Germany and the Signatory Government concerned or before the occupation of its territory by Germany, whichever was earlier;

(*ii*) The claims of Social Insurance Agencies of the Signatory Governments or the claims of their nationals against the Social Insurance Agencies of the former German Government; and

(*iii*) Banknotes of the Reichsbank and the Rentenbank, it being understood that their realization shall not have the result of reducing improperly the amount of reparation and shall not be effected without the approval of the Control Council for Germany.

D. Notwithstanding the provisions of paragraph A of this Article, the Signatory Governments agree that, so far as they are concerned, the Czechoslovak Government will be entitled to draw upon the Giro Account of the National Bank of Czechoslovakia at the Reichsbank, should such action be decided upon by the Czechoslovak Government and approved by the Control Council for Germany, in connection with the movement from Czechoslovakia to Germany of former Czechoslovak nationals.

B. Les dispositions du paragraphe A ci-dessus ne prejugent pas:

(i) La détermination, en temps utile, des formes, de la durée ou du montant total des réparations à effectuer par l'Allemagne;

(ii) Le droit que chacun des Gouvernements signataires peut avoir en ce qui concerne le règlement définitif des réparations allemandes;

(iii) Toutes revendications d'ordre politique, territorial ou autre, qu'un Gouvernement signataire pourra présenter à propos du règlement de la Paix avec l'Allemagne.

C. Nonobstant les dispositions du paragraphe A ci-dessus, le présent accord, doit être considéré comme n'affectant pas:

(i) L'obligation qui incombe aux autorités allemandes compétentes d'assurer ultérieurement le paiement des dettes de l'Allemagne et de ses ressortissants, résultant de contrats et autres obligations qui etaient en vigueur, ainsi que de droits qui etaient acquis, avant que l'état de guerre existât entre l'Allemagne et le Gouvernement signataire intéressé ou avant l'occupation par l'Allemagne du pays intéressé, selon que l'un ou l'autre événement est survenu le plus tôt;

(ii) Les créances d'institutions d'Assurances Sociales des Gouvernements signataires ou de leurs ressortissants sur les institutions d'assurances sociales de l'ancien gouvernement allemand;

(iii) Les billets de banque de la Reichsbank et de la Rentenbank, étant entendu que leur réalisation ne peut avoir pour conséquence de diminuer indûment la masse des réparations et ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord du Conseil de Contrôle en Allemagne.

D. Nonobstant les dispositions du paragraphe A du présent article, les Gouvernements signataires conviennent, pour autant que la question les concerne, que le Gouvernement tchécoslovaque sera habilité à tirer sur le compte Giro de la Banque nationale de Tchécoslovaquie à la Reichsbank, dans le cas où telle mesure serait décidée par le Gouvernement tchécoslovaque et approuvée par le Conseil de Contrôle en Allemagne, en rapport avec le mouvement de Tchécoslovaquie vers l'Allemagne d'anciens ressortissants tchécoslovaques.

Article 3.

Waiver of Claims Regarding Property Allocated as Reparation.

Each of the Signatory Governments agrees that it will not assert. initiate actions in international tribunals in respect of, or give diplomatic support to claims on behalf of itself or those persons entitled to its protection against any other Signatory Government or its nationals in respect of property received by that Government as reparation with the approval of the Control Council for Germany.

Article 4.

General Principles for the Allocation of Industrial and other Capital Equipment.

A. No Signatory Government shall request the allocation to it as reparation of any industrial or other capital equipment removed from Germany except for use in its own territory or for use by its own nationals outside its own territory.

B. In submitting requests to the Inter-Allied Reparation Agency, the Signatory Governments should endeavour to submit comprehensive programs of requests for related groups of items, rather than requests for isolated items or small groups of items. It is recognized that the work of the Secretariat of the Agency will be more effective, the more comprehensive the programs which Signatory Governments submit to it.

C. In the allocation by the Inter-Allied Reparation Agency of items declared available for reparation (other than merchant ships, inland water transport and German assets in countries which remained neutral in the war against Germany), the following general principles shall serve as guides.

(*i*) Any item or related group of items in which a claimant country has a substantial prewar financial interest shall be allocated to that country if it so desires. Where two or more claimants have such substantial interests in a particular item or group of items, the criteria stated below shall guide the allocation.

Article 3.

Renonciation aux créances sur les biens attribués au titre des réparations.

Chacun des Gouvernements signataires s'engage à ne pas faire valoir, ni porter devant des tribunaux internationaux, ni soutenir par une action diplomatique des reclamations présentées en son nom ou au nom de personnes ayant droit à sa protection, contre tout autre Gouvernement signataire ou ses ressortissants relatives à des biens reçus par ce Gouvernement au titre des réparations avec l'approbation du Conseil de Contrôle en Allemagne.

Article 4.

Principes généraux pour la répartition de l'outillage industriel ou d'autres biens d'équipement en capital.

A. Aucun Gouvernement signataire ne devra demander l'attribution dans sa part de réparations d'outillage industriel ou d'autres biens d'équipement en capital enlevés d'Allemagne si ce n'est aux fins d'utilisation sur son propre territoire ou, en dehors de son territoire, par ses propres nationaux.

B. En soumettant leurs demandes à l'Agence Interalliée des Réparations, les Gouvernements signataires s'efforceront de présenter des programmes d'ensemble comprenant des groupes de biens connexes plutôt que des demandes visant des biens isolés ou de petits groupes de biens. Il est reconnu que l'activité du Secrétariat de l'Agence sera d'autant plus efficace que les programmes que lui présenteront les Gouvernements signataires auront davantage le caractère de programmes d'ensemble.

C. Pour l'attribution des biens déclarés disponibles pour les réparations, autres que les navires marchands, les bateaux de navigation intérieure et les avoirs allemands dans les pays qui sont demeurés neutres au cours de la guerre contre l'Allemagne, l'Agence Interalliée des Réparations s'inspirera des principes généraux suivants:

(i) Tout bien ou groupe de biens connexes, dans lesquels un pays demandeur possède des intérêts financiers substantiels antérieurs à la guerre, doit être attribué à ce pays, s'il le désire. Dans le cas où deux ou plusieurs pays demandeurs possèdent des intérêts substantiels de cette nature dans un bien ou un groupe de bien définis, l'attribution doit se faire en tenant compte des critères énoncés ci-après;

(*ii*) If the allocation between competing claimants is not determined by paragraph (*i*), attention shall be given, among other relevant factors, to the following considerations:

(*a*) The urgency of each claimant country's needs for the item or items to rehabilitate, reconstruct or restore to full activity the claimant country's economy;

(*b*) The extent to which the item or items would replace property which was destroyed, damaged or looted in the war, or requires replacement because of excessive wear in war production, and which is important to the claimant country's economy;

(*c*) The relation of the item or items to the general pattern of the claimant country's prewar economic life and to programs for its postwar economic adjustment or development;

(*d*) The requirements of countries whose reparation shares are small but which are in need of certain specific items or categories of items.

(*iii*) In making allocations a reasonable balance shall be maintained among the rates at which the reparation shares of the several claimant Governments are satisfied, subject to such temporary exceptions as are justified by the considerations under paragraph (*ii*) (*a*) above.

Article 5.

General Principles for the Allocation of Merchant Ships and Inland Water Transport.

A. (*i*) German merchant ships available for distribution as reparation among the Signatory Governments shall be distributed among them in proportion to the respective over-all losses of merchant shipping, on a gross tonnage basis, of the Signatory Governments and their nationals through acts of war. It is recognized that transfers of merchant ships by the United Kingdom and United States Governments to other Governments are subject to such final approvals by the legislatures of the United Kingdom and United States of America as may be required.

(*ii*) A special committee, composed of representatives of the Signatory Governments, shall be appointed by the Assembly

(ii) Dans le cas de demandes concurrentes, si l'attribution n'est pas déterminée par les dispositions du paragraphe (i), il sera fait état, entre autres facteurs pertinents, des considérations suivantes:

(a) Le degré d'urgence du besoin qu'a chaque pays demandeur de disposer du bien ou des biens disponibles pour remettre en état, reconstruire ou d'une manière générale restaurer son économie nationale dans sa pleine activité;

(b) La mesure dans laquelle le bien, ou les biens remplaceraient des biens détruits, endommagés ou ayant fait l'objet de spoliations pendant la guerre, ou des biens qui doivent être remplacés à la suite d'usure anormale due à la production du temps de guerre, et qui sont susceptibles de jouer un rôle important dans l'économie du pays demandeur;

(c) Le rôle du bien ou des biens dont il s'agit dans le cadre général de l'économie d'avant-guerre du pays demandeur et dans les programmes établis en vue de l'ajustement et du développement de son économie d'après guerre;

(d) Les demandes des pays dont les quote-parts de réparations sont faibles, mais qui ont besoin de certains biens ou catégories de biens nettement déterminés;

(iii) Les programmes d'attribution devront conserver un équilibre raisonnable entre les différents ayant-droits en ce qui concerne la fraction déjà satisfaite de leurs quote-parts respectives, sous réserve des exceptions temporaires qui peuvent se justifier par les considérations du paragraphe (ii) (a) ci-dessus.

Article 5.

Principes généraux pour la répartition des navires marchands et des bateaux de navigation intérieure.

A. (i) Les navires de commerce allemands disponibles pour répartition au titre des réparations entre les Gouvernements signataires seront répartis entre ceux-ci au prorata des pertes globales respectives de navires marchands, calculées en prenant comme base le tonnage brut, que les Gouvernements signataires et leurs ressortissants ont subies par suite de faits de guerre. Il est reconnu que la cession de navires de commerce par les Gouvernements des Etats Unis d'Amérique et du Royaume-Uni à d'autres Gouvernements est effective sous réserve de telle approbation définitive par les organes législatifs de ces deux pays qui pourrait être nécessaire.

(ii) Un Comité spécial, composé de représentants des Gouvernements signataires, sera constitué par l'Assemblée de

of the Inter-Allied Reparation Agency to make recommendations concerning the determination of such losses and the allocation of German merchant ships available for distribution.

(*iii*) The value of German merchant ships for reparation accounting purposes shall be the value determined by the Tripartite Merchant Marine Commission in terms of 1938 prices in Germany plus 15 per cent, with an allowance for depreciation.

B. Recognizing that some countries have special need for inland water transport, the distribution of inland water transport shall be dealt with by a special committee appointed by the Assembly of the Inter-Allied Reparation Agency in the event that inland water transport becomes available at a future time as reparation for the Signatory Governments.

The valuation of inland water transport will be made on the basis adopted for the valuation of merchant ships or on an equitable basis in relation to that adopted for merchant ships.

Article 6.

German External Assets.

A. Each Signatory Government shall, under such procedures as it may choose, hold or dispose of German enemy assets within its jurisdiction in manners designed to preclude their return to German ownership or control and shall charge against its reparation share such assets (net of accrued taxes, liens, expenses of administration, other *in rem* charges against specific items and legitimate contract claims against the German former owners of such assets).

B. The Signatory Governments shall give to the Inter-Allied Reparation Agency all information for which it asks as to the value of such assets and the amounts realized from time to time by their liquidation.

C. German assets in those countries which remained neutral in the war against Germany shall be removed from German ownership or control and liquidated or disposed of in accordance with the authority of France, the United Kingdom and the United States of America, pursuant to arrangements to be negotiated with the neutrals by these countries. The net pro-

l'Agence Interalliée des Réparations pour présenter des recommandations au sujet de la détermination de ces pertes et de l'attribution des navires de commerce allemands disponibles pour répartition.

(iii) La valeur des navires de commerce allemands portée dans les comptes de réparations sera la valeur fixée par la Commission tripartite de la Marine marchande sur la base des prix de 1938 en Allemagne, majorée de 15 % et avec application d'un coefficient de dépréciation.

B. En raison du fait reconnu que certains pays ont particulièrement besoin de bateaux de navigation intérieure, la répartition de ces bateaux sera confiée à un Comité spécial constitué par l'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations dans les cas où des bateaux de navigation intérieure deviendraient disponibles ultérieurement au titre des réparations pour les Gouvernements signataires.

L'évaluation des bateaux de navigation intérieure sera faite sur la base adoptée pour la marine marchande ou sur une base équitable en rapport avant elle.

Article 6.

Avoirs allemands à l'étranger.

A. Chacun des Gouvernements signataires, par les méthodes de son choix, retiendra les avoirs allemands ennemis se trouvant dans les territoires soumis à sa juridiction, ou en disposera, de telle manière qu'ils ne puissent redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand, et imputera sur sa quote-part de réparations les avoirs dont il s'agit (nets d'impôts arriérés, privilèges et frais de gestion, et libres de toutes autres charges *in rem* grevant des éléments déterminés de ces avoirs ainsi que de tous droits contractuels légitimes à l'égard des anciens propriétaires allemands de ces avoirs).

B. Les Gouvernements signataires communiqueront à l'Agence Interalliée des Réparations toutes les informations que celle-ci demandera sur le montant de ces avoirs et sur les produits périodiquement réalisés par la liquidation des dits avoirs.

C. La propriété ou le contrôle des avoirs allemands se trouvant dans les pays restés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne sera retirée à l'Allemagne. Ces avoirs seront liquidés ou il en sera disposé, conformément aux décisions que peuvent prendre les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni, en exécution d'accords que ces puissances négocie-

ceeds of liquidation or disposition shall be made available to the Inter-Allied Reparation Agency for distribution on reparation account.

D. In applying the provisions of paragraph A above, assets which were the property of a country which is a member of the United Nations or its nationals who were not nationals of Germany at the time of the occupation or annexation of this country by Germany, or of its entry into war, shall not be charged to its reparation account. It is understood that this provision in no way prejudges any questions which may arise as regards assets which were not the property of a national of the country concerned at the time of the latter's occupation or annexation by Germany or of its entry into war.

E. The German enemy assets to be charged against reparation shares shall include assets which are in reality German enemy assets, despite the fact that the nominal owner of such assets is not a German enemy.

Each Signatory Government shall enact legislation or take other appropriate steps, if it has not already done so, to render null and void all transfers made, after the occupation of its territory or its entry into war, for the fraudulent purpose of cloaking German enemy interests, and thus saving them harmless from the effect of control measures regarding German enemy interests.

F. The Assembly of the Inter-Allied Reparation Agency shall set up a Committee of Experts in matters of enemy property custodianship in order to overcome practical difficulties of law and interpretation which may arise. The Committee should in particular guard against schemes which might result in effecting fictitious or other transactions designed to favour enemy interests, or to reduce improperly the amount of assets which might be allocated to reparation.

Article 7.

Captured supplies.

The value of supplies and other materials susceptible of civilian use captured from the German Armed Forces in areas outside Germany and delivered to Signatory Governments shall be charged against their reparation shares in so far as such supplies and materials have not been or are not, in the future

ront avec les pays neutres; le produit net de la liquidation ou des actes de disposition de ces avoirs sera mis à la disposition de l'Agence Interalliée des Réparations pour être réparti au titre des réparations.

D. Dans l'application des dispositions du paragraphe A ci-dessus, les avoirs qui étaient la propriété d'un pays membre des Nations Unies ou d'une personne ressortissant de ce pays et non de l'Allemagne au moment de l'annexion ou de l'occupation de ce pays par l'Allemagne ou de son entrée en guerre, ne seront pas imputés à son compte de réparations, étant entendu que la disposition qui précède ne préjuge aucune des questions qui pourraient se poser au sujet d'avoirs qui n'étaient pas la propriété d'un ressortissant du pays en question au moment de l'annexion ou de l'occupation de ce pays par l'Allemagne ou de son entrée en guerre.

E. Les avoirs allemands de caractère ennemi à imputer sur les quote-parts de réparations devront inclure les avoirs qui sont en réalité des avoirs allemands de caractère ennemi, même si le propriétaire apparent de tels avoirs n'est pas un Allemand de caractère ennemi.

Chaque Gouvernement signataire, si ce n'est déjà fait, devra promulguer des textes législatifs et prendre toutes autres mesures appropriées pour annuler tous les transferts effectués après l'occupation de son territoire ou son entrée en guerre, dans l'intention frauduleuse de dissimuler des intérêts allemands de caractère ennemi et de les soustraire aux effets des mesures de contrôle sur les intérêts allemands de caractère ennemi.

F. L'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations constituera un Comité d'Experts en matière de séquestre de biens ennemis en vue de résoudre les difficultés pratiques de droit et d'interprétation qui pourraient surgir. Le Comité devra veiller notamment à éviter tout ce qui pourrait avoir pour résultat le maintien de transactions fictives ou autres, destinées soit à favoriser des intérêts ennemis, soit à diminuer indûment la masse des biens susceptibles d'être affectée aux réparations.

Article 7.

Approvisionnements capturés.

La valeur des approvisionnements et autres matériels susceptibles de servir à des usages civils, pris aux forces armées allemandes hors d'Allemagne et remis à des Gouvernements signataires, sera imputée sur leurs parts de réparation pour autant que ces approvisionnements et ces matériels n'auront

either paid for or delivered under arrangements precluding any charge. It is recognised that transfers of such supplies and material by the United Kingdom and United States Governments to other Governments are agreed to be subject to such final approval by the legislature of the United Kingdom or the United States of America as may be required.

Article 8.

Allocation of a Reparation Share to Non-repatriable Victims of German Action.

In recognition of the fact large numbers of persons have suffered heavily at the hands of the Nazis and now stand in dire need of aid to promote their rehabilitation but will be unable to claim the assistance of any Government receiving reparation from Germany, the Governments of the United States of America, France, the United Kingdom, Czechoslovakia and Yugoslavia, in consultation with the Inter-Governmental Committee on Refugees, shall as soon as possible work out in common agreement a plan on the following general lines:

A. A share of reparation consisting of all the non-monetary gold found by the Allied Armed Forces in Germany and in addition a sum not exceeding 25 million dollars shall be allocated for the rehabilitation and resettlement of non-repatriable victims of German action.

B. The sum of 25 million dollars shall be met from a portion of the proceeds of German assets in neutral countries which are available for reparation.

C. Governments of neutral countries shall be requested to make available for this purpose (in addition to the sum of 25 million dollars) assets in such countries of victims of Nazi action who have since died and left no heirs.

D. The persons eligible for aid under the plan in question shall be restricted to true victims of Nazi persecution and to their immediate families and dependents, in the following classes:

pas été payés, ou bien remis en vertu d'autres arrangements ne prévoyant pas de contre-partie.

Il est reconnu que les transferts de tels matériels et approvisionnements par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni à d'autres Gouvernements sont soumis à telle approbation définitive par les organes législatifs de ces deux pays qui pourrait être nécessaire.

Article 8.

Attribution d'une part des réparations aux victimes non rapatriables de l'action allemande.

Etant donné qu'un grand nombre de personnes ont souffert cruellement du fait des nazis et ont actuellement un besoin impérieux d'être aidées pour leur ,,réhabilitation'', mais ne peuvent demander l'assistance d'aucun Gouvernement recevant des réparations de l'Allemagne, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, en consultation avec le Comité Intergouvernemental des Réfugiés, établiront d'urgence un plan, agréé d'un commun accord, et ce, sur les bases générales suivantes:

A. Une part des réparations constituée par l'ensemble de l'or non monétaire trouvé en Allemagne par les forces armées alliées et par une somme complémentaire n'excédant pas 25 millions de dollars sera affectée à la ,,réhabilitation'' et au ré-établissement des victimes non rapatriables de l'action allemande.

B. Cette somme de 25 millions de dollars sera prélevée sur le produit de la liquidation des avoirs allemands se trouvant dans les pays neutres et disponibles pour les réparations.

C. Les Gouvernements des pays neutres seront priés de rendre disponibles à cette fin (en sus de la somme de 25 millions de dollars) les avoirs dans les dits pays appartenant à des victimes d'actes des nazis qui sont mortes depuis sans laisser d'héritiers.

D. Seules seront susceptibles d'être admises à bénéficier de l'assistance prévue par le plan dont il s'agit les personnes — ainsi que leur famille et les personnes à leur charge — qui ont été réellement victimes des persécutions nazies et qui appartiennent aux catégories suivantes:

(*i*) Refugees from Nazi Germany or Austria who require aid and cannot be returned to their countries within a reasonable time because of prevailing conditions;

(*ii*) German and Austrian nationals now resident in Germany or Austria in exceptional cases in which it is reasonable on grounds of humanity to assist such persons to emigrate and providing they emigrate to other countries within a reasonable period;

(*iii*) Nationals of countries formerly occupied by the Germans who cannot be repatriated or are not in a position to be repatriated within a reasonable time. In order to concentrate aid on the most needy and deserving refugees and to exclude persons whose loyalty to the United Nations is or was doubtful, aid shall be restricted to nationals or former nationals of previously occupied countries who were victims of Nazi concentration camps or of concentration camps established by regimes under Nazi influence but not including persons who have been confined only in prisoners of war camps.

E. The sums made available under paragraphs A and B above shall be administered by the inter-governmental Committee on Refugees or by a United Nations Agency to which appropriate functions of the Inter-Governmental Committee may in the future be transferred. The sums made available under paragraph C above shall be administered for the general purposes referred to in this article under a program of administration to be formulated by the five Governments named above.

F. The non-monetary gold found in Germany shall be placed at the disposal of the inter-governmental Committee on Refugees as soon as a plan has been worked out as provided above.

G. The inter-governmental Committee on Refugees shall have power to carry out the purposes of the fund through appropriate public and private field organisations.

H. The fund shall be used, not for the compensation of individual victims, but to further the rehabilitation or resettlement of persons in the eligible classes.

I. Nothing in this article shall be considered to prejudice the claims which individual refugees may have against a future

(i) Réfugiés de l'Allemagne ou de l'Autriche nationales-socialistes qui ont besoin d'assistance et ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays dans un délai raisonnable par suite des conditions existantes;

(ii) Ressortissants allemands et autrichiens résidant actuellement en Allemagne ou en Autriche, dans les cas exceptionnels où il est raisonnable pour des considérations d'humanité de les aider à émigrer et pourvu qu'ils émigrent effectivement dans un délai raisonnable;

(iii) Ressortissants des pays antérieurement occupés par les Allemands qui ne peuvent pas être rapatriés, ou ne sont pas à même de l'être dans un délai raisonnable. Afin de réserver toute l'assistance aux réfugiés les plus malheureux et les plus méritants, et d'exclure de son bénéfice les personnes dont la loyauté à l'égard des Nations Unies est, ou a été douteuse, l'assistance ne sera accordée aux ressortissants ou anciens ressortissants des pays antérieurement occupés que s'ils ont été internés dans un camp de concentration nazi ou dans des camps de concentration institués par des régimes subissant l'influence nazie, non compris les personnes qui n'ont été internées que dans les camps de prisonniers de guerre.

E. Les fonds rendus disponibles conformément aux paragraphes A et B ci-dessus seront gérés par le Comité Intergouvernemental des Réfugiés ou par un Organisme des Nations Unies auquel les fonctions que le Comité Intergouvernemental exerce dans ce domaine pourront être transférées dans l'avenir. Les fonds rendus disponibles aux termes du paragraphe C ci-dessus seront gérés pour les fins générales visées par le présent article, conformément à un programme de gestion qui sera établi par les cinq Gouverments ci-dessus.

F. L'or non monétaire trouvé en Allemagne sera mis à la disposition du Comité Intergouvernemental des réfugiés aussitôt que le plan aura été élaboré.

G. Le Comité Intergouvernemental des réfugiés aura le pouvoir d'assurer la réalisation des fins pour lesquelles le fonds est créé, par l'intermédiaire d'organismes d'exécution compétents de caractère public ou privé.

H. Les fonds seront employés non à indemniser des victimes individuelles, mais à faciliter la „réhabilitation" ou le ré-établissement des personnes appartenant aux catégories bénéficiaires de l'assistance.

I. Aucune disposition du présent article ne sera considérée comme préjugeant les réclamations que des réfugiés pourront

German Government, except to the amount of the benefits that such refugees may have received from the sources referred to in paragraphs A and C above.

PART II.
Inter-Allied Reparation Agency.

Article 1.
Establishment of the Agency.

The Governments Signatory to the present Agreement hereby establish an Inter-Allied Reparation Agency (hereinafter referred to as „The Agency"). Each Government shall appoint a Delegate to the Agency and shall also be entitled to appoint an Alternate who, in the absence of the Delegate, shall be entitled to exercise all the functions and rights of the Delegate.

Article 2.
Functions of the Agency.

A. The Agency shall allocate German reparation among the Signatory Governments in accordance with the provisions of this Agreement and of any other agreements from time to time in force among the Signatory Governments. For this purpose, the Agency shall be the medium through which the Signatory Governments receive information concerning, and express their wishes in regard to, items available as reparation.

B. The Agency shall deal with all questions relating to the restitution to a Signatory Government of property situated in one of the Western Zones of Germany which may be referred to it by the Commander of that Zone (acting on behalf of his Government), in agreement with the claimant Signatory Government or Governments, without prejudice, however, to the settlement of such questions by the Signatory Governments concerned either by agreement or arbitration.

Article 3.
Internal Organization of the Agency.

A. The organs of the Agency shall be the Assembly and the Secretariat.

B. The Assembly shall consist of the Delegates and shall be presided over by the President of the Agency. The President of the Agency shall be the Delegate of the Government of France.

être fondés à présenter à titre individuel à un Gouvernement allemand futur, sauf dans la mesure où ces réfugiés ont bénéficié des ressources prévues aux paragraphes A et B ci-dessus.

PARTIE II.

Agence interalliée des Réparations.

Article 1.

Constitution de l'Agence.

Les Gouvernements signataires du présent Accord établissent une Agence Interalliée des Réparations (ci-après appelée „l'Agence''). Chacun d'eux nomme un délégué à l'Agence et peut également nommer un délégué suppléant, lequel, en l'absence du délégué, a les fonctions et pouvoirs de celui-ci.

Article 2.

Fonctions de l'Agence.

A. L'Agence répartit entre les Gouvernements signataires les réparations allemandes conformément aux dispositions du présent Accord et de tous autres accords qui sont ou seront en vigueur entre les Gouvernements signataires. A cette fin, l'Agence est l'organe par lequel les Gouvernements signataires reçoivent les informations rélatives aux prestations disponibles à titre de réparations et expriment leurs desiderata en la matière.

B. L'Agence traite toutes questions concernant la restitution à un Gouvernement signataire d'un bien situé dans l'une des zones occidentales d'Allemagne, qui lui sont déférées par le Commandant en chef de cette zone (agissant pour le compte de son Gouvernement), en accord avec le ou les Gouvernements demandeurs, sans préjuger toutefois le règlement de ces questions entre les Gouvernements signataires intéressés, soit par voie d'accord, soit par une procédure arbitrale.

Article 3.

Organisation intérieure de l'Agence.

A. Les organes de l'Agence sont l'Assemblée et le Secrétariat.

B L'Assemblée se compose des délégués; elle est présidée par le Président de l'Agence. Le Président de l'Agence est le délégué du Gouvernement Français.

C. The Secretariat shall be under the direction of a Secretary General, assisted by two Deputy Secretaries General. The Secretary General and the two Deputy Secretaries General shall be appointed by the Governments of France, the United States of America and the United Kingdom. The Secretariat shall be international in character. It shall act for the Agency and not for the individual Signatory Governments.

Article 4.

Functions of the Secretariat.

The Secretariat shall have the following functions:

A. To prepare and submit to the Assembly programs for the allocation of German reparation;

B. To maintain detailed accounts of assets available for, and of assets distributed as, German reparation;

C. To prepare and submit to the Assembly the budget of the Agency;

D. To perform such other administrative functions as may be required.

Article 5.

Functions of the Assembly.

Subject to the provisions of Articles 4 and 7 of Part II of this Agreement, the Assembly shall allocate German reparation among the Signatory Governments in conformity with the provisions of this Agreement and of any other agreements from time to time in force among the Signatory Governments. It shall also approve the budget of the Agency and shall perform such other functions as are consistent with the provisions of this Agreement.

Article 6.

Voting in the Assembly.

Except as otherwise provided in this Agreement, each Delegate shall have one vote. Decisions in the Assembly shall be taken by a majority of the votes cast.

C. Le Secrétariat est sous la direction d'un Secrétaire Général, assisté de deux Secrétaires-généraux adjoints. Le Secrétaire Général et les deux Secrétaires généraux adjoints sont nommés par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni. Le Secrétariat a un caractère international. Il agit pour le compte de l'Agence et non pour le compte des Gouvernements signataires pris individuellement.

Article 4.

Fonctions du Secrétariat.

Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

A. Etablir des programmes pour la répartition des réparations allemandes et les soumettre à l'Assemblée;

B. Tenir une comptabilité détaillée des biens disponibles au titre des réparations allemandes et des biens répartis à ce titre;

C. Etablir le budget de l'Agence et le soumettre à l'Assemblée;

D. Remplir telles autres fonctions administratives qui pourront être nécessaires.

Article 5.

Fonctions de l'Assemblée.

Sous réserve des dispositions des articles 4 et 7 de la Partie II du présent Accord, l'Assemblée fait les attributions au titre des réparations allemandes entre les Gouvernements signataires conformément aux dispositions du présent Accord et de tous autres Accords qui sont ou seront en vigueur entre lesdits Gouvernements signataires. Elle approuve également le budget de l'Agence et remplit toutes autres fonctions compatibles avec les dispositions du présent Acte.

Article 6.

Vote à l'Assemblée.

Sauf dispositions contraires du présent Accord, chaque délégué dispose d'une voix. Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des votes exprimés.

Article 7.

Appeal from Decisions of the Assembly.

A. When the Assembly has not agreed to a claim presented by a Delegate that an item should be allocated to his Government, the Assembly shall, at the request of that Delegate and within the time limit prescribed by the Assembly, refer the question to arbitration. Such reference shall suspend the effect of the decision of the Assembly on that item.

B. The Delegates of the Governments claiming an item referred to arbitration under paragraph A. above shall select an Arbitrator from among the other Delegates. If agreement cannot be reached upon the selection of an Arbitrator, the United States Delegates shall either act as Arbitrator or appoint as Arbitrator another Delegate from among the Delegates whose Governments are not claiming the item. If the United States Government is one of the claimant Governments, the President of the Agency shall appoint as Arbitrator a Delegate whose Government is not a claimant Government.

Article 8.

Powers of the Arbitrator.

When the question of the allocation of any item is referred to arbitration under Article 7 of Part II of this Agreement, the Arbitrator shall have authority to make final allocation of the item among the claimant Governments. The Arbitrator may, at his discretion, refer the item to the Secretariat for further study. He may also, at his discretion, require the Secretariat to resubmit the item to the Assembly.

Article 9.

Expenses.

A. The salaries and expenses of the Delegates and of their staffs shall be paid by their own Governments.

B. The common expenses of the Agency shall be met from the funds of the Agency. For the first two years from the date of the establishment of the Agency, these funds shall be contributed in proportion to the percentage shares of the Signatory Governments in Category B and thereafter in proportion to their percentage shares in Category A.

Article 7.

Recours contre les décisions de l'Assemblée.

A. Lorsque l'Assemblée n'a pas donné satisfaction à la demande d'un délégué tendant à faire attribuer un bien à son Gouvernement, l'Assemblée porte la question à l'arbitrage, si ce délégué en fait la requête, dans le délai prescrit par l'Assemblée. L'effet de ce recours à l'arbitrage est suspensif.

B. Les délégués des Gouvernements qui démandent un bien dont l'attribution est soumise à l'arbitrage en vertu du paragraphe A ci-dessus, désignent un arbitre choisi parmi les autres délégués. Si l'accord ne peut se faire sur le choix de l'arbitre, le Délégué des Etats-Unis d'Amérique assume les fonctions d'arbitre ou désigne un arbitre parmi les délégués dont les Gouvernements ne demandent pas le bien en question. Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est l'un des Gouvernements qui demandent le bien dont il s'agit, le Président de l'Agence désigne comme arbitre un Délégué dont le Gouvernement n'est pas dans la même situation.

Article 8.

Pouvoirs de l'arbitre.

Lorsque la question de l'attribution d'un bien est déférée à l'arbitrage, conformément à l'Article 7 de la Partie II du présent Accord, l'arbitre a le pouvoir d'attribuer en dernier ressort le bien en question à l'un des Gouvernements demandeurs. L'arbitre peut, s'il le juge bon, renvoyer au Secrétariat, pour examen supplémentaire, l'attribution du bien en question. Il peut aussi, s'il le juge bon, demander au Secrétariat de soumettre à nouveau l'attribution du bien en question à l'Assemblée.

Article 9.

Dépenses.

A. Chaque Gouvernement paie les traitements et indemnités de ses délégués et du personnel de sa délégation.

B. Les dépenses communes de l'Agence sont payées sur les fonds de l'Agence. Ces fonds sont fournis par chaque Gouvernement signataire: pour les deux premières années à partir de l'établissement de l'Agence, proportionnellement à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, et, par la suite, proportionnellement à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la Catégorie A.

C. Each Signatory Government shall contribute its share in the budget of the Agency for each budgetary period (as determined by the Assembly) at the beginning of that period; provided that each Government shall, when this Agreement is signed on its behalf, contribute a sum equivalent to not less than its Category B percentage share of £ 50,000 and shall, within three months thereafter, contribute the balance of its share in the budget of the Agency for the budgetary period in which this Agreement is signed on its behalf.

D. All contributions by the Signatory Governments shall be made in Belgian francs or such other currency or currencies as the Agency may require.

Article 10.

Voting on the Budget.

In considering the budget of the Agency for any budgetary period, the vote of each Delegate in the Assembly shall be proportional to the share of the budget for that period payable by his Government.

Article 11.

Official Languages.

The official languages of the Agency shall be English and French.

Article 12.

Offices of the Agency.

The seat of the Agency shall be in Brussels. The Agency shall maintain liaison offices in such other places as the Assembly, after obtaining the necessary consents, may decide.

Article 13.

Withdrawal.

Any Signatory Government, other than a Government which is responsible for the control of a part of German territory, may withdraw from the Agency after written notice to the Secretariat.

C. Chaque Gouvernement signataire paie sa part contributive au budget de l'Agence pour chaque période budgétaire (telle qu'elle est définie par l'Assemblée), au début de cette période; étant entendu que chaque Gouvernement, lorsqu'il signe le présent Accord, fournit sur un total de 50 000 livre sterling une contribution au moins proportionnelle à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, et qu'il verse, dans les trois mois qui suivent, le solde de sa part contributive au budget de l'Agence pour la période budgétaire au cours de laquelle il signe cet Accord.

D. Toutes les sommes dues par les Gouvernements signataires sont acquittées en francs belges ou en une ou plusieurs autres monnaies fixées par l'Agence.

Article 10.

Vote du budget.

Lors de l'examen du budget de l'Agence pour toute période budgétaire, chaque délégué dispose à l'Assemblée d'un nombre de voix proportionnel à la part contributive due par son Gouvernement pour la période budgétaire considérée.

Article 11.

Langues officielles.

Les langues officielles de l'Agence sont l'anglais et le français.

Article 12.

Bureaux de l'Agence.

Le siège de l'Agence est à Bruxelles. L'Agence établit des organes de liaison dans tout autre lieu que peut désigner l'Assemblée après s'être assurée des accords nécessaires.

Article 13.

Retrait.

Tout Gouvernement signataire, autre que les Gouvernements responsables du contrôle dans une partie du territoire allemand, peut se retirer de l'Agence après avoir adressé une notification écrite au Secrétariat.

Article 14.

Amendments and Termination.

This Part II of the Agreement can be amended or the Agency terminated by a decision in the Assembly of the majority of the Delegates voting, provided that the Delegates forming the majority represent Governments whose shares constitute collectively not less than 80 per cent of the aggregate of the percentage shares in Category A.

Article 15.

Legal Capacity. Immunities and Privileges.

The Agency shall enjoy in the territory of each Signatory Government such legal capacity and such privileges, immunities and facilities, as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purpose. The representatives of the Signatory Governments and the officials of the Agency shall enjoy such privileges and immunities as are necessary for the independant exercise of their functions in connection with the Agency.

PART III.

Restitution of Monetary Gold.

Single Article.

A. All the monetary gold found in Germany by the Allied Forces and that referred to in paragraph G below (including gold coins, except those of numismatic or historical value, which shall be restored directly if identifiable) shall be pooled for distribution as restitution among the countries participating in the pool in proportion to their respective losses of gold through looting or by wrongful removal to Germany.

B. Without prejudice to claims by way of reparation for unrestored gold, the portion of monetary gold thus accruing to each country participating in the pool shall be accepted by that country in full satisfaction of all claims against Germany for restitution of monetary gold.

C. A proportional share of the gold shall be allocated to each country concerned which adheres to this arrangement for the restitution of monetary gold and which can establish that

Article 14.

Amendements et Dissolution.

La Partie II du présent Accord peut être amendée, ou l'Agence dissoute, par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des voix exprimées, pourvu que les délégués qui forment cette majorité représentent des Gouvernements dont le total des quote-parts constitue au moins 80 % de l'ensemble des quote-parts de la Catégorie A.

Article 15.

Capacité juridique. Immunités et privilèges.

L'Agence jouit, sur le territoire de chaque Gouvernement signataire de la capacité juridique, ainsi que des privilèges, immunités et facilités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts. Les représentants des Gouvernements signataires et les fonctionnaires de l'Agence jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Agence.

PARTIE III.

Restitution de l'or monétaire.

Article unique.

A. Tout l'or monétaire trouvé en Allemagne par les forces alliées et celui visé au paragraphe G ci-dessous (y compris les monnaies d'or, à l'exception de celles qui ont une valeur numismatique ou historique, qui seront restituées immédiatement si elles sont identifiables) sera réuni en une masse commune pour être répartie à titre de restitutions, entre les pays admis à bénéficier de cette masse, au prorata des quantités d'or qu'il ont respectivement perdues du fait de spoliations par l'Allemagne ou de transferts illégitimes en Allemagne.

B. Sans préjudice des demandes visant l'or non restitué, présentées au titre des réparations, la quantité d'or monétaire revenant à chacun des pays admis à bénéficier de cette masse sera acceptée par ce dernier en règlement complet et définitif de toute créance sur l'Allemagne au titre des restitutions d'or monétaire.

C. Une part proportionnelle de l'or sera attribuée à chacun des pays intéressés qui accepte le présent arrangement concernant la restitution de l'or monétaire et qui peut établir qu'une

a definite amount of monetary gold belonging to it was looted by Germany or, at any time after March 12th, 1938, was wrongfully removed into German territory.

D. The question of the eventual participation of countries not represented at the Conference (other than Germany but including Austria and Italy) in the abovementioned distribution shall be reserved, and the equivalent of the total shares which these countries would receive, if they were eventually admitted to participate, shall be set aside to be disposed of at a later date in such manner as may be decided by the Allied Governments concerned.

E. The various countries participating in the pool shall supply to the Governments of the United States of America, France and the United Kingdom, as the occupying Powers concerned, detailed and verifiable data regarding the gold losses suffered through looting by, or removal to, Germany.

F. The Governments of the United States of America, France and the United Kingdom shall take appropriate steps within the Zones of Germany occupied by them respectively to implement distribution in accordance with the foregoing provisions.

G. Any monetary gold which may be recovered from a third country to which it was transferred from Germany shall be distributed in accordance with this arrangement for the restitution of monetary gold.

PART IV.

Entry into force and signature.

Article 1.

Entry into Force.

This Agreement shall be open for signature on behalf of any Government represented at the Paris Conference on Reparation. As soon as it has been signed on behalf of Governments collectively entitled to not less than 80 p. 100 of the aggregate of shares in Category A of German reparation, it shall come into force among such Signatory Governments. The Agreement shall thereafter be in force among such Governments and those Governments on whose behalf it is subsequently signed.

quantité déterminée d'or monétaire lui appartenant à fait l'objet de spoliations par l'Allemagne ou, à une date quelconque après le 12 mars 1938, de transfert illégitime en territoire allemand.

D. La question de la participation éventuelle de pays non représentés à la Conférence (autres que l'Allemagne, mais y compris l'Autriche et l'Italie) à la répartition susmentionnée est réservée et l'équivalent de ce qui constituerait la totalité des quote-parts de ces Etats, s'ils venaient à être admis à cette répartition, sera mis en réserve pour qu'il en soit disposé ultérieurement selon ce qui sera décidé par les Gouvernements Alliés intéressés.

E. Les divers pays admis à bénéficier de cette masse fourniront aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni, en tant que Puissances occupantes intéressées, des renseignements détaillés et vérifiables sur les pertes d'or qu'ils ont subies du fait que l'Allemagne les a spoliés de cet or ou que cet or a été transporté sur son territoire.

F. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni prendront toutes mesures utiles dans les zones qu'ils occupent respectivement en Allemagne pour l'exécution d'une répartition, conforme aux dispositions qui précèdent.

G. Tout or monétaire qui pourra être récupéré d'un pays tiers dans lequel il a été transféré par l'Allemagne sera réparti conformément au présent arrangement concernant la restitution de l'or monétaire.

PARTIE IV.

Entrée en vigueur et signature.

Article 1.

Entrée en vigueur.

Le présent Accord pourra être signé par tout Gouvernement représenté à la Conférence de Paris sur les Réparations.

Dès qu'il aura été signé par des Gouvernements ayant droit collectivement à au moins 80 % des parts prévues pour les Gouvernements signataires dans la Catégorie A des réparations allemandes, il entrera en vigueur entre ces dits Gouvernements.

L'Accord sera ensuite en vigueur entre lesdits Gouvernements et tel Gouvernement qui le signerait ultérieurement.

Article 2.

Signature.

The signature of each contracting Government shall be deemed to mean that the effect of the present Agreement extends to the colonies and overseas territories of such Government, and to territories under its protection or suzerainety or over which it at present exercises a mandate.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed in Paris the Present Agreement, in the English and French Languages, the two texts being equally authentic, in a single original, which shall be deposited in the Archives of the Government of the French Republic, a certified copy thereof being furnished by that Government to each Signatory Government.

Paris,

March 14, 1946: KAHREMAN YLLI
for Albania;

January 14, 1946: JEFFERSON CAFFERY
for the United States of America;

February 25, 1946: W. R. HODGSON
for Australia;

January 14, 1946: GUILLAUME
for Belgium;

January 30, 1946: GEORGE P. VANIER
for Canada;

February 20, 1946: J. C. W. KRUSE
for Denmark;

March 8, 1946: FAHRKY-PACHA
for Egypt;

January 14, 1946: BIDAULT
for France;

January 14, 1946: DUFF COOPER
for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

Article 2.

Signature.

La signature par chaque Gouvernement contractant sera considérée comme impliquant que l'effect du présent Accord s'étend à ses colonies, territoires d'outre-mer et territoires sous sa protection, ou sa suzeraineté, ou sur lesquels il exerce actuellement un mandat.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé à Paris le présent Accord, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, lequel Gouvernement remettra copie conforme de ce texte à chacun des Gouvernements signataires.

Paris,

le 14 mars 1946: KAHREMAN YLLI
pour l'Albanie;

le 14 janvier 1946: JEFFERSON CAFFERY
pour les Etats-Unis d'Amérique;

le 25 février 1946: W. R. HODGSON
pour l'Australie;

le 14 janvier 1946: GUILLAUME
pour la Belgique;

le 30 janvier 1946: GEORGE P. VANIER
pour le Canada;

le 20 février 1946: J. C. W. KRUSE
pour le Danemark;

le 8 mars 1946: FAHKRY-PACHA
pour l'Egypte;

le 14 janvier 1946: BIDAULT
pour la France;

le 14 janvier 1946: DUFF COOPER
pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord;

January 24, 1946: P. A. ARGYROPOULO
for Greece;

February 25, 1946: P. CHAUDHURI
for India;

January 14, 1946: A. FUNCK
for Luxembourg;

February 6, 1946: LUDWIG AUBERT
for Norway;

February 20, 1946: W. CLINKARD
for New Zealand;

January 14, 1946: E. STAR BUSMANN
for the Netherlands;

February 27, 1946: JINDRICH NOSEK
for Czechoslovakia;

February 28, 1946: DUFF COOPER
for the Union of South Africa;

February 4, 1946: MARKO RISTIC
for Yugoslavia.

Belgium, Luxembourg and the Netherlands have signed under reserve of ratification by Parliament.

These reserves have been made by separate letter.

le 24 janvier 1946: P. A. ARGYROPOULO
pour la Grèce;

le 25 février 1946: P. CHAUDHURI
pour l'Inde;

le 14 janvier 1946: A. FUNCK
pour le Luxembourg;

le 6 février 1946: LUDWIG AUBERT
pour la Norvège;

le 20 février 1946: W. CLINKARD
pour la Nouvelle Zélande;

le 14 janvier 1946: E. STAR BUSMANN
pour les Pays-Bas;

le 27 février 1946: JINDRICH NOSEK
pour la Tchécoslovaquie;

le 28 février 1946: DUFF COOPER
pour l'Union de l'Afrique du Sud;

le 4 février 1946: MARKO RISTIC
pour la Yougoslavie.

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont signé sous réserve de ratification parlementaire.

Ces réserves ont été faites par lettre séparée.

PROTOCOL

The Governments of Albania, The United States of America, Australia, Belgium, Canada, Denmark, Egypt, France, The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Greece, India, Luxembourg, Norway, New Zealand, The Netherlands, Czechoslovakia, The Union of South Africa and Yugoslavia, having taken note of the Arrangement of the 22 January 1948 under which the Governments of the Dominion of India and the Dominion of Pakistan have agreed to the apportionment between them, in the following manner, of the reparation percentage shares alloted to the Government of India under Article 1 B of the Paris Agreement of 14 January 1946:

India :	Category A 1.65	Category B 2.39
Pakistan :	Category A 0.35	Category B 0.51

Having noted that the Government of the Dominion of India and the Government of the Dominion of Pakistan have agreed that the value of Reparation assets in Category B allocated to the Government of India up to and including 14 August 1947, and amounting, subject to such accounting adjustments by the Inter Allied Reparation Agency as may become necessary, to RM 10.900.000, will be considered to have been apportioned in the following manner:

Dominion of India :	RM. 8.983.000
Dominion of Pakistan :	RM. 1.917.000

it being understood that the above apportionment is susceptible of adjustment by mutual agreement between the Governments of the Dominions of India and Pakistan.

Having noted that the Government of the Dominion of India and the Government of the Dominion of Pakistan have agreed that the value of Reparation Assets in Category B allocated to the Government of India between 15 August 1947, and 22 January 1948, and amounting, subject to such accounting adjustments by the Inter Allied Reparation Agency as may become necessary, to RM. 1.068.000, will be considered to have been allocated to the Government of the Dominion of India, it being understood that the above allocation is susceptible of adjustment by mutual agreement between the Governments of the Dominions of India and Pakistan.

Have agreed as follows:

Upon the signature of the present Protocol by the Governments Signatories of the Paris Agreement and by the Government of the

PROTOCOLE

Les Gouvernements de l'Albanie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Egypte, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de l'Union de l'Afrique du Sud et de la Yougoslavie, ayant pris note de l'arrangement du 22 janvier 1948 par lequel les Gouvernements du Dominion de l'Inde et du Dominion du Pakistan se sont entendus sur la répartition suivante des quotes-parts de réparations attribuées au Gouvernement de l'Inde par l'Article 1 B de l'Accord de Paris du 14 janvier 1946:

Inde :	Catégorie A 1.65	Catégorie B 2.39
Pakistan :	Catégorie A 0.35	Catégorie B 0.51

Ayants pris note de l'Accord intervenu entre le Gouvernement du Dominion de l'Inde et le Gouvernement du Dominion du Pakistan, aux termes duquel le montant des biens de réparations de la Catégorie B attribués au Gouvernement de l'Inde jusqu' à la date du 14 août 1947 incluse, et évalués, sous réserve des modifications d'ordre comptable qui devraient être effectuées par l'Agence interalliée des Réparations, à R.M. 10.900.00, sera considéré comme ayant été réparti de la manière suivante:

Dominion de l'Inde :	RM. 8.983.000
Dominion du Pakistan:	RM. 1.917.000

étant entendu que la répartition ci-dessus pourra faire l'objet d'ajustements décidés par accord mutuel entre les Gouvernements des Dominions de l'Inde et du Pakistan,

Ayant pris note de l'accord intervenu entre le Gouvernement du Dominion de l'Inde et le Gouvernement du Dominion du Pakistan, aux termes duquel le montant des biens de réparations de la Catégorie B attribués au Gouvernement de l'Inde entre le 15 août 1947 et le 22 janvier 1948, et évalués, sous réserve des modifications d'ordre comptable qui devraient être effectuées par l'Agence interalliée des Réparations, à RM. 1.068.000, sera considéré comme ayant été attribué au Gouvernement du Dominion de l'Inde, étant entendu que l'attribution ci-dessus pourra faire l'objet d'ajustements décidés par accord mutuel entre les Gouvernements des Dominions de l'Inde et du Pakistan,

Sont convenus de ce qui suit:

A dater de la signature du présent Protocole par les Gouvernements signataires de l'Accord de Paris et par le Gouvernement du

Dominion of Pakistan, the Dominion of Pakistan shall be deemed to have been a Government Signatory of the Paris Agreement, as from the date of the entry into force of the said Agreement, with corresponding rights and obligations, and to have adhered to the unanimous resolutions of the Paris Conference on Reparation. The Governments of the Dominion of India and the Dominion of Pakistan shall respectively be entitled to receive the following reparation shares:

India :	Category A	1.65	Category B	2.39
Pakistan:	Category A	0.35	Category B	0.51

In witness thereof, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed in Brussels the present Protocol, in the English and French languages, the two texts being equally authentic, in a single original which shall be annexed to the Paris Agreement and deposited in the Archives of the Government of the French Republic, a certified copy thereof being furnished by that Government to each Signatory Government, and a certified copy of the Paris Agreement to the Government of the Dominion of Pakistan.

March 15, 1948: L. JOANIDHI

for Albania;

March 15, 1949: RUSSELL H. DORR

for the United States of America;

..............................:

for Australia;

March 15, 1948: RENE DIDISHEIM

for Belgium;

March 15, 1948: VICTOR DORE

for Canada;

March 15, 1948: BENT F. FALKENSTJERNE

for Denmark;

....

for Egypt;

Dominion du Pakistan, la qualité de Gouvernement signataire de l'Accord de Paris, avec tous les droits et obligations y afférents, est reconnue, à compter de la date d'entrée en vigueur du dit Accord, au Gouvernement du Dominion du Pakistan, qui est également considéré comme ayant adhéré aux Résolutions unanimes de la Conférence de Paris sur les Réparations. Les Gouvernements du Dominion de l'Inde et du Dominion du Pakistan ont respectivement droit aux quotes-parts de réparations suivantes:

Inde	: Catégorie A	1.65	Catégorie B	2.39
Pakistan	: Catégorie A	0.35	Catégorie B	0.51

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé à Bruxelles le présent Protocole, en langue anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera annexé à l'Accord de Paris et déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel Gouvernement remettra une copie certifiée conforme de ce texte à chacun des Gouvernements signataires, et une copie certifiée conforme de l'Accord de Paris au Gouvernement du Dominion du Pakistan.

le 15 mars 1948: L. JOANIDHI
pour l'Albanie;

le 15 mars 1948: RUSSELL H. DORR
pour les Etats-Unis d'Amérique;

.........................:
pour l'Australie;

le 15 mars 1948: RENE DIDISHEIM
pour la Belgique;

le 15 mars 1948: VICTOR DORE
pour le Canada;

le 15 mars 1948: BENT F. FALKENSTJERNE
pour le Danemark;

.........................:
pour l'Egypte;

March 15, 1948: JAQUES RUEFF

for France;

March 15, 1948: DESMOND MORTON

for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

March 19, 1948: M. T. TRIANTAFYLLAKOS

for Greece:

March 15, 1948: R. S. MANI

for India;

March 15, 1948: N. HOMMEL

for Luxembourg;

March 15, 1948: THORE BOYE

for Norway;

March 15, 1948: DESMOND MORTON

for New Zealand;

March 15, 1948: HABIB I. RAHIMTOOLA

for Pakistan;

March 15, 1948: E. A. LIEFRINCK

for the Netherlands;

April 14, 1948: C. SIMR

for Czechoslovakia;

March 15, 1948: J. CHRISTIE

for the Union of South Africa;

March 15, 1948: S. ORLIC

for Yugoslavia.

le 15 mars 1948: JAQUES RUEFF

pour la France;

le 15 mars 1948: DESMOND MORTON

pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord;

le 19 mars 1948: M. T. TRIANTAFYLLAKOS

pour la Grèce;

le 15 mars 1948: R. S. MANI

pour l'Inde;

le 15 mars 1948: N. HOMMEL

pour le Luxembourg;

le 15 mars 1948: THORE BOYE

pour la Norvège;

le 15 mars 1948: DESMOND MORTON

pour la Nouvelle Zélande;

le 15 mars 1948: HABIB I. RAHIMTOOLA

pour le Pakistan;

le 15 mars 1948: E. A. LIEFRINCK

pour les Pays-Bas;

le 14 Avril 1948: C. SIMR

pour la Tchéchoslovaquie;

le 15 mars 1948: J. CHRISTIE

pour l'Union de l'Afrique du Sud;

le 15 mars 1948: S. ORLIC

pour la Yougoslavie.

AGREEMENT RELATING TO THE RESOLUTION OF CONFLICTING CLAIMS TO GERMAN ENEMY ASSETS.

The Governments Parties to the present Agreement,

Desiring to resolve conflicting claims to German enemy assets within their respective jurisdictions and to facilitate the disposal of such assets to the common advantage,

Have agreed as follows:

Article 1

In dealing with German enemy assets the Parties to the present Agreement (hereinafter and in the Annex hereto referred to as Parties) shall be guided as far as possible, in their relations with each other, by the provisions set forth in the present Agreement and in its Annex (hereinafter and in the Annex hereto together referred to as the Agreement), and shall take such action to give effect to the Agreement as may be necessary and appropriate.

Article 2

The Agreement shall not supersede any prior agreements concluded between any two or more Parties, or between a Party and another Government not a Party; provided that no such prior agreement between any of the Parties shall adversely affect the rights under the Agreement of another Party not party to the prior agreement, or those of its nationals.

When a prior agreement between a Party and another Government is deemed by a Party, not a party to the prior agreement, to affect adversely its rights under the Agreement or those of its nationals, the Party who is also party to the prior agreement shall approach the other Government in order to secure, if possible, such modification of the relevant provisions of the prior agreement as will render them consistent with the Agreement.

Article 3

Nothing in the Agreement shall preclude any Party or Parties from concluding in the future any separate agreement; provided that such subsequent agreement shall not affect adversely the rights under

ACCORD SUR LA RESOLUTION DES CONFLITS PORTANT SUR LES AVOIRS ALLEMANDS ENNEMIS.

Les Gouvernements signataires du présent Accord,

Désireux de résoudre les conflits portant sur les avoirs allemands ennemis placés sous leurs juridictions respectives et de faciliter la liquidation de ces avoirs dans l'intérêt commun:

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Dans le règlement des questions portant sur les avoirs allemands ennemis, les Gouvernements signataires du présent Accord (désignés ci-après par les termes „Gouvernements signataires") s'inspireront, dans la mesure du possible, dans leurs relations mutuelles, des dispositions du présent Accord et de son Annexe (désignés ci-après par les termes „le présent Accord"). Ils prendront toutes les mesures qui pourront être nécessaires et appropriées pour assurer la mise en application de ces dispositions.

Article 2

Les dispositions du présent Accord ne sauraient se substituer à celles des accords conclus antérieurement, soit entre deux ou plusieurs Gouvernements signataires, soit entre un Gouvernement signataire et un Gouvernement non signataire. Toutefois, les dispositions de ces accords antérieurs ne sauraient porter atteinte aux droits conférés par le présent Accord aux Gouvernements signataires qui ne seraient pas parties à l'Accord antérieur, ou à leurs ressortissants.

Lorsqu'un Gouvernement signataire considère que les dispositions d'un accord antérieur, auquel il n'est pas partie, conclu entre un Gouvernement signataire et un autre Gouvernement, portent atteinte aux droits qui lui sont conférés ainsi qu'à ses ressortissants par le présent Accord, le Gouvernement signataire partie à l'Accord antérieur est tenu d'entrer en relation avec son co-contractant afin de mettre les dispositions de l'accord antérieur en harmonie avec celles du présent Accord.

Article 3

Aucune des dispositions du présent Accord ne saurait empêcher les Gouvernements signataires de conclure, par la suite, des accords séparés. Toutefois, les dispositions de ces accords séparés ne sauraient

the Agreement of another Party not party to the subsequent agreement, or those of its nationals.

Article 4

If a dispute arises between two or more Parties with respect to the interpretation, implementation or application of the Agreement, such Parties shall endeavour by every means possible to settle such dispute by negotiation between themselves, which may include the use of a mutually acceptable conciliator with such powers as the Parties in dispute may agree. If the dispute is not resolved within a reasonable time by such negotiation, the dispute shall be settled in the manner provided in Part VI of the Annex.

Article 5

The Agreement shall come into force, as respects Governments which have signed it before it comes into force, as soon as it has been signed at any time before September 1, 1948, on behalf of Governments which, under Part I, Article 1 B of the Paris Agreement on Reparations of January 24, 1946, are collectively entitled to not less than 35 percent of the aggregate of shares in Category A of German reparations.

The Agreement shall remain open for signature by other Governments Members of the Inter Allied Reparation Agency for a period of six months from the date upon which it comes into force, and shall become effective with respect to those Governments immediately upon signature.

Article 6

If any Government which is not a member of the Inter Allied Reparation Agency signifies in writing to the Government of Belgium within nine months of the date upon which the Agreement comes into force that it desires to become a Party to the Agreement, or to a similar agreement, the Parties will consider in consultation with one another and with that Government its participation in such an agreement; provided that nothing in this Article shall be deemed to qualify any right of any Party under Article 3 above.

Article 7

Any Government to which the Agreement is open for signature may, in lieu of signing, give notification of accession, in writing, to the Government of Belgium, and a Government making such notification of accession shall be deemed to have signed the Agreement on the date of receipt of the notification by the Government of Belgium.

porter atteinte aux droits conférés par le présent Accord aux autres Gouvernements signataires qui ne seraient pas parties aux dits accords séparés, ou à leurs ressortissants.

Article 4

Les Gouvernements signataires s'efforceront, par tous les moyens, de résoudre par voie de négociations directes les conflits qui pourraient surgir entre eux au sujet de l'interprétation, de la mise en oeuvre, ou de l'exécution du présent Accord. Ils pourront, à cet effet, utiliser les services d'un conciliateur accepté de part et d'autre avec des pouvoirs déterminés d'un commun accord par les parties au litige. Au cas où le conflit ne serait pas résolu dans un délai raisonnable par ces négociations, il sera résolu conformément aux dispositions de la Partie VI de l'Annexe.

Article 5

Le présent Accord entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui l'auront alors signé, dès qu'il aura reçu, à toute date antérieure au premier septembre 1948, l'adhésion de Gouvernements bénéficiant dans la catégorie A, au titre de l'article 1 B de la Partie I de l'Accord de Paris sur les Réparations du 24 Janvier 1946, des quotes-parts de réparations représentant du moins 35 % du total général.

Pendant un délai de six mois à compter de son entrée en vigueur, le présent Accord demeurera ouvert à l'adhésion des autres Gouvernements membres de l'Agence interalliée des Réparations. Il sera, en ce qui concerne ces Gouvernements, considéré comme applicable dès signature.

Article 6

Au cas où, dans un délai de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, un Gouvernement non membre de l'Agence interalliée des Réparations signifierait par notification écrite adressée au Gouvernement de la Belgique, son désir d'adhérer au présent Accord ou à un accord analogue, les Gouvernements signataires s'engagent à étudier en consultation mutuelle et avec le Gouvernement intéressé, les conditions de sa participation éventuelle à un tel accord. Les dispositions du présent article ne sauraient toutefois limiter les droits conférés aux Gouvernements signataires par l'article 3 ci-dessus.

Article 7

Tout Gouvernement en droit de signer le présent Accord aura la faculté de notifier simplement son adhésion par écrit au Gouvernement de la Belgique. En pareil cas, la date de la réception de cette notification par le Gouvernement de la Belgique sera considérée comme date de la signature en ce qui concerne ce Gouvernement.

Article 8

Any signatory Government may, at the time of signature or later. declare by notification in writing to the Government of Belgium that it desires the Agreement to apply to all or any of its overseas territories or colonies or territories unders its suzerainty or protection or territories in respect of which it exercises a mandate or trusteeship, and the Agreement shall apply to the colonies and territories, named in the notification, from the date of receipt thereof by the Government of Belgium or from the date on which the Agreement comes into force in respect of the notifying Government, whichever is the later.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in Brussels on December 5, 1947, in the English and French languages, the two texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of Belgium.

The Government of Belgium will furnish certified copies of the Agreement to each Government Signatory of the Paris Agreement on Reparations of January 24, 1946, and to each other Government on whose behalf the Agreement is signed, and will also inform those Governments of all signatures of the Agreement and of any notifications received thereunder.

le 5 décembre 1947 } Pour les Etats-Unis d'Amérique
December 5, 1947 } For the United States of America

Subject to approval and
Subject to the reservation that the Agreement shall not apply to conflicting claims of the United States and others to interests in the General Aniline and Film Corporation or in the property belonging to or held by it.

ALEXANDER B. DASPIT.
RUSSELL H. DORR. [1])

le 5 décembre 1947 } Pour le Canada
December 5, 1947 } For Canada

G. W. Mc. PHERSON.

---

[1]) M. Dorr a signé le 5 janvier 1948.
Mr. Dorr signed January 5, 1948.

Article 8

Tout Gouvernement signataire peut, au moment de la signature ou à une date ultérieure, déclarer par notification écrite au Gouvernement belge qu'il désire appliquer le présent Accord à tout ou partie des ses territoires d'outremer, colonies, territoires placés sous sa souveraineté ou sa protection ou sur lesquels il exerce un mandat ou un régime de tutelle. Le présent Accord sera considéré comme applicable aux territoires mentionnés dans la notification à compter de la date de réception de celle-ci par le Gouvernement belge, ou de la date à laquelle le présent Accord est entré en vigueur pour le Gouvernement ayant adressé cette notification, au cas où cette dernière date serait postérieure à la première.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 5 décembre 1947, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique, qui sera conservé dans les archieves du Gouvernement belge. Le Gouvernement belge s'engage à remettre copie conforme de ce texte à chaque Gouvernement signataire de l'Accord de Paris sur les Réparations du 24 janvier 1946, ainsi qu'à chacun des Gouvernements au nom desquels le présent Accord sera signé. Il s'engage également à informer ces Gouvernements de toutes les adhésions ainsi que de toutes notifications qui lui seront adressées en application du présent Accord.

le 5 décembre 1947 } Pour les Pays-Bas
December 5, 1947 } For the Netherlands

M. H. BREGSTEIN.

Sous réserve de ratification
Subject to ratification

le 5 janvier 1948 } Pour la Belgique
January 5, 1948 } For Belgium

G. DUQUESNE DE LA VINELLE.

ANNEX

PART I

Property Owned by German Enemies

Article 1

A. For the purpose of this Article, „security" means any stock, bond, debenture, share or, in general, any similar property known as a „security", in the country of issue.

B. Where a security owned by a German enemy has been issued by a Party or by a governmental or private organisation or person within its territory but the certificate is in the territory of another Party, the certificate, whether in registered or in bearer form, shall be released to the former Party.

C. A German enemy owner of a certificate issued by an administration office, voting trustee or similar organisation or person, and indicating a participation in one or more specifically named securities, shall be regarded as the owner of the amount of securities specifically indicated, and Paragraph B of this Article shall apply to these securities.

D. A Party obliged under this Article to release a certificate shall not be required to release the income (in cash or otherwise) which has before July 1, 1947, been received in its territory by the releasing Party or by any person acting under its authority. Income received by such Party or person on or after July 1, 1947, shall be released to the Party entitled to the release of the certificate.

E. A Party obliged under this Article to release a certificate shall not be required to release the proceeds of any liquidation by sale, redemption or otherwise, which were, on December 31, 1946, in the form of cash or of securities issued by that Party or by a governmental or private organisation or person within its territory, even if such cash was reinvested or such securities were sold or traded after that date. If the proceeds were, on December 31, 1946, in the form of securities issued by another Party or by a governmental or private

ANNEXE

PARTIE I

Biens appartenant à des Allemands ennemis

Article 1

A. Pour l'application des dispositions du présent article, le terme „valeurs mobilières" sera compris comme désignant les actions, obligations ou fonds d'Etat, et, en général, toutes les valeurs analogues désignées sur le territoire d'un pays d'emission par les termes „valeur mobilières".

B. Lorsqu'une valeur mobilière appartenant à un Allemand ennemi a été émise par un Gouvernement signataire, par une organisation publique ou privée ou par une personne située sur le territoire de celui-ci, mais que le titre lui-même se trouve sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire, le titre, qu'il soit au porteur ou nominatif, devra être remis au premier Gouvernement signataire.

C. Lorsqu'un Allemand ennemi est propriétaire d'un certificat émis par une société de gestion de portefeuille, par le fondé de pouvoir chargé d'exercer le droit de vote d'un groupe d'actionnaires ou par une organisation ou une personne exerçant une fonction analogue et indiquant une participation dans une ou plusieurs valeurs mobilières spécifiquement désignées, cet Allemand ennemi sera considéré comme propriétaire de la ou des valeurs mobilières ou de la fraction de valeur mobilière mentionnées que recevront alors application des dispositions du paragraphe B du présent article.

D. Le Gouvernement signataire obligé par application des dispositions du présent article de se dessaisir des titres ne sera pas tenu de remettre les revenus (en espèces ou sous une autre forme) reçus avant le ler juillet 1947 sur leur territoire par ces Gouvernements eux-mêmes ou par des personnes agissant sous leur autorité. Par contre, les revenus perçus à partir du premier juillet 1947 inclus devront être remis au Gouvernement signataire appelé à recevoir les titres.

E. Le Gouvernement signataire obligé par application des dispositions du présent article de se dessaisir des titres ne sera pas tenu de remettre le produit des liquidations effectuées pas voie de vente, de rachat ou par toute autre méthode, qui se trouvait au 31 décembre 1946 sous forme d'espèces ou de valeurs mobilières émises par ce Gouvernement signataire, par une organisation publique ou privée ou par une personne située sur son territoire (même si après cette date l'argent liquide a fait l'object d'un investissement ou les valeurs

organisation or person within its territory such securities (or the proceeds of their liquidation after that date) shall be released to the latter Party.

Article 2

A. For the purpose of this Article „currency" means any notes, coins or other similar monetary media except those of numismatic or historical value.

B. Where currency has been issued by a Party or by a governmental or private organisation acting under its authority but the currency is owned by a German enemy and is in the territory of another Party, the currency shall be released to the former Party.

C. Where currency has been sold before January 1, 1947, no release shall be required; but release of the proceeds shall be required if sale has taken place on or after January 1, 1947.

D. Nothing in this Article shall prejudice any rights or obligations which Parties may have under Part III of the Paris Agreement on Reparations.

Article 3

Where a negotiable instrument (such as a bill of exchange, promissory note, cheque or draft), not covered by Article 4 of this Annex, owned by a German enemy, is in the territory of a Party and the principal obligor is resident in the territory of another Party, the instrument shall be released to the latter Party.

Article 4

Where a bill of lading, warehouse receipt or other similar instrument whether or not negotiable, owned by a German enemy, is in the territory of a Party but the property to which it relates is located in the territory of another Party, the instrument shall be released to the latter Party.

Article 5

A. A foreign currency account („primary account") maintained in favour of a German enemy by a financial institution in the territory of a Party („primary country") covered in whole or in part by an

mobilières ont été vendues ou échangées). Toutefois, si le produit des liquidations se trouvait, au 31 décembre 1946, sous la forme de valeurs mobilières émises par un autre Gouvernement signataire, par une organisation gouvernementale ou privée, ou par une personne située sur son territoire, ces valeurs mobilières (ou, le cas échéant, le produit de leur liquidation après cette date) devront être remises à ce dernier Gouvernement signataire.

Article 2

A. Pour l'application des dispositions du présent article, le terme „devises" sera compris comme désignant les billets de banque, monnaies métalliques et autres instruments monétaires, à l'exception de ceux qui présentent une valeur historique ou numismatique.

B. Lorsque des devises appartenant à un Allemand ennemi ont été émises par un Gouvernement signataire ou par une organisation gouvernementale ou privée, agissant sous son autorité, mais se trouvent sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire, ces devises seront remises au premier Gouvernement signataire.

C. Aucune remise ne sera exigée pour les devises vendues avant le 1er janvier 1947. Par contre, si la vente a été effectuée après le 1er janvier 1947 inclus, les produits de cette vente devront être transférés.

D. Aucune des dispositions du présent article ne saurait préjuger des droits ou obligations que les Gouvernements signataires en application des dispositions peuvent tenir de la Partie III de l'Accord de Paris sur les Réparations.

Article 3

Lorsque le débiteur principal d'un effet négociable (lettre de change, billet à ordre, chèque ou traite) autre que ceux visés à l'article 4 de la présente Annexe, réside sur le territoire d'un Gouvernement signataire, mais que l'effet lui-même se trouve sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire, l'effet sera remis au premier Gouvernement signataire.

Article 4

Lorsqu'un connaissement, un reçu de dépôt, un „warrant" ou tout autre effet similaire négociable ou non, appartenant à un Allemand ennemi, se trouve situé sur le territoire d'un Gouvernement signataire, mais que les biens visés par cet effet sont situés sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire, l'effet devra être remis à ce dernier Gouvernement signataire.

Article 5

A. Les comptes en devises étrangères („comptes primaires"), établis au bénéfice d'un Allemand ennemi par une institution financière située sur le territoire d'un Gouvernement signataire („pays pri-

account („cover account") with a financial institution in the territory of another Party („secondary country") shall be treated as follows: —

i) The cover account shall be released and the primary country shall reimburse the secondary country in an amount equal to 50 % of the cover account applicable to the primary account. Such reimbursement shall be made in accordance with the terms of Article 14 of this Annex.

ii) Where the secondary country has vested or otherwise taken under custodian control the income from German enemy property situated in the secondary country or the proceeds of the liquidation of German enemy owned securities issued by the secondary country or by a governmental or private organisation or person within its territory and which securities were held in a custody or depot account, such income or such proceeds may be retained by the secondary country and sub-paragraph (i) of this Paragraph shall not apply thereto.

B. For the purpose of this Article accounts shall include named, numbered or otherwise specially designated accounts and sub-accounts as well as undesignated accounts and sub-accounts.

Article 6

Where property covered by this Part is owned partly by a German enemy and partly by a non-enemy, the method of segregating the respective interests and releasing the enemy interests shall be determined by agreement between the interested Parties. The German enemy interests shall then be released to the Party which would have been entitled to the property if it had been wholly German enemy owned.

PART II

Deceaseds' Estates, Trusts and other Fiduciary Arrangements under which a German Enemy has an Interest

Article 7

A. Except as provided in Paragraph B of this Article, property within the jurisdiction of a Party, forming part of the estate of a non-enemy person who has died domiciled in the territory of another Party, in which estate a German enemy has an interest whether as a beneficiary or creditor, shall be released from control of the custodian authorities of the former Party with a view to facilitating normal administration of the estate in the territory of the latter

maire") et couverts en totalité ou en partie par des comptes („comptes de couverture") ouverts auprès d'une institution financière située sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire („pays secondaire"), recevront application des dispositions suivantes:

i) Le compte de couverture sera libéré et le pays primaire remboursera au pays secondaire un montant égal à 50 % du compte de couverture correspondant au compte primaire. Ce remboursement s'effectuera dans les conditions prévues par l'article 14 de la présente Annexe.

ii) Lorsque le pays secondaire a saisi ou placé sous séquestre les revenus provenant de biens allemands ennemis situés sur son territoire ou le produit de la liquidation de valeurs mobilières appartenant à un Allemand ennemi, émises par le pays secondaire par une organisation gouvernementale ou privée, ou par une personne située sur son territoire et placées en compte au nom de cet Allemand, les dispositions du sous-paragraphe (i) du présent paragraphe cesseront de s'appliquer et le pays secondaire intéressé pourra retenir les revenus ou les produits en question.

B. Pour l'application des dispositions du présent article, le terme „compte" sera compris comme désignant les comptes et sous-comptes nominatifs numérotés ou identifiables par tout autre moyen ainsi que les comptes et sous-comptes non désignés.

Article 6

Lorsqu'un bien visé par les dispositions qui précèdent appartient partie à un Allemand ennemi, partie à un non-ennemi, les signataires intéressés fixeront par un accord mutuel la procédure à suivre pour assurer la discrimination entre les intérêts respectifs, ainsi que le transfert des intérêts ennemis. Les intérêts allemands ennemis seront alors transférés au signataire qui aurait été habilité à recevoir le bien s'il avait appartenu en totalité à des Allemands ennemis.

PARTIE II

Successions, „Trusts" et autres conventions fiduciaires dans lesquelles figure un intérêt allemand ennemi

Article 7

A. Sous réserve des dispositions du paragraphe B du présent article, lorsqu'une personne non ennemie, domiciliée, au moment de son décès, sur le territoire d'un Gouvernement signataire, laisse une succession comprenant des biens placés sous la juridiction d'un autre Gouvernement signataire et dans laquelle un Allemand ennemi possède un intérêt en qualité soit d'héritier ou de légataire, soit de créancier, ces biens seront libérés du contrôle des Autorités de Séquestre

Party. Property so released shall be subject to the application of the laws of the releasing Party governing administration and distribution of the deceaseds' estates. When under such laws distribution of the deceased's estate is made directly to the persons who have an interest in the estate, the releasing Party shall take appropriate action to assist in making available to the other Party the distributive share of each German enemy.

B. Notwithstanding the provisions of Paragraph A of this Article, where a non-enemy domiciled in the territory of one Party has died owning immovable property in the territory of another Party and an interest in the property devolves upon or is to be distributed to a German enemy under the will of the deceased or under the applicable laws of descent, the interest may be retained by the latter Party, subject to the rights of non-enemy creditors of the deceased or of non-enemy heirs to whom, under applicable law, a portion of the immovable property is reserved.

C. This Article shall not apply to any property in the estate of a deceased if the property was administered and distributed before the Party in whose territory the property was located instituted wartime emergency measures applicable to the administration and distribution of the property of the deceased.

D. For the purpose of this Article, the domicile of a deceased shall be determined according to the law of the Party within whose jurisdiction the property is located.

Article 8

Property within the jurisdiction of a Party which is held under a bona fide trust or other bona fide fiduciary arrangement in which a German enemy has an interest as a beneficiary or otherwise, and which trust or fiduciary arrangement is being administered under the laws of another Party, shall be relased from the control of the custodian authorities of the former Party, except that such Party may retain any interest of a German enemy in immovable property located in its territory. Such release shall not be obligatory under this Part of this Annex in cases where the trust or other fiduciary arrangement was established by a person resident in Germany, or a German enemy, or a person who subsequently became a German enemy.

du deuxième Gouvernement signataire, en vue de faciliter l'administration normale de la succession sur le territoire du premier Gouvernement signataire. Les biens libérés dans de telles conditions restent soumis au droit successoral du deuxième Gouvernement signataire. Lorsque ce droit prévoit le partage direct de la succession entre les personnes intéressées, le Gouvernement signataire appelé à se dessaisir des biens devra prendre des mesures appropriées pour faciliter la mise à la disposition de l'autre Gouvernement signataire de la part de chaque Allemand ennemi.

B. Par exception aux dispositions du paragraphe A du présent article, lorsque le de cujus non ennemi, domicilié sur le territoire d'un Gouvernement signataire, laisse des biens immobiliers situés sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire, et que le testament du défunt ou les lois de succession du deuxième Gouvernement signataire reconnaissent ou attribuent à un Allemand ennemi des intérêts sur ces biens, ces intérêts pourront être mis sous séquestre et retenus par le Gouvernement signataire sur le territoire duquel les biens sont situés, sous réserve des droits des créanciers non ennemis du défunt ou de ses héritiers non ennemis auxquels la loi applicable en la matière réserve une partie des biens immobiliers.

C. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux successions dont l'administration et la dévolution étaient achevées avant que le Gouvernement signataire, sur le territoire duquel ces biens étaient situés, ait institué des mesures d'exception du temps de guerre applicables à l'administration et à la distribution des biens du de cujus.

D. Pour l'application du présent article, le domicile du de cujus sera déterminé conformément à la législation du pays sous la juridiction duquel les biens se trouvent placés.

Article 8

Les biens placés sous la juridiction d'un Gouvernement signataire et qui sont gérés, au bénéfice d'un Allemand ennemi, par un „trust" de bonne foi ou par une autre convention fiduciaire analogue, organisés conformément aux lois d'un autre Gouvernement signataire, devront être libérés du contrôle des Autorités de Séquestre du premier Gouvernement signataire; ce Gouvernement pourra, toutefois, retenir les intérêts allemands ennemis portant sur les biens immobiliers situés sur son territoire. Le dessaisissement ne sera pas obligatoire, au titre de la présente Partie, dans le cas où le „trust" ou l'organisation fiduciaire en question a été établi par une personne résidant en Allemagne, un Allemand ennemi ou une personne devenue par la suite Allemand ennemi.

Article 9

The Party in favour of which property is released under this Part of this Annex shall recognise the rights of non-enemies in the estate, trust or other fiduciary arrangement.

Article 10

The principles of Part I of this Annex shall not be applicable to property released under this Part or distributed to the custodian authorities of a Party from an estate, bona fide trust or other bona fide fiduciary arrangement governed by this Part.

PART III

Property Owned by Enterprises Organised under the Laws of a Party

Article 11

A. This Part shall apply to property situated within the jurisdiction of a Party and owned by an enterprise organised under the laws of another Party in which enterprise there was a direct or indirect German enemy interest on the material date. The Party within whose jurisdiction the property is situated shall be referred to as the „secondary country" with respect to that property. The enterprise owning the property shall be referred to as the „primary company" with respect to that property. The Party under whose laws the enterprise is organised shall be referred to as the „primary country" with respect to that property. The terms „enterprise" and „company" shall include any firm or body of persons, whether corporate or unincorporate. Property of an enterprise organised in the form of a trust, and property of a banking or financial institution other than the foreign currency cover accounts governed by Article 5 of this Annex, shall be dealt with under this Part. However, this exception with respect to cover accounts shall not be construed to imply that any cover accounts are or are not the property of the institution.

B. An enterprise shall be deemed to be German controlled if at the material date German enemies held directly or indirectly:

(i) 50 percent or more of the voting rights, outstanding capital stock or other proprietorship interests, or

Article 9

Le Gouvernement signataire appelé à recevoir des biens par application des dispositions de la présente Partie devra reconnaître les droits que des personnes non ennemies pourraient posséder dans la succession, le „trust" ou les autres conventions fiduciaires.

Article 10

Les principes posés à la Partie I de la présente Annexe ne sont pas applicables aux biens libérés ou attribués conformément aux dispositions de la présente Partie aux Autorités de Séquestre d'un Gouvernement signataire au titre soit d'une succession, soit d'un „trust" ou d'une autre convention fiduciaire de bonne foi tombant sous le coup des dispositions de la présente Partie.

PARTIE III

Biens appartenant à des entreprises organisées conformément aux lois d'un Gouvernement signataire

Article 11

A. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent aux biens placés sous la juridictions d'un Gouvernement signataire et appartenant à une entreprise organisée conformément aux lois d'un autre Gouvernement signataire, dans laquelle existaient, à la date de référence, des intérêts allemands ennemis, directs ou indirects. Le Gouvernement signataire, sous la juridiction duquel le bien est situé, sera désigné par les termes „pays secondaire". L'entreprise propriétaire des biens sera désignée par les termes „entreprise primaire". Le Gouvernement signataire, conformément aux lois duquel l'entreprise est organisée, sera désigné par les termes „pays primaire". Les termes „entreprise" et „société" s'appliquent à toutes les organisations, firmes ou institutions constituant une société de personnes ou de capitaux de droit ou de fait. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également aux biens des entreprises constituées sous la forme de „trusts", ainsi qu'à ceux des institutions bancaires ou financières, à l'exception des comptes de couverture en devises étrangères visés par les dispositions de l'article 5 de la Partie I. Cette dernière exception ne saurait toutefois être considérée comme impliquant que ces comptes de couverture sont ou ne sont pas la propriété de ces institutions.

B. Une entreprise est considérée comme placée sous contrôle allemand lorsqu'à la date de référence des Allemands ennemis détenaient directement ou indirectement:

i) dans l'entreprise elle-même, 50 % ou plus des actions comportant le droit de vote, des actions émises ou des autres droits de propriété;

(ii) participating rights in a voting trust arrangement which rights represented 50 percent or more of such voting rights, outstanding capital stock or other proprietorship interests;

or if at the material date German enemies directly or indirectly controlled the policy, management, voting power or operations of the enterprise. The property in the secondary country shall be deemed to be German controlled if at the material date German enemies directly or indirectly controlled the policy, management, use, or operation of the property.

Article 12

Except as otherwise provided in this Agreement, all property in a secondary country owned by a primary company shall be released by the secondary country and the secondary country shall be entitled to receive reimbursement from the primary country in an amount representing that portion of the value of the property in the secondary country which corresponds to the percentage of direct and indirect German enemy interest in the primary company on the material date. Release in each case shall take place as soon as an agreement has been reached between the countries concerned on whether either the property in the secondary country or the primary company shall be treated as German controlled and on the general limits of, and method of calculating, the percentage of direct and indirect German enemy interest in the primary company on the material date. If the property in the secondary country and the primary company are not German controlled, the property shall be released forthwith without reimbursement.

Article 13

A. Release of property in a secondary country shall be made in kind unless:

(i) the property has been liquidated by the secondary country prior to the date on which the Agreement comes into force in respect of that country; or

(ii) the primary and secondary countries concerned agree that release in kind would not be practicable or the primary company consents to the sale or liquidation of the property by the secondary country; or

(iii) the property in the secondary country is a production enterprise or a substantial interest therein, and such property or the primary company concerned is German controlled and, after full consideration of the economic interest of the primary country, the

ii) dans une société créée pour l'exercice des droits de vote de cette entreprise, une participation représentant 50 % des droits de vote, des actions émises ou des autres droits de propriété dans l'entreprise;

Il en est de même lorsqu'à la date de référence, des Allemands ennemis exerçaient un contrôle direct ou indirect sur la gestion, l'administration ou le fonctionnement de l'entreprise, ou le droit de vote dans celle-ci. Les biens situés sur le territoire du pays secondaire sont considérés comme placés sous contrôle allemand, lorsqu'à la date de référence des Allemands ennemis exerçaient un contrôle direct ou indirect sur leur gestion, leur administration ou leur utilisation.

Article 12

Sous réserve dés exceptions prévues par le présent Accord, tous les biens appartenant à une société primaire et situés dans un pays secondaire seront libérés du Séquestre par ce pays. A titre de remboursement, le pays secondaire sera en droit de recevoir du pays primaire une somme obtenue en appliquant à la valeur des biens situés sur son territoire le pourcentage représentant l'importance de l'intérêt allemand ennemi, direct et indirect, figurant, à la date de référence, dans la société primaire. La mainlevée aura lieu, dans chaque cas, dès que les pays interessés se seront mis d'accord sur l'existence du contrôle allemand sur les biens situés dans le pays secondaire ou la société primaire elle-même. Cet accord portera également sur les limites générales du pourcentage de la participation allemande ennemie, directe ou indirecte, dans la société primaire à la date de référence, ainsi que sur les méthodes à utiliser pour calculer ce pourcentage. Lorsque les biens situés dans le pays secondaire et la société primaire elle-même ne sont pas sous contrôle allemand, les biens seront immédiatement libérés sans remboursement.

Article 13

A. La remise des biens situés dans un pays secondaire s'effectue en nature, sauf:

i) lorsque les biens ont été liquidés par le pays secondaire avant la date d'entrée en vigueur à son égard du présent Accord,

ii) lorsque les pays primaire et secondaire intéressés sont d'accord pour reconnaître que la remise en nature n'est pas réalisable pratiquement ou lorsque la société primaire consent à la vente ou à la liquidation des biens par le pays secondaire.

iii) dans le cas où 1) les biens situés dans le pays secondaire presentent le caractère d'une entreprise de production ou d'un intérêt substantiel dans une entreprise de ce genre, 2) des Allemands exerçaient un contrôle sur ces biens ou sur la société primaire intéressée et 3) le

secondary country determines in exceptional cases that its national security nevertheless requires retention of the property and gives notice to the primary country to that effect.

B. Where release is not made in kind, the secondary country shall release in substitution the proceeds of the sale or liquidation of the property which would otherwise have been released in kind. If such property has not been sold or liquidated within one year after agreement or consent under subparagraph (ii) of Paragraph A of this Article or the giving of notice under sub-paragraph (iii) thereof, or within an agreed extension beyond that period, the value of the property retained as determined by accepted principles of valuation shall be released.

Article 14

Reimbursement shall be paid to the secondary country by the primary country in the currency of the second country within two years after the date of release of the property. Payment may be delayed, however, in accordance with foreign exchange restrictions applicable generally to payment of capital obligations from time to time in effect in the primary country, provided that such restrictions are maintained in accordance with the Articles of Agreement of the International Monetary Fund and provided further that in any event full payment shall be made within seven years after the date of the release. Interest at the rate of 2 percent per annum shall be paid to the secondary country by the primary country on such balance of reimbursement as remains unpaid at and after the end of the two year period.

Article 15

Where administrative difficulty to the secondary country requires it or in other special circumstances, the secondary and primary countries concerned may agree that the secondary country shall retain that proportion of the value of the property in the secondary country to which it is entitled under the provisions of Article 12 of this Annex. In such event, the secondary country shall release the excess of the property above the amount to which it is entitled and such excess shall inure to the benefit solely of the non-enemy interests in the primary company.

Article 16

Where the primary company is a dummy company or is a holding company whose outstanding stock is closely held or is not regularly traded in a recognised financial market, the secondary country, notwithstanding the provisions of Article 12 of his Annex, may retain that proportion of the property in the secondary country which

pays secondaire, tenant pleinement compte des intérêts économiques du pays primaire, établit, dans certains cas exceptionnels, que sa sécurité nationale exige que ces biens soient retenus, et notifie cette décision au pays primaire.

B. Lorsque la remise n'est pas effectuée en nature, le produit de la vente ou de la liquidation sera tranféré par le pays secondaire à la place des biens qui auraient dû être remis en nature. Si, dans un délai d'un an à compter soit de l'accord ou du consentement prévus au paragraphe A (ii) du présent article, soit de la notification prévue au paragraphe A (iii), le pays secondaire n'a pas procédé à leur vente ou à leur liquidation, il sera tenu, sous réserve d'une extension possible de ce délai par accord mutuel, de remettre la valeur de ces biens, déterminée selon les principes d'évaluation généralement acceptés.

Article 14

Le remboursement dû au pays secondaire par le pays primaire s'effectuera dans la monnaie du pays secondaire et dans un délai de deux ans après la date de la remise des biens. Le paiement pourra, cependant, être différé compte tenu des mesures restrictives qui pourraient être en vigueur en matière de change sur le territoire du pays primaire et seraient généralement applicables au paiement d'obligations en capital. Toutefois, ces restrictions devront être conformes aux dispositions de l'Accord sur le Fond monétaire international; en outre, le paiement intégral devra en tout état de cause être effectué dans les sept années suivant la date de la remise. Le pays primaire versera au pays secondaire un intérêt calculé au taux de 2 % par an sur le solde qui resterait à payer à l'expiration de la période de deux ans.

Article 15

Lorsque des difficultés d'ordre administratif dans le pays secondaire l'exigent, ou dans d'autres circonstances particulières, les pays primaire et secondaire intéressés pourront convenir que le pays secondaire retiendra la partie des biens correspondant à la somme à laquelle il serait en droit de prétendre, par application des dispositions de l'article 12 de la présente Annexe. En pareil cas, le pays secondaire devra libérer tous les biens dépassant le montant de cette somme; cet excédent ne pourra être utilisé qu'au bénéfice exclusif des intérêts non ennemis dans la société primaire.

Article 16

Lorsque l'entreprise primaire est une société fictive ou une société de holding dont le capital social se trouve réparti dans un petit nombre de mains et dont les actions ne sont pas négociables sur un marché financier reconnu, le pays secondaire pourra, nonobstant les dispositions de l'article 12 de la présente Annexe, retenir la fraction

corresponds to the percentage of direct and indirect German enemy interest in the dummy or holding company on the material date. In such event, the secondary country shall release the excess of the property above the amount to which it is entitled and such excess shall inure to the benefit solely of the non-enemy interests in the primary company.

Article 17

It is contemplated that the proportion of the value of the property in the secondary country which corresponds to the percentage of the direct and indirect non-enemy interests in the primary company shall inure to the benefit of such non-enemy interests. In arrangements for release and reimbursement made under this Part between two or more Parties, the Parties shall make reasonable provision to avoid injury to interests in the primary company of non-enemies who are nationals of a third Party.

Article 18

In applying the rules of this Part to a case involving a chain of companies, releases of property and reimbursement payments shall be made between secondary countries and their respective primary companies and countries. On the other hand, in calculating the percentage of direct and indirect German enemy interest in each of the successive primary companies, such interests shall be traced through the entire chain of companies.

Article 19

With respect to the types of property covered by Articles 1 to 4 inclusive of this Annex, owned by enterprises governed by Part III of this Annex, that country which would be entitled to obtain release of property under the principles of such Articles shall be regarded as the secondary country for the purposes of Part III; in the case of foreign currency accounts under Article 5 of this Annex, maintained in favour of an enterprise governed by Part III, the country where the primary account is maintained and the country where the cover account is maintained shall each be regarded as the secondary country for the purposes of Part III to the extent of 50 percent of the foreign currency cover account.

Article 20

An enterprise organised under the laws of Germany shall be considered as wholly German enemy for the purpose of administering this Part, but property which is received in reimbursement or retained

des biens situés sur son territoire correspondant aux pourcentages des intérêts allemands directs ou indirects existant dans la société fictive ou la société de holding à la date de référence. En pareil cas, le pays secondaire devra libérer tous les biens dépassant le montant de la somme à laquelle il est en droit de prétendre; cet excédent ne pourra être utilisé qu'au bénéfice exclusif des intérêts non ennemis dans la société primaire.

Article 17

La fraction des biens situés dans le pays secondaire qui correspond au pourcentage des intérêts non ennemis, directs ou indirects, dans la société primaire, doit normalement être utilisée au seul bénéfice des ces intérêts. Dans l'élaboration des accords prévus par la présente Partie en ce qui concerne la mainlevée et le remboursement, les Gouvernements signataires intéressés devront éviter de porter préjudice aux intérêts appartenant dans la société primaire à des non ennemis ressortissants d'un autre Gouvernement signataire.

Article 18

Dans l'application des dispositions de la présente Partie, au cas d'une chaîne de sociétés, la remise des biens et les remboursements s'effectueront entre chaque pays secondaire et les pays ou entreprises primaires respectivement intéressés. D'autre part, en calculant le pourcentage des intérêts allemands ennemis directs ou indirects dans chacune des sociétés primaires successives, il conviendra de rechercher ces intérêts dans l'ensemble de la chaîne formée par ces entreprises.

Article 19

En ce qui concerne les biens visés par les articles 1 à 4 de la présente Annexe et appartenant à des sociétés tombant sous le coup des dispositions de la Partie III, on considérera comme pays secondaire, aux termes de la présente Partie, le pays qui aurait été en droit d'obtenir la remise des biens en question, conformément aux dispositions des articles précités. Dans le cas des comptes en devises étrangères visés par l'article 5 de la présente Annexe et ouverts au nom d'une entreprise tombant sous le coup des dispositions de la Partie III, les deux pays, sur le territoire desquels sont respectivement constitués le compte primaire et le compte de couverture, seront chacun considérés comme pays secondaire aux termes de la présente Partie, pour 50 % du montant du compte en devises étrangères.

Article 20

Pour l'application des dispositions de la présente Partie, toute société constituée conformément aux lois de l'Allemagne sera considérée comme possédant le caractère d'une entreprise entièrement

by any country under this Part shall be available for the protection of non-enemy interests in such enterprise, in accordance with the provisions of Part IV of this Annex.

PART IV

Property owned by Enterprises Organised Under the Laws of Germany

Article 21

This Part shall apply to property within the jurisdiction of a Party owned by an enterprise organised under the laws of Germany in which enterprise non-enemy nationals of Parties directly or indirectly have, and on September 1, 1939, had an interest. Non-enemy nationals of Parties referred to in this Part must have been nationals of Parties as of September 1, 1939.

Article 22

For the protection of the interests in the enterprise of non-enemy nationals, referred to in Article 21 of this Annex, the property to which this Part applies shall, subject to the provisions of Articles 23 and 24 of this Annex, be released to the extent of those interests and pursuant to arrangements to be made between the Parties concerned, if non-enemy nationals of Parties directly or indirectly:

(i) own and, on September 1, 1939, owned 25 % or more of the shares in the enterprise; or

(ii) control and, on September 1, 1939, controlled the enterprise.

Article 23

No Party shall be obliged to release property under this Part, in respect of which no claim, sponsored by another Party, has been received by the former Party, within one year after the coming into force of the Agreement between the respective Parties. Before sponsoring a claim under this Part, a Party shall be satisfied by a claimant, being one of its nationals, that Article 22 of this Annex applies. Where a claim is filed with the Party in whose jurisdiction the property is located and Article 22 of this Annex applies, such

allemande ennemie. Cependant, les biens reçus en remboursement ou retenus par un pays quelconque en vertu des dispositions de la présente Partie demeureront disponibles pour assurer la protection des intérêts non ennemis dans cette société, conformément aux dispositions de la Partie IV.

PARTIE IV

Biens appartenant à des entreprises organisées conformément aux lois allemandes

Article 21

Les dispositions de la présente Partie s'appliquent aux biens placés sous la juridiction d'un Gouvernement signataire mais appartenant à une entreprise organisée conformément aux lois allemandes et dans laquelle des nationaux non ennemis d'un Gouvernement signataire possèdent actuellement et possédaient au 1er septembre 1939 un intérêt direct ou indirect, à la condition toutefois que ces non ennemis aient possédé leur qualité de nationaux d'un Gouvernement signataire au 1er septembre 1939.

Article 22

En vue de protéger les intérêts dans l'enterprise des nationaux non ennemis visés à l'article 21, les biens tombant sous le coup de la présente Partie devront, sous réserve des dispositions des articles 23 et 24 de la présente Annexe, être libérés du séquestre, dans les conditions prévues par accord entre les Gouvernements signataires intéressés et dans la limite du montant des intérêts non ennemis auxmêmes; dans les deux cas suivants:

i) des non-ennemis nationaux des Gouvernements signataires possèdent actuellement et possédaient, au 1er septembre 1939, 25 % en plus des actions de l'entreprise, directement ou indirectement;

ii) des non ennemis nationaux des Gouvernements signataires contrôlent actuellement l'entreprise et la contrôlaient, au 1er septembre 1939, directement ou indirectement.

Article 23

Aucun Gouvernement signataire ne sera tenu par application des dispositions de la présente Partie de restituer des biens pour lesquels aucune réclamation appuyée par un autre Gouvernement signataire ne lui aura été notifiée, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord entre les deux Gouvernements. Avant de donner leur appui à ces réclamations, conformément aux dispositions de la présente Partie, les Gouvernements signataires devront demander à leurs nationaux intéressés de leur fournir la preuve que

Party shall notify all other Parties and shall consider the claims of all non-enemy nationals of Parties who qualify under Article 21 of this Annex.

Article 24

A. Release of property under this Part shall be made in kind unless:

(i) the property has been liquidated prior to the date on which an eligible sponsored claim is filed with respect to the property pursuant to Article 23 of this Annex; or

(ii) the Parties concerned agree that release in kind would not be practicable; or

(iii) the property to be released is a production enterprise or a substantial interest therein, and such property or the enterprise organised under the laws of Germany is German controlled and, after full consideration of the economic interests of the other Party or Parties concerned, the Party in whose jurisdiction the property is located determines in exceptional cases that its national security nevertheless requires retention of the property and gives notice to the other Party of Parties to that effect.

B. Where release is not made in kind, there shall be released in substitution the proceeds of the sale or liquidation of the property which would otherwise have been released in kind. If such property has not been sold or liquidated within one year after agreement under sub-paragraph (ii) of Paragraph A of this Article or the giving of notice under sub-paragraph (iii) thereof, or within an agreed extension beyond that period, the value of the property retained as determined by accepted principles of valuation shall be released.

Article 25

With respect to the types of property covered by Articles 1 to 4 inclusive of this Annex, owned by enterprises governed by Part IV of this Annex, property shall be regarded as being within the jurisdiction of the Party which would be entitled to obtain the

les dispositions de l'article 22 de la présente Annexe sont effectivement applicables en la matière.

Lorsqu'un Gouvernement signataire sera saisi d'une réclamation portant sur certains biens placés sous sa juridiction et que les dispositions de l'article 22 seront applicables en la matière, ce Gouvernement en informera tous les autres Gouvernements signataires et devra par la suite prendre en considération les demandes de tous les ressortissants non ennemis de ces Gouvernements qui répondraient aux conditions prévues à l'article 21 de la présente Annexe.

Article 24

A. Les remises de biens au titre de la présente Partie s'effectuent en nature, sauf dans les cas suivants:

i) lorsque les biens ont été liquidés avant la date à laquelle une réclamation recevable et dûment appuyée est notifiée, conformément aux dispositions de l'article 23 de la présente Annexe, à l'égard des biens en question;

ii) lorsque les Gouvernements signataires intéressés sont d'accord pour reconnaître que la remise en nature n'est pas réalisable pratiquement;

iii) dans le cas où 1) les biens qui doivent être libérés presentent le caractère d'une entreprise de production ou d'un intérêt substantiel dans une entreprise de ce genre; 2) des Allemands exerçaient un contrôle sur ces biens ou sur l'entreprise organisée, conformément aux lois allemandes; et 3) le Gouvernement signataire sous la juridiction duquel les biens sont placés, tenant pleinement compte des intérêts économiques du ou des autres Gouvernements signataires, établit, dans certains cas exceptionnels, que sa sécurité nationale exige que ces biens soient retenus et notifie cette décision à l'autre ou aux autres Gouvernements signataires intéressés.

B. Lorsque la remise n'est pas effectuée en nature, le produit de la vente ou de la liquidation sera transféré à la place des biens qui auraient dû être remis en nature. Si, dans un délai d'un an, à compter soit de la réalisation de l'Accord prévu au paragraphe A (ii) du présent article, soit de la notification prévue au paragraphe A (iii), le pays secondaire n'a pas procédé à leur vente ou à leur liquidation, il sera tenu, sous réserve d'une extension possible de ce délai par accord mutuel, de remettre la valeur de ces biens, déterminée selon les principes d'évaluation généralement acceptés.

Article 25

Les biens visés par les articles 1 à 4 de la présente Annexe et appartenant à des entreprises tombant sous le coup de la Partie IV de la présente Annexe, seront considérés comme placés sous la juridiction du Gouvernement signataire en droit de demander leur remise par

release of such property under the principles of such Articles; in the case of foreign currency accounts under Article 5 of this Annex maintained in favour of an enterprise governed by Part IV, the country where the primary account is maintained and the country where the cover account is maintained shall each be regarded as having jurisdiction over the property to the extent of 50 % of the foreign currency cover account.

PART V

Interpretation and Application

Article 26

A. A Party shall not be obliged to release an enemy interest in property to another Party or to an enterprise organised under the laws of that other Party except to the extent that such interest will be treated directly or indirectly by the recipient Party as German enemy.

B. A Party obliged under the Agreement to release property shall not be required to reverse any act of liquidation which has been carried out by sale, redemption or otherwise. The vesting, sequestration or confiscation of property shall not be regarded as constituting liquidation for the purposes of the Agreement.

C. Except as otherwise expressly provided in the Agreement, a Party obliged to release property shall, if the property has been liquidated, release the proceeds of such liquidation.

D. Except as otherwise expressly provided in the Agreement, a Party obliged to release property shall release all income or other benefits (in cash or otherwise) which have been received by it or by any person in its territory acting under its authority in respect of that property.

E. The Party to which property is released under the Agreement shall fully recognise bona fide liens or pledges thereon legally obtained within the territory of the releasing Party which became effective prior to the date when the recipient Party took war-time emergency measures to prevent the acquisition of liens or pledges with respect to such property or the date when the territory of the recipient Party was invaded by Germany and were valid under the laws of the recipient Party in effect prior to such date. A releasing Party shall not be obliged hereby to take any measures to set aside any bona-fide lien or pledge valid under its laws which arose or was created

application des principes posés dans les articles en cause de la Partie I. Toutefois, les comptes de couverture en monnaies étrangères visés par l'article V de la présente Annexe seront considéré comme placés, jusqu'à concurrence de 50 % de leur montant, sous la juridiction des pays où se trouvent respectivement situés le compte primaire et le compte de couverture.

PARTIE V

Interprétation et application de l'Accord

Article 26

A. Aucun Gouvernement signataire ne sera tenu de transférer à un autre Gouvernement signataire ou à une autre entreprise organisée conformément à la législation de ce dernier, un intérêt ennemi existant sur certains biens, sauf dans la mesure où le pays récipiendaire serait prêt à traiter directement ou indirectement cet intérêt comme allemand ennemi.

B. Les Gouvernements signataires appelés, en vertu des dispositions du présent Accord, à se dessaisir de certains biens, ne seront pas obligés d'annuler les mesures de liquidation déjà effectuées par voie soit de vente ou de rachat, soit par toute autre méthode. Pour l'application de ces dispositions, la saisie, la mise sous séquestre ou la confiscation des biens ne seront pas considérées comme equivalant à des mesures de liquidation.

C. Sous réserve des dispositions contraires expressément prévues dans le présent Accord, les Gouvernements signataires appelés à se dessaisir de certains biens devront, au cas où les biens auraient été liquidés, remettre à leur place le produit réalisé lors de leur liquidation.

D. Sous réserve des dispositions contraires expressément prévues dans le présent Accord, les Gouvernements signataires appelés à se dessaisir de certains biens, devront remettre les intérêts, dividendes et autres avantages, (qu'il s'agisse d'espèces ou d'avantages quelconques) reçus par ces Gouvernements signataires ou par des personnes résidant sur leur territoire et agissant sous leur autorité.

E. Le Gouvernement signataire appelé à recevoir des biens en vertu des dispositions du présent Accord, devra reconnaître pleinement les engagements ou privilèges de bonne foi contractés légalement sur le territoire du Gouvernement signataire appelé à se dessaisir des biens, avant la date à laquelle le Gouvernement signataire récipiendaire a pris des mesures d'exception du temps de guerre tendant à interdire l'acquisition d'engagements ou de privilèges relatifs à ces biens ou avant la date à laquelle le territoire du pays récipiendaire a été envahi par l'Allemagne. Toutefois, ces engagements et privilèges devront être reconnus comme valides aux termes des dispositions

either (a) prior to the date on which the releasing Party took war-time emergency measures to prevent the acquisition of such liens or pledges with respect to the property involved, or (b) after such date under licence or other authorisation by such Party.

F. Administrative charges and expenses of conservation and liquidation shall be borne by the recipient Party unless that Party requests the releasing Party to bear a portion thereof. In such event the obligation of the releasing Party shall be limited to the amount of the income or other benefits (if any) which the recipient Party establishes were received and were retained under the Agreement by the releasing Party or by any person in its territory acting under its authority with respect to the specific property released.

G. Where property is subject to release under the Agreement the method of delivery and the payment of any delivery costs shall be arranged between the Parties concerned.

H. (i) A Party shall not be required under the Agreement to make a release of property so long as there is pending any judicial or administrative proceeding in the territory of:

(a) the releasing Party, if the proceeding requires retention of the property by that Party or may result in a determination that the property is not directly or indirectly German enemy owned or controlled;

(b) the recipient Party, if the proceeding may result in a determination that the property is not directly or indirectly German enemy owned or controlled and may thus prevent that Party from treating the released property as German enemy.

(ii) If, after property is released under the Agreement:

(a) the recipient Party is obliged as a result of litigation in its territory to surrender custodian control of the property, the releasing

législatives en vigueur avant cette date sur le territoire du pays récipiendaire. Le Gouvernement signataire qui effectue la remise ne sera pas tenu, du fait de ces dispositions de prendre des mesures pour contester la validité des engagements ou privilèges de bonne fois valables aux termes de sa législation et contractés (a) avant la date à laquelle le Gouvernement signataire récipiendaire a pris des mesures d'exception du temps de guerre tendant à interdire l'acquisition d'engagements ou de privilèges relatifs aux biens en cause ou même (b) aprés cette date, au moyen d'une licence ou d'une autorisation délivrée par le Gouvernement signataire en question.

F. Les fraits administratifs et les dépenses exposés pour la conservation et la liquidation des biens seront à la charge du Gouvernement récipiendaire. Il pourra toutefois demander au Gouvernement appelé à se dessaisir des biens d'y contribuer pour partie. Dans ce cas, la contribution de ce dernier Gouvernement ne pourra dépasser le montant des intérêts, dividendes et autres avantages que le pays récipiendaire prouverait avoir été perçus et retenus en application du présent Accord, soit par le Gouvernement lui-même, soit par des personnes sur son territoire et agissant sous son autorité.

G. Lorsque les dispositions du présent Accord prévoient la remise de certains biens, les conditions du transfert et le règlement des frais y afférents seront réglés par accord entre les Gouvernements signataires intéressés.

H. i) Aucune des dispositions du présent Accord n'oblige un Gouvernement signataire à effectuer la remise des biens au sujet desquels une action judiciaire ou administrative a été engagée, tant que cette action reste en cours sur le territoire:

(a) du Gouvernement signataire appelé à se dessaisir des biens, si cette action a pour objet d'obtenir le maintien des biens en question sur son territoire ou si elle peut avoir pour résultat de révéler que les biens en question n'appartiennent pas directement ou indirectement à un Allemand ennemi ou qu'ils ne sont ni directement ni indirectement placés sous son contrôle.

(b) du Gouvernement récipiendaire si cette action peut avoir pour résultat de révéler que biens en question n'appartiennent pas directement ou indirectement à un Allemand ennemi ou qu'ils ne sont ni directement, ni indirectement, placés sous son contrôle, cette décision interdisant au Gouvernement récipiendaire de traiter les biens en question comme allemands ennemis.

ii) Dans le cas où la remise des biens a été effectuée conformément au présent Accord:

(a) si le Gouvernement récipiendaire se trouve dans l'obligation, à la suite d'une action judiciaire engagée sur son territoire, d'aban-

Party may reassert its custodian control over the property in order to make an independent test of the litigated issue;

(b) the releasing Party is obliged as a result of litigation in its territory to make a disposition of the property which release has prevented it from making, that Party may reassert custodian control over the property in order to comply with the obligation imposed by the litigation.

If reassertion of custodian control by the releasing Party is required under this sub-paragraph, the recipient Party shall take appropriate action to facilitate such reassertion.

(iii) At the request of the releasing Party, appropriate arrangements shall be made by the recipient Party prior to the release of any property:

(a) assuring the releasing Party that it will be able to regain custodian control over the property or of the proceeds of sale or liquidation or of the value thereof, if required under the terms of sub-paragraph (ii) above;

(b) for indemnification of charges or expenses which may be incurred by the releasing Party with respect to the released property after the date of release.

I. The release of property under the provisions of the Agreement shall not terminate or otherwise affect the dedication of patents to the public, the placing of patents in the public domain or the grant of licenses to patents with or without royalty, pursuant to the provisions of Articles 1 or 2 of the German Patent Accord signed in London on July 27, 1946, or other agreement, when such action is taken prior to the release of the property.

J. A Party shall be entitled at its discretion to refuse to accept a release under the provisions of the Agreement and in such event shall not be liable for payment of the charges and expenses referred to in Paragraphs F and G and sub-paragraph (iii) of Paragraph H of this Article.

Article 27

A. Nothing in the Agreement shall oblige any Party to recognise:

(i) any transfer of, or other transaction relating to, a German enemy interest, occurring after the institution of war-time emergency

donner tout droit de séquestre sur les biens, le Gouvernement qui a effectué la remise des biens a faculté de les replacer sous séquestre, afin de pouvoir procéder à un examen indépendant du cas litigieux.

(b) si le Gouvernement qui s'est dessaisi des biens se voit, à la suite d'une action judiciaire engagée sur son territoire, dans l'obligation de donner aux biens en question une destination particulière, désision que la remise déjà effectuée l'empêche d'appliquer, il garde la faculté de rétablir son droit de séquestre sur les biens, afin de satisfaire aux obligations résultant de l'action judiciaire.

Lorsque le Gouvernement qui s'est dessaisi des biens doit, par application du présent paragraphe, rétablir son contrôle sur les biens en question, le Gouvernement récipiendaire devra prendre toutes mesures propres à faciliter cette reprise de contrôle.

iii) Avant la remise des biens et sur la demande du Gouvernement signataire appelé à s'en dessaisir, le Gouvernement récipiendaire sera tenu de prendre toutes mesures appropriées afin:

(a) d'assurer au Gouvernement appelé à se dessaisir des biens la possibilité de rétablir le contrôle de son séquestre sur les biens eux-mêmes ou le produit de leur vente ou de leur liquidation dans le cas où les dispositions du sous-paragraphe (ii) ci-dessus l'y obligeraient.

(b) d'indemniser le Gouvernement ayant effectué la remise d'un bien, des dépenses que celui-ci peut être amené à effectuer à l'égard de ce bien, postérieurement à la date de la remise.

I. Le fait, pour un Gouvernement signataire, de remettre des biens par application du présent Accord ne saurait être considéré comme mettant un terme ou portant atteinte de toute manière à l'utilisation des brevets allemands par le public, au maintien de ces brevets dans le domaine public ou à l'octroi de licences d'exploitation avec ou sans redevances, antérieurement aux dispositions des articles 1 et 2 de l'Accord international sur les brevets allemands signé à Londres, le 27 juillet 1946, ou de tout autre accord international, sur le même sujet, lorsque ces mesures ont été prises antérieurement à la remise des biens.

J. Tout Gouvernement signataire conserve le droit de refuser les biens libérés conformément aux dispositions du présent Accord. Dans ce cas, ce Gouvernement signataire ne sera pas tenu de payer les dépenses visées aux paragraphes F et G et au sous-paragraphe H du présent article.

Article 27

A. Aucune des dispositions du présent Accord ne saurait obliger un Gouvernment signataire à reconnaître:

i) les transferts ou autres transactions portant sur des intérêts allemands ennemis survenus après l'institution par ce Gouvernement

measures by that Party or after the invasion of the territory of that Party by Germany;

(ii) any transfer of non-enemy property in Germany to German enemies, or any assumption by German enemies from non-enemies, of control over property in Germany, which was forced without adequate consideration by action of the Government of Germany whether before or after September 1, 1939. This sub-paragraph shall apply only to property of, or controlled by, non-enemies who were nationals of Parties at the time of the transfer of the property or the assumption of control over the property.

B. In determining whether any property is owned or controlled by a German enemy no transfer to a German enemy or dealings with a German enemy shall be taken into account which represent looting or forced transfers within the meaning of the Inter-Allied Declaration of January 5, 1943, against Acts of Dispossession.

Article 28

Property which is held for the benefit of a German enemy by any individual or body of persons, corporate or unincorporate, as a cloak, nominee, agent, trustee or in any other capacity, shall be regarded as directly owned by that German enemy. The question of recognising any interest which the holder of such property may claim therein shall not be prejudiced by the foregoing but shall be resolved in each case by negotiation between the Parties concerned.

Article 29

The assertion of custodian control over a German enemy interest in property within the territory of one Party shall not be deemed to have destroyed the German enemy interest in property within the territory of another Party.

Article 30

A branch or other similar office within the territory of a Party of an enterprise organised under the laws of another country shall be regarded as a separate entity located within the territory of the Party. A partnership having its principal office in the territory of any Party shall be regarded as an enterprise located in that territory regardless of the residence or domicile of the partners.

de mesures d'exception du temps de guerre ou après l'invasion de son territoire par l'Allemagne.

ii) les transferts de biens non ennemis à des Allemands ennemis ou les substitutions, sur des biens quelconques, du contrôle allemand ennemi au contrôle exercé par des non ennemis, lorsque ces transferts ou substitutions ont été effectués sur le territoire allemand et imposés par le Gouvernement de l'Allemagne sans compensation suffisante, que ce soit avant ou après le 1er septembre 1939. Les dispositions du présent sous-paragraphe s'appliquent uniquement aux cas où les non ennemis, sous le contrôle ou la propriété desquels les biens étaient placés, avaient la qualité de nationaux d'un Gouvernement signataire au moment du transfert de la propriété ou du contrôle.

B. Pour déterminer si un bien particulier appartient à un Allemand ennemi ou se trouve placé sous contrôle allemand ennemi, il ne sera tenu compte en aucun cas des transferts ou des transactions avec un Allemand ennemi qui présenteraient le caractère d'actes de pillage ou de cessions forcées aux termes de la Déclaration interalliée contre les actes de spoliation du 5 janvier 1943.

Article 28

Les biens détenus pour le compte d'un Allemand ennemi par une personne, une société ou un organisme agissant en qualité de prête-nom, mandataire, agent, fondé de pouvoir ou en toute autre qualité, seront considérés comme appartenant directement à cet Allemand ennemi. L'application des dispositions du présent article ne saurait préjuger de la reconnaissance éventuelle à accorder aux intérêts que le détenteur des biens en question pourrait faire valoir en son nom personnel sur ceux-ci. Cette reconnaissance devra dans chaque cas d'espèce faire l'objet de négociations particulières entre les Gouvernements signataires intéressés.

Article 29

Lorsqu'un Gouvernement signataire a placé sous séquestre un intérêt allemand ennemi dans des biens situés sur son territoire, cette mesure ne saurait être considérée comme ayant éliminé cet intérêt allemand ennemi, dans les biens situés sur le territoire d'un autre Gouvernement signataire.

Article 30

Toute succursalle ou organisme analogue situé sur le territoire d'un Gouvernement signataire et relevant d'une entreprise constituée conformément aux lois d'un autre Gouvernement sera considéré comme une entreprise indépendante sur le territoire du Gouvernement signataire. Toute société de personnes, dont le siège principal se trouve sur le territoire d'un Gouvernement signataire, sera considérée comme située sur le territoire de ce Gouvernement, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la résidence ou du domicile effectif des associés.

Article 31

Where under the Agreement special problems arise respecting a complex organisation having subsidiary or affiliated organisations with properties within the territories of several of the Parties, a committee composed of representatives of each of the interested Parties may be constituted to consider the problems and make recommendations for their solution.

Article 32

Parties shall exchange information and otherwise co-operate for the purpose of giving effect to the Agreement; provided that information given pursuant hereto shall be regarded as confidential by the Party receiving it which undertakes to use it exclusively for the purpose of implementing the Agreement and the Paris Agreement on Reparations of January 24, 1946.

Article 33

Nothing in the Agreement shall be construed to confer any right on an individual or body of persons, corporate or unincorporate, to prosecute a claim in any court or administrative tribunal against his or their Government or against any other Party.

Article 34

In this Annex:

(i) the term „property" shall include all rights, titles and interests in property;

(ii) the expression „war-time emergency measures" means the measures for the control of German enemy owned property, or of transactions by or on behalf of German enemies taken by a Party on or after September 1, 1939, whether or not taken prior to that Government's actual participation in the War;

(iii) the expression „the material date" means the day on which the secondary country as defined in Part III of this Annex came into war or took war-time emergency measures, whichever is earlier.

Article 31

Lorsque l'application des dispositions du présent Accord soulève des difficultés particulières, en ce qui concerne une organisation complexe possédant des filiales ou des organisations affiliées, dont les biens sont situés sur le territoire de plusieurs Gouvernements signataires, un Comité comprenant les représentants de chaque Gouvernement signataire intéressé sera constitué en vue d'examiner les problèmes soulevés et de formuler des recommandations pour leur solution.

Article 32

Pour assurer l'application du présent Accord, les Gouvernements signataires procéderont à des échanges d'informations et coopéreront par ailleurs de toute autre manière. Toutefois les informations communiquées par application de la disposition qui précède devront être considérées comme confidentielles par le Gouvernement récipiendaire, qui s'engagera à n'en faire usage que pour assurer l'application des dispositions du présent Accord et de l'Accord de Paris sur les Réparations du 24 janvier 1946.

Article 33

Aucune disposition du présent Accord ne sera considérée comme conférant à une personne ou à une société de droit ou de fait, le droit d'intenter devant les tribunaux ou devant les juridictions administratives une action contre son propre Gouvernement ou un autre Gouvernement signataire.

Article 34

Dans le cadre de la présente Annexe:

i) le terme „biens" doit s'entendre également de tous les droits, titres et intérêts portant sur les biens eux-mêmes.

ii) l'expression „mesures d'exception du temps de guerre" désigne toutes les dispositions visant au contrôle des biens appartenant à des Allemands ennemis ou des transactions effectuées par des Allemands ennemis ou en leur nom, non prises par un Gouvernement signataire à compter du 1er septembre 1939 inclus, même si elles sont intervenues avant la participation effective de ce Gouvernement à la guerre.

iii) les termes „date de référence" s'entendent de la date de l'entrée en guerre du pays secondaire, tel qu'il est défini à la Partie III de la présente Annexe ou la date à laquelle ce pays a pris des mesures d'exception du temps de guerre, si cette date est antérieure à la première.

PART VI

Conciliation

Article 35

In order to give effect to the provisions of Article 4 of the Agreement, to which this is the Annex, a Panel of Conciliators consisting of seven members shall be established in the following manner:

(i) Each Party which has signed the Agreement before the expiry of six months after its coming into force may, by written notice to the Secretary General of the Inter Allied Reparation Agency, nominate not more than three candidates for election to the Panel, and the Secretary General shall not accept any nomination after the expiry of that period.

(ii) The Secretary General shall, by secret ballot, conduct an election of the Panel of Conciliators and only those Parties which have signed the Agreement before the expiry of six months after its coming into force shall be entitled to vote.

(iii) Each Party shall be entitled to cast one vote in respect of each vacancy on the Panel. A Party shall not cast more than one vote for any one candidate.

(iv) The seven candidates receiving the highest number of votes shall be elected to the Panel; provided that no candidate shall be elected who has not received the vote of at least two-thirds of the Parties voting, and provided that not more than two nationals of the same country shall be elected.

(v) From the seven members of the Panel so elected, the Parties entitled to vote, exercising one vote each, shall elect by secret ballot a President of the Panel by a majority of at least two-thirds of the votes cast.

(vi) In case of the death or retirement of the President or any other member of the Panel, the vacancy shall be filled by vote of the then Parties. Each Party may nominate one candidate, and election shall be by a majority of at least two-thirds of the votes cast.

Article 36

Immediately upon its election the Panel shall formulate, for its internal organisation and its work, such basic rules as it deems necessary. A fee therefor shall be paid to the members of the Panel by the Parties specified in sub-paragraph (ii) of Article 35 at a rate fixed by the Secretary General of the Inter Allied Reparation Agency.

PARTIE VI

Conciliation

Article 35

Afin d'assurer l'application des dispositions de l'article 4 de l'Accord auquel le présent texte est annexé, un collège de conciliateurs, composé de sept membres, sera constitué conformément aux dispositions ci-dessous.

i) Chaque Gouvernement ayant signé l'Accord avant l'expiration d'un délai de six mois après sa date d'entrée en vigueur, pourra désigner trois candidats au plus pour les élections au Collège de conciliateurs. Les noms de ces candidats seront communiqués par écrit au Secrétaire général de l'Agence interalliée des Réparations; celui-ci ne pourra accepter aucune candidature nouvelle après l'expiration du délai mentionné ci-dessus.

ii) Le Secrétaire général fera procéder à l'élection du Collège de conciliateurs au scrutin secret. Seuls pourront participer au vote les Gouvernements ayant signé l'Accord avant l'expiration du délai de six mois après son entrée en vigueur.

iii) Chaque Gouvernement signataire disposera d'une voix pour chaque poste à pourvoir, mais ne pourra utiliser qu'une voix par candidat.

iv) Les sept candidats qui auront réuni le plus grand nombre de voix seront proclamés élus; toutefois, aucun candidat ne pourra être déclaré élu s'il n'a pas réuni sur son nom la majorité des 2/3 des Gouvernements prenant part au vote. En outre, ne pourront être déclarées élues plus de deux personnes possédant la même nationalité.

v) Le Gouvernements signataires en droit de participer au vote procéderont alors à l'élection du Président du Collège, qui sera désigné au scrutin secret et à la majorité des 2/3, parmi les sept conciliateurs déjà élus, chaque pays disposant d'une voix.

vi) En cas de décès ou de démission du Président ou d'un autre membre du Collège, il sera pourvu à la vacance ainsi créée par les Gouvernements signataires, chaque Gouvernement étant appelé à désigner un candidat et le vote s'effectuant à la majorité des 2/3.

Article 36

Dès son élection, le Collège établira pour son organisation interne et son fonctionnement, les règles générales de principe qui lui paraîtront nécessaires. Il recevra, de ce chef, des Gouvernements visés au sous-paragraphe (ii) de l'article 35, des honoraires dont le taux sera fixé par le Secrétaire général de l'Agence interalliée des Réparations.

Article 37

A. If a dispute is not resolved within a reasonable time by negotiation as provided in Article 4 of the Agreement to which this is the Annex, a Party may request the President of the Panel of Conciliators referred to in Article 35 of this Annex to appoint from the Panel an impartial Conciliator who shall hear the Parties and may call for additional evidence. The Conciliator shall formulate a solution which is in his opinion the best possible solution in the spirit of the Agreement, and the solution so formulated shall be binding upon the Parties concerned and final.

B. The President shall, upon application of any of the Parties in dispute, determine whether a reasonable time has elapsed before submission of the case to conciliation under Paragraph A of this Article; provided that a period of less than one year from the commencement of negotiations between the Parties in dispute shall not be considered a reasonable time for the purposes of this Paragraph.

Article 38

The question whether in the opinion of the secondary country, its national security requires the retention of property under sub-paragraph (iii) of Paragraph A of Article 13 of this Annex and sub-paragraph (iii) of Paragraph A of Article 24 of this Annex shall not be subject to be procedure of conciliation.

Article 39

The Conciliator shall not be entitled to grant any modification of the obligation to make full payment in the currency of the secondary country within seven years after the date of the release as required by Article 14 of this Annex.

Article 40

Each Party in dispute shall pay to the Conciliator such fees and expenses as he may determine. Any such Party may request the President of the Panel to review the fees and expenses fixed by the Conciliator, or their allocation between the Parties. The decision of the President on the matter shall be final.

Article 37

Au cas où le conflit ne serait pas résolu dans un délai raisonnable par les négociations prévues à l'article 4 de l'Accord auquel le présent texte est annexé, l'un des Gouvernements signataires intéressés pourra demander au Président du Collège des conciliateurs dont il est question à l'article 35 de la présente Annexe, de désigner un conciliateur impartial, choisi parmi les membres de ce Collège, qui entendra les parties et pourra demander la convocation de nouveaux témoins, ou la présentation de documents supplémentaires. Ce conciliateur formulera la solution qui lui paraîtra la mieux conforme à l'esprit du présent Accord. Cette décision sera obligatoire et sans appel pour les Gouvernements signataires intéressés.

Le Président du Collège sera chargé de déterminer, sur la demande de l'un des Gouvernements signataires parties au litige, si un délai raisonnable s'est écoulé avant soumission de celui-ci à la conciliation, conformément aux dispositions du paragraphe A du présent Article. Toutefois, si les négociations entre les Gouvernements signataires intéressés ont commencé moins d'un an avant le recours à la conciliation, ce délai ne sera pas consideré comme raisonnable au sens du présent paragraphe.

Article 38

Ne pourra être soumise à conciliation la question de savoir si, dans l'opinion du pays secondaire, sa sécurité nationale exige que les biens en question soient maintenus sur son territoire, conformément aux dispositions du paragraphe A (iii) de l'article 13 et du paragraphe A (iii) de l'article 24 de la présente Annexe.

Article 39

Le conciliateur n'aura pas autorité pour accorder des dérogations ou des exceptions aux dispositions de l'article 14 de la présente Annexe prévoyant l'obligation d'effectuer la totalité du remboursement dans la monnaie du pays secondaire et dans un délai de 7 ans à compter de la remise des biens.

Article 40

Chacun des Gouvernements signataires partie à un litige sera tenu de verser au conciliateur appelé à en connaître tels honoraires et frais que celui-ci pourra déterminer. Tout Gouvernement signataire partie au litige peut demander au Président du Collège de verser le montant des honoraires et frais fixés par le conciliateur ou la répartition de ce montant entre les parties au litige. La décision du Président sera sans appel.

VERTALING

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE VAN DUITSLAND TE ONTVANGEN HERSTELBETALINGEN, DE INSTELLING VAN EEN INTERGEALLIEERDE ORGANISATIE VOOR HERSTELBETALINGEN EN DE TERUGGAVE VAN MONETAIR GOUD

De Regeringen van Albanië, de Verenigde Staten van Amerika, Australië, België, Canada, Denemarken, Egypte, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk Groot Brittannië en Noord-Ierland, Griekenland, India, Luxemburg, Noorwegen, Nieuw-Zeeland, Nederland, Tsjecho-Elowakije, de Zuid-Afrikaanse Unie en Joego-Slavië, ten einde een billijke verdeling te verkrijgen van het totaal der goederen, die overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst en de voorzieningen, welke zijn getroffen te Potsdam, op 1 Augustus 1945, tussen de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, het Verenigd Koninkrijk Groot Brittannië en Noord-Ierland en de Unie der Socialistische Sowjet Republieken, worden of zullen worden verklaard beschikbaar te zijn als van Duitsland te ontvangen herstelbetalingen (verder genoemd „Duitse Herstelbetalingen"), met de bedoeling een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen in te stellen en een billijke procedure vast te stellen voor de teruggave van monetair goud,

Zijn overeengekomen als volgt:

DEEL I

Duitse herstelbetalingen

Artikel 1

Aandelen in de herstelbetalingen

A. De Duitse herstelbetalingen (met uitzondering van de fondsen, die moeten worden toegewezen volgens de bepalingen van artikel 8 van Deel I van deze overeenkomst) worden op de volgende wijze in categorieën verdeeld:

Categorie A, omvattend alle vormen van Duitse herstelbetalingen, met uitzondering van die, welke begrepen zijn in categorie B,

Categorie B, omvattend de gehele industriële outillage en andere kapitaalgoederen, die uit Duitsland worden weggevoerd, zomede de koopvaardijschepen en de binnenschepen.

B. Iedere ondertekenende Regering heeft recht op een percentage van de totale waarde der goederen van categorie A, alsook op een percentage van de totale waarde der goederen van categorie B, zoals voor ieder van deze categorieën is aangegeven in de corresponderende kolommen van onderstaande tabel:

Landen	Categorie A	Categorie B
Albanië	0,05	0,35
Verenigde Staten van Amerika	28,00	11,80
Australië	0,70	0,95
België	2,70	4,50
Canada	3,50	1,50
Denemarken	0,25	0,35
Egypte	0,05	0,20
Frankrijk	16,00	22,80
Verenigd Koninkrijk	28,00	27,80
Griekenland	2,70	4,35
India	2,00	2,90
Luxemburg	0,15	0,40
Noorwegen	1,30	1,90
Nieuw-Zeeland	0,40	0,60
Nederland	3,90	5,60
Tsjecho-Slowakije	3,00	4,30
Zuid-Afrikaanse Unie [1])	0,70	0,10
Joego-Slavië.	6,60	9,60
Totaal	100,00	100,00

C. Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf D, hieronder vermeld, heeft iedere ondertekenende Regering het recht, van de koopvaardijschepen een deel, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van deel I van deze overeenkomst, te ontvangen, op voorwaarde, dat de waarde van de koopvaardijschepen, die aan haar worden toegewezen, niet de waarde overtreft van het aandeel, waarop zij recht heeft in het totaal der goederen van categorie B.

[1]) De Regering der Zuid-Afrikaanse Unie heeft zich verbonden af te zien van haar rechten, voor zover nodig is om haar aandeel in categorie B op 0,1 % te brengen, maar deze Regering zal het recht hebben, als zij zal beschikken over vijandelijk Duitse bezittingen, welke zich bevinden op aan haar jurisdictie onderworpen grondgebied, het bedrag der netto waarde van die bezittingen te verrekenen met haar aandeel in de categorie A en met een aandeel van 1 % in categorie B.

Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf D, hieronder vermeld, heeft iedere ondertekenende Regering insgelijks het recht een met haar rechten op het totaal der goederen van categorie A overeenkomend aandeel te ontvangen van de Duitse bezittingen, welke zich bevinden in de landen die in de oorlog tegen Duitsland neutraal zijn gebleven.

De verdeling onder de ondertekenende Regeringen van de goederen die beschikbaar zijn voor Duitse herstelbetalingen, andere dan koopvaardijschepen, binnenschepen en Duitse bezittingen in de landen, die in de oorlog tegen Duitsland neutraal zijn gebleven, zal geschieden overeenkomstig de beginselen, vermeld in artikel 4 van deel I van deze overeenkomst.

D. Indien een ondertekenende Regering van bepaalde soorten goederen, hetzij van categorie A, hetzij van categorie B, meer ontvangt dan haar percentage, zullen haar rechten op andere soorten goederen van dezelfde categorie zodanig worden verminderd, dat deze Regering in totaal niet meer ontvangt dan haar aandeel in de betrokken categorie in haar geheel.

E. Geen ondertekenende Regering kan meer ontvangen dan haar percentage, hetzij van categorie A, hetzij van categorie B in haar geheel, door afstand te doen van een gedeelte van haar percentage van de andere categorie; evenwel, wat de vijandelijke Duitse bezittingen betreft, die zijn onderwo:rpen aan de jurisdictie van een ondertekenende Regering, zal deze Regering het recht hbben, het meerdere van zodanige bezittingen boven haar aandeel in het totaal der vijandelijke Duitse bezittingen, die onderworpen zijn aan de jurisdictie der ondertekenende Regeringen, zoals dit is vastgesteld voor het totaal der goederen van categorie A, te verrekenen, hetzij met de te ontvangen goederen van categorie A, hetzij met de te ontvangen goederen van categorie B, hetzij gedeeltelijk met de goederen der beide categorieën.

F. De Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen, die moet worden ingesteld overeenkomstig deel II van deze overeenkomst, zal de rekening der herstelbetalingen van elk der ondertekenende Regeringen debiteren voor de aan zijn jurisdictie onderworpen Duitse bezittingen door deze debetbedragen over een periode van 5 jaar te verdelen. De debetbedragen, in rekening gebracht op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, mogen niet lager zijn dan 20% van de netto-waarde van die bezittingen (bepaald bij artikel 6 van deel I van deze overeenkomst) volgens de taxatie, die er op die datum van zal zijn gedaan; aan het begin van het tweede jaar zullen ze niet lager zijn dan 25% van het saldo volgens de schatting op die datum; aan het begin van het derde jaar zullen zij niet minder mogen zijn dan 33 1/3% van het

saldo volgens de schatting op die datum; aan het begin van het vierde jaar zullen ze niet lager mogen zijn dan 50% van het saldo volgens de schatting op die datum; aan het begin van het vijfde jaar zullen ze niet lager mogen zijn dan 90% van het saldo volgens schatting op die datum en aan het einde van het vijfde jaar zullen ze gelijk zijn aan het saldo van het totale bedrag, dat inderdaad is gerealiseerd.

G. De volgende afwijkingen van de bepalingen van bovenstaande paragrafen D en E zijn toepasselijk ten aanzien van een ondertekenende Regering, wier aandeel van categorie B lager is, dan haar aandeel van categorie A.

I. De toewijzing van koopvaardijschepen aan een zodanige Regering zal haar rechten op andere soorten goederen van categorie B niet verminderen, dan voor zover deze toewijzingen te boven gaan de waarde die verkregen wordt wanneer het aan die Regering toegekende percentage van categorie A wordt toegepast op de totale waarde van de koopvaardijschepen.

II. Indien de waarde der Duitse bezittingen, die onderworpen zijn aan de jurisdictie van een zodanige Regering, haar aandeel in het totaal der Duitse bezittingen, die aan de jurisdictie der ondertekenende Regeringen zijn onderworpen, overschrijdt, blijkens het haar toegewezen percentage van categorie A, zal het verschil in de eerste plaats ten laste worden gebracht van het aanvullende gedeelte van het percentage, waarop deze Regering recht zou hebben in categorie B, indien men het percentage, waarop zij recht heeft in categorie A zou toepassen op de vormen van herstelbetalingen van categorie B.

H. Indien een ondertekenende Regering geheel of gedeeltelijk afziet van haar aandeel in de Duitse herstelbetalingen, zoals vermeld in bovenstaande „Tabel van Percentages", of zich uit de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen terugtrekt op een tijdstip, waarop aan het geheel of een gedeelte van haar rechten op de Duitse herstelbetalingen nog niet is voldaan, zal het aandeel of gedeeltelijk aandeel waarvan zij afziet, of dat haar nog verschuldigd is op het ogenblik waarop zij zich terugtrekt, onder de andere ondertekenende Regeringen worden verdeeld naar rato van derzelver percentages.

Artikel 2

Regeling der schuldvorderingen op Duitsland

A. De ondertekenende Regeringen komen onderling overeen, dat haar onderscheidene aandelen in de herstelbetalingen, zoals die door deze overeenkomst zijn vastgesteld, door ieder van haar beschouwd moeten worden als dekkende alle vorderingen van publiek en pri-

vaat karakter van haar en haar onderdanen op de Duitsche Regering en de Duitse Regeringsinstanties, voortgesproten uit de oorlog, voor zover niet uitdrukkelijk anders geregeld, met inbegrip van de kosten der Duitse bezetting, de tijdens de bezetting verkregen bedragen op rekening van de clearing en de schuldvorderingen op de Reichskreditkassen.

B. De bepalingen van bovenstaande paragraaf A prejudiciëren niet ten aanzien van:

I. Het te zijner tijd bepalen van de vormen, de tijdsduur of het totale bedrag der herstelbetalingen, die Duitsland zal hebben te verrichten;

II. Het recht, dat ieder der ondertekenende Regeringen zal kunnen hebben, inzake de definitieve regeling der Duitse herstelbetalingen;

III. Iedere politieke, territoriale of andere eis, die een ondertekenende Regering zal kunnen stellen met betrekking tot de regeling van de vrede met Duitsland.

C. Niettegenstaande de bepalingen van bovenstaande paragraaf A, moet deze overeenkomst beschouwd worden geen betrekking te hebben op:

I. De verplichting, die op de bevoegde autoriteiten in Duitsland rust om in de toekomst de betaling te verzekeren der schulden van Duitsland en zijn onderdanen, welke voortvloeien uit overeenkomsten en andere verplichtingen, die van kracht waren, evenals uit rechten, die reeds verkregen waren, voordat de staat van oorlog tussen Duitsland en de betrokken ondertekenende Regering bestond of vóór de bezetting van het betrokken land door Duitsland, naar gelang de eerste of de laatste gebeurtenis vroeger heeft plaatsgegrepen;

II. De schuldvorderingen van instellingen voor sociale verzekering van de ondertekenende Regeringen of die van haar onderdanen op de instellingen voor sociale verzekering van de vroegere Duitse Regering;

III. De bankbiljetten van Reichsbank en Rentenbank, met dien verstande, dat de besteding daarvan niet tot gevolg mag hebben, dat het bedrag der herstelbetalingen op ontoelaatbare wijze wordt verminderd, terwijl deze slechts mag plaats vinden met goedkeuring van de Bestuursraad in Duitsland.

D. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf A van dit artikel, komen de ondertekenende Regeringen overeen, voor zoveel haar aangaat, dat de Tsjecho-Slowaakse Regering bevoegd zal zijn om te trekken op de Girorekening van de Nationale Bank van Tsjecho-Slowakije bij de Reichsbank, voor het geval tot een zodanige

maatregel zou worden besloten door de Tsjecho-Slowaakse Regering en deze wordt goedgekeurd door de Bestuursraad in Duitsland in verband met de wegvoering uit Tsjecho-Slowakije naar Duitsland van vroegere Tsjecho-Slowaakse onderdanen.

Artikel 3

Afstand van vorderingen inzake goederen, toegewezen bij wijze van herstelbetaling

Ieder der ondertekenende Regeringen verbindt zich niet op te komen voor, noch voor internationale rechtbanken te brengen, noch door diplomatieke actie te ondersteunen, vorderingen, die in haar naam of uit naam van personen, die recht hebben op haar bescherming, worden ingediend tegen enige andere ondertekenende Regering of tegen haar onderdanen, met betrekking tot goederen door die Regering ontvangen als herstelbetaling, onder goedkeuring van de Bestuursraad in Duitsland.

Artikel 4

Algemene beginselen voor de verdeling van industriële outillage en van andere kapitaalgoederen

A. Geen ondertekenende Regering mag toewijzing vragen, bij wijze van herstelbetaling, van industriële outillage of andere kapitaalgoederen, die uit Duitsland zijn weggevoerd, tenzij voor gebruik op eigen grondgebied of door eigen onderdanen buiten haar grondgebied.

B. Bij het voorleggen van haar aanvragen aan de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen zullen de ondertekenende Regeringen er naar streven verzamelopgaven in te dienen, die samenhangende groepen van goederen omvatten, liever dan aanvragen te doen voor afzonderlijke goederen of voor kleine groepen goederen. Erkend wordt, dat de werkzaamheid van het secretariaat van de Organisatie doeltreffender zal zijn, naarmate de door de bedoelde Regeringen aangeboden aanvragen meer omvattend zijn.

C. Voor toewijzing van voor herstelbetaling beschikbaar verklaarde goederen, andere dan koopvaardijschepen, binnenschepen en Duitse bezittingen in landen die tijdens de oorlog tegen Duitsland neutraal zijn gebleven, zal de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen uitgaan van de volgende algemene beginselen:

I. Ieder goed of iedere groep van met elkaar verband staande goederen, waarin een vragend land aanzienlijke financiële belangen heeft, daterend van vóór de oorlog, moet desverlangd aan dat land worden toegewezen. Voor het geval twee of meer vragende landen aanzienlijke belangen van dien aard hebben in een bepaald goed of

een bepaalde groep van goederen, zal bij de toewijzing rekening worden gehouden met de hieronder vermelde creteria;

II. Indien de toewijzing tussen mededingende aanvragers niet geregeld is door paragraaf I, zal, behalve aan andere ter zake dienende factoren, aandacht moeten worden geschonken aan de volgende overwegingen:

(a) De mate, waarin ieder vragend land behoefte heeft, om te beschikken over het goed of over de goederen om zijn economie te herstellen, weder op te bouwen, of weer op gang te brengen;

(b) De mate, waarin het goed of de goederen in de plaats zouden treden van goederen, welke tijdens de oorlog zijn verwoest, beschadigd of geroofd, of van goederen, die moeten worden vervangen ten gevolge van abnormale slijtage, veroorzaakt door de productie tijdens de oorlog, en welke van belang zijn voor de economie van het vragende land;

(c) De functies van het betreffende goed of de betreffende goederen in het algemene kader der voor-oorlogse economie van het vragende land en in de plannen, opgesteld met het doel zijn na-oorlogse economie aan te passen en te ontwikkelen;

(d) De aanvragen van landen, wier aandeel in de herstelbetalingen klein is, maar die behoefte hebben aan zekere duidelijk omschreven goederen of groepen van goederen.

III. Bij de toewijzigingen zal een redelijk evenwicht moeten worden bewaard tussen de verschillende rechthebbenden wat betreft het reeds voldane gedeelte van hun onderscheidene aandelen, onder voorbehoud van die tijdelijke uitzonderingen, die kunnen worden gerechtvaardigd door de overwegingen van bovenstaande paragraaf II (a).

Artikel 5

Algemene beginselen voor de toewijzing van koopvaardijschepen en binnenschepen

A. I. De Duitse koopvaardijschepen, die beschikbaar zijn voor verdeling bij wijze van herstelbetaling onder de ondertekenende Regeringen, zullen tussen deze worden verdeeld in verhouding tot de globale verliezen aan koopvaardijschepen, die de ondertekenende Regeringen en haar onderdanen door oorlogshandelingen hebben geleden, berekend op basis van de bruto tonnenmaat. Erkend wordt, dat de overdracht van koopvaardijschepen door de Regeringen der Verenigde Staten van Amerika en van het Verenigd Koninkrijk aan andere Regeringen plaats heeft, onder voorbehoud van een definitieve goedkeuring door de wetgevende organen dezer beide landen, indien een zodanige goedkeuring vereist mocht zijn.

II. Een speciale commissie, samengesteld uit vertegenwoordigers van de ondertekenende Regeringen, zal worden ingesteld door de Assemblée van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen teneinde aanbevelingen te doen inzake het bepalen van die verliezen en de toewijzing der voor de verdeling beschikbare Duitse koopvaardijschepen.

III. De waarde der Duitse koopvaardijschepen, die op de rekeningen der herstelbetalingen zal worden geboekt, zal worden vastgesteld door de uit drie leden bestaande Commissie van de Handelsvloot, op basis der prijzen in Duitsland van 1938, verhoogd met 15 % en met toepassing van een afschrijvingscoëfficiënt.

B. Erkennende, dat sommige landen in het bijzonder behoefte hebben aan binnenschepen, zal de verdeling van deze schepen worden toevertrouwd aan een speciale commissie, ingesteld door de Assemblée van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen, voor het geval binnenschepen in de toekomst als herstelbetaling voor de ondertekenende Regeringen beschikbaar mochten komen.

De binnenschepen zullen worden getaxeerd op de basis, aangenomen voor de koopvaardijvloot of op een daarmee overeenkomende billijke basis.

Artikel 6

Buiten Duitsland gelegen Duitse bezittingen

A. Iedere ondertekenende Regering zal, volgens zelf te bepalen methode, de vijandelijke Duitse bezittingen, die zich op het onder haar jurisdictie staand grondgebied bevinden, onder zich houden, of er over beschikken op een zodanige wijze, dat zij niet opnieuw Duits eigendom kunnen worden of weer onder Duitse zeggenschap kunnen komen, en zal deze bezittingen met haar aandeel in de herstelbetalingen verrekenen (na aftrek van achterstallige belastingen, bevoorrechte schulden en kosten van beheer en vrij van alle andere zakelijke lasten, die op bepaalde goederen drukken, en vrij van alle wettelijke contractuele vorderingen op vroegere Duitse eigenaars dier bezittingen).

B. De ondertekenende Regeringen zullen aan de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen alle inlichtingen verschaffen, welke deze zal vragen omtrent de waarde van die bezittingen en omtrent de opbrengsten, welke periodiek worden verkregen door de liquidatie van deze bezittingen.

C. De eigendom van of de zeggenschap over Duitse bezittingen, welke zich bevinden in landen, die tijdens de oorlog tegen Duitsland neutraal zijn gebleven, zal aan Duitsland worden ontnomen. Deze bezittingen zullen worden geliquideerd of er zal over worden beschikt

overeenkomstig de beschikkingen, die de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk kunnen treffen, ter uitvoering van regelingen, waaromtrent deze mogendheden zullen onderhandelen met de neutrale landen; de netto opbrengst, voortvloeiende uit de liquidatie van of de beschikking over deze bezittingen, zal ter beschikking worden gesteld van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen, om als herstelbetaling te worden verdeeld.

D. Bij de toepassing van de bepalingen van bovenstaande paragraaf A zullen de bezittingen, die het eigendom waren van een land, dat lid is der Verenigde Naties, of van een onderdaan van dat land en niet van Duitsland, op het ogenblik der annexatie of der bezetting van dat land door Duitsland of der deelname van dat land aan de oorlog, niet worden verrekend met zijn rekening der herstelbetalingen, met dien verstande, dat deze bepaling niet prejudiciëert ten aanzien van eventuele problemen met betrekking tot bezittingen, die niet het eigendom waren van een onderdaan van het bedoelde land op het ogenblik van de annexatie of bezetting van dat land door Duitsland of van zijn deelname aan de oorlog.

E. De vijandelijke Duitse bezittingen, die moeten worden verrekend met de aandelen in de herstelbetalingen, zullen alle bezittingen moeten omvatten, die in wezen vijandelijke Duitse bezittingen zijn, zelfs indien de schijnbare eigenaar van die goederen geen vijandelijke Duitser is.

Elke ondertekenende Regering moet, indien zij daartoe niet reeds is overgegaan, alle wettelijke en andere maatregelen nemen, welke nodig zijn om alle leveringen ongedaan te maken, die plaats vonden na de bezetting van haar grondgebied of haar deelname aan de oorlog, met de bedoeling om de vijandelijke Duitse belangen op bedriegelijke wijze te camoufleren en deze te onttrekken aan de contrôlemaatregelen ten aanzien van de vijandelijke Duitse belangen.

F. De Assemblée van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen zal een commissie van deskundigen op het gebied van beheer van vijandelijk vermogen benoemen, teneinde de practische moeilijkheden op te lossen, die zich kunnen voordoen met betrekking tot het recht en de interpretatie daarvan. De commissie zal er met name op moeten toezien, dat alles vermeden wordt wat tot resultaat kan hebben het voortduren van fictieve of andere transacties, bestemd hetzij om vijandelijke belangen te bevoordelen, hetzij om onrechtmatig de hoeveelheid der bezittingen te verkleinen, die onder de herstelbetalingen zouden kunnen vallen.

Artikel 7

Buitgemaakte voorraden

De waarde der voorraden en ander voor civiel gebruik geschikte materialen, welke buiten Duitsland op de Duitse Weermacht zijn

buitgemaakt en ter beschikking zijn gesteld van de ondertekenende Regeringen, zal worden verrekend met haar aandelen in de herstelbetalingen, voor zover deze voorraden en materialen niet zijn of zullen worden hetzij betaald, hetzij geleverd krachtens regelingen, welke enige verrekening uitsluiten.

Erkend wordt, dat terbeschikkingstelling van zodanige voorraden en materialen door de Regeringen der Verenigde Staten van Amerika en van het Verenigd Koninkrijk aan andere Regeringen onderworpen is aan de definitieve goedkeuring door de wetgevende organen dier beide landen, als deze vereist is.

Artikel 8

Toekenning van een deel der herstelbetalingen aan slachtoffers der Duitse actie, die niet naar hun vaderland kunnen terugkeren

Aangezien een groot aantal personen zwaar door de gedragingen van de Nazi's heeft geleden, en thans dringend behoefte heeft aan hulp bij hun herstel en geen hulp kan vragen aan enige Regering, die herstelbetalingen ontvangt van Duitsland, zullen de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk, Tsjecho-Slowakije en Joego-Slavië, na raadpleging van de Intergouvernementale Vluchtelingen Commissie, zo spoedig mogelijk in onderling overleg een plan opmaken op grond van de volgende algemene beginselen:

A. Een deel der herstelbetalingen, bestaande uit al het door de geallieerde troepen in Duitsland gevonden niet-monetaire goud en uit een aanvullend bedrag, dat 25 millioen dollars niet zal te boven gaan, zal toegekend worden voor het herstel en de nieuwe vestiging van de slachtoffers der Duitse actie, die niet naar hun vaderland kunnen terugkeren.

B. Deze som van 25 millioen dollars zal worden verkregen uit een deel van de opbrengst der liquidatie van de Duitse bezittingen in neutrale landen, welke beschikbaar is voor herstelbetalingen.

C. Aan de Regeringen der neutrale landen zal worden verzocht voor dat doel (boven de som van 25 millioen dollars) de zich in genoemde lande bevindene bezittingen beschikbaar te stellen, welke toebehoren aan slachtoffers van de actie der Nazi's, die sindsdien zijn gestorven zonder erfgenomen achter te laten.

D. Slechts de volgende categorieën van personen, die werkelijke slachtoffers zijn der Nazi-vervolging, benevens hun naaste familie en personen te hunnen laste, komen in aanmerking voor hulp ingevolge het onderhavige plan:

I. Vluchtelingen uit Nazi Duitsland of Oostenrijk, die hulp behoeven en die ten gevolge van de bestaande omstandigheden niet

binnen een redelijke tijd naar hun land kunnen worden teruggezonden.

II. Duitse en Oostenrijkse onderdanen, die thans in Duitsland of Oostenrijk wonen, in de uitzonderlijke gevallen, dat het uit humanitaire overwegingen redelijk is hen te helpen emigreren, mits zij binnen een redelijke termijn daadwerkelijk emigreren.

III. Onderdanen van voormalig door de Duitsers bezette landen, die niet gerepatriëerd kunnen worden of voor wie zulks binnen redelijke tijd onmogelijk is. Ten einde alle hulp te reserveren voor de meest behoeftige en verdienstelijke vluchtelingen en personen, wier trouw aan de zaak der Verenigde Naties twijfelachtig is of was, uit te sluiten, zal de hulp slechts worden verleend aan onderdanen of voormalige onderdanen van voorheen bezette landen, die slachtoffers waren van Nazi-concentratiekampen of van concentratiekampen, opgericht door een onder Nazi-invloed staand régime, hieronder niet begrepen de personen, die uitsluitend in krijgsgevangenenkampen zijn geïnterneerd geweest.

E. De middelen, beschikbaar gesteld overeenkomstig de bovenstaande paragrafen A en B, zullen worden beheerd door de Intergouvernementale Vluchtelingen Commissie of door een organisatie van de Verenigde Naties, waaraan in de toekomst de functies, die de Intergouvernementale Commissie op dat gebied uitoefent, mochten worden overgedragen. De overeenkomstig de bepalingen van bovenstaande paragraaf C beschikbaar komende middelen zullen worden beheerd voor de in dit artikel aangegeven algemene doeleinden, overeenkomstig een plan van beheer, op te maken door de vijf bovengenoemde Regeringen.

F. Het in Duitsland gevonden niet-monetaire goud zal ter beschikking worden gesteld van de Intergouvernementale Vluchtelingen Commissie, zodra het plan zal zijn uitgewerkt.

G. De Intergouvernementale Vluchtelingen Commissie zal de bevoegdheid hebben de verwezenlijking der doeleinden, waarvoor het fonds is ingesteld, te verzekeren met behulp van deskundige openbare of particuliere organisaties.

H. De middelen zullen worden gebruikt, niet om individuele slachtoffers schadeloos te stellen, maar om het herstel en de nieuwe vestiging te bevorderen van personen, die behoren tot de voor hulp in aanmerking komende categorieën.

I. Geen enkele bepaling van dit artikel zal geacht worden te prejudicieren ten aanzien van de vorderingen, welke de vluchtelingen individueel kunnen hebben op een toekomstige Duitse Regering, behoudens voor de bedragen, welke deze vluchtelingen hebben ontvangen uit de in bovenstaande paragrafen A en C vermelde bronnen.

DEEL II

Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen

Artikel 1

Instelling van de Organisatie

De Regeringen, welke de onderhavige overeenkomst hebben getekend, stellen een Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen in (hierna genoemd „Organisatie"). Ieder van hen benoemt een gedelegeerde bij de Organisatie, en kan insgelijks een plaatsvervangend gedelegeerde benoemen, die, bij afwezigheid van de gedelegeerde, diens functies en diens bevoegdheden uitoefent.

Artikel 2

Taak van de Organisatie

A. De Organisatie verdeelt de Duitse herstelbetalingen onder de ondertekenende Regeringen, volgens de bepalingen van deze overeenkomst en van alle andere overeenkomsten, die van kracht zijn of zullen zijn tussen de ondertekenende Regeringen. Te dien einde is de Organisatie het orgaan, door welks tussenkomst de ondertekenende Regeringen inlichtingen ontvangen over de goederen, die voor herstelbetaling beschikbaar zijn en hieromtrent hun wensen kenbaar maken.

B. De Organisatie behandelt alle kwesties met betrekking tot de restitutie aan een ondertekenende Regering van eigendommen, welke welke zich bevinden in een der Westelijke zônes van Duitsland, haar toegewezen door de Opperbevelhebber van die zône (handelend namens zijn Regering), in overeenstemming met de vragende Regering(en), zonder evenwel te prejudiciëren ten aanzien van de regeling van zodanige kwesties tussen de betrokken ondertekenende Regeringen, hetzij door overeenkomst, hetzij door arbitrage.

Artikel 3

Organen van de Organisatie

A. De organen van de Organisatie zijn de Assemblée en het Secretariaat.

B. De Assemblée is samengesteld uit de gedelegeerden en wordt voorgezeten door de President van de Organisatie. De President van de Organisatie is de gedelegeerde van de Franse Regering.

C. Het Secretariaat staat onder leiding van een Secretaris-Generaal, bijgestaan door twee Adjunct-Secretarissen-Generaal. De Secretaris-Generaal en de beide Adjunct-Secretarissen-Generaal worden benoemd door de Regeringen van de Verenigde Staten van

Amerika, van Frankrijk en van het Verenigd Koninkrijk. Het Secretariaat heeft een internationaal karakter. Het handelt namens de Organisatie en niet namens de afzonderlijke ondertekenende Regeringen.

Artikel 4

Taak van het Secretariaat.

Het Secretariaat heeft tot taak:

A. Het voorbereiden van plannen voor de verdeling der Duitse herstelbetalingen en het voorleggen daarvan aan de Assemblée;

B. Het bijhouden van een gedetailleerde boekhouding van de goederen, welke als Duitse herstelbetalingen beschikbaar zijn en van goederen, die uit dien hoofde zijn verdeeld;

C. Het voorbereiden van de begroting van de Organisatie en het voorleggen daarvan aan de Assemblée;

D. Het vervullen van andere noodzakelijke administratieve werkzaamheden.

Artikel 5

Taak van de Assemblée

Onder voorbehoud der bepalingen van artikel 4 en 7 van Deel II van deze overeenkomst wijst de Assemblée de Duitse herstelbetalingen aan de ondertekenende Regeringen toe, overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst en van alle andere overeenkomsten, die tussen bedoelde ondertekenende Regeringen van kracht zijn of zullen zijn. Zij keurt insgelijks de begroting van de Organisatie goed en vervult alle andere functies, die verenigbaar zijn met de bepalingen van deze overeenkomst.

Artikel 6

Beroep tegen besluiten der Assemblée

Tenzij anders bepaald bij deze overeenkomst, beschikt iedere gedelegeerde over één stem. De besluiten van de Assemblée worden genomen bij meerderheid der uitgebrachte stemmen.

Artikel 7

Beroep tegen de besluiten der Assemblée

A. Als de Assemblée niet voldaan heeft aan het verzoek van een gedelegeerde, om een goed aan zijn Regering toe te wijzen, onderwerpt de Assemblée de kwestie aan arbitrage, indien de gedelegeerde, bin-

nen de door de Assemblée vastgestelde termijn, hierom verzoekt. Hangende arbitrage wordt het betrokken besluit van de Assemblée geschorst.

B. De gedelegeerden der Regeringen, die een goed vragen, waarvan de toewijzing krachtens de bovengenoemde paragraaf A aan arbitrage is onderworpen, wijzen een scheidsman aan, gekozen uit de andere gedelegeerden. Indien geen overeenstemming kan worden bereikt over de keuze van een scheidsman, neemt de gedelegeerde van de Verenigde Staten van Amerika de functie van scheidsman waar, of benoemt hij een scheidsman uit de gedelegeerden, wier Regeringen het bedoelde goed niet vragen. Indien de Regering der Verenigde Staten van Amerika een der Regeringen is, die het bedoelde goed vragen, wijst de President van de Organisatie als scheidsman een gedelegeerde aan, wiens Regering het goed niet vraagt.

Artikel 8

Bevoegdheden van de scheidsman

Als de kwestie van de toewijzing van een goed arbitrage wordt onderworpen overeenkomstig artikel 7 van Deel II van deze overeenkomst, heeft de scheidsman in laatste instantie de bevoegdheid het bedoelde goed aan een der vragende Regeringen toe te wijzen. De scheidsman kan, te zijner beslissing, de toewijzing van het bedoelde goed weer naar het Secretariaat terugwijzen voor een aanvullend onderzoek. Hij kan ook, te zijner beslissing, het Secretariaat verzoeken de toewijzing van het goed in kwestie opnieuw aan de Assemblée voor te leggen.

Artikel 9

Uitgaven

A. De salarissen en de kosten van de gedelegeerden en hun personeel worden door hun Regeringen betaald.

B. De gewone uitgaven van de Organisatie worden betaald uit de geldmiddelen van de Organisatie. Deze geldmiddelen worden verschaft door iedere ondertekenende Regering, voor de eerste twee jaren vanaf de instelling van de Assemblée, in verhouding tot haar aandeel in categorie B en vervolgens in verhouding tot haar aandeel in categorie A.

C. Iedere ondertekenende Regering betaalt haar aandeel in de begroting der Organisatie voor iedere begrotingsperiode (zoals die door de Assemblée is vastgesteld) bij het begin van deze periode, met dien verstande, dat bij het tekenen van deze overeenkomst iedere Regering, op een totaal van 50 000 pond sterling, ten minste een bijdrage verleent in verhouding tot haar aandeel in categorie B en dat

zij binnen de drie volgende maanden de rest van haar aandeel in de begroting der Organisatie betaalt voor de begrotingsperiode, in de loop waarvan zij deze overeenkomst tekent.

D. Alle bedragen, welke door de ondertekenende Regeringen zijn verschuldigd, worden betaald in Beligische francs of in een of meerdere andere valuta's, welke de Organisatie mocht bepalen.

Artikel 10

Stemming over de begroting

Bij het onderzoek van de begroting van de Organisatie voor iedere begrotingsperiode, heeft iedere gedelegeerde in de Assemblée een aantal stemmen, dat evenredig is met het aandeel, dat door zijn Regering is verschuldigd voor de betreffende begrotingsperiode.

Artikel 11

Officiële talen

De officiële talen van de Organisatie zijn Engels en Frans.

Artikel 12

Bureaux van de Organisatie

De zetel van de Organisatie is gevestigd te Brussel. De Organisatie zal bijkantoren vestigen in iedere andere plaats, welke de Assemblée mocht aanwijzen, nadat de nodige overeenstemming is verkregen.

Artikel 13

Terugtrekking

Iedere ondertekenende Regering, met uitzondering van de Regeringen, welke verantwoordelijk zijn voor het bestuur over een gedeelte van het Duitse grondgebied, kan zich uit de Organisatie terugtrekken na schriftelijke kennisgeving aan het Secretariaat.

Artikel 14

Wijzigingen en ontbinding

Deel II van deze overeenkomst kan worden gewijzigd, of de Organisatie worden ontbonden, door een besluit van de Assemblée, genomen met meerderheid van de uitgebrachte stemmen, mits de gedelegeerden, die deze meerderheid vormen, Regeringen vertegenwoordigen, waarvan het gezamenlijke percentage in categorie A minstens 80 bedraagt.

Artikel 15

Juridische bevoegdheid. Onschendbaarheid en voorrechten

De Organisatie heeft op het grondgebied van iedere ondertekenende Regering de juridische bevoegdheid, benevens de voorrechten, de onschendbaarheid en de faciliteiten, die zij nodig heeft om haar taak uit te oefenen en haar doel te bereiken. De vertegenwoordigers der ondertekenende Regeringen en de beambten van de Organisatie genieten insgelijks de voorrechten en de onschendbaarheid, die zij nodig hebben om hun taak in verband met de Organisatie in volle onafhankelijkheid te kunnen uitoefenen.

DEEL III

Restitutie van monetair goud

Enig artikel

A. Al het monetaire goud, dat in Duitsland door de geallieerde strijdkrachten wordt gevonden en het goud bedoeld in onderstaande paragraaf G (met inbegrip van gouden munten, voorzover die geen numismatische of historische waarde hebben, welke laatste onmiddellijk zullen worden teruggegeven, als ze kunnen worden geïdentificeerd), zal worden samengebracht ter verdeling, bij wijze van restitutie, onder de hierbij toegelaten landen, in verhouding tot het verlies aan goud, door elk hunner geleden ten gevolge van roof door of onrechtmatig wegvoeren naar Duitsland.

B. Zonder te prejudiciëren ten aanzien van aanspraken op herstelbetaling ter vergoeding van niet-gerestitueerd goud, zal de hoeveelheid monetair goud, die aldus toekomt aan ieder der tot de verdeling toegelaten landen, door dit land worden aanvaard als volledige voldoening van alle vorderingen op Duitsland, met betrekking tot restitutie van monetair goud.

C. Een evenredig deel van het goud zal worden toegewezen aan ieder betrokken land, dat deze regeling voor de restitutie van monetair goud aanneemt en dat kan aantonen, dat een bepaalde, hem toebehorende, hoeveelheid monetair goud door Duitsland is geroofd of op een datum na 12 Maart 1938 onrechtmatig is overgebracht naar Duits grondgebied.

D. De kwestie van eventuele deelname van niet op de Conferentie vertegenwoordigde landen (met uitzondering van Duitsland, maar met inbegrip van Oostenrijk en Italië) aan bovenvermelde verdeling blijft voorbehouden; het equivalent van wat het totaal zou vormen van de aandelen dier landen, indien ze werden toegelaten tot deze verdeling, zal gereserveerd blijven, opdat er nader over worde beschikt, volgens de beslissing van de betrokken geallieerde Regeringen.

E. De onderscheidene tot de verdeling toegelaten landen zullen aan de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, van Frankrijk en van het Verenigd Koninkrijk, in haar hoedanigheid van bezettende Mogendheden, nauwkeurige en te verifiëren inlichtingen verschaffen nopens het goudverlies, dat zij hebben geleden ten gevolge van roof door of overbrenging naar Duitsland.

F. De Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, van Frankrijk en van het Verenigd Koninkrijk zullen in de onderscheidenlijk door haar bezette zônes van Duitsland alle nodige maatregelen nemen ter uitvoering van een verdeling, overeenkomstig de voorafgaande bepalingen.

G. Al het monetaire goud, dat in een derde land, waarheen het vanuit Duitsland werd overgemaakt, kan worden achterhaald, zal worden verdeeld overeenkomstig deze regeling betreffende de teruggave van monetair goud.

DEEL IV

Inwerkingtreding en ondertekening

Artikel 1

Inwerkingtreding

Deze overeenkomst zal kunnen worden getekend door iedere Regering, die vertegenwoordigd was op de Conferentie voor Herstelbetalingen te Parijs.

Zodra zij zal zijn getekend door Regeringen die gezamenlijk recht hebben op ten minste 80 % van het totaal der aandelen in categorie A der Duitse herstelbetalingen, zal zij tussen deze ondertekenende Regeringen in werking treden.

De overeenkomst zal vervolgens van kracht zijn tussen deze Regeringen en iedere Regering, die haar later zal tekenen.

Artikel 2

Ondertekening

De ondertekening door iedere contracterende Regering zal geacht worden in te houden, dat deze overeenkomst tevens verbindend is voor haar koloniën, haar overzese gebieden en gebieden onder haar protectie of suzereiniteit staande of waarover zij thans een mandaat uitoefent.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe door hun onderscheidene Regeringen behoorlijk gemachtigd, deze in de Engelse en de Franse taal opgestelde overeenkomst, waarvan beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijn, te Parijs hebben getekend in een enkel

exemplaar, dat zal worden bewaard in de archieven van de Regering der Franse Republiek, welke Regering aan ieder der ondertekenende Regeringen een gewaarmerkt afschrift hiervan zal doen toekomen.

Parijs,

14 Maart 1946: KAHREMAN YLLI
voor Albanië;

14 Januari 1946: JEFFERSON CAFFERY
voor de Verenigde Staten van Amerika;

25 Februari 1946: W. R. HODGSON
voor Australië;

14 Januari 1946: GUILLAUME
voor België;

30 Januari 1946: GEORGE P. VANIER
voor Canada;

20 Februari 1946: J. C. W. KRUSE
voor Denemarken;

8 Maart 1946: FAHKRY-PACHA
voor Egypte;

14 Januari 1946: BIDAULT
voor Frankrijk;

14 Januari 1946: DUFF COOPER
voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland;

24 Januari 1946: P. A. ARGYROPOULO
voor Griekenland;

25 Februari 1946: P. CHAUDHURI
voor India;

14 Januari 1946: A. FUNCK
voor Luxemburg;

6 Februari 1946: LUDWIG AUBERT
voor Noorwegen;

20 Februari 1946: W. CLINKARD
voor Nieuw-Zeeland;

14 Januari 1946: E. STAR BUSMANN
voor Nederland;

27 Februari 1946: JINDRICH NOSEK
voor Tsjecho-Slowakije;

28 Februari 1946: DUFF COOPER
voor de Zuid-Afrikaanse Unie;

4 Februari 1946: MARKO RISTIC
voor Joego-Slavië.

België, Luxemburg en Nederland hebben getekend onder voorbehoud van goedkeuring door de Volksvertegenwoordiging. Deze reserves zijn gemaakt bij afzonderlijke acte.

VERTALING

PROTOCOL

De Regeringen van Albanië, de Verenigde Staten van Amerika, Australië, België, Canada, Denemarken, Egypte, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk Groot Brittannië en Noord-Ierland, Griekenland, India, Luxemburg, Noorwegen, Nieuw-Zeeland, Nederland, Tsjecho Slowakije, de Zuid-Afrikaanse Unie en Joego-Slavië, kennis genomen hebbende van de Overeenkomst van 22 Januari 1948, waarbij de Regeringen van het Dominion India en het Dominion Pakistan overeenstemming hebben bereikt inzake de verdeling tussen hen, op de hiernavolgende wijze, van de percentages in de herstelbetalingen, toegekend aan de Regering van India onder artikel 1 B van de Parijs Overeenkomst van 14 Januari 1946:

India	:	Categorie A	1,65	Categorie B	2,39
Pakistan	:	Categorie A	0,35	Categorie B	0,51

Er van kennis genomen hebbende, dat de Regering van het Dominion India en de Regering van het Dominion Pakistan zijn overeengekomen, dat de waarde der herstelbetalingsgoederen in Categorie B, toegewezen aan de Regering van India tot en met 14 Augustus 1947, en bedragende, behoudens zodanige wijzigingen in de berekening door de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen als noodzakelijk mochten blijken, RM 10.900.000, geacht zal worden op de volgende wijze te zijn toegedeeld:

Dominion India	:	RM 8.983.000
Dominion Pakistan	:	RM 1.917.000

met dien verstande, dat de bovenstaande verdeling door onderlinge overeenkomst tussen de Regeringen van de Dominions India en Pakistan kan worden gewijzigd;

Er van kennis genomen hebbende, dat de Regering van het Dominion India en de Regering van het Dominion Pakistan zijn overeengekomen, dat de waarde der herstelbetalingsgoederen in Categorie B, toegewezen aan de Regering van India tussen 15 Augustus 1947 en 22 Januari 1948, en bedragende, behoudens zodanige wijzigingen in de berekening door de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen als noodzakelijk mochten blijken, RM 1.068.000, geacht zal worden te zijn toegewezen aan de Regering van het Dominion India, met dien verstande, dat de bovengenoemde toewijzing door onderlinge overeenkomst tussen de Regeringen van de Dominions India en Pakistan kan worden gewijzigd;

Zijn het volgende overeengekomen:

Na ondertekening van het onderhavige Protocol door de Regeringen, welke de Parijse Overeenkomst hebben ondertekend, en door de Regering van het Dominion Pakistan, zal het Dominion Pakistan geacht worden een Regering, welke de Parijse Overeenkomst heeft ondertekend, te zijn geweest vanaf de datum van inwerkingtreding van genoemde Overeenkomst, met alle daaraan verbonden rechten en verplichtingen, en de eenstemmige resoluties van de Parijse Conferentie over Herstelbetalingen te hebben ondersteund. De Regeringen van het Dominion India en het Dominion Pakistan zullen onderscheidenlijk gerechtigd zijn de volgende aandelen in de herstelbetalingen te ontvangen:

India :	Categorie A 1,65	Categorie B 2,39
Pakistan:	Categorie A 0,35	Categorie B 0,51

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, door hun onderscheidene Regeringen behoorlijk gemachtigd, het onderhavige in de Engelse en Franse taal opgesteld Protocol, waarvan beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijn, te Brussel hebben getekend in een enkel exemplaar, hetwelk toegevoegd zal worden aan de Parijse Overeenkomst en zal worden bewaard in de archieven van de Regering der Franse Republiek, welke Regering aan iedere ondertekenende Regering een gewaarmerkt afschrift hiervan zal doen toekomen, benevens een gewaarmerkt afschrift van de Parijse Overeenkomst aan de Regering van het Dominion Pakistan.

15 Maart 1948: L. JOANIDHI

voor Albanië;

15 Maart 1948: RUSSELL H. DORR

voor de Verenigde Staten van Amerika;

............................:

voor Australië;

15 Maart 1948: RENE DIDISHEIM

voor België;

15 Maart 1948: VICTOR DORE

voor Canada;

15 Maart 1948: BENT F. FALKENSTJERNE
voor Denemarken;

.............................:
voor Egypte;

15 Maart 1948: JACQUES RUEFF
voor Frankrijk;

15 Maart 1948: DESMOND MORTON
voor het Verenigd Koninkrijk Groot Brittannië en Noord-Ierland;

19 Maart 1948: M. T. TRIANTAFYLLAKOS
voor Griekenland;

15 Maart 1948: R. S. MANI
voor India;

15 Maart 1948: N. HOMMEL
voor Luxemburg;

15 Maart 1948: THORE BOYE
voor Noorwegen;

15 Maart 1948: DESMOND MORTON
voor Nieuw-Zeeland;

15 Maart 1948: HABIB I. RAHIMTOOLA
voor Pakistan;

15 Maart 1948: E. A. LIEFRINCK
voor Nederland;

14 April 1948: C. SIMR
voor Tsjecho-Slowakije;

15 Maart 1948: J. CHRISTIE
voor de Zuid-Afrikaanse Unie;

15 Maart 1948: S. ORLIC
voor Joego-Slavië.

OVEREENKOMST BETREFFENDE ONDERLING STRIJDIGE AANSPRAKEN OP BUITEN DUITSLAND GELEGEN DUITSE BEZITTINGEN

De Regeringen, die Partij zijn in de onderhavige Overeenkomst,

Overwegingen, dat het wenselijk is onderling strijdige aanspraken op vijandelijke Duitse bezittingen binnen hun jurisdicties tot een oplossing te brengen en de beschikking over zodanige bezittingen in het gemeenschappelijk belang te vergemakkelijken,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Bij de behandeling van vijandelijke Duitse bezittingen zullen de Partijen in de onderhavige Overeenkomst (hierna en in het daarbij behorende Aanhangsel „Partijen" te noemen) zich in hun betrekkingen tot elkaar zoveel mogelijk te laten leiden door de bepalingen, neergelegd in de onderhavige Overeenkomst en in het daarbij behorende Aanhangsel (hierna en in het daarbij behorende Aanhangsel tezamen de „Overeenkomst" te noemen) en zij zullen bij de toepassing van de Overeenkomst zo handelen als noodzakelijk en passend zal zijn.

Artikel 2

De Overeenkomst zal geen voorafgaande overeenkomsten, afgesloten tussen twee of meer Partijen of tussen een Partij en een andere Regering, niet-partij, buiten werking stellen, met dien verstande dat een zodanige voorafgaande Overeenkomst, waarbij een of meer der Partijen betrokken is, geen afbreuk doet aan de uit de Overeenkomst voortvloeiende rechten van een niet bij de voorafgaande overeenkomst betrokken Partij of aan die van haar onderdanen.

Indien een voorafgaande overeenkomst tussen een Partij en een andere Regering door een niet bij de voorafgaande overeenkomst betrokken Partij wordt geacht afbreuk te doen aan haar uit de Overeenkomst voortvloeiende rechten of aan die van haar onderdanen, zal de Partij die ook bij de voorafgaande overeenkomst is betrokken de andere Regering benaderen om, indien mogelijk, de betreffende bepalingen in de voorafgaande overeenkomst zodanig te doen veranderen dat deze in overeenstemming met de Overeenkomst wordt gebracht.

Artikel 3

Geen bepaling van de Overeenkomst zal enige Partij of Partijen beletten in de toekomst enige afzonderlijke overeenkomst te sluiten met dien verstande, dat een zodanige later gesloten overeenkomst geen afbreuk doet aan de uit de Overeenkomst voortvloeiende rechten van een andere Partij, niet-partij bij de later gesloten overeenkomst, of aan die van haar onderdanen.

Artikel 4

Indien tussen twee of meer Partijen een geschil rijst betreffende de uitleg, de uitvoering of de toepassing van de Overeenkomst, zullen deze partijen een zodanig geschil met alle mogelijke middelen door onderlinge onderhandelingen pogen op te lossen, hetgeen kan omvatten de inschakeling van een wederzijds aanvaardbare scheidsman met zodanige macht als kan worden overeengekomen tussen de Partijen bij het geschil. Indien het geschil niet binnen een redelijke tijd door zodanige onderhandelingen is opgelost, kan aan het geschil een einde worden gemaakt op de wijze als is bepaald in deel VI van het Aanhangsel.

Artikel 5

De Overeenkomst zal, ten opzichte van de Regeringen, die haar hebben getekend vóór zij in werking treedt, van kracht worden, zodra zij te eniger tijd voor 1 September 1948 is ondertekend namens Regeringen, die op grond van deel I, artikel 18 van de Parijse Overeenkomst inzake Herstelbetalingen van 24 Januari 1946 tezamen gerechtigd zijn tot niet minder dan 35 % van de gezamenlijke aandelen in categorie A der Duitse herstelbetalingen.

De gelegenheid tot ondertekening van de Overeenkomst door andere Regeringen, leden van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen, blijft bestaan gedurende een periode van zes maanden vanaf de datum waarop zij in werking treedt en zij zal ten opzichte van deze Regeringen terstond na ondertekening van kracht worden.

Artikel 6

Indien enige Regering, die geen lid van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen is, binnen negen maanden na de datum waarop de Overeenkomst van kracht wordt, schriftelijk aan de Belgische Regering te kennen geeft dat zij als Partij tot de Overeenkomst of tot een gelijksoortige overeenkomst wenst toe te treden, zullen de Partijen in overleg met elkaar en met deze Regering haar toetreding tot een zodanige overeenkomst overwegen, met dien verstande, dat de inhoud van dit artikel niet zal worden geacht enig recht van enige Partij, hierboven neergelegd in artikel 3, te beperken.

Artikel 7

Iedere Regering, waarvoor de mogelijkheid tot ondertekening van de Overeenkomst openstaat, kan in plaats hiervan aan de Belgische Regering schriftelijk mededeling van toetreding doen en een Regering, die een dergelijke mededeling van toetreding doet zal geacht worden de Overeenkomst ondertekend te hebben op de datum van ontvangst van de mededeling door de Belgische Regering.

Artikel 8

Iedere ondertekenende Regering kan bij de ondertekening of later, door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Belgische Regering mededelen, dat zij wenst dat de Overeenkomst betrekking zal hebben op alle of enige van haar overzeese gebiedsdelen of koloniën onder haar suzereiniteit of protectie, of gebieden waarover zij mandaat of beheer uitoefent, en de Overeenkomst zal betrekking hebben op de koloniën en gebieden, in de kennisgeving genoemd, vanaf de datum van ontvangst door de Belgische Regering, of vanaf de datum waarop de Overeenkomst ten opzichte van de Regering, die de kennisgeving doet, in werking treedt, met dien verstande dat de laatste van dezen geldt.

Ten bewijze waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren door hun onderscheidene Regeringen gemachtigd, deze Overeenkomst hebben getekend.

Gedaan te Brussel op 5 December 1947 in de Engelse en Franse taal, de beide teksten gelijkelijk authentiek zijnde, in een enkel origineel dat zal worden gedeponeerd in de archieven van de Belgische Regering.

De Belgische Regering zal gewaarmerkte afschriften van de Overeenkomst verstrekken aan iedere Regering, ondertekenaar van de Parijse Overeenkomst inzake Herstelbetalingen van 24 Januari 1946, en aan ieder andere Regering namens welke de Overeenkomst is getekend, en zij zal eveneens de betrokken Regeringen op de hoogte stellen van alle ondertekeningen van de Overeenkomst en van alle op grond van deze Overeenkomst ontvangen kennisgevingen.

5 December 1947.

Voor de Verenigde Staten van Amerika onder voorbehoud van goedkeuring en met het voorbehoud, dat de Overeenkomst niet toepasselijk zal zijn op onderling strijdige aanspraken van de Verenigde Staten en anderen inzake belangen in de General Aniline and Film

Corporation of in de bezittingen, welke aan deze toebehoren of door deze worden gehouden.

ALEXANDER B. DASPIT.
RUSSELL H. DORR. [1])

5 December 1947.

Voor Canada
G. W. Mc. PHERSON.

5 December 1947.

Voor Nederland
M. H. BREGSTEIN.

onder voorbehoud van bekrachtiging.

5 Januari 1948.

Voor België
G. DUQUESNE DE LA VINELLE.

---

[1]) De heer Dorr heeft op 5 Januari 1948 getekend.

AANHANGSEL

DEEL I

Vermogensbestanddelen van vijandelijke Duitsers

Artikel 1

A. Voor de toepassing van dit artikel omvat de term „effecten": obligaties, aandelen en in het algemeen alle soortgelijke waarden, welke in het land van uitgifte met het woord „effecten" worden aangeduid.

B. Indien een effect, dat aan een vijandelijke Duitser in eigendom toebehoort, is uitgegeven door een der Partijen of door een publiek- of privaatrechtelijk lichaam of persoon binnen haar grondgebied, terwijl het stuk zich op het grondgebied van een andere Partij bevindt, dient dit — onverschillig of dit aan toonder of op naam luidt — aan de eerstgenoemde Partij te worden afgegeven.

C. Indien een vijandelijke Duitser eigenaar is van een certificaat dat is uitgegeven door een administratiekantoor, een stemgerechtigde trustee of een lichaam of persoon met soortgelijke bevoegdheid en dat dient als bewijs van deelgerechtigdheid in een of meer specifiek aangeduide effecten, dan zal deze vijandelijke Duitser worden beschouwd als eigenaar van het bepaaldelijk vermelde bedrag aan effecten en zal paragraaf B van dit artikel op deze effecten van toepassing zijn.

D. De Partij, die op grond van dit artikel verplicht is een stuk af te geven, zal niet worden verplicht tot afgifte van de opbrengst (in contanten of anderszins), welke vóór 1 Juli 1947 binnen haar grondgebied is ontvangen door de afgevende Partij of door een op haar gezag handelende persoon. De opbrengst, door een zodanige Partij of persoon op of na 1 Juli 1947 ontvangen, zal worden afgegeven aan de Partij, die gerechtigd is het stuk te ontvangen.

E. De Partij, die op grond van dit artikel verplicht is een stuk af te geven, zal niet gehouden zijn tot afgifte van de opbrengst van liquidatie door verkoop, aflossing of anderszins, welke op 31 December 1946 aanwezig was in de vorm van contanten of van effecten uitgegeven door die Partij of door een publiek- of privaatrechtelijk lichaam of persoon binnen haar grondgebied, ook indien na deze datum deze contanten werden herbelegd of deze effecten werden verkocht of verhandeld. Indien de opbrengst op 31 December 1946 was belichaamd in effecten, uitgegeven door een andere Partij of

door een publiek- of privaatrechtelijk lichaam of persoon binnen haar grondgebied gevestigd, dienen deze effecten (of de opbrengst van hun liquidatie na genoemde datum) aan de laatstgenoemde Partij te worden afgegeven.

Artikel 2

A. Voor de toepassing van dit artikel omvat de term „betaalmiddelen": bankpapier, munten en andere soortgelijke ruilmiddelen behalve degenen, welke numismatische of historische waarde hebben.

B. Indien betaalmiddelen zijn uitgegeven door een Partij of door een publiek- of privaatrechtelijk lichaam dat op haar gezag handelt, terwijl de betaalmiddelen eigendom zijn van een vijandelijke Duitser en zich op het grondgebied van een andere Partij bevinden, moeten zij aan de eerstgenoemde Partij worden afgegeven.

C. Indien betaalmiddelen zijn verkocht vóór 1 Januari 1947 zal geen afgifte worden geëist; indien de verkoop heeft plaats gehad op of na 1 Januari 1947 zal de opbrengst echter moeten worden afgegeven.

D. De inhoud van dit artikel zal niet prejudiciëren ten aanzien van rechten of verplichtingen van Partijen op grond van deel III van de Parijse Overeenkomst inzake Herstelbetalingen.

Artikel 3

Indien een geldswaardig papier (wissel, promesse, chèque of quitantie aan toonder), dat niet valt onder artikel 4 van dit Aanhangsel en dat aan een vijandelijke Duitser toebehoort, zich binnen het grondgebied van een der Partijen bevindt, terwijl de hoofddebiteur binnen het grondgebied van een andere Partij gevestigd is, dient het geldswaardige papier aan de laatstgenoemde Partij te worden afgegeven.

Artikel 4

Indien een connossement, ceel of ander soortgelijk al of niet verhandelbaar goederendocument, dat aan een vijandelijke Duitser in eigendom toebehoort, zich binnen het grondgebied van een der Partijen bevindt, terwijl de goederen, waarop het betrkking heeft, zich binnen het grondgebied van een andere Partij bevinden, dient het document aan de laatstgenoemde Partij te worden afgegeven.

Artikel 5

A. Op een rekening in vreemde valuta („primaire rekening") ten gunste van een vijandelijke Duitser aangehouden door een bankinstelling gevestigd binnen het grondgebied van een Partij

(„primair land") en geheel of ten dele gedekt door een rekening („garantierekening") bij een bankinstelling binnen het grondgebied van een andere Partij („secundair land") zullen de volgende bepalingen toepasselijk zijn:

I) De garantierekening dient te worden vrijgegeven en het primaire land zal aan het secundaire land 50 % van de garantierekening, voorzover deze beantwoordt aan de primaire rekening, vergoeden. Deze vergoeding zal worden gedaan in overeenstemming met de bepalingen van artikel 14 van dit Aanhangsel.

II) Indien het secundaire land de inkomsten uit vijandelijke Duitse vermogensbestanddelen, welke zich in het secundaire land bevinden of de opbrengst van liquidatie van tot vijandelijk Duits vermogen behorende effecten, uitgegeven door het secundaire land of door een publiek- of privaatrechtelijk lichaam of persoon binnen haar grondgebied, welke in bewaarneming lagen of gecrediteerd waren op stukkenrekening, in beslag heeft genomen of op andere wijze onder beheer heeft gesteld, mogen deze inkomsten of deze opbrengst door het secundaire land behouden worden en zal subparagraaf I van deze paragraaf hierop geen betrekking hebben.

B. Voor de toepassing van dit artikel omvat de term „rekeningen" zowel rekeningen of onderrekeningen op naam, of op nummer of op andere wijze bepaaldelijk aangeduid, als rubriekrekeningen en -onderrekeningen.

Artikel 6

A. Indien een onder dit deel vallend vermogensbestanddeel gedeeltelijk aan een vijandelijk Duitser en gedeeltelijk aan een niet-vijand in eigendom toebehoort, zullen de betrokken partijen bij onderlinge overeenkomst vaststellen, hoe de belangen der betrokkenen zullen worden gesplitst en hoe de vijandelijke belangen zullen worden vrijgegeven. Het vijandelijke Duitse aandeel dient dan te worden vrijgegeven aan die Partij, die gerechtigd zou zijn geweest het goed te ontvangen, indien het volledig vijandelijk Duits eigendom was geweest.

DEEL II

Nalatenschappen, trusts en andere soorten van fiduciaire overeenkomsten, waarbij een vijandelijk Duits belang is betrokken

Artikel 7

A. Indien een niet-vijand, die ten tijde van zijn overlijden zijn woonplaats had binnen het grondgebied van een Partij, een boedel nalaat, waarin binnen de jurisdictie van een andere Partij vallende vermogensbestanddelen voorkomen en waarin een vijandelijke Duitser een belang heeft als erfgenaam, legataris of crediteur, zullen deze vermogensbestanddelen — behoudens hetgeen bepaald is in para-

graaf B van dit artikel — worden vrijgemaakt van beheer door de beheersinstanties van de laatstgenoemde Partij om een normale afwikkeling van de nalatenschap binnen het grondgebied van de eerstgenoemde Partij te vergemakkelijken. Op de op deze wijze vrijgemaakte vermogensbestanddelen blijven de erfrechtbepalingen van de vrijgevende Partij inzake het beheer en de verdeling toepasselijk. Indien ingevolge deze bepalingen de nalatenschap rechtstreeks tussen de gerechtigden wordt verdeeld, dient de vrijmakende Partij zodanige maatregelen te nemen als passend zijn om het erfdeel van iedere vijandelijke Duitser aan de andere Partij ter beschikking te stellen.

B. Indien een niet-vijandelijke erflater, die zijn woonplaats had binnen het grondgebied van een der Partijen, een onroerend goed binnen het grondgebied van een andere Partij nalaat, terwijl een aandeel in dit onroerend goed op grond van het testament van de overledene of de toepasselijke erfrechtsbepalingen vervalt of moet worden toegedeeld aan een vijandelijke Duitser, mag — in afwijking van hetgeen in paragraaf A van dit artikel is bepaald — dit deel worden behouden door de laatstgenoemde Partij behoudens de rechten van niet-vijandelijke crediteuren van de erflater of van niet-vijandelijke erfgenamen, aan wie op grond van de toepasselijke wetsbepalingen een deel van het onroerend goed toekomt.

C. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op enig deel van een nalatenschap indien het beheer en de afwikkeling hiervan heeft plaats gehad alvorens de Partij, binnen wier grondgebied het goed zich bevond, noodbepalingen voor oorlogstijd met betrekking tot het beheer en de verdeling van de eigendommen van de overledene uitvaardigde.

D. Voor de toepassing van dit artikel wordt de woonplaats van een erflater bepaald in overeenstemming met de wet van de Partij binnen wier jurisdictie het goed zich bevindt.

Artikel 8

Vermogensbestanddelen, vallende binnen de jurisdictie van een der Partijen, gehouden krachtens een bonafide trust of een andere bonafide fiduciaire overeenkomst, waarbij belangen van een vijandelijke Duitser als begunstigde of anderszins betrokken zijn en welke trust of overeenkomst is aangegaan volgens de wetten van een andere Partij, moeten worden vrijgemaakt van het beheer door de beheersinstanties van de eerstgenoemde Partij; deze mag echter de belangen van vijandelijke Duitsers bij binnen haar grondgebied gelegen onroerend goed behouden. Het vrijgeven zal, op grond van dit deel van het Aanhangsel, niet verplicht zijn in de gevallen waarin de trust of andere fiduciaire overeenkomst werd aangegaan door een Duits ingezetene, of een vijandelijke Duitser, of iemand die later een vijandelijke Duitser is geworden.

Artikel 9

De Partij, die op grond van de bepalingen van dit deel van dit Aanhangsel gerechtigd is vermogensbestanddelen te ontvangen, is verplicht de rechten van niet-vijanden in de nalatenschap, trust of andere fiduciaire overeenkomst te erkennen.

Artikel 10

De in deel I van dit Aanhangsel neergelegde beginselen zijn niet van toepassing op vermogensbestanddelen, afgegeven op grond van de bepalingen van dit deel of overgedragen aan de beheersinstanties van een der Partijen uit een — onder de in dit deel neergelegde regels vallende — nalatenschap, bonafide trust of andere bonafide fiduciaire overeenkomst.

DEEL III

Vermogensbestanddelen toebehorende aan ondernemingen, opgericht volgens de wetten van een der Partijen.

Artikel 11

A. Dit deel heeft betreking op vermogensbestanddelen, vallend onder de jurisdictie van een der Partijen en in eigendom toebehorend aan een onderneming, opgericht volgens de wetten van een andere Partij en waarin op de peildatum een direct of indirect vijandelijk Duits belang bestond. De Partij, binnen wier jurisdictie het vermogensbestanddeel zich bevindt, zal het „secundaire land" worden genoemd met betrekking tot dit vermogensbestanddeel. De onderneming aan wie het vermogensbestanddeel in eigendom toebehoort zal „primaire vennootschap" worden genoemd met betrekking tot dit vermogensbestanddeel. De Partij, volgens wier wetten de onderneming is georganiseerd zal „primair land" worden genoemd met betrekking tot dat vermogensbestanddeel. De termen „onderneming" en „vennootschap" zullen omvatten iedere al dan niet rechtspersoonlijkheid bezittende firma of groep van personen. Vermogensbestanddelen van een in de vorm van een trust opgerichte onderneming en vermogensbestanddelen van een financiële- of bankinstelling, behalve de in vreemde valuta luidende garantierekeningen, waarop artikel 5 van dit Aanhangsel betrekking heeft, zullen onder de bepalingen van dit deel vallen. Deze uitzondering met betrekking tot garantierekeningen mag echter niet zodanig worden uitgelegd, dat zij meebrengt, dat een garantierekening al dan niet aan die instelling in eigendom toebehoort.

B. Een onderneming zal als door Duisers beheerst worden beschouwd, indien vijandelijke Duitsers op de peildatum direct of indirect in bezit hadden:

I) 50 % of meer van de uit te brengen stemmen van het geplaatste kapitaal of van andere eigendomsrechten, of

II) in een maatschappij, opgericht tot uitoefening van het stemrecht van die onderneming, een deelneming, welke 50 % of meer vertegenwoordigt van de uit te brengen stemmen, van het geplaatste kapitaal of van andere eigendomsrechten in die onderneming;

of indien vijandelijke Duitsers op de peildatum direct of indirect het beleid, de bedrijfsvoering, het stemrecht of de gang van zaken van de onderneming beheersten. De vermogensbestanddelen, welke zich binnen het grondgebied van het secundaire land bevinden zullen als door Duitsers beheerst worden beschouwd indien vijandelijke Duitsers op de peildatum direct of indirect het beleid, de bedrijfsvoering, het gebruik of de gang van zaken met betrekking tot deze vermogensbestanddelen beheersten.

Artikel 12

Behoudens de uitzonderingen, welke in de onderhavige Overeenkomst zijn voorzien, moeten alle vermogensbestanddelen, welke zich binnen het secundaire land bevinden en aan een primaire vennootschap worden vrijgegeven en het secundaire land zal het recht hebben van het primaire land als vergoeding een bedrag te ontvangen, dat het deel van de waarde van de zich in het secundaire land bevindende vermogensbestanddelen vertegenwoordigt, dat overeenkomt met het percentage van de directe of indirecte vijandelijke Duitse belangen in de primaire vennootschap op de peildatum. In ieder afzonderlijk geval zal de afgifte plaatsvinden, zodra de betrokken landen overeenstemming hebben bereikt betreffende de vraag, of de zich binnen het secundaire land bevindende vermogensbestanddelen dan wel de primaire vennootschap zelf als door Duitsers beheerst dienen te worden beschouwd, als ook ten aanzien van de begrenzing en de methode van berekening van het percentage van het direct of indirect vijandelijk Duits belang in de primaire vennootschap op de peildatum. Indien de binnen een secundair land gelegen vermogensbestanddelen en de primaire vennootschap zelf niet door Duitsers worden beheerst, zullen de vermogensbestanddelen onmiddellijk zonder vergoeding worden vrijgegeven.

Artikel 13

A. De vrijgave van vermogensbestanddelen, die onder jurisdictie van een secundair land vallen, zal in natura plaats vinden, tenzij:

I) de vermogensbestanddelen door het secundaire land zijn geliquideerd vóór de datum waarop de Overeenkomst ten opzichte van dat land van kracht werd, of

II) de betrokken primaire en secundaire landen overeenkomen, dat afgifte in natura niet uitvoerbaar is of de primaire vennootschap toestemt in verkoop of liquidatie van het vermogensbestanddeel door het secundaire land, of

III) in het secundaire land gelegen vermogensbestanddelen bestaan uit een productieonderneming of een aanmerkelijk belang daarin, terwijl deze vermogensbestanddelen of de betrokken primaire vennootschap door Duitsers worden beheerst en het secundaire land, niettegenstaande nauwgezette overweging van de economische belangen van het primaire land, in uitzonderingsgevallen beslist, dat zijn nationale veiligheid het behouden van de vermogensbestanddelen vordert en hiervan aan het primaire land kennis geeft.

B. Indien geen vrijgave in natura plaatsvindt, moet in plaats daarvan door het secundaire land vrijgave plaatsvinden van de opbrengst van de verkoop of van de liquidatie der vermogensbestanddelen, welke anders in natura zouden zijn vrijgegeven. Indien zodanige vermogensbestanddelen niet zijn verkocht of op andere wijze geliquideerd binnen een jaar na een in subparagraaf II) van paragraaf A van dit artikel bedoelde overeenkomst of overeenstemming of na de onder subparagraaf III) bedoelde kennisgeving, moet, behoudens een onderling overeengekomen verlenging van deze termijn, de waarde van de behouden vermogensbestanddelen, vastgesteld volgens algemeen aanvaarde beginselen van waardebepaling, worden vrijgegeven.

Artikel 14

De vergoeding moet door het primaire land aan het secundaire land binnen twee jaar na de voor de vrijgave der vermogensbestanddelen vastgestelde datum worden betaald in de geldsoort van het secundaire land. Echter kan de betaling worden uitgesteld in verband met deviezenrestricties, welke van kracht zijn in het primaire land en in het algemeen van toepassing zijn op kapitaalovermakingen, mits dergelijke restricties in overeenstemming zijn met de bepalingen van de Overeenkomst inzake het Internationaal Monetair Fonds en mits in ieder geval volledige betaling binnen zeven jaar na de voor de vrijgave der vermogensbestanddelen vastgestelde datum zal plaatsvinden. Het primaire land zal aan het secundaire land een interest van 2 % betalen over het saldo van de vergoeding, dat onbetaald blijft na de termijn van twee jaar.

Artikel 15

Indien administratieve moeilijkheden in het secundaire land het vereisen of in andere speciale omstandigheden, kunnen de betrokken primaire en secundaire landen overeenkomen, dat het secundaire land het gedeelte van de waarde van de in het secundaire land gelegen vermogensbestanddelen, waarop het recht heeft, op grond van artikel 12 van dit Aanhangsel zal behouden. In een zodanig geval zal het secundaire land de vermogensbestanddelen, welke het deel, waartoe het gerechtigd is, overtreffen, vrijgeven en kan dit deel uit-

sluitend aan de niet-vijandelijke belangen in de primaire vennootschap ten goede komen.

Artikel 16

Indien de primaire vennootschap een schijnvennootschap is of indien zij een holding-maatschappij is, waarvan het geplaatste kapitaal zich in handen van een klein aantal aandeelhouders bevindt of niet regelmatig op een erkende beurs wordt verhandeld, zal het secundaire land — niettegenstaande de bepalingen van artikel 12 van dit Aanhangsel — dat deel van de vermogensbestanddelen in het secundaire land mogen behouden, dat overeenkomt met het percentage van het direct of indirect vijandelijk Duits belang in de schijnvennootschap of holding-maatschappij op de peildatum. In een zodanig geval zal het secundaire land de vermogensbestanddelen, welke het deel waartoe het gerechtigd is overtreffen, vrijgeven en kan dit deel uitsluitend aan de niet-vijandelijke belangen in de primaire vennootschap ten goede komen.

Artikel 17

Het is de bedoeling, dat dat deel van de waarde van de vermogensbestanddelen, welke zijn gelegen in het secundaire land, dat overeenkomt met het percentage van het direct of indirect niet-vijandelijk belang in de primaire vennootschap, aan deze niet-vijandelijke belangen ten goede zal komen. In onderlinge regelingen inzake vrijgave en vergoeding, door twee of meer Partijen op grond van dit deel tot stand te brengen, dienen deze Partijen redelijke voorzieningen te treffen ter voorkoming van schade aan belangen in de primaire vennootschap van niet-vijanden, die onderdaan van een derde Partij zijn.

Artikel 18

Bij de toepassing van de bepalingen van het onderhavige deel zal, wanneer het een keten van vennootschappen betreft, vrijgave van vermogensbestanddelen en betaling van vergoeding plaats vinden tussen secundaire landen en met hen corresponderende primaire vennootschappen en landen. Anderzijds zullen, bij de berekening van de percentages van de directe of indirecte vijandelijke Duitse belangen in elk der opeenvolgende primaire vennootschappen, deze belangen in iedere schakel van de keten van vennootschappen worden nagegaan.

Artikel 19

Met betrekking tot de in de artikelen 1 tot en met 4 van dit Aanhangsel bedoelde categorieën van vermogensbestanddelen, welke in eigendom toebehoren aan onder deel III van dit Aanhangsel vallende vennootschappen, zal dat land voor de toepassing van deel III

als secundair land worden beschouwd, dat op grond van genoemde artikelen gerechtigd zou zijn de vrijgave van de bedoelde vermogensbestanddelen te verkrijgen. Wat betreft in vreemde geldsoorten luidende rekeningen, als bedoeld in artikel 5 van dit Aanhangsel, welke zijn geopend ten gunste van een door de bepalingen van deel III beheerste onderneming, zullen het land waar de primaire rekening uitstaat en het land waar de garantierekening uitstaat volgens de bepalingen van deel III elk als secundair land worden beschouwd, ieder voor 50 % van het bedrag van de garantierekening in de vreemde geldsoort.

Artikel 20

Voor de toepassing der bepalingen van dit deel zal een volgens de Duitse wet ingerichte onderneming als volledig vijandelijk Duits worden beschouwd, doch vermogensbestanddelen, welke op grond van dit deel als vergoeding worden ontvangen of door een land worden behouden, blijven beschikbaar voor de bescherming van niet-vijandelijke belangen in een zodanige onderneming, in overeenstemming met de bepalingen van deel IV van dit Aanhangsel.

DEEL IV

Vermogensbestanddelen toebehorende aan volgens de Duitse wet opgerichte ondernemingen

Artikel 21

Dit deel is toepasselijk op vermogensbestanddelen binnen de jurisdictie van een Partij, welke toebehoren aan een volgens de Duitse wet opgerichte onderneming, waarin niet-vijandelijke onderdanen van Partijen een direct of indirect belang hebben en dit op 1 September 1939 hadden. De in dit deel bedoelde niet-vijandelijke onderdanen van Partijen dienen deze hoedanigheid echter op 1 September 1939 bezeten te hebben.

Artikel 22

Met het oog op de bescherming der belangen van de in artikel 21 van dit Aanhangsel bedoelde niet-vijandelijke onderdanen in de onderneming, zal van de vermogensbestanddelen, waarop dit deel betrekking heeft, met inachtneming van de artikelen 23 en 24 van dit Aanhangsel en overeenkomstig tussen de betrokken Partijen te treffen regelingen, een deel worden vrijgegeven, dat overeenkomt met de omvang van die belangen, indien niet-vijandelijke onderdanen van Partijen direct of indirect:

I) bezitten en op 1 September 1939 bezaten 25 % of meer van de aandelen in de onderneming; of

II) de onderneming beheersen en op 1 September 1939 beheersten.

Artikel 23

Geen Partij zal op grond van dit deel verplicht zijn tot vrijgave van vermogensbestanddelen, ten aanzien waarvan geen claim, ingediend door een andere Partij, door de eerste Partij is ontvangen binnen een jaar na het van kracht worden van de Overeenkomst tussen de betrokken Partijen. Alvorens een op grond van dit deel in te dienen claim te ondersteunen, dient een Partij door haar onderdaan-eiser te doen bewijzen, dat artikel 22 van dit Aanhangsel van toepassing is. Indien een claim is ingediend bij de Partij binnen wier jurisdictie de vermogensbestanddelen zijn gelegen en artikel 22 van dit Aanhangsel van toepassing is, zal die Partij alle andere Partijen hiervan in kennis stellen en de claims van alle niet-vijandelijke onderdanen van deze Partijen, die voldoen aan artikel 21 van dit Aanhangsel, in aanmerking nemen.

Artikel 24

A. De vrijgave van vermogensbestanddelen op grond van dit deel zal in natura plaats vinden, tenzij:

I) de vermogensbestanddelen zijn geliquideerd vóór de datum, waarop overeenkomstig artikel 23 van dit Aanhangsel terzake van deze vermogensbestanddelen een ontvankelijke en ondersteunde claim is ingediend; of

II) de betrokken Partijen overeenkomen dat teruggave in natura praktisch niet uitvoerbaar is; of

III) de vermogensbestanddelen, welke moeten worden vrijgegeven, bestaan uit een productie-onderneming of een aanmerkelijk belang daarin en deze vermogensbestanddelen of de volgens de Duitse wet opgerichte onderneming door Duitsers is beheerst en de Partij binnen wier jurisdictie de vermogensbestanddelen gelegen zijn, niettegenstaande nauwgezette overweging van de economische belangen van het betrokken land of de betrokken landen, in uitzonderingsgevallen beslist, dat zijn nationale veiligheid het behouden der vermogensbestanddelen vordert en hiervan aan de andere Partij of Partijen kennis geeft.

B. Indien geen vrijgave plaats vindt, moet in de plaats daarvan vrijgave plaats vinden van de opbrengst van de verkoop of van de liquidatie der vermogensbestanddelen, welke anders in natura zouden zijn vrijgegeven. Indien deze vermogensbestanddelen niet zijn verkocht of geliquideerd binnen een jaar na een in subparagraaf II) van paragraaf A van dit artikel bedoelde overeenkomst of de in subparagraaf III) van dezelfde paragraaf bedoelde kennisgeving, moet — behoudens een onderling overeengekomen verlenging van deze termijn — vrijgave plaats vinden van de waarde van deze vermogensbestanddelen, vastgesteld volgens algemeen erkende beginselen van waardebepaling.

Artikel 25

De vermogensbestanddelen, welke worden bedoeld in de artikelen 1 tot en met 4 van dit Aanhangsel en welke toebehoren aan een onderneming, welke door deel IV van dit Aanhangsel wordt beheerst, zullen worden beschouwd als te zijn onder de jurisdictie van de Partij, die op grond van de genoemde artikelen gerechtigd zou zijn de vermogensbestanddelen te ontvangen. Wat betreft in vreemde geldsoorten luidende rekeningen als bedoeld in artikel 5 van dit Aanhangsel, welke zijn geopend ten gunste van een door de bepalingen van deel IV beheerste onderneming, zullen het land, waar de primaire rekening uitstaat, en het land, waar de garantierekening uitstaat, worden beschouwd jurisdictie te hebben over de vermogensbestanddelen ieder voor 50 % van de garantierekening in de vreemde geldsoort.

DEEL V

Interpretatie en toepassing

Artikel 26

A. Geen der Partijen zal verplicht zijn tot vrijgave van een vijandelijk belang in bepaalde vermogensbestanddelen aan een andere Partij of aan een onderneming, opgericht volgens de wetten van die andere Partij, behalve voor zover dit belang door de verkrijgende Partij direct of indirect als vijandelijk Duits zou worden beschouwd.

B. Een Partij, die op grond van deze Overeenkomst verplicht is vermogensbestanddelen vrij te geven, zal niet gehouden zijn liquidatiemaatregelen in de vorm van verkoop, aflossing of anderszins ongedaan te maken. Voor de toepassing van deze bepalingen zullen naasting, onder beheerstelling of inbeslagneming niet als liquidatie worden beschouwd.

C. Behoudens uitdrukkelijk afwijkende bepalingen in de Overeenkomst, dient de Partij, die gehouden is vermogensbestanddelen vrij te geven, indien deze geliquideerd zijn, de liquidatie-opbrengst af te geven.

D. Behoudens uitdrukkelijk afwijkende bepalingen in de Overeenkomst is de tot vrijgave van vermogensbestanddelen gehouden Partij verplicht tot vrijgave van renten, dividenden of andere inkomsten (in geld of anderszins), welke zijn ontvangen door deze Partij of door personen, die binnen haar grondgebied op haar gezag optraden met betrekking tot die vermogensbestanddelen.

E. De Partij, aan wie op grond van deze Overeenkomst vermogensbestanddelen zijn vrijgegeven, is verplicht het bestaan te erkennen van verbanden of pandrechten, welke daarop te goeder trouw binnen het grondgebied van de vrijgevende Partij zijn verkregen en

welke van kracht werden vóór de datum, waarop door de ontvangende Partij noodmaatregelen voor oorlogstijd werden uitgevaardigd om het vestigen van verbanden of pandrechten op zodanige vermogensbestanddelen te verhinderen of de datum van de Duitse inval op het grondgebied van de ontvangende Partij, mits deze rechten onder de vóór zulk een datum binnen het grondgebied van de ontvangende partij geldende wetten van kracht waren. De vrijgevende Partij zal op grond van deze bepalingen niet gehouden zijn maatregelen te nemen tot betwisting van te goeder trouw gevestigde en op grond van haar wetten van kracht zijnde verbanden of pandrechten, die opkwamen of gevestigd werden *a)* vóór de datum, waarop door de vrijgevende Partij noodmaatregelen voor oorlogstijd werden uitgevaardigd om het vestigen van verbanden of pandrechten op de vermogensbestanddelen in quaestie te verhinderen, of *b)* na zulk een datum met vergunning of een ander soort machtiging van deze Partij.

F. Administratiekosten en kosten gemaakt tot behoud en liquidatie van vermogensbestanddelen, zullen worden gedragen door de ontvangende Partij, tenzij deze van de vrijgevende Partij vraagt hiervan een deel te dragen. In dit geval zal de verplichting van de afgevende Partij niet verder reiken, dan het bedrag van renten, dividenden of andere inkomsten, welke — naar de ontvangende Partij aantoont — op grond van deze Overeenkomst werden ontvangen en behouden door de vrijgevende Partij of door personen, die binnen haar grondgebied op haar gezag handelend optraden met betrekking tot de betreffende vrijgegeven vermogensbestanddelen.

G. Indien de bepalingen van deze Overeenkomst de vrijgave van vermogensbestanddelen voorschrijven, dienen de wijze van overdracht en de betaling van overdrachtkosten onderling door de betrokken Partijen geregeld te worden.

H. I) Geen der Partijen is op grond van de bepalingen van deze Overeenkomst verplicht tot vrijgave van vermogensbestanddelen ten aanzien waarvan een gerechtelijke of administratieve actie is aanhangig gemaakt, zolang deze actie gaande is binnen het grondgebied van:

a) de vrijgevende Partij, indien de procedure het vasthouden van deze vermogensbestanddelen door de Partij noodzakelijk maakt of kan eindigen met de beslissing, dat de vermogensbestanddelen niet direct of indirect aan vijandelijke Duitsers toebehoorden of door dezen werden beheerst;

b) de verkrijgende Partij, indien de procedure kan eindigen met de beslissing, dat de vermogensbestanddelen niet direct of indirect aan vijandelijke Duitse personen toebehoorden of door dezen werden beheerst, welke beslissing zou beletten, dat de vrijgegeven vermogens-

bestanddelen door deze Partij als vijandelijk-Duits worden behandeld.

II) Indien, na de afgifte van vermogensbestanddelen op grond van de Overeenkomst:

a) de ontvangende Partij als gevolg van een binnen haar grondgebied gevoerd rechtsgeding verplicht is het beheer over vermogensbestanddelen op te heffen, is het aan de vrijgevende Partij toegestaan deze vermogensbestanddelen opnieuw onder beheer te stellen, teneinde het onderwerp van proces aan een zelfstandige beoordeling te onderwerpen;

b) de vrijgevende Partij, als gevolg van een binnen haar grondgebied gevoerd rechtsgeding verplicht is, op een bepaalde wijze over vermogensbestanddelen te beschikken, aan welke verplichting zij door het vrijgeven niet heeft kunnen voldoen, is het aan deze Partij toegestaan de betreffende vermogensbestanddelen weder onder beheer te stellen, teneinde aan de uit het rechtsgeding voortspruitende verplichting te voldoen.

Indien de vrijgevende Partij op grond van deze subparagraaf het beheer over de betrokken vermogensbestanddelen dient te herstellen, is de ontvangende Partij verplicht passende maatregelen te nemen, teneinde het herstel van het beheer te vergemakkelijken.

III) Voorafgaand aan de vrijgave van de vermogensbestanddelen en op verzoek van de vrijgevende Partij zal de ontvangende Partij alle passende maatregelen treffen:

a) teneinde aan de vrijgevende Partij de mogelijkheid te verzekeren van herstel van het beheer over de vermogensbestanddelen zelf, hun opbrengst uit verkoop of liquidatie of hun waarde, ingeval de bepalingen van bovenstaande subparagraaf II) dit noodzakelijk maken;

b) tot vergoeding van lasten en kosten, welke de afgevende Partij met betrekking tot vrijgegeven vermogensbestanddelen schuldig wordt na de dag van afgifte.

I. De vrijgave van vermogensbestanddelen op grond van de bepalingen van deze Overeenkomst zal geen einde maken aan — of op andere wijze van invloed zijn op — de beschikbaarstelling van octrooien aan het publiek, het plaatsen van octrooien in het publiek domein of het al of niet tegen vergoeding verlenen van licentierechten op octrooien, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1 en 2 van de te Londen op 27 Juli 1946 getekende Overeenkomst inzake Duitse octrooien of van een andere overeenkomst, indien deze maatregelen zijn genomen vóór het tijdstip van de vrijgave der vermogensbestanddelen.

J. Partijen behouden het recht om de aanvaarding van op grond van de bepalingen van deze Overeenkomst vrijgegeven vermogensbestanddelen te weigeren. In dit geval zijn zij niet verplicht tot betaling van de lasten en kosten, genoemd in de paragrafen F en G en subparagraaf III) van paragraaf H van dit artikel.

Artikel 27

A. Geen der bepalingen van deze Overeenkomst zal een Partij verplichten tot erkenning van:

I) een overdracht van of een andere transactie met betrekking tot een vijandelijk Duits belang, welke heeft plaats gevonden na het treffen van noodmaatregelen voor oorlogtijd door die Partij of na de Duitse inval op haar grondgebied;

II) een overdracht van zich in Duitsland bevindende niet vijandelijke vermogensbestanddelen aan vijandelijke Duitsers of een verkrijging van de zeggingschap door vijandelijke Duitsers van niet-vijanden over zich in Duitsland bevindende vermogensbestanddelen, indien deze overdracht of verkrijging onder druk van de Duitse Regering zonder voldoende vergoeding vóór of na 1 September 1939 heeft plaats gehad. De bepalingen van deze subparagraaf zullen alleen toepasselijk zijn op vermogensbestanddelen, toebehorende aan — of beheerst door — niet-vijanden, die onderdanen van Partijen waren ten tijde van de overdracht der vermogensbestanddelen of van de verkrijging van de zeggingschap daarover.

B. Bij de beslissing of een vermogensbestanddeel toebehoort aan — of wordt beheerst door — een vijandelijke Duitser, zal geen rekening worden gehouden met een overdracht aan of transacties met een vijandelijke Duitser, welke volgens de bepalingen van de Inter-Geallieerde Verklaring inzake Berovingsdaden van 5 Januari 1943 het karakter hebben van plundering of gedwongen eigendomsoverdracht.

Artikel 28

Vermogensbestanddelen, voor rekening van een vijandelijke Duitser gehouden door een natuurlijk persoon of een al dan niet rechtspersoonlijkheid bezittend zedelijk lichaam als stroman, lasthebber, vertegenwoordiger, trustee of in een andere hoedanigheid, zullen worden beschouwd als rechtstreeks toebehorend aan deze vijandelijke Duitser. De vraag van erkenning van enig belang, dat de houder van deze vermogensbestanddelen ter zake van deze bestanddelen kan doen gelden, wordt door het vorengaande niet geprejudicieerd, doch zal in ieder afzonderlijk geval door middel van onderhandelingen tussen de betrokken Partijen worden opgelost.

Artikel 29

Het onder beheer stellen door een der Partijen van vijandelijke Duitse belangen in vermogensbestanddelen, die zich op haar grondgebied bevinden, wordt niet geacht een einde gemaakt te hebben aan de vijandelijke Duitse belangen in vermogensbestanddelen, die zich binnen het grondgebied van een andere Partij bevinden.

Artikel 30

Een filiaal of ander soortgelijk lichaam, gevestigd binnen het grondgebied van een der Partijen, van een onderneming, opgericht volgens de wet van een ander land, zal worden beschouwd als een afzonderlijke eenheid, gevestigd binnen het grondgebied van genoemde Partij. Een vennootschap, die zijn hoofdzetel binnen het grondgebied van een der Partijen heeft, zal worden beschouwd als een aldaar gevestigde onderneming, ongeacht de verblijf- of woonplaats der vennoten.

Artikel 31

Indien bij de toepassing der bepalingen van de Overeenkomst bijzondere moeilijkheden rijzen inzake een uit verscheidene delen bestaande organisatie met onder- of dochterorganisaties met vermogensbestanddelen binnen het grondgebied van verscheidene partijen, kan een commissie worden gevormd, bestaande uit afgevaardigden van de Partijen in kwestie, teneinde de gerezen moeilijkheden te bestuderen en advies inzake hun oplossing uit te brengen.

Artikel 32

Teneinde de uitvoering van de bepalingen der Overeenkomst te bevorderen, zullen Partijen inlichtingen uitwisselen en op andere wijze samenwerken; met dien verstande, dat inlichtingen, welke op grond hiervan worden verstrekt, door de Partij, die ze ontvangt, als vertrouwelijk moeten worden beschouwd en uitsluitend mogen worden gebruikt voor de toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst en van de Overeenkomst van Parijs inzake Herstelbetalingen van 24 Januari 1946.

Artikel 33

Geen der bepalingen van deze Overeenkomst geeft aan een natuurlijke rechtspersoon of aan een al dan niet rechtspersoonlijkheid bezittend zedelijk lichaam het recht voor enig burgerlijk of administratiefrechtelijk gerecht een geding te voeren tegen zijn eigen Regering of enige andere Partij.

Artikel 34

Voor de toepassing van dit Aanhangsel:

I) omvat het begrip „vermogensbestanddelen" alle rechten, titels en belangen met betrekking tot vermogensbestanddelen;

II) betekent de uitdrukking „noodmaatregelen voor oorlogstijd" alle maatregelen, welke door een Partij op of vóór 1 September 1939 zijn getroffen ter contrôle van aan vijandelijke Duitsers toebehorende vermogensbestanddelen of van transacties door of namens vijandelijke Duitsers tot stand gebracht, onverschillig of het treffen dezer maatregelen al of niet vóór de daadwerkelijke deelneming van deze Regering aan de oorlog plaats vond.

III) betekent de uitdrukking „de peildatum" de dag, waarop het secundaire land, omschreven in deel III van dit Aanhangsel, aan de oorlog deelnam of waarop het noodmaatregelen voor oorlosgtijd uitvaardigde, indien deze datum aan de eerste voorafging.

DEEL VI

Arbitrage

Artikel 35

Teneinde de uitvoering der bepalingen van artikel 4 van de Overeenkomst, waaraan dit Aanhangsel is toegevoegd, te verzekeren, zal een uit zeven leden bestaand College van Scheidslieden op de volgende wijze worden gevormd:

I) Alle Partijen, welke de Overeenkomst hebben getekend vóór het verstrijken van zes maanden, nadat de overeenkomst van kracht is geworden, kunnen schriftelijk aan de Secretaris-Generaal van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen niet meer dan drie candidaten voordragen voor de verkiezing der leden van dit College. Het is de Secretaris-Generaal niet toegestaan na verloop van deze termijn nog voordrachten in ontvangst te nemen.

II) De Secretaris-Generaal zal bij geheime stemming een verkiezing van de leden van het College doen houden, waarbij slechts die Partijen stemrecht hebben, welke de Overeenkomst hebben getekend vóór het verstrijken van zes maanden nadat zij van kracht is geworden.

III) Iedere Partij heeft het recht één stem uit te brengen ter aanvulling van iedere vacature in het College, maar zij mag op één candidaat niet meer dan één stem uitbrengen.

IV) De zeven candidaten, die het hoogste aantal stemmen hebben behaald, zullen als in het College gekozen worden beschouwd, met dien verstande, dat iedere verkozen candidaat ten minste twee derden der door Partijen uitgebrachte stemmen moet behalen en dat niet meer dan twee personen van dezelfde nationaliteit worden gekozen.

V) Uit de aldus gekozen zeven leden van het College zal door de stemgerechtigde Partijen, die ieder één stem uitbrengen, bij geheime

stemming een Voorzitter van het College worden gekozen, waarvoor een meerderheid van ten minste twee derden van de uitgebrachte stemmen vereist is.

VI) Indien de Voorzitter of een ander lid van het college overlijdt of aftreedt, zal de vacature worden vervuld door stemming door de landen, die alsdan Partijen zijn. Iedere Partij heeft het recht één candidaat voor te dragen en de verkiezing dient te geschieden met een meerderheid van ten minste twee derden der uitgebrachte stemmen.

Artikel 36

Onmiddellijk na zijn verkiezing zal het College de door hem noodzakelijk geachte grondregels voor zijn interne organisatie en zijn werkzaamheden opstellen. De leden van het College zullen, uit hoofde van hun lidmaatschap, van de in artikel 35 van subparagraaf II) bedoelde Partijen een honorarium ontvangen tot een bedrag, vastgesteld door de Secretaris-Generaal van de Intergeallieerde Organisatie voor Herstelbetalingen.

Artikel 37

A. Indien een geschil niet binnen een redelijke tijd is opgelost door middel van onderhandelingen als bedoeld in artikel 4 van de Overeenkomst, waaraan dit Aanhangsel is toegevoegd, kan een der Partijen de Voorzitter van het College van Scheidslieden, bedoeld in artikel 35 van dit Aanhangsel, verzoeken een onpartijdig Scheidsman uit het College aan te wijzen, die de Partijen zal horen en kan verzoeken het geleverd bewijs aan te vullen. De Scheidsman zal de oplossing aangeven, die volgens zijn mening het meest strookt met de geest van de Overeenkomst en deze oplossing zal voor de betrokken Partijen bindend en onherroepelijk zijn.

B. De Voorzitter zal op verzoek van ieder der bij het geschil betrokken Partijen beslissen of een redelijke tijd is verlopen, alvorens de aangelegenheid aan arbitrage wordt onderworpen, krachtens paragraaf A van dit artikel, met dien verstande, dat een periode van minder dan een jaar na het begin van de onderhandelingen tussen de bij het geschil betrokken Partijen voor de toepassing van deze paragraaf niet als een redelijke tijd zal worden aangemerkt.

Artikel 38

De vraag, of volgens de mening van het secundaire land zijn nationale veiligheid het behouden van vermogensbestanddelen, als bedoeld in paragraaf A, III) van artikel 13 en paragraaf A van artikel 24 van dit Aanhangsel, vereist, kan niet aan arbitrage worden onderworpen.

Artikel 39

De Scheidsman heeft niet de bevoegdheid verandering te brengen in de op grond van artikel 14 van dit Aanhangsel bestaande ver-

plichting tot volledige betaling in de geldsoort van het secundaire land binnen zeven jaar na de vrijgave der vermogensbestanddelen.

Artikel 40

De bij het geschil betrokken Partijen zullen aan de Scheidsman het honorarium en de gemaakte kosten, zoals door hem in rekening gebracht, betalen. De bij het geschil betrokken Partijen kunnen aan de Voorziter van het College herziening vragen van het honorarium en de gemaakte kosten, zoals door de Scheidsman in rekening gebracht, of van de wijze van verdeling dezer bedragen over de bij het conflict betrokken Partijen. De door de Voorzitter terzake te nemen beslissing is onherroepelijk.

[illegible]

C) Indien de Voorzitter of een ander lid van het college [illegible]

[illegible]

Artikel 37

A. Indien een geschil een kwestie van redelijke tijd [illegible] door middel van [illegible] als bedoeld in artikel 4 van de Overeenkomst, waarvan dit Aanhangsel [illegible], kan een der Partijen de Voorzitter van het College van Scheidslieden, bedoeld in artikel 35 van dit Aanhangsel, verzoeken een onpartijdig Scheidsman uit het College aan te wijzen, die de Partijen zal horen [illegible] De Scheidsman zal de oplossing aangeven die volgens zijn mening het meest strookt met de geest van de Overeenkomst en deze oplossing zal voor de betrokken Partijen bindend en onherroepelijk zijn.

B. De Voorzitter zal op verzoek van ieder der bij het geschil betrokken Partijen [illegible]

Artikel 38

De vraag, of volgens de mening van het [illegible] [illegible] bedoeld in paragraaf A. III van artikel 33 en paragraaf A [illegible] artikel 34 van dit Aanhangsel, [illegible] kan niet aan arbitrage worden onderworpen.

Artikel 39

De Scheidsman heeft [illegible] [illegible] artikel 34 van dit Aanhangsel [illegible]

A°. 1949.  N°. 94

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 13de September 1949, no. 6356* b *tot wijziging van de Beschikking van de 5de April 1946, no. 2725 (P.B. 1946, no. 39), ter uitvoering van arti-artikel 1, lid 1 onder e, artikel 2, lid 3, artikel 4, lid 1 onder a, artikel 6, leden 1 onder b, 2 en 3, artikel 35, artikel 36, lid 4 en artikel 38, lid 1 onder b van het Curaçaos Verlofreglement 1946 (P.B. 1946, no. 34).*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

de brief dd. 1 Augustus 1949, no. 5304 van de Gezaghebber a.i. van Aruba;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. In het gestelde sub H onder 2 van de Beschikking van de 5de April 1946, no. 2725 (P.B. 1946, no. 39) ter uitvoering van artikel 1, lid 1 onder e, artikel 2, lid 3, artikel 4, lid 1 onder a, artikel 6, leden 1 onder b, 2 en 3, artikel 35, artikel 36, lid 4 en artikel 38, lid 1 onder b van het Curaçaos Verlofreglement 1946 (P.B. 1946, no. 34), zoals gewijzigd laatste-

lijk bij beschikking van de 27ste Mei 1949, no. 3716a (P.B. 1949, no. 67), wordt in plaats van „lid-voorzitter .... R. M. Robles" gelezen: „lid-voorzitter .... J. R. Arends".

II. Te bepalen, dat deze beschikking, welke in het Publicatieblad zal worden opgenomen, wordt geacht te zijn in werking getreden met ingang van 19 Juli 1949.

Willemstad, de 13de September 1949.

In opdracht,

Het Lid van het
College van Algemeen Bestuur,

KWARTSZ.

Uitgegeven de 17de September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 95

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 20ste September 1949, no. 7770 tot wijziging van de Beschikking van de 19de Maart 1942, no. 1749a (P. B. 1942, no. 48), houdende vaststelling van de koers van het Pond Sterling en de Amerikaanse Dollar.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

het advies van de Deviezencommissie dd. 20 September 1949, no. 188/49;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. De Beschikking van de 19de Maart 1942, no. 1749a (P. B. 1942, no. 48), houdende vaststelling van de koers van het Pond Sterling en de Amerikaanse Dollar, zoals gewijzigd bij Beschikking van de 26ste Augustus 1949, no. 6658 (P. B. 1949, no. 89), als volgt te wijzigen:

a. De bij Ten eerste sub 2 en de bij Ten tweede sub 2 genoemde sterling-koers te wijzigen in *f* 5.26 per Engels pond sterling.

b. De bij Ten derde sub 2 genoemde sterling-koers te wijzigen in: *f* 5.33¼ per Engels pond sterling.

II. Te bepalen, dat deze beschikking in het Publicatieblad zal worden opgenomen.

Willemstad, de 20ste September 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 20ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 96

PUBLICATIEBLAD

BESLUIT *van de 19de September 1949 tot wijziging van de Bezoldigingsregeling 1948 (P. B. 1948, no. 152).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 36, 1ste lid der Staatsregeling het nodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, besloten:

Artikel 1.

In schaal 52 van bijlage A van de Bezoldigingsregeling 1948 (P. B. 1948, no. 152), zoals deze is gewijzigd, laatstelijk bij besluit van de 28ste Juni 1949 (P. B. 1949, no. 71), wordt op de daarvoor naar alphabetisch-lexicografische volgorde bestemde plaats opgenomen: „Meteoroloog[1])", terwijl aan het einde van de schaal een voetnoot wordt toegevoegd luidende:

[1]) Voor deze functie is de graad van dr. of drs. in de wis- en natuurkunde vereist.".

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van de dag na die zijner afkondiging.

Gegeven te Willemstad, de 19de September 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. Gorsira.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 22ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 97

PUBLICATIEBLAD

BESLUIT *van de 19de September 1949 tot wijziging van het Keuringsreglement Politie (P. B. 1949, no. 21).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 4 sub d van de Landsverordening van de 19de October 1948 (P. B. 1948, no. 129), houdende een nieuwe organisatie van de politie in de Nederlandse Antillen (Politieregeling 1948) het nodig is, het navolgende vast te stellen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, besloten:

Artikel 1.

Het Besluit van de 21ste Februari 1949 (Keuringsreglement Politie) (P. B. 1949, no. 21) wordt gewijzigd als volgt:

1. Na artikel 7 wordt een nieuw artikel ingevoegd, luidende:

„Artikel 8.

Het bepaalde in artikel 2 van dit Besluit is niet van toepassing op het personeel in vaste- of in tijdelijke Curaçaose dienst bij het Korps Militaire Politietroepen, de Burgerpolitie en de Veldwacht, dat bij opheffing van genoemde Korpsen wordt benoemd om hier te lande in bezoldigde burgerlijke politiedienst werkzaam te zijn."

2. Artikel 8 wordt genummerd: artikel 9.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking met ingang van het tijdstip van inwerkingtreding van de Politieregeling 1948.

Gegeven te Willemstad, de 19de September 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ. L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 22ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. N°. 98



PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 27ste September 1949 tot regeling van de pensioenaanspraken van het tot het Politiekorps overgaande personeel der militaire politie en hun weduwen en wezen.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is, bijzondere bepalingen in het leven te roepen voor de regeling van de pensioenaanspraken der politiemilitairen, die overgaan tot het Politiekorps, bedoeld bij de Politieregeling 1948 (P. B. 1948, no. 129), alsmede van die van hun weduwen en wezen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

Op de politiemilitairen in de zin van de Pensioenverordening Politiemilitairen 1939 (P. B. 1939, no. 22), die overgaan tot het Politiekorps, bedoeld bij de Politieregeling 1948 (P. B. 1948, no. 129), wordt van toepassing de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zoals deze sedert is gewijzigd, met inachtneming van de navolgende artikelen.

Artikel 2.

De bepalingen van de Pensioenverordening Politiemilitairen 1939 (P. B. 1939, no. 22), zoals deze sedert zijn gewijzigd, blijven van kracht voor hen, die bij het tot stand komen van de reorganisatie van de politie, reeds op de voet van die bepalingen in het genot van pensioen zijn gesteld of wier recht op pensioen — volgens die bepalingen — alsdan reeds is ontstaan, alsmede voor hun weduwen en wezen.

Artikel 3.

Bij de overgang in burgerlijke dienst tot het Politiekorps geldt de diensttijd, welke volgens de bepalingen van de Pensioenverordening Politiemilitairen 1939 voor pensioen geldig is of kan worden gemaakt, op de voet dier bepalingen mede als voor pensioen geldige diensttijd.

Artikel 4.

Op de politiemilitairen, die in burgerlijke dienst tot het Politiekorps overgaan, is het bepaalde ten aanzien van de leeftijdsgrens van 35 jaren en het geneeskundig onderzoek, als bedoeld in artikel 3, lid 1, sub b. en c. van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938, niet van toepassing.

Artikel 5.

In afwijking van hetgeen in de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 is bepaald ten aanzien van de verschuldigde bijdragen, zijn de politiemilitairen op het tijdstip van hun overgang in burgerlijke dienst tot het Politiekorps geen andere (huwelijks-) bijdragen ten behoeve van eigen en/of weduwen- en wezenpensioen, zo-

mede voor inkoop van vroegere diensttijd verschuldigd dan die, welke zij krachtens de Pensioenverordening Politiemilitairen 1939 en daaraan voorafgegane voor hen gegolden hebbende regelingen hebben voldaan of nog zullen hebben te voldoen. Evenmin zijn zij de bijdrage, bedoeld in artikel 35 lid 1 van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 over het jaar 1938 verschuldigd, indien zij op een tijdstip na de overgang pensioengerechtigde betrekkingen krijgen of herkrijgen.

Artikel 6.

Op de in burgerlijke dienst tot het Politiekorps overgegane politiemilitairen blijven van toepassing de overgangsartikelen 45, 46, 47, 49, 50, 51 en 52 van de Pensioenverordening Politiemilitairen 1939.

Artikel 7.

Deze landsverordening treedt in werking op een nader door de Gouverneur te bepalen tijdstip.

Gegeven te Willemstad, de 27ste September 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 27ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

[illegible]

Artikel 6.

[illegible]

Artikel 7.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

A°. 1949. N°. 99



PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 27ste September 1949, no. 7741, bepalende het tijdstip van inwerkingtreding van de Politieregeling 1948 (P. B. 1948, no. 129) en van de Landsverordening van de 27ste September 1949 (P. B. 1949, no. 98) tot regeling van de pensioenaanspraken van het tot het Politiekorps overgaande personeel der militaire politie en hun weduwen en wezen.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelet op:

artikel 13 lid 1 van de Politieregeling 1948 (P. B. 1948, no. 129);
artikel 7 van de Landsverordening van de 27ste September 1949 (P. B. 1949, no. 98) tot regeling van de pensioenaanspraken van het tot het Politiekorps overgaande personeel der militaire politie en hun weduwen en wezen;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. De Landsverordening van de 19de October 1948 (P. B. 1948, no. 129), houdende een nieuwe organisatie van de politie in de Nederlandse Antillen (Politie-

regeling 1948), alsmede de Landsverordening van de 27ste September 1949 (P. B. 1949, no. 98) tot regeling van de pensioenaanspraken van het tot het Politiekorps overgaande personeel der militaire politie en hun weduwen en wezen, treden in werking met ingang van de 1ste October 1949.

II. Te bepalen, dat deze beschikking in het Publicatieblad zal worden opgenomen.

Willemstad, de 27ste September 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 27ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949 N°. 100



PUBLICATIEBLAD

BESLUIT *van de 27ste September 1949 ter uitvoering van artikel 14 van de Verordening van de 31ste December 1889 (P.B. 1936, no. 86), bevattende nadere regeling van de Postdienst in Curaçao.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Overwegende, dat ter uitvoering van artikel 14 van de Verordening van de 31ste December 1889 (P.B. 1936, no. 86) bevattende nadere regeling van de Postdienst in Curaçao, het nodig is het volgende vast te stellen:

Heeft, de Raad van Advies gehoord, besloten:

Artikel 1.

1. Met ingang van 3 October 1949 worden, zolang de voorraad strekt, tot en met 15 December 1949, nevens de gewone frankeerzegels van 6 en 25 cent, verkrijgbaar gesteld bijzondere frankeerzegels in dezelfde waarden, ter herdenking van het 75-jarig bestaan van de Wereldpostvereniging.

2. Deze zegels, waarop aan de bovenkant de jaartallen „1874—1949" en aan de onderkant de waardeaanduiding plus de woorden „Ned. Antillen" zijn vermeld, vertonen in het midden de wereldbol waaromheen een band met het woord „Wereldpostvereniging", terwijl in het centrum drie posthoorns voorkomen.

Artikel 2.

De in artikel 1 genoemde zegels zijn zowel in het binnen- als in het buitenlands verkeer voor frankering geldig tot en met 31 December 1950 te middernacht. Op deze zegels zijn dezelfde bepalingen van toepassing, welke gelden voor gewone frankeerzegels.

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking met ingang van 3 October 1949.

Gegeven te Willemstad, de 27ste September 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 29ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

Artikel 2.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging.

Gegeven te Willemstad, de 27ste September 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 1ste October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

REGLEMENT VAN ORDE VOOR HET COLLEGE VAN ALGEMEEN BESTUUR.

Artikel 1.

1. Behoudens het bepaalde in de tweede zin van het eerste lid van artikel 72 van de Curaçaose Staatsregeling (P.B. 1948, no. 71) vergadert het College van Algemeen Bestuur op bijeenroeping van de Voorzitter, zo dikwijls als hij dit nodig oordeelt of zo dikwijls twee of meer leden dit schriftelijk en met opgaaf van redenen verlangen.

2. Deze bijeenroeping geschiedt, behalve wanneer in een vergadering het tijdstip voor een volgende vergadering is bepaald, schriftelijk in de regel twee maal vier en twintig uren van tevoren met opgave, voor zoveel mogelijk, van te behandelen onderwerpen.

3. In spoedeisende gevallen kan de bijeenroeping ook mondeling geschieden.

4. Het College kan bepalen, dat een volgende vergadering, waarvan het tijdstip is bepaald, niet zal worden gehouden.

Artikel 2.

1. Bij verhindering of ontstentenis van de Voorzitter wordt hij vervangen door een ander lid van het College als waarnemend Voorzitter, daartoe door het College uit zijn midden te kiezen.

2. Ingeval van verhindering een vergadering bij te wonen, geven de leden hiervan vóór de vergadering kennis aan de Voorzitter.

Artikel 3.

1. Indien de Voorzitter van het College zich tijdelijk buitenslands begeeft, is hij gehouden de Gouverneur daarvan schriftelijk in kennis te stellen.

2. Een lid van het College geeft in hetzelfde geval schriftelijk kennis aan de Gouverneur en de Voorzitter.

Artikel 4.

1. Het College beraadslaagt en beslist in het algemeen over alle zaken, welke gemeenschappelijk overleg tussen de leden vorderen, teneinde eenheid in het bestuursbeleid te verzekeren.

2. In het bijzonder beraadslaagt en beslist het College over de ontwerpen van landsverordeningen en van besluiten houdende algemene maatregelen, als bedoeld in artikel 54 van de Curaçaose Staatsregeling (P.B. 1948, no. 71).

Artikel 5.

De vergaderingen van het College worden met gesloten deuren gehouden.

Artikel 6.

Alle ter beoordeling of ter beslissing bestemde stukken moeten vóór de vergadering, in welke zij behandeld zullen worden, bij de leden rondgaan of in afschrift ter kennis van de leden worden gebracht, tenzij het College dit in het algemeen of in bijzondere gevallen overbodig mocht verklaren.

Artikel 7.

De namen van de ter vergadering aanwezige leden van het College worden aangetekend in het verslag bedoeld in artikel 14. Indien de Gouverneur het voorziterschap bekleedt, wordt daarvan in het verslag melding gemaakt.

Artikel 8.

1. De Voorzitter brengt alle ter beoordeling of ter beslissing ingekomen stukken ter tafel en regelt de orde der werkzaamheden op de vergaderingen.

2. Geen stuk of voorstel wordt in de vergadering in behandeling genomen, wanneer het lid, wie het stuk of het voorstel in het bijzonder aangaat, niet ter vergadering aanwezig is, tenzij dit lid zelf heeft verzocht de behandeling niet uit te stellen of tenzij het College van oordeel is, dat de behandeling geen uitstel gedoogt.

3. Het College is bevoegd om een stuk of een voorstel in handen van een of meer leden te stellen teneinde daarover aan het College advies uit te brengen.

4. Op verzoek van een of meer der leden kan het College beslissen, dat de vergadering ter voorlichting inzake met name aangewezen onderwerpen geheel of gedeeltelijk door deskundigen wordt bijgewoond.

Artikel 9.

De vergadering kan door de Voorzitter als maatregel van orde, doch voor niet langer dan ten hoogste 24 uren, worden geschorst.

Artikel 10.

1. Tot het nemen van een beslissing wordt de tegenwoordigheid van meer dan de helft van het aantal leden, de Voorzitter of waarnemend Voorzitter inbegrepen, vereist.

2. De beslissingen van het College worden bij meerderheid van stemmen genomen. De Voorzitter stemt het laatst.

3. De stemming waarvan de volgorde door de Voorzitter wordt geregeld geschiedt mondeling. Onthoudt een lid zich van stemming, dan wordt de reden daarvan in het verslag bedoeld in artikel 14 vermeld.

Artikel 11.

Bij staken van stemmen wordt het nemen van een beslissing tot een volgende vergadering uitgesteld. Staken de stemmen opnieuw dan wordt het voorstel geacht te zijn verworpen.

Artikel 12.

Een lid, dat zich met een genomen beslissing niet kan verenigen, kan vorderen, dat van zijn afwijkend gevoelen aantekening wordt gehouden in het verslag, bedoeld in artikel 14. Indien dit geval zich voordoet, zal het betrokken lid niet mogen handelen tegen de beslissing van het College.

Artikel 13.

1. Het College wordt bijgestaan door een door de Gouverneur op voordracht van het College aan te wijzen Secretaris.

2. Ingeval van ziekte, afwezigheid of ontstentenis van de Secretaris wordt zijn functie waargenomen door een plaatsvervangend Secretaris, eveneens door de Gouverneur op voordracht van het College daartoe aan te wijzen.

Artikel 14.

1. Van de vergaderingen wordt door de Secretaris een verslag opgemaakt, hetwelk, na in de eerstvolgende vergadering te zijn behandeld en vastgesteld, door de Voorzitter en de Secretaris wordt ondertekend.

2. Het verslag wordt binnen dertig dagen, nadat het is vastgesteld, in afschrift aan de Gouverneur ter kennisneming aangeboden.

Artikel 15.

1. Het contact tussen de Gouverneur en het College wordt zoveel mogelijk door de Voorzitter onderhouden.

2. Schriftelijke voorstellen, uitgaande van het College en gericht aan de Gouverneur, worden door de Voorzitter ondertekend.

3. De ondertekening van de overige correspondentie, uitgaande van het College, geschiedt door of namens de Voorzitter.

Artikel 16.

1. De formulieren van afkondiging, vermeld in de artikelen 42 lid 2, 52 lid 2 en 55 lid 2, het formulier van aanbieding, vermeld in artikel 102 lid 2, en de formulieren van kennisgeving, vermeld in de artikelen 104 lid 2, 105

lid 2, 108 lid 2, 109 lid 2, 113 lid 2 sub 1e en 113 lid 2 sub 2e van de Curaçaose Staatsregeling (P.B. 1948, no. 71), worden mede ondertekend door het lid of de leden, wie het onderwerp in het bijzonder aangaat.

2. Het lid of de leden, die het formulier van aanbieding, vermeld in artikel 102 lid 2 van de Curaçaose Staatsregeling (P.B. 1948, no. 71), heeft of hebben ondertekend, woont of wonen als regel de beraadslagingen van de Staten bij als gemachtigde(n) van de Gouverneur.

Artikel 17.

1. De beschikkingen ter uitvoering van een beslissing van een lid of van leden van het College van Algemeen Bestuur worden door dat lid of die leden ondertekend in opdracht van de Gouverneur.

2. De beschikkingen betreffende zaken van personele aard, waarin de beslissing bij het College berust, worden ondertekend door de Voorzitter.

Artikel 18.

1. Indien een lid zich niet kan verenigen met een aan hem door de Gouverneur verstrekte opdracht of een handeling van de Gouverneur met betrekking tot de hem opgedragen bevoegdheden, doet dat lid daarvan desgewenst door bemiddeling van het College onder opgaven van zijn beweegredenen schriftelijk mededeling aan de Gouverneur.

2. Indien de Gouverneur zich niet kan verenigen met een door een lid gedaan voorstel of een door een lid verrichte handeling met betrekking tot de aan dat lid opgedragen bevoegdheden, doet de Gouverneur daarvan desgewenst onder opgave van zijn beweegredenen schriftelijk mededeling aan het College.

Artikel 19.

Indien een lid een beslissing of een handeling van de Gouverneur of van het College in strijd acht met zijn verantwoordelijkheid geeft hij daarvan onder opgave van zijn beweegredenen schriftelijk kennis aan het College, dat daarvan onmiddellijk mededeling doet aan de Gouverneur.

Artikel 20.

Onverminderd het bepaalde in artikel 74 van de Curaçaose Staatsregeling (P.B. 1948, no. 71) is de Voorzitter bevoegd de leden met betrekking tot bepaalde te hunner kennis gebrachte zaken geheimhouding op te leggen.

Aldus ontworpen door het College van Algemeen Bestuur in zijn vergadering van 13 Januari 1949.

Goedgekeurd bij beschikking van de Gouverneur dd. 28 Januari 1949, no. 399.

A°. 1949. N°. 102



PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 27ste September 1949, regelende de bezoldiging, de vergoeding voor reis- en verblijfkosten, alsmede het pensioen van de Vertegenwoordiger in Nederland.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat ter uitvoering van artikel 76, lid 5, der Staatsregeling de bezoldiging, de vergoeding voor reis- en verblijfkosten, alsmede het pensioen van de Vertegenwoordiger in Nederland bij landsverordening moeten worden geregeld;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

1. De Vertegenwoordiger in Nederland geniet een bezoldiging en een toelage wegens representatiekosten van onderscheidenlijk *f* 12.000,— en *f* 2.400,— per jaar.

2. Bezoldiging en toelage wegens representatiekosten gaan in met de dag van benoeming en eindigen op de dag van ontslag.

3. Wegens tegemoetkoming in de kosten van uitrusting van zich, en zo gehuwd, van zich en zijn wettig gezin wordt de Vertegenwoordiger vóór zijn vertrek naar Nederland een door de Gouverneur te bepalen bedrag van ten hoogste *f* 3.000,— uitgekeerd.

Artikel 2.

1. De landsdienaar, die een benoeming tot Vertegenwoordiger in Nederland aanvaardt, wordt met ingang van de dag van zijn benoeming op non-activiteit gesteld.

2. Met ingang van de dag, waarop hij ophoudt Vertegenwoordiger in Nederland te zijn, wordt de landsdienaar in activiteit hersteld, tenzij zijn ambtsbetrekking reeds eerder mocht zijn geëindigd, aan hem wegens het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd en diensttijd in de zin der Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren (P.B. 1938, no. 15), zoals gewijzigd, ontslag mocht worden verleend of herstel in activiteit om andere redenen niet mocht plaats vinden.

3. De overeenkomstig het eerste lid op non-activiteit gestelde landsdienaar is ontheven van de waarneming van zijn ambt tot op de dag van zijn weder-in-activiteitstelling. Zijn bezoldiging met inbegrip van eventuele toelagen wordt gedurende de non-activiteit niet genoten.

4. Behoudens het bepaalde in artikel 6 telt de tijd door een landsdienaar op non-activiteit doorgebracht mede voor het verkrijgen van aanspraken, voortvloeiende uit voor landsdienaren geldende wettelijke regelingen. Voor beoordeling van met zijn bezoldiging in verband staande aanspraken, wordt de bezoldiging als basis genomen, welke

hij in activiteit zou hebben genoten. Gedurende de non-activiteit wordt de landsdienaar op gelijke voet als de actief dienende landsdienaren in aanmerking gebracht voor bevordering.

5. Landsdienaar in de zin van deze verordening is hij, die door of vanwege de Gouverneur is benoemd om hier te lande in burgerlijke dienst werkzaam te zijn, alsmede de Griffier der Staten en het personeel van het Beheerskantoor der Indische Pensioenfondsen in de Nederlandse Antillen.

Artikel 3.

1. Het bepaalde in de leden 1 tot en met 4 van het vorige artikel is van overeenkomstige toepassing op de verplichte onderwijzer bij het krachtens wettelijke regeling gesubsidieerd bijzonder onderwijs, die een benoeming tot Vertegenwoordiger in Nederland aanvaardt en deswege door het betrokken schoolbestuur op non-activiteit wordt gesteld.

2. Over de tijd gedurende welke een onderwijzer als bedoeld, de betrekking van Vertegenwoordiger in Nederland bekleedt, worden aan het betrokken schoolbestuur uit hoofde van bezoldiging en toelagen van die onderwijzer geen uitkeringen gedaan.

Artikel 4.

1. De Vertegenwoordiger in Nederland heeft recht op vrije overtocht of vergoeding van overtochtskosten voor zich en zijn wettig gezin van zijn woonplaats in de Nederlandse Antillen naar zijn standplaats in Nederland of omgekeerd, in de eerste klasse van het vervoermiddel,

waarmede wordt gereisd, alsmede op vrij vervoer of vergoeding van vervoerskosten voor zijn reisgoed tot een door de Gouverneur te bepalen bedrag:

a. bij zijn benoeming;

b. na ontheffing uit zijn functie.

2. Op gelijke voet wordt hem, zonder dat evenwel zijn wettig gezin daarop aanspraak kan maken, vrije overtocht en vervoer of vergoeding van kosten verleend, wanneer hij zich overeenkomstig zijn instructie naar de Nederlandse Antillen moet begeven.

Artikel 5.

De Vertegenwoordiger in Nederland heeft als zodanig recht op vergoeding voor reis- en verblijfkosten als volgt:

a. bij reizen in Nederland: volgens de bepalingen en met overeenkomstige toepassing van het Reisbesluit 1916 (Koninklijk Besluit van de 29ste October 1915, Stbl. 451, zoals gewijzigd); voor de toepassing van dit Besluit wordt hij geacht te zijn ingedeeld in de eerste klasse;

b. bij reizen buiten Nederland: vrij reizen in de eerste klasse van het vervoermiddel, waarmede wordt gereisd, en verblijfkosten tot een voor elk geval afzonderlijk door de Gouverneur te bepalen bedrag per dag.

Artikel 6.

1. Aan de gewezen Vertegenwoordiger in Nederland wordt met ingang van de datum van ontslag als zodanig, indien hij op die datum de 50-jarige leeftijd heeft bereikt, een pensioen toegekend ten laste van 's Lands kas.

2. Wanneer de Vertegenwoordiger in Nederland op

de datum van ontslag als zodanig de 50-jarige leeftijd nog niet heeft bereikt, wordt het pensioen eerst toegekend met ingang van de dag van het bereiken daarvan.

Artikel 7.

1. Als grondslag voor de regeling van het pensioen wordt genomen het jaargemiddelde van de over de laatste 24 kalendermaanden genoten bezoldiging. Kan deze grondslag niet gelden, dan wordt het jaargemiddelde genomen van de bezoldiging, welke genoten werd over het kortere tijdvak.

2. Het toe te kennen pensioen bedraagt twee en een half ten honderd van het in lid 1 genoemde jaargemiddelde per jaar en wordt berekend over het gehele tijdvak dat betrokkene Vertegenwoordiger in Nederland was. Bij de berekening daarvan wordt een gedeelte van een maand voor een volle maand medegeteld. Het pensioen wordt afgerond tot het naaste getal volle guldens, dat een veelvoud is van drie en bedraagt ten hoogste *f* 5000.—.

3. Op het pensioen wordt duurtetoeslag toegekend, indien en op de voet van de bepalingen naar welke deze aan de gepensionneerde landsdienaren is of wordt toegekend.

Artikel 8.

1. Geen pensioen is verschuldigd gedurende de tijd, dat de rechthebbende weder Vertegenwoordiger in Nederland is.

2. Bij beeindiging van elke volgende periode, gedurende welke betrokkene Vertegenwoordiger in Nederland was, wordt het pensioen opnieuw vastgesteld met inachtneming van het bepaalde in de artikelen 6 en 7, lid 1 en 2.

De verschillende tijdvakken als Vertegenwoordiger in Nederland doorgebracht worden daarbij samengevoegd tot één tijdvak.

Artikel 9.

1. Wordt naast het pensioen als gewezen Vertegenwoordiger in Nederland, op grond van andere voorschriften pensioen genoten ten laste van de Nederlandse Antillen, ten laste van een publiekrechtelijk lichaam in de Nederlandse Antillen of ten laste van een door het openbaar gezag ingesteld fonds, dan wordt, indien het totaal dezer pensioenen *f* 5000.— per jaar zou overschrijden, het pensioen als gewezen Vertegenwoordiger in Nederland met het bedrag dier overschrijding verminderd.

2. In het geval in het vorige lid bedoeld wordt de in artikel 7, lid 3, bedoelde duurtetoeslag zodanig verminderd, dat het overblijvende gedeelte daarvan en de duurtetoeslag over het krachtens andere voorschriften genoten pensioen tezamen gelijk zullen zijn aan de duurtetoeslag, welke over het totaal bedrag van de pensioenen is berekend.

Artikel 10.

De tijd, gedurende welke een landsdienaar, dan wel een verplicht onderwijzer bij het krachtens wettelijke regeling gesubsidieerd bijzonder onderwijs, ingevolge artikel 2, respectievelijk artikel 3, op non-activiteit is gesteld, komt wel als diensttijd in aanmerking voor de beoordeling der pensioenaanspraken, doch niet voor de berekening van het pensioenbedrag ingevolge de voor de landsdienaar of daarmede in de zin van deze landsverordening gelijk gestelden geldende bepalingen.

Artikel 10.

1. Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging en werkt terug tot en met 3 December 1948.

Gegeven te Willemstad, de 27ste September 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 1ste October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 103

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 27ste September 1949, regelende de schadeloosstelling, de vergoeding voor reis- en verblijfkosten, alsmede het pensioen van de leden van het College van Algemeen Bestuur.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat ter uitvoering van artikel 71 der Staatsregeling de schadeloosstelling, de vergoeding voor reis- en verblijfkosten, alsmede het pensioen van de leden van het College van Algemeen Bestuur bij landsverordening moeten worden geregeld;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

1. De leden van het College van Algemeen Bestuur genieten een schadeloosstelling van *f* 15.000,— per jaar.

2. Op de schadeloosstelling wordt duurtetoeslag

toegekend, indien en op de voet van de bepalingen naar welke deze aan de landsdienaren is of wordt toegekend.

3. De voorzitter geniet daarenboven een toelage van *f* 1800.— 's jaars.

Artikel 2.

1. De landsdienaar, die een benoeming tot lid van het College van Algemeen Bestuur aanvaardt, wordt met ingang van de dag van zijn benoeming op non-activiteit gesteld.

2. Met ingang van de dag, waarop zijn lidmaatschap van het College van Algemeen Bestuur eindigt, wordt de landsdienaar in activiteit hersteld, tenzij zijn ambtsbetrekking reeds eerder mocht zijn geëindigd, aan hem wegens het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd en diensttijd in de zin der Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren (P. B. 1938, no. 15), zoals gewijzigd, ontslag mocht worden verleend of herstel in activiteit om andere redenen niet mocht plaats vinden.

3. De overeenkomstig het eerste lid op non-activiteit gestelde landsdienaar is ontheven van de waarneming van zijn ambt tot op de dag van zijn weder-in-activiteitstelling. Zijn bezoldiging met inbegrip van eventuele toelagen wordt gedurende de non-activiteit niet genoten.

4. Behoudens het bepaalde in artikel 6 telt de tijd door een landsdienaar op non-activiteit doorgebracht mede voor het verkrijgen van aanspraken, voortvloeiende uit voor landsdienaren geldende wettelijke regelingen. Voor beoordeling van met zijn bezoldiging in verband staande aanspraken, wordt de bezoldiging als basis genomen, welke hij in activiteit zou hebben genoten. Gedurende de non-activiteit wordt de landsdienaar op gelijke voet als de actief dienende landsdienaar in aanmerking gebracht voor bevordering.

5. Landsdienaar in de zin dezer verordening is hij, die door of vanwege de Gouverneur is benoemd om hier te lande in burgerlijke dienst werkzaam te zijn, alsmede de Griffier der Staten en het personeel van het Beheerskantoor der Indische Pensioenfondsen in de Nederlandse Antillen.

Artikel 3.

1. Het bepaalde in de leden 1 tot en met 4 van het vorig artikel is van overeenkomstige toepassing op de verplichte onderwijzer bij het krachtens wettelijke regeling gesubsidieerd bijzonder onderwijs, die een benoeming tot lid van het College van Algemeen Bestuur aanvaardt en deswege door het betrokken schoolbestuur op non-activiteit wordt gesteld.

2. Over de tijd, gedurende welke een onderwijzer als bedoeld, lid is van het College van Algemeen Bestuur, worden aan het betrokken schoolbestuur uit hoofde van bezoldiging en toelagen van die onderwijzer geen uitkeringen gedaan.

Artikel 4.

1. De leden van het College van Algemeen Bestuur hebben als zodanig recht op vrij reizen in de eerste klasse van het vervoermiddel, waarmede wordt gereisd. Vergoeding voor kosten van vervoer binnen een eiland wordt verleend tot de noodzakelijk gemaakte kosten.

2. Zij genieten bij reizen, als in het eerste lid bedoeld, vergoeding wegens verblijfkosten als volgt:

a. bij reizen naar Aruba en Curaçao *f* 20,— per dag;

b. bij reizen naar Bonaire en de Bovenwindse Eilanden *f* 10,— per dag;

c. bij reizen naar het buitenland een voor elk geval afzonderlijk door de Gouverneur te bepalen bedrag per dag.

Artikel 5.

1. Bij reizen, die 12 uur of korter hebben geduurd, wordt vergoeding wegens verblijfkosten berekend over een halve dag.

2. Bij reizen, die langer dan 12 uur en ten hoogste 24 uur hebben geduurd, wordt de vergoeding berekend over een gehele dag.

3. Bij reizen, die langer dan 24 uur hebben geduurd, wordt een halve dag in rekening gebracht voor de dag, waarop de reis na 12 uur 's middags is aangevangen, zomede voor de dag, waarop de terugkeer voor 12 uur 's middags plaats vindt.

4. Bij de vaststelling van het bedrag wegens verblijfkosten ingevolge het tweede lid, sub c, van het vorig artikel kan van het vorenbepaalde worden afgeweken.

Artikel 6.

1. Aan de aftredende leden van het College van Algemeen Bestuur wordt met ingang van de datum van ontslag als zodanig, indien zij op die datum de 50-jarige leeftijd hebben bereikt, een pensioen toegekend ten laste van 's Lands kas.

2. Wanneer de leden van het College van Algemeen Bestuur op de datum van ontslag als zodanig de 50-jarige

leeftijd nog niet hebben bereikt, wordt het pensioen eerst toegekend met ingang van de dag van het bereiken daarvan.

Artikel 7.

1. Als grondslag voor de regeling van het pensioen wordt genomen het jaargemiddelde van de over de laatste 24 kalendermaanden genoten schadeloosstelling. Kan deze grondslag niet gelden, dan wordt het jaargemiddelde genomen van de schadeloosstelling, welke genoten werd over het kortere tijdvak.

2. Het toe te kennen pensioen bedraagt twee en een half ten honderd van het in lid 1 genoemde jaargemiddelde per jaar en wordt berekend over de gehele duur van het lidmaatschap van het College van Algemeen Bestuur. Bij de berekening daarvan wordt een gedeelte van een maand voor een volle maand medegeteld. Het pensioen wordt afgerond tot het naaste getal volle guldens, dat een veelvoud is van drie en bedraagt ten hoogste *f* 6000.—.

3. Op het pensioen wordt duurtetoeslag toegekend, indien en op de voet van de bepalingen, naar welke deze aan de gepensionneerde landsdienaren is of wordt toegekend.

Artikel 8.

1. Geen pensioen is verschuldigd gedurende de tijd, dat de rechthebbende opnieuw als lid van het College van Algemeen Bestuur optreedt.

2. Bij beeindiging van elk volgend lidmaatschap van het College van Algemeen Bestuur wordt het pensioen opnieuw vastgesteld met inachtneming van het bepaalde in de artikelen 6 en 7, lid 1 en 2. De verschillende tijdvakken als lid van het College van Algemeen Bestuur doorgebracht worden daarbij samengevoegd tot één tijdvak.

Artikel 9.

1. Wordt naast het pensioen als gewezen lid van het College van Algemeen Bestuur, op grond van andere voorschriften een pensioen genoten ten laste van de Nederlandse Antillen, ten laste van een publiekrechtelijk lichaam in de Nederlandse Antillen of ten laste van een door het openbaar gezag ingesteld fonds, dan wordt, indien het totaal dezer pensioenen *f* 6000.— zou overschrijden, het pensioen als gewezen lid van het College van Algemeen Bestuur met het bedrag dier overschrijding verminderd.

2. In het geval in het vorige lid bedoeld wordt de in artikel 7, lid 3, bedoelde duurtetoeslag zodanig verminderd, dat het overblijvende gedeelte daarvan en de duurtetoeslag over het krachtens andere voorschriften genoten pensioen tezamen gelijk zullen zijn aan de duurtetoeslag, welke over het totaal bedrag van de pensioenen is berekend.

Artikel 10.

De tijd, gedurende welke een landsdienaar dan wel een verplicht onderwijzer bij het krachtens wettelijke regeling gesubsidieerd bijzonder onderwijs, ingevolge artikel 2, respectievelijk artikel 3, op non-activiteit is gesteld, komt wel als diensttijd in aanmerking voor de beoordeling der pensioenaanspraken, doch niet voor de berekening van het pensioenbedrag ingevolge de voor de landsdienaar of daarmede in de zin van deze landsverordening gelijk gestelden geldende bepalingen.

Artikel 11.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging en werkt terug tot en met 21 Augustus 1948.

Gegeven te Willemstad, de 27ste September 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
KWARTSZ.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 1ste October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

Aº. 1949.  Nº. 104

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 27ste September 1949, houdende regelen ter uitvoering van artikel 8 van de Regelen voor het beheer enz., betreffende het Gouvernements-Werkliedenpensioenfonds (P. B. 1946, No. 151).*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Gelezen:

het voorstel dd. 24 September 1949, no. 1640 van de Vertegenwoordiger der Directie van de Indische Pensioenfondsen alhier;

het advies van het College van Commissarissen van het Gouvernements-Werkliedenpensioenfonds;

het advies dd. 24 September 1949 van de Administrateur van Financiën;

Gelet op:

Artikel 8 van de Regelen voor het Beheer enz., betreffende het Gouvernements-Werkliedenpensioenfonds (P. B. 1946, no. 151);

HEEFT GOEDGEVONDEN:

I. Voor en ten name van het Gouvernements-Werkliedenpensioenfonds wordt een rekening-courant geopend bij het agentschap der Nederlandse Handel Mij te New York;

II. Over de op deze rekening staande gelden kan alleen worden beschikt middels stukken, ondertekend door de Vertegenwoordiger der Directie van de Indische Pensioenfondsen in de Nederlandse Antillen of diens vervanger en voor gezien getekend door een der Commissarissen;

III. De Vertegenwoordiger draagt zorg, dat de op deze rekening gestorte gelden zo spoedig mogelijk worden belegd in daarvoor in aanmerking komende waardepapieren.

IV. Te bepalen, dat deze regeling, welke in het Publicatieblad zal worden opgenomen, met ingang van 1 October 1949 in werking treedt.

Willemstad, de 27ste September 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 30ste September 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. N°. 105



PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 1ste October 1949 tot wijziging van de Pensioenregeling personeel R. K. Ambachtsschool „St. Jozef" (P. B. 1945, no. 148).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is, de Pensioenregeling personeel R. K. Ambachtsschool „St. Jozef" (P. B. 1945, no. 148) te wijzigen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

In artikel 4, lid 1 van de Pensioenregeling personeel R.K. Ambachtsschool „St. Jozef" (P. B. 1945, no. 148) wordt tussen de woorden „komt" en „in" ingelast: ", behoudens het bepaalde in artikel 5, lid 2,".

Artikel 2.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag volgende op die harer afkondiging en werkt terug tot 1 Januari 1945.

Gegeven te Willemstad, de 1ste October 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 10de October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. 

N°. 106

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 20ste Augustus 1949 tot vaststelling van de Begroting van de Nederlandse Antillen voor het dienstjaar 1949.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat ingevolge artikel 123 der Staatsregeling van de Nederlandse Antillen de begroting van de Nederlandse Antilen bij landsverordening moet worden vastgesteld;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

De begroting van de Nederlandse Antillen voor het Dienstjaar 1949 wordt vastgesteld als volgt:

Artikel 1.

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
AFDELING I.	**AFDELING I.**		
VROEGERE DIENSTEN.	VROEGERE DIENSTEN.		
§ 1. Ontvangsten, behorende tot afgesloten dienstjaren.	**§ 1. Uitgaven, behorende tot afgesloten dienstjaren.**		
Onderdeel 410101. Batig saldo 1946. Onderdeel 410125. Andere ontvangsten.	Artikel 10199. Onvoorziene uitgaven	2.500	
	Totaal van Afdeling I		2.500
AFDELING II.	**AFDELING II.**		
ALGEMEEN BESTUUR.	ALGEMEEN BESTUUR.		
§ 1. Gouvernementshuis en kantoor van de Gouverneur.	**§ 1. Gouvernementshuis en kantoor van de Gouverneur.**		
—	Artikel 20104. Materiële kosten	15.440	
§ 2. Staten.	**§ 2. Staten.**		
—	Artikel 20201. Personeelskosten Griffie	43.636	
	Artikel 20202. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 20203. Reis- en verblijfkosten	15.000	
	Artikel 20204. Materiële kosten	13.048	
	Artikel 20213. Presentiegelden en representatiekosten	12.000	
§ 3. Bestuursdienst.	**§ 3. Bestuursdienst.**		
—	Artikel 20301. Personeelskosten	275.538	
	Artikel 20302. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 20303. Reis- en verblijfkosten	2.100	
	Artikel 20304. Materiële kosten	37.743	
	Artikel 20305. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	7.040	
	Artikel 20313. Representatiekosten	6.060	
§ 4. Gouvernements-Secretarie.	***§ 4. Gouvernements-Secretarie.***		
Onderdeel 420401. Opbrengst boek- en drukwerken.	Artikel 20401. Personeelskosten	253.329	
	Artikel 20402. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 20403. Reis- en verblijfkosten	500	
	Artikel 20404. Materiële kosten	95.000	
§ 6. Burgerlijke Stand en Bevolkingsbureau.	**§ 6. Burgerlijke Stand en Bevolkingsbureau.**		
Onderdeel 420601. Dienstverlening door ambtenaren van de burgerlijke stand.	Artikel 20601. Personeelskosten	190.951	
	Artikel 20602. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 20603. Reis- en verblijfkosten	200	
	Artikel 20604. Materiële kosten	14.900	
	Artikel 20605. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.200	
	Artikel 20613. Vergoeding aan de ambtenaren en hulpambtenaren van de burgerlijke stand	600	
§ 7. Overige ontvangsten der afdeling Algemeen Bestuur.	**§ 7. Overige uitgaven der afdeling Algemeen Bestuur.**		
Onderdeel 420725 Andere ontvangsten.	Artikel 20701. Bezoldiging en representatiekosten Vertegenwoordiger van de Nederlandse Antillen	14.400	
	Artikel 20702. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 20704. Bureaukosten van de Vertegenwoordiger van de Nederlandse Antillen in Nederland	5.450	
	Artikel 20706. Bijdragen aan verschillende lichamen	20.501	
	Artikel 20713. Exploitatiekosten Gouvernements-logeergebouwen	22.400	
	Artikel 20714. Vergoeding voor het gebruik klok en regenbak der Verenigde Protestantse Gemeente op Curaçao	800	
	Artikel 20716. Kosten, verbonden aan de vertegenwoordiging van Curaçao in het buitenland bij commissies, conferenties en dergelijke	35.000	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelingstotalen
	Artikel 20717. Bouw van het Franklin Delano Rooseveltouse	50.000	
	Artikel 20718. Uitgaven voor de saluutbatterij	6.000	
	Artikel 20719. Kosten voortvloeiende uit de Salarisregeling 1948	P.M.	
	Artikel 20720. Pensioen Vertegenwoordiger van de Nederlandse Antillen in Nederland	P.M.	
	Artikel 20721. Uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	500.000	
	Artikel 20722. Kosten van een bedrijfs-economisch onderzoek	15.000	
	Artikel 20797. Medische behandeling en verzorging personeel	1.000	
	Artikel 20799. Onvoorziene uitgaven	5.000	
§ 8. College van Algemeen Bestuur.	**§ 8. College van Algemeen Bestuur.**		
—	Artikel 20801. Schadeloosstelling leden en personeelskosten	168.433	
	Artikel 20803. Reis- en verblijfkosten	10.000	
	Artikel 20804. Materiële kosten	2.884	
	Artikel 20813. Pensioen leden	P.M.	
	Totaal van Afdeling II		1.842.153
AFDELING III. JUSTITIE.	**AFDELING III.** JUSTITIE.		
§ 1. Rechterlijke macht.	**§ 1. Rechterlijke macht.**		
Onderdeel 430101. Boeten.	Artikel 30101. Personeelskosten	294.292	
	Artikel 30102. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 30103. Reis- en verblijfkosten	3.200	
	Artikel 30104. Materiële kosten	13.095	
§ 2. Parket van de Procureur-Generaal.	**§ 2. Parket van de Procureur-Generaal.**		
Onderdeel 430201. Vergunningsrecht ingevolge de „Loterijverordening 1909".	Artikel 30201. Personeelskosten	172.256	
Onderdeel 430202. Heffing en bewaarloon ingevolge het „Vuurwapenbesluit".	Artikel 30202. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
Onderdeel 430203. Vergunningsrecht ingevolge de „Vergunningsverordening 1908".	Artikel 30203. Reis- en verblijfkosten	1.500	
	Artikel 30204. Materiële kosten	8.765	
§ 3. Politie.	**§ 3. Politie.**		
Onderdeel 430301. Vergoeding door de Lago Oil and Transport Co. Ltd. van voor haar verrichte politiediensten.	Artikel 30301. Personeelskosten	3.559.897	
Onderdeel 430302. Keurgelden van motorrijtuigen en examengelden van aspirant-bestuurders.	Artikel 30302. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
Onderdeel 430303. Verstrekking internationale rijbewijzen.	Artikel 30303. Reis- en verblijfkosten	9.200	
	Artikel 30304. Materiële kosten	131.698	
	Artikel 30305. Onderhouds- en exploitatiekosten motorrijtuigen en -boten ...	42.800	
	Artikel 30306. Subsidiën	1.000	
	Artikel 30312. Onderhouds- en bedrijfskosten radio-installatie	6.000	
	Artikel 30313. Onderhoud wapens en aankoop munitie	11.200	
	Artikel 30314. Voeding arrestanten	2.350	
	Artikel 30315. Leergangen	11.000	
	Artikel 30318. Kledingmagazijn	P.M.	
	Artikel 30319. Uitgaven, verband houdende met de orde, rust en veiligheid van het Staatsdeel	6.000	
	Artikel 30320. Uitgaven ter bevordering van de verkeersveiligheid	1.000	
§ 4. Brandweer.	**§ 4. Brandweer.**		
—	Artikel 30413. Onderhouds- en bedrijfskosten brandweermateriaal	17.500	
§ 5. Gevangeniswezen.	**§ 5. Gevangeniswezen.**		
—	Artikel 30501. Personeelskosten	245.712	
	Artikel 30502. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 30504. Materiële kosten	20.392	
	Artikel 30505. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	600	
	Artikel 30513. Voeding gevangenen	47.400	
	Artikel 30514. Kleding gevangenen	3.000	
	Artikel 30515. Overbrenging gevangenen	1.000	
	Artikel 30597. Medische behandeling en verzorging gevangenen	1.150	

Middelen tot dekking der uitgaven		Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven		Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 6. Tucht- en opvoedingswezen.		**§ 6. Tucht- en opvoedingswezen.**			
Onderdeel 430601.	Bijdragen ten behoeve van verwaarloosde kinderen.	Artikel 30601.	Personeelskosten Voogdijraden	32.152	
		Artikel 30602.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven Voogdijraden	P.M.	
		Artikel 30603.	Reis- en verblijfkosten	200	
		Artikel 30604.	Materiële kosten Voogdijraden	4.552	
		Artikel 30606.	Subsidiën ten behoeve van werkkampen	22.500	
		Artikel 30607.	Subsidie Stichting voor reclassering en kinderbescherming op Curaçao	12.000	
		Artikel 30613.	Uitgaven ten behoeve van verwaarloosde kinderen	120.000	
		Artikel 30614.	Verzorging bestuurskinderen	44.600	
§ 7. Overige ontvangsten der afdeling Justitie.		**§ 7. Overige uitgaven der afdeling Justitie.**			
Onderdeel 430701.	Aan- of afmonsteringsgelden scheepsvolk.	Artikel 30715.	Vervolgingen en rechtsgedingen, waarvan de kosten geheel of gedeeltelijk ten laste van 's Lands kas komen	6.100	
Onderdeel 430702.	Inschrijving enz. van handelmerken door het Bureau voor de industriële eigendom.	Artikel 30716.	Gerechtelijke schouwingen	500	
Onderdeel 430725.	Andere ontvangsten.	Artikel 30717.	Vergoedingen aan ambtenaren, belast met het aan- en afmonsteren van scheepsvolk	500	
		Artikel 30718.	Bureau voor de industriële eigendom	400	
		Artikel 30719.	Aandeel van Curaçao in de bijdrage van Nederland in de kosten van het Kantoor van het Internationaal Verbond tot bescherming van letterkundige- en kunstwerken	100	
		Artikel 30720.	Uitlevering en uitzetting, overbrenging van veroordeelden naar Nederland, overbrenging enz. van behoeftigen naar Curaçao	2.000	
		Artikel 30721.	*Vacatiegelden bioscoopcommissies*	*2.400*	
		Artikel 30797.	*Medische behandeling en verzorging personeel*	*15.000*	
		Artikel 30799.	*Onvoorziene uitgaven*	*10.000*	
			Totaal van Afdeling III		4.885.011
AFDELING IV. FINANCIEN.		**AFDELING IV.** FINANCIEN.			
§ 1. Administratie van Financiën.		**§ 1. Administratie van Financiën.**			
—		Artikel 40101.	Personeelskosten	284.789	
		Artikel 40102.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
		Artikel 40103.	Reis- en verblijfkosten	500	
		Artikel 40104.	Materiële kosten	13.470	
		Artikel 40105.	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	750	
		Artikel 40107.	Aankoop van kantoorbenodigdheden en -machines	P.M.	
		Artikel 40117.	Verzending van baar geld	1.000	
§ 2. Curaçaose Bank.		**§ 2. Curaçaose Bank.**			
Onderdeel 440201.	Teruggave van door 's Lands kas bestreden kosten.	Artikel 40201.	Personeelskosten	38.661	
		Artikel 40202.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
		Artikel 40204.	Materiële kosten	5.424	
§ 4. Belastingdienst, Inspectie der belastingen.		**§ 4. Belastingdienst, Inspectie der belastingen.**			
Onderdeel 440401.	Invoerrecht.	Artikel 40401.	Personeelskosten	189.889	
Onderdeel 440402.	Bijzonder invoerrecht op benzine.	Artikel 40402.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
Onderdeel 440403.	Accijns op gedistilleerd.	Artikel 40403.	Reis- en verblijfkosten	800	
Onderdeel 440404.	Accijns op geslacht.	Artikel 40404.	Materiële kosten	35.765	
Onderdeel 440405.	Zegelbelasting.	Artikel 40407.	Aankoop zegels en gezegeld papier	7.500	
Onderdeel 440406.	Overdrachtsbelasting.	Artikel 40408.	Aankoop van hondenpenningen	1.700	
Onderdeel 440407.	Belasting op openbare verkopingen van roerend goed.				
Onderdeel 440408.	Grondbelasting.				
Onderdeel 440410.	Gebruiksbelasting.				
Onderdeel 440411.	Inkomstenbelasting.				
Onderdeel 440413.	Winstbelasting.				
Onderdeel 440414.	Opcenten op de winstbelas-				

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelingstotalen
ting.			
Onderdeel 440415. Successiebelasting.			
Onderdeel 440416. Hondenbelasting.			
Onderdeel 440417. Motorrijtuig-, rijwiel- en motorbootbelasting.			
Onderdeel 440418. Uitvoerrecht op mijnproducten.			
§ 5. Belastingdienst, Ontvangerskantoren.	**§ 5. Belastingdienst, Ontvangerskantoren.**		
Onderdeel 440501. Registratierecht.	Artikel 40501. Personeelskosten	367.828	
Onderdeel 440502. Ambtelijke verklaringen.	Artikel 40502. Kosten van uit- en terugzending ,overplaatsing en verloven	P.M.	
Onderdeel 440503. Verkochte nummerplaten.	Artikel 40503. Reis- en verblijfkosten	950	
Onderdeel 440504. Vervolgingskosten.	Artikel 40504. Materiële kosten	17.551	
	Artikel 40505. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	1.600	
	Artikel 40508. Aankoop nummerplaten	8.000	
	Artikel 40513. Collecteloon	59.000	
§ 6. Belastingdienst, Buitendienst.	**§ 6. Belastingdienst, Buitendienst.**		
Onderdeel 440601. Dienstverlening bij de in-, uit- en doorvoer van goederen.	Artikel 40601. Personeelskosten	1.494.130	
Onderdeel 440602. Huur van opslagplaatsen.	Artikel 40602. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 40603. Reis- en verblijfkosten	600	
	Artikel 40604. Materiële kosten	69.863	
	Artikel 40605. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	5.200	
	Artikel 40613. Verblijf- en teerkosten bij dienstverlening	8.075	
§ 7. Accountantsdienst.	**§ 7. Accountantsdienst.**		
—	Artikel 40701. Personeelskosten	144.019	
	Artikel 40702. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 40703. Reis- en verblijfkosten	3.000	
	Artikel 40704. Materiële kosten	2.711	
§ 8. Statistiek.	***§ 8. Statistiek.***		
Onderdeel 440801. Verstrekking van statistische gegevens.	*Artikel 40801. Personeelskosten ....*	*25.539*	
Onderdeel 440802. Bijdragen in de kosten van de Afdeling Statistiek.	*Artikel 40803. Reis- en verblijfkosten ....*	*100*	
	Artikel 40804. Materiële kosten	*23.482*	
§ 9. Hypotheken en kadaster.	**§ 9. Hypotheken en kadaster.**		
Onderdeel 440901. Inkomsten van de hypotheekbewaarder, de kadasterdienst en opbrengst roo.-gelden.	Artikel 40901. Personeelskosten	218.030	
	Artikel 40902. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 40903. Reis- en verblijfkosten	750	
	Artikel 40904. Materiële kosten	25.656	
	Artikel 40905. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.500	
§ 10. Domeinwezen.	**§ 10. Domeinwezen.**		
Onderdeel 441001. Erfpachtsrecht.	Artikel 41001. Personeelskosten	48.716	
Onderdeel 441002. Huur van huizen.	Artikel 41004. Materiële kosten	4.758	
Onderdeel 441003. Huur van domeingronden en -water.	Artikel 41013. Onderhouds- en exploitatiekosten van Landseigendommen, niet bestemd voor de openbare dienst	181.350	
	Artikel 41015. Verkavelingswerken op domeingronden	31.000	
§ 11. Pensioenen.	**§ 11. Pensioenen.**		
—	Artikel 41111. Extra uitkering aan het Algemeen Curaçaos Pensioenfonds...	1.200.000	
	Artikel 41112. Uitkering aan het Algemeen Curaçaos Pensioenfonds ingevolge artikel 4 van P.B. 1936 No. 66	500.000	
	Artikel 41113. Uitkering aan het Algemeen Curaçaos Pensioenfonds ingevolge artikel 5 van P.B. 1936 No. 66	880.000	
	Artikel 41114. Duurtetoeslag gepensionneerden	550.000	
	Artikel 41115. Onderstanden bij wijze van pensioen	62.150	
	Artikel 41116. Toelagen aan gewezen Nederlandse ambtenaren en onderwijzers	400	
	Artikel 41117. Toelagen aan weduwen van broeders in de Orde van de Nederlandse Leeuw	200	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
	Artikel 41118. Wachtgelden	P.M.	
	Artikel 41119. Uitkering aan het werkliedenpensioenfonds	115.000	
§ 12. Overige ontvangsten der afdeling Financiën.	**§ 12. Overige uitgaven der afdeling Financiën.**		
Onderdeel 441222. Teruggave door het Bouwfonds in oprichting van de begrotingsbijdrage 1948.	Artikel 41213. Gunstgaven en onverplichte betalingen	2.000	
Onderdeel 441223. Uitkering van het Algemeen Bouwfonds wegens aflossing.	Artikel 41295. Aflossing Curaçaose geldleningen 1943 en 1945	176.000	
Onderdeel 441224. Uitkering van het Algemeen Bouwfonds wegens rente.	Artikel 41296. Rente op de 3 % Curaçaose geldleningen 1943 en 1945 ...	76.800	
Onderdeel 441225. Andere ontvangsten.	Artikel 41297. Medische behandeling en verzorging personeel	1.500	
	Artikel 41299. Onvoorziene uitgaven	10.000	
	Totaal van Afdeling IV		6.898.706
AFDELING V. ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.	**AFDELING V.** ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 50101. Personeelskosten	106.306	
	Artikel 50102. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	6.000	
	Artikel 50103. Reis- en verblijfkosten	3.120	
	Artikel 50104. Materiële kosten	9.154	
	Artikel 50105. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	800	
§ 2. Openbaar Voorbereidend Onderwijs.	**§ 2. Openbaar Voorbereidend Onderwijs.**		
Onderdeel 450201. Schoolgelden.	Artikel 50201. Personeelskosten	43.826	
	Artikel 50202. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	*P.M.*	
	Artikel 50204. Materiële kosten	*11.600*	
§ 3. Openbaar Lager Onderwijs.	***§ 3. Openbaar Lager Onderwijs.***		
Onderdeel 450301. Schoolgelden.	Artikel 50301. Personeelskosten	935.506	
Onderdeel 450302. Vergoeding voor het gebruik van leermiddelen.	Artikel 50302. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	43.500	
	Artikel 50304. Materiële kosten	75.610	
§ 4. Openbaar Middelbaar Onderwijs.	**§ 4. Openbaar Middelbaar Onderwijs.**		
Onderdeel 450401. Schoolgelden.	Artikel 50401. Personeelskosten	136.735	
Onderdeel 450402. Vergoeding voor het gebruik van leermiddelen.	Artikel 50402. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	3.000	
	Artikel 50403. Reis- en verblijfkosten	100	
	Artikel 50404. Materiële kosten	10.500	
§ 5. Openbaar Vak- en Voortgezet Onderwijs.	**§ 5. Openbaar Vak- en Voortgezet Onderwijs.**		
Onderdeel 450501. Cursusgelden.	Artikel 50513. Leergangen	90.476	
§ 6. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Openbaar).	**§ 6. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Openbaar).**		
Onderdeel 450601. Cursusgelden.	Artikel 50613. Opleidingen	21.452	
§ 7. Gesubsidieerd Bijzonder Voorbereidend Onderwijs.	**§ 7. Gesubsidieerd Bijzonder Voorbereidend Onderwijs.**		
—	Artikel 50713. Tegemoetkoming in de kosten van het bijzonder voorbereidend onderwijs	70.000	
§ 8. Gesubsidieerd Bijzonder Lager Onderwijs.	**§ 8. Gesubsidieerd Bijzonder Lager Onderwijs.**		
Onderdeel 450801. Schoolgelden.	Artikel 50801. Personeelskosten	3.570.232	
	Artikel 50802. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	69.200	
	Artikel 50804. Materiële kosten	1.572.543	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
	Artikel 50806. Tegemoetkoming aan de besturen van de gesubsidieerde bijzondere scholen in de kosten van administratie en incasso van schoolgelden	16.062	
§ 9. Gesubsidieerd Bijzonder Vakonderwijs.	**§ 9. Gesubsidieerd Bijzonder Vakonderwijs.**		
—	Artikel 50913. R.K. Ambachtsschool St. Jozef	150.000	
§ 10. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Bijzonder).	**§ 10. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Bijzonder).**		
—	Artikel 51013. Opleiding van onderwijzers ...	21.320	
§ 11. Magazijnen.	**§ 11. Magazijnen.**		
—	Artikel 51113. Schoolmeubelen ter verstrekking aan openbare en bijzondere scholen	P.M.	
	Artikel 51114. Leermiddelen ten wederverkoop	P.M.	
§ 12. Overige ontvangsten van het onderwijs.	**§ 12. Overige uitgaven van het onderwijs.**		
Onderdeel 451201. Examengelden.	Artikel 51213. Bevordering schoolbezoek	72.156	
Onderdeel 451202. Vergoeding voor het gebruik van schoollokalen.	Artikel 51214. Bevordering studie in Nederland	21.000	
	Artikel 51215. Tegemoetkoming aan leerkrachten gedurende opleiding tot hogere onderwijsbevoegdheden ...	2.000	
	Artikel 51216. Ondersteuning van leerlingen, die onderwijs ontvangen buiten de plaats hunner inwoning ...	50.000	
	Artikel 51217. Examenkosten	11.400	
	Artikel 51218. Tegemoetkoming aan jongelieden, gedurende hunne opleiding aan de Algemene Middelbare School	*10.000*	
	Artikel 51219. Vergoeding wegens vervoerskosten aan personen die zich voor het afleggen van het examen voor hulponderwijzer en voor de gewone onderwijzersakte naar een ander eiland dan dat hunner inwoning moeten begeven	500	
	Artikel 51220. Tegemoetkoming in de huisvestingskosten van ambachtsschoolleerlingen, die op een ander eiland dan Curaçao woonachtig zijn en niet voor rekening van het Gouvernement in een werkkamp zijn ondergebracht	2.400	
§ 13. Boekerijen en leeszalen.	**§ 13. Boekerijen en leeszalen.**		
Onderdeel 451301. Opbrengst leeskaarten.	Artikel 51301. Personeelskosten	36.696	
	Artikel 51302. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	3.000	
	Artikel 51304. Materiële kosten	53.354	
	Artikel 51307. Bijdragen aan andere boekerijen en leeszalen	3.150	
§ 14. Overige ontvangsten in het belang der volksontwikkeling.	**§ 14. Overige uitgaven in het belang der volksontwikkeling.**		
—	Artikel 51406. Bijdragen aan verschillende lichamen	46.590	
	Artikel 51407. Bijzondere uitgaven ter bevordering van de lichamelijke opvoeding in het algemeen	50.000	
	Artikel 51408. Bijzondere uitgaven ten behoeve van culturele doeleinden	32.300	
§ 15. Eredienst.	**§ 15. Eredienst.**		
—	Artikel 51501. Personeelskosten	434.640	
	Artikel 51502. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 51503. Dienstreizen van geestelijken ...	2.500	
	Artikel 51504. Materiële kosten	2.280	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
	Artikel 51506. Bijdrage ten behoeve van de Commissie voor zaken der Protestantse Kerken in Oost- en West-Indië	200	
§ 16. Overige ontvangsten der afdeling Onderwijs, Volksontwikkeling en Eredienst.	**§ 16. Overige uitgaven der afdeling Onderwijs, Volksontwikkeling en Eredienst.**		
Onderdeel 451625. Andere ontvangsten.	Artikel 51613. Volksfeesten en verstrekkingen op de verjaardag van H.M. de Koningin	10.075	
	Artikel 51697. Medische behandeling en verzorging personeel	10.000	
	Artikel 51699. Onvoorziene uitgaven	20.000	
	Totaal van Afdeling V		7.841.283
AFDELING VI.	**AFDELING VI.**		
OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.	OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 60101. Personeelskosten	59.712	
	Artikel 60102. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 60103. Reis- en verblijfkosten	1.500	
	Artikel 60104. Materiële kosten	7.725	
§ 2. Genees- en heelkundige dienst.	**§ 2. Genees- en heelkundige dienst.**		
Onderdeel 460201. Opbrengst kaarten voor vrije geneeskundige behandeling.	Artikel 60201. Personeelskosten	280.856	
	Artikel 60202. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 60204. Materiële kosten	20.723	
	Artikel 60207. Koepokinenting	500	
§ 3. Tandheelkundige dienst.	***§ 3. Tandheelkundige dienst.***		
—	*Artikel 60301. Personeelskosten*	*10.800*	
§ 4. Verloskundige dienst.	***§ 4. Verloskundige dienst.***		
—	Artikel 60401. Personeelskosten	80.228	
	Artikel 60402. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 60404. Materiële kosten	9.816	
§ 5. Zuigelingenzorg.	**§ 5. Zuigelingenzorg.**		
—	Artikel 60501. Personeelskosten	26.451	
	Artikel 60502. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 60504. Materiële kosten	3.580	
§ 6. Laboratorium.	**§ 6. Laboratorium.**		
Onderdeel 460601. Vergoeding voor verrichte onderzoekingen.	Artikel 60701. Personeelskosten	151.416	
	Artikel 60602. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 60604. Materiële kosten	34.372	
§ 7. Quarantainedienst.	**§ 7. Quarantainedienst.**		
Onderdeel 460701. Vergoeding voor gezondheidsonderzoeken door de havendokter.	Artikel 60701. Personeelskosten	26.100	
Onderdeel 460702. Vergoeding voor het uitgassen van schepen.	Artikel 60713. Vergoedingen voor gezondheidsonderzoek aan boord van schepen	12.000	
	Artikel 60714. Uitgassen van schepen en andere uitgaven	1.700	
§ 8. Ziekenhuiswezen.	**§ 8. Ziekenhuiswezen.**		
—	Artikel 60801. Personeelskosten	17.699	
	Artikel 60804. Materiële kosten	16.171	
	Artikel 60813. Vervoer van melaatsen	250	
	Artikel 60814. Verpleegkosten	48.000	
§ 9. Tuberculosebestrijding.	**§ 9. Tuberculosebestrijding.**		
—	Artikel 60913. Vervoer van patiënten	250	
	Artikel 60914. Verpleegkosten	53.500	
	Artikel 60915. Kosten verbonden aan een onderzoek naar longtuberculose in de Nederlandse Antillen ...	34.500	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven		Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 10. Krankzinnigenwezen.	**§ 10. Krankzinnigenwezen.**			
Onderdeel 641001. Verpleeggelden.	Artikel 61001.	Personeelskosten	131.568	
	Artikel 61002.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 61004.	Materiële kosten	56.960	
	Artikel 61005.	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	4.000	
	Artikel 61013.	Vervoer van patiënten	2.000	
	Artikel 61014.	Verpleeggelden	185.000	
	Artikel 61015.	Kleding en schoeisel verpleegden	5.000	
	Artikel 61016.	Werktherapie	3.000	
	Artikel 61017.	Inventarisgoederen	2.000	
§ 11. Hygiënisch toezicht.	**§ 11. Hygiënisch toezicht.**			
Onderdeel 461101. Vergoeding voor verrichte ontsmettingen.	Artikel 61101.	Personeelskosten	129.468	
	Artikel 61102.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 61104.	Materiële kosten	5.702	
	Artikel 61105.	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	3.700	
§ 12. Veterinaire dienst.	**§ 12. Veterinaire dienst.**			
Onderdeel 461201. Inkomsten van het abattoir en de veekoralen.	Artikel 61201.	Personeelskosten	157.994	
	Artikel 61202.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 61203.	Reis- en verblijfkosten	500	
	Artikel 61204.	Materiële kosten	5.423	
	Artikel 61205.	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.500	
	Artikel 61212.	Onderhouds- en bedrijfskosten van het abattoir	45.000	
§ 13. Overige ontvangsten der afdeling Openbare Gezondheidsdienst.	**§ 13. Overige uitgaven der afdeling Openbare Gezondheidsdienst.**			
Onderdeel 461301. Verkoop geneesmiddelen.	Artikel 61301.	Loon opzichter openbare be- [illegible]	[illegible]	
Onderdeel 461325. Andere ontvangsten.	*Artikel 61302.*	*Begrafeniskosten van onvermogenden en onderhoud van openbare begraafplaatsen ......*	2.000	
	Artikel 61305.	*Onderhouds- en bedrijfskosten ziekenauto's ....*	37.448	
	Artikel 61306.	Bijdragen aan verschillende lichamen	26.000	
	Artikel 61313.	Apotheken	1.800	
	Artikel 61397.	Medische behandeling en verzorging personeel	1.500	
	Artikel 61399.	Onvoorziene uitgaven	10.000	
		Totaal van Afdeling VI		1.716.712
AFDELING VII. VERKEER EN VERVOER.	**AFDELING VII.** VERKEER EN VERVOER.			
§ 1. Postkantoren.	**§ 1. Postkantoren.**			
Onderdeel 470101. Inkomsten der postkantoren.	Artikel 70101.	Personeelskosten	670.480	
	Artikel 70102.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 70104.	Materiële kosten	31.506	
	Artikel 70105.	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	11.000	
	Artikel 70113.	Transitrechten en vervoer van brievenmalen	350.000	
	Artikel 70114.	Kosten van aanmaak postzegels, portzegels en dergelijke	15.000	
	Artikel 70115.	Betaling aan het Internationaal Kantoor der Algemene Postvereniging	1.500	
§ 2. Postspaarbank.	**§ 2. Postspaarbank.**			
Onderdeel 470201. Teruggave van uit 's Lands kas bestreden kosten.	Artikel 70213.	Uit 's Lands kas bestreden kosten van de postspaarbank	5.000	
§ 3. Landsradio- en Telefoondienst, Bureau.	**§ 3. Landsradio- en Telefoondienst, Bureau.**			
—	Artikel 70301.	Personeelskosten	107.346	
	Artikel 70302.	Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 70303.	Reis- en verblijfkosten	1.600	
	Artikel 70304.	Materiële kosten	7.710	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 4. Landsradio- en Telefoondienst, Radiodienst.	**§ 4. Landsradio- en Telefoondienst, Radiodienst.**		
Onderdeel 470401. Inkomsten van de Landsradiodienst.	Artikel 70401. Personeelskosten	779.836	
Onderdeel 470402. Huur van de omroepzender en terugbetaling kosten lijnuitzendingen.	Artikel 70402. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
Onderdeel 470403. Vergoeding aan de Landsradio- en telefoondienst wegens het verlenen van communicatiefaciliteiten aan de luchtvaart.	Artikel 70403. Reis- en verblijfkosten	2.650	
Onderdeel 470404. Vergoeding aan de Landsradio- en telefoondienst wegens het doorzenden van observaties voor de weerkundige dienst.	Artikel 70404. Materiële kosten	24.456	
Onderdeel 470405. Vergoeding aan de Landsradio- en telefoondienst wegens onderhouds- en bedrijfskosten van de politie-radio-installatie.	Artikel 70405. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	9.750	
Onderdeel 470406. Vergoeding wegens de behandeling van telegrammen ten behoeve van de loodsdienst.	Artikel 70408. Te verrekenen materialen-aankoop	P.M.	
	Artikel 70412. Bedrijfs- en onderhoudskosten Landsradiodienst	202.000	
	Artikel 70413. Uit te betalen aandelen op buitenlandse telegrammen en telefoongesprekken	120.000	
§ 5. Landsradio- en Telefoondienst, Telefoondienst.	**§ 5. Landsradio- en Telefoondienst, Telefoondienst.**		
Onderdeel 470501. Inkomsten van de Landstelefoondienst.	Artikel 70501. Personeelskosten	168.150	
	Artikel 70502. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 70503. Reis- en verblijfkosten	2.800	
	Artikel 70504. Materiële kosten	10.520	
	Artikel 70505. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	12.500	
	Artikel 70508. Te verrekenen materialen-aankoop	P.M.	
	Artikel 70512. Bedrijfs- en onderhoudskosten telefoondienst	*184.150*	
§ 6. Haven en loodswezen.	***§ 6. Haven en loodswezen.***		
Onderdeel 470601. Loodsgelden.	Artikel 70601. Personeelskosten	775.265	
Onderdeel 470603. Verhuur van motorboten.	Artikel 70602. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 70603. Reis- en verblijfkosten	650	
	Artikel 70604. Materiële kosten	18.235	
	Artikel 70605. Onderhouds- en bedrijfskosten vaartuigen	110.700	
	Artikel 70606. Vergoeding aan de Landsradio- en telefoondienst wegens de behandeling van telegrammen ten behoeve van de loodsdienst ...	1.500	
	Artikel 70613. Uitkering aan de Mijnmaatschappij Curaçao gelijk aan de helft van het ontvangen loodsgeld voor loodsdiensten in de Fuikbaai	2.000	
§ 7. Seinwezen.	**§ 7. Seinwezen.**		
—	Artikel 70701. Personeelskosten	26.163	
	Artikel 70704. Materiële kosten	2.740	
§ 8. Scheepvaartinspectie.	**§ 8. Scheepvaartinspectie.**		
—	Artikel 70813. Bijdrage aan de Rijksbegroting in de kosten van de scheepvaartinspectie	14.480	
§ 9. Kustverlichting.	**§ 9. Kustverlichting.**		
—	Artikel 70901. Personeelskosten	51.726	
	Artikel 70902. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 70903. Reis- en verblijfkosten	500	
	Artikel 70912. Bedrijfs- en onderhoudskosten	32.100	
§ 10. Overige ontvangsten voor de scheepvaart.	**§ 10. Overige uitgaven voor de scheepvaart.**		
Onderdeel 471001. Meten, hermeten en merken van schepen.	Artikel 71005. Meten en hermeten van zeeschepen	300	
Onderdeel 471002. Keurgelden motorboten en	Artikel 71006. Bijdragen aan verschillende lichamen	51.000	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
examengelden aspirantschippers.	Artikel 71013. Onderhoud van kaden en landingsplaatsen	39.150	
Onderdeel 471003. Uitwateringscertificaten.	Artikel 71014. Onderhoud meerboeien	5.850	
	Artikel 71015. Baggerwerken	6.000	
§ 11. Luchtvaart.	**§ 11. Luchtvaart.**		
Onderdeel 471101. Uitreiking vliegbrevetten, luchtvaartcertificaten en dergelijke.	Artikel 71101. Personeelskosten	143.445	
Onderdeel 471102. Landingsgelden vliegtuigen.	Artikel 71103. Reis- en verblijfkosten	1.500	
	Artikel 71104. Materiële kosten	6.290	
	Artikel 71105. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	5.000	
	Artikel 71113. Onderhoud vliegvelden	141.500	
	Artikel 71114. Onderhoud en schoonhouden gebouwen vliegvelden en verlichting	61.000	
	Artikel 71115. Kosten algemene luchtverkeersdienst	20.000	
	Artikel 71116. Bijdragen aan verschillende lichamen	1.000	
	Artikel 71117. Vergoeding aan de Landsradio- en telefoondienst wegens het verlenen van communicatiefaciliteiten aan de luchtvaart	180.000	
§ 12. Weerkundige dienst.	**§ 12. Weerkundige dienst.**		
—	Artikel 71201. Personeelskosten	25.418	
	Artikel 71204. Materiële kosten	5.000	
	Artikel 71206. Vergoeding aan de Landsradio- en telefoondienst wegens het doorzenden van observaties voor de weerkundige dienst	23.500	
§ 13. Overige ontvangsten van de afdeling Verkeer en Vervoer.	**§ 13. Overige uitgaven van de afdeling Verkeer en Vervoer.**		
Onderdeel 471301. Dividend N.V. „Autobusbedrijf Curaçao".	Artikel 71301. Personeelskosten commissies inzake autobusdiensten	2.400	
Onderdeel 471302. Inkomsten van de verbindingsboot Bovenwindse eilanden.	Artikel 71304. Materiële kosten commissies inzake autobusdiensten	1.200	
Onderdeel 471325. Andere ontvangsten.	Artikel 71306. Subsidie aan de Curaçaose Radiovereniging	18.000	
	Artikel 71313. Kosten wegens het onderhouden van het vervoer tussen de eilanden	52.000	
	Artikel 71314. Onderhouds- en bedrijfskosten verbindingsboot Bovenwindse eilanden	12.500	
	Artikel 71397. Medische behandeling en verzorging personeel	10.000	
	Artikel 71399. Onvoorziene uitgaven	15.000	
	Totaal van Afdeling VII		4.581.066
AFDELING VIII. WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.	**AFDELING VIII.** WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	—		
§ 2. Landswatervoorzieningsdienst.	**§ 2. Landswatervoorzieningsdienst.**		
Onderdeel 480201. Inkomsten van de Landswatervoorzieningsdienst.	Artikel 80201. Personeelskosten	833.799	
	Artikel 80202. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 80203. Reis- en verblijfkosten	2.000	
	Artikel 80204. Materiële kosten	27.360	
	Artikel 80208. Te verrekenen materialen-aankoop	P.M.	
	Artikel 80212. Onderhouds- en bedrijfskosten voor waterproductie en distributie	1.245.000	
	Artikel 80213. Lonen over feestdagen en gedurende ziekte	30.000	
	Artikel 80297. Medische behandeling en verzorging personeel	5.000	
§ 3. Werken voor de kosteloze watervoorziening.	**§ 3. Werken voor de kosteloze watervoorziening.**		
—	Artikel 80313. Onderhoud dammen en putten	25.000	
§ 4. Landbouwkundige dienst.	**§ 4. Landbouwkundige dienst.**		
Onderdeel 480401. Verhuur van landbouwwerktuigen.	Artikel 80401. Personeelskosten	142.476	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
	Artikel 80402. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 80403. Reis- en verblijfkosten	2.000	
	Artikel 80404. Materiële kosten	5.922	
	Artikel 80405. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	6.000	
	Artikel 80408. Te verrekenen materialen-aankoop	P.M.	
§ 5. Proeftuinen en plantsoenen.	**§ 5. Proeftuinen en plantsoenen.**		
Onderdeel 480501. Opbrengst proeftuinen.	Artikel 80513. Exploitatie gouvernements proeftuinen	43.000	
	Artikel 80514. Onderhouds- en bedrijfskosten landbouwmaterieel	22.500	
	Artikel 80515. Te verrekenen exploitatiekosten van de werkplaatsen	P.M.	
	Artikel 80516. Onderhoud plantsoenen	86.200	
§ 6. Overige ontvangsten landbouw.	**§ 6. Overige uitgaven in het belang van de landbouw.**		
Onderdeel 480601. Rente van landbouwvoorschotten.	Artikel 80607. Aankoop van materialen en benodigdheden ten wederverkoop aan landbouwers	P.M.	
	Artikel 80611. Vrachtkosten op landbouwproducten, afkomstig van de Bovenwindse eilanden	13.000	
	Artikel 80613. Tegemoetkoming aan landbouwers voor aankoop van materialen en benodigdheden	P.M.	
	Artikel 80614. Onderhoud van kunstwerken ten behoeve van de waterconservatie en terreinen, bestemd voor hydrologische reserve ...	45.000	
	Artikel 80615. Andere uitgaven	3.000	
§ 7. Markthallen.	**§ 7. Markthallen.**		
Onderdeel 480701. Inkomsten van de markthallen.	Artikel 80701. Personeelskosten	[illegible]	
	Artikel 80702. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 80703. Reis- en verblijfkosten	500	
	Artikel 80704. Materiële kosten	1.932	
	Artikel 80705. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.400	
	Artikel 80712. Onderhouds- en bedrijfskosten van de markthallen	18.000	
§ 8. Veeteelt.	**§ 8. Veeteelt.**		
Onderdeel 480801. Rente van voorschotten.	Artikel 80801. Personeelskosten	2.880	
Onderdeel 480802. Inkomsten van de veefokkerij.	Artikel 80807. Aankoop van materialen, benodigdheden en vee ten wederverkoop aan veehouders	P.M.	
	Artikel 80811. Vrachtkosten op vee, afkomstig van de Bovenwindse eilanden...	3.000	
	Artikel 80812. Uitgaven ter verbetering van de veestapel	60.000	
	Artikel 80815. Andere uitgaven	3.000	
§ 9. Overige ontvangsten van de afdeling Watervoorziening, Landbouw, Veeteelt en Visserij.	**§ 9. Overige uitgaven van de afdeling Watervoorziening, Landbouw, Veeteelt en Visserij.**		
Onderdeel 480901. Inkomsten van de bijenteelt.	Artikel 80904. Uitgaven in het belang van de bijenteelt	2.000	
Onderdeel 480902. Rente van visserijvoorschotten.	Artikel 80907. Aankoop van materialen en benodigdheden ten wederverkoop aan vissers	P.M.	
Onderdeel 480925. Andere ontvangsten.	Artikel 80911. Tegemoetkoming aan vissers voor de aankoop van materialen en benodigdheden	5.000	
	Artikel 80913. Lonen over feestdagen en gedurende ziekte	15.000	
	Artikel 80997. Medische behandeling en verzorging personeel	2.000	
	Artikel 80999. Onvoorziene uitgaven	7.000	
	Totaal van Afdeling VIII		2.710.909
AFDELING IX. SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN.	**AFDELING IX.** SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 90101. Personeelskosten	43.929	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelingstotalen
	Artikel 90102. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 90103. Reis- en verblijfkosten	750	
	Artikel 90104. Materiële kosten	14.637	
	Artikel 90105. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.400	
§ 2. Sociale Zaken.	**§ 2. Sociale Zaken.**		
Onderdeel 490201. Premiën ex „Ongevallenregeling 1936" en „Ziekteregeling 1936".	Artikel 90201. Personeelskosten	179.931	
	Artikel 90202. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
Onderdeel 490202. Opbrengst werkboekjes en arbeidsregisters.	Artikel 90203. Reis- en verblijfkosten	1.000	
	Artikel 90204. Materiële kosten	400	
	Artikel 90213. Uitvoering „Ongevallenregeling 1936" en „Ziekteregeling 1936"	235.300	
	Artikel 90214. Bijdragen aan kerkgenootschappen voor onderhoud van wezen	8.700	
	Artikel 90215. Onderstanden aan behoeftigen	42.700	
	Artikel 90216. Verzorging van Curaçaose doofstommen	455	
	Artikel 90217. Medische behandeling en verzorging van onvermogenden ...	273.500	
	Artikel 90218. Subsidiën voor de verzorging van ouden van dagen	76.590	
	Artikel 90219. Subsidie voor de verzorging van gebrekkige kinderen	20.000	
	Artikel 90220. Therapeutische behandeling met röntgenstralen van on- en minvermogenden	2.000	
§ 3. Economische Zaken.	**§ 3. Economische Zaken.**		
Onderdeel 490306. Heffingen krachtens de „Handelsregisterverordening" (P.B. 1944, no. 203).	Artikel 90301. Personeelskosten	145.684	
	Artikel 90302. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 90303. Reis- en verblijfkosten	200	
	Artikel 90304. Materiële kosten	500	
	Artikel 90307. Uitgaven ter bevordering van het vreemdelingenverkeer	192.500	
	Artikel 90314. Werkverschaffing op de Boven- [illegible]	[illegible]	
§ 4. Statistiek.	***§ 4. Statistiek.***		
—	*Artikel 90401. Personeelskosten ....*	*28.554*	
	Artikel 90403. Reis- en verblijfkosten	*200*	
§ 5. IJkwezen.	**§ 5. IJkwezen.**		
Onderdeel 490501. Inkomsten van het IJkwezen.	Artikel 90501. Personeelskosten	13.104	
	Artikel 90502. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 90503. Reis- en verblijfkosten	300	
	Artikel 90504. Materiële kosten	1.507	
§ 6. Arbeidsinspectie.	**§ 6. Arbeidsinspectie.**		
—	Artikel 90601. Personeelskosten	29.148	
	Artikel 90602. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 90603. Reis- en verblijfkosten	300	
§ 7. Havenveiligheid.	**§ 7. Havenveiligheid.**		
—	Artikel 90701. Personeelskosten	16.788	
	Artikel 90704. Materiële kosten	1.000	
§ 8. Overige ontvangsten der afdeling Sociale en Economische Zaken.	**§ 8. Overige uitgaven der afdeling Sociale en Economische Zaken.**		
Onderdeel 490825. Andere ontvangsten.	Artikel 90806. Bijdragen aan verschillende lichamen	53.200	
	Artikel 90813. Schadeloosstellingen ingevolge de „Arbeidsgeschillenlandsverordening 1946" (P.B. 1946, no. 119)	3.000	
	Artikel 90814. Huurcommissies	7.550	
	Artikel 90897. Medische behandeling en verzorging personeel	650	
	Artikel 90899. Onvoorziene uitgaven	7.000	
	Totaal van Afdeling IX		1.418.477
AFDELING X. OPENBARE WERKEN.	**AFDELING X.** OPENBARE WERKEN.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
Onderdeel 500101. Recognitiën ingevolge de	Artikel 100101. Personeelskosten	243.986	

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
„Bouw- en woningverordening 1935".	Artikel 100102. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 100103. Reis- en verblijfkosten	2.200	
	Artikel 100104. Materiële kosten	38.420	
	Artikel 100105. Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	12.000	
	Artikel 100107. Onderhouds- en bedrijfskosten vaartuigen	22.000	
§ 2. Stadsuitbreiding.	**§ 2. Stadsuitbreiding.**		
—	Artikel 100201. Personeelskosten	21.804	
§ 3. Nieuwbouw.	**§ 3. Nieuwbouw.**		
—	Artikel 100301. Personeelskosten	120.090	
	Artikel 100302. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
§ 4. Onderhoud wegen en riolering en onderhoud en bedrijf bruggen.	**§ 4. Onderhoud wegen en riolering en onderhoud en bedrijf bruggen.**		
Onderdeel 500401. Opbrengst van voor particulieren verrichte werkzaamheden.	Artikel 100401. Personeelskosten	210.179	
	Artikel 100402. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 100413. Lonen, materialen en benodigdheden	682.000	
	Artikel 100114. Brijfskosten Koningin Emmabrug	35.200	
§ 5. Onderhoud gebouwen.	**§ 5. Onderhoud gebouwen.**		
—	Artikel 100501. Personeelskosten	60.528	
	Artikel 100502. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
§ 6. Bouw- en woningtoezicht.	***§ 6. Bouw- en woningtoezicht.***		
Onderdeel 500601. Opbrengst van voor particulieren verrichte werkzaamheden.	*Artikel 100601. Personeelskosten*	52.691	
	Artikel 100602. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
§ 7. Werkplaatsen en magazijn.	**§ 7. Werkplaatsen en magazijn.**		
—	Artikel 100701. Personeelskosten	133.888	
	Artikel 100702. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 100707. Te verrekenen exploitatie-uitgaven der gouvernementswerkplaatsen	P.M.	
	Artikel 100708. Te verrekenen materialen-aankoop	P.M.	
§ 8. Toezicht stoomwezen en electriciteitsvoorziening.	**§ 8. Toezicht stoomwezen en electriciteitsvoorziening.**		
Onderdeel 500801. Vergunningsrecht gebruik stoomketels.	Artikel 100801. Personeelskosten	59.588	
	Artikel 100802. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 100803. Reis- en verblijfkosten	500	
§ 9. Straatverlichting.	**§ 9. Straatverlichting.**		
—	Artikel 100901. Personeelskosten	928	
	Artikel 100904. Materiële kosten	241.000	
§ 10. Volkshuisvesting.	**§ 10. Volkshuisvesting.**		
Onderdeel 501001. Rente woningbouwvoorschotten.	Artikel 101013. Uitgaven in het belang der volkshuisvesting	5.000	
§ 11. Reinigingsdienst en expeditie.	**§ 11. Reinigingsdienst en expeditie.**		
Onderdeel 501101. Opbrengst van voor particulieren verrichte werkzaamheden.	Artikel 101101. Personeelskosten	49.390	
	Artikel 101113. Lonen en benodigdheden	533.000	
	Artikel 101118. Expeditiekosten	20.600	
§ 12. Overige ontvangsten der afdeling Openbare Werken.	**§ 12. Overige uitgaven der afdeling Openbare Werken.**		
Onderdeel 501225. Andere ontvangsten.	Artikel 101213. Lonen over feestdagen, vacantiedagen en gedurende ziekte		

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
	en arbeidsongeschiktheid door ongevallen	120.000	
	Artikel 101297. Medische behandeling en verzorging personeel	12.650	
	Artikel 101299. Onvoorziene uitgaven	10.000	
	Totaal van Afdeling X		2.687.642
AFDELING XI.	**AFDELING XI.**		
CRISISZAKEN.	CRISISZAKEN.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
Onderdeel 510101. Provisiën.	Artikel 110101. Personeelskosten	79.625	
Onderdeel 510102. Opbrengst formulieren.	Artikel 110102. Kosten van uit- en terugzending, overplaatsing en verloven	P.M.	
	Artikel 110103. Reis- en verblijfkosten	1.000	
	Artikel 110104. Materiële kosten	16.610	
§ 2. Overige ontvangsten der afdeling Crisiszaken.	**§ 2. Overige uitgaven der afdeling Crisiszaken.**		
Onderdeel 510225. Andere ontvangsten.	Artikel 110299. Onvoorziene uitgaven	2.000	
	Totaal van Afdeling XI		99.235
AFDELING XII.	**AFDELING XII.**		
DEFENSIE.	DEFENSIE.		
§ 1. Landmacht.	**§ 1. Landmacht.**		
—	Artikel 120115. Teruggave van de helft der uitgaven voor de geneeskun-[illegible]	[illegible]	
§ 2. Overige ontvangsten der afdeling Defensie.	***§ 2. Overige uitgaven der afdeling Defensie.***		
—	*Artikel 120299. Onvoorziene uitgaven ....*	2.500	
	Totaal van Afdeling XII		72.500
	Eindcijfer van Hoofdstuk I		34.756.194

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
AFDELING I. VROEGERE DIENSTEN.	**AFDELING I.** VROEGERE DIENSTEN.		
§ 1. Ontvangsten, behorende tot afgesloten dienstjaren.	**§ 1. Uitgaven, behorende tot afgesloten dienstjaren.**		
—	Artikel 210199. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling I		P.M.
AFDELING II. ALGEMEEN BESTUUR.	**AFDELING II.** ALGEMEEN BESTUUR.		
§ 1. Gouvernementshuis en kantoor van de Gouverneur.	**§ 1. Gouvernementshuis en kantoor van de Gouverneur.**		
—	Artikel 220101. Nieuwbouw	10.000	
	Artikel 220104. Meubilair en kantoormachines	400	
§ 2. Staten.	**§ 2. Staten.**		
—	Artikel 220201. Nieuwbouw	55.000	
	Artikel 220204. Meubilair en kantoormachines	400	
§ 3. Bestuursdienst.	**§ 3. Bestuursdienst.**		
—	Artikel 220301. Nieuwbouw	1.500	
	Artikel 220303. Vervoermiddelen	3.000	
	Artikel 220304. Meubilair en kantoormachines	1.400	
§ 4. Gouvernements-Secretarie.	**§ 4. Gouvernements-Secretarie.**		
—	Artikel 220404. Meubilair en kantoormachines	3.000	
§ 6. Burgerlijke Stand en Bevolkingsbureau.	**§ 6. Burgerlijke Stand en Bevolkingsbureau.**		
—	Artikel 220601. Nieuwbouw	10.000	
	Artikel 220603. Vervoermiddelen	3.400	
	Artikel 220604. Meubilair en kantoormachines	2.200	

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 7. Overige ontvangsten der afdeling Algemeen Bestuur.	**§ 7. Overige uitgaven der afdeling Algemeen Bestuur.**		
Onderdeel 620725. Andere ontvangsten.	Artikel 220704. Meubilair en kantoormachines	350	
	Artikel 220799. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
§ 8. College van Algemeen Bestuur.	**§ 8. College van Algemeen Bestuur.**		
—	Artikel 220804. Meubilair en kantoormachines	400	
	Totaal van Afdeling II		91.050
AFDELING III. JUSTITIE.	**AFDELING III.** JUSTITIE.		
§ 1. Rechterlijke macht.	**§ 1. Rechterlijke macht.**		
—	Artikel 230101. Nieuwbouw	10.000	
	Artikel 230104. Meubilair en kantoormachines	500	
§ 2. Parket van de Procureur-Generaal.	**§ 2. Parket van de Procureur-Generaal.**		
—	Artikel 230201. Nieuwbouw	4.000	
	Artikel 230204. Meubilair en kantoormachines	5.800	
§ 3. Politie.	**§ 3. Politie.**		
—	Artikel 230301. Nieuwbouw	63.000	
	Artikel 230303. Vervoermiddelen, vaartuigen en reservedelen	54.000	
	Artikel 230304. Meubilair en kantoormachines	8.750	
	Artikel 230305. Wapenen	11.200	
§ 4. Brandweer.	***§ 4. Brandweer.***		
—	*Artikel 230401. Nieuwbouw*	*30.000*	
	Artikel 230402. Materieel	*45.000*	
§ 5. Gevangeniswezen.	*§ 5. Gevangeniswezen.*		
—	—	—	
§ 6. Tucht- en opvoedingswezen.	**§ 6. Tucht- en opvoedingswezen.**		
—	—	—	
§ 7. Overige ontvangsten der afdeling Justitie.	**§ 7. Overige uitgaven der afdeling Justitie.**		
Onderdeel 630725. Andere ontvangsten.	Artikel 230799. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling III		232.250
AFDELING IV. FINANCIEN.	**AFDELING IV.** FINANCIEN.		
§ 1. Administratie van Financiën.	**§ 1. Administratie van Financiën.**		
—	Artikel 240104. Meubilair en kantoormachines	1.250	
§ 2. Curaçaose Bank.	**§ 2. Curaçaose Bank.**		
—	—	—	
§ 4. Belastingdienst, Inspectie der belastingen.	**§ 4. Belastingdienst, Inspectie der belastingen.**		
—	Artikel 240401. Nieuwbouw	9.000	
	Artikel 240404. Meubilair en kantoormachines	500	
§ 5. Belastingdienst, Ontvangerskantoren.	**§ 5. Belastingdienst, Ontvangerskantoren.**		
—	Artikel 240504. Meubilair en kantoormachines	3.100	

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 6. Belastingdienst, Buitendienst.	**§ 6. Belastingdienst, Buitendienst.**		
—	Artikel 240601. Nieuwbouw	3.000	
	Artikel 240602. Materieel	500	
	Artikel 240604. Meubilair en kantoormachines	1.750	
§ 7. Accountantsdienst.	**§ 7. Accountantsdienst.**		
—	Artikel 240704. Meubilair en kantoormachines	400	
§ 8. Statistiek.	**§ 8. Statistiek.**		
—	Artikel 240804. Meubilair en kantoormachines	700	
§ 9. Hypotheken en kadaster.	**§ 9. Hypotheken en kadaster.**		
—	Artikel 240903. Vervoermiddelen	2.750	
	Artikel 240904. Meubilair en kantoormachines	13.100	
§ 10. Domeinwezen.	**§ 10. Domeinwezen.**		
Onderdeel 641001. Verkoop van domeingronden.	Artikel 241001. Nieuwbouw en aankoop gebouwen	266.400	
	Artikel 241005. Aankoop van gronden	200.000	
	Artikel 241006. Vergoeding in verband met huuropzegging Palmbeach op Aruba	30.000	
§ 11. Pensioenen.	**§ 11. Pensioenen.**		
—	—	—	
§ 12. Overige ontvangsten der afdeling Financiën.	**§ 12. Overige uitgaven der afdeling Financiën.**		
Onderdeel 641223. Uitkering uit het Algemeen Reservefonds ter gedeeltelijke financiering van bepaalde kapitaalsuitgaven.	Artikel 241206. Bijdrage aan de Rekening met Derden met het doel dit bedrag te storten in een te stichten Bouwfonds	4.500.000	
Onderdeel 641224. Lening Nederlandse Antillen 1949, over te schrijven op de Rekening met Derden met het doel dit bedrag te storten in een te stichten Bouwfonds.	*Artikel 241299. Onvoorziene uitgaven ....*	*P.M.*	
Onderdeel 641225. Andere ontvangsten.			
	Totaal van Afdeling IV		5.032.450
AFDELING V. ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.	**AFDELING V.** ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 250104. Meubilair en kantoormachines	2.000	
§ 2. Openbaar Voorbereidend Onderwijs.	**§ 2. Openbaar Voorbereidend Onderwijs.**		
—	Artikel 250204. Schoolmeubelen	3.000	
§ 3. Openbaar Lager Onderwijs.	**§ 3. Openbaar Lager Onderwijs.**		
—	Artikel 250301. Nieuwbouw	1.054.000	
	Artikel 250304. Schoolmeubelen	12.200	
§ 4. Openbaar Middelbaar Onderwijs.	**§ 4. Openbaar Middelbaar Onderwijs.**		
—	Artikel 250401. Nieuwbouw	10.000	
	Artikel 250404. Schoolmeubelen	800	
§ 5. Openbaar Vak- en Voortgezet Onderwijs.	**§ 5. Openbaar Vak- en Voortgezet Onderwijs.**		
—	Artikel 250504. Meubilair en kantoormachines	2.500	
§ 6. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Openbaar).	**§ 6. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Openbaar).**		
—	—		

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 7. Gesubsidieerd Bijzonder Voorbereidend Onderwijs.	**§ 7. Gesubsidieerd Bijzonder Voorbereidend Onderwijs.**		
—	—	—	
§ 8. Gesubsidieerd Bijzonder Lager Onderwijs.	**§ 8. Gesubsidieerd Bijzonder Lager Onderwijs.**		
—	—	—	
§ 9. Gesubsidieerd Bijzonder Vakonderwijs.	**§ 9. Gesubsidieerd Bijzonder Vakonderwijs.**		
—	—	—	
§ 10. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Bijzonder).	**§ 10. Opleiding en Voortgezette opleiding van onderwijzers (Bijzonder).**		
—	—	—	
§ 11. Magazijnen.	**§ 11. Magazijnen.**		
—	—	—	
§ 12. Overige ontvangsten van het wijs.	**§ 12. Overige uitgaven van het onderwijs.**		
—	—	—	
§ 13. Boekerijen en leeszalen.	**§ 13. Boekerijen en leeszalen.**		
—	Artikel 251301. Nieuwbouw	25.000	
	Artikel 251304. Meubilair en kantoormachines	1.000	
§ 14. Overige ontvangsten in het beder volksontwikkeling.	***§ 14. Overige uitgaven in het belang der volksontwikkeling.***		
—	—	—	
§ 15. Eredienst.	**§ 15. Eredienst.**		
—	—	—	
§ 16. Overige ontvangsten der afdeling Onderwijs, Volksontwikkeling en Eredienst.	**§ 16. Overige uitgaven der afdeling Onderwijs, Volksontwikkeling en Eredienst.**		
Onderdeel 651625. Andere ontvangsten.	Artikel 251699. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling V		1.110.500
AFDELING VI.	**AFDELING VI.**		
OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.	OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 260104. Meubilair en kantoormachines	600	
§ 2. Genees- en heelkundige dienst.	**§ 2. Genees- en heelkundige dienst.**		
—	Artikel 260201. Nieuwbouw	40.500	
	Artikel 260202. Instrumenten	3.000	
§ 3. Tandheelkundige dienst.	**§ 3. Tandheelkundige dienst.**		
—	Artikel 260302. Instrumenten	1.000	
§ 4. Verloskundige dienst.	**§ 4. Verloskundige dienst.**		
—	Artikel 260401. Nieuwbouw	1.150	
	Artikel 260402. Instrumenten	1.000	
§ 5. Zuigelingenzorg.	**§ 5. Zuigelingenzorg.**		
—	Artikel 260504. Meubilair en kantoormachines	1.100	

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 6. **Laboratorium.**	§ 6. **Laboratorium.**		
—	Artikel 260604. Meubilair en kantoormachines	750	
§ 7. **Quarantainedienst.**	§ 7. **Quarantainedienst.**		
—	—	—	
§ 8. **Ziekenhuiswezen.**	§ 8. **Ziekenhuiswezen.**		
—	Artikel 260801. Nieuwbouw	1.700	
	Artikel 260802. Materieel	1.000	
§ 9. **Tuberculosebestrijding.**	§ 9. **Tuberculosebestrijding.**		
—	Artikel 260901. Nieuwbouw	5.000	
	Artikel 260902. Materieel	50.000	
§ 10. **Krankzinnigenwezen.**	§ 10. **Krankzinnigenwezen.**		
—	Artikel 261001. Nieuwbouw	19.740	
	Artikel 261003. Vervoermiddelen	4.600	
	Artikel 261004. Meubilair en kantoormachines	2.000	
§ 11. **Hygiënisch toezicht.**	§ 11. **Hygiënisch toezicht.**		
	Artikel 261104. Meubilair en kantoormachines	1.000	
§ 12. **Veterinaire dienst.**	§ 12. **Veterinaire dienst.**		
—	Artikel 261201. Nieuwbouw	46.000	
§ 13. **Overige ontvangsten der afdeling Openbare Gezondheidsdienst.**	§ 13. **Overige uitgaven der afdeling Openbare Gezondheidsdienst.**		
Onderdeel 661325. Andere ontvangsten.	Artikel 261301. Nieuwbouw	5.500	
	Artikel 261303. Vervoermiddelen	7.500	
	Artikel 261399. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling VI		193.140
AFDELING VII. VERKEER EN VERVOER.	**AFDELING VII.** VERKEER EN VERVOER.		
§ 1. **Postkantoren.**	§ 1. **Postkantoren.**		
—	Artikel 270101. Nieuwbouw	506.000	
	Artikel 270103. Vervoermiddelen	14.900	
	Artikel 270104. Meubilair en kantoormachines	2.000	
§ 2. **Postspaarbank.**	§ 2. **Postspaarbank.**		
—	—	—	
§ 3. **Landsradio- en Telefoondienst, Bureau.**	§ 3. **Landsradio- en Telefoondienst, Bureau.**		
—	Artikel 270304. Meubilair en kantoormachines	1.500	
§ 4. **Landsradio- en Telefoondienst, Radiodienst.**	§ 4. **Landsradio- en Telefoondienst, Radiodienst.**		
—	Artikel 270401. Nieuwbouw	80.000	
	Artikel 270402. Toestellen en materieel	175.000	
	Artikel 270403. Vervoermiddelen	6.400	
	Artikel 270404. Meubilair en kantoormachines	3.250	
§ 5. **Landsradio- en Telefoondienst, Telefoondienst.**	§ 5. **Landsradio- en Telefoondienst, Telefoondienst.**		
—	Artikel 270502. Toestellen en materieel	256.000	
	Artikel 270503. Vervoermiddelen	15.000	
	Artikel 270504. Meubilair en kantoormachines	1.500	
§ 6. **Haven en loodswezen.**	§ 6. **Haven en loodswezen.**		
—	Artikel 270601. Nieuwbouw	5.393.000	
	Artikel 270603. Vaartuigen en reservedelen ...	100.000	
	Artikel 270604. Meubilair en kantoormachines	800	

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelingstotalen
§ 7. Seinwezen.	**§ 7. Seinwezen.**		
—	—	—	
§ 8. Scheepvaartinspectie.	**§ 8. Scheepvaartinspectie.**		
—	—	—	
§ 9. Kustverlichting.	**§ 9. Kustverlichting.**		
—	Artikel 270901. Nieuwbouw	5.000	
§ 10. Overige ontvangsten voor de scheepvaart.	**§ 10. Overige uitgaven voor de scheepvaart.**		
—	—	—	
§ 11. Luchtvaart.	**§ 11. Luchtvaart.**		
—	Artikel 271101. Nieuwbouw	270.000	
	Artikel 271102. Instrumenten	10.000	
	Artikel 271105. Aanleg en verbetering vliegvelden	645.000	
§ 12. Weerkundige dienst.	**§ 12. Weerkundige dienst.**		
—	—	—	
§ 13. Overige ontvangsten van de afdeling Verkeer en Vervoer.	**§ 13. Overige uitgaven van de afdeling Verkeer en Vervoer.**		
Onderdeel 671325. Andere ontvangsten.	Artikel 271399. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling VII		7.485.850
AFDELING VIII. WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.	*AFDELING VIII. WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.*		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	—	—	
§ 2. Landswatervoorzieningsdienst.	**§ 2. Landswatervoorzieningsdienst.**		
—	Artikel 280201. Nieuwbouw	2.139.060	
	Artikel 280203. Vervoermiddelen en vaartuigen	19.900	
	Artikel 280204. Meubilair en kantoormachines	8.000	
	Artikel 280205. Uitbreiding transport- en distributienet	320.000	
§ 3. Werken voor de kosteloze watervoorziening.	**§ 3. Werken voor de kosteloze watervoorziening.**		
—	Artikel 280305. Aanleg putten en bouw regenbakken	42.500	
§ 4. Landbouwkundige dienst.	**§ 4. Landbouwkundige dienst.**		
—	Artikel 280401. Nieuwbouw	3.000	
	Artikel 280403. Vervoermiddelen	6.000	
	Artikel 280404. Meubilair en kantoormachines	1.000	
§ 5. Proeftuinen en plantsoenen.	**§ 5. Proeftuinen en plantsoenen.**		
—	Artikel 280502. Landbouwwerktuigen	38.000	
	Artikel 280505. Aanleg en uitbreiding plantsoenen	28.000	
	Artikel 280506. Verbetering proeftuinen	5.000	
§ 6. Overige ontvangsten landbouw.	**§ 6. Overige uitgaven in het belang van de landbouw.**		
Onderdeel 680606. Aflossing landbouwvoorschotten.	Artikel 280602. Materieel	147.000	
	Artikel 280603. Vervoermiddelen	9.000	
	Artikel 280605. Aanleg van kunstwerken voor waterconservering en verzorging terreinen bestemd voor hydrologische reserve	125.000	
	Artikel 280606. Voorschotten	50.000	

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 7. Markthallen.	**§ 7. Markthallen.**		
—	Artikel 280701. Nieuwbouw	50.000	
	Artikel 280704. Meubilair en kantoormachines	800	
§ 8. Veeteelt.	**§ 8. Veeteelt.**		
Onderdeel 680806. Aflossing voorschotten.	Artikel 280801. Nieuwbouw	6.000	
	Artikel 280802. Aankoop fokdieren	18.000	
	Artikel 280803. Vervoermiddelen	6.000	
	Artikel 280806. Voorschotten	15.000	
§ 9. Overige ontvangsten van de afdeling Watervoorziening, Landbouw, Veeteelt en Visserij.	**§ 9. Overige uitgaven van de afdeling Watervoorziening, Landbouw, Veeteelt en Visserij.**		
Onderdeel 680906. Aflossing visserijvoorschotten.	Artikel 280902. Materieel ten behoeve van de bijenteelt	1.000	
Onderdeel 680925. Andere ontvangsten.	Artikel 280906. Visserijvoorschotten	15.000	
	Artikel 280999. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling VIII		3.053.260
AFDELING IX. SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN.	**AFDELING IX.** SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 290104. Meubilair en kantoormachines	4.000	
§ 2. Sociale Zaken.	**§ 2. Sociale Zaken.**		
—	Artikel 290203. Vervoermiddelen	3.500	
§ 3. Economische Zaken.	**§ 3. Economische Zaken.**		
—	—	—	
§ 4. Statistiek.	**§ 4. Statistiek.**		
—	—	—	
§ 5. IJkwezen.	**§ 5. IJkwezen.**		
—	—	—	
§ 6. Arbeidsinspectie.	**§ 6. Arbeidsinspectie.**		
—	—	—	
§ 7. Havenveiligheid.	**§ 7. Havenveiligheid.**		
—	—	—	
§ 8. Overige ontvangsten der afdeling Sociale en Economische Zaken.	**§ 8. Overige uitgaven der afdeling Sociale en Economische Zaken.**		
Onderdeel 690825. Andere ontvangsten.	Artikel 290899. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling IX		7.500
AFDELING X. OPENBARE WERKEN.	**AFDELING X.** OPENBARE WERKEN.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 300101. Nieuwbouw	60.000	
	Artikel 300102. Materieel	150.000	
	Artikel 300104. Meubilair en kantoormachines	4.000	
§ 2. Stadsuitbreiding.	**§ 2. Stadsuitbreiding.**		
—	Artikel 300201. Nieuwbouw	250.000	
§ 3. Nieuwbouw.	**§ 3. Nieuwbouw.**		
—	—	—	

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Middelen tot dekking der uitgaven	Artikelsgewijze omschrijving der uitgaven	Toegestane uitgaven per artikel	Afdelings-totalen
§ 4. Wegen en bruggen, riolering en sanering.	**§ 4. Wegen en bruggen, riolering en sanering.**		
—	Artikel 300405. Aanleg en verharding van wegen	946.000	
	Artikel 300406. Riolering en sanering	390.000	
§ 5. Onderhoud gebouwen.	**§ 5. Onderhoud gebouwen.**		
—	Artikel 300503. Vervoermiddelen	3.500	
§ 6. Bouw- en woningtoezicht.	**§ 6. Bouw- en woningtoezicht.**		
—	Artikel 300603. Vervoermiddelen	3.500	
§ 7. Werkplaatsen en magazijn.	**§ 7. Werkplaatsen en magazijn.**		
—	Artikel 300701. Nieuwbouw	32.000	
	Artikel 300702. Materieel	10.000	
§ 8. Toezicht stoomwezen en electriciteitsvoorziening.	**§ 8. Toezicht stoomwezen en electriciteitsvoorziening.**		
—	Artikel 300803. Vervoermiddelen	3.500	
§ 9. Straatverlichting.	**§ 9. Straatverlichting.**		
—	—	—	
§ 10. Volkshuisvesting.	**§ 10. Volkshuisvesting.**		
Onderdeel 701006. Aflossing voorschotten.	Artikel 301006. Voorschotten	10.000	
§ 11. Reinigingsdienst en expeditie.	***§ 11. Reinigingsdienst en expeditie.***		
—	*Artikel 301101. Nieuwbouw ....*	*60.000*	
	Artikel 301102. Materieel	*105.000*	
§ 12. Overige ontvangsten der afdeling Openbare Werken.	**§ 12. Overige uitgaven der afdeling Openbare Werken.**		
Onderdeel 701225. Andere ontvangsten.	Artikel 301299. Onvoorziene uitgaven	60.000	
	Totaal van Afdeling X		2.087.500
AFDELING XI. CRISISZAKEN.	**AFDELING XI.** CRISISZAKEN.		
§ 1. Bureau.	**§ 1. Bureau.**		
—	Artikel 310104. Meubilair en kantoormachines	800	
§ 2. Overige ontvangsten der afdeling Crisiszaken.	**§ 2. Overige uitgaven der afdeling Crisiszaken.**		
Onderdeel 710225. Andere ontvangsten.	Artikel 310299. Onvoorziene uitgaven	P.M.	
	Totaal van Afdeling XI		800
AFDELING XII. DEFENSIE.	**AFDELING XII.** DEFENSIE.		
§ 1. Landmacht.	**§ 1. Landmacht.**		
—	—	—	
§ 2. Overige ontvangsten der afdeling Defensie.	**§ 2. Overige uitgaven der afdeling Defensie.**		
—	—	—	
	Eindcijfer van Hoofdstuk II		19.293.800

RECAPITULATIE.

Totaal van Hoofdstuk I	34.756.194
Totaal van Hoofdstuk II	19.293.800
Eindcijfer van deze begroting	54.049.994

Artikel 2.

1. Indien de toegestane bedragen ontoereikend worden bevonden of — voor zover zij voor memorie zijn uitgetrokken — indien daarop uitgaven moeten worden gedaan, kunnen de in het Hoofdstuk I voorkomende artikelen:

A. 20104, 20202, 20203, 20204, 20213, 20302, 20303, 20304, 20305, 20402, 20403, 20404, 20602, 20603, 20604, 20605, 20613, 20704, 20713, 20716, 20717, 20718, 20721 en 20797;

B. 30102, 30103, 30104, 30202, 30203, 30204, 30302, 30303, 30304, 30305, 30312, 30313, 30314, 30315, 30319, 30320, 30413, 30502, 30504, 30505, 30513, 30514, 30515, 30597, 30602, 30603, 30604, 30606, 30613, 30614, 30715, 30716, 30717, 30718, 30720, 30721 en 30797;

C. 40102, 40103, 40104, 40105, 40117, 40202, 40204, 40402, 40403, 40404, 40407, 40408, 40502, 40503, 40504, 40505, 40508, 40513, 40602, 40603, 40604, 40605, 40613, 40702, 40703, 40704, 40803, 40804, 40902, 40903, 40904, 40905, 41004, 41013, 41015, 41112, 41113, 41114, 41115, 41116, 41118, 41213 en 41297;

D. 50102, 50103, 50104, 50105, 50202, 50204, 50302, 50304, 50402, 50403, 50404, 50513, 50613, 50713, 50802, 50804, 50806, 50913, 51013, 51213, 51214, 51215, 51216, 51217, 51218, 51219, 51220, 51302, 51304, 51407, 51408, 51502, 51503, 51504 51613 en 51697;

E. 60102, 60103, 60104, 60202, 60204, 60207, 60402, 60404, 60502, 60504, 60602, 60604, 60713, 60714, 60804, 60813, 60814, 60913, 60914, 60915, 61002, 61004, 61005, 61013, 61014, 61015, 61016, 61017, 61102, 61104, 61105, 61202, 61203, 61204, 61205, 61212, 61302, 61305, 61313 en 61397;

F. 70102, 70104, 70105, 70113, 70114, 70115, 70213, 70302, 70303, 70304, 70402, 70403, 70404, 70405, 70412, 70413, 70502, 70503, 70504, 70505, 70512, 70602, 70603, 70604, 70605, 70606, 70613, 70704, 70813, 70902, 70903, 70904, 70912, 71005, 71013, 71014, 71015, 71103, 71104, 71105, 71113, 71114, 71115, 71117, 71204, 71206, 71304, 71313, 71314 en 71397;

G. 80202, 80203, 80204, 80212, 80213, 80297, 80313, 80402, 80403, 80404, 80405, 80513, 80514, 80516, 80611, 80613, 80614, 80615, 80702, 80703, 80704, 80705, 80712, 80811, 80812, 80815, 80904, 80905, 80911, 80913 en 80997;

H. 90102, 90103, 90104, 90105, 90202, 90203, 90204, 90213, 90215, 90216, 90217, 90218, 90219, 90220, 90302, 90303, 90304, 90305, 90314, 90403, 90502, 90503, 90504, 90602, 90603, 90704, 90813, 90814 en 90897;

I. 100102, 100103, 100104, 100105, 100107, 100302, 100402, 100413, 100414, 100502, 100602, 100702, 100802, 100803, 100904, 101013, 101113, 101118, 101213 en 101297;

J. 110102, 110103 en 110104;

K. 120115 en 120116;

worden aangevuld door overschrijving uit de post voor Onvoorziene Uitgaven, voorkomende in de begrotingsafdeling, waartoe zij behoren.

2. Van Hoofdstuk II komen voor aanvulling overeenkomstig de wijze omschreven in lid 1, in aanmerking de artikelen:

A. 220101, 220104, 220201, 220204, 220301, 220303, 220304, 220404, 220601, 220603, 220604, 220704 en 220804;

B. 230101, 230104, 230201, 230204, 230301, 230303, 230304, 230305, 230401 en 230402;

C. 240104, 240401, 240404, 240504, 240601, 240602, 240604, 240704, 240804, 240903, 240904, 241001, 241005 en 241006;

D. 250104, 250204, 250301, 250304, 250404, 251301 en 251304;

E. 260104, 260201, 260202, 260302, 260401, 260402, 260504, 260604, 260801, 260802, 260901, 260902, 261001, 261003, 261004, 261104, 261201, 261301 en 261303;

F. 270101, 270103, 270104, 270304, 270401, 270402, 270403, 270404, 270502, 270503, 270504, 270601, 270603, 270604, 270901, 271001, 271101, 271102 en 271105;

G. 280201, 280203, 280204, 280205, 280305, 280401, 280403, 280404, 280502, 280505, 280506, 280602, 280603, 280605, 280606, 280701, 280704, 280801, 280802, 280303, 280806, 280902 en 280906;

H. 290104 en 290203;

I. 300101, 300102, 300104, 300201, 300405, 300406, 300503, 300603, 300701, 300702, 300803, 301006, 301101 en 301102;

J. 310104.

Artikel 3.

De in de loop van het dienstjaar opgekomen behoeften, welke niet in de begroting zijn omschreven, worden aangewezen op de post voor Onvoorziene uitgaven, voorkomende in de begrotingsafdeling, waartoe zij krachtens haar aard behoren.

Gegeven te Willemstad, de 20ste Augustus 1949.

L. PETERS.

De leden van het College
van Algemeen Bestuur,

KWARTSZ.
M. P. B. GORSIRA.
P. C. HENRIQUEZ.
E. NEWTON.
RöMER.
J. H. SPROCKEL.

De Gouvernements-Secretaris.

CORVER.

Uitgegeven de 17de November 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 107

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 4de October 1949, no. 8045, waarbij de wijziging van de Curaçaose begroting 1947 (3de aanvullende begroting 1947) wordt bekendgemaakt.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat de Gouvernementsbeschikking van de 20ste December 1947, no. 11232, houdende de vaststelling van de wijziging van de Curaçaose begroting 1947 (3de aanvullende begroting 1947) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekendgemaakt:

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Overwegende,

dat het noodzakelijk is de Curaçaose begroting 1947 te wijzigen;

dat tengevolge daarvan de raming der uitgaven niet zal stijgen boven die der eigen middelen;

Heeft, de Raad van Bestuur gehoord en na verkregen goedkeuring der Staten, goedgevonden:

I. In de Hoofdstukken I en II van de Curaçaose begroting 1947 worden de navolgende wijzigingen aangebracht:

UITGAVEN

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING I.				
	VROEGERE DIENSTEN.				
10199	Onvoorziene uitgaven	97.500	—	100.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	97.500	—		
	Nieuw afdelingstotaal				100.000
	AFDELING II.				
	ALGEMEEN BESTUUR.				
20201	Personeelskosten Griffie	—	3.570	28.422	
20213	Presentiegelden en representatiekosten	3.000	—	15.000	
20301	Personeelskosten	—	8.280	170.802	
20304	Materiële kosten	2.500	—	32.374	
20313	Representatiekosten	768	—	6.156	
20404	Materiële kosten	7.575	—	99.575	
20405	Onderhoud en bedrijfskosten dienstauto's	25	—	25	
20601	Personeelskosten	6.581	—	133.533	
20615	Aankoop huisnummerplaten	7.500	—	7.500	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
20701	Toevoeging functionaris aan de Minister van Overzeese Gebiedsdelen	10.800	—	10.800	
20702	Uit- en terugzending, alsmede verlof van de toegevoegde functionaris	7.000	—	7.000	
20704	Bureaukosten verbonden aan de toevoeging van een functionaris aan de Minister van Overzeese Gebiedsdelen	500	—	500	
20706	Bijdragen aan verschillende lichamen	129.742	—	134.742	
20713	Exploitatiekosten Gouvernements-logeergebouwen	10.700	—	18.700	
20716	Kosten, verbonden aan de vertegenwoordiging van Curaçao in het buitenland bij commissies, conferenties en dergelijke	10.000	—	35.000	
20718	Kosten in verband met de verhoging van de „duurtetoeslag 1942"	1.400.000	—	1.400.000	
20719	Kosten in verband met de uitkering van een z.g. dertiende maand aan ambtenaren, tewerkgestelden, arbeidscontractanten, verplichte leerkrachten bij het gesubsidieerd bijzonder onderwijs, gepensionneerden en onderstand bij wijze van pensioentrekkenden	—	50.000	700.000	
20721	Uit- en terugzending en verloven	600.000	—	1.200.000	
20722	Aankoop van grond voor en bouw van een „President Franklin Delano Roosevelt House"	65.000	—	65.000	
20723	Uitgaven voor de saluutbatterij	4.000	—	4.000	
20724	Uitgaven in verband met de reis en het verblijf in Curaçao van de Parlementaire Commissie	12.500	—	12.500	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	2.278.191	61.850		
	Nieuw afdelingstotaal				4.338.181

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING III.				
	JUSTITIE.				
30101	Personeelskosten	2.594	—	195.414	
30301	Personeelskosten	—	130.840	2.283.729	
30303	Reis- en verblijfkosten	3.800	—	9.025	
30304	Materiële kosten	563	—	98.461	
30315	Leergangen	20.000	—	28.000	
30320	Uitgaven ter bevordering van de verkeersveiligheid ...	5.850	—	5.850	
30504	Materiële kosten	1.450	—	19.412	
30513	Voeding gevangenen	9.000	—	44.900	
30514	Kleding gevangenen	1.700	—	4.000	
30601	Personeelskosten	150	—	20.928	
30606	Subsidiën ten behoeve van werkkampen	8.064	—	26.064	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	53.171	130.840		
	Nieuw afdelingstotaal				3.265.597
	AFDELING IV.				
	FINANCIËN.				
40101	Personeelskosten	11.651	—	206.305	
40104	Materiële kosten	2.040	—	16.590	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
40401	Personeelskosten	3.217	—	110.695	
40501	Personeelskosten	—	3.264	226.035	
40504	Materiële kosten	8.475	—	20.691	
40601	Personeelskosten	18.912	—	1.081.825	
40604	Materiële kosten	12.050	—	50.073	
40701	Personeelskosten	525	—	73.607	
40813	Overkomst van een deskundige in verband met verbetering van statistiekverstrekkingen	5.000	—	5.000	
40901	Personeelskosten	3.186	—	145.531	
40907	Luchtfoto-grammetrische kaartering van alle eilanden ...	100.000	—	100.000	
41013	Onderhouds- en exploitatiekosten van landseigendommen, niet bestemd voor de openbare dienst	9.000	—	128.200	
41114	Duurtetoeslag gepensionneerden	162.000	—	450.000	
41119	Uitkering aan het Gouvernements-werkliedenpensioenfonds	50.000	—	50.000	
41293	Uitkering aan het Algemeen Reservefonds	2.500.000	—	3.500.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	2.886.056	3.264		
	Nieuw afdelingstotaal				10.040.262
	AFDELING V. ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.				
50101	Personeelskosten	2.380	—	66.870	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
50301	Personeelskosten	900	—	543.295	
50304	Materiële kosten	1.060	—	51.900	
50513	Leergangen	620	—	51.570	
50613	Opleidingen	800	—	17.320	
50804	Materiële kosten	124.500	—	885.984	
50806	Tegemoetkoming aan de besturen van de gesubsidieerde bijzondere scholen in de kosten van administratie en incasso van schoolgelden	11.500	—	11.500	
51214	Bevordering studie in Nederland	7.500	—	10.050	
51216	Ondersteuning van leerlingen, die onderwijs ontvangen buiten de plaats hunner inwoning	45.300	—	77.800	
51219	Vergoeding wegens vervoerskosten aan personen die zich voor het afleggen van examen voor hulponderwijzer en voor de gewone onderwijzersakte naar een ander eiland dan dat hunner inwoning moeten begeven	500	—	500	
51406	Bijdragen aan verschillende lichamen	480	—	6.690	
51407	Bijzondere uitgaven ten behoeve van culturele doeleinden	87.000	—	92.000	
51501	Personeelskosten	14.400	—	334.819	
51503	Dienstreizen van geestelijken	1.160	—	2.500	
51504	Materiële kosten	360	—	2.280	
51506	Bijdragen aan verschillende lichamen	200	—	200	
51613	Volksfeesten en verstrekkingen op de verjaardag van H.M. de Koningin	14.750	—	22.500	
51614	Kosten in verband met de viering van de geboorte van				

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	H.K.H. Prinses Marijke	48.000	—	48.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	361.410	—		
	Nieuw afdelingstotaal				4.777.654
	AFDELING VI.				
	OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.				
60201	Personeelskosten	19.764	—	184.263	
60404	Materiële kosten	60	—	9.816	
60601	Personeelskosten	1.182	—	109.352	
60701	Personeelskosten	6.896	—	6.896	
61004	Materiële kosten	1.200	—	49.160	
61201	Personeelskosten	6.864	—	99.383	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	35.966	—		
	Nieuw afdelingstotaal				1.231.441
	AFDELING VII.				
	VERKEER EN VERVOER.				
70101	Personeelskosten	24.870	—	383.668	
70104	Materiële kosten	31.250	—	56.045	

A°. 1949.  N°. 109

PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 4de October 1949, no. 8027, waarbij de wijziging van de Curaçaose begroting 1948 (2de aanvullende begroting 1948) wordt bekendgemaakt.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat de Gouvernements-beschikking van de 3de Januari 1949, no. 11077, houdende de vaststelling van de wijziging van de Curaçaose begroting 1948 (2de aanvullende begroting 1948) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekendgemaakt.

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,
Overwegende,

dat het noodzakelijk is de Curaçaose begroting 1948 te wijzigen;

dat tengevolge daarvan de raming der uitgaven niet zal stijgen boven die der eigen middelen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, goedgevonden:

I. In de Hoofdstukken I en II van de Curaçaose begroting 1948 worden de navolgende wijzigingen aangebracht:

UITGAVEN

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING II.				
	ALGEMEEN BESTUUR.				
20801	Personeelskosten	4.044	—	4.044	
20803	Reis- en verblijfkosten	2.000	—	2.000	
20804	Materiële kosten	584	—	584	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	6.628	—		
	Nieuw totaal van Afdeling II				4.090.861
	AFDELING IV.				
	FINANCIËN.				
41294	Uitkering aan het Algemeen Reservefonds	1.569.845	—	1.569.845	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	1.569.845	—		
	Nieuw totaal van Afdeling IV				9.952.376
	AFDELING V.				
	ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.				
51613	Volksfeesten en verstrekkingen op de verjaardag van H.M. de Koningin	44.000	—	96.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	44.000	—		
	Nieuw totaal van Afdeling V				7.251.231

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING VIII.				
	WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.				
80212	Onderhouds- en bedrijfskosten voor waterproductie en -distributie	86.000	—	1.161.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	86.000	—		
	Nieuw totaal van Afdeling VIII				2.476.184

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING II. ALGEMEEN BESTUUR.				
220201	Nieuwbouw	60.000	—	60.000	
220601	Nieuwbouw	—	10.000	—	
220801	Nieuwbouw	27.500	—	27.500	
220804	Meubilair en kantoormachines	1.150	—	1.150	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	86.650	10.000		
	Nieuw totaal van Afdeling II				121.650
	AFDELING III. JUSTITIE.				
230301	Nieuwbouw	—	9.000	57.000	
230401	Nieuwbouw	—	4.000	50.100	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	—	13.000		
	Nieuw totaal van Afdeling III				378.515
	AFDELING IV. FINANCIËN.				
240401	Nieuwbouw	—	9.000	9.000	
241001	Nieuwbouw en aankoop gebouwen	—	20.000	411.900	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	—	29.000		
	Nieuw totaal van Afdeling IV				3.079.260

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING V.				
	ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.				
250301	Nieuwbouw	9.560	140.000	505.060	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	9.560	140.000		
	Nieuw totaal van Afdeling V				525.260
	AFDELING VI.				
	OPENBARE GEZONDSHEIDSDIENST.				
261001	Nieuwbouw	—	10.000	45.560	
261301	Nieuwbouw	—	5.000	—	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	—	15.000		
	Nieuw totaal van Afdeling VI				273.850
	AFDELING VII.				
	VERKEER EN VERVOER.				
270101	Nieuwbouw	—	8.000	72.000	
270601	Nieuwbouw	—	699.000	6.025.000	
271001	Nieuwbouw	—	14.000	11.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	—	711.000		
	Nieuw totaal van Afdeling VII				7.304.850

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING X.				
	OPENBARE WERKEN.				
300402	Materieel	4.000	—	4.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	4.000	—		
	Nieuw totaal van Afdeling X				2.297.900

Het eindcijfer van Hoofdstuk I wordt ... ... *f* 36.997.344,—

Het eindcijfer van Hoofdstuk II wordt ... ... *f* 16.281.755,—

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
40104	Materiële kosten	1.350	—	15.900	
40401	Personeelskosten	9.480	—	150.128	
40404	Materiële kosten	33.500	—	46.825	
40501	Personeelskosten	12.298	—	272.887	
40604	Materiële kosten	9.375	—	22.326	
40601	Personeelskosten	96.408	—	1.202.533	
40604	Materiële kosten	28.350	—	81.643	
40701	Personeelskosten	7.416	—	103.911	
40801	Personeelskosten	791	—	19.145	
40813	Overkomst van een deskundige in verband met verbetering van statistiekverstrekkingen	10.000	—	10.000	
41013	Onderhouds- en exploitatiekosten van landseigendommen, niet bestemd voor de openbare dienst	2.500	—	126.150	
41119	Uitkering aan het Gouvernements-werkliedenpensioenfonds	80.000	—	80.000	
41292	Fonds voor de bouw van een vaste oeververbinding ...	750.000	—	750.000	
41293	Storting in het Algemeen Bouwfonds	1.000.000	—	1.000.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	2.070.760	—		
	Nieuw totaal van Afdeling IV				8.382.531
	AFDELING V.				
	ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.				
50301	Personeelskosten	840	—	748.576	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
50304	Materiële kosten	2.200	—	50.860	
50513	Leergangen	23.122	—	83.732	
50613	Opleidingen	1.352	—	17.952	
50804	Materiële kosten	1.139.000	—	2.136.315	
50913	R.K. Ambachtsschool St. Jozef	30.000	—	120.000	
51214	Bevordering studie in Nederland	12.000	—	31.000	
51216	Ondersteuning van leerlingen, die onderwijs ontvangen buiten de plaats hunner inwoning	55.680	—	105.680	
51217	Examenkosten	3.000	—	11.400	
51220	Tegemoetkoming in de huisvestingskosten van Ambachtsschoolleerlingen, die op een ander eiland dan Curaçao woonachtig zijn en niet voor rekening van het Gouvernement in een werkkamp zijn ondergebracht	2.400	—	2.400	
51406	Bijdragen aan verschillende lichamen	1.230	—	7.440	
51408	Bijzondere uitgaven ten behoeve van culturele doeleinden	92.500	—	142.500	
51501	Personeelskosten	5.928	—	390.585	
51506	Bijdragen aan verschillende lichamen	200	—	200	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	1.369.452	—		
	Nieuw totaal van Afdeling V				7.207.231
	AFDELING VI.				
	OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.				
60201	Personeelskosten	16.728	—	235.286	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
60601	Personeelskosten	6.156	—	131.371	
60804	Materiële kosten	185	—	12.856	
60814	Verpleegkosten...	8.000	—	48.000	
61001	Personeelskosten	1.040	—	109.838	
61014	Verpleeggelden...	40.000	—	175.000	
61015	Kleding en schoeisel verpleegden	6.000	—	10.000	
61201	Personeelskosten	8.364	—	130.790	
61304	Materiële kosten lijkbergingsdienst	1.000	—	1.000	
61305	Onderhouds- en bedrijfskosten ziekenauto's en de lijkwagen	1.112	—	31.112	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	88.585	—		
	Nieuw totaal van Afdeling VI				1.460.349
	AFDELING VII.				
	VERKEER EN VERVOER.				
70101	Personeelskosten	37.764	—	501.835	
70104	Materiële kosten	5.100	—	31.035	
70105	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.500	—	10.500	
70114	Kosten van aanmaak postzegels, portzegels en dergelijke	15.000	—	25.000	
70304	Materiële kosten	3.000	—	10.320	
70404	Materiële kosten	750	—	25.121	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
70412	Bedrijfs- en onderhoudskosten Landsradiodienst	65.000	—	186.000	
70413	Uit te betalen aandelen op buitenlandse telegrammen en telefoongesprekken	—	30.000	120.000	
70501	Personeelskosten	180	—	122.826	
70504	Materiële kosten	1.400	—	9.740	
70512	Bedrijfs- en onderhoudskosten Telefoondienst	29.200	—	163.350	
70601	Personeelskosten	64.068	—	725.387	
70604	Materiële kosten	1.000	—	21.875	
70701	Personeelskosten	12.384	—	26.798	
70912	Bedrijfs- en onderhoudskosten	600	—	29.500	
71006	Bijdragen aan verschillende lichamen	14.800	—	34.800	
71101	Personeelskosten	7.416	—	83.612	
71106	Bijdragen aan verschillende lichamen	1.000	—	1.000	
71115	Kosten algemene luchtverkeersdienst	10.000	—	15.000	
71201	Personeelskosten	12.396	—	26.350	
71306	Subsidie aan de Curaçaose Radiovereniging	12.000	—	18.000	
71307	Bijdrage aan de N.V. Pletterij Nederhorst voor uitdieping van de ligplaats van haar drijvend droogdok	40.000	—	40.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	335.558	30.000		
	Nieuw totaal van Afdeling VII				3.685.932

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING VIII.				
	WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.				
80115	Kosten van een landbouw- en bodemkundig rapport ...	15.000	—	15.000	
80201	Personeelskosten	30.480	—	658.009	
80212	Onderhouds- en bedrijfskosten voor waterproductie en -distributie	355.000	—	1.075.000	
80215	Kosten van een onderzoek naar de capaciteit van de op Bonaire aanwezige waterbronnen	15.000	—	15.000	
80910	Kosten verbonden aan een proefneming tot kunstmatige regenverwekking	25.000	—	25.000	
80912	Distributie van water aan de bewoners van het 2e district	25.000	—	25.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	465.480	—		
	Nieuw totaal van Afdeling VIII				2.390.184
	AFDELING IX.				
	SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN.				
90105	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.400	—	2.400	
90217	Medische behandeling en verzorging van onvermogenden en gebrekkige kinderen	42.000	—	305.750	
90307	Uitgaven ter bevordering van het vreemdelingenverkeer	192.500	—	192.500	
90806	Bijdragen aan verschillende lichamen	14.350	—	49.850	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	251.250	—		
	Nieuw totaal van Afdeling IX				1.356.413

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING X.				
	OPENBARE WERKEN.				
100301	Personeelskosten	504	—	99.264	
100401	Personeelskosten	820	—	159.492	
100413	Lonen, materialen en benodigdheden	8.400	—	610.400	
100806	Subsidiën	9.600	—	9.600	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	19.324	—		
	Nieuw totaal van Afdeling X				2.286.123

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING II.				
	ALGEMEEN BESTUUR.				
220204	Meubilair en kantoormachines	1.000	—	1.200	
220301	Nieuwbouw	—	250.000	—	
220603	Vervoermiddelen	3.500	—	3.500	
220701	Nieuwbouw	5.000	—	5.000	
220704	Meubilair logeergebouwen	5.000	—	5.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	14.500	250.000		
	Nieuw totaal van Afdeling II				43.000
	AFDELING III.				
	JUSTITIE.				
230301	Nieuwbouw	50.250	—	66.000	
230302	Materieel	23.000	—	23.000	
230303	Vervoermiddelen, boten en reservedelen	34.600	—	99.370	
230401	Nieuwbouw	13.100	—	54.100	
230501	Nieuwbouw	11.500	—	19.500	
230601	Nieuwbouw	47.250	—	47.250	
230602	Materieel	5.000	—	5.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	184.700	—		
	Nieuw totaal van Afdeling III				391.515

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING IV.				
	FINANCIËN.				
240103	Vervoermiddelen	3.000	—	3.000	
240401	Nieuwbouw	11.000	—	18.000	
240504	Meubilair en kantoormachines	1.760	—	3.760	
240601	Nieuwbouw	21.300	—	21.300	
240804	Meubilair en kantoormachines	1.800	—	2.000	
241001	Nieuwbouw en aankoop gebouwen	324.500	—	431.900	
241206	Bijdrage aan de Rekening met Derden met het doel dit bedrag te storten in een te stichten Algemeen Bouwfonds	2.500.000	—	2.500.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	2.863.360	—		
	Nieuw totaal van Afdeling IV				3.108.260
	AFDELING V.				
	ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.				
250301	Nieuwbouw	280.500	—	635.500	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	280.500	—		
	Nieuw totaal van Afdeling V				655.700

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
70301	Personeelskosten	—	7.554	68.965	
70401	Personeelskosten	42.884	—	442.860	
70403	Reis- en verblijfkosten	1.200	—	4.800	
70404	Materiële kosten	400	—	23.806	
70405	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	1.000	—	9.000	
70412	Bedrijfs- en onderhoudskosten Landsradiodienst	68.000	—	184.800	
70501	Personeelskosten	11.196	—	99.163	
70504	Materiële kosten	300	—	8.800	
70512	Bedrijfs- en onderhoudskosten telefoondienst	15.000	—	149.150	
70601	Personeelskosten	99.846	—	639.535	
70604	Materiële kosten	6.665	—	23.990	
70605	Onderhouds- en bedrijfskosten boten	69.000	—	137.700	
70701	Personeelskosten	7.404	—	20.460	
70704	Materiële kosten	1.715	—	3.955	
70912	Bedrijfs- en onderhoudskosten	15.675	—	33.025	
71006	Bijdragen aan verschillende lichamen	24.800	—	44.800	
71017	Kosten stroommetingen	12.500	—	12.500	
71101	Personeelskosten	30.144	—	77.252	
71114	Onderhoud en schoonhouden gebouwen, vliegvelden en verlichting	10.000	—	37.000	
71301	Personeelskosten commissies autobusdiensten	2.400	—	2.400	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
71304	Materiële kosten commissies autobusdiensten	1.600	—	1.600	
71306	Subsidie aan de Curaçaose Radiovereniging	11.500	—	17.500	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	489.349	7.554		
	Nieuw afdelingstotaal				3.233.584
	AFDELING VIII.				
	WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.				
80115	Kosten van een landbouw- en bodemkundig rapport ...	10.000	—	10.000	
80201	Personeelskosten	20.486	—	478.458	
80212	Onderhouds- en bedrijfskosten voor waterproductie en -distributie	237.000	—	740.000	
80215	Kosten van een onderzoek naar de capaciteit van de aanwezige waterbronnen op Bonaire	10.000	—	10.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	277.486	—		
	Nieuw afdelingstotaal				1.703.345
	AFDELING IX.				
	SOCIALE- EN ECONOMISCHE ZAKEN.				
90101	Personeelskosten	2.800	—	39.434	
90104	Materiële kosten	—	2.200	27.947	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
90105	Onderhouds- en bedrijfskosten dienstauto's	2.400	—	2.400	
90201	Personeelskosten	11.476	—	127.579	
90213	Uitvoering „Ongevallenregeling 1936", „Ziekteregeling 1936" en „Algemene Oorlogsongevallenregeling" ...	152.000	—	216.000	
90215	Onderstanden aan behoeftigen	8.000	—	35.700	
90216	Verzorging van Curaçaose doofstommen	455	—	455	
90301	Personeelskosten	43.392	—	121.072	
90303	Reis- en verblijfkosten	3.900	—	4.100	
90401	Personeelskosten	—	2.016	13.620	
90501	Personeelskosten	600	—	13.992	
90504	Materiële kosten	4.900	—	6.702	
90601	Personeelskosten	10.506	—	10.506	
90606	Bijdragen aan verschillende lichamen	35.500	—	35.500	
90614	Schadeloosstellingen ingevolge de „Arbeidsgeschillen-landsverordening"	6.000	—	6.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	281.929	4.216		
	Nieuw afdelingstotaal				1.120.132
	AFDELING X.				
	OPENBARE WERKEN.				
100101	Personeelskosten	4.900	—	167.123	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
100104	Materiële kosten	600	—	36.320	
100201	Personeelskosten	600	—	15.188	
100301	Personeelskosten	900	—	71.684	
100401	Personeelskosten	3.500	—	127.714	
100413	Lonen, materialen en benodigdheden	20.000	—	597.500	
100501	Personeelskosten	600	—	47.400	
100601	Personeelskosten	1.530	—	65.824	
100613	Lonen en benodigdheden	85.000	—	458.500	
100701	Personeelskosten	2.000	—	85.294	
100708	Te verrekenen materialen-aankoop	200.000	—	200.000	
100801	Personeelskosten	6.692	—	32.420	
100806	Bijdragen aan verschillende lichamen	5.000	—	5.000	
101113	Lonen over feestdagen, vacantiedagen en gedurende ziekte	18.000	—	138.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	349.322	—		
	Nieuw afdelingstotaal				2.301.145
	AFDELING XI.				
	DEFENSIE.				
110214	Personeelskosten	—	498.315	414.800	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
110216	Materiële kosten	—	14.335	151.750	
110219	Verstrekking van sigaretten	—	17.000	8.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	—	529.650		
	Nieuw afdelingstotaal				660.030
	AFDELING XII.				
	CRISISZAKEN.				
120101	Personeelskosten	2.000	—	89.120	
120104	Materiële kosten	1.200	—	26.610	
120413	Uitgaven ter bevordering van prijzenstabilisatie	—	100.000	—	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	3.200	100.000		
	Nieuw afdelingstotaal				133.898

HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING I.				
	VROEGERE DIENSTEN.				
210199	Onvoorziene uitgaven	66.000	—	66.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	66.000	—		
	Nieuw afdelingstotaal				66.000
	AFDELING II.				
	ALGEMEEN BESTUUR.				
220101	Nieuwbouw	1.000	—	1.000	
220201	Nieuwbouw	3.800	—	3.800	
220301	Nieuwbouw	5.600	—	5.600	
220404	Meubilair en kantoormachines	1.250	—	11.250	
220701	Nieuwbouw	2.500	—	2.500	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	14.150	—		
	Nieuw afdelingstotaal				31.875
	AFDELING III.				
	JUSTITIE.				
230101	Nieuwbouw	12.900	—	12.900	
230104	Meubilair en kantoormachines	2.475	—	3.975	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
230201	Nieuwbouw	—	4.800	—	
230301	Nieuwbouw	33.150	—	53.550	
230303	Vervoermiddelen, boten en reservedelen	3.000	—	42.000	
230304	Meubilair en kantoormachines	1.150	—	9.800	
230501	Nieuwbouw	8.000	—	14.000	
230504	Meubilair en kantoormachines	200	—	600	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	60.875	4.800		
	Nieuw afdelingstotaal				200.275
	AFDELING IV.				
	FINANCIËN.				
240101	Nieuwbouw	4.390	—	7.140	
240404	Meubilair en kantoormachines	20.000	—	22.000	
240501	Nieuwbouw	6.000	—	6.000	
240504	Meubilair en kantoormachines	4.575	—	6.575	
240601	Nieuwbouw	12.500	—	12.500	
240603	Vervoermiddelen	3.000	—	5.700	
240604	Meubilair en kantoormachines	2.000	—	2.450	
240801	Nieuwbouw	18.000	—	18.000	
241001	Nieuwbouw en aankoop gebouwen	76.000	—	128.400	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
241005	Aankoop van gronden	46.500	—	55.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	192.965	—		
	Nieuw afdelingstotaal				268.475
	AFDELING V.				
	ONDERWIJS, VOLKSONTWIKKELING EN EREDIENST.				
250101	Nieuwbouw	400	—	400	
250103	Vervoermiddelen	3.500	—	3.500	
250301	Nieuwbouw	—	4.100	258.400	
250404	Schoolmeubelen	750	—	1.550	
251301	Nieuwbouw	—	1.700	23.300	
251401	Nieuwbouw	—	3.000	—	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	4.650	8.800		
	Nieuw afdelingstotaal				297.950
	AFDELING VI.				
	OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.				
260201	Nieuwbouw	—	14.000	6.000	
260601	Nieuwbouw	3.000	—	33.000	

A°. 1949. N°. 108



PUBLICATIEBLAD

BESCHIKKING *van de 4de October 1949, no. 8026, waarbij de wijziging van de Curaçaose begroting 1948 (1ste aanvullende begroting 1948) wordt bekendgemaakt.*

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

HEEFT GOEDGEVONDEN:

Te bepalen, dat de Gouvernements-beschikking van de 11de December 1948, no. 10433, houdende de vaststelling van de wijziging van de Curaçaose begroting 1948 (1ste aanvullende begroting 1948) nevens deze beschikking in het Publicatieblad zal worden bekendgemaakt.

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

Overwegende,

dat het noodzakelijk is de Curaçaose begroting 1948 te wijzigen;

dat tengevolge daarvan de raming der uitgaven niet zal stijgen boven die der eigen middelen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, goedgevonden:

I. In de Hoofdstukken I en II van de Curaçaose begroting 1948 worden de navolgende wijzigingen aangebracht:

	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelingstotalen
...	5.952	—	234.832	
...	1.850	—	15.070	
...	1.000	—	9.115	
...	77.760	26.400	2.955.885	
...	3.100	—	8.325	
	20.000		28.000	
...	1.000	—	1.000	
...	12.180	—	30.180	
eriñg	1.000	—	1.000	
...				
...	42.386	—	127.386	
...	44.600	—	44.600	
band				
...	150.000	—	150.000	
...	360.828	26.400		
...				4.265.366
...	29.292	—	252.644	

OVERZICHT

Afdelingen.	HOOFDSTUK I GEWONE DIENST		HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST	
	Ontvangsten	Uitgaven	Ontvangsten	Uitgaven
I	7.290.750	2.500	P.M.	P.M.
II	1.150	4.090.861	P.M.	121.650
III	692.255	4.265.366	P.M.	378.515
IV	34.575.263	9.952.376	2.500.000	3.079.260
V	381.170	7.251.231	P.M.	525.260
VI	212.870	1.460.349	P.M.	273.850
VII	5.473.270	3.685.932	P.M.	7.304.850
VIII	1.602.950	2.476.184	53.000	2.295.550
IX	229.000	1.356.413	P.M.	4.720
X	29.300	2.286.123	20.000	2.297.900
XI	308.000	92.509	P.M.	200
XII	—	77.500	—	P.M.
	50.795.978	36.997.344	2.573.000	16.281.755

RECAPITULATIE

Ontvangsten Gewone dienst	f 50.795.978	
Ontvangsten Kapitaaldienst	f 2.573.000	
		f 53.368.978
Uitgaven Gewone dienst	f 36.997.344	
Uitgaven Kapitaaldienst	f 16.281.755	
		„ 53.279.099
Batig slot dezer begroting . . .		f 89.879

Willemstad, de 3de Januari 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Willemstad, de 4de October 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 31ste December 1949.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING VI.				
	OPENBARE GEZONDHEIDSDIENST.				
260201	Nieuwbouw	15.000	—	30.000	
260801	Nieuwbouw	20.300	—	20.300	
261001	Nieuwbouw	55.560	—	55.560	
261201	Nieuwbouw	140.000	—	142.000	
261301	Nieuwbouw	5.000	—	5.000	
261302	Materieel	5.000	—	5.000	
261303	Vervoermiddelen	10.700	—	10.700	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	251.560	—		
	Nieuw totaal van Afdeling VI				288.850
	AFDELING VII.				
	VERKEER EN VERVOER.				
270101	Nieuwbouw	72.000	—	80.000	
270103	Vervoermiddelen	7.500	—	24.500	
270401	Nieuwbouw	58.000	—	58.000	
270402	Toestellen en materieel	48.000	—	108.000	
270404	Meubilair en kantoormachines	800	—	2.800	
270501	Nieuwbouw	7.300	—	7.300	

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
270502	Toestellen en materieel	105.000	—	165.000	
270601	Nieuwbouw	4.324.000	—	6.724.000	
270902	Materieel	9.000	—	9.000	
271101	Nieuwbouw	168.000	—	568.000	
271105	Aanleg en verbetering vliegvelden	25.000	—	125.000	
271301	Nieuwbouw	—	1.000.000	—	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	4.824.600	1.000.000		
	Nieuw totaal van Afdeling VII				8.015.850
	AFDELING VIII.				
	WATERVOORZIENING, LANDBOUW, VEETEELT EN VISSERIJ.				
280201	Nieuwbouw	602.000	—	1.462.000	
280203	Vervoermiddelen en boten	50.600	—	92.100	
280205	Uitbreiding transport- en distributienet	45.000	—	350.000	
280402	Materieel	73.000	—	73.000	
280505	Aanleg en uitbreiding plantsoenen	3.000	—	23.000	
280606	Voorschotten	10.000	—	60.000	
280701	Nieuwbouw	15.000	50.000	57.000	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	798.600			
	Nieuw totaal van Afdeling VIII				2.295.550

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
	AFDELING IX.				
	SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN.				
290103	Vervoermiddelen	2.600	—	2.600	
290104	Meubilair en kantoormachines	1.120	—	1.120	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	3.720	—		
	Nieuw totaal van Afdeling IX				4.720
	AFDELING X.				
	OPENBARE WERKEN.				
300101	Nieuwbouw	60.000	—	60.000	
300102	Materieel	60.000	—	200.000	
300201	Nieuwbouw	400.000	—	400.000	
300301	Nieuwbouw	8.000	—	8.000	
300405	Aanleg en verharding van wegen	115.000	7.500	817.500	
300406	Riolering en sanering	140.000	—	440.000	
300603	Vervoermiddelen	2.900	—	2.900	
	Totaal der verhogingen en/of verlagingen	785.900	—		
	Nieuw totaal van Afdeling X				2.293.900

ONTVANGSTEN

HOOFDSTUK I GEWONE DIENST

Volgno. der artikelen of onderdelen	Omschrijving	Te verhogen met	Te verlagen met	Nieuwe raming	Nieuwe afdelings-totalen
410101	Batige saldi 1944 en 1945				
641223	Curaçaose lening 1948, over te schrijven op de rekening met derden met het doel dit bedrag te storten in een te stichten algemeen bouwfonds				

Het eindcijfer van Hoofdstuk I wordt *f* 35.290.871,—

Het eindcijfer van Hoofdstuk II wordt *f* 17.097.545,—

OVERZICHT

Afdelingen.	HOOFDSTUK I GEWONE DIENST		HOOFDSTUK II KAPITAALDIENST	
	Ontvangsten	Uitgaven	Ontvangsten	Uitgaven
I	7.290.750	2.500	P.M.	P.M.
II	1.150	4.084.233	P.M.	43.000
III	692.255	4.265.366	P.M.	391.515
IV	34.075.263	8.382.531	2.500.000	3.108.260
V	381.170	7.207.231	P.M.	655.700
VI	212.870	1.460.349	P.M.	288.850
VII	5.473.270	3.685.932	P.M.	8.015.850
VIII	1.602.950	2.390.184	53.000	2.295.550
IX	229.000	1.356.413	P.M.	4.720
X	29.300	2.286.123	20.000	2.293.900
XI	308.000	92.509	P.M.	200
XII	—	77.500	—	P.M.
	50.295.978	35.290.871	2.573.000	17.097.545

RECAPITULATIE

Ontvangsten Gewone dienst	f 50.295.978	
Ontvangsten Kapitaaldienst	f 2.573.000	
		f 52.868.978
Uitgaven Gewone dienst	f 35.290.871	
Uitgaven Kapitaaldienst	f 17.097.545	
		„ 52.388.416
Batig slot dezer begroting . . .		f 480.562

Willemstad, 11 December 1948.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Willemstad, de 4de October 1949.

De Gouverneur voornoemd,

L. PETERS.

Uitgegeven de 31ste December 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. N°. 110



PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 7de October 1949 tot wijziging van de Gouvernements-Werkliedenverordening 1944 (P. B. 1944, no. 197).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het gewenst is de Landsverordening van de 6de November 1944, houdende bepalingen betreffende de indienstneming en de dienstvoorwaarden van werklieden in doorlopende dienstbetrekking bij het Gouvernement van Curaçao (Gouvernements-Werkliedenverordening 1944) (P. B. 1944, No. 197), zoals gewijzigd, laatstelijk bij landsverordening van de 14de Juli 1947 (P. B. 1947, No. 97), nader te wijzigen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

De Gouvernements - Werkliedenverordening 1944 (P. B. 1944, no. 197), zoals gewijzigd, wordt nader gewijzigd als volgt:

Artikel 42 wordt gelezen:

„Gedurende vijf jaren na het inwerkingtreden van deze landsverordening kunnen ook als Gouvernements-werklieden worden aangesteld de werklieden, die op het tijdstip van hun aanstelling ouder dan 35 jaar zijn, doch alsdan de 49-jarige leeftijd nog niet hebben bereikt en voldoen aan de overige vereisten gesteld in artikel 1.".

Artikel 2.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging en werkt terug tot en met 1 Januari 1946.

Gegeven te Willemstad, de 7de October 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
E. NEWTON.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris.

CORVER.

Uitgegeven de 12de October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 111

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 7de October 1949 tot wijziging en aanvulling van de „Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938" (P. B. no. 15).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is de „Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938" (P. B. no. 15) te wijzigen en aan te vullen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

Wijzigingen en aanvullingen.

De „Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938" (P. B. no. 15), zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij de landsverordening van de 18de Juni 1947 (P. B. 1947, no. 78) [1]), wordt nader gewijzigd en aangevuld als volgt:

---

[1]) Zie ook P. B. 1948, no. 101.

I. In artikel 12, lid 1a, wordt tussen „aldaar" en „of" ingevoegd: ", in betrekkingen bij de R. K. Ambachtsschool „St. Jozef" aldaar.".

II. Artikel 12, lid 6, wordt gelezen als volgt:

„6. door de ambtenaar, met behoud van bezoldiging of onder genot van verlofbezoldiging, doorgebracht met vrijstelling van dienst, buitengewone vrijstelling van dienst, binnenlands verlof, kort verlof of verlof wegens ziekte, voor zover deze vrijstelling van dienst of dit verlof aaneensluitend is genoten en niet langer dan drie maanden heeft geduurd.

Binnenlands verlof, verlof wegens ziekte en buitengewone vrijstelling van dienst, voor zover dit verlof en deze vrijstelling van dienst aaneengesloten is genoten en langer dan drie maanden heeft geduurd, zomede buitenlands verlof, tellen slechts mede tot een maximum van één jaar voor alle genoten verloven te zamen.".

III. Artikel 24, lid 3 wordt vervangen door de volgende bepaling:

„Indien terzake van het overlijden van de vader weduwenpensioen wordt uitgekeerd, zal het totaalbedrag van de toe te kennen wezenpensioenen, het weduwenpensioen niet mogen overtreffen.".

IV. Na artikel 39 wordt ingevoegd een nieuw artikel, luidende:

„Artikel 39a.

De bijdragen ingevolge de artikelen 30, 31, 32, 33, 35, 37 en 56 dezer landsverordening verschuldigd, stelt de Gouverneur bij beschikking vast op voorstel van de Vertegenwoordiger der Directie van de Indische Pensioenfondsen.".

V. Artikel 41, lid 3, komt te luiden als volgt:

„3. In de gevallen, omschreven in de leden 3, 4, 5, 6, 8 en 9 van artikel 12 en lid 2 van artikel 38, blijft of wordt de pensioengrondslag bepaald op het bedrag, dat als zodanig zou hebben gegolden, indien betrokkene in actieve dienst van de Lande ware werkzaam gebleven.".

VI. Artikel 42, lid 2 onder e, wordt gelezen als volgt:

„een door de Vertegenwoordiger der Directie van de Indische Pensioenfondsen opgemaakte en door de Administrateur van Financiën geverifieerde verklaring, bevattende opgaaf van de dienstjaren, de inkomsten, die tot bepaling van de pensioengrondslag hebben gestrekt en het pensioenbedrag, waarop de betrokkene(n) recht kan (kunnen) doen gelden.".

VII. Artikel 47 lid 2, wordt gelezen als volgt:

„2. Met een betrekking, als bedoeld in lid 1 onder a, en c., wordt aldaar telkens gelijk gesteld de zodanige, waardoor inkomsten ten laste van de Curaçaose begroting worden genoten.".

VIII. De punt aan het slot van artikel 50 wordt vervangen door een punt-komma en daarna wordt aan dit artikel toegevoegd:

„5e. voor de weduwen en wezen van gewezen ambtenaren, die na ontslag een verzekering, gesloten op grond van artikel 18 der Pensioenverordening 1899, krachtens artikel 19, lid 4 dier verordening hebben in stand gehouden.".

IX. Artikel 57 wordt aangevuld als volgt:

Het gestelde achter het cijfer „8" wordt gelezen als volgt : „voor wat betreft het in lid 1 onder b. en c. en lid 3 bepaalde."

In de volgorde der opgesomde artikelen wordt tussengevoegd: „27a".

Artikel 2.

Overgangsbepalingen.

Over diensttijd, als leerkracht aan de R. K. Ambachtsschool „St. Jozef" doorgebracht, is geen pensioenbijdrage volgens deze landsverordening verschuldigd, voor zover over die tijd stortingen zijn gedaan in het voorzieningsfonds en het aandeel van de betrokkene in dat voorzieningsfonds, in het Algemeen Curaçaos Pensioenfonds is gestort.

Artikel 3.

Inwerkingtreding.

1. De onderdelen III, V, VII, VIII en IX worden geacht te zijn in werking getreden met ingang van 1 Januari 1938.

2. De onderdelen I, II, IV en VI zomede artikel 2 dezer landsverordening worden geacht te zijn in werking getreden met ingang van de dag volgende op die harer afkondiging.

Gegeven te Willemstad, de 7de October 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 12de October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 112

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 7de October 1949 tot wijziging van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zoals laatstelijk gewijzigd bij landsverordening van de 18de Juni 1947 (P. B. 1947, no. 78), [1]) nader te wijzigen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

Aan artikel 11 van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zoals sedert dien gewijzigd, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende:
„5. Tegen de beslissing der Geneeskundige Commis-

[1]) Zie ook P. B. 1948, no. 101.

sie in de Nederlandse Antillen, bedoeld in lid 1 van dit artikel, kan de belanghebbende in beroep komen volgens door de Gouverneur te stellen regelen.".

Artikel 2.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag volgende op die harer afkondiging.

Gegeven te Willemstad, de 7de October 1949.

Het Lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA. L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 12de October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949.  N°. 113

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 7de October 1949 tot wijziging van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij landsverordening van de 18de Juni 1947 (P. B. 1947, no. 78) [1]) te wijzigen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

Artikel 12 lid 2 onder b van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zo-

---

[1]) Zie ook P. B. 1948, no. 101.

als gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij landsverordening van de 18de Juni 1947 (P. B. 1947, no. 101) [1]), wordt gelezen als volgt: „onder het genot van dag-, week- of maandloon in publiekrechtelijk dienstverband diensten zijn verricht, waarvoor een volle dagtaak wordt vereist.".

Artikel 2.

Deze landsverordening treedt in werking met ingang van de dag volgende op die harer afkondiging en werkt terug tot 1 Januari 1938.

Gegeven te Willemstad, de 7de October 1949.

Het lid van het College
van Algemeen Bestuur,
M. P. B. GORSIRA.

L. PETERS.

De Gouvernements-Secretaris,

CORVER.

Uitgegeven de 12de October 1949.
De Gouvernements-Secretaris,
CORVER.

A°. 1949. 

N°. 114

PUBLICATIEBLAD

LANDSVERORDENING *van de 7de October 1949 tot wijziging en aanvulling van de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15).*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van de Nederlandse Antillen,

In overweging genomen hebbende, dat het wenselijk is de Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij landsverordening van de 18de Juni 1947 (P. B. 1947, no. 78) [1]), nader te wijzigen en aan te vullen;

Heeft, de Raad van Advies gehoord, met gemeen overleg der Staten, vastgesteld onderstaande landsverordening:

Artikel 1.

De Pensioenverordening Burgerlijke Landsdienaren 1938 (P. B. 1938, no. 15), zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij landsverordening van de 18de Juni 1947 (P. B. 1947, no. 78) [1]), wordt nader gewijzigd en aangevuld als volgt:

[1]) Zie ook P. B. 1948, no. 101.